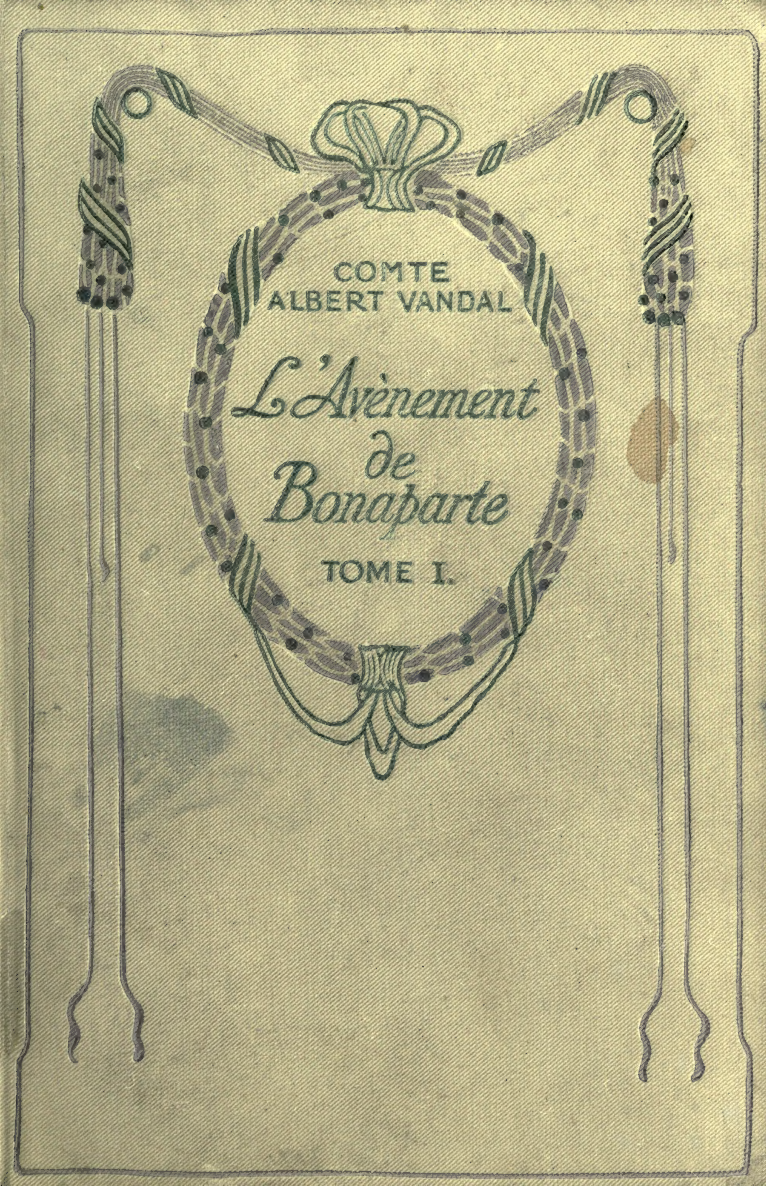
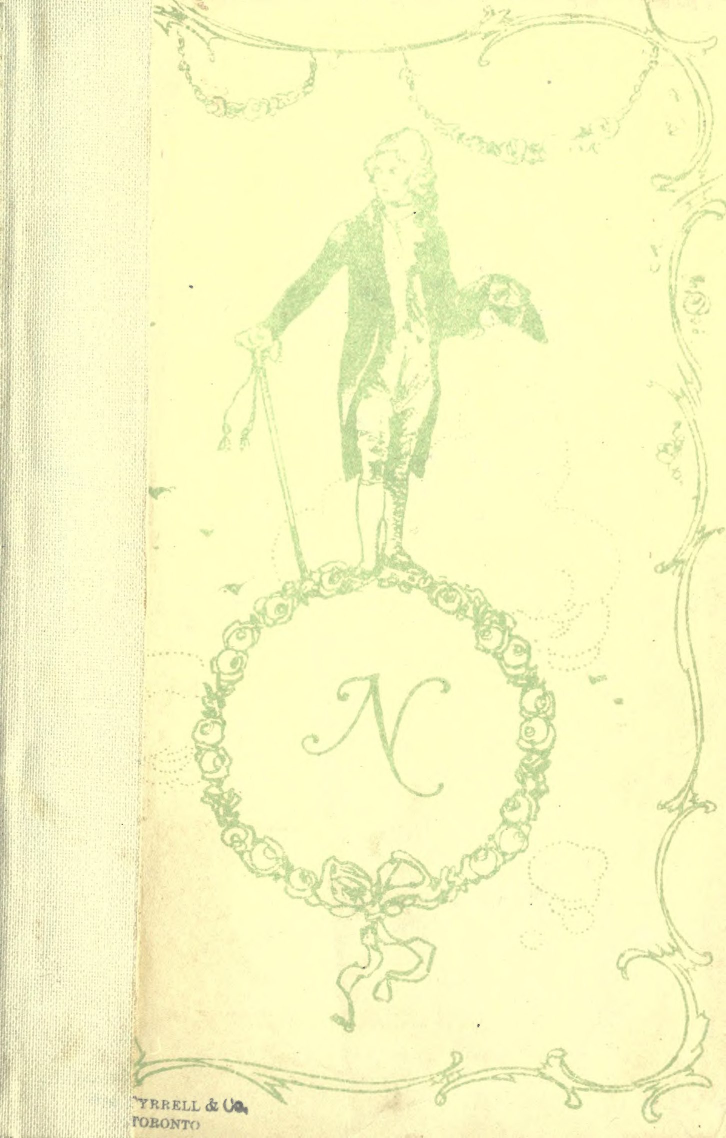

COMTE
ALBERT VANDAL
L'Avènement
de
Bonaparte
TOME I.


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO


N

L'Avènement de Bonaparte

Tome I



Napoléon à Rivoli.

L'Avènement de Bonaparte

I

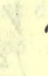
La Genèse du Consulat
Brumaire

Par

Albert Vandal

de l'Académie française

Introduction par Lord Rosebery



Paris

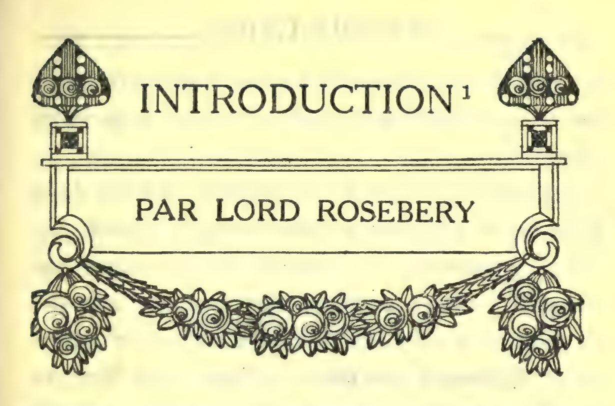
Nelson, Éditeurs

189, *rue* Saint-Jacques

Londres, Édimbourg et New-York

COLLECTION NELSON

Publiée sous la direction de
CHARLES SAROLEA,
Docteur ès lettres : Directeur de la Section française à l'Université d'Édimbourg.



INTRODUCTION[1]

PAR LORD ROSEBERY

M. Vandal m'a fait l'insigne honneur de m'inviter à écrire quelques mots d'introduction, d'ailleurs bien insuffisants et superflus, pour l'édition Nelson de son admirable livre *L'Avènement de Bonaparte.* Cette distinction est d'autant plus flatteuse que, dans la mesure où mon horizon limité me permet d'en juger, M. Vandal m'apparaît comme le premier des historiens vivants. A une grande exactitude dans le détail, il joint la largeur de vue, la puissance dans le développement du récit, le don du portrait frappant, l'imagination sympathique qui groupe et illumine les faits, le toucher magnétique qui donne la lumière et la vie à chaque page, enfin

[1] Ces pages ont été écrites quelques semaines avant la mort si inattendue de M. Vandal.

les qualités innées qui distinguent le grand historien des arides chroniqueurs perdus dans les dates et les détails.

Son plus noble livre est à mon sens l'histoire de la lutte entre Napoléon et Alexandre de Russie. Un drame gigantesque s'y déroule sur une scène immense. Ce drame embrasse l'antagonisme séculaire de l'Europe et de l'Asie, le conflit entre deux adversaires également fourbes : le Corse et le Grec du Bas Empire, et la silencieuse entrée en ligne de toutes les races, depuis l'Espagne jusqu'à la Russie, pour un duel surhumain qu'avait provoqué, parmi d'autres ambitions démesurées, le dessein de partager le monde. Au centre des convoitises : Constantinople et la « Langue de Chat » des Dardanelles. Les Parques y sont presque visibles, tandis qu'elles appellent le destin, comme les sorcières de Macbeth. Un pareil théâtre, taillé à la mesure du génie, eût diminué un moindre écrivain.

Le présent ouvrage n'est pas moins achevé, mais la scène est plus limitée, quoique pleine d'intérêt. Nous y voyons Napoléon arriver pour la première fois au pouvoir, et, pour la première fois, paraître en maître.

Devant lui s'ouvrent des horizons nouveaux et plus étendus, qui bientôt seront sans limite. Au fur et à mesure du récit, nous voyons le maigre conquérant s'évanouir et faire place à un personnage plus grand. Un pressentiment indéfinissable efface les traits de l'ardent soldat ;

« Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte. »

Après ses premiers triomphes, le moment où Napoléon quitte l'uniforme et prend contact avec les réalités du pouvoir est de beaucoup le plus intéressant de sa carrière. Le succès de son gouvernement ne devait pas sembler plus probable que si l'on avait choisi Joubert pour César, comme on en eut l'intention ; ni moins douteux que si Moreau ou Masséna avaient été élevés à la même fonction. Mais dès le début, en présence d'obstacles de toute nature, il triomphe et se fraye un chemin à travers les pièges, les embûches et les rancunes avec une infaillible sagacité.

Les difficultés étaient immenses. Personne ne saurait peut-être apprécier leur importance sans avoir lu ce livre.

La conception vague que la foule se fait de la

carrière de Napoléon est celle d'un triomphe et d'une catastrophe gigantesques. Pendant longtemps le succès est si complet que ses exploits en paraissent aisés. Le 18 brumaire semble confirmer cette impression et avoir été un succès facilement obtenu. Bonaparte était un héros, le gouvernement français tombait en décrépitude, le peuple français souhaitait un changement. Ce fut l'affaire la plus simple du monde.

Le récit de M. Vandal montre toutefois combien ceci est éloigné de la vérité. Si les prémisses sont justes, il n'en fut pas moins difficile d'en tirer la conclusion. En fait, un échec n'eût pas été surprenant.

Il y avait sans doute en France un gouvernement misérable, un chaos administratif et financier, et un peuple mécontent. Tout le monde, sauf peut-être quelques-uns des Directeurs eux-mêmes, sentait que cet état de choses ne pouvait durer et que la France révolutionnaire était sur le point d'ajouter une expérience nouvelle à la longue liste de ses essais constitutionnels. En mai 1799, un nouveau Directeur fut élu dans la personne de Sieyès, homme d'une pénétration infinie et d'une intelligence affinée, mais

timide et peu sympathique, qui haïssait l'aristocratie tout en méprisant le peuple et dont la destinée importune fut de travailler inconsciemment pour les autres, à la façon d'une abeille. Toutefois il comprit vite la situation. Il vit que l'on avait besoin d'un personnage héroïque; le héros trouvé, comme un soldat montrerait probablement de la répugnance pour la besogne de l'administration civile, il projetait d'administrer à sa place. A lui de tirer les ficelles de ce noble pantin, et tout ne manquerait pas d'aller pour le mieux. D'autres avaient même des plans plus étendus et plus chimériques. Le pantin devait être renversé en temps opportun et faire place à une monarchie constitutionnelle et protestante sous un prince allemand.

Si le général Bonaparte avait été en Europe, le choix fût inévitablement tombé sur lui. Mais il était enfermé en Égypte, sans moyens de fuir, et les escadres anglaises montaient la garde dans la Méditerranée. Aussi Joubert, caractère noble et chevaleresque, fut-il choisi et accepta-t-il la nomination. Il devait rentrer en France avec l'auréole d'une grande victoire. La bataille que l'on attendait fut livrée. Il avait à vaincre Souvorof, mais ce fut Sou-

vorof qui le vainquit, et Joubert fut tué. Il y en a qui disent que ce fut par une balle jacobine.

Force était donc de chercher un candidat nouveau. On pensa à Moreau ; on sonda Macdonald, qui refusa. Mais à ce moment prend fin la série des désastres. Des courriers apportent la nouvelle de la victoire de Zürich. « Le Russe se défend comme un dogue, » écrit Masséna, « mais je le tiens. » Souvorof est en effet écrasé et bat en retraite. Tandis que la joie et le soulagement sont à leur comble, de nouveaux messagers arrivent avec des nouvelles de Bonaparte et annoncent de grandes victoires en Égypte. On apprend aussitôt après la nouvelle suprême : Bonaparte est en France. Son arrivée tient du merveilleux. Il a traversé les flottes ennemies et leur a échappé presque par miracle ; il a visité pour la dernière fois le lieu de sa naissance et a débarqué sain et sauf. Le Directoire fait la grimace et publie la nouvelle à contre-cœur. La nation se moque de la grimace, dès l'instant que la nouvelle est vraie. L'enthousiasme est sans bornes ; l'œuvre législative ne peut continuer ; « suffoqués d'émotion », les législateurs s'ajournent. Dans les rues, les théâtres, les tavernes, les gens deviennent fous de joie. De même

dans les provinces. Les villes que traverse le général illuminent, son hôtel est assiégé par des foules délirantes, les paysans escortent sa chaise de poste avec des torches, et la longue tension nerveuse prend fin dans un élan d'extase passionnée. L'information parvient jusqu'à la conférence où Sieyès est en train de sonder Moreau. Les pourparlers sont interrompus. « Voilà votre homme ; il fera votre coup d'État bien mieux que moi, » dit Moreau, qui n'a point le cœur à l'entreprise qu'on voulait de lui.

Pourquoi cette étonnante explosion ? La réponse est simple. Ce n'est pas que la nation souhaite que le conquérant lui cueille de nouveaux lauriers. Ce qu'elle demande, c'est l'ordre à l'intérieur, et, à l'extérieur, la paix.

L'ordre d'abord. Pendant dix ans les Français avaient vécu d'aspirations élevées alternant avec des massacres ; ils avaient cru que la législation peut tout, fût-ce transformer la nature humaine, et qu'un remaniement approprié des impôts peut, en supprimant le riche, donner l'aisance et le bonheur au pauvre ; ils avaient en fait adoré les dieux absurdes qui perdent une nation. En cinq ans, 3,400 lois avaient été promulguées ; c'était assez pour faire

venir l'eau à la bouche des législateurs modernes, assez pour changer la terre en paradis, si l'on pouvait changer la terre par de pareils moyens. Tout cela n'avait produit qu'anarchie, pauvreté et mécontentement. Les suites financières du système n'avaient pas été plus heureuses. L'impôt progressif sur le revenu avait complètement échoué et le Trésor était vide. L'aspect des provinces n'était guère meilleur. A Lyon, dans la seconde ville de France, la Révolution avait fait autant de ravages qu'un tremblement de terre et détruit des quartiers entiers. A Marseille, dans la troisième ville, on nous apprend qu'il ne survivait plus que des haines. Le brigandage régnait dans certains départements, la guerre civile dans d'autres.

Aussi n'est-il pas surprenant que les citoyens veuillent passionnément la paix, non seulement pour elle-même, mais parce qu'ils sentent que sans la paix le rétablissement de l'ordre est impossible. D'autres généraux peuvent remporter des victoires, mais la population croit fermement que seul Bonaparte peut obtenir la paix. Seul il est assez victorieux pour terminer une guerre. Et la seule façon de terminer la Révolution est de terminer la guerre.

Enfin l'Homme du Destin arrive sans éclat à

Paris. Il apparaît devant le Directoire dans un costume très singulier, moitié civil, moitié militaire et quelque peu oriental : « chapeau rond, » . . . redingote verdâtre avec cimeterre turc. Dans cet accoutrement grotesque, il semble brulé par le soleil, amaigri, desséché ; il n'y a de la vie que dans ses yeux. Il est revenu déterminé à mettre un terme au Directoire. Sa première idée est de devenir Directeur lui-même et de se débarrasser doucement de ses collègues. Mais un Directeur doit avoir quarante ans, et il n'en a que trente. De plus, la voie la plus simple semble la meilleure. Elle consiste à se débarrasser des Directeurs le plus tôt possible et à se mettre à leur place. Mais il doit se faire seconder par les victimes elles-mêmes et les amener à préparer inconsciemment elles-mêmes leur propre immolation. Car l'opinion publique paraît hostile à un changement violent.

Il est dégoûté par la fatuité de Barras et se tourne vers Sieyès. Sieyès est prêt à coopérer et prend des leçons d'équitation afin de ne pas se laisser éclipser par Bonaparte dans les cérémonies. Sieyès amène un autre Directeur. Il en reste deux : Moulin qui ne compte pas, et Gohier qui passe pour être amoureux de Joséphine.

Il n'y a pas de temps à perdre. Le coup doit être frappé au cours des trois semaines qui suivent l'arrivée de Bonaparte. Peu de gens sont dans le secret ; mais de sourdes rumeurs circulent, et, pour réussir, il faut agir avec célérité.

L'idée maîtresse, ainsi que nous l'avons vu, était de faire participer les autorités existantes à l'œuvre de leur propre destruction. L'assemblée affublée du non absurde de Conseil des Anciens était à la disposition des conspirateurs, et avait le pouvoir de transférer le Parlement dans un lieu plus calme que Paris. On devait donner un prétexte non dénué de fondement, celui d'une conspiration jacobine. L'endroit choisi fut Saint-Cloud. C'est là que le Conseil des Cinq-Cents — l'assemblée populaire — devait être amené par le prestige ou la terreur à accepter une Constitution nouvelle. Sieyès était l'auteur du plan de campagne ; si fertile que fût son imagination, elle refusait néanmoins de lui fournir un projet de constitution. Il est si difficile de lier et d'entraver un héros, une fois qu'il a surgi, par des institutions, des clauses prudentes ou d'ingénieuses chaînes ! si délicat de l'affaiblir par de discrètes saignées ! On décida en tout et pour tout

qu'il y aurait trois Consuls. Bonaparte écoute Sieyès en silence.

Moreau fut gagné au projet. Il espérait que Bonaparte, s'il venait à réussir, deviendrait un civil et lui laisserait les champs de bataille : c'était exactement le contraire des aspirations de Sieyès. Macdonald, Beurnonville et Sérurier offraient leurs services. Les camarades d'Égypte du jeune général, Leclerc et Murat, tous deux ses beaux-frères présents ou futurs, étaient ardents et actifs. Bernadotte gardait une attitude ambiguë, étant soucieux comme toujours de ménager sa propre fortune. A défaut d'enthousiasme, l'armée ne témoignait aucune hostilité. Restait une troupe peu maniable et d'allure inquiétante, appelée la Garde du Directoire et des Conseils, appartenant à la police plus qu'à l'armée, avec de fortes tendances au brigandage, et que son intérêt attachait au régime existant. On se demandait non sans crainte comment elle se comporterait.

Il fallait également de l'argent. On en trouva. Où ? Nul ne le sait. Bonaparte était revenu d'Égypte les poches vides. Un fournisseur nommé Collot semble en avoir trouvé ; d'autres fournisseurs furent peut-être amenés par la menace ou la

persuasion à abandonner une partie de leurs frauduleux profits.

Enfin arrivèrent les jours mémorables. Le général passe la veille à prendre ses dernières dispositions. Sébastiani, colonel du 9ème dragons, et qu'anime l'esprit de clan des Corses, promet son concours enthousiaste. Son régiment aura à jouer un rôle important. Détail étrange, c'est à un amiral que l'on emprunte un cheval magnifique, accessoire indispensable, alors comme plus tard, dans ces occasions, mais dont la fougue est presque excessive pour le but qu'on se propose. Le soir qui précède l'aventure, le général dine avec le prudent Cambacérès ; les convives sont silencieux et préoccupés. Joséphine envoie un mot à l'inflammable Directeur Gohier pour le prier à déjeuner. A deux heures du matin, Bonaparte fait dire à Moreau et à Macdonald de venir le trouver au lever du jour, et il s'invite à dîner chez Barras pour le soir même, afin de désarmer la méfiance de cet important Directeur.

M. Vandal décrit en cent trente pages passionnantes les deux journées dramatiques du 18 et du 19 brumaire, du 8 et du 9 novembre. C'est dans ce récit compliqué qu'apparaît l'excellence de son talent.

Il dirige les acteurs, maintient la séparation des groupes et élucide les faits d'une main de maître. Impossible de commencer la lecture de ces pages sans aller jusqu'au bout. Nous respirons l'air de l'époque, nous entendons le tumulte ; un guide sûr nous conduit à travers le maquis des événements ; si nous ne jouons pas la scène, nous y assistons en témoins.

Entre cinq et six heures du matin, un certain nombre d'Anciens, choisis d'avance, sont réveillés pour une séance extraordinaire qui doit avoir lieu à sept heures. Tandis qu'ils suivent en frissonnant les rues sombres, celles-ci restent désertes, bien que les troupes soient déjà sur pied et marchent vers un but qu'elles ignorent totalement. On vote avec promptitude le décret nécessaire. En deux mots, il est stipulé que les Conseils se réuniront le lendemain à Saint-Cloud et que Bonaparte sera chargé de l'exécution du mandat. Cependant tous les officiers supérieurs de l'armée pénètrent en masse dans sa maison, tandis qu'un escadron de dragons, posté au dehors, ne permet à personne d'en sortir. Mais Gohier, chez qui les soupçons se sont éveillés, a refusé l'invitation de Joséphine. Soudain la porte s'ouvre, et Bonaparte paraît. Escorté par une troupe grossissante d'offi-

ciers, accompagné par Sieyès, qui a tiré parti de ses leçons d'équitation et que suivent deux aides de camp, il se rend à cheval aux Tuileries, où il trouve une foule l'attendant, enthousiaste. Il y prête un serment assez incohérent devant les Anciens, et le Conseil se disperse. Puis il pénètre dans le jardin et se montre à ses troupes. Il est là dans son élément. Sa parole redevient claire, énergique. Sa colère tombe sur un émissaire tremblant de Barras, venu pour épier les événements. « Qu'avez-vous fait, » demande-t-il impérieusement, « de cette France que je vous avais laissée si brillante ? Je vous avais laissé la paix, je retrouve la guerre ! Je vous avais laissé des victoires, je retrouve des revers ! Je vous avais laissé les millions d'Italie, je retrouve partout des lois spoliatrices et la misère ! Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je connaissais, mes compagnons de gloire ? Ils sont morts ! » Et après cet exorde poignant, il proclame, en paroles à peine moins ardentes, qu'un changement est nécessaire et urgent. Ce bref discours produisit à l'époque une impression profonde, et il a survécu pour jeter sur le Directoire l'opprobre de l'histoire. C'est là, en effet, l'épitaphe de ce gouvernement de corruption et de désastre.

Cependant l'œuvre avance. Les Cinq-Cents se réunissent, et Lucien Bonaparte les relègue sommairement à Saint-Cloud. Barras prend le large en chaise de poste, avec une escorte de dragons et la promesse d'une somme respectable. Gohier et Moulin, obstinés et inertes, finissent par être consignés au Luxembourg. Aucun symptôme de résistance. « Nous n'avons pas encore eu de révolution plus calme, » disent les journaux qui en avaient relaté si souvent au cours des dix dernières années. Nul doute que les Jacobins ne soient en fureur. Mais leur renom formidable a perdu son terrifiant prestige. Sieyès propose d'arrêter leurs chefs et se heurte à un bref refus de Bonaparte. Toutefois Bernadotte se tourne vers eux et leur suggère de le nommer co-généralissime et collègue de Bonaparte. Cette offre désintéressée ne séduit personne.

Le second jour fut beaucoup plus critique, car tout avait été laissé à l'inspiration du moment, ce qui faillit produire un résultat désastreux. Paris accourut à Saint-Cloud comme pour un grand steeple-chase, et il faut avouer que certaines des péripéties de cette journée ne furent pas tout à fait indignes de ce sport. Au milieu de la foule, Bonaparte, froid et

confiant en apparence, escorté par des dragons, mais suivi par des lieutenants inquiets qui ont le sentiment de jouer leur vie.

Quand il arrive à Saint-Cloud, il se retire dans une pièce où il reçoit, dans une fièvre d'impatience et d'agitation, les bulletins qui lui viennent du champ de bataille législatif, tandis que Sieyès tremble devant le feu. Dans l'antichambre, les gens murmurent entre eux avec une évidente anxiété. Certains disparaissent. Des hésitations et des appréhensions se font jour. Des bruits sinistres commencent à circuler. Des émissaires, dit-on, viennent d'être dépêchés à Paris par les Jacobins installés dans les galeries, afin de soulever les faubourgs et d'organiser l'insurrection. A tout moment il peut se produire une inondation jacobine, un nouveau 6 octobre. On voit des députés attendre anxieusement quelqu'un ou quelque chose. De sinistres femmes commencent à arriver ; ce sont les tricoteuses de la Révolution. Jourdan et Augereau, oiseaux de mauvais augure, se montrent.

Les Cinq-Cents prêtent serment, et cette opération occupe les quatre premières heures de l'après-midi. Mais Bonaparte sent qu'il ne peut attendre ; il ne

peut laisser plus longtemps sans contrôle ces assemblées vagues et mobiles. Il y a du danger dans l'air. A trois heures et demie, suivi par ses aides de camp, il marche droit aux Anciens, qui se hâtent d'entrer dans leur salle quand le général est annoncé. Son intention était de rallier ses amis et de s'assurer du Conseil. Mais il manque son effet. Devant une assemblée civile, qui contient de rudes adversaires, il n'est pas surprenant que sa vigueur oratoire inexpérimentée le serve mal. Il hésite, il est perdu. Ce sont des phrases sans suite, des répétitions, des accusations incohérentes. Les Anciens cessent d'écouter, mais il continue à parler dans le tumulte. A la fin il se retire. C'est presque une catastrophe.

Il donne néanmoins avec calme l'ordre à Bourrienne d'envoyer un exprès à Joséphine pour dire que tout va bien, puis il se rend aussitôt chez les Cinq-Cents. On est en droit de se demander, et M. Vandal se le demande, pourquoi après un pareil échec il se hâte de paraître devant une assemblée hostile au-devant d'un nouveau désastre oratoire. La réponse semble être que son instinct militaire le poussait à se jeter au plus fort du danger. Il est cependant clair qu'il ne savait guère ce qu'il avait

à faire ou à dire. Peut-être songeait-il seulement à provoquer des violences qui justifieraient une intervention militaire. En cette occasion, il emmena avec lui une poignée de grenadiers. Il entre au milieu d'une foule de députés et de spectateurs, criant « A bas le dictateur ! A bas le tyran ! » Une lutte s'engage ; il est bousculé et insulté. De vigoureux Jacobins saisissent le petit homme malingre et le secouent comme un rat. Cette violence lui fait perdre le sang-froid ; il faut que ses amis viennent l'arracher de force à ces mains rudes. Il est probable qu'en dépit de ce qui fut affirmé plus tard, les députés n'avaient pas de poignards ; sinon, il n'en fût pas sorti vivant. Les soldats postés au dehors, entendant le tumulte, se précipitent dans la salle, furieux de l'attentat dirigé contre leur général. La lutte autour de lui redouble de violence. Un grand député le frappe. A la fin il est tiré de là par ses grenadiers, pâle, à demi évanoui, presque étouffé ; le gigantesque législateur les frappe à coups redoublés dans son effort pour atteindre le général lui-même. Bonaparte quitte la salle poursuivi par les cris de « Hors la loi ! Hors la loi ! » Il n'a pas pu prononcer une parole.

La situation semble compromise, sinon désespérée. Les moyens pacifiques ont échoué. Le héros n'a pas réussi à intimider. Il faut un homme providentiel : on le trouve dans Lucien. C'est le moment suprême dans la vie de Lucien, et il se fit peindre en pied par Gérard, tel qu'il apparut en cette occasion critique. Ses collègues veulent à toute force mettre son frère hors la loi, et tentent de prendre d'assaut la tribune présidentielle. Lucien résiste, il réclame la parole pour gagner du temps ; il invoque d'abord son autorité présidentielle, puis son droit de député. Rien n'y fait, personne ne l'écoute ou ne parvient à l'entendre dans le tumulte.

Cependant Napoléon se ressaisit bientôt ; sa défaillance physique disparaît dans une explosion de passion. Il monte à cheval, mais sa figure est effrayante à voir. La peau en est injectée et il l'a grattée jusqu'au sang. Toutefois son attitude enhardie lui vint en aide et joua le rôle d'un stimulant. Le bruit se répandit en effet aussitôt que ses ennemis avaient eu recours à la violence, même à l'assassinat. Son visage blessé confirme la nouvelle ; ses paroles furieuses cinglent la rage de ses soldats. Mais les Gardes de l'Assemblée restent

silencieux et suspects, ou même hostiles ; Sieyès, qui observe par la fenêtre, croit s'apercevoir qu'ils manœuvrent pour l'entourer et s'emparer de lui. Le tumulte des Cinq-Cents est entendu au dehors. Quelques-uns d'entre eux apparaissent aux fenêtres et font des gestes frénétiques pour appeler leurs gardes. Cette courte journée de novembre approche de sa fin, et pourtant les événements sont toujours en suspens. On hésite autour du général. Talleyrand se montre ; il est pâle mais ne tremble pas, et attend avec anxiété le dénouement de cette révolution, comme il avait déjà si souvent attendu. A l'intérieur, Lucien continue à lutter vainement contre ses collègues. A la fin il fait glisser un message à son frère : l'assemblée doit être dispersée avant dix minutes, ou il ne répond de rien. Bonaparte voit que le moment critique est arrivé et qu'il doit jouer de l'autorité présidentielle en faisant saisir le Président. Des grenadiers entrent et emmènent Lucien ; l'arrestation du Président implique l'ajournement du Conseil. Au dehors Lucien rejoint le général, et, fort de l'autorité que lui donne son titre de Président des Cinq-Cents, il improvise dans un discours passionné la fameuse légende des poignards avec lesquels on

a tenté d'assassiner son frère. Ce frère est près de lui, le visage en sang. Le moment d'agir est venu. Dans l'Orangerie, où sont assemblés les Cinq-Cents, Murat pénètre tambours battants, avec ses soldats. « F......-moi tout ce monde-là dehors ! » Cet ordre bref est vite exécuté. Cette foule « enjuponnée » de fausses toges est poussée dehors au roulement impitoyable des tambours. Les soldats arrachent les plus obstinés d'entre eux de leurs sièges et les emportent comme de méchants enfants. Ces tribuns lamentables et discrédités sont sans défense et se couvrent de ridicule. Ils sortent en se débattant, sous les quolibets et le mépris de la foule. Dispersés, outragés, humiliés, ils s'enfuient à l'aventure dans plusieurs directions ; leurs robes déchirées se prennent aux buissons et aux arbres, et ils se perdent ainsi dans la brume du soir.

Ce drame orageux, tel que l'évoque M. Vandal dans un tableau qui donne l'illusion de la vie, respire encore les colères, les émotions et les vicissitudes de cette mémorable journée. Il laisse pourtant l'impression d'une victoire que l'épaisseur d'un cheveu sépara de la défaite. Un Jacobin maître de lui ou un poignard caché eut aisément changé le cours de

l'histoire de France, et ce fut en fin de compte la force brutale qui assura le succès.

Les conquérants campèrent sur le champ de bataille. Ils passèrent une bonne partie de la nuit à tirer des plans et à discuter entre eux. On décida que la violente expulsion des Cinq-Cents ne pouvait guère servir de base constitutionnelle aux actes futurs et qu'il fallait se donner quelque apparence de légalité. On envoya donc des huissiers avec la mission de réunir tous ceux des législateurs en fuite qu'ils pourraient rencontrer. Après d'actives recherches dans les cabarets et les hôtels, les habitations privées et les voitures filant sur Paris, on parvint à ramener un certain nombre de fugitifs, une trentaine, au dire des Parisiens qui les appelaient par dérision le Concile de Trente, — mais d'après M. Vandal non loin de cent. En tout cas, ils votèrent les formalités requises et des remerciements aux généraux qui les avaient expulsés. Les Anciens se réunirent aussi. A deux heures du matin les consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès et Ducos, prêtèrent serment devant le squelette des deux assemblées. Puis tout le monde, consuls, députés, troupes et spectateurs, se hâta de rentrer à Paris par une sombre

matinée de novembre. A part les initiés, tous croyaient avoir sauvé la République. Les troupes elles-mêmes rentrèrent aux sons familiers mais désormais déplacés du : Ça ira.

C'est le lendemain matin à dix heures que Bonaparte entre en fonctions. Paris est calme et même satisfait, circonstance rare dans la turbulente cité au moment d'une crise. Mais cette tranquillité s'expliquait aisément. On sentait que l'insécurité, ce fléau des mouvements révolutionnaires, avait disparu ; l'avenir apparaissait désormais comme moins incertain ; il était possible d'acheter, de vendre et de travailler en paix. L'œuvre de la réorganisation n'en exigeait pas moins un tact et une patience infinis, et c'est alors que Bonaparte se révèle sous un jour nouveau. Son tact est aussi remarquable que son sang-froid. Il lui faut se garder avec vigilance contre un triple danger, surveiller les Royalistes, les Jacobins et l'armée qui est républicaine. Il doit d'une part maintenir l'équilibre, se montrer conciliant, inspirer la confiance, de l'autre éviter d'éveiller les jalousies et les soupçons.

La première difficulté est, comme toujours, d'ordre financier. Le Trésor est vide et aucun compte n'est

à jour. Les choses ne vont guère mieux au Ministère de la Guerre Le ministre sortant est interrogé : « Vous payez l'armée. Vous pouvez au moins nous donner les états de la solde. — Nous ne la payons pas. — Vous nourrissez l'armée ; donnez-nous les états du bureau des vivres. — Nous ne la nourrissons pas. — Vous habillez l'armée ; donnez-nous les états du bureau de l'habillement. — Nous ne l'habillons pas. » Le chaos est partout.

Sieyès qui avait espéré que Bonaparte lui abandonnerait l'administration civile, est promptement détrompé. Le jeune général, — car il n'a que trente ans, si incroyable que cela paraisse, — hâve et maigre, peine fiévreusement dix-huit heures par jour, reçoit les représentants de tous les partis, travaille à faire sortir l'ordre du chaos. De cette œuvre prodigieuse il est impossible de donner un résumé ; le lecteur doit se donner le plaisir de l'étudier dans les pages vives et captivantes de l'historien.

Puis vient la constitution, et là encore la tâche est malaisée. Sieyès a fini par en préparer une dont l'ingénieux ajustement a pour but de réduire Bonaparte à l'état de pompeuse nullité. On ne saurait encore sans imprudence se passer de Sieyès ; force

est donc de chercher un compromis entre le plan de l'ex-Directeur qui veut faire de Bonaparte un « cochon à l'engrais » et celui de Bonaparte qui prétend être tout. Le travail est si acharné que la commission s'effondre de fatigue. Lui seul tient bon, inlassable, vigoureux, tout rempli de la fièvre que lui donne le souci de régler la question constitutionnelle. Il lui arrive parfois d'avoir des moments de furieuse impatience. Il se ronge les ongles, frappe du pied, s'abandonne à une irrésistible explosion. Mais il redevient bientôt maître de soi. A la fin on tombe d'accord qu'il y aura trois consuls, dont deux à voix consultative, mais que la décision du premier devra l'emporter. Ceci établit, bien entendu, qui sera le maître. On console Sieyès en lui donnant la présidence du nouveau Sénat et une riche propriété. Par un artifice de finesse corse, c'est également lui qui est chargé de nommer les trois consuls, qui auraient dû être élus. Le procédé est d'un cynisme amusant et digne de la dernière manière de Bonaparte. En cette occasion l'illégalité est toutefois de peu de conséquence. Comme il arrive souvent, ce sont les passants qui trouvent le mot de la situation. On proclame la constitution dans les

rues. « Moi, je n'ai rien entendu, » dit quelqu'un. « Moi, je n'ai pas perdu un mot, » dit un autre. « Eh bien, qu'y a-t-il dans la constitution ? » demande le premier. « Il y a Buonaparte, » répond le second.

Une constitution, dit plus tard le Premier Consul, doit être courte et obscure : celle-ci était apparemment courte et claire.

A côté du Premier Consul lui-même, la partie vivante et admirable de la constitution est le Conseil d'État, instrument idéal pour un dictateur idéal. Il est composé d'hommes de tous les partis. « Je me sers de tous ceux qui ont de la capacité et la volonté de marcher avec moi, » dit le Premier Consul. Le Conseil est son laboratoire, son Palais de la Vérité ; c'est là qu'il institue des épreuves, des expériences et des consultations, qu'il discute avec vigueur et précision tous les projets des autres et qu'il soumet les siens à la critique. Un pareil organisme, quand il fonctionne avec sévérité et conscience, est pour un maître énergique un instrument de règne sans prix. D'ailleurs, en les nommant auditeurs, Bonaparte prépare les jeunes hommes les plus marquants au service de l'État. Heureux

le pays assez privilégié pour posséder une pareille institution, telle qu'elle fut utilisée et développée par Napoléon !

Son principal objet est de rétablir l'ordre, de mettre fin à la violence, à l'incertitude et à la guerre civile. Il fait dans toutes les directions des tentatives de conciliation. Il converse longuement avec les Royalistes ; il enterre le Pape avec dignité et Turenne avec splendeur ; il permet aux prêtres de se montrer et il ouvre les églises ; il ferme les yeux ou témoigne ouvertement sa tolérance quand les émigrés reviennent. « Nous autres nobles ! » ce mot lui échappe un jour. Mais tous ces actes exigent une extrême prudence, car les yeux de la Révolution, qui se ferment déjà, sont encore soupçonneux.

Dans ses profondeurs, la France, nous dit M. Vandal, était encore Catholique, et le mouvement qui conduisait à la reconnaissance de la foi chrétienne n'eut rien d'artificiel. Décadi fait officieusement place à dimanche. Dans les églises où il n'y a pas de prêtres, les paysans s'assemblent spontanément pour la prière commune, « pour faire le geste religieux ». La France est presque mûre pour le Concordat. Et tandis que les églises s'ouvrent, les

émigrés rentrent en secret. Ils se promènent tristement en essayant de retrouver le Paris qu'ils ont connu. « Vous souvenez-vous ? C'était là. C'était ici, » murmure-t-on partout. M. Vandal nous raconte tout cela avec un luxe inouï de détails glanés dans la littérature du temps.

Au centre de tout se tient le Surhomme, vigilant, prudent, scrutant l'avenir. Il se montre peu, sauf tous les dix jours quand il passe les troupes en revue sur le Carrousel. Ses seules distractions sont les austères séances de l'Institut et les réunions du décadi à la Malmaison, où il joue aux barres comme un enfant. Ceux qui le voient le trouvent scandaleusement mal mis ; les Royalistes le disent laid ; tous le disent petit, sauf quand il relève la tête et que ses yeux brillent, car il grandit alors soudain. Il apprend et absorbe continuellement. Toute la France semble s'engouffrer dans ce vase clos. Quels sont les éléments qui fermentent à l'intérieur ?

Son regard commence à percer l'avenir avec lucidité. Il lui faut l'Église pour se concilier la France, fût-ce au risque de déplaire à une tapageuse minorité. Puis il sent que le succès de son œuvre dépend beaucoup trop de sa propre existence, pré-

caire et si exposée. C'est alors qu'il est conduit aux idées dynastiques, peut-être sans regret, « car, » observe finement M. Vandal, « il avait l'imagination républicaine et l'instinct monarchique. » N'ayant pas d'enfant, il doit adopter un héritier. Ses frères sont là. Il écarte Joseph et Lucien ; l'un est trop indolent, l'autre trop personnel et trop ambitieux. A la fin son choix tombe sur Louis ! A cette époque Louis est doux, affectueux, docile ; mais comment le Premier Consul peut-il espérer que cet être aimable serait un jour capable de maîtriser, comme Éole, les vents et les tempêtes de la tumultueuse France ? Mystère ! Il est moins surprenant que Joséphine ait favorisé le projet. Elle le soutient dans l'espoir que Louis épousera Hortense, qu'il unira ainsi les deux familles et coupera court aux idées de divorce. Elle réussit désastreusement. Elle produit le plus malheureux des mariages. Malade, hypochondriaque, d'une humeur intolérable, l'héritier choisi irrite tous ceux qui l'approchent par son obstination, sa défiance et sa vanité ; il finit par se mettre lui-même hors la loi comme s'il avait voulu échapper à son frère, à sa femme et à son trône.

Il faut oublier pour l'instant le souci dynastique.

Il y a trop à faire. Ce qui ne peut attendre, c'est un Code de Lois. Voilà un noble monument où attacher son nom, et le général se met à l'œuvre. Il a dans la personne de son second consul Cambacérès un jurisconsulte habile et exercé. C'est avec lui et quelques autres experts qu'il travaille. Il anime, surveille et dirige les opérations ; *fervet opus.* C'est une œuvre de fusion et de compromis entre le passé et le présent, entre l'esprit philosophique et l'esprit juridique, entre la tradition et la loi écrite. Elle a pour effet de codifier la Révolution. « Il ne crée pas le progrès, il l'enregistre et le fixe, le stabilise. En lui, l'ardente matière se concrète sous forme solide, indestructible ; par lui, en cette partie, la Révolution se fait bronze et granit. » On n'aborde pas sérieusement cette tâche avant Marengo, de sorte qu'elle ne tient guère dans les limites de ce livre. Toutefois nous ne saurions être trop reconnaissants à M. Vandal pour l'avoir comprise dans son ouvrage et pour les passages éloquents qu'il lui consacre. Il la résume dans cette phrase lapidaire : « Napoléon, comme Rome, en perdant l'empire sur les peuples, leur laissa ses lois. »

A cette vaste entreprise de réorganisation, une

irrésistible sommation vient arracher le Premier Consul. Il renifle comme une odeur de bataille. Dès lors, il est entraîné. L'Autriche s'obstine à lutter ; si Moreau la contient aisément sur la frontière de l'Est, elle est beaucoup trop forte pour Masséna en Italie. Deux difficultés s'élèvent. Il s'agit d'abord d'enlever à Moreau, qui est froid et jaloux, une partie de son armée. Moreau ne veut pas laisser venir Bonaparte, et c'est à grand peine qu'il cède 30,000 hommes. Il y a un second obstacle. La constitution semble interdire au Premier Consul de commander devant l'ennemi. On tourne encore cette difficulté : Bonaparte ne fera qu'inspecter et passer en revue. C'est alors qu'avec l'armée de réserve il passe les Alpes et se jette en Italie. A son départ les conspirateurs relèvent la tête une fois de plus ; ses propres amis ont à lui chercher un successeur en cas qu'il viendrait à mourir ; pour les autres, sa défaite suffira. Il laisse dédaigneusement tout cela derrière lui. Tandis qu'ils conspirent ou combinent, arrive la nouvelle électrisante qu'il est entré à Milan. Cette nouvelle en éclipse une autre, celle de l'évacuation de Gênes par Masséna, avec tous les honneurs de la guerre et même

quelque chose de plus. Ce revers grossit toutefois les rangs de l'armée ennemie en rendant aux forces assiégeantes leur liberté d'action.

Le jour même où l'on apprend à Paris la capitulation de Gênes, se livre la bataille décisive. Après une journée de combat désespéré, les Français sont repoussés sur tous les points. Mélas, le général autrichien, envoie un courrier à Vienne pour annoncer sa victoire. Si seulement les cent chefs de faction qui attendaient en France avaient su ! Mais Desaix, un des rares amis de Napoléon, peut-être le plus cher de tous, arrive avec des troupes fraîches ; Kellermann achève avec sa cavalerie ce qu'avait commencé la charge de Desaix ; la fortune fait volte-face et la bataille de Marengo est gagnée.

Six jours plus tard Paris est dans une attente anxieuse. Le bruit est parvenu jusqu'au gouvernement qu'une grande bataille a été livrée, qu'elle a été d'abord perdue, puis gagnée. Mais il n'est arrivé aucune nouvelle officielle. Faut-il croire ce bruit ? L'absence d'une dépêche signifie-t-elle que Bonaparte est mort ? S'il en est ainsi, il faut présenter Carnot comme candidat officiel à son poste. Mais le Second Consul garde Joseph en réserve. La nuit

s'écoule dans les transes. Vers onze heures du soir trois courriers arrivent successivement et la grande nouvelle circule sur toutes les lèvres. Bonaparte qui, d'après M. Vandal, était un journaliste né, envoie un chef-d'œuvre de son art. Il admet sa défaite, mais décrit dans un langage plein de couleur et de feu le rétablissement du combat et la charge de Desaix. Puis il en vient à la tragédie : Desaix est mort en pleine victoire. Il compose en style antique le discours du héros mourant et sa propre réponse.

Paris devient fou de joie. Le palais est ouvert et envahi. Les ouvriers sont transportés d'enthousiasme. Ce sont les premières réjouissances spontanées qui aient eu lieu depuis neuf ans. Marengo, dit M. Vandal, est un des rares événements de l'histoire qui aient fait vibrer jusque dans les profondeurs les masses de la nation française. Pour elles, Marengo c'est la paix.

Son ami est mort, mais le conquérant ne saurait s'arrêter ; Patrocle a été tué, mais il n'y a pas de repos pour ce nouvel Achille ; il ne peut rester avec son armée ; il lui faut s'en retourner sur le terrain volcanique de Paris. Il y revient en effet, sans éclat et à

l'improviste, comme à son retour d'Égypte, comme plus tard à son retour de Russie et de l'île d'Elbe. Mais toute la capitale illumine dès qu'elle apprend sa présence. Le « Faubourg Antoine » lui-même, ce sinistre foyer des révolutions, est éblouissant de lumière ; ses turbulents artisans se précipitent en masse vers les Tuileries, mais le général ne veut pas se montrer.

Marengo l'a transformé. Il est devenu le maître ; son ton est bref et impérieux. Que cette bataille fatale ait ou non apporté la paix, il sait qu'elle lui a donné le pouvoir suprême. Avant même d'être de retour, il a fait ce qu'il n'aurait jamais pu faire auparavant : il a ouvert les négociations du Concordat. Le voici maître de la France, prêt à devenir maître de l'Europe. Ce qu'il dit plus tard à propos de ses premières victoires, est du moins vrai maintenant. « Dès lors j'ai prévu ce que je pourrais devenir ! je voyais déjà le monde fuir sous moi comme si j'étais emporté dans les airs. » Oui, la France a trouvé l'homme qu'elle cherchait et qui devait la délivrer, du moins pour un temps, de la Révolution. Mais elle a aussi trouvé un maître. Et sa main ne sera pas moins lourde pour l'Europe. Il

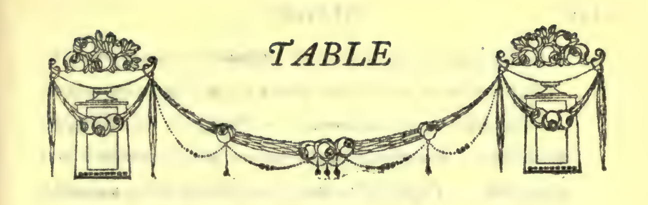
faudra au Continent quatorze années de luttes et une génération entière pour se débarrasser de lui.

M. Vandal prend Bonaparte au moment où il ne fait qu'aspirer au pouvoir absolu ; il le quitte en possession de ce pouvoir. Il nous montre en grandes lignes et dans le détail ce que furent les difficultés, combien il s'en fallut de peu que l'entreprise n'échouât ou ne devînt ridicule, ce qui revient au même. Quand elle eût réussi, les complications furent à peine moindres ; elle ne furent vaincues que grâce à une patience, un tact et une prudence que l'on s'étonne de rencontrer chez le héros.

Si quelque lecteur hésitant est amené par ce que je viens de dire à lire l'ouvrage de M. Vandal, je serai amplement recompensé de ma peine, comme le lecteur le sera de la sienne. A vrai dire, je suis déjà récompensé par le plaisir que j'ai trouvé à relire le livre pour écrire cette introduction. Le lecteur qui m'imitera se verra conduit à travers une suite de scènes émouvantes et grandioses par un esprit aussi séduisant que pénétrant.

Juin 1910.





TABLE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LES RÉVOLUTIONNAIRES NANTIS

LE GOUVERNEMENT

LE PAYS

CHAPITRE PREMIER

LE 30 PRAIRIAL

CHAPITRE II

LA DERNIÈRE POUSSÉE JACOBINE

CHAPITRE III

LUTTE DES PARTIS

CHAPITRE IV

LA CRISE DE NOVI ET LES LOIS JACOBINES

CHAPITRE V

VICTOIRES RÉPUBLICAINES — RETOUR DE BONAPARTE

CHAPITRE VI

BONAPARTE A PARIS

CHAPITRE VII

PRÉPARATIFS DU COUP D'ÉTAT

CHAPITRE VIII

BRUMAIRE — PREMIÈRE JOURNÉE

CHAPITRE IX

BRUMAIRE — DEUXIÈME JOURNÉE

CHAPITRE X

LE LENDEMAIN DU COUP D'ÉTAT

CHAPITRE XI

LA FRANCE SOUS LES CONSULS PROVISOIRES

PARIS

LES DÉPARTEMENTS

L'AVÈNEMENT DE BONAPARTE

AVERTISSEMENT

La mort, qui est venue surprendre si brusquement l'auteur de *l'Avènement de Bonaparte,* l'a empêché d'adapter son œuvre au cadre de la collection Nelson. Ce désir très vif, qu'il nous avait maintes fois exprimé, nous avons tenté de le réaliser, dans un sentiment de pieuse vénération pour sa mémoire. Nous avons suivi les principes qu'il avait lui-même donnés : ne rien changer à l'œuvre ; ne rien résumer, mais faire tomber certaines parties dont la suppression ne mettait pas en danger la magistrale tenue de l'ouvrage, sa puissante structure, son unité.

C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire : le style a été scrupuleusement maintenu. Nous avons laissé intact, en particulier, tout ce qui a trait à l'élaboration du Coup d'Etat, à son accomplissement, à ses effets et à la mainmise lente et progressive du premier Consul sur la France.

Nous avons réduit ou supprimé certaines citations qui venaient à l'appui de quelques faits ; les

coupures les plus importantes ont été opérées dans les chapitres qui signalent l'état du pays après chacune des mesures, tant néfastes du Directoire, qu'apaisantes de Bonaparte. Sans jamais faire disparaître ces tableaux de l'esprit public, auxquels tenait l'auteur, nous les avons réduits, en nous efforçant de conserver l'impression de l'ensemble.

J.-M.

AVANT-PROPOS

Ce livre est une étude d'histoire politique. Son objet est de montrer comment Bonaparte s'empara du pouvoir, dans la France révolutionnée, et comment, affranchissant les Français de la tyrannie jacobine sans les courber encore sous la lourdeur de son despotisme, il posa les premières bases de la réconciliation et de la reconstitution nationales.

Son élévation ne se fit point d'un seul coup et par subit assaut ; ce fut une ascension graduelle, dont le retour d'Egypte, les journées de Brumaire, le développement de l'institution consulaire et Marengo marquent les étapes. Bonaparte débarquant près de Fréjus n'est que le général extraordinaire en qui les Français placent l'espoir d'une régénération républicaine et d'une paix victorieuse ; après Brumaire, il n'est que l'un des trois consuls provisoires ; à la veille de Marengo, il n'est qu'un premier magistrat civil, très soucieux de ménager les formes constitutionnelles et républicaines ; au lendemain de Marengo, il est et se sent maître de la France. C'est à partir de ce moment qu'il peut vraiment et qu'il sait tout faire. Alors, il va se tourner plus délibérément vers quelques-unes des grandes survivances du passé en les conciliant avec les

intérêts nés de la Révolution et avec certaines idées révolutionnaires, devenues profondément nationales ; dans la France ainsi pacifiée, puissamment ordonnée, il érigera une monarchie formidable que les fatalités et les frénésies de sa politique extérieure rendront éphémère. Jusque-là, il a beaucoup et incessamment agi, mais il a aussi observé, hésité, tâtonné. Il ne se sent sûr ni de lui-même ni de la France. On ne sait encore s'il se fera chef d'une république resplendissante, fortement commandée, ou fondateur d'empire. Les circonstances et son action sur elles ne l'amenèrent que progressivement à décider dans quel sens il orienterait la France. C'est ce grand tournant de notre histoire, occupant avec ses abords l'espace d'un peu plus d'une année, s'étendant entre juin 1799 et septembre 1800, que nous avons entrepris d'observer.

La Révolution française n'est pas terminée, car Bonaparte échoua finalement dans son œuvre politique, s'il réussit dans son œuvre administrative et civile. La France vit aujourd'hui dans le cadre administratif et sous les lois civiles qu'il lui a léguées, mais les problèmes politiques et sociaux subsistent à peu près tels que la Révolution les a mis en suspens ; ils remontent presque tous à cette coupure de nos destinées et portent la marque de ce grand fait indélébile. Cependant, dans ce qui s'est passé depuis, dans nos crises successives, dans nos conflits aigus ou traînants, rien ne ressemble, comme allure et mouvement des circonstances, à cette convulsion sans pareille, où tout fut démesuré, formidable et court. D'ailleurs, si les événements se prolongent et se survivent en leurs conséquences, les situations

ne reparaissent en aucun temps identiques à elles-mêmes ; c'est pourquoi il faut demander à l'histoire des enseignements, des leçons, des exemples, et jamais des modèles.

On ne saurait comprendre la Révolution si on l'isole de la crise extérieure dont elle fut constamment environnée et cernée. Toutefois, nous avons écarté, comme dépassant notre cadre, le détail des négociations et des guerres, le récit des événements extérieurs, en nous bornant à montrer combien leur répercussion à l'intérieur fut continue et profonde, comment elle se fit sentir sur les gouvernants, sur les partis et sur l'opinion. L'étude de l'esprit public, qui nous donne le ton et le sens d'une époque, doit prendre dans l'histoire une place de plus en plus considérable. Autant qu'il nous a été possible, nous avons cherché à démêler les aspirations des différentes classes, leurs besoins, l'instinct des masses ; nous avons écouté les plaintes des ateliers et des chaumières, le bavardage des boutiques, autant que les cris du *forum* et les discussions des assemblées. Nous avons eu à constater sous le Directoire la fatigue des volontés, l'écœurement universel, la stagnation et comme l'interruption de la pensée publique ; puis, à mesure que le Consulat s'élève, à discerner la voix d'abord indécise et bientôt approbative des foules, ensuite la clameur des grands enthousiasmes, et à réveiller, autour des événements de politique ou de guerre qui ont été longtemps seuls à retentir dans l'histoire, ces sonorités puissantes.

Il faut remonter aux derniers temps du Directoire pour observer la genèse de l'établissement consulaire.

L'idée précéda l'homme. Bonaparte se l'appropria et la fit prévaloir en l'exagérant selon son tempérament, en la poussant aux plus glorieuses et aux plus abusives conséquences, mais il eut des précurseurs immédiats, civils ou militaires, qui rêvèrent avant lui d'organiser et de terminer la Révolution, en concevant le rôle d'une autre façon. Dans l'ordre politique, autant que dans l'ordre purement physique, la nature ne procède point par innovations brusques ; elle s'essaie d'abord en ébauches, en esquisses, en conceptions rudimentaires, avant d'aboutir à ses pleines réalisations, et ainsi se crée une ambiance de faits et d'idées favorables à leur éclosion. S'il est vraisemblable qu'en 1799 rien n'eût pu se faire sans Bonaparte, parce qu'il était alors le seul homme dont le génie fût adéquat aux circonstances, son génie et sa volonté ne firent pas tout ; il se trouva le terrain admirablement préparé.

L'ordre ancien avait péri ; l'ordre nouveau n'arrivait pas à se fonder. Le Directoire avait hérité à l'intérieur de tout le passif de la Révolution ; entouré de difficultés immenses, il n'en surmonta durablement aucune. Sa tâche était lourde, mais il fut déplorablement inférieur à sa tâche. Il ne sut rien réparer et rien établir ; il ne donna aux Français ni l'ordre ni la liberté.

La faute en fut aux institutions, aux hommes et aux circonstances. La constitution de l'an III, œuvre à la fois de principes et de circonstance, avait eu pour but d'organiser la Révolution et la République. Conçue sous l'inspiration de faux principes, elle mit partout le conflit et ne créa nulle part l'autorité. Le régime établi par elle se disait repré-

sentatif, sans être ce que nous nommons aujourd'hui parlementaire. Un corps électoral censitaire, délégué par la masse citoyenne, nommait les deux Conseils et les renouvelait tous les ans par tiers. Les Conseils exerçaient le pouvoir législatif dans sa plénitude, les Cinq-Cents votant d'abord la loi et les Anciens la sanctionnant. Les Conseils élisaient en outre le Directoire exécutif, composé de cinq membres, et le renouvelaient tous les ans par cinquième. Dans l'ordre exécutif, le Directoire était à la fois souverain et renfermé ; il choisissait librement ses ministres qui ne formaient pas un conseil et ne dépendaient point des assemblées, mais il n'avait ni l'initiative des lois ni le droit de dissolution. L'Exécutif et le Législatif se trouvant dépourvus de prise légale l'un sur l'autre, aucun arbitre n'existant pour les départager, tout conflit entre eux les acculait à la violence. En réalité, par la façon dont le régime fut d'abord aménagé au profit exclusif des révolutionnaires, par la façon dont la constitution fut ensuite violée, torturée, faussée, le gouvernement du Directoire et des Conseils, pendant la majeure partie de son existence, ne fut pas autre chose que la tyrannie posthume de la Convention.

On doit attribuer ce mal pour une forte part aux révolutionnaires, à leur incapacité gouvernementale, à la violence sectaire de leurs passions, à l'ignominie foncière d'une grande quantité d'entre eux. Il faut l'imputer aussi à la persistance de la guerre étrangère et de la guerre civile, l'une nourrie par l'autre. Le Directoire ne se trouva jamais en face d'une opposition purement légale, constitutionnelle et ne remettant pas en question la forme du

gouvernement ; il s'y mêla toujours des machinations subversives. Parmi ceux que la Révolution avait dépouillés de leurs privilèges et de leurs biens, parmi ceux qu'elle avait meurtris, persécutés, torturés, désespérés, beaucoup ne renonçaient pas à rentrer violemment en possession de la France. Ligués avec l'étranger, ils provoquaient des invasions et des descentes, fomentaient des complots, troublaient les villes, agitaient les campagnes, maintenaient l'Ouest en feu, inondaient le Midi de bandes assassines. Il y avait simultanément terreur rouge et terreur blanche. Ainsi voyait-on se prolonger, sous un régime soi-disant constitutionnel, les maux de l'état révolutionnaire. Disputée à main armée entre deux peuples issus d'une même race, entre partisans et adversaires militants de la Révolution, la France, malgré le luxe dévergondé qui avait surgi dans sa capitale, restait un sol de bataille, un champ de désolation, un sanglant chaos.

Sous le conflit perpétué des factions, la masse de la nation gisait inerte, morte aux grands enthousiasmes, morte à toute foi politique. On était loin de ces temps de patriotisme exaspéré et furieux où l'amour de la République s'était confondu vraiment avec l'amour de la France. Il semblait que la force, la chaleur et la richesse du sang gaulois se fussent réfugiées dans les armées qui continuaient à défendre la République et dans les groupes guerroyants qui travaillaient à la détruire.

Si la Révolution avait fait surgir à l'intérieur la plus immonde écume qui eût jamais moussé et fermenté à la surface d'un peuple, elle avait développé tout autour de nos frontières une frange d'hé-

roïsme. Lors du grand spasme, l'énergie accumulée au fond des générations françaises, façonnée à la virile discipline de l'ancien régime, soulevée brusquement par l'idée, s'était produite, en une terrifiante explosion. Depuis, par la continuation de la guerre, par le déplacement de son objet, par les enivrements et les profits de la conquête, l'héroïsme d'abord désintéressé s'était fait carrière, métier, poursuite ininterrompue de gloire et de lucre. En avant des ruines amoncelées, l'institution militaire restait debout ; la Révolution l'avait envahie de ses passions, mais elle avait dû l'excepter de ses destructions, parce qu'il lui avait fallu d'abord vaincre pour vivre et qu'elle avait ensuite vécu de la guerre ; elle avait dû entasser dans le cadre des vieux régiments ses volontaires et ses recrues, utiliser les restes de l'ancien corps d'officiers, exalter les vertus militaires, honorer la discipline, glorifier la bravoure, et elle avait pénétré tout cela d'une grande flamme stimulatrice.

Certes, ses troupes ne ressemblaient guère à notre organisation militaire actuelle, à cet outil de précision, indéfiniment élaboré ; elles étaient mal pourvues, organisées à la diable, tumultueuses, enfiévrées, faméliques et ardentes, dénuées de tout et fières pourtant de leur pittoresque uniforme, empanachées et déguenillées ; mais l'esprit militaire, ce feu vital des armées, s'y était prodigieusement accru. L'esprit militaire devenait une forme de l'esprit révolutionnaire et finirait par sauver la Révolution en la dominant. Dans la population civile, les jeunes gens refusent d'aller à l'armée, c'est-à-dire à la guerre et au carnage ; enrôlés de

force et saisis dans l'engrenage, ils subissent la contagion de l'exemple, l'ascendant de chefs prestigieux ; ils s'éprennent d'amour pour cette armée toute nationale qui s'est déjà fait une tradition de victoires et une épopée, et ces enfants qui ne sont jamais sortis de chez eux, ces hommes de terroir, fondus dans la grande unité qui combat aux frontières, acquièrent l'idée d'une communauté plus large et apprennent la patrie. Ils acquièrent aussi l'orgueil et l'arrogance de leur rôle ; ils se sentent ce qu'il y a de plus indispensable, de meilleur et de plus français dans la France d'alors. Ainsi s'explique que l'institution militaire demeurât très forte, envahissante, dans un pays qui avait pris la guerre en horreur et qui se dérobait au service. La France continuait donc d'opposer à l'étranger un front de vivantes et frémissantes armées, mais à l'intérieur tout était décomposition, abattement, langueur, et la nation moins épuisée encore que lassée, atteinte d'une effroyable courbature, ne sentait plus que ses maux.

Ces maux étaient de différentes sortes ; nous aurons à les reconnaître. Ils ne pesaient pas également sur toutes les classes de la population, sur toutes les parties de la France. La Révolution ne s'était point comportée de même dans chaque département, et on ne saurait pas plus l'apprécier en bloc dans l'espace que dans le temps. On retrouvait cependant en tous lieux, quoique à des degrés divers, les violences des partis, l'avilissement de l'autorité, une lèpre de corruption, un abominable arbitraire, l'anéantissement du crédit et la ruine des affaires, l'insécurité des personnes, l'insécurité des biens. Ces maux

se mélangeaient de vitalités accrues, mais latentes ou désordonnées, de germes féconds, déposés pour l'avenir, car « cette nation, qui semblait au moment de se dissoudre, recommençait un monde ».

Sous les crimes et les horreurs de la Révolution, l'évolution se poursuivait sourdement vers un avenir amélioré en bien-être, en liberté et en justice, mais on n'en avait pas conscience, parce qu'on avait devant soi l'abjection du présent et l'incertitude du lendemain. En dehors de quelques individus et de quelques groupes, les intérêts survivaient aux principes, mais ces intérêts se sentaient eux-mêmes universellement lésés ou menacés. Les gens qui avaient gardé quelque chose craignaient de le perdre ; ceux qui avaient acquis quelque bien n'en jouissaient pas ou en jouissaient mal ; ils désiraient en jouir. La Révolution, qui avait créé un grand nombre de possédants nouveaux et qui n'avait pas entièrement dépouillé tous les anciens possesseurs, mais qui laissait les uns et les autres dans l'inquiétude, aboutissait en fin de compte à développer parmi nous le sens matériellement conservateur, sans que cet âpre instinct sût trouver sa formule et se procurer sa garantie. La France avide de repos, avide de sécurité, livrée à un pullulement de tyrannies et d'anarchies diverses, demeurait impuissante à se libérer par elle-même et à s'organiser, prête à recevoir un chef ou un maître, incapable de se le donner, et d'autre part les pouvoirs révolutionnaires, quoique animés eux-mêmes d'un féroce esprit de conservation personnelle, étaient à la fois trop violents et trop faibles pour se stabiliser dans leur forme présente. Les hommes qui depuis le

9 thermidor s'étaient emparés de la Révolution restaient faction, au lieu de se constituer gouvernement ; ils se maintenaient brutalement en place sans s'y consolider, et la série de leurs vicissitudes explique comment les plus intelligents d'entre eux en viendraient finalement à chercher, à invoquer, contre l'institution établie, un homme assez puissant pour se faire le garant de leurs intérêts et le restaurateur de l'Etat.

L'AVÈNEMENT

DE

BONAPARTE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LES RÉVOLUTIONNAIRES NANTIS

LE GOUVERNEMENT

I

DEPUIS la chute de Robespierre jusqu'à l'avènement de Bonaparte, un fait domine l'histoire politique de la Révolution : l'effort des révolutionnaires nantis, en possession des places principales et de l'influence, pour se maintenir au pouvoir, pour s'y perpétuer obstinément, malgré et contre la nation. Ces révolutionnaires de la basse époque n'eurent jamais à leur tête que des personnages de second ordre, les grands chefs ayant péri. Ils ne formaient pas un parti discipliné et compact, mais une association intermittente d'intérêts et de passions. Les Thermidoriens en composaient le noyau primitif et central. Le 9 Thermidor avait été l'acte de terroristes dissidents, ennemis de Robespierre, mais aussi cruels que lui et plus vils, que la révolte de

l'opinion et la décroissance du péril extérieur rendirent relativement modérés. A eux s'étaient joints des Girondins rentrés en grâce, des Montagnards descendus en plaine, la grande majorité des conventionnels, la presque totalité des régicides, en un mot, tous ceux qui, ayant fait la République et survécu à la Terreur, voulaient jouir de leur œuvre.

C'étaient eux qui avaient décidé, après le vote de la constitution, que les deux tiers de la Convention se perpétueraient dans les Conseils. Depuis cet attentat législatif, par trois fois, légalement ou violemment, la volonté de Paris ou de la France entière s'était levée contre eux ; par trois fois, en vendémiaire an IV, en fructidor an V, en floréal an VI, ils l'avaient canonnée ou durement comprimée. Ils vivaient de coups d'Etat, traînaient de violence en violence une existence cahotée, inhabiles à gouverner, acharnés à se défendre, stimulés par la pensée qu'à perdre le pouvoir ils perdraient tout, y compris vraisemblablement la vie ; or, « entre les hommes qui veulent arriver et ceux qui ne veulent pas être pendus, il y a toujours plus à parier pour les derniers ». Dans l'intervalle des grandes crises, lés révolutionnaires arrivés se disputaient entre eux, se décriaient et s'incriminaient. Dès qu'un péril commun surgissait, le groupement se reformait, faisait corps, faisait front, et les plus modérés, en gémissant parfois, suivaient les violents.

Le gouvernement de la France était ainsi oligarchique ; c'était le butin d'une bande, la proie d'une caste exclusive, fermée, se recrutant elle-même, détachée de la nation et ne faisant plus corps avec elle.

L'agrégat révolutionnaire ne se composait pas uniquement d'anciens proconsuls terroristes, de politiciens véreux, d'êtres chargés de crimes, bien que ceux-là y fussent en très grand nombre. Il renfermait aussi des hommes restés purs, de foi révolutionnaire profonde ; à côté d'eux, beaucoup d'hommes de loi, anciens juristes et procureurs, ceux qui avaient obscurément et utilement besogné dans les comités de la Convention, ceux qui entreraient plus tard dans l'équipe consulaire.

Il y avait aussi les théoriciens, les penseurs, l'Institut derrière les assemblées. Ce grand corps savant, qui tenait son existence de la constitution, au même titre que le Directoire et les deux Conseils, et qui formait presque dans l'Etat un quatrième pouvoir, était le conservatoire de la doctrine. Il fournissait aux corps gouvernants beaucoup de leurs membres, s'y recrutait lui-même en partie. De hautes illustrations l'honoraient, et il comptait dans ses rangs les précurseurs du grand mouvement scientifique qui de nos jours a transformé le siècle ; mais les survivants de l'Encyclopédie, les philosophes appartenant à l'école de Condillac, les futurs *idéologues* de Bonaparte, le dominaient et le gouvernaient. C'étaient pour la plupart des hommes d'aspect grave, de mœurs douces et d'esprit orgueilleux. Parce qu'ils étaient pour l'époque très savants dans leur partie, ils se croyaient appelés à régenter l'esprit public. Dans la France grossièrement réaliste du Directoire, ils aspiraient à recomposer un pouvoir spirituel, qui s'en remettrait au bras séculier du soin d'exécuter ses arrêts. Laissant au pouvoir proprement dit les attentats contre les

personnes, les laides violences, devant lesquelles ils s'inclinaient toujours, ils s'étaient réservé une autre tâche et prétendaient façonner l'âme française conformément à leur haut et froid idéal.

Entre tous les révolutionnaires nantis, il existait d'ailleurs d'autres liens que le simple intérêt matériel ; certaines idées, certaines passions leur étaient communes. D'abord, ils étaient foncièrement antichrétiens. A cet égard, les hauts sectaires de l'Institut ne pensaient pas autrement que les bas prêtrophobes des administrations et des assemblées. Pendant la Terreur, la guerre à la religion n'avait été qu'une abominable saturnale, désapprouvée par Robespierre. Sous le régime de l'an III, elle s'organisa, devint système. Pour mieux détruire la religion, on essaya de la remplacer. L'Institut s'efforçait à tirer de sa doctrine un ensemble de préceptes formant règle de vie. C'est à quoi Bonaparte faisait allusion, quand il disait, voulant flatter ses confrères : « Je suis de la religion de l'Institut. » Le gouvernement subventionna la théophilanthropie, qui faisait rire le peuple, et imposa le culte décadaire, qui l'ennuyait. Dans son effort contre le catholicisme, il se heurtait à une résistance qui l'indignait et le déconcertait, à l'attachement irréductible des masses pour leurs vieilles et nationales croyances ; car la Révolution avait bouleversé la France, mais ne l'avait que partiellement changée.

Les révolutionnaires nantis avaient aussi la haine profonde des anciens nobles ; ils avaient eu beau proscrire et ruiner ces hommes, s'acharner contre eux et les disperser misérables aux quatre coins de l'Europe, ils n'arrivaient pas à ne plus les envier.

Ils détestaient d'autant plus l'ex-classe dirigeante qu'ils aspiraient à en former une.

En politique, ils affichaient certains principes effrontément méconnus dans la pratique : souveraineté du peuple, système représentatif, séparation des pouvoirs, élection et renouvellement fréquent des collectivités gouvernantes. Quelques-uns se croyaient sincèrement libéraux ; ils adoraient platoniquement la liberté, mais l'ajournaient jusqu'au jour impossible où toute la France penserait comme eux. Au fond, beaucoup d'entre eux n'étaient rien moins que républicains. Leur arrière-pensée, leur obsession secrète, était de donner plus de stabilité à leur oligarchie en plaçant au sommet un roi choisi dans une dynastie étrangère ou dans la branche cadette, un roi qui ne serait pas le Roi, qui serait leur créature, qui gouvernerait pour eux, par eux, avec des régicides comme pairs du royaume. Un tel établissement, qui consoliderait leur pouvoir et les ferait inamovibles, leur paraissait un abri plus sûr qu'une république toujours inconsistante et précaire.

Odieux à la majorité des Français, condamnés par l'opinion, ils avaient à combattre, comme partis plus ou moins organisés, les vrais modérés d'abord, les libéraux ; puis, toutes les variétés de royalistes, depuis les bourgeois *monarchiens*, constituants de 1789, constitutionnels de 1791, jusqu'aux partisans intransigeants de l'ancien régime, conspirateurs de Paris, rebelles et égorgeurs du Midi, Chouans de Normandie, de Vendée et de Bretagne ; à l'autre extrémité de l'opinion, les ultra-révolutionnaires, dénommés alors Jacobins. Ce parti se composait

d'abord de bas et hideux terroristes, débris de la horde qui, en 1793 et 1794, avait supplicié la France ; on y trouvait aussi des exaltés qui se posaient sincèrement, contre le régime censitaire de l'an III, en revendicateurs des droits du peuple, frustré désormais de toute action légale ; ceux qui réclamaient la démocratie réelle, ceux qui voulaient aller plus loin et dont Babeuf et son école avaient récemment traduit l'espoir, formulé les tendances ; ceux qui voyaient dans un complet bouleversement social le terme naturel de cette Révolution qui leur semblait s'être arrêtée en chemin et avoir reculé, puisqu'elle avait partagé la dépouille de l'ancien régime entre de nouveaux privilégiés et déshérité la plèbe.

Avec ce parti, les gouvernants n'étaient pas en lutte permanente ; ils le lâchaient parfois contre les modérés et les royalistes, quitte à le refréner ensuite. Pour eux, c'était tantôt l'adversaire, tantôt un corps de réserve. Le parti jacobin demeurait sur la lisière du pouvoir, un pied dedans, un pied dehors. Beaucoup de ses membres restaient dans les emplois : les autres en avaient été exclus et aspiraient à y rentrer. Ils avaient quelques meneurs en chef et des meneurs en sous-ordre, mais ces cadres demeuraient vides, car le peuple de Paris et des grandes villes ne les remplissait plus.

Désabusée et dégrisée, la population ouvrière de Paris, celle des faubourgs, n'ajoutait plus foi aux faiseurs de systèmes, aux marchands de bonheur public. Au peuple, les démagogues et même les démocrates étaient devenus indifférents, sinon odieux. Un journal montre la masse prolétaire ne deman-

dant plus que de l'ouvrage, résignée à « chercher dans le travail un remède à ses maux... ; trompée par tant de promesses illusoires, la défiance est aujourd'hui le sentiment qui la domine » ; volontairement, elle détournait ses regards de la scène politique et s'éloignait de ce grand tréteau. Son effort dernier avait été sa furieuse poussée contre la Convention, en germinal et prairial an III, lors de l'épouvantable disette, pendant la grande crise de la faim ; ceux qui voulaient des places avaient réussi alors à entraîner ceux qui voulaient du pain. Aujourd'hui, le peuple vivait mal, mais vivait à peu près ; d'ailleurs, on avait retiré aux faubourgs leurs canons, leurs piques ; la garde nationale n'était plus guère qu'un simulacre. Au milieu de la masse désarmée et inerte, les Jacobins formaient des groupes épars et isolés, des essaims bourdonnants, de « petites colonies » de perturbateurs ; leur force réelle ne répondait plus à la frayeur qu'ils inspiraient.

Les révolutionnaires nantis ne disposaient pas non plus du peuple, mais ils avaient les armées. Lors du péril national, les camps étaient devenus le foyer des passions nobles. La Révolution avait non seulement exalté, mais moralisé l'armée, au moins dans ses rangs inférieurs, en y faisant affluer le plus pur de la sève française. On vit alors les héros stoïques, sans peur et sans tache, les preux de la Révolution. Depuis qu'à la guerre de défense avait succédé la guerre de propagande et ensuite de conquête, un souffle corrupteur avait atteint et sali l'armée ; la soif des profits matériels, de l'or et des jouissances, s'y était violemment éveillée. Pourtant, beaucoup d'officiers et de soldats, surtout dans les

armées du Rhin et d'Helvétie, demeuraient fidèles au vieil idéal de désintéressement et de simplicité. Ils se modelaient sur ces Romains de convention, sur ces Spartiates de tragédie dont leur imagination était pleine, et ils créaient un type de haute vertu guerrière, quand ils croyaient seulement le reproduire. Ceux-là étaient très grands ; les autres restaient en général admirablement braves, aguerris, endurants, aventureux, pleins de sang, pleins de sève, et la flamme révolutionnaire brûlait toujours en eux. Se jugeant d'essence supérieure au reste de l'humanité parce que le Verbe libérateur leur avait été révélé, ils croyaient affranchir les peuples en brisant les vieilles formes sociales, substituaient leur tyrannie à celle des anciennes castes, portaient, imposaient partout la loi niveleuse, en furieux missionnaires. Les armées restaient en somme ardemment républicaines, avec tendance au jacobinisme ; elles gardaient cet esprit parce que la République et la France se confondaient à leurs yeux, et aussi parce que la Révolution, qui s'était faite au dedans étroite et bourgeoise, demeurait parmi elle franchement démocratique, ouvrant au plus humble, pourvu qu'il fût un brave, le chemin des honneurs et des profits. A l'intérieur, dès qu'on montrait aux armées une apparence de réaction, un effort contre-révolutionnaire, elles voyaient rouge et fonçaient dessus brutalement. Mêlées ainsi à nos discordes, elles sentaient la tentation d'envahir et de dominer l'Etat. Parmi leurs chefs, les plus nobles, comme les plus ambitieux et les plus grands, entrevoyaient un rôle de régulateur et d'arbitre. En attendant, ils restaient avec les

gouvernants actuels, avec ceux qui leur semblaient tenir en mains le dépôt de la Révolution et qui l'avaient effectivement ; Hoche s'offrait à eux dès qu'il s'agissait de mettre à la raison les *réacteurs* et les aristocrates ; Bonaparte se faisait leur homme, pour devenir leur maître.

II

Au printemps de 1799, c'est-à-dire au moment où les causes directes du 18 brumaire vont apparaître, les chefs officiels du groupement révolutionnaire étaient les cinq Directeurs : Reubell, Larévellière-Lépeaux, Barras, Merlin et Treilhard. La corruption célèbre de ce gouvernement a trop fait oublier ses violences. C'est après l'exclusion du grand et honnête Carnot et de Barthélemy, proscrits par leurs collègues, que le Directoire prit un aspect de « corruption inouïe » ; il le dut aux infâmes tripotages qui foisonnaient autour de lui ; il le dut au plus notoire de ses membres effrontément concussionnaire, d'autres montrant des mœurs de serviteurs indélicats plutôt que de francs voleurs. Quelques-uns ne manquaient point de capacité. Merlin (de Douai), jurisconsulte remarquable, procureur très habile, excellait à légaliser le crime ; ses ennemis le déclaraient propre tout au plus à faire « un garde des sceaux de Louis XI ». Treilhard devait rendre sous un autre régime d'utiles services. Larévellière, parfaitement probe, sectaire chimérique, était aussi

contrefait d'esprit que disgracié de corps ; mais l'Alsacien Reubell, dur, rapace, retors, grand abatteur de besogne, paraît avoir été la forte tête de la bande.

Les Directeurs, quoique affublés d'un costume théâtral et pourvus de gardes, déployaient en général peu de luxe ; on ne citait ni « leurs maîtresses » ni « leur phaéton ». Ils logeaient côte à côte au Luxembourg, ce palais ayant été découpé à leur usage en cinq appartements qu'on avait décorés de tapisseries, de tentures, de meubles dorés, pris dans les châteaux royaux. Les Directeurs habitaient bourgeoisement ce somptueux garni. Carnot y avait vécu très simple, invitant familièrement ses amis « à manger la soupe ; on se met à table entre quatre heures et demie et cinq heures, et jamais je ne mange dehors ». Larévellière et sa fille s'en allaient le soir chez un ménage ami, les Thouïn, « passer une couple d'heures dans leur modeste cuisine ». Reubell passait pour fort ladre et enclin aux basses soustractions. La femme de Merlin était une ménagère affreusement commune, une *Madame Angot*, disait Bonaparte. Dans le commencement, les Directeurs se faisaient, par retenue annuelle sur leur salaire, un fonds commun que le membre sortant emportait chaque année, — la *cagnotte* du Directoire. Plus tard, ils s'avisèrent de moyens moins licites pour ne pas partir les mains vides. Ils s'attribuaient aussi le droit de garder la voiture bourgeoise mise à leur service pour la durée de leurs fonctions et à laquelle il leur eût été trop dur de renoncer.

Seul, Barras se montrait fastueux et splendide ; c'était le panache du Directoire. Il portait avec

aisance le costume dessiné par David, l'ample manteau rouge à collerette de dentelle, le glaive à la romaine, le chapeau surchargé de plumes. En dehors de ses fonctions, il portait à l'ordinaire une grande redingote de drap bleu et des bottes. Bombant la poitrine, effaçant les épaules, il paraissait, suivant l'expression de Bonaparte, tel qu'un beau « maître d'armes ». Sa voix était forte et bien timbrée ; dans les orages de la Convention, elle sonnait comme un coup de cloche.

Il savait recevoir et représenter. Quand il ouvrait ses salons du Luxembourg, le monde très mêlé qui s'y pressait, circulant au milieu « des grands fauteuils de velours rouge galonnés d'or », s'étonnant devant l'enfilade des pièces dorées, heureux de retrouver du luxe, des lumières, des toilettes d'une vaporeuse élégance et de fines chairs de femmes, se croyait transporté dans un Olympe, où Mme Tallien et ses émules jouaient le rôle de déesses, dans le costume de l'emploi. Pour recevoir, Barras avait aussi son château de Grosbois, sa maison de campagne de Suresnes. Lorsqu'il s'y rendait dans son équipage attelé de chevaux « soupe au lait », aux traits argentés, les Parisiens se disaient qu'il devait avoir beaucoup volé pour étaler tant de faste. Sa société habituelle se composait de gros financiers et d'agioteurs, de faiseurs en tout genre, de parasites, d'êtres équivoques, de femmes bien nées et tarées, de nobles tombés dans la Révolution ; il se prélassait au milieu de ces corruptions et se donnait l'illusion du monde avec tout ce demi-monde. Corrompu lui-même dans les moelles, pourri de vices, effréné et raffiné dans ses plaisirs, connaisseur

en vins, en femmes, en élégances, il se réservait en tout les profits parfumés et les roses du pouvoir.

Une certaine facilité d'humeur, le goût des largesses, quelque liberté dans l'esprit et un flair politique assez remarquable le distinguaient de ses étroits collègues, mais il devenait capable de tout dès que ses intérêts et ses jouissances étaient en cause. Paresseux et veule à l'ordinaire, son énergie native se retrouvait pour les besognes de violence intermittente qui avaient fait de lui l'homme de main et le souteneur de la faction conventionnelle; le jeu louche des intrigues lui plaisait davantage. Foncièrement traître, menteur avec volupté, se vendant à chacun et trompant tout le monde, c'était une âme de fille dans un corps de bel homme. Larévellière lui trouvait « mauvais ton », parce qu'effectivement on reconnaissait en lui le langage et les façons de l'homme qui a toujours vécu dans les sociétés interlopes, et pourtant il conservait un certain air, une certaine allure, qu'il tenait de son origine ; si profondément encanaillé qu'il fût, il ne se départissait jamais de « quelques-unes des manières usitées par les gens de qualité». Il se posait volontiers en homme d'épée ; on lui faisait plaisir en l'appelant : *citoyen général*. Affectant avec les autres Directeurs une grosse familiarité, et volontiers les tutoyant, il méprisait au fond leurs petitesses ; ce déclassé, ce gentilhomme du Midi qui avait mal tourné, tenait en dédain les parvenus que le hasard des élections annuelles lui donnait pour collègues.

Le trait distinctif de tous ces hommes, c'est la bassesse morale. Chez eux, nulle conception élevée de leurs devoirs et de leurs droits, nulle générosité

de cœur ou d'esprit, nul effort pour pacifier et rassembler la nation, nulle pitié pour cette malheureuse France, qui souffrait tant de maux. Ils gouvernèrent bassement, brutalement, grossièrement. Leur politique consistait à frapper tantôt à droite, tantôt à gauche, à se maintenir par des violences alternatives; ce fut le fameux système de bascule qui n'abaissait un parti que pour élever l'autre.

En 1797, un double vote du corps électoral ayant fini par modifier la composition des Conseils et mis les conventionnels en minorité, une majorité de modérés et de royalistes votait, malgré le Directoire, des lois de réparation ; elle tâchait d'établir la liberté religieuse, de réorganiser les finances, de faciliter la paix avec l'étranger. La France commençait à respirer. On touchait à un changement de personnel et de système, sinon à un changement de régime. Dans le duel engagé avec l'Exécutif, la moralité et l'intelligence étaient certainement du côté des Conseils. Parmi les membres de la majorité, les uns, représentant vraiment la conscience nationale, voulaient seulement en finir avec la tyrannie révolutionnaire et rendre au pays la libre disposition de ses destinées. « Un parti bien intentionné, a dit Barbé-Marbois, nous avait appelés à son secours ; c'était le parti national : ce fut le nôtre. » Il est vrai que la plupart de ces modérés espéraient que la République de l'an III, soustraite aux révolutionnaires, se muerait insensiblement en royauté constitutionnelle. D'autres représentants, en assez grand nombre, s'étaient affiliés aux intrigues et aux complots royalistes, pactisaient avec les hommes qui voulaient un complet et violent retour en

arrière. Les projets soupçonnés de ces députés, leurs noms seuls épouvantaient les républicains de toutes nuances, qui voyaient se déchaîner un grand courant rétrograde. La question, qui n'eût dû se poser qu'entre les usurpateurs conventionnels et les hommes de liberté et d'ordre, se trouva virtuellement posée entre la Révolution et la contre-révolution.

Les trois ex-conventionnels formant la majorité du Directoire, Barras, Larévellière, Reubell, rallièrent autour d'eux les hommes qui n'entendaient pas se laisser exproprier de la chose publique. Ils rallièrent aussi beaucoup de Français qui voyaient dans la Révolution un bien ou l'espoir d'un bien, un principe de régénération et de progrès, acquis au prix d'effroyables souffrances, et qui n'admettaient pas que tant de sang et tant de larmes eussent coulé en pure perte.

Les trois Directeurs, les *triumvirs*, furent les indignes exécuteurs de l'œuvre de défense révolutionnaire. Ils préparèrent un coup de force contre les Conseils et s'adressèrent aux armées. Hoche ne demandait qu'à intervenir ; Bonaparte parut réclamer et imposer l'acte de violence par la clameur furibonde de son armée. Les députés, voyant approcher le péril, faisaient appel eux-mêmes à des éléments de trouble, aux Chouans introduits dans Paris, à la tumultueuse levée des *collets noirs ;* ils agitaient des mesures de défense qui pourraient se transformer en mesures d'attaque, et ils n'aboutissaient pratiquement à rien ; ils ne surent ni s'enfermer dans la légalité ni en sortir hardiment ; ils méditaient parfois de prévenir leurs adversaires et finalement se laissèrent surprendre.

Le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), avec des troupes empruntées à Hoche et un général prêté par Bonaparte, les Directeurs accomplirent leur coup d'Etat ; ils violèrent la constitution pour la sauver, car le triomphe des Conseils l'eût vraisemblablement détruite. Les locaux parlementaires furent nuitamment envahis par les soldats d'Augereau. Les deux Directeurs Carnot et Barthélemy, cinquante-trois députés, plusieurs agents royalistes, les généraux Pichegru et Ramel furent condamnés sans jugement à la déportation. Ceux que l'on put saisir furent enfermés dans de lourds fourgons non suspendus dont toutes les ouvertures étaient fermées par des barreaux de fer, dans des cages roulantes, expédiés ainsi à Rochefort pour être conduits dans l'enfer de la Guyane. Cent cinquante-quatre représentants furent éliminés des Conseils. Le Corps législatif amputé conféra au Directoire, ou plutôt au triumvirat, des pouvoirs exceptionnels. Un renouvellement de rigueurs s'ensuivit contre tous les suspects ; les *triumvirs* et les députés de leur bord frappèrent d'autant plus cruellement que l'alarme avait été plus chaude, qu'ils s'étaient sentis plus menacés, et la Terreur recommença sous le règne de ces trembleurs sinistres. Ce fut la Terreur sèche, sournoisement homicide, qui substituait aux guillotinades le supplice lent de la Guyane ; encore faut-il ajouter que des commissions militaires, transformées en pelotons de condamnation, firent tuer beaucoup de monde.

Mais les Directeurs, pour se défaire des modérés et des royalistes, avaient dû s'appuyer sur les pires éléments de désordre. Les ultra-

révolutionnaires relevèrent la tête. Aux élections partielles de l'an VI, les Jacobins l'emportèrent.

Le péril était maintenant à gauche. Pour y pourvoir, le triumvirat, qui s'était adjoint Merlin et puis Treilhard, recourut à l'opération innomable du 22 floréal an VI (11 mai 1798). Ce ne fut pas un coup d'Etat par le sabre, comme celui d'Augereau, mais une épuration préventive du Corps législatif par triage arbitraire entre les élus. Les Conseils, appelés à vérifier les pouvoirs de leurs nouveaux membres et agissant sous la pression du Directoire, ne se bornèrent pas à invalider en bloc les choix d'un grand nombre d'assemblées électorales, mais admirent les candidats nommés par des groupes scissionnaires. On écarta par ce moyen les démagogues et aussi des républicains prononcés, mais purs, ou même de simples opposants, et il fut proclamé que le Directoire, après avoir sauvé la République en Fructidor, venait maintenant de sauver la société. A cet attentat cynique, il gagna quelque répit.

Cependant, sa situation devenait tous les jours plus critique et violente, car l'expédient brutal, indéfiniment répété, restait l'unique loi de sa conservation. S'il laissait le corps électoral se prononcer librement, il le verrait toujours, en haine de la faction gouvernante, rester en deçà ou aller au delà du point où il entendait le maintenir, se faire représenter par des hommes de droite ou d'extrême gauche, également destructeurs du fait établi. Le jeu normal des institutions eût abouti à leur renversement.

LE PAYS

Sous ce régime éhonté, comment vivait la France ? Toutes les plaies faites par la Révolution continuaient à saigner, et les violences du Directoire avait rouvert celles qui commençaient à se cicatriser. La France, qui n'était plus révolutionnaire, restait révolutionnée, c'est-à-dire dans un état de subversion complète, d'où résultaient une foule de maux. On peut les ramener tous à certaines causes générales de souffrance, permanentes, endémiques, qui opprimaient plus ou moins fortement les différentes régions françaises.

C'était d'abord le désordre matériel. A vrai dire, au début de 1799, quelque temps avant la genèse du Consulat, on n'apercevait pas de grands mouvement séditieux. Il n'y eut guère dans la Révolution d'époque où le gouvernement ait été aussi méprisé et l'ensemble du pays aussi docile. Inertie plutôt que docilité, troublée d'ailleurs de mille alarmes, assaillie sans cesse par les vexations des gouvernants, par les violences des partis extrêmes. Bien que le Directoire se pose en gouvernement de défense sociale et de juste milieu, il ne sait empêcher les francs terroristes, les hommes de sang et de pillage, d'opprimer en beaucoup d'endroits et de terroriser les habitants. En 1798, on voit encore à Tours des sévices rappelant la Terreur. Alors même que les anarchistes de gauche, les

sans-culottes, les *bonnets rouges*, semblent momentanément contenus, on les sent toujours là, et l'on frémit à l'idée d'un retour offensif. Au fond d'un grand nombre de cités et de bourgades, des groupes haineux conspirent la révolution intégrale, l'abolition universelle, le babouvisme en action, et cette vase humaine se remue sourdement. Des propriétaires affolés se disent que l'on en viendra tôt ou tard à la loi agraire.

D'autre part, les anarchistes de droite pullulent, anarchistes de fait et d'action. Les royalistes ont renoncé pour le moment aux grandes prises d'armes, aux insurrections proprement dites, mais la guerre civile s'est comme pulvérisée. Le brigandage politique est sa forme présente. Pour les scélérats et les désespérés, si le jacobinisme est une carrière, le royalisme de grands chemins en est une autre.

Parcourez la France en tous sens, parcourez-la du Nord au Midi et de l'Ouest à l'Est, vous n'entendrez parler que de « brigands royaux », de diligences arrêtées, de courriers dévalisés, de *patriotes* assassinés. La forêt dont la masse sombre emplit l'horizon, la montagne qui dessine au loin sa crête dentelée, les bois plus rapprochés, l'enchevêtrement des vallons, les ravins broussailleux, les châteaux en ruine, les carrières abandonnées, les mines à demi comblées, tout est repaire, en dehors des centres habités et du plat pays. Dans les fissures qui creusent le sol de France, autour de toutes les aspérités, une écume humaine est restée ; elle déborde à chaque instant sur les routes.

Un voyage en France est alors périlleuse aventure. La chaise de poste est un luxe rare et dange-

reux. La diligence part, sale, délabrée, sonnant la ferraille, tirée « par des haridelles attelées de cordes » ; péniblement elle s'avance par les chemins affreux, coupés de ressauts et de fondrières ; parfois, on doit tourner l'obstacle, et alors la voiture s'enlize dans un champ bourbeux ; pour la tirer de là, il faut l'effort de dix bœufs. A la halte du soir, si l'on est en pays couvert, les couchées sont pénibles et hantées de mauvais rêves, dans des auberges réputées coupe-gorge. On repart, et à mesure que la ligne des bois se rapproche, à mesure que des escarpements se dressent le long de la chaussée, le danger croît. Soudain, à l'un des détours de la route, des fusils braqués luisent et de sataniques figures surgissent de la broussaille, hommes au visage couvert d'un crêpe ou noirci à la suie. Ces masques d'épouvante environnent la voiture. Les chevaux se cabrent ; le postillon et le conducteur, couchés en joue, doivent s'arrêter sous peine de mort. Les brigands fouillent la voiture, retirent des coffres défoncés l'argent appartenant à l'Etat, les papiers, les sacs chargés de dépêches. Les voyageurs sont minutieusement examinés ; malheur à qui se trouve fonctionnaire, prêtre jureur, officier, acquéreur de biens nationaux ou simplement *patriote* notoire. Il est le plus souvent exécuté d'une balle dans la tête, et le moindre mal qui puisse lui arriver est de se voir dépouillé de son argent, dépouillé de ses vêtements, et de rester nu sur la place, assommé de coups. Aux autres voyageurs, on commande généralement de passer outre.

Tel est l'ordinaire exploit des brigands qui se

disent armés pour la bonne cause: moins brigands encore que bandits au sens propre et étymologique du mot ; bandits, c'est-à-dire bannis, mis au ban de la société nouvelle et lui faisant guerre à mort ; quelque chose comme les *haydoucks* de Turquie ou plutôt comme ces *outlaws* d'Angleterre qui avaient prolongé contre la conquête normande la résistance éparpillée des Saxons et maintenu longtemps dans le pays une poussière de révolte.

Leurs bandes comprennent tout ce qui vit hors la loi ; d'abord, le déchet de l'ancien régime, fraudeurs, maraudeurs, faux-sauniers ; puis, des réfractaires de tout genre à la Révolution, réfractaires à l'impôt du sang, réquisitionnaires et conscrits fugitifs, soldats déserteurs, survivants des révoltes fédéralistes et des insurrections vendéennes, émigrés rentrés et jetés au crime par l'exaspération ou la misère, curés devenus chefs de bande, gentilshommes d'éducation soignée et rimant une élégie en l'honneur de leur belle entre deux attaques à main armée, farouches hommes du peuple ayant septembrisé en 1795 les Jacobins de Lyon et de la Provence ; à côté d'eux, des révolutionnaires passés d'un camp dans l'autre, d'anciens pourvoyeurs de guillotine restés sans emploi ; des errants quelconques, déserteurs des armées ennemies, aventuriers attirés de l'étranger par la terre de désordre ; enfin, les criminels de métier, galériens en rupture de chaîne, voleurs échappés des prisons, gens en guerre de tout temps avec les lois, s'attaquant aujourd'hui à la Révolution parce qu'elle figure la légalité établie et s'acharnant à la détruire en détail.

Selon les pays, les bandes sont plus ou moins nombreuses, varient leurs procédés, opèrent à pied ou à cheval ; parfois, quatre à cinq hommes seulement, vivant d'ordinaire au milieu de la population paisible et paraissant exercer un métier, mais s'associant de temps à autre pour le coup à tenter ; ailleurs, de véritables troupes armées de bons fusils de munition et tenant continuellement la campagne, des bandes vagabondes, d'autres gîtées en quelque endroit de difficile accès et s'y faisant un permanent abri. Dans les Alpes, on voit des villages entiers peuplés de brigands, sans aucun contact avec l'administration publique et la loi. Aux environs d'Orgères, en Eure-et-Loir, on vient de découvrir une véritable tribu de brigands, parfaitement organisée, avec « chefs, sous-chefs, gardes-magasins, espions, courriers, barbier, chirurgien, couturières, cuisiniers, précepteurs pour les *gosses* (*sic*) et curé. »

Les brigands n'opèrent pas seulement sur les routes ; ils tuent ou rançonnent à domicile. Ils rôdent autour des lieux habités, où les haines locales se font leurs complices. Dans beaucoup de villages et de bourgades, la journée seule appartient à la Révolution, aux fonctionnaires ceinturés de tricolore, despotes empanachés et phraseurs. Quand la nuit vient, c'est la revanche du passé : des ombres vagues se faufilant dans la commune, l'arbre de la Liberté coupé ou mutilé, le bonnet de la Liberté arraché de sa hampe et souillé d'excréments ; au tournant d'une rue, dans une sente déserte, la lueur d'un coup de feu, le roulement d'une détonation, un homme tombant baigné dans son

sang, un coup de poignard anonyme payant au Jacobin de l'endroit un arriéré de vengeance ; parfois, une famille entière surprise, l'homme haché à coups de sabre, les femmes violentées, l'habitation brûlée et teignant l'horizon d'une rougeur d'incendie.

Cette terreur rurale est plus ou moins le sort commun de toute la France. Le brigandage politique a pourtant ses centres, ses principaux foyers. Dans l'Ouest, la chouannerie recouvre neuf à dix départements ; ce grand ulcère tient endolories et fiévreuses toutes les régions d'alentour. Perçons de biais à travers l'épaisseur de la France. A l'extrémité sud-orientale, dans les Bouches-du-Rhône, Vaucluse, le Var et les Basses-Alpes, nous retrouvons une autre chouannerie, cette chouannerie provençale dont l'histoire reste à faire. Dans la vallée entière du Rhône inférieur et moyen, c'était un éparpillement de vengeances, et sur toute cette région de meurtres Némésis déchaînée planait. La région pyrénéenne était en fermentation continue. Le long de la chaîne cévenole, voici les restes de ces partis royaux qui ont fait à la Convention et au Directoire une guerre de *camisards*. Dans la plupart des autres départements, le brigandage existe à l'état sporadique, se manifestant par attentats épars ; point de route totalement libre, aux abords même de la capitale, et plus d'un an après l'établissement du Consulat on arrêtera une diligence à Charenton ; point de lieu propice aux embuscades où l'insécurité ne se soit singulièrement accrue, et il semble que la Révolution a généralisé la forêt de Bondy.

Contre la persistance du désordre, d'où qu'il vînt, les autorités ne pouvaient rien ou pouvaient peu de chose. Bien qu'une infinité de communes fussent en état de siège, les moyens militaires manquaient souvent, car la prolongation de la guerre retenait au dehors la plus grande partie des armées. La gendarmerie était mal organisée et infectée de Jacobins retraités dans ses rangs. Les gardes nationales, où se recrutaient les colonnes mobiles destinées à poursuivre les bandes et à opérer des battues, montraient faiblesse et découragement. Les autorités civiles, mouvantes, instables, ne constituaient nulle part un sérieux appareil de protection.

La constitution avait créé sur le papier une administration régulière, combiné savamment les attributions et les formes, établi une hiérarchie d'autorités : à la tête de chaque département, une *administration centrale*, corps élu, composé de cinq à sept personnes ; plus bas, des administrations cantonales, formées des agents municipaux de chaque commune, également élus ; des tribunaux élus ; à côté de chacun de ces corps, un agent de l'Exécutif, chargé de requérir l'application des lois, et spécialement auprès de l'administration départementale un commissaire du Directoire, préfet en germe, car la constitution de l'an III avait voulu marquer un premier pas vers le renforcement de l'autorité centrale. Mais le Directoire changeait continuellement ses commissaires, d'après les oscillations de sa politique. Les corps élus se renouvelaient partiellement tous les ans, ce qui les laissait en continuel flottement. De plus, dans l'intervalle des élections,

le Directoire avait droit de révoquer les administrateurs de tout genre ; il usait de ce droit arbitrairement, follement, en les remplaçant par des hommes à lui, par une multitude d'incapables et d'indignes.

Par la vue de telles gens en place, le respect, la notion même de l'autorité se discrédite et se perd. Le public sait que du haut en bas de l'échelle administrative on vole, on grappille, les employés s'autorisant de ce qu'ils ne sont point régulièrement soldés pour se payer sur la chose. La Révolution avait incroyablement multiplié les fonctions, pour satisfaire toutes les cupidités qui s'agitaient autour d'elle, mais se trouvait hors d'état d'acquitter les traitements, et lors même que les autorités voulaient bien faire, quel service un agent en chef pouvait-il exiger d'un subordonné qu'il n'avait pas de quoi payer ? Ainsi voyait-on une foule d'administrateurs et très peu d'administration ; dans les campagnes, des gardes champêtres et des gardes forestiers par milliers, peu de police rurale ; l'excellente institution des juges de paix pervertie par le système électif qui faisait de ces magistrats les instruments des factions locales ; dans les villes, des préposés à toute sorte de services, des commis, des policiers, et peu de police, sauf l'inquisition politique ; des tribunaux terrorisés tour à tour par le jacobinisme ou la réaction, peu de justice ; partout, le désordre dans la comptabilité, le désordre dans les recettes et les dépenses, le désordre dans la disposition même des locaux affectés aux services et dans la tenue des paperasses, un désordre sans nom, un incomparable gâchis.

Puis, comme il est de principe que l'Etat doit pourvoir à tous les besoins collectifs, sans assistance de corporations intermédiaires et privées, l'Etat succombe sous le faix des devoirs qu'il s'est lui-même imposés. Il a été convenu que la République ne devait pas seulement assurer les grands services et pourvoir à la défense nationale, mais élever républicainement les enfants, soigner les malades, assister les indigents, recueillir les orphelins ; qu'elle devait se faire curatrice universelle, maîtresse d'école, infirmière et nourrice. Comme en fait elle reste absorbée par ses fureurs politiques et par le souci de sa défense, comme d'autre part l'argent lui devient introuvable, tout manque à la fois.

II

Au désordre révolutionnaire se joignait, sur tous les points où portait l'action publique, la plus dure et méticuleuse tyrannie. Quiconque ne se mettait pas en révolte armée contre les lois ou ne leur échappait point par subterfuge devait en supporter l'atrocité. Les révolutionnaires en jouissance, qui repoussaient le nom de Jacobins et n'avaient pas rouvert le célèbre club, restaient essentiellement pénétrés de l'esprit jacobin, c'est-à-dire de la manie persécutrice. La liberté n'existait que pour eux, ils la refusaient aux autres tout en leur ordonnant de l'adorer à genoux ; ils avaient divinisé le mot et proscrit la chose. Voilà pourquoi les Français accueilleront

Bonaparte en libérateur et échangeront si facilement l'oppression de misérables despotes contre une haute et impartiale tyrannie.

Parmi les légendes qui se sont accréditées sur le 18 brumaire, il n'en est pas de plus erronée que celle de l'acte liberticide. Ce fut longtemps lieu commun historique que de présenter Bonaparte brisant d'un revers de son épée une légalité réelle et étouffant sous le roulement de ses tambours, dans l'Orangerie de Saint-Cloud, les derniers soupirs de la liberté française. En présence des faits mieux reconnus et étudiés, il n'est plus permis de répéter cette solennelle niaiserie. On peut reprocher à Bonaparte de n'avoir pas fondé la liberté ; on ne saurait l'accuser de l'avoir détruite, par l'excellente raison qu'il ne la trouva nulle part à son retour en France ; il n'a pas pu supprimer l'inexistant. Dans les premiers temps du Directoire, il y avait eu commencement de détente et quelques libertés, au milieu de violents mouvements réacteurs, mais l'acte liberticide ne fut pas le 18 brumaire, ce fut le 18 fructidor, alors que les révolutionnaires, pour briser un reflux de royalisme, ressaisirent brutalement la dictature. A partir de ce coup d'Etat contre la nation, à peu près toutes les libertés garanties aux Français par la constitution leur furent violemment retirées ou perfidement soustraites.

Le premier droit d'un peuple émancipé est de choisir librement ses représentants et de contrôler par eux la direction des affaires. Tous les individus appelés constitutionnellement à l'exercice des droits de citoyen doivent concourir à cette délégation de la souveraineté. Sous le Directoire fructidorien,

d'après une série de lois d'exception, une catégorie entière de Français, les parents d'émigrés et ex-nobles n'ayant point donné à la Révolution de gages formels, étaient exclus du droit de suffrage et frappés d'incapacité civique. D'autre part, le Corps législatif deux fois mutilé, en Fructidor et en Floréal, n'offrait en aucune façon l'image du corps électoral lui-même arbitrairement réduit ; c'était une représentation essentiellement viciée, fictive et dérisoire.

La tribune restant ouverte aux seuls révolutionnaires munis de l'estampille gouvernementale, la presse vivait en servage. A la suite de l'acte de Fructidor, un décret de déportation avait été lancé contre les propriétaires et rédacteurs de trente-cinq journaux d'opposition, ce qui était un moyen radical d'anéantir ces feuilles. Une loi portée en l'an V et renouvelée en l'an VI soumit ensuite tous les journaux à la surveillance de la police, qui les supprimait à son gré et avec un pouvoir discrétionnaire ; l'opinion ne trouvait plus une voix pour s'exprimer. La liberté d'association et de réunion n'apparaissait que dans le texte de la constitution. A tout instant, des arrestations arbitrairement opérées, arbitrairement maintenues, outrageaient la liberté individuelle.

La liberté religieuse n'était qu'un mot. Après la Terreur et la grande rage sacrilège de 1793, la Convention, par retour aux principes, avait proclamé la liberté des cultes ; la loi du 3 ventôse an III avait dit : « L'exercice d'aucun culte ne peut être troublé ; la République n'en salarie aucun. » C'était la séparation des Eglises et de l'Etat substituée à la

fameuse constitution civile, l'Eglise schismatique perdant son privilège, les cultes replacés en face de l'Etat sur un pied d'égalité et déclarés libres. Cette liberté accordée en principe, la Convention la réduisit en fait à son minimum par la façon dont elle la réglementa ; vis-à-vis des cultes chrétiens, l'Etat se déclara neutre et demeura hostile. Toutes sortes de précautions restrictives furent prises : obligation pour le culte de se renfermer strictement à l'intérieur des locaux abandonnés à son exercice, défense de se manifester par aucun signe extérieur et aucun acte de convocation, défense de sonner les cloches, défense aux prêtres de porter le costume ecclésiastique en dehors de l'église, de se dire membres d'une hiérarchie, de publier un mandement, une instruction, un écrit quelconque ; le culte devait se pratiquer non plus en cachette, mais en sourdine, sous l'œil de fonctionnaires toujours méfiants et persécuteurs. La loi du 11 prairial an III prononça la restitution des églises non aliénées, mais ne fut que très partiellement exécutée. Les lois de proscription contre les insermentés ne furent jamais franchement rapportées, sauf à la veille de Fructidor par les Conseils royalisés.

On n'en avait pas moins vu de 1795 à 1797 commencer, éclater cette renaissance catholique qui demeure l'un des grands phénomènes sociaux de l'époque. Au mépris des dogmes nouveaux effondrés dans le sang, la foi surgissait des profondeurs populaires où elle s'était conservée et se faisait jour impétueusement ; l'Eglise sortait des catacombes décimée et plus forte ; les prêtres cachés reparaissaient, les fugitifs rentraient, se remettaient

à exercer dans les églises rendues ou dans des locaux particuliers, et non seulement les constitutionnels, mais les catholiques travaillaient à opérer partout la restauration de leur culte. Fallacieux répit, éclaircie momentanée au milieu des orages ! Après Fructidor, sous le règne d'impudents jouisseurs et d'étroits sectaires, il y eut une tentative nouvelle et durable, âprement combinée, pour déchristianiser la France.

Trois moyens principaux furent employés. Le premier fut de soumettre la totalité du clergé à un régime d'exception, régime atroce. Pour les prêtres, il n'est plus de loi désormais, la loi, c'est l'arbitraire organisé. Non seulement les prêtres proscrits par des lois antérieures et rentrés à la faveur de l'accalmie sont invités à sortir de France sous quinze jours, mais, aux termes de l'acte voté le 19 fructidor par les Conseils asservis, tout prêtre quelconque, ancien insermenté ou jureur, peut être déporté par simple arrêté motivé, par lettre de cachet directoriale.

Usant de cette faculté que le Comité de salut public lui-même n'avait pas exercée, le Directoire, depuis fructidor an V jusqu'à prairial an VII, lança 9,969 arrêtés de déportation, dont 1,756 contre des ecclésiastiques français, les autres s'appliquant aux prêtres belges, qui furent condamnés par fournées avant ou après l'insurrection de leur pays ; c'était le mensonge des révolutionnaires que de proclamer en principe la liberté du culte, et que de le supprimer en fait par la suppression de ses ministres. Parmi les prêtres frappés, les uns le furent à raison de délits contre-révolutionnaires, d'autres sur de simples

présomptions et parce que leur présence *pouvait occasionner des troubles*, d'autres pour actes de leur ministère jugés abusifs et entachés de superstition ; l'un d'eux fut envoyé en Guyane pour fait d'exorcisme. Tous, à la vérité, ne subirent pas l'inique supplice ; la plupart même réussirent à se soustraire aux recherches, mais ils durent reprendre leur vie de proscrits à l'intérieur et d'errants.

En second lieu, le Directoire rétablit pour les prêtres voulant exercer leur ministère l'obligation du serment ; il ne s'agissait plus de serment à la constitution civile, dépourvue au regard de l'État de toute existence, mais de serment à la République de l'an III ; on devait dire : « Je jure haine à la royauté et à l'anarchie, attachement et fidélité à la République et à la constitution de l'an III. » A côté des constitutionnels, quelques prêtres catholiques se soumirent, jugeant que l'obligation imposée n'avait rien d'hétérodoxe ; plus grand fut le nombre de ceux qui refusèrent de se lier sacramentellement à un ordre politique dont les principes répugnaient à leur conscience. Ils abandonnaient les églises ; les uns, renonçant à toute fonction ecclésiastique, se tenaient cachés ; les autres s'en allaient hors des habitations, dans les granges, dans les souterrains, au fond des forêts, célébrer un culte héroïque et furtif. Il y eut plus de prêtres désormais dans les bois que dans les villes. On vit des départements entiers où l'effet du nouveau serment combiné avec la faculté de déportation fut de suspendre une seconde fois l'exercice régulier du culte et de rejeter l'Eglise au désert.

Un troisième moyen employé contre elle consis-

tait à transformer le calendrier républicain, avec les célébrations qu'il comportait, en instrument de destruction des cultes chrétiens. Ce calendrier aux noms sonores, poétiques, évocateurs, faisant passer devant nous tout le cycle de l'année avec ses splendeurs et ses tristesses, excite aujourd'hui une indulgente curiosité. On oublie qu'il institua en France une tyrannie de plus et fit pendant plusieurs années la désolation du peuple.

Le décadi, jour final et culminant de la décade, fut choisi pour la célébration du culte devenu religion de l'Etat et nommé communément décadaire. Aussi bien, ne l'oublions pas, la Révolution, devenue effroyablement antichrétienne, restait religieuse ; elle eut toujours la passion des liturgies, la fureur des rites, et passa une partie de son temps à fabriquer des religions. La religion décadaire n'était autre que le culte organisé de la patrie. Au jour dit, dans un décor solennel ou pastoral, les administrateurs de canton réunissaient les habitants autour de l'*autel de la Patrie*, lisaient et commentaient les lois, sermonnaient laïquement, interrogeaient les enfants, citaient des traits de vertu civique, avec accompagnement d'orgue et de chants. L'idée d'exalter le sentiment national au moyen de spectacles propres à frapper l'imagination du peuple n'avait rien en soi que de louable et d'élevé ; elle répondait au goût théâtral de l'époque ; la folie des révolutionnaires fut de l'opposer aux traditionnelles croyances.

L'autel de la Patrie, autel de forme antique, décoré de figures et d'emblèmes, s'était érigé dans le milieu de l'église reléguant souvent les tabernacles derrière le chœur ou dans les bas côtés. Pendant

l'office laïque, ordre d'enlever partout ou de voiler les emblèmes religieux ; on prend aux catholiques leur place, on prend leurs heures ; bien plus, on fait défense d'ouvrir les églises en tout autre jour que le décadi, où le culte devait précisément s'humilier devant l'office révolutionnaire. Le décadi supprimait ainsi le dimanche, avec lequel il ne concordait point ; il supprimait la messe dominicale, l'acte le plus important du culte, l'acte nécessaire, celui qui aux yeux de la population exprime et signale la vie religieuse.

Cette mesure radicale ne se généralisa point, mais il ne fut guère de département où les administrations, encouragées par le Directoire, n'aient cherché à obtenir par tous moyens, hors la pure contrainte, le transfert de l'office dominical au décadi. De même, les rigueurs contre les prêtres ne sévirent point partout avec une égale intensité. En certains pays, la persécution fut hideuse, l'arbitraire des administrateurs locaux s'accordant avec la sauvagerie des lois ; dans d'autres, les administrateurs, embarrassés par la complication de lois qui se surajoutaient les unes aux autres, perdus dans ce chaos, reculant aussi devant l'indignation des consciences, fermaient un peu les yeux. Le désordre était en toutes choses le correctif de l'arbitraire. Dans la confusion générale, dans l'obscurité qui planait sur l'état légal d'un nombre infini de personnes, quelques prêtres réussissaient à dissimuler l'irrégularité de leur situation, à se faire oublier, tolérer. Il en résultait de singuliers disparates dans la situation religieuse de la France. des différences selon les départements.

D'étranges anomalies s'imposaient parfois aux révolutionnaires. Dans cette France couverte de monastères en ruine et de cloîtres violés, on laissait subsister en fait certaines congrégations de femmes, consacrées à l'assistance des pauvres et au soin des malades, parce qu'on n'avait pu faire autrement, parce qu'il ne s'était trouvé personne pour les remplacer. Dans le célèbre Hôtel-Dieu de Beaune, les religieuses, ayant quitté leur costume quatre fois séculaire, tenaient encore garnison catholique. Dans un assez grand nombre de communes et jusqu'en plein Paris, à l'Hôtel-Dieu, des sœurs déguisées en infirmières continuaient furtivement à se dévouer.

Sous d'autres rapports, la manie antireligieuse passait toutes bornes, atteignait le comble de l'absurde et le ridicule suprême : par arrêté du 14 germinal an IV, défense de tenir des marchés à poissons les ci-devant vendredis, la guerre au maigre, le poisson prohibé comme contrebande catholique, au grand dommage de nos pêcheries ; à Paris, fermeture de l'oratoire établi dans l'ancienne chapelle des Carmes parce qu'on y a célébré la fête des Rois ; à Strasbourg, un marchand condamné à l'amende pour avoir exposé dans sa boutique un jour d'abstinence plus de poisson qu'à l'ordinaire, trois cent cinquante jardiniers poursuivis pour avoir sanctifié le dimanche en ne portant pas ce jour-là leurs légumes au marché. Ces rigueurs survivraient jusqu'après Brumaire par le fait d'agents locaux qui se faisaient les grossiers instruments de la tyrannie rationaliste. O raison, que de sottises on commet en ton nom !

Ces aberrations imbéciles ne sauraient trouver

d'excuse. Il faut convenir toutefois que les révolutionnaires n'obéissaient pas uniquement à l'inepte désir de violenter les consciences, d'extirper le sentiment religieux, de procéder par arrachement violent des traditions et des croyances. Ils rencontraient la plupart du temps dans le clergé orthodoxe un adversaire politique. Contre eux, depuis les fautes premières de la Révolution et par l'enchaînement des circonstances, le catholicisme restait religion de combat.

Au début, l'immense majorité du bas clergé avait accueilli la Révolution comme une promesse de régénération matérielle et morale et de fraternité évangélique. La constitution civile, mettant entre la Révolution et l'Eglise un cas de conscience, avait opéré la scission ; elle avait suscité la résistance d'une part et de l'autre la fureur. Après même que l'Etat eut cessé de se faire protecteur officiel et garant du schisme, beaucoup de prêtres rentrés continuèrent d'obéir aux directions politiques des évêques émigrés, de prendre le mot d'ordre à l'étranger ; ils prêchaient la désobéissance aux lois, excitaient les conscrits à la désertion, demeuraient agents de réaction royaliste et maintenaient l'état de guerre. On avait vu cependant, lors de la période d'accalmie, quelques essais de résignation et de ralliement. Des prêtres assez nombreux, se conformant à la pure doctrine de l'Eglise et d'ailleurs à un bref du Pape, admettaient le principe du gouvernement établi ; pratiquant dans un sublime esprit de charité le pardon des offenses, ils évitaient toute allusion à l'horrible passé, s'abstenaient d'attaquer les lois civiles, se bornaient à une propagande

purement religieuse, consolaient le peuple, se vouaient à l'œuvre douce et à l'apostolat des âmes. Il y avait eu effort à ce moment pour séparer l'autel du trône, et les princes s'en étaient inquiétés. La terreur fructidorienne survint pour contrarier ce mouvement, pour créer ou au moins accentuer dans le clergé catholique, sur la question de résistance ou de soumission à la République, une espèce de schisme.

Au reste, il était impossible aux prêtres catholiques d'accepter en conscience la totalité des faits accomplis. A défaut de la constitution civile, la sécularisation des biens ecclésiastiques, non ratifiée à Rome, restait pierre d'achoppement. Quand un acquéreur des biens d'Eglise se présentait au confessionnal pour se réconcilier avec Dieu sans vouloir renoncer à sa part de butin, le prêtre, s'il était lui-même parmi les pacifiques, usait de biais et de circonlocutions, demandait un acte de contrition plutôt que de restitution, mais sa conscience lui interdisait de libérer totalement celle du révolutionnaire à demi pénitent. Il exigeait la restitution des vases sacrés et des objets mobiliers ou des réparations pécuniaires, renvoyait pour les biens-fonds à un arrangement qui pourrait intervenir. A cet arrangement, Rome se fût prêtée sans doute, mais encore était-il nécessaire qu'elle trouvât devant elle quelqu'un avec qui traiter, et le gouvernement de Paris se posait en fanfaron d'impiété grossière. Pour faire cesser la querelle religieuse qui envenimait toute la Révolution, il faudrait qu'un grand gouvernement vînt assurer à la fois la liberté effective du culte, les droits de l'autorité civile et la pacification des consciences.

En attendant, la persécution antichrétienne torturait de toutes façons la France ; c'était une tyrannie essentiellement prolifique, génératrice d'une foule d'autres. La persécution décadaire surtout fut multiple, multiforme : pas de foires, pas de marchés, pas de travail ce jour-là. Surtout, pas de boutiques ouvertes le décadi, pas de boutiques fermées le dimanche, et si les villageois s'avisent au jour ci-devant férié de s'amuser comme au vieux temps et de danser sous la feuillée, les gendarmes interviennent brutalement. Dans l'Yonne, les paysans criaient ! « Où est donc la liberté si nous ne pouvons pas danser quand nous voulons ? » Et ces mots sont significatifs, car ils montrent comment se retournait contre la Révolution l'idée de liberté qu'elle avait mise pourtant au fond des âmes. La Révolution avait été d'abord l'espoir, l'enthousiasme des simples autant que l'enivrement des savants et des lettrés ; maintenant, au nom d'un idéal abstrait et aristocratique en son genre, elle s'attaquait aux croyances, aux mœurs, aux usages des pauvres gens, aux habitudes enracinées au plus profond de leur existence ou douces à leur cœur, et contre sa monomanie liberticide grandissait partout le mécontentement des humbles.

Les révolutionnaires disaient : Si le peuple s'attarde à ses vieux préjugés, c'est qu'il est ignorant et que de perfides instituteurs lui insufflent la superstition et le fanatisme. Donc, il faut républicaniser l'instruction et en même temps l'étendre, inonder le pays de lumière. Dans l'ordre de l'enseignement supérieur, la Convention avait créé à Paris de grands

établissements par lesquels elle a hautement mérité de la science : Ecole polytechnique, Muséum, Ecole normale, Conservatoire des arts et métiers. En fait d'enseignement primaire et secondaire, elle avait tracé un plan grandiose qu'elle avait réduit ensuite, laissant à ses successeurs le soin de l'exécuter. Le Directoire se mit à l'œuvre, essaya de créer partout des écoles primaires et dans chaque département une *école centrale*, mais n'y réussit que très imparfaitement.

D'autre part, la Convention avait proclamé le 17 brumaire an III la liberté de l'enseignement : « La loi ne peut porter aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles *particulières* et *libres* sous la surveillance des autorités constituées. » A la suite de cette loi, un grand nombre d'écoles libres, dites alors *particulières*, s'ouvrirent ; beaucoup étaient tenues par d'anciens prêtres obligés de renoncer à leur état ou par d'ex-religieuses ; dans ces établissements, on donnait une instruction chrétienne et on négligeait l'éducation civique. Qu'arriva-t-il ? Les pères de famille, restés ou redevenus catholiques, croyant du moins à la vertu morale du catholicisme, envoyèrent leurs enfants dans les écoles où l'on enseignait la religion et où l'on enseignait peu la République. Sur ce point comme sur tant d'autres, il y eut scission absolue entre la nation et le gouvernement.

L'idéal des révolutionnaires eût été que la France entière s'instruisît et s'élevât, puis vécût, pensât, agît et s'émût selon le rite. Il leur fallait que tout fût école à leur profit : l'aspect matériel des choses, le spectacle de la rue, les façades ravagées des églises,

les croix abattues, les niches vides, les rues débaptisées, les monuments démarqués, les vieilles appellations changées ou tronquées, car on disait maintenant la rue Honoré, la porte Martin, le faubourg Antoine, et l'on avait laïcisé jusqu'aux saints ; la profusion des devises et des emblèmes, l'entrelacement universel des ornements gréco-romains et des couleurs nationales, aboutissant à une orgie de tricolore ; la multiplicité des fêtes civiques et païennes qui se déroulaient périodiquement. Parmi ces fêtes, les unes étaient largement conçues et d'imposante ordonnance, car la Révolution avait le sens triomphal ; d'autres étaient ridicules, car la Révolution conservait le goût des parades et des travestissements mythologiques, des faux Romains, des défilés d'hippodrome, et restait solennellement carnavalesque.

On voulait aussi que la littérature, le théâtre, s'inspirassent de l'esprit révolutionnaire, et rien ne jaillissait plus de cette source épuisée. La poésie n'est que versification, et, malgré d'honorables efforts, la tragédie achève de se glacer au contact d'un public que n'animent plus les grands souffles.

Le Français, molesté de tant de façons, jouit-il au moins de la liberté élémentaire et primordiale, celle d'aller et venir, de s'absenter pour ses affaires ? Pour peu que son civisme soit suspect, qu'il se garde de disparaître un instant de sa commune, de voyager dans un département limitrophe. La liste des émigrés, toujours ouverte, jamais close, est là qui le menace et le guette. Tout individu momentanément absent risque d'y être inscrit par mesure administrative, sans recours devant un tribunal

quelconque. Tout Français qui se déplace de son domicile peut être créé *émigré*, c'est-à-dire considéré à son retour comme *émigré rentré* et exposé à la fusillade sans autre forme de procès, par le caprice d'un de ces tyrans subalternes qui se sont faits les hobereaux de la Révolution. La seule ressource de l'inscrit sur la fatale liste sera désormais de se cacher ; ses biens seront mis sous séquestre, au détriment de tous ceux avec lesquels il a contracté. L'insécurité planant continuellement sur les biens aggrave celle des transactions, augmente la timidité des affaires, et le monstrueux arbitraire de la législation concourt à troubler profondément l'économie générale du pays.

III

Quel était alors l'état économique et social de la France ? Les grandes crises des nations, à la différence des maladies individuelles, ne paralysent pas l'organisme entier ; elles détruisent une foule d'individus et réagissent violemment sur tous les autres ; mais encore faut-il que ceux-là continuent à se nourrir, à se vêtir, à s'occuper de leurs consommations journalières, de leurs besoins et même de leurs plaisirs, c'est-à-dire qu'ils achètent, vendent, traitent avec leurs semblables.

La Terreur même et la loi du *maximum* n'avaient pas totalement suspendu la vie économique française, si elles l'avaient effroyablement perturbée. A

présent, on essayait de se reprendre à une existence plus normale ; il y avait un commerce, une industrie, des manufactures, des bourses dans les grandes villes, des foires régionales, mais tout cela singulièrement réduit et précaire ; l'insécurité générale et une foule d'entraves empêchaient de réparer le mal ; le bien acquis n'arrivait que très difficilement à se dégager. Pour apprécier sainement l'état des choses, en bien et en mal, il faut le comparer à ce qu'il était à la veille du cataclysme.

La France des derniers temps de l'ancien régime était terre de contrastes : des régions prospères et actives, de vastes étendues mornes ; à côté des classes privilégiées, à côté de la bourgeoisie grandissant singulièrement en richesse et en importance sociale, l'ouvrier et le paysan restant soumis à des conditions économiques rigoureuses ; un amas d'iniquités, des résistances tenaces, et cependant un effort de plus en plus marqué vers l'amélioration du sort général. Jamais les classes pensantes ne s'étaient plus intéressées aux questions d'économie sociale et publique ; il ne s'était jamais vu tant de gouvernants ni d'administrateurs ayant à cœur le souci du bien public et la religion du progrès. Leur effort, se heurtant aux privilèges de tout genre et au bloc compact des abus, n'avait réussi à opérer le progrès que par intermittences et surtout par endroits.

Certaines villes resplendissaient et formaient autant de sous-capitales ; là, c'était un merveilleux essor d'activité commerçante, industrielle, colonisatrice. Marseille accaparait les deux tiers au moins du commerce total de l'Orient ; Bordeaux était une porte monumentale par où passait un

afflux de richesses, arrivant des Antilles; Lyon n'avait pas d'égale pour la fabrication des soieries ; Rouen et ses sœurs normandes excellaient à confectionner des tissus, tout en se plaignant que le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre leur eût porté un sévère préjudice. A l'intérieur, des industries localisées, habiles, consciencieuses, donnaient l'aisance à des groupes épars. Et Paris, au centre, émerveillait le monde ; c'était la capitale des plaisirs et des idées ; jamais la civilisation ne s'y était épanouie en fleurs aussi délicates, encore qu'autour des quartiers de luxe et des industries heureuses la population des galetas et des taudis mît une circonvallation de misère, des campements de barbares, et que les malheureux sentissent affreusement, dans les bas-fonds de ce Paris plein de délices, l'horreur de vivre. Quant à la population des campagnes, elle vivait très pauvre sous l'oppression des privilèges, sous l'écrasement des impôts, sous le fardeau de la taille, sous ce « chaos d'injustices ». L'aménagement défectueux de ses ressources mettait constamment son alimentation en problème. Il est positif qu'à la fin du règne de Louis XVI, sous le plus humain des rois, la grande majorité des Français ne mangeait pas à sa faim. La richesse, le luxe, l'aisance, restaient privilèges de certains lieux plus encore que de certaines classes. Les grandes cités commerçantes, les ports, les centres d'industrie, étaient autant de points brillants qui étoilaient une surface de misère.

La Révolution et la guerre, ces deux phénomènes connexes qu'il ne faut jamais envisager séparément, avaient abattu les têtes de prospérité et de

splendeur. Par l'effondrement de l'ordre public, par le bouleversement des fortunes, par le déchaînement de la barbarie, par la fermeture des ports, par le blocus du pays, la France a perdu sa couronne de florissantes cités. Tout ce qui faisait la prospérité solide et assise des villes, mouvement de grandes affaires, circulation des capitaux, travail des manufactures, a sombré dans la tourmente ou survit à peine.

Par contre, en dehors des pays de trouble continu, comme l'Ouest, tout en plaies, la population agricole a matériellement gagné à la Révolution. Dans les campagnes, les grands propriétaires, les ex-nobles non émigrés, sont les plus malheureux des êtres. Tortures morales et humiliations, vexations matérielles, rien ne leur est épargné ; le fisc s'acharne arbitrairement sur eux, et il est curieux de voir dans le Blésois un homme comme Dufort de Cheverny, qui n'a pas voulu émigrer et qui est resté sur sa terre, qui a traversé la Terreur et s'en est tiré, songer en 1797 à s'expatrier, à tout abandonner, parce que les tracas, les ennuis, les piqûres d'épingle se multiplient par trop et qu'il se sent à bout. Les moyens propriétaires sont moins maltraités. Les petits propriétaires, déjà très nombreux avant la Révolution, les gens de simple culture, possesseurs d'un champ, fermiers, métayers, artisans ruraux, journaliers, c'est-à-dire le plus grand nombre, ont acquis quelque bien-être.

La Révolution n'avait nullement créé la petite propriété, mais elle l'avait libérée. Les impôts présents, si lourds qu'ils soient, ne vont pas à égaler les anciennes charges ; ils ont été établis par la Cons-

tituante d'après de sages principes. D'ailleurs, le paysan n'acquitte guère ses impôts, dans le désordre et l'incohérence de la perception, ou les paye en papiers dépréciés, en chiffons de rebut. L'abolition des droits féodaux, la disparition des redevances, des dîmes et des corvées, la suppression des douanes intérieures, des péages et des taxes de navigation, ont émancipé le travail des champs, facilité l'écoulement des produits, donné plus d'aise au paysan.

Jacques Bonhomme, comme le Gulliver anglais, se sentait avant 89 retenu au sol par mille liens paralysants ; ces liens subitement coupés, il s'est étiré et détendu, le robuste géant ; il s'est levé ; dans un ébat de joie barbare, il a d'abord tout brisé autour de lui. Maintenant, il vit parmi des ruines ; à côté de lui, c'est l'église de village découronnée de sa croix et dépouillée de ses frustes sculptures ; le château dévasté, démeublé, ouvert au vent et à la pluie par ses fenêtres transformées en trous béants, par ses toitures crevées ; partout des ravages, cimetière aux croix renversées, parc saccagé, clôtures défoncées, grilles arrachées, forêts mises en coupe désordonnée, futaies rasées, chemins laissés à l'abandon et s'effondrant en lacs boueux. Il semble et il est bien vrai qu'une invasion de barbares a passé sur la France, mais elle n'a point tari les sources foncières de la vie, comme l'avait fait par exemple et pour longtemps la guerre de Trente ans en Allemagne. La Révolution, qui a opéré une effroyable destruction de capital, raréfié le numéraire dans des proportions incroyables, anéanti un merveilleux trésor d'art et de beauté, a répandu parmi ces ruines des germes de vie nouvelle et plus large.

Déjà, en certaines régions, la terre libérée a pris plus de valeur. En Limagne, « les fonds de terre se vendent un tiers de plus et quelquefois le double qu'avant la Révolution... Les paysans sont plus riches, les terres mieux cultivées, les femmes mieux vêtues. » La mise en circulation du vaste domaine de mainmorte fait la terre plus mobile en quelque sorte et plus active. Beaucoup de paysans ont acquis des biens nationaux, acheté un lopin de terre, accru leur parcelle. Il est vrai que ceux-là restent exposés aux vengeances des bandes réactionnaires, mais le brigandage politique ne s'attaque guère aux possesseurs du sol à un autre titre et à l'artisan rural.

Dans les campagnes, on ne voit plus ces paniques générales, ces frissons atroces qui secouaient le peuple entier au début de la Révolution et annonçaient la grande fièvre du corps social. Au milieu de la tourmente qui mugit encore autour de lui, le paysan s'est remis au travail. Quand le fils est à l'armée, la femme dure à la besogne conduit la charrue, prend le hoyau et la bêche, sarcle le champ. Le paysan vit sur sa terre qu'il sent plus à lui, augmente le rendement, mange plus de viande, boit sec quand le vin est à bon marché et fait des enfants. C'est un fait reconnu que durant la Révolution la population augmenta. L'expansion de vitalité qui s'était produite d'abord, le débridement général, peuvent expliquer ce résultat ; on découvre aussi des raisons particulières : « la conscription ayant épargné les gens mariés, tous les jeunes gens se sont mariés dès l'âge de seize ans, et la quantité d'enfants dans toutes les communes est double ou

même triple de ce qu'elle était autrefois. » L'observateur de bonne foi reconnaît que la France ravagée recèle en son sein de croissantes ressources ; des semences d'humanité plus nombreuses, des ferments de prospérité gonflent ce sol surchargé de décombres.

Ce n'est pas à dire que le peuple des campagnes soit content de son sort et vive en paix avec les lois. Contre la persécution antireligieuse, contre cette tyrannie décadaire qui s'insinue dans les moindres actes de sa vie et qui finira par mettre tout le monde en contravention, il ne murmure pas seulement, il se rebiffe et cogne. Il arrache souvent aux gendarmes ses prêtres arrêtés, défend en mille lieux ses vieux saints de bois et ses calvaires qu'on achève de détruire. Puis, les moyens employés pour la perception de l'impôt lui sont odieux ; il s'exaspère à voir un garnisaire s'introduire sous son toit, s'installer à son foyer, se faire héberger et nourrir. Une armée de garnisaires s'abat sur le pays, sans arriver à tirer l'argent des poches. L'impôt équitablement assis en principe, est mal réparti. Les agents municipaux ont fait décharger leurs terres et celles de leurs amis pour surcharger celles de leurs ennemis.

La conscription, récemment instituée, est en horreur au paysan ; elle s'établit très difficilement, elle s'établit pourtant ; le nombre des réfractaires s'accroît immensément, et néanmoins les fugitifs repris finissent par marcher, car cette race gauloise a depuis dix-huit siècles l'obéissance dans le sang. On se plaint de tout et l'on se soumet à tout ; sauf en pays de populations particulièrement ardentes ou têtues, comme celles du Midi et de l'Ouest, sauf en

pays conquis, comme la Belgique, le mécontentement ne dépasse pas le point au delà duquel il tourne en révolte véritable. D'ailleurs, suivant le mot profond de Mallet du Pan, « l'ancien régime a laissé un souvenir tel que la Terreur elle-même n'a pu l'effacer. »

Dans les villes même, tout le monde n'a pas matériellement perdu à la Révolution. Le dépérissement des grandes entreprises industrielles et commerciales laisse en détresse une foule de personnes, mais le nombre des simples prolétaires, attendant leur vie du travail quotidien de leurs bras, a sensiblement diminué. La liberté du commerce et de l'industrie a fait son œuvre. La hiérarchie des métiers une fois brisée, beaucoup d'ouvriers ont pu s'élever au rang de demi-bourgeois ; ils ont monté un petit commerce, loué une boutique, gagné quelques sous. Ils souffrent aujourd'hui de l'état déplorable des affaires ; car il y a moins de commerce qu'autrefois, s'il y a plus de commerçants, mais ces infimes capitalistes n'en sont pas moins devenus d'âpres conservateurs, très attachés à leur pécule, et n'iront plus le compromettre en se jetant dans les mouvements de la rue. Voilà encore qui explique pourquoi Paris laisse désormais les politiciens vider entre eux leurs querelles par moyens militaires ou autres et ne s'y mêle plus, pourquoi l'on voit tant de coups d'Etat et plus d'émeutes.

Pour les gens de moyenne et haute bourgeoisie, qui avant 1789 vivaient posément de leurs rentes ou de leurs revenus, le moment est terrible. Ils avaient eu grand'peine à résister aux emprunts forcés, aux prélèvements arbitraires, à la suspension

des arrérages. La grande banqueroute de 1797 les achève, car elle a supprimé en fait les deux tiers de la dette publique, et le *tiers consolidé* ne se paye point ou se paye en papiers de négociation impossible. Au printemps de 1799, le cours du tiers consolidé, principal fonds d'Etat, se traîne entre *dix* et *onze* francs. Des gens jadis riches ou aisés tombent à la mendicité, et l'on verra bientôt des filles de rentiers chanter au coin des quais pour recueillir quelques sous implorés de la pitié des passants.

Cependant d'autres bourgeois plus avisés, qui ont su garder par devers eux leur épargne ou accaparer des assignats, se sont jetés sur les domaines nationaux, sur les terres mises en vente à vil prix. Ces biens, il est vrai, leur rapportent peu ou point, par suite de la lourdeur des impôts et du non-payement des fermages. Ce capital demeure improductif ; il existe néanmoins et sa valeur s'accroîtra dans la suite. Les acquéreurs vivent horriblement gênés et pourtant plus riches ; ils ont moins d'argent et plus de terre, et la fortune immobilière de cette bourgeoisie, sans se sentir encore en jouissance, se fonde obscurément.

Enfin, combien de gens vivent sur la Révolution ! Dans le trouble général des affaires et des transactions, une affaire subsiste pourtant, énorme, colossale, extraordinaire : c'est la Révolution elle-même. L'accroissement inouï des besoins et des services publics, les nécessités des armées ont fait surgir une foule, un peuple, une race de fournisseurs, munitionnaires, commissaires-ordonnateurs, vivriers, traitants, sous-traitants, trafiquants hauts ou bas, de mine insolente ou chafouine ; ils fourmillent

sur l'Etat en décomposition et se nourrissent de cette pourriture. Puis, comme la liquidation de l'ancien régime continue, comme on vend ses châteaux, ses terres et ses meubles, comme une partie de la France met l'autre à l'encan, comme la perturbation des fortunes engendre une infinité de procès, il faut des commissaires-priseurs, des experts, des huissiers, des clercs, des avocats, des gens de basoche et de procédure, et tout ce monde profite.

Comme l'argent néanmoins devient de plus en plus rare, comme le crédit est nul, comme « ce qu'on appelle les honnêtes gens ne prêtent qu'à deux et demi ou trois du cent par mois », c'est le règne des brocanteurs en tout genre, prêteurs à gages, prêteurs à la petite semaine, usuriers, Lombards, Juifs.

Par-dessus le pullulement des insectes parasites, voici les grands rongeurs : les fournisseurs qui ont fait rafle de millions à pourvoir nos soldats de fusils hors d'usage et de vivres avariés, les spéculateurs qui ont su réaliser à temps lors des grandes crises d'agiotage, les vainqueurs dans la bataille des assignats. Le gros fournisseur, le financier sans vergogne, c'est l'un des types qui dominent et caractérisent l'époque. Il est puissant et ridicule ; on fronde sa souveraineté, on le chansonne comme un roi, on en fait personnage de comédie et de vaudeville, et cependant on subit son pouvoir. Parmi ces « Turcarets nouveaux », quelques-uns ont du génie dans leur genre, tels qu'Ouvrard. D'autres, comme Séguin qui se fait des collections princières et s'entoure de trésors d'art tout en gardant l'air d' « un frotteur », ont vraiment aidé à la défense nationale par

leur esprit inventif et l'audace de leur sens pratique. Aujourd'hui, le Directoire, toujours à court d'argent et de crédit, est obligé sans cesse de recourir à eux pour remonter les services, pour vêtir, nourrir, équiper les troupes et faire marcher tant bien que mal la machine ; ce gouvernement tyran de la France et oppresseur de l'Europe ne peut se passer des manieurs d'argent et vit sous leur patte.

Les enrichis de la spéculation et des fournitures passent déjà pour former un parti dans la République. On dit « le parti des nouveaux riches ». On prévoit qu'ils chercheront à établir « une forme de gouvernement qui mette leurs personnes et leurs biens à l'abri des dangers qui, depuis nombre d'années, menacent les propriétaires ». Les plus avisés dispersent leurs risques, placent en Angleterre ou s'arrangent pour y faire au besoin filer leurs capitaux. Séguin dira bientôt : « Je puis d'un trait de plume envoyer deux ou trois millions à Londres. » Ainsi s'expliquent des accointances suspectes, des partialités allant jusqu'à la complicité, et comment, en opposition à l'esprit belliqueux et conquérant de la Révolution, quelques hommes d'argent favorisent traîtreusement l'Angleterre ; ils n'entendent pas que les soldats de Hoche ou de Bonaparte saccagent cette grande caisse de dépôts.

La plupart des enrichis s'en tiennent encore à jouir, à étonner Paris de leur faste subit, de leur dépense et de leur ripaille. Après Thermidor, les Parisiens, dans l'étonnement et la joie de vivre, se sont jetés au plaisir, à la folie, à la danse, à l'enivrement des sens, à la trépidation étourdissante et continue. Alors, au son réveillé des hautbois et des crin-

crins, Paris s'est mis à virer, à tourner, à valser, dans un accès de sensualité éperdue.

A présent encore, sous le Directoire, la caractéristique de Paris est de manquer du nécessaire et de courir au superflu. On n'a pas de quoi payer son terme et l'on va au théâtre. Les foyers sont éteints, les restaurants flamboient. « Tel ne sait pas comment il dînera demain, qui aujourd'hui dépense dix francs à prendre une glace. » Dans la ville tout entremêlée de décombres, salie d'immondices, on dirait une foire permanente installée sur des ruines, foire de spectacles, de tréteaux, d'assourdissantes musiques, d'exhibitions et de boniments.

Parmi ce fantasque décor, la foule s'agite dans une sorte de désespérance joyeuse, sans songer au lendemain, sans supposer qu'il puisse y avoir un lendemain. Assurément, on ne doit pas trop généraliser et voir Paris entier dans ce qui se signale d'abord et saute aux yeux. Comme toujours, les Parisiens d'une certaine classe se groupaient par sociétés diverses, par coteries différentes d'aspect et de tenue, mais les plus brillantes, les plus tapageuses, celles qui éblouissaient et entraînaient le public, donnaient l'exemple de se précipiter à la jouissance immédiate et fiévreuse.

Ce flot miroitant, issu de la Révolution, charrie des débris d'ancien régime. Dans le déclassement général, chacun ne sait plus ce qu'il est et où il va. Des fils de nobles, se voyant sans avenir, dépaysés dans leur propre pays, participent au débraillé révolutionnaire ; ils vivent à Paris comme au cabaret ou dans un mauvais lieu. Tout ce qu'ils ont sauvé du naufrage passe en argent de poche. Il en est de

même pour nombre d'émigrés rentrés et vivant au jour le jour sous un faux nom, se demandant chaque soir s'ils ne finiront pas le lendemain fusillés en plaine de Grenelle. De son côté, la société nouvelle, reniant ses origines, se plaît aux bavardages contre-révolutionnaires ; elle singe le ton, les manières, les ridicules, les débauches des anciens grands et sent foncièrement le ruisseau ; elle unit « les vices de la cour et ceux de la Courtille ; ce mélange est monstrueux ».

Tout y est interlope et frelaté. Pour ajouter au mensonge de ces temps où tant de monde parle, pense et vit à faux, les modes adoptées donnent à la cohue un air de mascarade. Les *zeunes gens* portent l'habit de couleur, carré, mal taillé à dessein et remontant dans le dos, avec le gilet très court à châle vert et la haute culotte ; à les voir le visage pris entre le chapeau à cornes retombantes et le débordement de l'énorme cravate, les épaules engoncées, le buste raccourci, les jambes grêles, on dirait des Polichinelles dégingandés. Sous prétexte de s'habiller à la grecque, les femmes se montrent déshabillées et se font chair publique.

Chez ces femmes du Directoire, sorties de toutes classes, ce n'est que contradictions : dans la mise et dans la pose, l'affectation des lignes à l'antique, et malgré tout une recherche d'attifement parisien, une élégance chiffonnée ; un épanouissement de santé plébéienne, un appétit de vivandière, le goût des exercices violents, la passion de conduire soi-même son phaéton et des allures garçonnières ; avec cela, des mièvreries par lesquelles on tâche d'exagérer l'ancien ton. On parle un langage

désossé, on n'a pas la force d'articuler ses mots et de ce susurrement partent tout à coup l'inflexion triviale et commune, l'accent faubourien et le mot canaille.

La corruption des mœurs est extrême, la licence absolue. Les lois et les circonstances se sont unies pour abolir les mœurs. Le malheur des temps a disjoint les familles, jeté d'un côté le père, d'un autre la mère, ailleurs les enfants. La législation révolutionnaire a diminué l'autorité paternelle et mis la famille en république. Encore que les assemblées directoriales esquissent un mouvement en arrière, elles n'osent réagir franchement. Le divorce admis pour incompatibilité d'humeur simplement alléguée laisse le foyer instable et la famille en camp volant. Le mariage est un contrat toujours révocable au gré de l'une des parties, un contrat à terme. On se marie à l'année, au mois ; on se marie pour satisfaire un caprice, on se démarie et l'on se remarie pour réaliser une affaire. Un homme qui a épousé d'abord la nièce d'une tante à héritage épouse ensuite la tante elle-même, âgée de quatre-vingt-deux ans, puis après la mort de celle-ci qui lui a fait don de ses biens, reprend la jeune femme. Un homme veuf de deux sœurs demande à convoler avec leur mère.

A côté du concubinage légal, à côté des liaisons affichées, l'amour de rencontre s'étale. Dans l'anéantissement des rangs sociaux et des convenances, les sexes se cherchent et librement s'accouplent. Et ces gestes de joie, de passion ou de folie ne font qu'étourdir un ennui croissant et l'universelle nausée. « On peut extravaguer sans gaieté », dit un auteur du temps, et Paris a le *spleen*.

Cette purulence a-t-elle gagné toutes les classes de la population et gangrené le fond même de la substance française ? Sous la société qui donne à l'époque son aspect extérieur et qui lui a valu sa réputation, le niveau général des mœurs a-t-il très sensiblement fléchi ? Il ne semble pas que les principes et les faits dissolvants aient universellement agi ; d'ailleurs, ils ont trop brutalement agi pour que le sens traditionnel ne se soit pas révolté. Il y a eu brusque amputation de toute moralité chez énormément de personnes, il n'y a pas eu lente et subtile intoxication des masses. Nous avons vu que des millions de campagnards et de citadins rappelaient d'eux-mêmes la discipline catholique. Dans toutes les classes, on aperçoit encore des familles qui vivent bien, qui demeurent fidèles à l'ancienne discipline privée, qui gardent en dépôt l'honnêteté foncière de la race. Un diplomate étranger écrit : « Je ne crois pas du tout que les différentes classes de la société soient plus corrompues en France qu'ailleurs, mais j'ose espérer que jamais aucun peuple ne sera gouverné par la volonté de scélérats plus imbéciles et plus cruels que la France ne l'a été depuis le commencement de sa nouvelle liberté. »

Ce jugement écrasant pour la classe gouvernante comporte évidemment des restrictions ; encore moins, doit-on l'étendre à tous les particuliers engagés dans la Révolution. Chez ceux-là, de même que chez ceux qui combattent le mouvement, la fureur de la crise a tout poussé aux extrêmes ; elle a jeté les méchants au crime, perverti les faibles, exalté les bons ; si elle a ouvert des abîmes d'immoralité, elle a fait surgir de hauts sommets de vertu et de désin-

téressement. Sous le Directoire, bien que le nombre des républicains sincères se soit singulièrement réduit, la Révolution conserve des croyants et des dévots; les administrateurs d'un canton disent en parlant d'elle : « Notre sainte Révolution. » En dehors même des armées, en dehors de cette école de rude et superbe énergie, on voit toujours des traits d'héroïsme civique, des exemples d'immolation de soi-même à un principe supérieur ; chez certains groupes, une persistance d'idéal philosophique, un effort pour se faire une loi morale en dehors de toute conception religieuse, des cœurs vraiment épris de vertu à la romaine et des âmes stoïques.

IV

Dans cette France prodigieusement diverse, encore bouillonnante à la superficie, inerte et déprimée en son fond, existe-t-il une aspiration commune ? Est-on d'accord sur quelque chose ? Oui, car parmi les gouvernés, à l'exception des agitateurs d'extrême gauche et d'extrême droite, tout le monde désire la paix au dehors, la paix générale, l'extinction des guerres qui depuis 1792 s'engendrent l'une l'autre. Il semble que ce soit le premier remède aux maux dont on reste accablé. C'est au nom du péril extérieur que la Révolution a demandé

au pays des sacrifices inouïs d'hommes et d'argent, qu'elle en exige encore ; c'est la guerre surtout qui l'a faite furibonde et sanguinaire ; c'est à l'occasion de la guerre ou par elle que les factions s'efforcent de prolonger le trouble à l'intérieur. Par la paix, on espère que tout pourra peu à peu s'adoucir, se réorganiser et s'asseoir. On en attend d'ailleurs des bénéfices immédiats, tangibles : les lois d'exception perdant leur raison d'être ou leur prétexte, l'allégement des charges publiques, des milliers de bras rendus à la charrue, la frontière se rouvrant aux échanges, les ports libres, l'industrie se remettant à travailler pour l'étranger, et la France soupire après toutes ces résurrections, elle les invoque avec un accent de misère. La paix, c'est l'espoir des chaumières, l'espoir des ateliers, l'espoir des salons, l'espoir des gens de travail, l'espoir des gens de plaisir dont la fatigue haletante s'agite encore et se trémousse, l'espoir des cœurs sensibles et des amis de l'humanité, celui des politiques sages qui sentent que le ressort de l'Etat se meurt d'une tension continue. La paix, ce mot prend dans l'imagination nationale un sens démesuré, infiniment compréhensif, conforme pourtant à son acception naturelle ; pour tout le monde, il signifie la possibilité de vivre en paix : la détente et le sommeil.

Cette paix tant implorée, l'accepterait-on médiocre ou mauvaise, en face de la coalition toujours vaincue, toujours debout ? Admettrait-on la paix sans la conservation et la sécurité des conquêtes ? Le patriotisme tel que l'a conçu la Révolution supporterait-il cette déception ?

La Révolution n'avait pas créé le patriotisme ; elle l'avait dissocié seulement de l'idée monarchique et en même temps popularisé, répandu dans les masses. Plus humaine que française dans son concept primitif, elle avait tourné tout de suite, sous l'action des circonstances, en une crise aiguë du sentiment national. La nationalité française préexistait depuis des siècles ; elle s'était sentie en 1789 par son effervescence ; elle avait pris une conscience plus éveillée de soi-même ; à l'accord obscur de toutes ses parties s'était substituée une passion de faire corps, une fédération des volontés. En 1792 et 1793, la Révolution s'était identifiée avec la cause de l'indépendance nationale ; elle s'était identifiée ensuite avec l'irruption française au dehors, avec l'extension des frontières, avec la conquête des limites naturelles. Après avoir proclamé la *nation*, elle avait institué par ses victoires *la grande nation*, et la France s'était d'abord grisée de ce mot ; elle s'était enorgueillie de ses armées, parée de ses triomphes, comme si elle eût voulu couvrir de ce manteau de gloire ses plaies hideuses, ses haillons et sa misère.

Maintenant, chez ceux qui se sont donnés à la Révolution corps et âme, chez ceux qui prétendent la diriger ou qui la servent, on voit persister l'idée d'une vocation naturelle de notre race à la primauté, à l'héritage romain, au commandement des peuples : cet impérialisme français dont l'Empereur ne sera que l'expression suprême. Dans le reste de la nation, à mesure que la ferveur révolutionnaire est tombée, le patriotisme a fléchi. A Paris, dans les spectacles, dans les cafés, dans les réunions élégantes

et les promenades, le patriotisme est démodé comme vertu révolutionnaire : « Nos revers ne font naître ni joie, ni inquiétude, il semble qu'en lisant l'histoire de nos batailles, on lise l'histoire d'un autre peuple. » A descendre plus bas et à pénétrer le fond même des âmes populaires, devrons-nous constater qu'il ne subsiste rien de l'ardeur patriotique d'autrefois ? Les brusques réveils de ce grand feu nous feront connaître qu'il sommeillait seulement sous une cendre d'apathie. Confusément, on sentait que la France, ayant tant souffert et peiné, devait tirer de ses épreuves un avantage d'honneur et de puissance, qu'elle devait en sortir plus forte, plus rayonnante, matériellement et moralement grandie. Une suite de revers à l'extérieur, rapprochant l'ennemi de nos frontières et remettant tout en question, achèverait de consterner l'esprit public ; ce qu'il faudrait au contraire pour le ranimer, ce serait la victoire définitive, décisive, portant en soi gage de paix et consolidation des résultats acquis ; on applaudirait surtout à celle qui, frappant l'odieuse Angleterre, tarirait par ce coup la source même des guerres.

A l'égard de ce qui se passe à l'intérieur, le dégoût est profond, sans qu'il y ait courant d'opinion en faveur d'autre chose. Dans ses Mémoires inédits, Cambacérès dit que « tout le monde était dégoûté de la Révolution », sauf ceux qui en vivaient, auxquels il faut ajouter ceux qui vivaient pour elle. Tout le monde était dégoûté de la Révolution, et cependant, il n'était personne, à l'exception des émigrés et de leurs partisans à l'intérieur, pour en réclamer l'abolition complète ; chacun voulait en

conserver quelque chose. La presque totalité des Français eût vu avec horreur le rétablissement des privilèges de caste, privilèges matériels et pécuniaires, privilèges honorifiques. La passion égalitaire pénétrait la France : « Il n'y a pas un petit boutiquier auquel M. de Montmorency pût se dire impunément supérieur. » Dans la bourgeoisie de Paris et des villes, dans cette classe qui avait commencé la Révolution et qui la haïssait dans ses effets actuels, c'est-à-dire dans la tyrannie directoriale, on retrouve encore l'esprit de 1789, mais usé et vieilli, un libéralisme humilié. L'idéal de cette classe serait une royauté représentative, limitée, reconnaissant les *droits de l'homme* et leur rendant quelques garanties, mais elle s'accommoderait très bien « d'une république libre ».

Le peuple des campagnes est réactionnaire en ce qu'il souhaite le rétablissement de la religion et la suppression des lois persécutrices ; il est révolutionnaire en ce qu'il veut maintenir le partage des biens nationaux et l'affranchissement de la terre. La forme des institutions le touche peu, les luttes purement politiques ne lui importent guère.

En somme, la France prise en masse est moins hostile au principe qu'au système révolutionnaire, moins hostile à la forme du gouvernement qu'aux gouvernants. Ceux-là, on les hait et on les méprise, parce qu'on les a toujours saisis en flagrant délit d'improbité politique, parce qu'ils ont promis l'universelle félicité et n'ont fait qu'instituer de multiples détresses, parce que beaucoup d'entre eux ont participé aux grands excès, parce qu'à l'origine d'une foule d'autres on retrouve la tare

initiale, l'histoire louche connue ou soupçonnée, la tache de sang ou la tache de boue. On les déteste mais on est tellement appauvri d'énergie, découragé par de successifs mécomptes, qu'on n'ose rien tenter contre eux, et d'ailleurs leurs adversaires militants avec lesquels il faudrait s'allier, les Chouans de province, les « petits-maîtres » de Paris et les conspirateurs de salons, tous ces enragés de réaction, tous ces révolutionnaires à rebours font peur.

La bourgeoisie modérée, vaincue à Paris le 13 vendémiaire dans l'assaut qu'elle avait tenté contre les hommes de la Convention, précipitée après Fructidor du haut de ses espérances renouvelées, se résigne à n'être rien dans un pays où le texte de la constitution l'appelle à la primauté légale. Frondeuse et déprimée, elle se venge de ses oppresseurs à coups d'épigrammes, se raconte à mi-voix les scandales du Luxembourg et les vols, se repasse de main en main des caricatures et des jouets d'opposition ; elle ne sait faire autre chose ; chez elle, nulle idée de se concerter, nul effort d'association et d'entreprise, un individualisme égoïste, la préoccupation de vivre chacun pour soi et de vivre le moins mal possible, l'esprit d'« isolation ». Et comme on se fait à tout en France, comme les gens au pouvoir ne sont que des demi-terroristes, comme ils déportent leurs adversaires et ne guillotinent plus, comme ils n'attentent pas directement à la propriété, comme ils ne défendent pas aux Parisiens de faire l'amour et d'aller à l'Opéra, on les supporte en les exécrant.

Ce que l'on éprouve, c'est un immense besoin de

sécurité, le besoin d'être gouverné, au lieu d'être constamment en butte aux factions rivales et tiraillé en sens contraire.

Comme une nation ne saurait vivre indéfiniment à l'état inorganique, il était évident que la France irait à une dissolution totale ou à un accident qui produirait brutalement la réaction, à moins qu'on ne vît sortir de la Révolution un pouvoir assez fort et assez éclairé pour imposer entre le passé et le présent la grande transaction nécessaire, pour instaurer sur ce fondement la paix publique, pour opérer les conciliations indispensables, pour ressusciter en même temps les énergies éteintes ; un gouvernement qui referait de l'ordre et qui referait de la vie.

L'universel besoin qu'on avait de ce régime ne suffit pas à le créer, à le faire jaillir du sol par brusque explosion. Un homme le portait en son cerveau. Plus insigne qu'aucun autre par ses exploits guerriers, il venait de traverser la France dans le fracas de sa gloire subite, et tout d'un coup la nation entière s'était mise à répéter un nom à désinence encore incertaine, célèbre et énigmatique, portant en soi magie et mystère : *Buonaparte ;* d'aucuns disaient déjà : Bonaparte. L'homme de ce nom avait été l'événement, la passion, l'engouement, la folie du jour. Il avait concentré sur lui « tous les regards, toutes les craintes et toutes les espérances ». Des républicains l'avaient craint ; d'autres s'enorgueillissaient de lui et le jugeaient trop grand, trop sévère, trop antique, pour s'abaisser aux ambitions usurpatrices, et ces républicains qui avaient prétendu renouveler en huit ans tout le cycle romain, ne s'étaient pas aperçu que César approchait, pous-

sant devant lui ses légions et ses aigles. *Buonaparte*, ce nom sonnait odieusement aux oreilles de beaucoup de royalistes, parce qu'il voulait dire aussi Vendémiaire et Fructidor, et cependant chacun s'était demandé quelle surprise réservait à l'avenir l'être brusquement suscité. Qu'était le « phénomène inexplicable », l'homme « étonnant par ses actions, indéchiffrable quant à sa pensée ».

On avait cru en général qu'il tenterait quelque chose et maîtriserait le gouvernement, mais ne se trouvant point de prise il s'était dérobé, et auprès des Parisiens du monde frivole, auprès des spéculateurs politiques, il avait paru au bout de six mois comme démodé. Dans ce monde-là, on lui en voulait d'avoir déçu l'attente et la curiosité universelles. Après qu'il avait été tant de fois vainqueur au delà des monts et comme roi en Italie, on s'était étonné « de le trouver timide, inactif, cachottier, allant tous les jours à l'Institut et paraissant uniquement occupé de sa femme, de cartes géographiques et de poésies d'Ossian ». Maintenant qu'il était retourné à de lointaines aventures, les sociétés de Paris, qui avaient ouvert des paris sur ses destinations futures, parlaient de lui « légèrement », comme elles parlaient de toutes choses. L'imagination des petites gens restait obsédée de lui ; vers lui montaient d'obscures dévotions, et une pauvre femme faisait vœu de donner six francs aux pauvres s'il revenait d'Egypte.

Conquérant de la terre des Pharaons, il la dépassait déjà, il marchait en Syrie, mais le désastre de notre escadre devant Aboukir, en lui rendant plus incertaine la voie du retour, l'avait comme éloigné

davantage et mis dans un recul plus profond. Pensif devant les horizons du désert et le mirage asiatique, il chercherait sa destinée, jusqu'au jour où l'appel des circonstances, le sens aigu de la situation, une foi pittoresque, presque superstitieuse en son étoile, l'avertiraient de se rejeter aventureusement sur la France, pour la surprendre et la saisir. Cependant, malgré son bonheur, son prestige et son génie, Bonaparte n'eût pas réussi peut-être à s'emparer de l'État, si une partie des gouvernants ne lui eussent à leur insu aplani les voies, si un travail antérieur à son retour d'Égypte et s'accomplissant dans le sein des pouvoirs publics, un travail interne, n'eût préparé fortuitement son œuvre et ne lui eût mis en main, au moment donné, tous les éléments de succès. La dictature d'un homme hors de pair a pu être considérée comme l'aboutissement nécessaire à la Révolution telle qu'elle s'était comportée ; son établissement eut toutefois, à côté de causes lointaines et profondes, des causes directes, déterminantes, qui agirent pendant plusieurs mois. Il est possible que la chose se fût faite en tout cas ; il n'est pas indifférent de voir comment elle se fit.

CHAPITRE PREMIER

LE 30 PRAIRIAL

I

Le Directoire fructidorien se soutenait par la guerre et la victoire ; il devait succomber dans une crise de défaites, compliquée à l'intérieur d'une crise de scandales. Après la mort de Hoche, après le départ de Bonaparte pour l'Egypte, le Directoire avait continué une politique de conquêtes ou plutôt de rapines, occupant des territoires pour faire de l'argent, rançonnant les gouvernements, pillant les populations, rendant la France objet d'exécration. Rome fut envahie, la Suisse littéralement mise à sac. Après la conquête de Naples par Championnet, l'Autriche, qui n'avait considéré la paix que comme une trêve, rouvrit les hostilités ; le congrès de Rastadt eut son sanglant épilogue ; l'Allemagne entière, sauf la Prusse, parut disposée à reprendre les armes, l'Angleterre fournit des vaisseaux et des subsides, enfin une armée de Russes descendit du Nord. La deuxième coalition était formée, menaçant nos conquêtes et bientôt nos frontières, s'aidant partout d'insurrections ; ce fut contre nous la seconde guerre des rois et la première guerre des peuples.

Le Directoire était dans une pénurie d'argent atroce. Il n'avait su remédier aux suites d'une crise

monétaire sans exemple et à l'anéantissement des finances. Le déficit n'était contesté par personne ; on en discutait seulement le chiffre ; le gouvernement portait ce chiffre à soixante-sept millions et les Conseils tendaient à réduire l'évaluation, afin de n'avoir pas à voter de nouveaux impôts. Quand on interrogeait les ministres et chefs de service, il semblait que l'abîme fût sans fond. Tous les expédients, tous les subterfuges avaient été tour à tour essayés. Au dehors, les territoires conquis ne rendaient plus ; à l'intérieur, les contribuables refusaient toujours l'impôt, et le gouvernement se sentait hors d'état de les contraindre, n'ayant pas réussi à rétablir un mode régulier de recouvrement. Il tomba de plus en plus aux mains d'une immense bande d'exploiteurs, dont il fut moins encore complice que victime.

La nuée des fournisseurs et traitants s'acharna sur la République. Appelés à pourvoir aux besoins des divers départements ministériels et surtout de la guerre, ils en firent objet de spéculation cynique. En face d'un gouvernement mauvais payeur, en face de fonctionnaires aux mains crochues, ils ne songèrent qu'à s'assurer des garanties usuraires et des bénéfices illicites. Ils firent payer à l'Etat les *pots-de-vin* donnés à ses agents, imposèrent des marchés draconiens, drainèrent le peu d'argent liquide qui subsistait dans les coffres du Trésor et ne livrèrent qu'un matériel de rebut. Ce fut l'époque des brigandages colossaux et des basses filouteries, des grands trafics d'influence et des commissions et remises aux subalternes ; le temps des ignominies en tout genre ; l'âge de boue, après l'âge de sang. Cette rapine à peu

près universelle, s'introduisant dans les ressorts de l'Etat, les submergea sous un flot fangeux ; lorsqu'il fallut les tendre contre l'étranger, tout se trouva décomposé et pourri.

Nos soldats sans vivres, sans souliers, « sans marmites, sans bidons, sans gamelles », sans linge pour les blessés, sans médicaments pour les malades, eurent à combattre des adversaires autrement redoutables que ceux de 1792 et de 1793 : en Allemagne, l'archiduc Charles ; en Italie, cet étrange Souvorof qui unissait aux bizarreries d'un maniaque les talents d'un grand conducteur d'hommes et l'âme d'un croisé. Chez nous, la politique dictait souvent le choix des généraux. De plus, notre ligne d'opérations, se développant du Texel à Naples, offrait par son extension démesurée des facilités à l'attaque. Ces causes réunies amenèrent en germinal, prairial et floréal an VII (mars à juin 1799), une succession de désastres : Jourdan battu à Stokach et rejeté sur le Rhin, Schérer et Moreau battus en Italie, la Lombardie perdue, la république cisalpine balayée, le Piémont entamé par Souvorof, Naples évacuée, la déroute de tous les gouvernements institués par la France en Italie. A l'intérieur, l'Ouest s'agitait plus sérieusement ; dans le Midi, une campagne de brigandages et d'assassinats se poursuivait. A la lumière de ces événements désastreux, l'impéritie du Directoire apparut à nu ; les fautes et les hontes de cette dictature de l'incapacité s'accusèrent en plein relief. Dans les armées, une clameur de dégoût et de réprobation commençait à s'élever. A Paris, la presse muselée ne pouvait rien dire, et l'agitation des partis se superposait tou-

jours à un fonds d'indifférence générale. Néanmoins, sans que le Directoire vît se dresser contre lui une opposition organisée, déclarée, ouverte, il s'écroulait de lui-même, sous le poids de ses méfaits.

Il se sentait aux abois. Merlin écrivait : « Insensiblement tout se désorganise, tout se décompose », et il n'apercevait de salut que dans une parodie des moyens conventionnels. Autour de Barras, des intrigues aveugles s'agitaient. Les chefs de l'émigration croyaient parfois le tenir, parce qu'ils croyaient traiter avec son secrétaire Bottot par l'intermédiaire d'un aventurier qui pratiquait un genre d'escroquerie très commun alors, l'escroquerie de la Restauration. Barras connaissait-il quelque chose de l'intrigue et y voyait-il le moyen de se ménager à tout hasard une suprême ressource ? Il pensait plutôt à s'arroger une espèce de dictature, sous couleur de Présidence ; il regrettait de n'avoir plus Bonaparte à ses côtés et lui avait écrit. Ses complaisants l'entretenaient dans son ambitieuse velléité ; il n'eût pas dépendu d'eux que le grand mouvement de 1789 aboutit, suprême humiliation, à la dictature de Barras. Et les royalistes de Paris, les aristocrates, les *honnêtes gens*, naïfs en se croyant très forts, fondaient sur lui quelque espoir, parce qu'ils le savaient dépourvu de toute conviction et qu'il restait homme de leur monde.

Les Conseils étaient hors d'état de porter remède. Le public ne voyait en eux qu'un personnel d'exploiteurs à raison de trente-six mille francs par an et par tête. Ils tenaient pourtant séance d'un bout de l'année à l'autre, sans interruption ni congé ; c'était une machine à décrets qui ne chômait

jamais, en dehors des décadis. Depuis la mise en vigueur de la constitution, ils avaient voté trois mille quatre cent lois, et trop souvent des lois d'exception et de circonstance ; ils avaient fait de la législation sur les émigrés et les prêtres un inextricable chaos, un fourré plein d'embûches, et ne surent pas même ébaucher un code civil. La majorité suivait encore l'impulsion des Directeurs et approuvait leurs décisions avec une lâche emphase.

Les Anciens conservaient quelque prestige, par la gravité de leurs délibérations. Aux Cinq-Cents, la tenue était mauvaise, sans être notablement inférieure à celle des Communes d'Angleterre, avec quelque chose de théâtral en plus. Chaque assemblée avait sa musique qui jouait dans les occasions solennelles et accompagnait alors les discours, les célébrations, d'une sorte de *tremolo* pathétique. Les salles de séances étaient belles, bien décorées, ornées d'emblèmes allégoriques, de statues, de bronzes et de faux marbres. Dans la salle des Anciens, on décide d'exposer en permanence le livre de la constitution sur un autel de forme antique ; est-ce un autel, est-ce un pilori ? Les représentants délibéraient en toge ; ils portaient la toge rouge par-dessus « leurs grosses houppelandes et leur crasse natale » ; ils avaient une ceinture miroitante et une toque écarlate. Affublés à l'antique, ils se croyaient tenus de parler romain ; les réminiscences classiques, les figures tirées de l'éloquence grecque et latine, les périodes ronflantes, les prosopopées avaient toujours le don de soulever les esprits et de les faire vibrer, de susciter un transport sincère ou machinal. L'instant d'après, l'assemblée des Cinq-Cents retom-

bait aux rivalités haineuses, aux contestations ignobles, aux propos poissards, car la Révolution eut à un égal degré la manie de l'emphase et la passion de l'injure.

Parfois un homme de cœur proteste contre l'arbitraire et les cruautés, rappelle la Révolution à ses principes ; un tumulte de forcenés lui coupe la parole. « C'est encore ce fou de Rouchon qui parle ! » disent les plus modérés de ses collègues. Plusieurs étaient notoirement tarés, compromis dans de sales affaires d'argent, mêlés à des entreprises de fournitures, inféodés à des compagnies. Le Directoire avait aussi parmi eux ses louangeurs à gages, ses orateurs et ses votants entretenus. En général, les talents manquaient moins que les caractères ; il y avait des hommes intelligents, peu d'hommes utiles, des capacités mal employées, et l'ensemble composait un monde remué d'intrigues, s'épuisant en compétitions stériles, reconnaissant que tout allait mal et se souciant peu de rien réparer ; un monde déclamateur et vain, gesticulant et grossier, dépourvu de cette décence extérieure qui recouvre, en temps de monarchie, les laideurs de la politique.

Pourtant, dans le personnel gouvernemental et législatif, quelques hommes, d'esprit plus ferme et plus avisé que les autres, se lassaient de vivre au jour le jour. Ils souffraient de voir la Révolution tourner aussi mal et tomber aussi bas ; ils s'en affligeaient d'autant plus qu'elle était leur carrière et leur bien. Du parti thermidorien, fructidorien, se dégageait un groupe de politiques qui aspiraient à remplacer la tyrannie haletante du

Directoire par un pouvoir aussi strictement révolutionnaire, mais plus stable, mieux assis, plus concentré, capable de faire connaître enfin au pays l'ordre public, de restaurer les finances, de signer la paix, de se rendre supportable en somme à la majorité des Français. Les principaux de ces hommes étaient dans les Conseils ou à l'Institut, Boulay de la Meurthe, Chazal, Lemercier, Cornet, Cornudet, Régnier, Fargues, Frégeville, Villetard, Baudin des Ardennes ; dans le ministère, Talleyrand, dont l'intelligence merveilleuse perçait l'avenir ; Rœderer leur prêterait dans la presse le secours de sa plume. Ils avaient pour la plupart dressé ou ratifié en Fructidor l'acte de proscription de leurs collègues, coupables du crime de royalisme ou de modérantisme. Maintenant, parmi les proscripteurs de la veille, instruits par l'expérience et par le danger, une nouvelle couche de modérés assez vigoureux s'élevait. Ces néo-modérés sentaient surtout la nécessité de reconstituer, d'établir solidement, de fonder quelque chose. Plusieurs d'entre eux, conscients de leur valeur, se rendaient compte que sous un régime bien organisé ils développeraient plus utilement leurs facultés et donneraient mieux leur mesure. Tous avaient assez de perspicacité pour s'apercevoir que l'édifice où ils s'étaient logés craquait de toutes parts et allait les écraser de sa chute ; ils songeaient donc à le reconstruire sur place, par une reprise en sous-œuvre, et à lui substituer un établissement plus solide et mieux clos.

Encore vague et latent, leur projet comportait une révision de l'acte constitutionnel. Ce qui pa-

raissait en ce point simplifier leur tâche, c'est que la chose était dans l'air. Comme les vices de la constitution frappaient tout le monde, beaucoup d'hommes distingués s'imaginaient qu'à en modifier quelques articles on remédierait au mal de la France. Parmi les écrivains et les penseurs, c'était à qui formulerait son plan, proposerait sa recette : présidence à l'américaine, garanties de capacité à exiger pour être législateur, institution d'un corps destiné à modérer les autres, toutes ces idées s'agitaient confusément dans les esprits.

L'opération à pratiquer, il est vrai, ne pouvait s'accomplir par moyens légaux, car toute demande de révision se trouvait soumise, aux termes de la constitution même, à une procédure qui n'était susceptible d'aboutir qu'après neuf ans. Les membres du parti naissant s'en inquiétaient peu, le recours à la violence étant universellement admis dans les mœurs politiques de l'époque. Il fallait seulement trouver l'occasion, saisir le joint, et surtout avoir avec soi un général notable, qui prêterait à la portion des pouvoirs publics devant agir contre l'autre le secours de son épée.

C'est dans cet état d'esprit que se découvrent l'origine et la conception primitive du coup d'Etat de Brumaire, que le retour de Bonaparte faciliterait seulement dans son exécution et transformerait dans ses conséquences. Chez ses moteurs civils, cette entreprise procéderait exactement du même esprit que le 18 fructidor et le 22 floréal ; elle s'inspirerait d'un âpre désir de conservation personnelle. A la différence d'autres coups de force accomplis par des hommes qui n'avaient rien à perdre et qui avaient

tout à gagner, ce serait l'acte de ceux qui avaient horriblement peur de tout perdre. A ce mobile s'ajoutait, chez quelques-uns, le désir honnête d'assainir, de régénérer la République, de lui ouvrir enfin une existence normale ; il s'agissait pour eux d'établir un ordre constitutionnel véritable, à la place de celui que Fructidor et Floréal avaient virtuellement aboli, et d'assurer, par une dernière illégalité, le règne des lois.

Ce parti se reconnut pour chef ou plutôt pour oracle un personnage de pure race révolutionnaire, un civil. Au début de la Révolution, nul n'avait plus marqué que l'abbé Sieyès ; plus tard, apostat et régicide, il s'était éclipsé à l'heure des grands périls ; il avait reparu ensuite, se dérobant au pouvoir et recherchant l'influence. C'était lui, disait-on, qui, dans la coulisse, avait joué pendant les derniers temps de la période conventionnelle et au moment du 18 fructidor le rôle d'inspirateur occulte ; habile à discerner le ressort caché qui détermine les événements et les hommes, il excellait à le toucher d'une main discrète et inaperçue, en quoi il était resté prêtre. Jamais il ne s'était compromis ouvertement ; en un temps où tant d'hommes s'étaient usés et consumés dans l'action, il bénéficiait de la force immense, attachée à celui qui a su attendre, se réserver, et sa réputation avait grandi de tout ce qu'il n'avait pas fait. On lui attribuait une puissance d'esprit extraordinaire, un génie constructif. Il avait étudié les lois, considéré les peuples, comparé les gouvernements. On savait qu'une constitution de rechange résidait tout entière dans son cerveau, et elle paraissait d'autant plus admi-

rable qu'il ne la laissait entrevoir que partiellement et par échappées. Enigmatique et volontairement inintelligible, il semblait porter en lui un grand mystère de salut public. S'étant garé actuellement dans l'ambassade de Berlin, il passait pour s'y être initié aux affaires européennes, pour s'être lié avec le haut personnel diplomatique ; qui pourrait mieux que lui réconcilier la France révolutionnaire avec la vieille Europe ? Par tous ces motifs, son heure parut venue ; dans les milieux législatifs, un mouvement d'opinion se fit en sa faveur.

C'était en floréal que les Conseils renouvelaient tous les ans le Directoire par cinquième. Les cinq membres tiraient au sort entre eux celui qui devait se retirer ; mais il paraît bien que, cette fois au moins, le sort fut guidé et que le Directoire sut par procédé de prestidigitation s'alléger de Reubell, spécialement attaqué. Reubell renonçait lui-même à lutter contre un torrent d'impopularité et se prêta vraisemblablement à la comédie ; seulement, par concussion caractérisée, il se fit en partant et de l'aveu de ses collègues allouer cent mille francs. A sacrifier cet homme déconsidéré, mais énergique, le Directoire crut se sauver et se démantela. Il espérait faire donner pour successeur à Reubell une pâle doublure, mais les Cinq-Cents mirent Sieyès sur leur liste de candidats et le 27 floréal — 16 mai — les Anciens l'élurent. Talleyrand avait contribué à ce choix par des manœuvres de couloir. A mesure que l'on pénètre dans les dessous de cette époque, le rôle de Talleyrand s'y découvre plus important.

En tout temps, Sieyès eût attiré l'attention et repoussé les sympathies. Sa physionomie était

muette, son abord froid. Sa démarche molle et lente, sa tournure « sans précision dans les formes », les lignes de son corps comme flottantes et mal arrêtées, donnaient à tout son aspect quelque chose d'incertain. Sa parole, au contraire, tranchait et s'imposait parce qu'il possédait extraordinairement le don des formules. Très supérieur à ses collègues en révolution par le ton et par la tenue, il avait de l'esprit et du plus fin, mais ne le montrait guère que par boutades. Chose grave pour un homme qui aspirait maintenant à conduire ses semblables, il manquait essentiellement de bonne humeur. Aimant à se retirer au milieu de quelques initiés ou dans un cercle de vieilles femmes qui l'encensaient dévotement, il leur laissait goûter l'intérêt de sa conversation, et ne se défendait pas toujours d'être aimable, mais n'y condescendait que bien rarement. Dès qu'on le mettait sur le chapitre de ses théories philosophiques ou constitutionnelles, il devenait dogmatique, autoritaire ; il affirmait et ne daignait discuter ; à force de proclamer son infaillibilité, il arrivait à y faire croire.

On l'a pourtant trop dépeint comme un pur spéculatif, ne descendant jamais des hauteurs de la théorie ; il y avait chez lui des côtés terriblement pratiques. S'il jouissait vraiment, lorsqu'il recomposait en esprit la machine politique, de multiplier et de pondérer les rouages, de les agencer ingénieusement, de les combiner avec art, tout ce mécanisme s'appropriait dans sa pensée à une fonction maîtresse, à un but spécial : maintenir au pouvoir Sieyès et son parti, les y fixer et les y incruster à jamais. Les mots : *système conservateur*, *idées conservatrices*,

revenaient sans cesse dans sa bouche. Il contribua pour beaucoup à les introniser dans notre langage politique, mais il ne les appliqua jamais qu'à une classe d'intérêts et de personnes.

Nul ne fut plus que lui homme de parti ou plutôt de caste, homme de tiers-état dans toute la force restrictive du terme. Il avait horreur des nobles et le mépris du peuple. C'était lui qui naguère — on lui prêtait au moins ce propos — refusait de dire la messe « pour la canaille ». D'autre part, après Fructidor, il avait inventé contre les nobles un plan d'ostracisme colossal, proposé d'exiler en masse tous les restes de cette classe et d'amputer définitivement la France d'un membre. Faux républicain d'ailleurs, laissant dans sa fameuse constitution une porte ouverte à un roi qui serait le prête-nom de l'oligarchie révolutionnaire et son répondant vis-à-vis de l'étranger, il ne rêvait pas une France rayonnant sur le monde, bouleversant l'Europe par le glaive ou par l'idée, mais une France raisonnable et rassise, une France où il aurait ses aises, qui lui serait confortable, car ce qu'il chérissait par-dessus tout, « avec sybaritisme », c'était son repos, un repos moelleux et bien garanti.

Il espérait le trouver sous un régime bourgeois, philosophe, rationaliste, ennemi des aristocrates et des prêtres, ennemi des Jacobins, médiocrement libéral, encore moins démocratique, traitant le peuple en mineur et le mettant en tutelle. République oligarchique ou monarchie limitée, peu lui importait, pourvu qu'on ne vît apparaître d'autre aristocratie que celle dont il faisait partie, l'aristocratie des régicides. Il sentait toutefois la nécessité

de ne plus trop restreindre le cercle des privilégiés, de l'entr'ouvrir à des hommes que la Révolution avait d'abord reconnus pour siens, qu'elle avait ensuite excommuniés et bannis. Pour l'œuvre de réformation brusque qu'il méditait posément, il comptait s'associer certains patriotes de 1789, faire appel à de bons citoyens alors exilés sous la condition que, dans le régime à venir, la part de ces amnistiés fût étroitement circonscrite. D'ailleurs, son esprit voué aux abstractions avait la faculté de concevoir et non de réaliser. La création d'un gouvernement vraiment réparateur, tolérant, ouvert à tous, supérieur aux partis, largement national, n'entrerait jamais dans les moyens de ce faux sauveur.

II

Tandis que Sieyès quittait Berlin pour prendre rang au Directoire, le Corps législatif se renouvelait encore une fois par tiers. Les élections avaient eu lieu en germinal. C'est au Directoire qu'il incombe d'avoir inauguré en France la candidature officielle ; il en usa cyniquement dans la circonstance, mais ce pouvoir était tellement discrédité, honni, que le fait seul d'être patronné par lui devint un titre d'exclusion.

Depuis le 18 fructidor, les royalistes de toutes nuances et les libéraux n'osaient guère affronter le scrutin. Les Jacobins se présentèrent hardiment ;

en quelques pays, ils s'aidèrent d'une sorte d'agitation babouviste ; ailleurs, s'annonçant moins comme Jacobins que comme opposants, se posant en vengeurs de la liberté contre le despotisme directorial, ils surprirent d'importants succès. Dans le Midi surtout, leurs candidats passèrent. Le Directoire se sentait trop faible pour renouveler le 22 floréal et imposer aux Conseils des invalidations en masse ; le 1er prairial, les élus furent admis sans que l'on regardât de trop près à la régularité des opérations, et cet afflux d'hommes nouveaux, s'introduisant surtout dans le Conseil des Cinq-Cents, acheva de briser la majorité. Depuis plusieurs années, un parti de démocrates extrêmes subsistait dans le Conseil, mais terne et déprimé, se distinguant à peine de la masse asservie ; les élections de l'an VII le renforcèrent et surtout le galvanisèrent.

Une opposition de gauche, très forte, se forma aussitôt contre le Directoire. Désignée sous le nom de parti jacobin, elle comprenait en réalité des éléments divers : de francs démagogues, s'appuyant au dehors sur les groupes anarchistes, des hommes qui sentaient le sang ; des politiciens avides de renommée et impatients d'escalader le pouvoir, Briot, Talot, Grandmaison, Lamarque, Bertrand du Calvados, Marquezy, Quirot, Soulhié, Arena, Destrem, Jacobins d'arrière-saison qui n'avaient point l'atroce énergie de leurs devanciers, mais qui enflaient la voix pour leur ressembler ; des généraux mécontents, comme Augereau, qui ne se jugeait pas suffisamment récompensé pour avoir crocheté au 18 fructidor les serrures des Tuileries et mis la main au collet des députés, comme Jourdan, qui avait été

battu en Allemagne et qui imputait au gouvernement sa défaite ; enfin, des hommes d'un républicanisme exalté, fanatisés par le péril national, croyant à la nécessité de réchauffer l'énergie du peuple au feu des passions révolutionnaires et de faire succéder aux turpitudes du Directoire un gouvernement violent et probe.

Le parti entier adopta ce mot d'ordre, ce cri de ralliement : *guerre aux voleurs*, c'est-à-dire guerre aux fournisseurs qui avaient mis nos armées en détresse, aux agioteurs, spéculateurs, tripoteurs de tout ordre qui s'étaient engraissés de la ruine générale ; aux fonctionnaires qui s'étaient laissé corrompre, aux gouvernants impurs qui avaient toléré ces désordres et qui en avaient profité, à tous ces criminels de lèse-nation, à tous ces vendeurs de la chose publique. Même, dans un accès de rigorisme effréné, on multipliait arbitrairement le nombre des coupables, on exagérait leurs forfaits. Il y avait énormément de voleurs ; on en vit partout. Une folie de soupçons, un délire accusateur sévirent. Enfin, par la pente naturelle des passions humaines, la prise à partie s'étendit à tous les hommes d'affaires et de finances ; le cercle des revendications s'accrut démesurément. La guerre aux grands voleurs devint la guerre aux grosses fortunes mobilières et même à toutes les fortunes en portefeuille, considérées comme mal acquises.

Après avoir détruit l'ancienne richesse territoriale, après avoir ruiné les rentiers, qui étaient eux-mêmes des *ci-devants* et tenaient leurs titres du régime déchu, voici que la Révolution s'en prend maintenant aux fortunes qu'elle a laissées se faire ou s'ac

croître ; elle s'attaque à une foule d'intérêts matériels dont le sort s'est jusqu'à présent confondu avec le sien et met contre soi cette force; il y a là un fait nouveau, très important, qui exercera sur les destinées finales du régime une influence appréciable.

Dès les premiers jours de prairial, la tribune des Cinq-Cents retentit des imprécations jacobines contre les agents et ministres concussionnaires; c'était la lutte des violents contre les pourris. On livrait à l'exécration publique les « vautours », les « vampires », les « sangsues du peuple », les « modernes Verrès », car il fallait toujours de grands mots même pour exprimer de sales choses. La vénalité de l'administration à tous ses degrés fut dénoncée, et comme un ministère solidairement responsable ne s'interposait pas entre l'Exécutif et le Législatif, les coups portaient directement sur les chefs de l'Etat. Le déficit avoué par le gouvernement était considéré comme le résultat d'un système de pillage, et les Anciens eux-mêmes jugeaient que le Directoire, dissipateur des ressources à lui confiées, banqueroutier frauduleux, venait en quelque sorte de déposer son bilan.

Le 17 prairial, les Conseils votèrent une adresse aux Français, proclamant le danger public, stigmatisant les abus et annonçant un régime d'inquisition sévère. Les députés réclamaient aussi l'affranchissement de la presse, sous couleur de revenir aux principes. On abrogea la loi du 19 fructidor qui avait mis les journaux sous la main de la police, mais les Conseils ne purent jamais s'entendre pour la remplacer par une loi sur les délits de presse;

c'était faire succéder à la plus dure compression l'absolue licence.

Sur ces entrefaites, Sieyès arriva de Berlin ; sa venue fut annoncée par douze coups de canon. Installé au Luxembourg, il prit à peine contact avec ses collègues ; il assistait à leurs délibérations sans y participer. Il s'isolait de ces hommes dont il avait été complice en Fructidor, mais dont trois au moins, Larévellière, Merlin et Treilhard, lui paraissaient irrévocablement perdus. « La déconsidération des trois Directeurs était égale à leur incapacité et au mauvais état où ils avaient réduit nos affaires. On ne pouvait s'entendre avec eux ; tout le monde le disait à Sieyès, et Sieyès bientôt dit comme tout le monde. » Haïssant les Jacobins, dont il avait horriblement peur, il crut à la nécessité de se servir d'eux pour éliminer les Directeurs, pour se débarrasser de ce poids mort, pour déblayer le terrain de ces vermineux cadavres. Déjà, dans ce but immédiat, les néo-modérés des deux Conseils, ceux qui rêvaient pour l'avenir des mesures violemment conservatrices de leur pouvoir et de leur influence, avaient lié partie avec les instigateurs d'une politique effrénée ; entre ces éléments discordants, il y eut entente d'un moment et coalition pour détruire.

L'offensive contre le Directoire se prépara par de sourdes manœuvres et des travaux d'approche. Sieyès introduit dans la place tendait la main aux assaillants, mais que ferait Barras, l'homme qui s'était toujours posé en spadassin et en *bravo* à la solde des partis d'attaque ou de résistance violente ? Réal lui avait conseillé de se débarrasser à la fois de ses collègues et des assemblées, à faire place nette

autour de lui à coups de sabre et de s'ériger en maître de la situation. Barras n'osa ; il préféra traiter avec la coalition parlementaire et assurer son salut en trahissant ses collègues. Ce fut cette défection qui permit l'acte du 30 prairial, la dislocation du Directoire par les Conseils. Dans les assemblées, l'affaire se brassa entre quelques meneurs des deux partis ligués, le double troupeau des votants suivant avec docilité. Le peuple ne prit aucune part au mouvement ; la rue restait calme, les endroits de plaisir et de promenade très fréquentés ; à peine un peu plus d'animation que de coutume autour des Tuileries et du Palais-Bourbon, où siégeaient les Anciens et les Cinq-Cents. Paris tranquille, méprisant, regarda s'organiser l'insurrection parlementaire.

Le 28 prairial — 16 juin —, les Conseils se déclarèrent en permanence. L'attaque à découvert contre l'Exécutif commença et fit brèche. On s'était aperçu que l'élection de l'un des Directeurs, Treilhard, avait été faite inconstitutionnellement, l'ayant été moins d'un an après que le mandat législatif de Treilhard avait pris fin. Bien que l'irrégularité datât d'un an et qu'il parût y avoir prescription, les Cinq-Cents annulèrent l'élection, et les Anciens, entre une heure et deux heures du matin, ratifièrent le décret.

Les Directeurs s'étaient de leur côté mis en permanence. Quand le vote de déchéance fut connu, ils siégeaient aux lumières dans leur belle salle du Luxembourg, étincelante de dorures, décorée à sa partie supérieure de drapeaux ennemis, tandis que dans une première salle leur garde veillait et que circulaient les messagers d'Etat en costume de

« Crispin ». Treilhard, connu pour sa morgue et sa rudesse, allait-il résister ? Larévellière et Merlin lui conseillaient de se roidir, de tenir bon, de défendre la validité de son élection, et parlaient de recourir aux moyens militaires ; mais l'attitude de Barras, son langage, prouvaient déjà qu'il trahissait. Treilhard s'effondra aussitôt ; les larmes aux yeux, d'après Barras, et selon d'autres avec une affectation d'indifférence, il quitta la salle et disparut du Luxembourg ; sans tenter la moindre résistance, sans mot dire, il dévora l'affront.

L'ancien Directoire s'en allait par morceaux : après Reubell, Treilhard. Pour en finir, comme Barras était passé à l'ennemi, il suffisait d'arracher de leurs sièges Larévellière et Merlin et d'extirper ce double débris. Abandonnés à eux-mêmes, Larévellière et Merlin n'étaient pas hommes à refaire un 18 fructidor en le dirigeant contre la majorité nouvelle, et d'ailleurs l'esprit des troupes, en haine des « butors » du Luxembourg, se tournait vers les parlementaires, faute de mieux ; cette disposition offrait plus de sécurité aux Conseils qu'un acte par lequel ils venaient de proclamer que quiconque attenterait à leur indépendance serait par le fait même placé hors la loi. Barras se chargeait d'ailleurs de terroriser ses collègues et se faisait fort de déterminer leur fuite. Le 29, il vint au conseil avec un grand sabre ; il se tenait là comme un épouvantail, parlant peu, « le menton appuyé dans ses mains qui embrassaient la poignée de son sabre », le regard torve, et Sieyès, par des discours « entortillés », remontrait aux deux autres la nécessité de démissionner ; il tâchait de les évincer par persuasion.

Cependant Larévellière et Merlin résistaient, se cramponnaient au pouvoir, et le morceau fut cette fois plus dur à emporter. Alors on s'acharna sur les récalcitrants, on les chargea de tous les péchés du Directoire. Le 30, ils furent dénoncés à la tribune des Cinq-Cents avec la dernière violence. Au Luxembourg, c'était un envahissement de députés de toutes nuances, qui venaient les sommer de partir ; les salons, les corridors en étaient pleins. Les modérés envoyèrent une députation, conduite par Boulay de la Meurthe ; les Jacobins en déléguèrent une autre. Il y eut entre les Directeurs une scène extrêmement vive, avec éclats de voix et gros mots, où Barras, se prononçant davantage contre Larévellière et Merlin, tâcha de leur extorquer une démission. Entre temps, on leur expédiait des émissaires onctueux et doux, pour les amollir ; de prétendus amis venaient les supplier, les mains jointes, de se soustraire eux-mêmes et de soutraire leurs derniers fidèles à d'horribles vengeances ; on les effrayait par la perspective d'une mise en accusation, en ajoutant que, s'ils lâchaient prise de bonne grâce, on leur épargnerait toute poursuite ultérieure et qu'il ne leur serait fait aucun mal.

Comme ils résistaient toujours, le recours à la force parut imminent. Pour consommer l'illégalité, il ne s'agissait que de placer au commandement de Paris un homme qui donnerait aux troupes l'ordre d'agir. Plusieurs généraux postulaient le rôle, les sabres s'agitaient dans le fourreau ; des uniformes à grosses épaulettes paraissaient tour à tour dans le cabinet de Barras et dans les dégagements du Palais-Bourbon, dans les tumultueux couloirs. Joubert

disait : « Quand on voudra, je finirai tout cela avec vingt grenadiers. » Bernadotte n'en demandait pas tant : « Vingt grenadiers c'est trop ; quatre hommes et un caporal, c'est bien assez pour faire déguerpir les avocats ». Et il se promenait de long en large, parmi les groupes animés, dans la salle attenante à celle où siégeaient les Cinq-Cents, comme s'il eût attendu un signal de cette assemblée. Barras prétend toutefois que Bernadotte, pris au mot, se récusa et allégua un motif de « délicatesse » pour ne pas disputer la priorité à Joubert, qui avait paru la réclamer.

Point ne fut besoin d'ailleurs de recourir à l'ultime argument. Voyant tout le monde les abandonner et s'ameuter contre eux, Larévellière et Merlin se résignèrent enfin ; à cinq heures du soir, leur démission fut portée aux Conseils. Il n'y eut pas à proprement parler coup d'Etat, mais épuration du Directoire sous une pression parlementaire, appuyée par des menaces de violence. Merlin disparut pour quelque temps ; Larévellière se retira dans sa maison d'Andilly, près de Paris ; plus tard, lorsqu'il retournait en ville, à pied, pour assister aux séances de l'Institut, les gens des villages qu'il traversait l'insultaient grossièrement. Avant de démissionner, il avait fait allusion à de noirs projets qui s'agitaient dans les assemblées, à des trames homicides. « Les couteaux sont tirés », avait-il dit ; déjà les couteaux, les poignards, fictifs poignards, existant seulement dans l'imagination de ceux qui avaient intérêt à les invoquer. Quatre mois plus tard, Napoléon et Lucien Bonaparte les retrouveront dans l'arsenal des métaphores révolutionnaires.

Il restait à pourvoir aux vacances et à nommer de nouveaux Directeurs. D'après l'usage établi, la chose devait se faire immédiatement et par substitution instantanée de personnes. Dès la sortie de Treilhard, les Conseils avaient rempli la place vide et bouché ce trou ; une cabale parlementaire, dont Garat était l'âme, avait fait nommer Gohier, ancien ministre de la justice sous la convention, président du tribunal de cassation, révolutionnaire honnête et court. Merlin eut pour successeur Roger Ducos, ex-conventionnel, présentement législateur et dans l'intervalle juge de paix à Dax. A la place de Larévellière on eut l'idée de mettre un militaire et alors que la République s'enorgueillissait de tant de guerriers illustres, on s'en fut chercher un général obscur, une nullité morose, Moulin, qui commandait momentanément l'armée de l'Ouest ; sans que personne et lui-même eussent jamais su pourquoi, on le poussa au Directoire, qui se retrouva au complet. « Ces gens-là peuvent-ils prétendre que nous les servions ? » se serait écrié Bernadotte présent à la séance. Sieyès eût préféré d'autres choix ; ses amis avaient insinué en vain des noms un peu plus marquants ; il comptait néanmoins que l'insignifiance de ses nouveaux collègues lui permettrait de les dominer et de les conduire à ses fins ; dans son idée, la recomposition du Directoire n'était qu'un acheminement à une réforme plus radicale et portant sur la constitution même.

Telles furent les journées de prairial, où le Directoire fructidorien disparut noyé dans la boue, Barras seul surnageant. On a parfois signalé dans cette révolution la contre-partie et la revanche du 18

fructidor. Cette appréciation ne repose que sur une apparence et sur une interversion de mécanisme. En Fructidor, l'Exécutif avait renversé le Législatif ; le phénomène contraire s'opérait aujourd'hui, mais ce n'était nullement une revanche des fructidorisés et des hommes de droite. La querelle s'était élevée cette fois et tranchée entre purs révolutionnaires ; quatre conventionnels avaient été successivement éliminés du Directoire ; trois conventionnels y restaient ou y entraient, avec un homme de loi et un général inféodés à leur parti. Les meneurs des Conseils étaient tous d'anciens fructidoriens, les uns convertis à une modération relative, les autres restés ou passés à l'extrême gauche, ces deux groupes ayant fait masse pour se débarrasser de chefs par trop compromis.

Paris s'émut peu d'abord de cette convulsion des pouvoirs publics. Il n'y comprit pas grand'chose ; la substitution de trois inconnus à trois personnages profondément discrédités n'avait pas de quoi réveiller et secouer l'opinion.

En province, la population civile restait atone ; habituée à mépriser ses gouvernants, quels qu'ils fussent, elle attendait avec une insouciance sceptique les suites de la crise directoriale. Sous l'ancien régime, avant que la fréquence des bouleversements eût émoussé la sensibilité politique, un changement dans le ministère faisait bien plus d'effet ; Robert Lindet écrivait de Caen : « Cette révolution ne fait pas autant de sensation qu'en fit le renvoi de l'abbé Terray et du chancelier de Maupeou. »

CHAPITRE II

LA DERNIÈRE POUSSÉE JACOBINE

I

Dans les milieux législatifs, tout restait agitation, effervescence, bouillonnement. Après le 30 prairial, les Conseils se maintiennent plusieurs jours encore en permanence, et dans la chaleur des discussions haletantes, dans la fièvre des séances nocturnes, l'exaltation des esprits parvient à son comble ; elle durera près d'un mois. Pendant cette période, le Corps législatif tend à se faire le centre du pouvoir et de l'action, comme s'il n'était sorti de son long servage que pour usurper à son tour.

Les Cinq-Cents donnent l'impulsion, les Anciens la suivent. Aux Cinq-Cents, les Jacobins dominent ; non qu'ils soient les plus nombreux, mais ils ont l'audace, la discipline, l'élan ; sous leur pression, l'assemblée du Palais-Bourbon se transforme en une fournaise de fanatisme révolutionnaire, d'où sortent des lois de feu, brûlantes et corrosives. C'est la loi dite des otages, nouvelle loi des suspects, dont on verra le mécanisme persécuteur. C'est la loi appelant les conscrits de toutes classes non encore mis en activité ; on en formera dans chaque département un bataillon auxiliaire. Pour subvenir aux frais de cette immense levée, le principe d'un impôt progres-

sif de cent millions « sur la classe aisée » est voté ; l'application de ce principe, qui restait à déterminer par des actes ultérieurs, mettrait tous les biens en proie aux exactions d'une fiscalité arbitraire. Ces besognes accomplies, les Conseils se refroidirent un peu, mais Paris commença de frissonner ; il avait revu le spectre de la Convention.

Le nouveau Directoire, définitivement formé de Barras, Sieyès, Gohier, Roger Ducos et Moulin, recomposa le ministère et les principales administrations en cherchant autant que possible des réputations de probité et des mains nettes, mais en faisant la part très large aux éléments avancés. Des survivants de la Montagne reparurent ; Robert Lindet, terroriste intègre, fut mis aux finances, Quinette à l'intérieur, Bourguignon reçut le département de la police générale. Par une mesure très grave, on livrait le portefeuille de la guerre à Bernadotte, qui s'était jeté éperdument dans le courant jacobin. Le général Marbot, connu pour ses opinions exagérées, obtint le commandement de Paris. Par contre, Sieyès fit placer à la marine Bourdon, un homme à lui, et Cambacérès à la justice. Sieyès avait reconnu en Cambacérès un esprit mûri, rassis, prédestiné aux besognes reconstituantes, et lui dévoilant en partie ses projets, il s'en ferait un très utile auxiliaire.

En ce temps où le rigorisme figurait à l'ordre du jour, il était difficile de maintenir aux relations extérieures Talleyrand, trop connu pour « son esprit financier » et furieusement attaqué. Tout en se défendant avec une modération adroite, dans des écrits publics, Talleyrand sentait la nécessité de s'éclipser momentanément et de rentrer dans la coulisse. Sa

démission fut offerte, refusée d'abord, acceptée enfin, et on nomma aux relations extérieures le citoyen Reinhard, diplomate instruit et sage, d'esprit girondin. Talleyrand jugeait que ce personnage effacé lui garderait simplement la place et le laisserait préparer sa rentrée ; Reinhard avait d'ailleurs à ses yeux le grand mérite d'être absent ; ambassadeur de la République en Toscane, il lui faudrait plusieurs semaines pour venir prendre possession du ministère ; en attendant, Talleyrand sut garder l'*intérim* de son propre département.

Sieyès n'avait avec soi que trois ministres sur six ; il espérait se rallier peu à peu quelques-uns des autres. Il essaya même d'attirer à soi certains députés influents du parti jacobin, les moins compromis par leur passé, ceux avec lesquels on pouvait causer. Jourdan et d'autres furent invités par lui à des colloques : tout le monde reconnaissant que la constitution ne suffisait plus aux besoins de la France, pourquoi ne pas s'entendre pour la changer ? Le malheur était que, chacun voulant une révision, chacun la voulait à sa façon. Comme Sieyès évitait de s'expliquer sur ce que l'on mettrait finalement à la place du régime actuel, Jourdan et ses collègues le trouvèrent indéchiffrable ; ils se défiaient d'ailleurs de lui prodigieusement et le jugeaient plein d'arrière-pensées ; ils repoussèrent ses avances. Sieyès rompit alors en visière avec eux ; ses amis dans les Conseils formèrent de plus en plus un parti de résistance, un parti de modérés, qui défendraient la constitution contre les attaques révolutionnaires, en attendant qu'ils pussent la violer pour leur compte et la réformer à leur gré. On ne saurait trop répéter qu'ils

n'étaient modérés que par rapport aux Jacobins, c'est-à-dire d'une modération toute relative et de fraîche date.

Ainsi les vainqueurs du 30 prairial se divisaient. Dans cette journée, ils avaient espéré se jouer mutuellement ; ils s'en apercevaient maintenant, et cet effort de duperie n'aboutissait qu'à d'aigres conflits. Il en résulta que toute unité d'action et d'impulsion disparut plus encore du gouvernement. La confusion devint inexprimable, le gâchis affreux ; c'était ce que La Fayette, retiré en Hollande après sa sortie d'Olmütz, suivant les événements du bord de la frontière, appelait « le margouillis national ».

La discorde régnait dans le Directoire. Sieyès n'arrivait pas à dominer ses collègues ; il les froissait de sa supériorité et leur laissait trop voir qu'il les méprisait. « Quels hommes ! » disait-il en sortant des séances. Barras lui avait manqué immédiatement dans la main. Tandis qu'un agent se disant autorisé par Barras essayait de reprendre contact avec les émissaires du Prétendant, Barras lui-même s'acoquinait en secret « avec ce qu'il y avait de plus obscur et effrayant parmi les terroristes. » Jugeant que la force était actuellement de ce côté et craignant peut-être que les journaux du parti ne dénonçassent ses malversations, il ménageait les Jacobins, sauf à se retourner contre eux s'ils devenaient trop menaçants ; nous le verrons désormais évoluer de mois en mois. Gohier et Moulin s'étaient laissés lourdement tomber du côté jacobin et y resteraient. Les députés modérés, qui avaient voté pour eux de confiance et sans les connaître, éprouvèrent de leur part un mécompte. Par compensation et comme il était

dit que tout serait incohérence dans ce bizarre assemblage, Roger Ducos, que les Jacobins croyaient un des leurs, s'inféodait à Sieyès et suivait dévotement ses inspirations.

Ainsi, deux Directeurs tiraient dans une certaine mesure à droite, deux à gauche, le cinquième alternativement à droite et à gauche. Sieyès boudait, Barras intriguait, Gohier ne voyait partout que conspirateurs et se plongeait dans la lecture des rapports de police, Moulin sentait qu'il n'était là qu'en passant et se laissait aller à la culbute ; au ministre Cambacérès, venu pour lui rendre hommage et lui demander sa bienveillance, il répondait : « C'est moi qui vous demande votre amitié pour le moment et votre protection pour l'avenir ; je ne m'abuse pas sur votre position et sur celle qui vous attend. » Et dans ce singulier gouvernement, qui se paralysait lui-même, personne ne paraissait capable de volonté et d'action.

« Le Directoire ne voulait rien, n'écoutait rien, ajournait tout. Les Directeurs ne lisaient que les journaux, ils ne dissertaient que sur quelques articles qui les chagrinaient. Ils entraient en séance à onze heures ; ils y restaient jusqu'à cinq heures et demie ou six heures. Les ministres arrivaient d'heure en heure et étaient toujours entendus séparément quoiqu'il eût fallu les entendre ensemble. On parlait à chacun d'eux des journaux, des plaintes, des dénonciations contre les particuliers ; à peine un seul d'entre eux écoutait-il par intervalles le ministre qui venait proposer son travail. Après la séance, les Directeurs allaient dîner ; toujours nombreuse compagnie à dîner et toute la nuit jusqu'à

leur coucher. Le matin, ils lisaient les journaux, des lettres, pour être à portée d'en parler ensemble pendant leur mortelle séance... »

Les ministres se voyaient peu et vivaient mutuellement en défiance, écrasés d'ailleurs de besogne. Lindet s'abîmait dans le gouffre des finances et cherchait pourtant à rassembler des idées, à préparer des mesures d'ensemble, mais désespérait que les Conseils adoptassent jamais un plan suivi. Cambacérès avait tout à faire pour remettre un peu d'ordre dans son département. Bernadotte parlait et écrivait infatigablement ; ses discours, ses proclamations, ses appels, ses circulaires, font un curieux monument d'éloquence révolutionnaire et gasconne ; on y retrouve un mélange de fougue militaire et d'incohérent pathos. Il montrait en fait de remarquables qualités d'intelligence et d'entrain, une force prodigieuse de travail.

La presse parisienne, démuselée, s'était jetée tout de suite aux extrêmes licences. Quelle joie que de pouvoir impunément prendre à partie ces tyrans de Fructidor, dont la plupart restaient en place malgré la dernière crise.

Plus de cinquante journaux faisaient tapage à la fois. A côté des feuilles de droite ressuscitées, diffamant le gouvernement à outrance et trouvant moyen de le calomnier, le *Journal des hommes libres* s'était fait le moniteur officiel du jacobinisme ; on le surnomma le *Journal des tigres ;* il traitait ses adversaires de « feuillistes d'infamie ». Avec quelques autres de son espèce, il rappelait les pires journaux de 1793 ; c'était la même persévérance dans l'insulte, la même manie dénonciatrice, un

mélange d'injures grossières et d'insinuations venimeuses.

A côté des journaux, des brochures pullulent, annonçant la décomposition de tout et la fin du régime. D'un bout à l'autre de la ville, on les vend publiquement, on les annonce, on les crie, et des colporteurs passent dans les rues hurlant à plein gosier : *Le Testament de la République ou Ça va mal. — L'Ancien Directoire nous vendait, le nouveau nous fera pendre. — Quatre pendus et un cinquième qui file sa corde.*

Les Conseils subissaient tour à tour et repoussaient l'influence des violents. Celui des Anciens s'était ressaisi le premier et cherchait, avec quelque hésitation encore, à se mettre en travers du mouvement jacobin. Aux Cinq-Cents, aucune majorité stable ne se dégage. Les deux fractions de l'assemblée l'emportent alternativement l'une sur l'autre par l'appoint d'hommes vacillants et s'émiettent elles-mêmes en groupes agités. De part et d'autre, les meneurs, les orateurs sont peu nombreux, mais constamment sur la brèche : parmi les violents, le général Jourdan, qui se pose de plus en plus en coryphée de ce jacobinisme militaire dont l'existence est l'un des traits de l'époque, Talot, « ballon soufflé », gonflé de vide emphase, Lamarque et Bertrand du Calvados, plus fougueux qu'éloquents, Destrem, espèce de géant, homme d'attaque et de voies de fait, Grandmaison, beaucoup plus intelligent, Poulain-Grandprey, l'économiste du parti ; de l'autre côté, Boulay de la Meurthe, « figure ronde et sanguine », qui montre du tempérament et de la vigueur ; Marie-Joseph Chénier, l'homme

aux beaux yeux d'Oriental et à la « volumineuse frisure », à l'éloquence académique qui ne porte guère, Daunou, orateur disert, et entre tous Lucien Bonaparte se met rapidement hors de pair.

L'ex-garde-magasin du temps de Robespierre, emporté dans le mouvement d'ascension de toute la famille, est maintenant un personnage. Passé député par suite d'une élection des plus contestables, il a été l'un des destructeurs de l'ancien Directoire. Merveilleusement habile à s'approprier la phraséologie révolutionnaire, il pérore à tout propos, déclame, fulmine, objurgue. A entendre ses tirades, ses invocations et toute sa rhétorique enflammée, à le voir poser la main sur son cœur avec un grand geste ému, on dirait que le plus pur zèle républicain l'anime toujours et l'embrase. Cependant, comme il s'aperçoit que les modérés représentent l'avenir, il évolue vers eux, avec des écarts encore et d'une indépendante allure. A maintes reprises, il se fait l'organe sonore, la voix et la trompette du parti. C'est en outre un habile manœuvrier parlementaire, et il trouve le temps, entre tous ses combats, de roucouler aux pieds de Mme Récamier, de brasser des affaires, de s'intéresser très activement dans une compagnie de navigation qui fait le service postal entre Bastia et la France, d'armer des bâtiments corsaires et un peu pirates ; sa vie est un tourbillon.

Tandis que son influence s'affirme au parlement, la situation de son frère Joseph, affable, accueillant, hôte magnifique, s'établit dans le monde. Tous deux exploitent le souvenir du grand frère et se croient aptes, avec ou sans lui, à faire le gouvernement de demain. Si Joseph paraît avoir désiré sincèrement

le retour du *héros* et songé à le provoquer, Lucien se pose moins en copropriétaire qu'en héritier d'un grand nom ; jugeant Napoléon exclu pour longtemps et peut-être à jamais de la scène politique, il travaille pour lui-même, et ce jeune homme de vingt-quatre ans, à force de talent et d'aplomb, s'érige en puissance distincte. Joseph a des relations et Lucien une clientèle. Leur coterie avoisine celle de Sieyès, sans se confondre avec elle.

Au reste, chaque coterie se croit un parti, chaque parti devient une faction. Dans la salle des Cinq-Cents, les deux bandes parlementaires semblent par moments sur le point d'en venir aux mains et de se disputer cette arène. Les votes sont emportés par surprise ou par intrigue. Fréquemment, des motions d'ordre, portant sur des objets politiques, interrompent les discussions d'affaires, déchaînent des violences de parole qui finiront par dégénérer en rixes. Certains messages du Directoire suscitent un orage : « Une grande partie des membres se lèvent, s'agitent, s'apostrophent. En vain le président agite sa sonnette pour rappeler les membres à l'ordre ; les huissiers s'égosillent à rappeler au silence ; le tumulte est à son comble ; on n'entend plus le lecteur, on ne s'entend plus soi-même », et le public, écœuré de ces scènes, prenait encore plus en dégoût le régime des assemblées.

II

Paris avait trop de deux Chambres ; avec un inexprimable effroi, il en vit surgir une troisième, qui s'instituait de sa propre autorité et ne tenait son mandat que d'elle-même. Pour ranimer l'enthousiasme populaire, pour recréer un grand courant d'énergie contre l'étranger, il avait paru utile de rendre la main aux associations politiques, *ces forges du patriotisme.* La plus grande et la plus fameuse de toutes, le club des Jacobins, fermé en brumaire an IV, jugea l'occasion bonne pour se reconstituer, sous le titre de *Société des amis de l'Egalité et de la Liberté.* Sa résurrection fut un événement.

Les Jacobins cherchèrent un local pour se réunir. Ils ne le trouvèrent pas facilement, car l'immense majorité des habitants se prononçait contre eux et repoussait ce voisinage. Cependant la faiblesse des autorités leur fit ouvrir la salle du Manège, l'un des lieux sacrés de la Révolution, où avaient siégé la Constituante, la Législative, la Convention à ses débuts, et où semblaient flotter, entre les murs nus, des visions tragiques. Le bâtiment du Manège, précédé d'une cour oblongue et étroite, se trouvait comme encaissé entre la terrasse des Feuillants, qui surplombait le sol où posait la salle, et d'anciens domaines conventuels, percés de passages. Le Manège faisait partie des locaux affectés au Conseil des Anciens, qui siégeait dans le château des Tuileries.

Vers le milieu de messidor, les réunions du Manège commencèrent à petit bruit et sans fracas ; un beau soir, le club se trouva constitué. Plusieurs centaines de personnes. dont cent cinquante députés environ, s'étaient inscrites comme sociétaires. Pour éluder certaines prohibitions constitutionnelles, on nomma au lieu de président un *régulateur*, des *annotateurs* en guise de secrétaires. On citait parmi les organisateurs Drouet, impliqué naguère dans la conspiration de Babeuf. Il y eut un bureau au-dessus duquel planait un bonnet rouge, une tribune aux harangues, des ordres du jour et des votes, une commission d'instruction, un public qui se tenait debout autour des banquettes où s'entassaient les sociétaires, des comptes rendus insérés régulièrement dans les journaux, une parodie de parlement.

Les néo-Jacobins se réclamaient hautement de leurs aînés, afin que nul ne pût s'y méprendre. « Notre nom est Jacobin, notre société est celle des Jacobins, nous sommes et voulons être Jacobins. » Ils protestaient, à la vérité, d'un grand respect pour la constitution, mais, tout en se défendant de vouloir rétablir le régime de 1793, ils en reprenaient le ton et en imitaient les gestes. Comme les nouvelles de la guerre restaient mauvaises, comme nos armées d'Italie et de Naples venaient d'essuyer de cruels échecs au bord de la Trebbia, comme la citadelle de Turin avait capitulé, comme en Suisse Masséna avait dû se replier en arrière de Zurich, ce fut une occasion pour tonner contre les vendus et les traîtres, pour réclamer des supplices, des décrets contre les riches et des piques pour le peuple. On réclamait surtout des épurations ; on sommait les minis-

tres de purger leurs bureaux infestés d'aristocrates et « gangrenés de messieurs » ; on poussait à ces exécutions pour se caser soi-même, et beaucoup de membres de la réunion voulaient encore moins du sang que des places.

On sentait néanmoins, à travers un délire de motions et de cris, percer la révolte de certains groupes populaires contre les bourgeois accapareurs de la Révolution, l'horreur d'un régime pourri qui n'avait rien de démocratique que le nom, une passion niveleuse qui procédait de Babeuf et de son communisme, ce qu'on appellerait aujourd'hui une poussée socialiste. Ces revendications, il est vrai, restaient la fureur d'un très petit nombre, mais les orateurs du Manège s'en faisaient l'effrayant écho. Pour eux, Robespierre n'était plus qu'un ancêtre ; les précurseurs immédiats, les martyrs de la cause, ceux dont « les mânes plaintifs » réclamaient vengeance, c'étaient les députés qui avaient péri en 1795 pour avoir mené contre la Convention thermidorienne l'émeute des affamés, c'étaient les hommes qui en 1796, avaient opposé au despotisme oligarchique du Directoire la théorie du bonheur commun et de l'égalité intégrale. « O Romme, Goujon, Soubrany, Babeuf, vous serez vengés, oui, bientôt vengés, mais par la justice et non par l'assassinat ! » Et ce n'était rien auprès de ce que l'on entendait aux abords de la salle. Dans le café Godeau, voisin des Tuileries, des hurleurs anarchistes avaient établi une sorte de club extérieur, où ils parlaient couramment d'immoler des milliers de victimes aux mânes de Robespierre et de Babeuf.

Au milieu de ce terrifiant appareil, il parut que la Révolution hideuse et dégouttante de sang se remontrait, la Révolution bras nus, en sabots, en carmagnole, celle qui *travaillait* dans les prisons et coupait les têtes. Ces horreurs restaient trop récentes, trop présentes aux mémoires, pour que toute vision évocatrice de ce passé d'hier n'affolât point Paris et ne le fît pas tressauter d'épouvante. On entendait d'ailleurs les Jacobins des Cinq-Cents faire chorus avec ceux du Manège ; dans un dîner, Jourdan avait bu à la résurrection des piques ; le bruit se répandait que le Conseil voulait se transformer en Convention, rétablir un Comité de salut public, et les nouvelles de province annonçaient que d'un bout à l'autre de la France les clubs se reconstituaient, qu'en tous lieux des groupes de Jacobins dépenaillés et sinistres sortaient de terre. Le cauchemar de la Terreur revint hanter le sommeil douloureux où s'affaissait la France ; longtemps on se rappellerait cette panique générale, à l'aspect du rouge fantôme, et la grande peur de l'an VII.

La renaissance du club jacobin aboutit à ce que Paris ne connaissait plus depuis près de deux ans, le désordre dans la rue. Les fureurs du Manège provoquèrent une agitation contre-révolutionnaire ; les restes de la jeunesse dorée reparurent ; on revit les muscadins ou plutôt leurs cadets, les *agréables*, les *aimables du jour*. Une sorte d'affiliation se maintenait entre jeunes Parisiens de classes très diverses pour bâtonner la Révolution sur le dos des Jacobins et s'opposer par la force du poignet au retour du régime scélérat. Depuis les beaux temps de la

réaction thermidorienne, les muscadins avaient changé de nom et un peu de costume ; beaucoup d'entre eux avaient été enrôlés dans les armées ; de plus jeunes avaient comblé les vides. Sous le régime fructidorien, durement comprimés, ils avaient fait les morts ; l'effervescence succédant au 30 prairial parut les ressusciter.

L'opinion et la mode les soutenaient ; en ce temps où le développement de la force physique restait en spécial honneur, rosser les Jacobins était une façon d'attester la vigueur de ses muscles et la solidité de ses principes, un exercice méritoire et distingué, un sport, dirait-on aujourd'hui. Les jeunes gens reprirent les attributs de leur ancienne profession, « collets noirs et violets », qu'ils posèrent sur de « vieux habits ». Ainsi accoutrés, coiffés du chapeau de feutre à larges bords et à boucle d'acier, la grosse cravate de batiste formant goitre sous le menton, le gourdin ou « la canne à dard » sous le bras, les pistolets en poche, ils se remirent en campagne contre les bandes jacobines, agressifs et batailleurs. Leurs rangs se grossirent de perturbateurs d'autre genre. Toute une population de Chouans en disponibilité qui s'étaient faufilés dans Paris, d'aventuriers royalistes, de contre-révolutionnaires sans aveu, vivait au fond de la ville. Cette écume blanche remontait aujourd'hui à la surface en même temps que l'écume rouge. Ces divers éléments de trouble commencèrent à s'entrechoquer.

D'après des témoignages minutieux, il est facile de se figurer Paris pendant ces jours de petite guerre qui fit plus de peur que de mal. Les agitateurs de

droite ont leur quartier général au Palais-Egalité, ci-devant Palais-Royal. Parcourant les galeries tumultueuses, enfiévrées, regorgeant de filles et d'industries interlopes, ils se groupent, s'animent en aiguisant contre leurs adversaires des traits mordants et des sarcasmes ; puis, par la rue Honoré et le lacis des ruelles, ils se portent en colonnes pressées vers l'endroit où les Jacobins dressent leurs remontrances furibondes et accomplissent leurs rites, injurient et pontifient. On voit les assaillants déboucher des passages, arriver par le jardin, entourer et bloquer le manège.

Le 22 messidor, les Jacobins ayant planté solennellement dans la cour un arbre de la Liberté, les rixes commencèrent. Le lendemain soir, une foule hostile occupait les abords de la salle, la terrasse des Feuillants, l'allée des Orangers située en contre-bas. La séance levée, comme les sociétaires sortaient en chantant des airs patriotiques, une bordée de sifflets et de huées les accueillit du haut de la terrasse ; on jetait des pierres dans les fenêtres de la salle. Au cri de : *A bas les Chouans*, répondaient ceux-ci : *A bas la guillotine, à bas les Jacobins*, et tout à coup des *Vive le Roi !* percèrent. Une forte bousculade s'ensuivit à toutes les issues. La garde du Corps législatif sortit et tomba sur les manifestants. Les soirs suivants, l'échauffourée se renouvela, à la grande désolation des promeneurs et de leurs familles « qui se retiraient de fort mauvaise humeur ».

A la fin, le Conseil des Anciens jugea intolérable qu'une secte prétendît établir à ses portes, chez lui, contre lui, un foyer de troubles. Le Manège, comme

tous les locaux dépendant des Tuileries, était placé sous la surveillance des *inspecteurs de la salle*, sorte de questeurs, députés investis par leurs collègues d'attributions étendues en matière de juridiction et de police. Par délégation de l'assemblée, la commission des inspecteurs signifia aux Jacobins qu'ils eussent à délibérer ailleurs ; comme ils n'obtempéraient point à cette injonction, le Conseil, par vote formel, leur interdit l'accès du Manège. Ils se résignèrent alors, passèrent la Seine et transportèrent rue du Bac, dans l'ancienne église des Jacobins de Saint-Thomas-d'Aquin, leurs tumultueuses assises.

L'opinion publique les prenait de plus en plus à partie. Une nuée de libelles s'acharnait sur cette engeance, à coups d'invectives et de quolibets : *Pendez les Jacobins, ce sont des coquins. — Voilà les assassins du peuple. — Rira bien qui rira le dernier ; fermez vos boutiques ; les Jacobins ouvrent les leurs. — Liste des principaux animaux jacobins, vivants, rares et curieux, transplantés des cages des bêtes féroces du Jardin des Plantes dans l'écurie du Manège*, et toute la ménagerie, toute la collection des types jacobins passait sous les yeux du public, en forme d'ours, tigres et singes. Dans les théâtres, il suffisait qu'une pièce, un couplet, un mot parût faire allusion à la secte détestée pour que la salle retentît d'applaudissements.

Courageusement, des journaux bien achalandés, *le Moniteur universel ou Gazette nationale, le Publiciste, la Gazette de France, le Surveillant*, menaient campagne contre les clubistes, contre la tyrannie qu'ils prétendaient exercer sur les autorités consti-

tuées. Et les publicistes graves attaquaient dans son principe la liberté de réunion et d'association, qu'ils présentaient comme la source des plus grands dangers ; elle ne devait plus se relever en France du coup que lui porta la dernière explosion démagogique. « Il semble, écrivait Mme de Staël dans une lettre particulière, que les Jacobins se chargent d'être l'épouvantail de tous les principes de liberté, pour empêcher que la nation ne s'y rallie. » C'est à propos des troubles de 1799 que se formule à titre de projet, dans un écrit public, la disposition célèbre qui va plus tard réduire à néant le droit d'association et pulvériser l'action politique des Français. Rœderer lança une brochure dont la conclusion était celle-ci : la loi ne doit plus autoriser que les sociétés politiques « dont le nombre des membres n'excède pas cinquante ». Mettez vingt au lieu de cinquante, étendez la défense à toutes les associations, et vous aurez l'article 291 du Code pénal, rédigé d'avance par un futur conseiller d'Etat de l'Empire.

III

Les Jacobins tourmentaient ainsi Paris sans soulever le peuple ; repoussés avec horreur par « les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la France », ils mettaient cependant tout le pays en crise et en transes. Un observateur étranger reconnaît en eux

une infime minorité ; seulement, ajoute-t-il, « leur parti est indubitablement le plus fort par la conformité entre le but et les moyens de tous ceux qui se rangent sans honte sous le drapeau rouge. Au contraire, leurs antagonistes, qui forment la presque totalité de la nation, demeurent divisés ; cette majorité renferme des républicains, des royalistes de toutes les couleurs et des indifférents. Il n'y a donc entre eux ni unité d'intérêt ni concert d'opinion. » Un autre danger provenait de ce que la bande démagogique s'était conservé, par suite du favoritisme révolutionnaire, des affiliés dans les administrations, dans la police, dans les états-majors. Depuis le 30 prairial, les Jacobins avaient mis à profit l' « épurement général » pour s'insinuer davantage dans les emplois, pour y remplacer les repus par les avides. C'était entre leurs mains un élément de succès, en plus de la majorité intermittente qu'ils obtenaient aux Cinq-Cents et de l'indulgence, sinon de l'appui positif, qu'ils trouvaient auprès de deux Directeurs. A tout moment, on pouvait apprendre qu'ils s'étaient emparés du pouvoir par surprise légale ou violence.

Si la lutte contre le terrorisme renaissant put s'organiser, c'est que cette poussée d'en bas inquiétait fort les révolutionnaires devenus conservateurs, ceux qui aspiraient à se consolider dans leurs places et à faire de l'ordre ; elle surexcita Sieyès plus encore qu'elle ne l'émut. Il se mit, agissant dans les dessous, à préparer son coup d'Etat destiné à modifier la constitution et à établir un pouvoir toujours d'origine et d'essence révolutionnaires, toujours hostile à quiconque n'aurait pas donné de gages à l'ordre

nouveau, mais plus ferme que l'incohérent Directoire, plus solide, plus résistant, formant digue contre l'anarchie. Ici se saisit la différence entre l'intrigue traînante attribuée à Barras auprès du Prétendant et le projet fortement médité et ruminé par Sieyès. Dans l'effondrement général, Barras n'aurait pensé qu'à soi ; il se serait ménagé une porte de sortie, une issue dérobée pour s'évader de la République. Sieyès voulait opérer le sauvetage de tout un parti, en recréant, au moins provisoirement, une république à l'usage des révolutionnaires pourvus, menacés aujourd'hui et serrés de près par les révolutionnaires dépourvus : la république des *Jacobins gouvernants* contre celle des *Jacobins aspirants*. Il paraît d'ailleurs que Barras, quoique oscillant toujours entre des partis contraires, ne refusait pas de s'associer provisoirement à la tentative révisionniste.

Pour cette grosse entreprise, on aurait certainement avec soi le sentiment public. La masse des gens d'ordre n'aimait pas et méprisait les révolutionnaires nantis, mais préférait tout aux Jacobins. Le public reprochait à Sieyès de n'avoir encore rien fait et le jugeait au-dessous de sa réputation si habilement ménagée ; après l'avoir aperçu plus grand que nature dans la pénombre de la coulisse, on le trouvait comme rapetissé à la lumière de la scène. On lui reprochait aussi son accueil maussade, ses façons hautaines, et d'avoir établi au Luxembourg une sorte d'étiquette. Il rallierait néanmoins les éléments conservateurs nés au sein même de la Révolution, s'il osait enfin prononcer une action, et Talleyrand travaillait à dissiper les préventions fort justifiées que conservaient les gens d'ancien régime

contre cet ennemi de leur classe. Toutefois, pour faire réussir matériellement l'entreprise, un général était indispensable, et encore fallait-il que ce général fût populaire, insigne, resplendissant du prestige de la victoire. Par ce temps de défaites, les vainqueurs étaient rares ; on essaya d'en faire un tout exprès.

Dans la génération des jeunes chefs de guerre, Joubert brillait au premier rang. Ayant appris la victoire à l'école du maître, il avait à son actif de beaux faits d'armes, des exploits célèbres ; on citait ce mot de Bonaparte partant pour l'Egypte : « Je vous laisse Joubert. » C'était un espoir, une aurore, que ce jeune homme hardi, chevaleresque, impétueux, et quelques-uns lui trouvaient un air de ressemblance avec Hoche, le héros que la fortune envieuse avait ravi aux Français. La voix publique lui promettait d'éclatants destins : *Tu Marcellus eris.* Joubert était profondément dégoûté de ce qu'il voyait depuis plusieurs années. Sieyès l'entreprit, s'efforça de l'endoctriner, puis lui fit confier le commandement de l'armée d'Italie, reconstituée avec beaucoup de soin derrière les Apennins, en avant de Gênes. Souvorof était en face d'elle, mais avait moins de monde à lui opposer, car il avait dû laisser en arrière une partie de ses Austro-Russes, occupés au siège de Mantoue et des forteresses lombardes. Toute la combinaison politique et militaire reposait sur cette disproportion momentanée entre les forces de l'adversaire et les nôtres.

Joubert rejoindrait tout de suite le quartier général ; soulevant l'armée d'une vigoureuse impulsion, il prendrait l'offensive. Assurément, il eût été plus

sage d'attendre que l'armée d'Italie se fût renforcée de celle des Alpes, qui se formait sous le commandement de Championnet, et peut-être de la maintenir sur une défensive imposante, mais les réformateurs civils, n'attendant plus le salut que d'une belle bataille, d'une victoire dont la répercussion à l'intérieur serait profonde, se risquaient à jouer « quitte ou double ». Donc, Joubert marcherait contre Souvorof et, selon le calcul de Sieyès, le battrait ; ce succès ferait de Joubert presque un sauveur et le rendrait maître pour un instant de l'imagination publique. On pourrait alors, par un procédé qui restait sans doute à préciser, se servir de lui pour écraser la faction jacobine, dissoudre les Cinq-Cents et imposer une révision constitutionnelle.

Cette révolution ne s'opérerait point par mouvement spontané des troupes, par tumulte prétorien, chose qui n'entrait alors dans l'idée de personne et à laquelle l'armée se fût vraisemblablement refusée. L'initiative viendrait d'une fraction des autorités civiles, des hommes en place les plus réputés pour leur talent et leur savoir, qui lanceraient l'armée à l'assaut d'une légalité croulante ; dans le langage du temps, cela se définissait ainsi : appeler la force au secours de la sagesse. « Sieyès dévoilerait ses projets, dénoncerait le péril anarchiste, proclamerait la nécessité de donner à la France de nouvelles institutions et plus de pouvoir au gouvernement » ; puis, ralliant la majorité des Anciens et toute une partie des forces gouvernementales, il inviterait les troupes, électrisées par Joubert, à procéder militairement contre les dissidents et à recourir aux moyens péremptoires. Le résultat serait d'instituer,

sous l'égide d'une grande réputation militaire, un gouvernement dont Sieyès aurait la direction effective.

C'était le plan de Brumaire, formé quatre mois avant l'événement. Les grandes lignes étaient tracées ; le personnel se rassemblait ; il ne manquait que l'acteur principal et le véritable bénéficiaire. Sieyès croyait ouvrir les voies à Joubert et surtout se les ouvrir à soi-même ; il les frayait à un troisième. Bonaparte emprisonné dans sa conquête, séparé de France par la mer ennemie, placé dans l'impossibilité même de donner de ses nouvelles, semblait actuellement hors de cause. Cependant, comme il pouvait revenir après tout, et qu'alors aucune gloire ne brillerait plus auprès de la sienne, comme rien ne serait exécutable que par sa main, Sieyès se cherchait un contact indirect avec lui et ménageait la faction des frères, qui passait pour avoir conservé quelque moyen de communiquer avec l'Egypte. On a dit que Talleyrand, son plus adroit coopérateur, avait cherché depuis longtemps à glisser des émissaires personnels dans la direction d'Alexandrie. Joubert paraissait néanmoins un instrument bien préférable à Bonaparte, celui-ci s'étant montré trop grand, trop ambitieux, et dépassant le rôle.

Parmi les autres chefs de l'armée, il n'était pas difficile de recruter des concours. L'anarchie directoriale, le tapage parlementaire, devenaient en horreur aux généraux. Ce régime des impuissants et des bavards révoltait leur tempérament de mâles ; leur cœur se soulevait à la fin de dégoût contre le désordre et la fétidité révolutionnaires. Si les

uns allaient au jacobinisme par ambition ou par brutalité de nature, parce qu'ils croyaient trouver de ce côté quelque chose de véhément et de fort, beaucoup d'autres prêtaient l'oreille aux propositions du royalisme, écoutaient les agents, promettaient des services, se plaçaient en position de négocier leur paix particulière avec Louis XVIII. Tels déclamaient avec les Jacobins et conspiraient vaguement avec les royalistes ; tous entendaient craquer le régime et s'en écartaient, craignant d'être pris sous ses décombres. Les plus sages eussent voulu se fixer « à un point tolérable entre le jacobinisme et la contre-révolution. »

Telle était l'opinion de Moreau, qui connaissait le plan de Sieyès et l'approuvait. Son haut renom lui eût permis de coopérer très utilement, mais cet homme d'un si beau sang-froid devant l'ennemi redoutait la politique et s'y jugeait impropre ; dès qu'il s'agissait d'entreprendre à l'intérieur, il demandait à se subordonner. Il consentait seulement, si Joubert marchait, à se faire son lieutenant et son premier assistant ; répugnant à toute initiative, il se mettait à la suite. Macdonald, rentré à Paris après la Trebbia pour se soigner d'une blessure, et Beurnonville, ancien ministre de la guerre, étaient acquis ; on pourrait les opposer aux généraux qui jouaient sur la carte jacobine, Jourdan, Augereau, Bernadotte.

En fait de coopérateurs civils, Sieyès sentait la nécessité de n'en pas chercher uniquement parmi les ex-conventionnels et les révolutionnaires en place ; il visait à s'associer les restes des anciens partis libéraux et modérés. Des hommes comme

Petiet, ministre de la guerre avant Fructidor et bon ministre, comme Emery, ami de La Fayette, avaient été mis dans le secret et s'employaient. Mais les véritables chefs des libéraux languissaient hors de France, exclus et proscrits ; c'étaient d'une part certains constituants de 1789, La Fayette, les frères Lameth, Latour-Maubourg ; d'autre part, ceux des fructidorisés qui ne s'étaient jamais liés à la réaction pure, Carnot entre autres. Ces deux groupes vivaient dispersés en Allemagne, en Hollande, mais ils conservaient à Paris des relations, des sympathies, des amitiés, par lesquelles ils pouvaient agir, et Sieyès considérait que ces éléments, si peu agréables qu'ils lui fussent, n'étaient plus à dédaigner.

Carnot ne demandait qu'à seconder un acte vigoureux qui rouvrirait la France aux *patriotes* proscrits pour cause d'honnêteté politique.

La Fayette en exil se considérait comme un prétendant. Il croyait personnifier un régime, incarner un principe, représenter la liberté, qui viendrait un jour sauver et relever la France. Il s'était convaincu qu'au milieu de l'affaissement presque général de l'opinion, on ne pouvait changer le gouvernement qu'avec l'aide d'une partie des gouvernants. Son avis était que, « si les bons citoyens ne savent ni conspirer ni s'insurger, il vaut mieux devoir le salut de la France à des conversions que de ne pas la sauver du tout ; qu'une fois décidés à profiter de l'intérêt bien entendu des conventionnels, nous devions souhaiter qu'il y eût division entre eux pour que le crime eût ses boucs émissaires, mais qu'il était extravagant d'espérer

que les hommes qui ont le pouvoir s'en dessaisiront en faveur de ceux qui ne peuvent et n'osent rien, à moins que ceux-ci n'en laissassent aux autres une grande portion, avec l'assurance qu'on ne cherchera plus, comme avant le 18 fructidor, à combler leur déshonneur et à machiner leur perte. » Entre La Fayette raisonnant ainsi et le parti du coup d'Etat réorganisateur, une espèce de négociation s'ouvrit à distance, par communications intermittentes.

La Fayette demandait qu'on garantît pour l'avenir un gouvernement de réparation et de tolérance : pourquoi ne pas rappeler tous les émigrés non enrôlés dans les armées ennemies ? A Paris, on lésinait, on marchandait ; on ne rappellerait que les proscrits qui avaient donné des gages effectifs ; surtout, pas de prêtres, ce serait « vouloir la contre-révolution ». Au reste, il n'était point question de passer avec La Fayette et ses amis des accords formels, de réclamer d'eux dès à présent un concours direct. On désirait seulement qu'ils fussent avertis, invités à ne point trop s'éloigner de la frontière ; une fois le coup frappé et le nouveau gouvernement établi, on voulait pouvoir les rappeler, les montrer, les employer, se parer de leur honorabilité et de leurs talents.

Sieyès et ses amis travaillaient ainsi à faire un lendemain ; ils s'occupaient même du surlendemain. Pour beaucoup d'entre eux, dans l'avenir tel qu'ils le disposaient, Joubert n'était qu'une transition, Bonaparte un en-cas ; la solution était ailleurs, dans une royauté de fabrication révolutionnaire, qui achèverait de consolider les positions prises et les intérêts acquis.

Un roi étranger, allemand, protestant, n'était pas pour déplaire à l'homme qui posait en principe la nécessité de rompre avec toutes nos traditions ; Sieyès avait dit : « Les prétendues vérités historiques n'ont pas plus de réalité que les prétendues vérités religieuses. » Il n'était pas seul de cet avis, et le prestige exercé sur toute une partie des hauts révolutionnaires par le protestantisme et par la Prusse, par le souvenir du roi-philosophe, les jetait parfois à d'étranges aberrations. Ils s'imaginaient volontiers qu'en se donnant à un élève du grand Frédéric, à un prince philosophe, quoique officiellement luthérien, la Révolution ferait la plus avantageuse des fins, qu'il en résulterait satisfaction pour tout le monde : pour le personnel gouvernant, impunité, sécurité, jouissance ; pour le peuple, qu'on n'était point parvenu à détacher de toute idée religieuse, un *minimum* de christianisme. Cet illusoire moyen de résoudre le problème religieux égarait jusqu'à des esprits très nobles ; Mme de Staël, dans un ouvrage qu'elle rédigeait et qui n'a point été publié, proposait d'établir le protestantisme comme religion d'État. Plus pratiquement, l'un des familiers de Talleyrand, Sainte-Foix, disait à l'envoyé prussien : « Les suffrages des autorités et de la saine partie de la nation ne se décideraient pas pour un Bourbon... Les suffrages se déclareraient plutôt pour un prince allemand et protestant », et il prononçait le nom du prince Louis-Ferdinand de Prusse. Quelques-uns, reprenant une vieille idée, songeaient à un Protecteur et insinuaient tout bas le nom du duc de Brunswick, pensaient à faire régner un prince que l'on affublerait d'abord d'un titre républicain. Tous

ces destructeurs étaient aujourd'hui tourmentés d'un besoin de recréer, de reconstruire ; seulement, comme ils étaient pour la plupart renégats ou régicides, comme ils ne pouvaient admettre le retour aux traditions fondamentales, comme ils ne voulaient ni du roi ni du catholicisme, ils s'épuisaient à la recherche d'une religion à côté et d'une pseudomonarchie.

Dans les milieux jacobins et violemment patriotes, Sieyès était fort accusé d'avoir préparé, pendant son séjour à Berlin, une combinaison prussienne ou du moins allemande. Certains aveux permettent de supposer qu'il y pensa, qu'on y pensa autour de lui. Pendant son passage au Directoire, il chercha aussi ailleurs l'objet désiré, le roi des révolutionnaires à opposer finalement au roi des émigrés. D'après le témoignage formel d'un homme bien placé pour savoir, Cambacérès, il fut un moment où « Sieyès écouta les propositions qui lui furent faites au nom du duc d'Orléans ; Talleyrand était alors dans l'intimité de Sieyès, ce fut par l'intermédiaire de ce dernier que l'on traita avec les agents du duc ». La main de Talleyrand s'aperçoit au fond de toutes les intrigues, sert de lien entre elles, essaie et remue toutes les combinaisons.

D'autre part, d'après les informations fort complètes qui l'avaient mis au courant, La Fayette confiait à Latour-Maubourg que Sieyès consentait en fin de cause « au rétablissement d'une royauté ». L'urgence du péril réunissait tout le parti, « dans l'idée qu'on ne pouvait terminer la guerre et sauver la liberté qu'en mettant un roi constitutionnel à la tête du gouvernement ; mais on était si pressé,

d'un côté par la coalition, et de l'autre par les Jacobins, que le préliminaire devait être de gagner une bataille contre les puissances et d'en livrer une aux Jacobins des Cinq-Cents ». Faut-il croire qu'il y ait eu partie liée, accord passé avec la branche cadette ? Il y avait simplement inclination secrète et tendance vers une royauté substituée qui serait la moins réactionnaire des réactions. Dans ce sens, l'opération que le retour d'Egypte fit brusquement dévier au profit de Bonaparte, fut conçue comme une entreprise à point de départ républicain et à conclusion orléaniste.

CHAPITRE III

LUTTE DES PARTIS

I

JOUBERT partit de Paris le 28 messidor-16 juillet, désigné pour battre Souvorof et rompre le deuil de nos drapeaux, portant aussi en lui l'espoir des politiques qui attendaient d'un général victorieux la création d'un gouvernement et la réfection de la France. Pour ménager son succès tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, rien n'avait été épargné par les hommes initiés au secret. Ils avaient décidé de mettre près de lui Moreau comme adjoint et comme mentor : la sagesse à côté de la fougue. Pour rattacher Joubert à ce qu'il y avait de plus avenant dans le monde politique et la société d'alors, on l'avait fiancé à Mlle de Montholon, nièce de Sémonville, l'homme de toutes les prévoyances, sans cesse tourné vers l'astre naissant.

L'aventure de Joubert débuta comme un roman sentimental qui plut aux Parisiens. Il courut se marier à Grandpré en Champagne, conduisit sa jeune femme auprès de ses parents à Pont-de-Vaux dans l'Ain, son pays natal. Il passe quelques jours dans de doux liens, puis s'arrache et, emportant comme talisman un portrait, vole au combat. Il montrait une impatience fébrile à vaincre, à s'illus-

trer d'une gloire nouvelle, pour jeter ensuite dans la balance politique le poids de son épée.

Il acceptait certainement de faire le coup ; ce qui est beaucoup moins sûr, c'est qu'il se subordonnât entièrement à Sieyès et voulût travailler pour le compte exclusif de la faction bourgeoise. Auprès de Gohier, il ne s'était pas gêné pour médire de Sieyès ; il affectait un républicanisme exalté et d'autre part se laissait approcher par les émissaires du Prétendant. Il est remarquable que le gouvernement de la Restauration, si hostile aux souvenirs et aux gloires de la Révolution, témoigna pour la mémoire de Joubert des égards presque officiels. Faut-il penser que Joubert, prêt à jouer la partie décisive, aspirant à sauver d'abord la France du péril extérieur et du péril anarchique, n'écartait pas la pensée de négocier plus tard une restauration ? D'une façon générale, les généraux entrés dans l'affaire, moins exclusifs que les réformateurs conventionnels, moins gênés par un lourd passé, n'entendaient pas que ces civils façonnassent à leur gré et à leur seul profit le gouvernement futur. On peut croire que Joubert, s'il comptait arriver au pouvoir par l'appui de Sieyès et de son groupe, rêvait de jouer ensuite le rôle d'arbitre entre les partis, peut-être de réconciliateur entre la France et les Bourbons.

Pour Sieyès, l'essentiel était de tenir au pouvoir jusqu'au retour triomphant de Joubert, afin d'être encore là pour l'attirer dans la place et lui faciliter l'effraction. Il se mit à lutter contre les Jacobins par les moyens légaux, avec plus de fermeté qu'on n'en eût attendu de sa part. Il n'était pas naturelle-

ment courageux ; il le devint sous l'aiguillon de la nécessité et de la peur. Le péril déclaré, l'obsession d'un grand dessein, semblaient l'avoir jeté hors de son caractère ; ses amis ne le reconnaissaient plus. Il fut vraiment à cette époque le protagoniste de la défense sociale.

Le roulement établi entre les Directeurs l'avait fait pour quatre mois leur président. En cette qualité, il possédait une primauté d'apparat et présidait aux solennités nationales. La Révolution avait échelonné les fêtes publiques tout le long de l'été, à l'occasion des grands anniversaires : 14 juillet, 9 et 10 thermidor, 10 août, 18 fructidor, 22 vendémiaire. A ces diverses dates, il était d'usage qu'une cérémonie commémorative eût lieu au Champ de Mars, avec défilés et évolutions militaires, salves d'artillerie, musique, hymnes de circonstance, parfums brûlant dans des urnes autour de l'autel de la Patrie, figuration allégorique et décor pseudoromain, orné « de touffes de fleurs et de guirlandes ». Les Directeurs en grand costume prenaient place en avant des autorités sur des sièges massifs et tout dorés, et le président, prononçant un discours, parlait alors à la France. Le 14 juillet et surtout le 10 thermidor donnèrent occasion à Sieyès de se manifester.

Il fit sa déclaration de guerre aux Jacobins, rappela la sanglante et fangeuse tyrannie qu'ils avaient en d'autres temps fait peser sur la France : « Quelle leçon ! Des hommes sans génie, mais non sans audace, avaient puisé dans le nom seul de la liberté qu'ils profanaient une force incompréhensible, un pouvoir monstrueux qui n'eut jamais de modèle

et — je le jure par la République — qui n'aura jamais de retour. » C'était donner un premier avertissement aux perturbateurs et lever le drapeau de l'ordre.

Plus pratiquement, Sieyès visait à s'assurer des positions indispensables à quiconque veut en France changer le gouvernement à l'aide de l'armée : le commandement de Paris et le ministère de la guerre. Les titulaires actuels de ces deux postes, Marbot et Bernadotte, semblaient acquis aux Jacobins. Sieyès cherchait une occasion d'évincer Marbot et de le remplacer par un homme sûr. Comme Bernadotte lui paraissait le grand obstacle, il le sapait et le minait par un travail de taupe, tâchant de persuader à Barras que la première qualité requise chez un ministre de la guerre était le manque de caractère et de personnalité, une docilité complaisante. Ses collègues d'ailleurs commençaient à trouver que Bernadotte prenait trop de place et faisait trop de bruit ; on ne distinguait plus les chefs officiels de l'Etat derrière ce mirifique et encombrant personnage.

Cambacérès secondait Sieyès très activement Dans sa partie, il travaillait à reprendre aux Jacobins une partie du terrain abandonné. Après le 30 prairial, à l'heure où l'on cédait tout à ces factieux, on leur avait livré l'administration centrale de la Seine, ce qu'on appelait alors le *département*, l'autorité collective qui régissait Paris au-dessus des municipalités d'arrondissement. Présidée par l'ancien dantoniste Lachevardière, cette administration pourrait, dans une circonstance critique, organiser un mouvement de populace ; elle venait de

donner la mesure de ses tendances en composant la liste du jury de noms ultra-révolutionnaires. Comme ministre de la justice, Cambacérès signala ce fait à l'attention du Directoire ; par ménagement lâche, les Directeurs n'osèrent user de leur droit et annuler la liste. Spontanément, Cambacérès fit en sorte que la liste ne fût pas admise par les tribunaux. Il travaillerait aussi à faire casser l'autorité qui l'avait formée, et ce serait détruire par avance le comité central de l'insurrection.

Dans les assemblées politiques, l'intrigue révisionniste, celle qui préparait une réforme constitutionnelle par moyens militaires, se développait sourdement et cheminait à pas muets. Les Anciens se transformaient décidément en cénacle des révolutionnaires assagis ; ils paraissaient disposés à tout pour arracher la France à l'étreinte jacobine. Sieyès se flattait de les grouper autour de lui en grande partie, d'en faire le levier de l'entreprise et de s'en servir au besoin contre l'autre Conseil. Parmi les Cinq-Cents, le parti des modérés devenait de plus en plus le parti Sieyès, mais la majorité lui échappait toujours. Tour à tour jacobine ou simplement constitutionnelle, cette majorité se montrait très jalouse des prérogatives et des sûretés de l'assemblée.

Dans un projet de loi « sur les garanties de la liberté civile », les Cinq-Cents insérèrent une disposition qui enlevait au Directoire la faculté de faire entrer dans le rayon constitutionnel, c'est-à-dire à Paris et aux environs, tel nombre de troupes qu'il jugerait utile. Cette faculté contraire à la constitution, le Directoire l'avait prise le 18 fructidor, pour opérer son coup de force ; au lendemain de

cette journée, il se l'était fait conférer législativement. L'article la lui retirant fut arrêté au passage par les Anciens, qui refusèrent de le ratifier. Deux régiments de Paris, envoyés aux frontières, purent être remplacés par la 79e demi-brigade, par les 8e et 9e dragons ; la 79e avait été faite prisonnière par les Russes à Corfou et n'était rentrée qu'à la condition de ne plus servir contre l'étranger ; les dragons revenaient pour la plupart également prisonniers sur parole. On affectait ces troupes au service de la capitale. Il se trouva que, destinées peut-être dans l'esprit de Sieyès à marcher contre la constitution au signal de Joubert, elles étaient surtout et fanatiquement dévouées à Bonaparte, ayant participé sous ses ordres à la campagne d'Italie.

Dans le Directoire, Barras continuait à se rapprocher de Sieyès ; une majorité de résistance se formait. Gohier et Moulin eux-mêmes se sentaient parfois épouvantés du mouvement anarchiste ; ils n'avaient pas vu sans inquiétude l'assemblée du Manège, avant de se transférer rue du Bac, protester avec fureur contre ce déménagement forcé ; elle avait fait grand tapage, placardé des affiches d'indignation ; un individu avait crié à la tribune : « Aux armes ! » Et le nombre des membres grossissait toujours ; on parlait maintenant de trois mille sociétaires ; la réunion attirait à soi tous les fauteurs de trouble et leur donnait un centre.

Les Cinq-Cents, il est vrai, s'occupaient par moments d'un projet de loi qui réglementerait les sociétés politiques, tout en consacrant leur existence. Ce serait un moyen d'enfermer les clubistes dans un cercle de prohibitions strictes, de leur opposer des

bornes légales, mais le résultat de toute discussion parlementaire demeurait problématique et se faisait longuement attendre. En aucune matière, les Cinq-Cents n'aboutissaient facilement ; le Directoire leur remontrait en vain l'urgence des solutions et les incitait à se hâter : « Les messages restaient ensevelis dans les bureaux des commissions », tandis que la faction du Manège continuait à déblatérer contre tout le monde et à éructer des motions incendiaires. Devant cette persistance de désordre, le Directoire envisageait la nécessité d'agir de lui-même et de fermer la réunion par mesure gouvernementale.

Pour frapper ce coup, il fallait un ministre de la police propre aux besognes de vigueur. De l'avis général, Bourguignon était au-dessous de la tâche. On ne lui trouvait que de l'honnêteté et une jovialité épaisse, quand sa fonction réclamait tout autre chose ; il n'en imposait à personne, manquait essentiellement de l'ampleur et de la carrure nécessaires. Pour le remplacer, un nom fut proclamé, celui d'un personnage qui avait derrière soi un passé sinistre, mais que l'on savait homme d'exécution et auquel on connaissait désormais de bonnes raisons pour ne pas vouloir que la faction du Manège envahît l'Etat : l'ancien oratorien Fouché de Nantes, Fouché de Lyon plutôt, ex-massacreur, ex-mitrailleur de la seconde ville de France.

Après Thermidor, Fouché avait plongé dans les dessous ; il y avait vécu plus que misérable et honni, oublié ; s'employant à des besognes de basse police, tâtant de la spéculation et des affaires ; tantôt, s'il faut en croire Barras, cherchant la for-

tune dans une entreprise pour l'engraissement des porcs et tantôt quémandant une place, une toute petite place, « une placette », pour ne pas mourir de faim et faire vivre les siens, car il restait dans son taudis excellent mari d'une femme très laide et homme de famille. De ce trou noir, on l'avait vu peu à peu sortir, remonter au jour, se raccrochant où il pouvait, se hissant jusqu'à la faveur de Barras. En Fructidor, en Prairial, il avait rôdé dans les alentours du pouvoir, servi Barras, connu Sieyès, joué dans les décisions un rôle occulte. On l'avait récompensé en l'envoyant ambassadeur à Milan d'abord, puis à la Haye, et de là il s'efforçait, comme il sentait la chance lui revenir, de se frayer le chemin du ministère, par le moyen d'amis qui avaient accès au Luxembourg et qui vantaient ses aptitudes policières. Finalement, Barras le proposa ; Sieyès, qui n'acceptait en lui qu'un instrument temporaire, appuya la proposition. Contre la poussée anarchiste, il parut que l'ultime ressource était ce Jacobin sans préjugés et de poigne toujours solide, retraité dans une ambassade. Le 2 thermidor, un arrêté du Directoire nomma le citoyen Fouché de Nantes ministre de la police générale ; le public mal informé en frémit d'abord.

Fouché n'était pas un révolutionnaire bourgeois et posé à la façon de Sieyès et de ses amis. S'il voulait sauver les hommes de la Révolution, il n'exceptait nullement ceux d'en bas. Ses forfaits d'autrefois, son tempérament, son humeur, la crudité ordurière de ses propos, encore qu'il fût cynique plutôt que vulgaire, et même un certain instinct démocratique le rattachaient aux Jacobins extrêmes. Seu-

lement, il sentait que les Jacobins d'aujourd'hui, en voulant rejeter la République dans l'anarchie pure, faisaient fausse route et se mettaient en opposition avec les nécessités de l'époque, avec la volonté publique, et conduisaient à une catastrophe d'où la contre-révolution sortirait infailliblement. Cette faction de Jacobins attardés n'était plus à ses yeux qu'un anachronisme. Il aspirait à façonner un gouvernement fort avec des éléments démagogiques, pétris et triturés de sa rude main. Il était d'ailleurs en relations avec Joubert et connaissait l'espoir que fondaient sur le jeune général les « républicains organisateurs ». Comme il ne se sentait pas en mesure de jouer dans l'œuvre reconstituante le premier rôle, il acceptait de le faciliter à autrui, pour accaparer le second ; il travaillerait donc, lui aussi, à déblayer le chemin. Par tous ces motifs, il n'hésiterait pas à disperser les clubistes, quitte à se les rallier ensuite, à les mettre au pas et à en former sa garde ministérielle.

Il ne se fit pas prier pour revenir de la Haye et entrer au pouvoir ; on l'eut au bout de dix jours. Le 11 thermidor, il prêtait serment devant le Directoire et prenait possession avec aisance de l'hôtel du quai Voltaire, où le personnel de la police se sentit immédiatement commandé.

Dès ses premiers contacts avec les gouvernants, avec Paris, l'homme à la face d'une pâleur extraordinaire, aux paupières saignantes, aux yeux sans regard, plus immobiles que des yeux de verre, se révéla une force. Il manifestait un cynisme imperturbable et une audace tranquille ; avec cela, des côtés d'ironiste à froid et de mystificateur. On l'a fait

venir pour mater le monstre jacobin ; il commence par piétiner la réaction. Sa façon de prendre position devant le public, c'est de faire insérer en bonne place dans les journaux, en même temps qu'une proclamation où il se met hardiment en vedette et répond de l'ordre, un arrêté appliquant nominativement à trente-deux personnes une loi de terreur fructidorienne ; il s'agissait de la loi du 19 brumaire an VI ; elle assimilait en bloc aux émigrés et par suite permettait de condamner administrativement à mort les députés fructidorisés qui s'étaient soustraits à la déportation par la fuite et qui ne se livreraient pas dans un délai fixé. Ces malheureux, parmi lesquels on comptait Camille Jordan, Portalis, Pastoret, Quatremère de Quincy, Carnot, avaient gagné la frontière ou se tenaient cachés ; la mesure édictée contre eux individuellement n'avait aujourd'hui que la valeur d'un arrêt par contumace, mais Fouché avait voulu avant tout se mettre en règle avec les purs et attester l'inviolabilité de ses principes. Sous le couvert de l'enseigne révolutionnaire qu'il arbore et rafraîchit, il peut se tourner maintenant contre les factieux du Manège, sans être accusé de faire le jeu de la réaction. Il prépara contre la réunion jacobine un volumineux rapport, une dénonciation en règle, qui ressemblait à l'exposé des motifs d'un arrêté de clôture. Son talent serait toutefois d'aller au but sans précipitation ni retard. Avant de donner l'assaut à la position ennemie, il entendait la reconnaître, étudier le terrain, écarter les obstacles, fortifier ses moyens et assurer ses derrières.

Le Directoire restait au fond incertain et tiraillé.

Sieyès voulait aller de l'avant, mais les débuts de ce déconcertant Fouché l'ahurissaient un peu ; Gohier et Moulin retenaient le mouvement. Dépourvu d'un point d'appui solide dans le Directoire, Fouché avait à se méfier d'une moitié tout au moins des autorités civiles et militaires de la capitale, puisque le conseil départemental, le commandant de Paris, le ministre de la guerre, restaient suspects de partialité envers les clubistes.

C'étaient les Anciens qui se montraient alors les plus animés contre eux ; ils semblaient provoquer l'action du Directoire en lui signalant, par message, les illégalités imputables à la société jacobine. Le rapport de Fouché servit de réponse aux Directeurs ; fortement conçu, mesuré dans la forme, rendant hommage aux clubs dans le passé pour mieux faire ressortir leurs déportements actuels, il concluait simplement à la nécessité de voter sans retard la loi sur les sociétés politiques, afin que leurs droits fussent garantis et qu'en même temps leurs écarts pussent être réprimés. Fouché s'en tenait encore à proposer des moyens strictement parlementaires, et c'était peut-être pour en démontrer l'inanité.

Le rapport fut envoyé aux Anciens, qui le tramsmirent aux Cinq-Cents, comme une invite à voter la loi ; les Anciens s'exerçaient ainsi à une initiative qui dépassait un peu leurs attributions constitutionnelles et que nous verrons singulièrement se développer en Brumaire.

Aux Cinq-Cents, la lecture de la prose ministérielle suscita parmi les députés jacobins des dénégations furibondes, où perçaient ces cris : « Ce n'est pas vrai ! C'est faux ! » La tribune publique vociférait, car

le bataillon anarchiste avait repris l'habitude de la peupler de ses chefs de file et de ses *vivandières*. Une discussion confuse et violente suivit, reprit le lendemain. Le rapport fut renvoyé à une commission, mais on n'en vota pas l'impression ; plusieurs épreuves douteuses avaient eu lieu, dans un vacarme dont certains passages du compte rendu peuvent donner une idée. « Il n'est plus possible à l'orateur de se faire entendre... Pendant près d'un quart d'heure, les murmures, les réclamations, les cris : *Aux voix, l'impression, renouvelez l'épreuve, l'appel nominal, oui, non,* couvrent sa voix... Le tumulte, l'agitation de toutes parts se renouvellent... Le tumulte continue... Le tumulte est à son comble. » En somme, le Conseil apparaissait une fois de plus coupé en deux, scindé par moitiés à peu près égales et par cela même réduit à l'impuissance. Pour détourner l'attention, le député Briot dénonçait à grands cris l'agitation contre-révolutionnaire, les complots royalistes, les assassinats de républicains qui se multipliaient effectivement dans plusieurs parties de la France.

Le club jacobin se sentant menacé, tempêtait. Depuis quelques jours, il dirigeait ses foudres particulièrement contre Sieyès. Les *frères et amis*, au milieu de leurs extravagances, montraient quelque perspicacité ; ils devinaient, sinon l'entreprise à main armée dont Joubert avait assumé l'exécution, au moins la trame vaguement orléaniste qui était derrière. Pour leurs journaux, Sieyès était la main invisible qui conduisait la République vers une contrefaçon de royauté aussi odieuse que la monarchie légitime aux révolutionnaires de la bonne espèce. Quant à Fouché, il fut excommunié, anathématisé

comme faux frère et traître à la cause, avec de violents outrages. Devant ce jacobinisme hurlant et trépignant, des éléments de trouble en sens inverse continuaient à fermenter. Le soir, dans l'énervante atmosphère de l'été, dans l'étouffement des rues chaudes et jusqu'en place de Grève, des cris de : *Vive le Roi* partaient des groupes errants. Bien que cette double effervescence fût toute de surface, l'émotion, la fièvre du grand Paris avide de repos se prolongeaient. Ces premières journées d'août passèrent lourdes d'angoisses, opprimées de craintes toujours renaissantes. On disait que les Jacobins organisaient une propagande dans l'armée, dans les régiments nouvellement arrivés ; on parlait d'irruption dans la rue, d'attentats médités contre les pouvoirs publics.

L'anniversaire du 10 août fut célébré au milieu de ces agitations. Au Champ de Mars, devant les corps constitués, dans le décor habituel et le flottement des banderoles tricolores, en présence du buste des deux Brutus érigé sur l'autel de la patrie, Sieyès prononça un discours encore plus courageux que les précédents ; s'adressant aux républicains d'ardeur exagérée, il tâchait de les ramener par « de pressants et fraternels avis », mais il les invitait nettement à se séparer de perfides meneurs ; contre ceux-là, il fulminait un réquisitoire acerbe. « Leur but n'est certes point la justice ; ce qu'ils veulent, c'est enivrer le public de défiances, c'est porter la confusion et le découragement chez les Français, c'est maîtriser tout dans le trouble, c'est gouverner, en un mot, à quelque prix que ce soit ; Français, vous savez comme ils gouvernent ! »

Il y eut ensuite petite guerre, prise d'un simulacre de château représentant les Tuileries et signalé par un drapeau blanc ; des figurants à mine d'émeutiers, armés de fusils, représentaient le peuple, les vainqueurs du 10 août, et appelaient à la rescousse les soldats républicains pour forcer le réduit des tyrans, avec semblant d'assaut et décharges à poudre. Tandis que pétillait l'inoffensive fusillade, les Directeurs, assis à leur place d'honneur, entendirent distinctement des balles siffler à leurs oreilles et s'incruster dans le décor situé derrière eux. Ces balles étaient restées dans le canon de quelques fusils ; était-ce par mégarde ou par criminel dessein ? On crut généralement que des Jacobins s'étaient glissés parmi les figurants et avaient tiré à balle sur Sieyès et Barras ; on avait remarqué qu'au moment de la décharge des vociférations sauvages étaient parties de certains groupes. D'autres personnes croyaient qu'il fallait chercher les coupables parmi la troupe, ce qui eût été encore plus grave. Dans tous les cas, l'autorité militaire avait encouru une grave responsabilité par son défaut de surveillance.

Au lendemain de la fête, les Directeurs assez troublés s'étaient mis à délibérer. Fouché a raconté qu'il fit passer à Sieyès, pendant la séance, un billet griffonné au crayon ; Sieyès, l'ayant lu, approuva fort et suivit le conseil qui y était inclus ; il fit prendre par ses collègues, encore sous le coup de l'émotion ressentie, un double arrêté qui relevait de ses fonctions Marbot, commandant de Paris, et qui lui substituait le général Lefebvre. Sieyès obtenait ainsi la satisfaction et la rassurance longtemps désirées. A onze heures du soir, le ministre de la guerre

fut avisé de la mesure et chargé de l'exécution immédiate, sans avoir été consulté.

Débarrassé de Marbot et mieux établi dans la confiance de Sieyès, Fouché se sentait les coudées plus franches ; son plan était désormais fixé. Aux amis inquiets qui lui demandaient ce qu'il allait faire à l'égard du formidable club, il répondait : « Une chose bien simple, je vais le dissoudre. » Il n'attendait rien des assemblées et s'inquiétait peu du grondement des Cinq-Cents. Il ne croyait pas d'autre part à une résistance dans la rue, s'étant aperçu que le vrai peuple ne suivait plus les Jacobins. D'ailleurs, le nouveau commandant de Paris, quoique républicain exalté et ami de Jourdan, se conduisait bien, prenait des précautions militaires, se tenait en garde contre toute surprise, concentrait ses moyens ; un détachement de dragons en remonte à Saint-Germain-en-Laye fut appelé dans Paris ; le 25, à cinq heures du soir, le mot d'ordre fut changé dans tous les postes.

Faut-il croire enfin que Fouché sut neutraliser le ministre de la guerre, cet inquiet et inquiétant Bernadotte ? Dix ans plus tard, Fouché, duc d'Otrante, ministre de la police générale sous l'Empereur et Roi, se promenant dans la forêt de Fontainebleau avec Philippe de Ségur et saisi d'un besoin de confidences, racontait comment en thermidor an VII il s'y était pris avec Bernadotte ; crûment, il lui eût dit le mot de la situation et fait la profession de foi des révolutionnaires en place : « Imbécile, où vas-tu et que veux-tu faire ? En 1793, à la bonne heure, il y avait tout à gagner à défaire et à refaire. Mais ce que nous voulions alors, ne l'avons-nous pas aujour-

d'hui ? Or, puisque nous voilà arrivés et que nous n'avons plus qu'à perdre, pourquoi continuer ? » Fouché jugeait le raisonnement irréfutable : « Il n'y avait à cela rien à répondre. » Eh bien ! Bernadotte ne se rendait pas et trouvait moyen de discuter, s'entêtait à des chimères. Alors, avec la résolution du froid politicien qui sait s'imposer en temps de crise civile à l'effarement des militaires, Fouché l'eût maté d'une phrase : « Comme tu voudras, mais souviens-toi bien que dès demain, quand j'aurai affaire à ton club, si je te trouve à sa tête, la tienne tombera de tes épaules. Je t'en donne ma parole, et je la tiendrai. » — « Cet argument, ajoutait Fouché, le décida. »

Le 26, Fouché soumit à la signature des Directeurs un arrêté portant purement et simplement fermeture du club. En même temps, pour mieux se couvrir à gauche, Fouché faisait demander aux Cinq-Cents une loi qui l'autorisât à opérer des perquisitions et visites domiciliaires, dans le but de découvrir les émigrés rentrés, les embaucheurs royalistes et tous les conspirateurs de droite. C'était un moyen de plaire aux Jacobins parlementaires, à l'heure où l'on allait frapper leurs amis. Sieyès aurait dit : « Dorez-leur la pilule, mais il faut qu'ils l'avalent. »

Fouché tenait son arrêté de clôture ; il ne perdit pas un instant pour en assurer l'exécution. Le jour même, à cinq heures du soir, le local de la rue du Bac était fermé, les scellés apposés sur les portes, les papiers saisis. D'après un témoignage ultérieur, le ministre de la police aurait surveillé lui-même la mise du club en interdit, se faisant le Cromwell de ce

bas parlement. Il eût empoché les clefs et s'en fût revenu les déposer tranquillement sur le bureau du Directoire.

Autour du local gardé militairement, autour des détachements de cavalerie stationnant dans les rues avoisinantes, des rassemblements nombreux et animés se formaient, mais se montraient en général très satisfaits de la mesure. Le représentant Briot, qui s'était mêlé à la foule, l'entendit s'exprimer vertement sur le compte des Jacobins et même « de ces coquins de députés » ; il attribua ces propos aux « mouchards de la police ». Quelques clubistes récalcitrants essayèrent de forcer la consigne ; on en arrêta un petit nombre, pour l'exemple. Le gros de la bande parlait de se reformer ailleurs, de s'assembler dans l'hôtel de Salm, — aujourd'hui palais de la Légion d'honneur, — où des groupes pénètrèrent dans la cour. La police les réprima, sans faiblesse ni violence inutile, tandis que le peuple regardait faire, et Paris presque entier poussa un grand soupir de soulagement.

II

En province, l'affiliation jacobine travaillait partout à se reconstituer, à se ramifier ; dans les villes des clubs se formaient mais se heurtaient aux résistances exaspérées de toute une partie de la population : peur, horreur des Jacobins, c'étaient alors les seuls sentiments qui fussent capables de l'émouvoir.

Les royalistes, convaincus que la Révolution finissait avec le Directoire, essayaient de tourner à leur profit le mouvement anti-jacobin. Dans les campagnes, le banditisme prenait de plus en plus le masque de la politique, et la politique employait les moyens du brigandage.

Les départements sis autour de Paris jouissaient d'un calme relatif. On n'y voit que les désordres ordinaires : insoumission des conscrits, résistance aux impôts et aux lois de persécution religieuse. C'est par les bords que la France reprend feu, bord océanique, région flamande et rhénane, région du Sud-est, littoral méditerranéen, contrée pyrénéenne ; dans tous ces pays qui subissent directement ou indirectement l'influence étrangère, le désordre chronique recommence à tourner en anarchie.

Dans les Alpes-Maritimes, une variété particulière de *guérillas*, les *barbets*, occupent le fond des vallées, les villages haut perchés, les fissures et les anfractuosités de l'Alpe sèche ; leur nombre s'accroît des déserteurs échappés de l'armée d'Italie.

A Marseille déchue il ne semble y avoir de vivant que les haines. Dans tout le midi, c'est la population presque entière qui s'est partagée en teintes tranchées, en factions acharnées à s'entr'égorger. Au milieu de tout ce désordre, comment se reprendre à la vie normale, aux occupations paisibles ? Pour que la foire de Beaucaire puisse avoir lieu, il faut mobiliser de l'infanterie et de la cavalerie pour protéger l'arrivée des marchands. Les communications entre le Midi et Lyon redeviennent extrêmement dangereuses : point de passe rocheuse, point d'endroit où la route se resserre, sans que d'anciens

compagnons de Jéhu s'y tiennent aux aguets. A Lyon, la Révolution a fait l'effet d'un tremblement de terre. Au milieu des décombres, certains quartiers tentent de se remettre au travail, encore que le désordre et l'insécurité des rues soient partout un obstacle. Une partie de la population protège les partisans de la réaction ; plusieurs municipalités d'arrondissement favorisent cette connivence. Au milieu d'une population ainsi disposée, on peut juger de l'effet que va produire le fracas des clubs jacobins. Des rassemblements parcourent les rues, entamant la lutte à coups de pierres. Pour prévenir une explosion dangereuse, il faudra la poigne d'un adjudant général à antécédents terroristes, Dauvergne, qui, avec des troupes en nombre infime, prendra des mesures terribles.

Le centre, plus calme, est parsemé de désordres partiels : comme le vol à main armée des deniers publics se répète plus fréquemment, les recettes ne sont transportées que pendant le jour et à des dates imprévues.

Dans la région pyrénéenne, autour de Toulouse, des dépôts d'armes et de munitions sont créés, attestant l'imminence d'un soulèvement royaliste. Bordeaux a, comme Paris, ses muscadins qui manifestent rageusement, mais la population, quoique sympathique aux réacteurs, ne se sent pas l'énergie nécessaire pour leur prêter main-forte contre les Jacobins.

Par delà son fleuve, Bordeaux cherche à prendre contact avec les troubles de l'Ouest. Si la force réactionnaire de la Vendée formidable s'est usée sous le coup d'épreuves sans nom, ce n'est pas que le pays

soit tranquille ; il est troublé sur ses bords par l'irruption des Chouans. Le véritable pays de Chouannerie, c'est la Basse-Loire, l'Armorique, l'Anjou, le Maine et la Basse-Normandie. La Chouannerie, c'est un immense éparpillement de durs partisans indépendants et fidèles, cruels et dévots, indomptables ; ils ont tenu contre toute la force révolutionnaire; ils ne cèderont pas à Bonaparte, consul et empereur ; ils le mettront plus d'une fois en grave péril, et à cent lieues de Paris lui feront presque une Espagne. Aujourd'hui le brigandage est partout, l'insurrection est latente. Seules, les grandes villes et les bourgs où les troupes nationales restent cantonnées, appartiennent vraiment à la République. En dehors de ces emplacements, la chouannerie se tient rasée sur le sol, dans le creux des ondulations de l'Anjou et du Maine, dans les landes broussailleuses de Bretagne, dans les fourrés bas, parmi les ajoncs et les bruyères, parmi l'amoncellement des granits; elle se tient disséminée dans les villages aplatis sur la glèbe, dans les manoirs campagnards ; elle est tapie derrière les rochers du littoral, sur toutes les dentelures de cette région amphibie, où la côte s'effrite en un émiettement d'îles ; elle est parfois terrée, enfouie dans les *caches* pleines de poudre et de plomb, dans les dessous machinés des maisons, et de tous ces réduits, elle surgit à chaque instant pour frapper çà et là, tuer, piller, harceler.

Ce sont êtres de cauchemar que ces Chouans apparaissant tout à coup à la lueur de la fusillade, disparaissant aussitôt et laissant derrière eux des cadavres. On les connaît moins par leurs noms que par leurs surnoms, leurs noms de guerre. Il y

a parmi eux des héros, il y a des bandits, et il est souvent difficile de discerner les uns des autres. Il en est pour tenter des coups d'audace magnifique ; la plupart du temps, leur façon de guerroyer, c'est l'embuscade, le guet-apens, la surprise. Oiseaux de nuit, ils rasent dans l'ombre le bord des lieux habités et subitement fondent sur leur proie. Quand ils se sentent en force, ils opèrent en plein jour, tombent sur les brigades de gendarmerie, s'enhardissent contre les détachements isolés ; ils font la guerre aux patriotes de village, aux fonctionnaires municipaux, aux détenteurs de biens nationaux, aux prêtres assermentés ; ils exercent des vengeances politiques, religieuses, privées. Leur jeu est aussi d'empêcher la population de se rasseoir et de vaquer à ses travaux ; ils enlèvent le bétail, font irruption sur les marchés, mettent les foires en déroute. Ils condamnent des groupes entiers d'habitants, des localités, et parfois une colonne de fumée, empourprée à sa base, montant à l'horizon, signale l'incendie d'un village. Les représailles des républicains, les fusillades de captifs, l'indiscipline et le banditisme de certains corps font pendant aux exploits des Chouans. De part et d'autre, c'est une guerre de sauvages, avec des ruses d'Apaches, des raffinements de cruauté et d'odieux stratagèmes. Les *bleus* organisent des compagnies de faux Chouans, qui doivent rendre les vrais exécrables aux populations en outrant leurs violences ; les vrais Chouans, pour exécuter plus facilement leurs coups, se déguisent souvent en soldats républicains, prennent l'uniforme national. Entre *bleus* et *blancs*, une tourbe de simples scélé-

rats, rebut des deux partis, s'épand sur le pays et le couvre de forfaits.

Actuellement, il s'agissait pour le royalisme de reformer la chouannerie en insurrection généralisée, le brigandage en vraie guerre, et de donner le branle à l'ensemble de la population rurale. Dans les campagnes, à côté de l'administration républicaine à peine formée, flasque, inerte et souvent peu sûre, il existait une sorte d'organisation royaliste, un commandement occulte, auquel on obéissait par habitude, complicité ou terreur ; des *divisions* se subdivisant en *compagnies* ; des chefs connus seulement de leurs gens, soupçonnés par les autres ; on citait Bourmont, Sol de Grisolles, Mercier dit *La Vendée*, Saint-Régeant dit *Pierrot ;* dans le Morbihan, Georges Cadoudal passait pour avoir sous ses ordres huit *divisions*. Dans le Morbihan, il n'est nulle part, il est partout, le gros Breton bas sur jambes que l'on voit çà et là passer, rôder, fureter, suivi « d'un lévrier blanc très laid, mais qui porte la correspondance en divers endroits, sous son collier ou dedans ». Georges a de tous côtés des hommes à lui, des officiers déjà désignés qui courent le pays.

La grande préoccupation de ces états-majors errants est de préparer la prochaine et universelle prise d'armes ; c'est de tenir en haleine les Chouans qui n'ont pas renoncé à la vie d'aventures, ceux qui savent se rallier pour le coup de main et se disperser ensuite ; c'est de prendre contact avec les paysans revenus à la vie sédentaire, c'est d'enrôler les générations nouvelles. Ils s'écrivent entre eux : « Faisons au Roi des soldats. »

Les pays conquis sont en révolte ouverte contre les agents du Directoire. Le Français révolutionnaire est odieux à tout le monde ; il est doublement odieux comme étranger, comme païen, ennemi du peuple des Flandres, ennemi de Dieu. La France républicaine a conquis la Belgique, elle n'a pas su se l'assimiler ; en meurtrissant les Belges dans leurs convictions catholiques, en les soumettant au régime de la conscription, elle n'a fait qu'attacher à ses flancs un brasier de haines.

Les habitants de la rive gauche du Rhin ont acclamé jadis les Français comme libérateurs ; ils les maudissent aujourd'hui comme tyrans et continueront de les haïr jusqu'à ce que l'ordre napoléonien et le Code civil les réconcilient pour longtemps avec la France. Aujourd'hui, écrasés par le passage des troupes et par les charges militaires, rongés par des agents voraces, ils assassinent les Français isolés. Qu'un secours étranger paraisse vraiment, que l'ennemi touche le sol des départements réunis, cette magnifique conquête se détachera spontanément de la France.

Au lieu d'une Vendée, la Révolution se sent sur le point d'en avoir trois ou quatre à combattre : Vendée du Nord, belge et rhénane, grande Vendée de l'Ouest, Vendée Méridionale, pyrénéenne, languedocienne, provençale.

III

Cette géographie politique de la France commandait aux royalistes leur plan ; nous venons d'en reconnaître sur le terrain les grandes lignes et le dessin. Le projet était d'enlacer les parties centrales, c'est-à-dire les plus calmes et les moins détachées de la République, dans un réseau, dans un immense filet d'insurrections, qui aurait l'un de ses points d'attache dans l'Ouest, à proximité des flottes anglaises, l'autre en Franche-Comté ou à Lyon, non loin des armées coalisées, et qui, s'incurvant au centre, s'appuierait sur la Provence, le Languedoc et la Guyenne. A Paris, une agence fonctionnait et pourrait à l'occasion risquer un coup de main, à tout le moins entretenir des troubles.

Tel était l'espoir des royalistes au moment où la peur du jacobinisme rapprochait d'eux la France. Il est vrai que la force intime et l'accord du parti ne répondaient pas à sa chance. Le royalisme extérieur, qui prétendait diriger celui du dedans et le mouvoir à son gré, portait en soi son grand mal, dissensions, intrigues subalternes, préjugés, illusions, méconnaissance de l'état réel des esprits de France, toutes les cécités de l'exil, toutes les misères de l'émigration.

A peu près autant que les Directeurs et les Conseils, les princes et leur entourage étaient divisés. Les deux têtes de l'émigration, le Prétendant et

son frère, le Roi et Monsieur, s'étaient distribué la France par régions. Monsieur, comte d'Artois, qui de tout temps s'était occupé de l'Ouest et de la zone océanique, venait d'obtenir en plus la direction de l'agence parisienne ; en dehors du Midi et de l'Est, Louis XVIII, le roi de Mittau, avait consenti à ne plus exercer qu'une autorité médiate. Mais le comte d'Artois, non content de son lot immense, prétendait accaparer tous les ressorts de l'action. Les deux frères se détestaient ; leurs agents se décriaient sourdement, se contrecarraient, travaillaient à se nuire, et la coalition, qui soldait les royalistes, cherchait moins à les aider qu'à s'en servir. Ce parti dépendant, à direction multiple, ne savait jamais mettre ordre et précision dans ses mouvements ; au lieu d'une attaque en masse, on ne verrait qu'une série d'efforts décousus et d'insurrections régionales.

Le Midi pyrénéen partit trop tôt ; un tumulte de guerre civile y retentit tout à coup. Dans le milieu de thermidor, une insurrection bien organisée jaillit des vallées de la Haute-Garonne jusqu'à Muret, dont elle fit son quartier général, et s'élança vers le Nord. Subitement, Toulouse se vit cernée sur les deux tiers de sa circonférence par quinze à vingt mille rebelles en armes, avec des fusils et des canons, avec des drapeaux blancs ; un général défectionnaire, Rougé, conduisait ces bandes, qui se poussaient « en beuglant des cris de mort contre les patriotes et des acclamations en faveur de Louis XVIII ». Dans le Gers, l'Ariège, l'Aude, le Tarn-et Garonne, le Lot, treize cantons prenaient feu en même temps.

Un effort local, spontané, rompit en son centre la ligne d'attaque. Toulouse avait pour toute garnison trente-quatre chasseurs à cheval, mais l'administration départementale fit preuve de vigueur et de présence d'esprit ; elle sut rallier les patriotes et organiser la résistance. Sans attendre l'arrivée de quelques troupes de ligne expédiées par Bernadotte, elle improvisa sur place une force armée, leva onze bataillons. Le général Aubugeois, arrivant d'Auch, trouva les éléments d'une colonne d'attaque à la tête de laquelle il dégagea Toulouse et débusqua les rebelles de leur poste avancé, Puech-David ; un prêtre qui leur servait d'aumônier y fut tué : « il faisait le coup de feu avec un bon fusil à deux coups. » D'autres généraux et adjudants généraux accoururent, concertèrent la poursuite, et comme le gros des rebelles, tout en se repliant, continuait à faire masse et à donner prise, ils l'écrasèrent le 20 thermidor d'un seul coup à Montréjeau, au pied des Pyrénées.

Ce fut la fin de cette vive et courte guerre, où les insurgés n'avaient pas su profiter de leurs premiers avantages et avaient eu le tort ensuite de se battre en ligne. D'ailleurs, l'insurrection de la Haute-Garonne, dans la pensée de ses auteurs, devait se rattacher à des mouvements plus étendus, qui ne concordèrent point.

L'Ouest restait en retard. Dans la région vendéenne, angevine, bretonne et normande, les paysans ne voulaient pas entrer en campagne avant d'avoir achevé la moisson et engrangé les récoltes. Le Prétendant hésitait à donner le signal avant que les armées de la coalition fussent en France. Le comte d'Artois se laissait annoncer partout et ne se mon-

trait nulle part. L'Angleterre recommençait des versements réguliers, mais désirait que la restauration s'opérât surtout par les armées de la coalition, qui eussent dicté leurs conditions à la France terrassée

Pourtant, en août, des bases de conduite furent arrêtées à Edimbourg entre ce prince et les chefs de chouannerie appelés auprès de sa personne. Ces instructions décidaient en principe la prise d'armes dans l'Ouest, mais recommandaient de la retarder le plus possible, afin que les coups à porter fussent mieux préparés et plus sûrs ; elles ne déterminaient pas d'une façon précise le moment de l'explosion et laissaient en ce point aux chefs une certaine latitude.

Vers la fin de l'été, depuis la Basse-Loire jusqu'aux embouchures de l'Orne, la révolte se prépara méthodiquement, presque ouvertement ; en Vendée même, « on dérouille les armes, on fait sécher la poudre qui était dans les caches. » Les commissaires du Directoire, les agents civils, les militaires voyaient s'avancer l'orage. Tous les rapports annonçaient une nouvelle guerre de l'Ouest et la prédisaient presque à jour fixe.

CHAPITRE IV

LA CRISE DE NOVI ET LES LOIS JACOBINES

I

SIEYÈS suivait anxieusement les premières opérations de Joubert au delà des Alpes. Il fixait des yeux ce sabre qui luisait à l'horizon et d'où pouvait venir le salut. Joubert était arrivé le 17 thermidor-4 août à l'armée d'Italie. Il la poussa tout de suite en avant, par impétuosité naturelle et par obéissance au plan convenu. D'ailleurs, nos soldats, manquant de tout entre les gorges âpres de l'Apennin, aspiraient à retrouver l'abondance dans les plaines de la Lombardie. Joubert savait Souvorof à proximité, mais s'imaginait que le siège de Mantoue retenait encore au loin une partie des troupes autrichiennes, auxiliaires des Russes. Or, Mantoue avait capitulé depuis cinq jours ; les Autrichiens, conduits par Mélas, accouraient à marches forcées ; notre armée allait se heurter à une redoutable concentration de forces.

Le 25 thermidor, les Français prirent contact avec l'ennemi ; le 28 thermidor-15 août, à la pointe du jour, ils découvrirent devant eux toute l'armée russe, déployée aux abords de Novi. Joubert s'élança immédiatement sur la ligne des avant-postes. De part et d'autre, on commençait à tirail-

ler ; des plantations et des cassines qui coupaient le terrain, un feu de mousqueterie partait, grêle encore et peu nourri. Comme Joubert entraînait une colonne faiblissante, on le vit tomber de cheval, perdant beaucoup de sang ; une balle lui avait traversé la poitrine. Il fut transporté en arrière sur un brancard qu'on recouvrit d'un voile, afin que la vue du chef expirant ne démoralisât point la troupe, et il mourut avant midi. Moreau prit le commandement, l'action se développa, devint grande et furieuse bataille. Pendant douze heures, les républicains tinrent inébranlables sous la fusillade et les boulets, gardèrent leur position, repoussèrent les assauts réitérés des Russes ; à la fin, les Autrichiens de Mélas, arrivés à midi, ayant tourné et accablé notre gauche, l'armée recula en désordre, perdant son artillerie, plusieurs généraux et beaucoup de prisonniers. Moreau la ramena derrière l'Apennin et ne put que couvrir Gênes, laissant à l'ennemi toute la péninsule, sauf l'étroite lisière dont se compose la Ligurie.

Les projets de Sieyès s'effondraient. L'ex-abbé s'opiniâtra néanmoins et chercha un remplaçant à Joubert dans le rôle d'entrepreneur de coups d'Etat pour le compte des révolutionnaires domiciliés au pouvoir et aspirant à s'y caser définitivement. Moreau, appelé désormais à commander sur le Rhin, allait traverser Paris ; il y aurait lieu de sonder ses dispositions et de combattre ses répugnances. S'il se récusait, Macdonald, qui épouserait plus tard la veuve de Joubert, et Beurnonville paraissaient disponibles. A défaut d'un sabre de premier choix et fourbi à neuf, on s'accommoderait d'un sabre quelconque, mais encore fallait-il que

cette arme ne fléchît point dans l'exécution. Les généraux à qui l'on pouvait parler étaient nombreux, agités, tumultueux. Cependant dans cet encombrement de généraux, parmi tous ces empanachés qui tournaient autour du pouvoir à prendre avec des gestes ambitieux et d'énergiques jurons, où trouver l'homme de l'acte ? D'un magnifique tempérament militaire, ils se désorientaient tout de suite dans la politique, hésitaient, mollissaient, reculaient devant l'initiative à prendre. Sieyès par moments désespérait ; une lassitude, un découragement amer l'envahissaient. « On avait beau chercher et trouver ce qu'il faudrait faire, où est la force pour l'exécuter ? Elle n'est nulle part, nous sommes perdus », disait-il.

Le danger extérieur surgissait pressant et portait en soi tous les autres. Si l'ennemi, franchissant le Rhin, franchissant les Alpes, mettait le pied en France, cent guerres civiles éclateraient à la fois ; entre anarchistes et royalistes, la classe gouvernante périrait broyée, à moins que Souvorof n'arrivât à temps pour réconcilier tous les révolutionnaires en les pendant côte à côte. Dans ce désarroi suprême, les esprits se retournaient d'instincts vers le grand absent, vers le héros tutélaire, et le cherchaient au fond de l'horizon. On invoquait l'épée qui était jadis apparue comme la sauvegarde de la Révolution et de la France ; c'était le recours à Bonaparte en tant que soldat. « C'est Bonaparte qui nous manque », disait un journal. Parfois, le bruit de son retour circulait ; des vendeurs de journaux le criaient dans les rues, et une grande émotion saisissait tout le monde ; une prompte déception suivait et l'irritation crois-

sait contre le régime qui avait soi-disant déporté Bonaparte en Egypte, dans un conquérant exil. Où était-il maintenant ? Enfoncé dans les sables de Syrie, arrêté devant Saint-Jean-d'Acre, tenu en échec par un misérable pacha ; d'aucuns le disaient blessé, amputé. Depuis quatre mois, il n'avait pas réussi à faire passer en France un bulletin, une lettre, un avis, un mot ; on n'avait de lui, par les bulletins de l'étranger et les papiers anglais, que de rares et inquiétantes nouvelles.

Il n'est pas exact que les Directeurs de l'an VI, qui l'avaient vu sans déplaisir s'éloigner, l'eussent spontanément poussé et relégué en Egypte. L'expédition avait été surtout sa pensée personnelle, son fait. Il l'avait voulue pour réaliser à son profit le vœu suprême des Français, en obligeant à la paix l'Angleterre menacée dans son empire des Indes ; il l'avait voulue aussi parce qu'il allait d'instinct aux positions culminantes, parce qu'il avait subi la tentation de l'Orient, l'attirance des vastes horizons de lumière et des espaces illimités, où les conquérants opèrent en grand, se taillent à coups d'épée de monstrueux empires et prolongent à l'infini leurs libres chevauchées. Il l'avait voulue enfin pour ne point se jeter trop tôt dans la politique et laisser au Directoire le temps de se déconsidérer entièrement, afin de devenir lui-même le seul espoir, le seul refuge des Français. Il pourrait ainsi, selon les cas, refaire Alexandre en Orient ou César en Occident. Son entreprise d'Egypte est l'un des actes qui lui appartiennent le plus complètement et le révèlent sous son double aspect, profond calculateur et grand imaginatif. Depuis que la guerre avait

repris en Europe et mal tourné pour nous, les gouvernants désiraient à la fois et appréhendaient son retour. Après nos premiers revers, l'ancien Directoire avait essayé d'une vaste combinaison navale pour le retirer d'Egypte et le ramener en France ; ce projet comportait la jonction des flottes française et espagnole dans la Méditerranée ; la défaillance de l'Espagne l'avait rompu dès le début. Le nouveau Directoire, tant qu'il avait cru au succès de Joubert, ne s'était pas décidé à faire du côté de l'Egypte le signal de détresse. Après Novi, l'urgence du péril ne permit plus de balancer : mieux valait encore Bonaparte que Souvorof.

D'après le témoignage de Cambacérès, Sieyès écouta les propositions de Joseph Bonaparte, qui s'offrait à tenter toutes voies pour faire passer en Egypte des avis privés et un rappel ; c'est très vraisemblablement à la suite de cet incident ignoré que le Grec Constantin Bourbaki reçut de Joseph une mission pour l'Egypte, mission qu'il ne remplit pas d'ailleurs et que les évènements rendirent sans objet.

Talleyrand, qui conservait toujours l'*intérim* des relations extérieures, proposa une grande démarche ; il s'agissait de négocier avec la Porte, par l'intermédiaire de la diplomatie espagnole, le retour du général et du corps expéditionnaire, au besoin sur vaisseaux anglais, moyennant la restitution de l'Egypte. Par ce procédé, on espérait, en tenant compte des délais indispensables, recouvrer Bonaparte pour le printemps de l'an prochain ; revenant par capitulation véritable, il devrait sans doute souscrire l'engagement de ne plus porter les armes

contre nos ennemis dans la guerre présente, mais au moins serait-il là pour comprimer les factions, ressusciter l'énergie nationale et réorganiser la victoire.

Le principe de la négociation fut adopté le 17 fructidor-3 septembre. Sur ces entrefaites, Reinhard arriva enfin à Paris et reçut le portefeuille des mains de Talleyrand. Le nouveau ministre s'appropria les idées de son prédécesseur ; le 24 fructidor, il fit approuver et signer par les cinq Directeurs le plan de la négociation. Un courrier fut expédié à l'ambassadeur de la République en Espagne, afin que celui-ci informât la cour de Madrid des services attendus de son obligeance. Huit jours après, on alla plus loin ; le 2e jour complémentaire an VII-18 septembre, sous l'inspiration et presque sous la dictée des Directeurs, Reinhard écrivit à Bonaparte une lettre qu'il tâcherait de glisser en Orient par des émissaires de bonne volonté, en triple expédition, et dans laquelle, au nom du gouvernement, il enjoignait au général de revenir avec son armée, en lui laissant toute latitude sur le choix des moyens. « Le Directoire exécutif, général, vous attend, vous et les braves qui sont avec vous... Il vous autorise à prendre, pour hâter et assurer votre retour, toutes les mesures militaires et politiques que votre génie et les événements vous suggèreront. » C'était, on le voit, le plus pressant rappel. Le Directoire donnait carte blanche à Bonaparte pour traiter, capituler, se rembarquer, mais ne lui laissait point la faculté de séparer son sort de celui de son armée. Dans la même lettre, partie de Paris sans qu'elle dût même atteindre la Méditerranée, Rein-

hard dépeignait avec force les malheurs redoublés qui fondaient sur la France.

Paris n'avait obtenu d'abord sur la journée de Novi que des détails incomplets et atténués. Brusquement, le *Journal des hommes libres* déchira les voiles, montra le désastre. On apprit bientôt qu'une armée anglo-russe, sous le commandement du duc d'York, venait de prendre terre en Hollande, au Texel ; la flotte batave s'était rendue ou plutôt livrée sans coup férir. Dans les dispositions du gouvernement et du peuple hollandais, tout était douteux ; en Belgique, tout restait hostile ; il suffirait que les troupes de Brune, opposées en hâte au duc d'York, éprouvassent un échec pour que la révolte se déclarât d'un bout à l'autre des départements réunis et mît à découvert notre ancienne frontière ; le péril augmentait d'heure en heure.

La démagogie parisienne se remit alors à gronder terriblement, menaçant d'une forte explosion ; c'était l'habitude de ce parti que d'aggraver toute calamité nationale par une entreprise à l'intérieur. Les feuilles jacobines redoublèrent de violence ; le *Journal des Tigres* rugissait. Le Directoire finit par juger que tout gouvernement devenait impossible avec une telle presse. Pour sévir, les moyens légaux lui manquaient. Interprétant de façon arbitraire un article de la Constitution qui permettait d'arrêter les auteurs ou complices présumés de conspiration contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, il ordonna de saisir onze journaux, dont celui des Hommes Libres. En même temps, par jeu de bascule, un arrêté

nominatif de déportation frappait les rédacteurs des feuilles d'opposition, victimes de Fructidor : Fontanes, Laharpe, Bertin d'Andilly, Bertin de Vaux, Suard, Fiévée étaient du nombre.

En fait, ces derniers, déjà proscrits en bloc, en furent quittes pour se terrer plus profondément. La police se contenta d'apposer les scellés sur les presses et de fermer les bureaux de rédaction ; aucun journaliste ne fut arrêté et traduit en justice, le Directoire ne se sentant pas assez sûr de son droit pour affronter le jury.

Le *Journal des hommes libres* reparut immédiatement sous un autre titre et devint *l'Ennemi des oppresseurs de tous les temps*. Néanmoins, l'annonce de l'hécatombe suscita dans le Conseil des Cinq-Cents les fureurs jacobines ; un tumulte inouï se déchaîna.

Dans cette espèce de coup d'Etat contre la presse, les députés jacobins virent le début des illégalités, une tentative plus prononcée contre leur parti et les institutions populaires. Leur crainte de Sieyès, leur défiance à son endroit s'accrurent : aujourd'hui que la République s'affaissait sous le poids des désastres, Sieyès n'allait-il point se démasquer, changer violemment la constitution à l'aide de quelque *épaulettier*, puis s'aboucher avec l'étranger par l'intermédiaire de la Prusse et tramer une paix qui obligerait la France, pour désarmer la coalition, de se prêter à une louche combinaison monarchique, de subir Orléans ou Brunswick. En plein Conseil des Cinq-Cents, le député Briot s'écriait : « Oui, je le déclare, il se prépare un coup d'Etat ; on veut livrer la République à ses ennemis, la renfermer

dans ses limites, et peut-être les Directeurs de toutes nos calamités ont-ils un traité de paix dans une poche et une constitution dans l'autre. »

Exaspérés par ces pronostics, et d'ailleurs enragés de convoitises, les Jacobins parlementaires se jetèrent à plein dans la violence. Pour parer un coup d'Etat militaire qu'ils sentaient dans l'air, ils essayèrent d'abord d'en déterminer un à leur profit. Tout en se disant très sûrs du peuple et capables de le mouvoir à leur gré, ils se doutaient bien que leurs amis de la rue n'arriveraient plus qu'à créer une agitation superficielle ; ils connaissaient « l'apathie désespérante de la nation » ; le mot est de Jourdan. L'idée leur vint de solliciter la seule force qui pût alors faire et défaire les gouvernements, le pouvoir militaire. Bernadotte au ministère de la guerre restait dans leur jeu une carte précieuse. Jourdan et ses amis le virent en secret ; ils lui proposèrent carrément de faire arrêter Sieyès, Barras, et d'instituer un gouvernement jacobin, dont il serait le chef ; ils le tentaient par l'appât d'une grande autorité ; eux aussi voulaient un pouvoir fort, chargé de repousser l'invasion et de sauver la République, mais de la sauver selon leur formule et de la leur livrer.

Patriote exubérant, Bernadotte était violent dans ses opinions et surtout dans ses discours. Avec son verbe coloré et pittoresque, sa mâle prestance, son grand nez volontaire aux ailes frémissantes, son regard de feu, il semblait offrir un type d'audace aventurière ; les gens même qui ne le connaissaient point ne pouvaient le croiser dans la rue sans être frappés de son physique et sans se croire en présence

d'un entraîneur d'hommes. Au fond, c'était l'irrésolution même. Torturé par le désir de s'emparer du premier rôle, il était atteint en même temps d'une sorte d'impuissance à s'en saisir, à sauter le pas, à franchir le Rubicon ; ambitieux agité, ambitieux timide, il semblait prêt d'abord à tout tenter, à tout pourfendre, et puis son énergie tempétueuse se délayait en phrases.

Dans l'occurence présente, comme il n'osait se compromettre tout à fait avec les Jacobins et ne voulait pas se les aliéner, il éconduisit leurs délégués au moyen d'une tirade évasive et magnifique. Il s'empanacha d'un beau sentiment : comme ministre, disait-il, on ne devait luidemander rien, sa conscience lui interdisant d'employer contre les pouvoirs constitués une autorité qu'il tenait d'eux-mêmes. Dès qu'il serait sorti du ministère, il reviendrait à ses amis politiques, s'associerait comme simple citoyen à leurs plus hardies entreprises et prendrait dans le parti son rang de combat.

A défaut d'un coup d'Etat par le sabre, les Jacobins se mirent à comploter un coup d'Etat parlementaire. Dans le Conseil des Cinq-Cents, comme nos dernières défaites avaient porté au comble l'irritation des esprits, une majorité paraissait se reformer contre le Directoire. Les chefs de la bande jaobine voulurent profiter de cette disposition ; leur projet couva quelques jours avant d'éclater. Ils avaient fait nommer une commission extraordinaire, chargée d'aviser aux mesures de salut public, et ils espéraient s'en servir pour amorcer l'entreprise. Cette commission, où quelques modérés réussirent à s'introduire, se montra heureusement impuissante à

rien faire. Les meneurs décidèrent alors de porter leur projet devant l'assemblée même, résolus de la violenter au besoin et de contraindre le succès à la force du poignet.

Le 27 fructidor, le Conseil est en séance. Brusquement, Jourdan monte à la tribune et, par motion d'ordre, demande que le Conseil déclare *la patrie en danger.* Paroles d'épouvante, mots évocateurs d'un passé terrible ! D'après le précédent de 1792, si le décret était voté, il suspendrait virtuellement le régime constitutionnel, légitimerait le recours aux mesures extraordinaires et aux moyens atroces, mettrait en ébullition tous les éléments de désordre, achèverait de jeter le pays en convulsions ; ce serait une machine à briser le gouvernement. Sept ans plus tôt, les républicains de la Législative s'en étaient servis pour renverser le trône autant que pour écarter l'étranger de nos frontières ; deux députés aux Cinq-Cents en convinrent dans la discussion, l'un s'en fit gloire ; il s'agissait aujourd'hui de retourner cette arme contre la république directoriale et surtout contre Sieyès l'orléaniste.

Jourdan développa sa motion avec une éloquence frénétique. Dès qu'il a cessé de parler : « Aux voix, aux voix ! » crient ses amis, et ils s'efforcent de surprendre, d'enlever le vote. Des orateurs modérés veulent répondre et se dirigent vers la tribune. Cinquante Jacobins s'élancent à la fois pour leur barrer le passage, les poings en avant. On en vient aux coups, on se bat littéralement autour de la tribune. « Lesage-Senault prend au collet Villetard qui y était monté, et le force à descendre. Marquezy, Blin, Lesage-Senault, Soulhié, Destrem, Chalmel, Quirot,

Bigonnet, Augereau, forcent Bérenger de descendre de la tribune et empêchent Chénier d'y monter »; c'est une lutte de portefaix entre législateurs en toge. A voir ces brutalités effrénées auxquelles s'exerçaient les députés jacobins, ces furieux jeux de main, on s'explique mieux la scène qui se passerait six semaines plus tard dans l'Orangerie de Saint-Cloud, à l'apparition de Bonaparte.

L'assemblée hors d'elle criait à tue-tête ; les meneurs jacobins échangeaient des signes avec le public des tribunes, et celles-ci, remplies d'affidés, faisaient retentir d'effroyables clameurs. Des voix rugissantes menaçaient de mort le président Boulay de la Meurthe, qui tenait tête à l'assaut ; on entendit ces mots, partant d'une tribune : « Il ne faut pas qu'il sorte d'ici sans être exterminé. » De mémoire d'homme public et même de conventionnel, il n'était apparu rien de pareil à ces scènes, « les plus orageuses, diraient les journaux, qu'on ait encore vues depuis que nous avons des assemblées délibérantes ».

Le président, après s'être couvert deux fois, rétablit à grand'peine une apparence de calme. Marie-Joseph Chénier parut à la tribune, pâle et défait, les vêtements en désordre, et balbutia un semblant de discours ; il s'excusa pour l'incohérence de ses paroles, se disant pris au dépourvu ; les aboiements de la meute jacobine l'interrompaient à chaque phrase. Lamarque et Quirot parlèrent en faveur de la motion ; Daunou parla contre ; Lucien la combattit avec beaucoup de présence d'esprit, dans une improvisation fougueuse. Quand une sorte d'épuisement eut succédé sur tous les bancs à une

surexcitation folle, le président, se jetant de sa personne dans le débat, affirmant son autorité, ralliant les indécis et les poltrons, alléguant « l'état terrible » où il venait de voir l'assemblée, obtint que la suite de la discussion serait renvoyée au lendemain ; c'était donner aux modérés le temps de se reconnaître, de se ressaisir, de préparer leur résistance.

II

Au premier bruit de ces événements, la crainte et la consternation s'étaient répandues dans la ville. Beaucoup de personnes se disposèrent à fuir, à chercher retraite aux environs. Le soir, Paris fut lugubre, les rues presque désertes ; dans les quartiers même les plus grouillants à l'ordinaire, autour du Palais-Royal, qui surgissait illuminé dans la nuit, les passants clairsemés se glissaient le long des murs, bien rares étaient les chercheurs de plaisirs.

L'émoi régnait au Luxembourg. Barras se disait prêt à vendre chèrement sa vie et prenait son air des grands jours, mais Sieyès se dévorait d'angoisse. Ce qui redoublait ses inquiétudes, c'est qu'il ne se croyait pas entièrement sûr de la troupe du moment que Bernadotte restait ministre de la guerre. Depuis quelque temps, à mesure que le péril grondait, le maintien de Bernadotte en fonctions torturait Sieyès davantage et lui ôtait le sommeil. Sachant que les Jacobins tournaient autour du général et

l'entreprenaient de toutes façons, il craignait de lui un brusque écart. Aujourd'hui que la crise se déclarait, aujourd'hui que les passions anarchiques se montraient dans leur nudité hideuse, il n'admettait pas que ce démagogue en habit brodé et en chapeau à plumes, cet ami des perturbateurs, ce « Catilina », pût un instant de plus disposer de l'armée ; à tout prix et sans perdre une minute, il fallait alléger la triste barque gouvernementale du remuant fardeau qui menaçait de la faire chavirer.

A onze heures du soir, Sieyès prit sur lui d'assembler le Directoire ; ses collègues sentaient plus ou moins vivement la nécessité de lui donner satisfaction. La question de remplacer le ministre de la guerre fut posée d'urgence, et l'on s'occupa des moyens. Faire un éclat eût été dangereux ; Gohier d'ailleurs et Moulin son inséparable s'y fussent opposés. Il s'agissait d'éliminer Bernadotte en douceur, de lui subtiliser son portefeuille sans le lui ôter brutalement. Cambacérès, à qui l'on recourait volontiers comme homme de bon conseil et de ressources, se vit offrir à brûle-pourpoint l'*intérim* de la guerre, avec le mandat de négocier la démission de Bernadotte ; il déclina cette double charge.

Mais Bernadotte était un de ces hommes qui donnent toujours prise sur eux par d'incontinents discours. Plusieurs fois, dans ses abondants colloques avec les Directeurs, il avait paru leur mettre le marché à la main, se plaignant de l'insuffisance des moyens accordés à son zèle et parlant de se retirer ; d'ailleurs, ajoutait-il en manière de péroraison, sa valeur souffrait de rester inactive, tandis que ses frères d'armes se battaient à la frontière.

Barras prétend avoir ménagé d'urgence, c'est-à-dire vraisemblablement à la première heure du lendemain, une scène plus positive ; il aurait mandé Bernadotte dans son cabinet, et là lui aurait dit que des déchirements pouvaient s'opérer dans le sein du Directoire au sujet du ministre de la guerre, qu'il appartenait à ce grand patriote de les prévenir par un acte d'abnégation. Aussitôt, Bernadotte d'entamer un air de bravoure, avec accents pathétiques et larmes dans la voix ; il ne tient pas au pouvoir : « Je n'ai pas la soif du ministère ; vienne s'y abreuver qui voudra. » Il offre sa démission, fait le geste de chercher une plume sur le bureau pour l'écrire, mais fait seulement le geste, ne trouve pas la plume et, voyant que Barras n'insiste pas par « délicatesse », se garde de rien écrire, jugeant, en bon Gascon, que les paroles ne tirent jamais à conséquence. Que la comédie ait été poussée à ce point, la chose est fort possible ; il est au moins certain que le Béarnais fut, pour cette fois, dupe de sa rhétorique. Sieyès saisit au vol les propos qu'il avait jetés en l'air devant les Directeurs individuellement ou en corps, et le prit au mot. Formant majorité avec Barras et Ducos, il fit décider que la démission était acceptée et libella une belle lettre à Bernadotte où il était dit que le Directoire déférait au vœu manifesté par lui de rentrer en activité de service.

A la place de Bernadotte, il paraît bien que Sieyès eût voulu glisser un homme à lui, le général Marescot, mais Gohier et Moulin regimbèrent. Par transaction, on nomma un conventionnel rigide, Dubois-Crancé, qui était absent et que l'on prévint par

télégraphe. En même temps, le Directoire confia au général Milet-Mureau l'*intérim* de la guerre, en lui ordonnant de prendre immédiatement possession.

Débarrassés de ce personnage affolant, les trois Directeurs n'eurent plus à craindre d'être assaillis et sabrés par derrière, tandis que leurs amis dans le Conseil des Cinq-Cents affrontaient la redoutable séance prévue.

De leur côté, les Jacobins n'avaient pas perdu leur temps ; afin de peser sur l'assemblée et de forcer le vote, ils s'étaient mis en devoir d'organiser autour du Palais-Bourbon un grand attroupement populaire. Des émissaires parcoururent les faubourgs, tenant des discours véhéments, mais le peuple resta sourd à ces appels. Jamais il ne montra mieux, par son opposition inerte, par sa résistance passive aux tentatives faites pour l'entraîner, à quel point il était devenu incapable de descendre dans la rue. Au lieu d'une armée, les Jacobins n'arrivèrent qu'à rassembler une bande, huit à neuf cents hommes environ, qui firent autant de bruit que plusieurs milliers. Répartis sur la place de la Concorde, sur le pont, les quais, des groupes déguenillés vociféraient, parlaient de mettre en pièces les députés récalcitrants, hurlaient le meurtre ; d'affreuses mégères réclamaient des fourches. Heureusement, Fouché et Lefebvre, le ministre de la police et le commandant de Paris, avaient pris de solides précautions ; les abords du palais étaient militairement gardés.

A l'intérieur, la discussion avait repris, dans une atmosphère embrasée de passions et de haines. Après plusieurs discours prononcés d'une voix

encore « enrouée de la veille », après des incidents et des interruptions sans nombre, on proposa de repousser la motion de Jourdan par la question préalable. A la suite de deux épreuves par assis et levé, cette solution paraissait l'emporter, mais des députés protestaient, déclaraient l'épreuve douteuse, demandaient à grands cris l'appel nominal.

A ce moment, le bruit se répandit que le ministre de la guerre était changé ; une émotion intense se manifesta. Dans la mesure annoncée, ne fallait-il pas voir le prélude du fameux coup d'Etat militaire que le Directoire, à l'aide des Anciens, préparait contre l'autre Chambre, compromise par ses membres jacobins ? Quand le fait de la démission surprise fut avéré, un vent d'affolement passa sur l'assemblée ; on crut positivement que la chose allait se faire. Jourdan s'élance à la tribune et dénonce des projets sinistres. Des députés fournissent des détails, font allusion à des mouvements, à des déplacements de troupes : le général commandant à Courbevoie, s'étant déclaré prêt à voler en cas de besoin au secours de l'assemblée, aurait été invité à s'éloigner sous vingt-quatre heures. Tous les législateurs, Jacobins et modérés, Lucien comme les autres, jurent de mourir sur leurs sièges ; on voue aux vengeances populaires les sacrilèges qui porteraient la main sur la représentation nationale. « Ils n'en ont pas le droit », clama Augereau, et cette sortie, venant de l'homme qui avait fait le 18 fructidor, parut tellement grotesque qu'elle excita, malgré la gravité des circonstances, un accès d'hilarité.

Finalement, il fut procédé à l'appel nominal sur la proposition de déclarer la patrie en danger. Elle fut

repoussée par deux cent quarante-cinq voix contre cent soixante-douze. L'alarme causée par le renvoi de Bernadotte n'avait pas été peut-être étrangère à ce résultat.

Dans cette journée, en somme, tout le monde avait encore fait, sans s'en douter, le jeu de Bonaparte. Les Directeurs l'avaient fait en éliminant Bernadotte, l'unique général qui eût pu, par sa situation de ministre et son ascendant sur la troupe, s'opposer avec quelques chances de succès à l'entreprise dictatoriale. Les Jacobins avaient donné prétexte à cette éviction par leur impudente tentative, de même qu'en thermidor les fureurs de leurs amis du Manège avaient fourni l'occasion d'éloigner Marbot. L'avantage final restait à leurs adversaires dans la lutte qui se poursuivait depuis trois mois, entre préparateurs de coups d'Etat en sens divers, autour des deux positions maîtresses, autour du commandement de Paris et du ministère de la guerre.

De plus, les Jacobins venaient de déshonorer par leurs excès le parlement, qui sortait de la crise encore plus « méprisé et haï » ; ils avaient provoqué enfin contre tous les républicains prononcés un redoublement de précautions. Le Directoire saisit l'occasion pour destituer plusieurs membres du *département ;* les autres se retirèrent. Cette administration qui maintenait à Paris comme un reste de municipalité centrale, échappa au parti extrême ; autre obstacle qui s'abattait sur le chemin futur du Consul. A la tête de l'administration nouvelle, on mit Le Couteulx de Canteleu, homme d'ordre et d'affaires ; c'est par lui que Bonaparte, avant de monter à cheval, s'entendrait garantir la docilité de

Paris. Plusieurs fonctionnaires d'opinions accentuées se crurent tenus d'honneur à ne plus rester en place, leurs amis étant frappés ; ils démissionnèrent bruyamment, signalant les mesures prises comme « le prélude d'un coup d'Etat » ; ils croyaient soulever l'opinion contre les menées préparatoires de Sieyès et n'arrivèrent en fait qu'à s'exclure eux-mêmes du pouvoir, à diminuer les éléments de résistance, à livrer le terrain.

Le Directoire n'en demeura pas moins assez longtemps sur le *qui-vive*. Le Luxembourg était gardé militairement, comme une place de guerre ; les grenadiers qui y veillaient en permanence restèrent, dit-on, trois jours et trois nuits sans ôter leurs bottes. Les journaux racontaient que chaque Directeur faisait coucher dans son appartement une partie de l'état-major ; un démenti fut inséré dans *le Rédacteur*, feuille officielle.

De leur côté, les Cinq-Cents craignaient toujours une dispersion de vive force et n'arrivaient pas à se replacer d'aplomb. Ils agitaient des mesures de défense, parlaient d'appeler un général à la tête de leur garde et, sans se décider à rien, vivaient dans les transes. Il leur semblait que, de façon permanente, une menace d'exécution militaire pesât sur eux ; une forte impression leur était restée de cette séance du 28 fructidor où ils avaient senti comme un avant-goût de Brumaire.

En réalité, le péril n'était instant ni pour l'un ni pour l'autre pouvoir. Les Jacobins n'auraient pas réussi à opérer un coup de main et à s'emparer du Luxembourg, puisque le peuple était contre eux ou du moins n'était plus avec eux. La majorité des

Directeurs était tout aussi incapable de faire un coup d'Etat, car elle n'avait pas l'homme qu'il aurait fallu pour entraîner les troupes et forcer le Palais-Bourbon. Les deux pouvoirs se renvoyaient néanmoins la terreur ; ils avaient peur, horriblement peur, toujours peur, parce qu'ils avaient conscience de leur propre faiblesse, parce qu'ils se savaient perdus dans l'opinion et dépourvus de toute base solide. Et tandis que se poursuivait cette lutte de deux impuissances, ce combat de deux ombres, le malaise général croissait dans des proportions effrayantes. A l'heure où la poussée jacobine semblait momentanément enrayée, les effets matériels et économiques s'en faisaient universellement sentir ; les lois surprises par les violents au lendemain du 30 prairial et ensuite par intermittences, lois contre les biens, lois contre les personnes, loi de l'impôt progressif, loi des otages, portaient leurs fruits, s'ajoutaient aux dures nécessités de la défense nationale pour torturer le pays. Les intérêts tombaient partout en détresse et la France connut alors d'extrêmes misères.

III

L'impôt progressif de cent millions sur les riches avait été déguisé sous le nom paradoxal d'emprunt forcé ; c'était un moyen de tourner la constitution, qui avait posé en principe la proportionnalité de l'impôt. Le remboursement des cent millions exigés

devait se faire en domaines nationaux ; seulement, ces biens, ou leurs signes représentatifs ayant subi une dépréciation énorme, les prêteurs malgré eux n'auraient en main qu'un gage à peu près illusoire. Aussi, l'annonce seule de l'impôt, avant même que l'on sût comment il serait assis et réparti, répandit la panique parmi tous ceux qui possédaient encore en France et dépensaient. Au lieu de faire fructifier leur argent et de le mettre en activité, ils ne songèrent qu'à le retirer de la circulation, à le recueillir hâtivement, à l'enfouir en lieu sûr ; l'effet fut foudroyant, l'arrêt des transactions instantané.

Depuis longtemps, le crédit public était nul ; les fonds d'Etat baissèrent encore, personne ne se présentant plus pour en acheter ; en messidor et thermidor, le tiers consolidé oscilla entre huit francs soixante-quinze et sept francs soixante-seize.

Comme il était à prévoir que l'impôt prendrait pour base les signes extérieurs de la richesse, chacun diminuait son train, réduisait sa dépense ; il n'était question « que de réformer son cabriolet, sa voiture, une partie de ses domestiques mâles ». « Des personnes font banqueroute pour prouver plus sûrement leur misère. » D'autre part, les propriétaires de biens-fonds tombaient dans le marasme ; ils se sentaient menacés par la taxe ; de plus, comme il était certain que leurs terres ou leurs maisons ne trouveraient plus que très difficilement acquéreur, la valeur vénale de ces biens diminua sensiblement ; le sol entier de la République éprouva une moins-value considérable. On calculait déjà que les cent millions exigés des riches appauvriraient de cinq cent millions l'ensemble de la France.

Le législateur resta sourd à cet avertissement des faits ; rien ne l'arrêta dans sa démence. Les Cinq-Cents convinrent d'abord que l'impôt se percevrait par prélévement progressif additionnel aux contributions foncière, mobilière et somptuaire ; les basses cotes seraient épargnées. Il eût paru inconvenant de ne pas s'acharner sur les ex-nobles, sur cette classe devenue taillable et corvéable à merci ; ils auraient à payer double ou triple taxe suivant les cas. Les Cinq-Cents sentaient toutefois que cette matière imposable, tant de fois pressurée et tordue, dont on avait exprimé tout le suc, ne rendrait plus grand'chose ; l'effort se porta principalement contre les enrichis de la Révolution, contre ceux dont le luxe, fait de rapines et d'agiotages, s'était dressé insolent au milieu du peuple affamé, contre ceux qui avaient mené sous le précédent Directoire la bacchanale des écus ; l'ancienne caste nobiliaire n'avait pas excité plus de colères que cette grossière et flambante aristocratie d'argent, devenue le point de mire de toutes les haines, la cible de toutes les attaques.

Comment l'atteindre ? Les fortunes à frapper se composaient moins de biens-fonds que de numéraire. Par la logique impitoyable des conceptions fausses, on en vint très vite à l'idée d'une taxation purement arbitraire, d'une évaluation en l'air, d'après des données approximatives, et d'un jury inquisiteur, sorte de tribunal révolutionnaire chargé d'exécuter la grosse finance.

Le projet de loi établi sur ces bases fut envoyé par les Cinq-Cents aux Anciens ; le soulèvement de l'opinion était tel contre les « Visigoths » qui

avaient façonné ce « chef-d'œuvre d'absurdité », que les Anciens le repoussèrent d'abord, à la date du 11 thermidor. Mais les Cinq-Cents tenaient à leur jury avec un entêtement obtus. En vain des écrits répandus dans le public, des brochures provenant d'auteurs versés dans la matière, leur rappelaient les expériences antérieurement faites, montraient les effets déjà produits, la fuite des capitaux, l'évanouissement du luxe ; les Jacobins répondaient que l'argent se cachait méchamment, par passion contre-révolutionnaire, qu'on saurait bien l'atteindre et le tirer de ses retraites. Pour eux, d'ailleurs, la mesure était plus politique que financière ; c'était un moyen de satisfaire leur clientèle populacière, leur clientèle babouviste, et de décapiter les fortunes qui dépassaient par trop le niveau, en attendant qu'on pût s'attaquer à toutes. Les modérés voyaient le danger, émettaient des objections, mais s'inclinaient devant les nécessités alléguées, devant l'urgence de pourvoir aux besoins de l'Etat et des armées ; ils laissaient déplorablement les Jacobins mener le branle de la subversion économique. La loi, légèrement adoucie, fut renvoyée aux Anciens, et ceux-ci, avec résignation, finirent par la voter.

D'après le texte définitif, adopté le 19 thermidor, l'impôt progressif s'ajouterait d'abord au principal de la contribution foncière, les cotes au-dessous de trois cents livres demeurant indemnes, celles entre trois cents et quatre mille francs étant frappées d'après une progression effroyablement rapide, qui arrivait très vite à les doubler. Pour les cotes au-dessus de quatre mille francs, le jury avait droit de taxer jusqu'aux trois quarts du revenu annuel. Les

ex-nobles pourraient être arbitrairement placés dans une classe plus élevée que celle déterminée par leur fortune. La contribution mobilière servirait également de base. Enfin, le jury évaluerait *en son âme et conscience la fortune de ceux qui, par leurs entreprises, fournitures ou spéculations, auraient acquis une fortune non suffisamment atteinte par la base des contributions*. Ici se concentraient surtout l'âcreté jacobine et le venin de la loi. Les enrichis ci-dessus désignés pourraient être taxés jusqu'à concurrence du revenu entier, et cette suppression complète des revenus d'une année équivalait à une entaille au capital. Le rapporteur Poullain-Grandprey n'avait point dissimulé qu'il s'agissait bien d'une loi de reprise contre les accapareurs de capitaux mobiliers, d'une loi qui leur ferait rendre gorge et amputerait leur fortune.

Les jurys taxateurs se composeraient des administrations locales, qui s'adjoindraient un certain nombre de citoyens non assujettis à l'emprunt forcé ; par renversement de tous les principes, les non-payants auraient à désigner ceux qui payeraient. On pourrait, il est vrai, réclamer devant des jurys reviseurs, mais cet appel n'aurait rien de suspensif, l'impôt devant être acquitté sous dix jours pour un sixième, dans le mois pour un autre sixième, en huit mois pour le surplus. L'article 13 invitait les citoyens à transmettre les renseignements nécessaires pour découvrir les fortunes inconnues, non atteintes par les contributions ; c'était faire appel à la délation, l'encourager et l'organiser. Les jurys agiraient en véritables comités de confiscation partielle, procédant d'autorité contre les hommes coupa-

bles de s'être enrichis par des moyens illicites ou simplement coupables d'être trop riches, toute grande fortune étant réputée scandaleuse.

Précipitamment nommés, les jurys se comportèrent avec une précipitation incohérente. Sur la liste hâtivement dressée, on inscrivit des inconnus, des insolvables notoires, et jusqu'à des morts furent invités au tribut patriotique.

Les gros fournisseurs, les spéculateurs éhontés, peu dignes d'intérêt, n'étaient pas gens à se laisser plumer sans se débattre. Ils discutèrent avec les jurys, ergotèrent, chicanèrent ; ils surent éparpiller et dissimuler leurs capitaux, dénaturer leur fortune ; d'ailleurs, par le fait même qu'ils étaient très riches, ils disposaient de mille moyens pour influencer le jury, pour l'entraîner dans des voies de collusion et de fraude. Quelques grands voleurs furent atteints ; la plupart rompirent les mailles du filet qu'on prétendait resserrer sur eux. Leur haine ne s'attacha pas moins au gouvernement qui traitait l'argent en suspect, en *ci-devant*, en ennemi public.

Loin des fournisseurs, de solides et sérieuses maisons de banque subsistaient sur la place. Quelques-uns de leurs chefs portaient des noms déjà imposants ; c'étaient les Perregaux, les Malet, les Sévenne, Sabathier, Davillier et autres. Ils avaient donné récemment des preuves palpables de patriotisme. Dès son entrée au ministère des finances, Robert Lindet, qui ne trouvait pas un sou dans les caisses de l'Etat et ne voyait l'argent qu'en rêve, avait sollicité le concours des banquiers parisiens. Avec un zèle louable, encouragé par la probité per-

sonnelle du ministre, ces capitalistes avaient consenti à l'émission d'un nombre considérable de bons garantis par leur signature collective, facilité ainsi des opérations de trésorerie grâce auxquelles on avait pu assurer provisoirement la moitié des services. Quand l'impôt fut définitivement organisé, le jury les taxa d'autant plus cruellement que, par le secours fourni, ils avaient dévoilé l'éminence de leur situation financière et s'étaient comme désignés. Cette façon de reconnaître un service rendu les indigna. Leur crédit, à la vérité, et leurs réserves permettaient à leurs maisons de supporter sans périr la suprême expérience financière du jacobinisme. Le plus connu d'entre eux, Perregaux, donna le premier l'exemple d'acquitter la taxe, mais le langage tenu par les banquiers après Brumaire prouverait combien la blessure était restée saignante. Dans une réunion tenue chez le consul Bonaparte, le banquier Germain, au nom du groupe entier, stigmatiserait « ce malheureux régime destructeur de toute confiance, où les citoyens qui s'étaient mis le plus libéralement en avant étaient précisément ceux qu'on avait frappés avec plus de rigueur, en calculant par une combinaison aussi impolitique que perfide l'étendue de leur fortune présumée en proportion même des efforts qu'ils avaient faits pour se rendre utiles ».

En somme, la force des capitaux mobiliers se trouva désormais acquise au premier qui entreprendrait de jeter bas le régime spoliateur. Quand Bonaparte reviendra d'Egypte, les capitaux l'accueilleront en libérateur ; les fournisseurs iront à lui tout de suite, à la veille de Brumaire ; les banquiers vien-

dront plus timidement le lendemain : après l'argent aventureux, l'argent prudent et circonspect. Marchandant leur concours, donnant et retenant, les banquiers fourniront néanmoins quelques fonds ; ils s'organiseront en syndicat pour aider Bonaparte à monter son gouvernement.

Les grosses fortunes avaient été terrorisées, exaspérées par l'emprunt forcé, plutôt que réellement écornées. Les vraies victimes furent les gens de moyenne et de petite aisance. Le poids de la taxe tomba lourdement sur eux, et de plus ils en subirent le contre-coup de façon cruelle. Comme la haute industrie réduisait ses productions, les négociants ne trouvèrent plus à s'achalander qu'à des prix exorbitants ; la consommation diminuant d'autre part, ils ne trouvèrent plus à écouler leurs marchandises; la faillite s'ensuivit ; ils furent ruinés et ruinèrent leurs créanciers. Les petits fabricants, ceux qui confectionnaient des objets de luxe ou simplement de confort, virent leurs commandes tomber à rien. Les ouvriers en boutique, renvoyés par leurs patrons, furent jetés sur le pavé avec les bandes de travailleurs que les manufactures cessaient d'employer. La détresse se généralisa; la loi avait prétendu mettre les riches à la diète; elle enlevait aux pauvres leur gagne-pain.

Ainsi la loi dirigée contre une classe d'individus ne l'avait qu'imparfaitement atteinte ; elle frappait indirectement toutes les autres. Encore les pouvoirs publics furent-ils déçus dans leur espérance d'un subside immédiat. L'administration eut beau déployer un appareil formidable de poursuites, de saisies, d'expropriations, de contraintes

par corps ; comme elle ne pouvait, selon la remarque d'un journal, mobiliser une armée de garnisaires, construire d'immenses garde-meubles pour recueillir les objets séquestrés, élargir les prisons pour enfermer tous les réfractaires à l'impôt, l'argent ne se rendit pas, demeura invisible, terré, retranché ; il ne se déversait dans les caisses du Trésor que par petites sommes et à grand'peine. Après deux mois, le jury n'était arrivé à taxer que jusqu'à concurrence de soixante et un millions qui seraient vraisemblablement réduits par le jury reviseur à cinquante ; à la même époque, six à sept millions au plus, dont une grande partie en papiers dépréciés, avaient été effectivement versés.

L'inepte législateur n'était pas au bout de ses mécomptes. La commune souffrance s'étant subitement accrue, les impôts, précédemment établis, les contributions normales rendaient encore moins qu'à l'ordinaire ; on payait mal l'impôt progressif, on ne payait plus du tout les autres. L'opération se soldait en fin de compte par une perte sèche ; c'était pour arriver à ce résultat que les financiers des Conseils avaient totalement perturbé le peu de vie économique qui restait à la France, ameuté les intérêts, accru les haines, fait un mal immense au régime.

IV

La loi de l'emprunt progressif mettait les biens en coupe réglée et frappait à la bourse ; celle des otages supprima sur plusieurs points la sécurité relative des personnes et la menaça en tous lieux.

Cette loi n'était pas née d'un seul coup dans le cerveau des révolutionnaires ; ce fut la conséquence logique et atroce de l'état de guerre qui subsistait entre deux portions du peuple français et qui mettait aux prises les partisans et bénéficiaires de la Révolution avec ses adversaires en armes. Les premiers avaient vaincu les seconds, sans les soumettre; en beaucoup d'endroits, ils restaient campés sur leurs positions comme en pays conquis, harcelés d'ennemis, fusillés à tout bout de champ par les Chouans et les rebelles, au milieu de populations qui sympathisaient souvent avec les bandes. Fatalement, ils devaient en venir aux pires pratiques que se permet une armée d'étrangers en territoire occupé, à l'iniquité suprême, au système des responsabilités indirectes et collectives, à l'enlèvement de citoyens inoffensifs et notables qui répondraient pour tous. La loi du 10 vendémiaire an IV sur la responsabilité pécuniaire des communes, en cas de désordres, avait marqué un premier pas dans cette voie. Depuis longtemps, certaines administrations départementales saisissaient des otages, afin d'intéresser la population entière à la répression

des troubles, et vantaient l'excellence du procédé. Par la loi du 24 messidor an VII, le Corps législatif ne fit que généraliser cette méthode, en y ajoutant un luxe de raffinements barbares.

Cette loi invitait les pouvoirs locaux dans tout département qui aurait été déclaré par acte des Conseils en état de troubles, et elle les autorisait dans les autres, en cas de troubles imminents, à désigner des otages parmi les parents d'émigrés, leurs alliés, les ci-devant nobles sauf certaines exceptions, les ascendants d'individus notoirement connus pour faire partie des rassemblements ou bandes. Les otages désignés devraient se constituer prisonniers sous dix jours à peine d'être traités en émigrés, c'est-à-dire à peine de mort. Pour tout assassinat ou enlèvement d'un fonctionnaire, d'un acquéreur de domaines nationaux, d'un *défenseur de la patrie* ou de ses père, mère, femme ou enfants, quatre otages seraient déportés, sans préjudice d'une forte amende. Les otages répondraient en outre pécuniairement des pillages et dégâts commis par les bandes. Une foule de dispositions accessoires complétait l'atrocité de cette loi, qui semblait vouloir devancer et exagérer pour toute une partie de la France les rigueurs de l'occupation ennemie.

Dans le courant de thermidor, la loi fut déclarée applicable à douze départements de l'Ouest en totalité ou en partie. On l'étendit ensuite à certaines régions du Midi. Plusieurs départements se trouvant frappés, tous s'attendirent à l'être et le résultat fut d'exaspérer au lieu de terrifier. L'élasticité de la loi permettait aux autorités d'assouvir leurs haines particulières, d'inventer et d'étendre

démesurément le délit de complicité morale avec les insurgés, de créer partout des catégories, des groupes de suspects qui seraient autant de fournées désignées pour l'échafaud, si les terroristes parvenaient à le relever. Instruit par l'expérience, on aima mieux périr en combattant, après s'être vengé, que de se laisser traîner à l'abattoir ; on ne voulut pas imiter ces nobles de 93 qui avaient plutôt cherché à bien mourir qu'à ne pas mourir. Des ligues de défense, des associations de représailles surgirent.

Dans l'Ouest notamment, la loi, allant contre son but, grossit le nombre des opposants actifs. Les soldats républicains le sentaient eux-mêmes ; ils disaient publiquement dans les rues d'Angers : « La nation vient de faire dix mille Chouans. » En effet, les villes, les bourgs se vidèrent en un clin d'œil d'une quantité d'habitants paisibles par tempérament ou dégoûtés de la lutte ; se sentant matière propre à faire des otages, ils disparurent, s'enrôlèrent dans les bandes qui tenaient la campagne ou leur prêtèrent aide et conseil. Les Chouans se mirent de leur côté à saisir des otages, à organiser de sanguinaires représailles.

Une autre sorte de chouannerie se levait dans tout le pays. La loi appelant sous les drapeaux les conscrits de toutes classes ne s'exécutait qu'avec des difficultés inouïes. Même les conscrits obéissants, ceux qui se laissent conduire au chef-lieu, s'y voient parqués dans des locaux délabrés, malsains, dépourvus d'objets de casernement ; leur mécontentement s'aigrit. De tous côtés, dans toute la France, la désertion fait fondre les colonnes d'ap-

pelés. Les fugitifs rejoignent les détrousseurs de grands chemins, les pilleurs de diligence, les *chauffeurs ;* partout où des bandes armées circulent, ils les grossissent ; ailleurs, ils en forment. La gendarmerie, les colonnes mobiles sont impuissantes.

La France en arrive à ressembler aux empires inorganiques de l'Orient. Un Mamelouk d'Egypte, débarqué en Provence, habitué à l'anarchie orientale, croira en arrivant chez nous, se retrouver dans son pays ; il verra en France des « Bédouins », c'est-à-dire des nomades qui errent par bandes et qui pillent. On voit aussi des fonctionnaires qui s'en vont percevoir l'impôt à la tête de colonnes armées qui prélèvent le tribut à la pointe du sabre, comme font les pachas de Turquie ou les Sultans du Maroc.

La Révolution, née d'un immense espoir de renouvellement, traversée d'abord d'un grand souffle d'idéal, se présente aujourd'hui, par le démenti qu'elle inflige continuellement à ses principes, sous l'aspect d'un recul vers la barbarie, d'un phénomène de régression brutale.

CHAPITRE V

VICTOIRES RÉPUBLICAINES. — RETOUR DE BONAPARTE

I

DANS ce trouble général, dans cette confuse misère, que pense et où va la France? Gouvernants discrédités, députés, fonctionnaires, membres des comités jacobins, émigrés en rupture de ban, Chouans de Vendée et de Normandie, gars bretons, *chauffeurs* du Midi, conscrits en révolte, quel que soit leur nombre, ce n'est pas là toute la France ; ce n'en est après tout qu'une minime partie. L'immense majorité de la population se compose de ceux qui voudraient seulement vivre et travailler, de ceux qui souffrent de cet abominable désordre sans y participer. Chez ces millions d'êtres, voit-on se former un courant d'opinions, une aspiration définie vers un principe d'ordre et d'autorité ? Existe-t-il un état d'esprit césarien ? D'un dessein prémédité, la France cherche-t-elle l'homme, le sauveur, le maître, le dieu, qui sera chargé de la pacifier despotiquement et de remettre toutes choses en leur place ?

Certes, jamais pays ne fut plus mûr pour la dictature que ne l'était alors la France ; elle y allait toutefois inconsciemment, par la force des circons-

tances plutôt que par l'accord raisonné des volontés. Depuis longtemps, des observateurs perspicaces, des témoins placés en dehors de la tourmente, ceux qui regardaient de haut et pouvaient voir de loin, annonçaient le dictateur et, sans le distinguer encore, apercevaient son ombre montant sur l'horizon. Avant de mourir, Catherine II l'avait prédit, par intuition géniale ; dès 1792, le pamphlétaire Suleau, enrôlé dans l'armée de Condé, invoquait « un superbe et éclatant cromwélisme » ; « Je répète froidement que le dieu tutélaire que j'invoque pour ma patrie, c'est le despote, pourvu qu'il soit d ailleurs homme de génie. » Dans le monde politique, chaque chef de parti voulait se fortifier d'un général, s'adjoindre une épée, mais il entendait rester la main qui dirigerait cette arme et subordonner le pouvoir militaire à une faction civile. Parmi ces groupes raisonneurs, à demi lettrés, hantés de souvenirs historiques, on savait que les révolutions en démence aboutissent à César, aboutissent à Cromwell, mais on repoussait avec horreur ces spectres détestés. L'idée d'un despote unique, sorti de la masse et s'appuyant sur elle, restait communément odieuse.

Ceux mêmes qui eussent accepté le despote, qui le souhaitaient peut-être, eussent rougi d'avouer ce sentiment. Le 27 fructidor, à la tribune des Cinq-Cents, Lucien avait parlé de resserrer et de concentrer le pouvoir. « La dictature ! » s'était écrié ironiquement quelqu'un. Et devant l'image évoquée, la réprobation avait été telle que Lucien avait dû s'expliquer, crier plus fort que les autres contre toute idée de dictature et renchérir sur la protestation unanime. Paroles vaines, déclamations creu-

ses, dira-t-on ; soit, mais nul ne comprendra la Révolution s'il ne tient compte de l'extraordinaire empire exercé à cette époque par les mots et les formules.

Dans les masses profondes et populaires, où l'on n'avait pas lu l'histoire, on ignorait ce qu'avait été Cromwell, ce qu'avait été César. La pensée de s'en remettre à un seul du salut de tous était pourtant inhérente à notre esprit latin ; huit siècles de monarchie à la romaine l'avaient développée en nous, mais en l'accaparant, en la régularisant au profit d'une race ; l'idée de chercher en dehors d'elle le despote réorganisateur demeurait très vague ; c'était un instinct qui ne s'était point formulé en doctrine, converti en passion. On peut consulter les innombrables témoignages, rapports de fonctionnaires, rapports de policiers, rapports d'agents civils et militaires, qui renseignent alors sur l'état des esprits. On ne trouvera dans aucun l'écho de ce cri si souvent répété depuis : « Un homme, il nous faut un homme », c'est-à-dire un chef non pourvu nécessairement du prestige héréditaire, un citoyen issu de la masse et assez fort pour s'élever au-dessus d'elle, pour la dominer et la rassembler.

La raison en est simple. C'est Bonaparte consul et empereur qui a fait plus tard, par la magnificence tragique de son règne, par sa prise formidable sur l'esprit du siècle, l'éducation césarienne de la France. Le remède du césarisme, ce remède des grands jours d'angoisse, ce spécifique terrible, qui sauve et qui tue, c'est un legs de Bonaparte. Il l'a si profondément infusé dans les moelles de la nation que

l'effet s'en fait sentir depuis un siècle par intermittences au profit de ses héritiers ou de ses contrefacteurs. Des générations ont vécu, elles vivent encore dans l'hallucination de son souvenir ; du fond de son tombeau, il continue de susciter des Césars.

Avant son avènement, en 1799, il était difficile à beaucoup de Français de concevoir le retour à l'ordre autrement que sous forme de restauration monarchique. Le royalisme faisait incontestablement des progrès. Tous les témoignages en conviennent. Les révoltés, les séditieux, ceux qui ne veulent point aller à la guerre, les femmes qui veulent aller à la procession malgré les gendarmes, tout ce monde crie : *Vive le Roi!* C'est le cri d'opposition, sinon de conviction. Par horreur du présent, on invoque le passé. Qu'on donne à cette France une république appropriée à ses besoins, respectueuse de celles de ses traditions restées vivantes et conforme à ses tendances nouvelles, à son instinct devenu foncièrement égalitaire, elle l'acclamera ; « mais on a donné le nom de république aux institutions, aux mesures, aux hommes qu'elle abhorre. Le contraire de république, c'est royauté ; le Directoire ne peut être chassé que par un roi ; ayons donc un roi... » Puis, dans beaucoup de cervelles populaires, par un raisonnement naturel, l'idée de royauté se lie à l'idée de paix, à la cessation de l'état de guerre avec l'Europe monarchique. La République avait tout conquis, sauf la paix ; elle était en train de tout reperdre, et l'on n'apercevait plus avec elle le terme de cet effort pénible, harassé, dont se mourait la France. Accepter un roi, ce serait

tout de même une façon d'en finir ; on se faisait à cette idée.

Faut-il en conclure que la France fût alors en majorité royaliste ? Tout au plus peut-on dire qu'elle était en train de le devenir. Si l'anarchie directoriale et les victoires de l'étranger se fussent prolongées, il est possible que la plus grande partie de la France eût tourné au royalisme, quitte à redevenir violemment révolutionnaire dès qu'elle aurait revu la royauté blanche et ses excès. A la fin de l'an VII, elle eût vraisemblablement accepté la royauté ; certainement, elle ne se fût pas levée en masse pour la rétablir.

En dehors de minorités acharnées, chez les royalistes mêmes, chez ceux qui le sont d'inclination et de tendance, l'égoïsme individuel domine, l'esprit d'entreprise et de sacrifice fait défaut ; suivant le mot d'un général républicain commandant au Havre, « le parti opposé ne ferait pas la dépense de trois francs pour opérer une réaction. » La masse subira les événements et ne cherche plus à les faire ; incapable de vouloir et même d'espérer, tombée à une sorte d'hébétude, elle n'attend plus le salut de nulle part ni de personne. Pourtant, un être extraordinaire a traversé l'espace, fulgurant météore, et a fasciné les imaginations ; il a rempli un instant le vide immense qui s'est fait dans la pensée française. Cet homme a disparu ensuite; son souvenir est resté. Il n'existe qu'une réputation vraiment hors de pair, incomparable, colossale, celle de Bonaparte. Les bulletins de ses victoires sont encore affichés sur les murs de toutes les communes. Son nom a pénétré jusqu'aux plus humbles chaumières des plus

ignorants villages. On le connaît surtout comme grand capitaine, mais on sent confusément que tout irait mieux si cet homme était là. Que n'est-il là ! L'écrivain Fiévée, retiré aux environs de Reims, causait souvent avec les paysans. « Tous lui demandaient si on avait des nouvelles du général Bonaparte et pourquoi il ne revenait pas en France ; jamais aucun ne s'informait du Directoire. »

L'ennemi du dehors avançait toujours. En Hollande, l'armée anglo-russe gagnait du terrain, refoulant nos forces ; elle poussait sa pointe par l'étroite province qui s'étend entre le Zuyderzée et la mer, par la Nord-Hollande, et s'approchait d'Amsterdam. En avant du Rhin, un retour offensif des Français avait échoué. L'armée de l'archiduc Charles remontait le fleuve par la rive droite, s'emparait de Manheim, tête de pont française au delà du Rhin, et menaçait Mayence. En Italie, les Autrichiens de Mélas, tout en guerroyant contre notre armée de Ligurie, commençaient à peser sur le département des Alpes-Maritimes, inondé de révoltés et de *barbets*. Plus haut, ils reconnaissaient, tâtaient les passages des Alpes.

Cependant, notre situation ne serait irrémédiablement compromise que si les républicains perdaient la Suisse, ce massif de cimes et de glaciers inséré entre l'Allemagne et l'Italie, ce bastion proéminent, cette grande place d'armes d'où nos soldats pourraient toujours paralyser les deux invasions imminentes, en inquiétant leurs flancs. Les coalisés avaient fini par le sentir. Après beaucoup de tergiversations et de discordes, ils s'étaient décidés à un grand effort en Suisse. Les trente mille Russes de

Korsakof, les vingt-cinq mille Autrichiens de Hotze et de Jellachich pressaient Masséna entre Zurich et Lucerne; Souvorof, remontant de Milan vers le Nord, se jetait dans les Alpes avec vingt mille hommes et essayait de tomber sur les derrières de notre armée. S'il réussissait à prendre Masséna entre deux feux, à l'écraser, à opérer sa jonction avec Korsakof et Hotze, nul obstacle n'arrêterait plus sa marche entreprenante ; entré vainqueur à Lucerne, il serait le lendemain à Bâle, le surlendemain au seuil de l'Alsace, et par la trouée de Belfort, par cette fissure de nos frontières, se coulerait en Franche-Comté, où le parti royaliste était nombreux, organisé, impatient.

Au sein du gouvernement, Sieyès et ses amis méditaient toujours leur coup d'Etat à échéance indéterminée, tenaient des conciliabules, cherchaient vainement le moyen, cherchaient l'homme. Ils étaient arrivés à préciser un plan, qui supposait la connivence et même l'initiative des Anciens ; c'était celui qu'on verrait éclore en Brumaire. Le plan était tout tracé, mais le nom du général qui recevrait mandat de l'exécuter restait en blanc. Macdonald avait été tâté et se refusait ; on attendait Moreau, sans compter beaucoup sur lui. Un fait assez important venait de se produire. Lucien Bonaparte s'était rapproché très intimement de Sieyès et entrait dans la conjuration ; il participait aux colloques, coopérait ardemment, sans renoncer à ses arrière-pensées personnelles et sans vouloir se faire simplement une carte dans le jeu de Sieyès ; s'il consentait à s'allier, sa nature d'indiscipliné ne lui permettait jamais de se subordonner.

II

Le 1er vendémiaire, au jour anniversaire de la République, on apprit un beau fait d'armes : en Hollande, Brune attaqué par les Anglo-Russes, auprès de Bergen, les avait vivement repoussés et leur avait infligé de grandes pertes. Ce succès cependant ne décidait de rien ; l'armée du duc d'York, quoique très éprouvée, se maintenait en face de nous dans ses retranchements, derrière les digues, et même Brune victorieux se verrait obligé au bout de quelques jours de se reporter en arrière, d'évacuer Alkmaër et de ramener ses troupes sur des positions plus rapprochées d'Amsterdam.

Chacun sent d'ailleurs que la grosse partie va s'engager en Suisse. Que fait donc Masséna, avec les renforts qu'il a reçus, avec la nombreuse armée dont il dispose ? que n'a-t-il hâte de refouler Korsakof et Hotze avant que Souvorof soit venu par le Gothard le tourner et l'étreindre ? Bernadotte l'a en vain stimulé, aiguillonné ; les Directeurs ont fini par décider sa destitution, en retardant de quelques jours la publication de cette mesure. Soudain, le 7 vendémiaire, un courrier arrive, annonçant la reprise de Zurich et le gain d'une bataille : une grande bataille cette fois, une grande victoire, l'une des plus insignes et des plus fructueuses que présente l'histoire de nos guerres ; la Limmat impétueusement franchie, les Russes rejetés et envelop-

pés dans la ville, sauvant à grand'peine leur infanterie, perdant leur cavalerie, leur artillerie, leurs bagages ; douze mille ennemis tués ou pris, des drapeaux, cent cinquante canons, tout un matériel de guerre enlevé ; un désastre pour l'armée de Korsakof. Le même jour, sur la Linth, Hotzè était tué, et ses troupes, sous l'effort de Soult, reculaient en désordre.

L'effet dans le public fut assez grand. Paris ressentit pour la première fois depuis bien longtemps une émotion saine. Aux Cinq-Cents, quand la nouvelle fut officiellement annoncée, la salle et les tribunes retentirent d'acclamations, tandis que la musique attaquait « l'air fameux de la *Carmagnole* ». Aux amis sincères de la Révolution, l'avenir apparaît un peu moins noir ; quelque espoir rentre en eux ; il est donc vrai que la République peut se sauver encore par ses vertus militaires, par l'intrépidité de ses soldats et le talent de ses capitaines.

Les jours suivants, comme si l'exploit de Masséna avait rompu la malchance, des bulletins heureux arrivent sans discontinuer ; il en vient de toutes parts ; de quelque côté que l'on regarde, l'horizon s'éclaircit. En Suisse, Souvorof a débouché du Saint-Gothard, mais s'est trouvé en face de nos troupes, qui n'ont plus rien à craindre du côté de Zurich; après avoir péniblement refoulé Lecourbe, il s'est heurté à Molitor dans des combats de géants. Schwitz, où il doit se réunir à Jellachich, lui est fermé par Masséna ; fermée, la route de Glaritz ; sur le lac de Lucerne, point de flottille autrichienne pour transporter ses troupes. Déçu, contenu, traqué, il erre maintenant dans un chaos de montagnes,

aux prises avec une formidable nature. Paris haletant suit de loin les détails de cette agonie. Les transmissions télégraphiques, incomplètes, interrompues souvent par l'état de l'atmosphère, suscitent d'anxieux espoirs. Les journaux publient ce tronçon de dépêche attribuée à Masséna : « Il se défend comme un dogue, mais je le tiens. » La perte totale de Souvorof est un jour annoncée, démentie le lendemain. La vérité est que Souvorof lutte en désespéré et finira par s'échapper ; il trouvera refuge à Coire, mais n'y amènera que six mille hommes sur vingt-quatre mille, un débris d'armée, et l'Helvétie sera tout de même le tombeau de sa gloire.

En Hollande, le succès de Bergen apparaît considérable par son effet moral ; la fougue des républicains dans cette rencontre a déconcerté les Russes, qui ont surtout souffert de nos attaques et qui se plaignent d'avoir été mal soutenus par les Anglais ; la désunion semble se mettre dans la double armée, dont la marche se ralentit, hésite. Voici des signes palpables de victoire, des trophées : un chef de brigade envoyé par Brune venant présenter au Directoire cinq drapeaux ennemis ; on les voit passer dans les rues, solennellement portés au Luxembourg. Sur le Rhin, les Impériaux se montrent moins entreprenants contre nos postes, l'armée de l'archiduc Charles s'immobilise le long de la rive droite. L'ennemi recule partout ou s'arrête ; encore une fois, l'armée a sauvé au dehors la Révolution ; elle en a sauvé l'existence, elle en a sauvé l'honneur, et la délivrance des frontières soulage d'autant plus Paris qu'elle ôte aux revendications

des partis extrêmes beaucoup de leur force ; en frappant à grands coups sur les Russes, les Autrichiens et les Anglais, Masséna et Brune ont indirectement battu les Jacobins.

Et la série continue ; le 13, un messager du Directoire est introduit dans le conseil des Cinq-Cents : « Victoire ! » crie-t-on à sa vue, comme s'il ne pouvait plus être question que de victoires. La nouvelle qu'il apporte est bien faite pour surprendre et ravir l'imagination publique.

Un secrétaire ouvre le message et lit à haute voix : « Le Directoire exécutif vous transmet copie d'une dépêche qu'il vient de recevoir du général Bonaparte... » Un tonnerre d'applaudissements interrompt le lecteur. Il reprend sa communication ; c'est bien Bonaparte qui recommence à faire parler de lui et qui se remet en scène, pour ainsi dire, par un bulletin de sa façon. Rentré en Egypte avec ses troupes, il a culbuté une armée de dix-huit mille Turcs, mise à terre par une flotte anglaise dans la presqu'île d'Aboukir, et il en a fait un grand carnage. Ce nom désastreux d'Aboukir, fatal à la marine française, il le transforme en nom de victoire ; par une lettre déjà vieille de deux mois, apportée sur le bâtiment *l'Osiris* qui s'est glissé à travers les flottes ennemies, il promet à son tour une moisson de drapeaux conquis. — *Vive la République!* crient les députés en se levant de leurs sièges et en agitant leurs toques ; la musique joue l'air du *Ça ira*, les tribunes acclament, et chacun d'admirer cet étonnant retour de fortune, Souvorof tenu en échec au plus profond des Alpes et Bonaparte comme ressuscité.

Le 18, nouveau coup de théâtre ; vers deux heures, le canon retentit dans Paris, tirant en plusieurs endroits, et à entendre le roulement profond des salves, la population tressaille. Qu'est-ce encore ? C'est l'annonce de trois succès à la fois, accroissant nos avantages.

Par une dépêche donnant suite à la première, Bonaparte a fait savoir que le fort d'Aboukir est repris et qu'il n'existe plus un seul Turc en armes sur le rivage d'Egypte. D'autre part, la retraite de Souvorof dans le pays des Grisons est officiellement confirmée ; enfin, Brune attaqué de nouveau par les Anglo-Russes les a franchement battus près de Castricum ; il leur a pris onze canons et fait quinze cents prisonniers ; victoire au Sud, à l'Est, au Nord ; ce n'est partout que victoires.

Les Conseils enthousiasmés décrètent que les armées d'Helvétie, de Batavie et d'Orient ne cessent de bien mériter de la patrie. Les orateurs des Cinq-Cents ne trouvent pas de mots assez lyriques pour célébrer nos braves. « Quel heureux changement ! s'écrient les journaux, quelle brillante fin de campagne ! » Paris s'émeut, s'exalte, renaît aux sentiments hauts. Enfin, comme si la fortune tenait à ménager ses effets et à procéder par gradation savante, à tant de merveilleuses nouvelles succède la plus extraordinaire de toutes, la plus inattendue, aussi funeste à la coalition que « la perte de trois autres batailles » : Bonaparte en France.

Le 17 vendémiaire-9 octobre, il a débarqué à Saint-Raphaël, près de Fréjus, ayant devancé l'appel du Directoire et quitté l'Egypte sur la frégate *Muiron* depuis quarante-sept jours, ayant touché

à Ajaccio et échappé miraculeusement à une flotte anglaise qui rasait le littoral de Provence. Il a débarqué avec deux savants et cinq généraux, avec Monge, Berthollet, Berthier, Lannes, Murat, Marmont, Andréossy, avec un détachement de ses Mamelouks et de ses guides. Les gens de la côte, pour le voir plus tôt, se sont jetés vers son bâtiment qu'ils ont comme pris à l'abordage, en lui fournissant ainsi prétexte pour se dispenser de la quarantaine. Il est maintenant sur la route de Paris, il approche, il vient, soulevant sur son passage un ouragan d'acclamations. Voilà ce que l'on commence à se répéter dans Paris le soir du 21 vendémiaire ; la nouvelle encore vague circule dans les endroits publics, fait sensation dans les théâtres, rencontre des croyants et des incrédules, répand une indicible émotion.

Une scène étrange se passait alors au Luxembourg. Sieyès attendait dans son cabinet Moreau, arrivé d'Italie le matin même. En le prenant au débotté, Sieyès espérait vaincre ses hésitations et le déterminer à faire le coup. Sur ces entrefaites, l'avis du débarquement à Fréjus est apporté au Directeur ; il attendait Moreau, c'est Bonaparte qui arrive.

Il fit prier l'un de ses intimes confidents, Baudin des Ardennes, membre du Conseil des Anciens, de passer chez lui. Patriote ardent, républicain sincère, Baudin croyait à la nécessité du remède héroïque pour sauver la Révolution en détresse et réformer l'Etat ; il connaissait les projets de Sieyès et y concourait avec zèle. Il entra dans le cabinet directorial en même temps que Moreau. Sieyès leur com-

muniqua la grande nouvelle. Une surprise affolante, une joie intense, se peignirent sur les traits de Baudin et parurent bouleverser tout son être ; pour lui, c'était le régénérateur de la République, c'était l'homme grâce auquel l'œuvre de salut ne pouvait plus manquer, qui reparaissait à l'improviste. Il entendit Moreau dire à Sieyès, en parlant de Bonaparte : « Voilà votre homme ; il fera votre coup d'Etat bien mieux que moi. » Baudin sortit ensuite ivre de bonheur, presque hors de sens, pour rejoindre les siens et leur communiquer son ravissement. Le lendemain matin, « au saut du lit », il s'affaissa subitement et mourut ; le bruit se répandit qu'il était mort de joie. Au même moment, la nouvelle du retour miraculeux se précise, s'affirme, devient certitude, se propage dans tous les quartiers, et l'enthousiasme éclate formidable.

Le Directoire, fâché que Bonaparte ait devancé ses ordres aujourd'hui que la frontière est sauve, se résigne à notifier le fait aux Conseils en *post-scriptum* d'un message où il est surtout parlé de Castricum et de nos succès en Hollande. Quand les messagers d'Etat chargés de cette communication arrivent au Palais-Bourbon, une foule de citoyens et de militaires font irruption derrière eux dans la salle. On écoute en silence le message assez long, et puis arrive enfin cette circonlocution pénible : « Le Directoire vous annonce avec plaisir, citoyens représentants, qu'il a aussi reçu des nouvelles de l'armée d'Egypte. Le général Berthier, débarqué le 17 de ce mois à Fréjus avec le général en chef Bonaparte (les cris de : *Vive la République !* interrompent, l'assemblée entière est debout) et les généraux Lan-

nes, Murat et Andréossy, les citoyens Monge et Berthollet, mandent qu'ils ont laissé l'armée française dans la position la plus satisfaisante. » C'est alors dans le public un délire d'enthousiasme, auquel répondent les acclamations des députés.

L'assemblée reste ensuite suffoquée d'émotion, incapable de délibérer. Quelques orateurs et notamment Briot, qui ne manque jamais une occasion de parler, entament des dithyrambes patriotiques ; mais lorsque le représentant Trois-Œufs veut à son tour placer une harangue, on ne l'écoute plus ; sa voix se perd au milieu de l'agitation générale ; Garreau réclame l'ajournement, la séance est levée aux cris de : *Vive la République !* et au son des « airs chéris de la liberté ».

Au dehors, Paris entier est debout et en mouvement. Le général Thiébault a raconté ses impressions de ce jour. Entré au Palais-Royal, il voit au bout du jardin des groupes se former à tout instant et se dissoudre, piétiner haletants autour de quelqu'un d'informé, puis se pulvériser en individus courant à toutes jambes, pour répandre la nouvelle. L'un d'eux lui jette ces mots : « Le général Bonaparte a débarqué à Fréjus. » Se portant ailleurs, Thiébault lit la nouvelle sur tous les visages, se heurte à des poussées et à des remous de foule. Les musiques des régiments de la garnison parcourent les rues en signe d'allégresse, dans un fracas d'instruments ; une masse grossissante de citoyens les escorte, emboîte le pas militairement, et en avant les petits tambours de la République, des enfants, battent la caisse. Sur le boulevard, c'est un autre spectacle ; voici que s'avance, entre des soldats,

une colonne de prisonniers russes, les premiers que Paris voit. On les fait passer sur le boulevard, défiler aux Champs-Elysées, pour les conduire aux casernements de Rueil. Le peuple bon enfant les entoure, offre à ces malheureux des friandises, regarde avec satisfaction ces trophées vivants, et il semble que tout se réunisse aujourd'hui pour monter les âmes, pour les combler d'une joie exaltatrice. Le soir, dans les théâtres, la nouvelle du retour, annoncée sur la scène, est accueillie par des bravos, des trépignements fous : « On boit à ce retour jusque dans les cabarets, on le chante dans les rues. » Le retour est devenu la pensée, la conversation, l'émotion, la joie de tous ; les yeux se mouillent, les mains se cherchent et se joignent ; c'est un ensemble d'effusions comparables à celles qui ont signalé les débuts de la Révolution, un élan des cœurs, un épanouissement des âmes. Le matin, Béranger très jeune, ignorant la nouvelle, était entré dans un cabinet de lecture ; trente personnes y étaient assises ; la nouvelle se répand ; d'un mouvement spontané, tous les lecteurs se lèvent en poussant un cri de joie.

D'un bout à l'autre de la France, le frisson se communique, la vibration s'étend. Aux ivresses du Midi, au sursaut de Paris, répondent des fêtes improvisées dans les principales villes. On célèbre les victoires d'hier et l'insigne événement qui en promet d'autres ; en dehors de l'Ouest tout à ses discordes, l'unanimité nationale semble pour un instant se refaire sur un espoir, sur un nom.

Quel est donc le sens vrai de cet extraordinaire mouvement ? Est-ce enfin la poussée césarienne qui se fait, qui se prononce irrésistiblement et va tout

emporter ? A considérer les choses de plus près, à se plonger dans l'air ambiant de l'époque, à en pénétrer les passions et les besoins, il semble que l'élan de la nation porte plus haut et plus loin. On restait en pleine guerre, à peine sorti d'un pressant danger. L'ennemi était contenu, non réduit. L'homme qui revient, c'est le plus grand vainqueur qui soit apparu depuis des siècles. Certes, les généraux habiles et entreprenants ne manquent pas dans nos armées. Masséna vient de remporter une belle victoire, Soult a gagné une bataille, Brune en a gagné deux, mais Bonaparte en avait gagné vingt, il en avait gagné cent ! Surtout, réussissant où nul avant lui ne s'était même essayé, il avait vaincu assez pour terminer la guerre, pour imposer à notre principal ennemi sur le continent un traité dicté presque en vue de Vienne, un traité qui était apparu comme le prélude de la pacification générale. Leoben et Campo-Formio avaient fait pour sa réputation autant qu'Arcole et Rivoli. S'il revient aujourd'hui, c'est pour reprendre son œuvre indignement compromise, pour réparer les fautes et consolider les succès ; seul, il paraît capable d'achever la victoire, de la pousser à fond et de la porter à sa fin naturelle : la paix.

Or, le peuple se rend compte que la prolongation de la guerre est la source première des maux dont la recrudescence l'accable. C'est la guerre qui a suscité la loi des otages, l'impôt progressif ; c'est elle qui donne prétexte aux Jacobins pour relever leur hideux drapeau ; c'est elle qui encourage les complots et les soulèvements royalistes ; c'est elle, la maudite, qui multiplie les levées, qui prend

au paysan son cheval et son fils, qui jette aux bois, aux montagnes, ces milliers de réfractaires dont les bandes s'unissent aux brigands pour tourmenter la France. Depuis neuf ans, la crise extérieure complique affreusement la Révolution ; elle en a augmenté les malheurs et aggravé les forfaits. Aux yeux du peuple, le moyen de finir la Révolution est de finir la guerre. Bonaparte semble l'homme de cette tâche ; le bienfait qu'il ne donnera jamais aux Français, ils l'attendent de lui très promptement·; l'éternel guerroyeur qu'il sera, on l'acclame, suivant l'expression d'un journal, comme « le précurseur de la paix ».

Sans doute, les partis voient surgir leur arbitre ; pour eux, Bonaparte, c'est l'imprévu dominateur qui se lève ; d'après le facteur nouveau et surprenant qui entre en scène, toutes leurs combinaisons sont à refaire ; les politiciens s'agitent affolés sous le coup qui frappe en plein dans leur basse fourmilière. Pour la masse du peuple, la question intérieure reste au second plan, sa solution dépendant de celle qui sera donnée à l'autre et que Bonaparte l'Italique, Bonaparte l'Egyptiaque, va imposer glorieuse et grande. Jourdan écrit très justement : « Les personnes éclairées prévoyaient qu'il ne tarderait pas à s'emparer du gouvernement » ; mais il écrit en même temps : « Le peuple ne voyait en lui qu'un général toujours victorieux destiné à rétablir l'honneur des armes de la République », destiné ensuite à lui faire goûter un victorieux repos. C'est pour cela qu'on applaudit plus à son retour en vendémiaire qu'on n'applaudira en brumaire à son rapt du pouvoir ; la nation lui défère moins le pouvoir que

le commandement, sauf à souffrir ensuite que l'autorité civile devienne un simple attribut de l'épée. Qu'il soit avant tout l'épée tournée contre l'étranger, protectrice, tutélaire, infaillible, à l'abri de laquelle on pourra enfin ne plus craindre et revivre, c'est à quoi tend l'immense ovation plébiscitaire.

Si les paysans des Basses-Alpes, à flots pressés, l'escortent pendant la nuit avec des torches, pour le préserver des brigands ; si les villes illuminent sur son passage ; si Lyon, dès qu'il paraît, se lève dans un transport de joie ; si le peuple danse dans les rues, déroule des rondes folles, assiège de cris et de *vivats* l'hôtel où il est descendu ;s'il faut, en son honneur improviser au théâtre des Célestins une pièce de circonstance, où les acteurs lisent ou bredouillent leur rôle, n'ayant pas eu le temps de l'apprendre ; si plus loin la foule roule en torrent autour de sa voiture et semble la porter ; s'il suffit de son approche pour que dix lieues à l'avance les villes, les villages, les maisons isolées, les relais de poste se pavoisent, pour que les citadins, les paysans arborent les couleurs nationales et prolongent sur les deux côtés de la route une bordure tricolore ;si ces populations du Midi et du Sud-Est se serrent éperdument contre lui, c'est qu'elles voient dans sa présence leur sauvegarde contre l'étranger posté tout près d'elle, derrière les montagnes, se disposant à franchir les cols et à déborder des Alpes, accompagné de proscriptions et de représailles. A Fréjus, quand les habitants ont accosté son bâtiment et grimpé à bord, ils ont répondu à ceux qui leur opposaient les prescriptions sanitaires, le danger de la contagion : « Nous aimons mieux la peste que les Autrichiens. » Sans doute, ce

peuple n'ignore pas que pour écarter définitivement l'ennemi et conquérir la paix, il faudra fournir un suprême effort, mais on le donnera de bon cœur, puisque Bonaparte est là pour commander. Le tempérament national semble avoir subitement repris son nerf ; à Nevers, un bataillon de conscrits recrutés pour la cavalerie refusait de partir, n'ayant point de chevaux ; on leur dit que Bonaparte est en France ; ils demandent à partir tout de suite, sans chevaux, tels qu'ils se trouvent ; ce sont d'autres Français. A Fontainebleau, des officiers naguère mous et découragés n'ont plus qu'une idée, faire reprendre à leur troupe tenue martiale et bel aspect, pour la lui présenter : « Nos officiers en devenaient fous parce que le chef de bataillon le connaissait. » Tel reparaît le ressort caché de ce peuple et telle est la vertu stimulante de cet homme. Qu'il rassemble toutes ces bonnes volontés, qu'il s'élance à leur tête en Italie, en Allemagne ou ailleurs, pour asséner le coup final, voilà ce qu'on attend de lui d'abord ; après, il fera ce qu'il voudra de la France. Dans le Midi, un orateur de club l'a harangué en ces termes : « Allez, général, allez battre et chasser l'ennemi, et après nous vous ferons roi. »

Cette parole, contre laquelle Bonaparte proteste avec une pudique indignation, demeure d'ailleurs sans écho. L'opinion commune est qu'il va vaincre au profit de la République et la revivifier. L'effet de son retour est même de ramener beaucoup de Français à ce régime, en leur persuadant que la République, triomphant au dehors par la main d'un grand homme, pourra s'assagir et se fixer au dedans, procurer enfin le soulagement des peuples

et tenir ses promesses. A ces gens qui ont cru naguère à la Révolution, qui ont été déçus par elle, qui souffrent cruellement de ses sévices, qui l'exècrent dans ses représentants actuels, il semble un instant que l'ancien idéal, obscurci, voilé, souillé, se découvre à nouveau et resplendisse, s'incarnant en un homme. Parmi les contre-révolutionnaires, il en est qui s'imaginent, dans leurs illusions incorrigibles, que Bonaparte va travailler au profit de leurs princes ; les plus perspicaces comprennent qu'un grand obstacle se dresse en travers de leur chemin ; ils disent : « Nous voilà pour longtemps en République », et ils pressentent l'homme qui va réconcilier la France avec la Révolution.

Les plus contents se trouvent parmi les républicains convaincus, sincères ; ils n'ont pas encore appris à séparer Bonaparte de la République tels qu'ils la conçoivent, saine, virile et fière. Le transport de joie auquel Baudin a succombé reste commun à bien d'autres. Aux Cinq-Cents même, les députés des deux partis, modérés et jacobins, tous révolutionnaires, ont cédé d'abord à l'ivresse générale ; le 30 vendémiaire, ils éliront Lucien pour président. Tous les rapports constatent la renaissance de l'esprit public, c'est-à-dire, en langage officiel de l'époque, un renouveau de foi en la Révolution et en ses destinées. Au théâtre, les airs patriotiques sont maintenant applaudis et redemandés.

Les armées n'interprètent pas le retour autrement que les républicains civils ; c'est pourquoi elles exultent. L'armée d'Italie apprend la nouvelle aux ennemis par des hourras, des acclamations prolon-

gées, s'élevant de nos cantonnements. A l'armée d'Helvétie, sur le Rhin à sa naissance, un dialogue significatif s'engage d'une rive à l'autre entre une sentinelle française et une sentinelle autrichienne. — *L'Autrichien :* « Eh bien, Français, votre roi est donc arrivé ? — *Le Français :* Nous n'en avons point et n'en voulons. — *L'Autrichien :* Mais Bonaparte n'est-il pas votre roi ? — *Le Français :* Non, il est notre général. — *L'Autrichien :* Eh bien, vous le verrez roi. Il sera tout de même un brave homme, s'il nous donne la paix ». — Arbitre pacificateur entre les nations autant qu'irrésistible chef de guerre, c'est sous ces traits qu'il apparaît partout aux peuples et ressuscite en eux l'espérance.

Il semble que les victoires de Masséna et de Brune, en rendant sa venue moins nécessaire à la patrie, eussent dû en atténuer l'effet ; elles l'ont augmenté au contraire, car elles ont secoué la torpeur générale ; elles ont relevé progressivement les cœurs ; elles ont refait aux Français une âme vibrante, frémissante, disposée à recevoir le choc décisif. Elles sont venues, ces victoires avant-courières, pour dissiper la brume qui s'appesantissait sur la France ; elles ont mis au ciel une lueur d'aurore, et voici que l'astre lui-même se lève, surgit des flots, versant la vie, rallumant les ferveurs d'autrefois. L'accueil sans exemple que reçoit Bonaparte n'est pas l'acte d'une nation qui s'abat consciemment aux pieds d'un maître, pour s'absorber et s'anéantir en lui. On doit y voir plutôt un réveil de zèle révolutionnaire et de patriotisme, les deux passions se confondant depuis dix ans dans l'âme du peuple, périclitant et se ranimant ensemble. La France patriote

et révolutionnaire ne réclamait pas un maître ; elle n'avait que de bas tyrans, elle voit s'élever un chef. Pour le peuple, cet homme qui passe, c'est le génie et la fortune de la Révolution qui reviennent ; c'est plus encore : c'est le gage et le symbole de la résurrection nationale.

CHAPITRE VI

BONAPARTE A PARIS

I

BONAPARTE revenait avec l'intention d'en finir avec le Directoire et de s'approprier l'Etat. Après avoir observé l'ivresse populaire et entendu l'appel des masses, il jugea inutile de prolonger l'expérience et poussa droit au centre. Au sortir de Lyon, se détournant vers le Bourbonnais et coupant au plus court, il fila sur Paris comme une flèche. Joséphine partie à sa rencontre, sachant tout ce qu'elle avait à se reprocher et tremblant de l'entrevue, mais aimant mieux aller au devant de l'orage que de l'attendre, cherchait le général sur la route de Dijon et s'en fut inutilement jusqu'à Lyon ; Joseph et Lucien, mieux avisés ou mieux informés, le rejoignirent en chemin et l'entreprirent, sans ralentir sa course. Le 24 vendémiaire-16 octobre au matin, trois jours après l'annonce de son débarquement, sans bruit, sans escorte, il se glissait à Paris et rentrait rue Chantereine, dénommée depuis deux ans à cause de lui rue de la Victoire. Il y arrivait dénué de tout ; ses effets, ses bagages, qui à partir de Fréjus l'avaient suivi à quelque distance, avaient été pillés aux environs d'Aix par une troupe de brigands.

Il retrouva la maison où il avait abrité après la campagne d'Italie sa gloire errante, dans un quartier neuf et tranquille, à peine bâti, égayé de verdures : le petit hôtel possédé naguère par Julie Talma, entre cour et jardin ; la première pièce en forme de demi-rotonde, le salon à peintures pompéiennes, le cabinet donnant sur le jardin, un jardin assez beau, où les arbres se dépouillaient, où la pâleur des vases antiques se détachait sur la rouille des feuillages. Il revit l'appartement conjugal, son mobilier d'un goût extravagant et héroïque, les tambours faisant tabourets, le lit en forme de tente, le dossier des sièges s'arrondissant en arc guerrier, flanqué de carquois, et partout des recherches et des bizarreries d'ameublement, un luxe quelque peu frelaté, un pêle-mêle d'objets d'art et de futilités, rappelant Joséphine et portant sa marque.

Mais avait-il encore une femme ? Elle le cherchait sur les grandes routes, pour tâcher de se disculper. Sa famille, à lui, s'était éparpillée, au devant de sa fortune ; Lucien et Joseph, après avoir tenté de l'accaparer, revenaient d'un train moins rapide ; Louis, — le préféré, — qui s'était joint aux deux autres, était tombé malade à Autun et restait en détresse. Pauline accourait de la campagne avec Leclerc, Jérôme était en pension, Caroline chez Mme Campan avec Hortense, Elisa à Marseille. Dans ce grand Paris plein de lui, où chercher la tiédeur du foyer ? De tous les siens, il ne trouva d'abord que la femme rigide qui avait appris à se défier de la destinée et qui assisterait impassible à l'épique aventure ; il trouva sa mère.

Paris apprit son arrivée le lendemain par les jour-

naux. « Il est descendu chez lui rue de la Victoire, où il a trouvé sa mère, qui n'a que quarante-sept ans. Il avait avec lui Berthier, Monge et Berthollet ; il était extrêmement fatigué. » Il se reposa tout le jour et le soir se rendit un instant au Luxembourg, chez Gohier, président du Directoire. Le lendemain, très correctement, il s'en fut faire au Directoire en corps sa visite officielle.

Le Directoire lui avait envoyé l'avis de revenir avec son armée, avis qui l'avait rejoint en Provence ; il ne l'avait nullement autorisé à revenir seul, sans armée, par fugue subite et évasion. La façon dont il avait esquivé la quarantaine augmentait l'irrégularité de son cas. En le faisant arrêter et juger, le gouvernement n'eût point excédé son droit. Des républicains ombrageux, qui flairaient l'usurpateur, des collègues jaloux, des ennemis personnels préconisaient ce parti ; qui eût osé le prendre ? Aux yeux du public, cette mesure légale eût semblé sacrilège ; le peuple n'eût pas admis qu'on touchât à l'épée de la République et plaçait déjà Bonaparte au-dessus des lois. Le Directoire se résigna de bonne grâce à enregistrer l'absolution nationale.

Il se mit en séance publique pour recevoir l'arrivant. Une foule de citoyens et de soldats, prévenus de son approche, envahirent les cours et les salles. Il parut dans un costume très singulier, moitié civil, moitié militaire et quelque peu oriental : « chapeau rond », c'est-à-dire chapeau de feutre en forme de tube, redingote verdâtre avec cimeterre turc, attaché à la ceinture par des cordelettes de soie. A sa vue, la garde prit les armes ; de vieux soldats pleuraient ; il en reconnut plusieurs et leur serra la

main. Le président Gohier lui donna l'accolade au nom de ses collègues et lui souhaita la bienvenue avec une emphase un peu troublée ; Bonaparte déclara qu'il ne tirerait jamais l'épée que pour la défense de la République et de son gouvernement. Il sortit accompagné d'une foule immense qui se pressait pour l'apercevoir. Pourtant ce favori de la gloire, cet homme qu'environnait une auréole de noms fameux et qui semblait s'avancer dans un vol de victoires, cet homme était malheureux ; une souffrance aiguë lui torturait le cœur.

Il avait aimé Joséphine d'un amour ardent et éperdu, qui avait éveillé naguère toutes les sensibilités et exalté toutes les puissances de son âme. Il était parti pour l'Egypte amoureux encore et jaloux ; pendant l'expédition, les désordres de Joséphine, les scandales du présent s'ajoutant aux tares du passé, avaient retenti jusqu'en Egypte, meurtri cruellement Bonaparte au milieu de ses triomphes et de ses épreuves. Les Anglais avaient intercepté des lettres où il s'épanchait, publié partiellement ces lettres ; l'infortune était patente. Bonaparte n'ignorait rien quand il avait touché la côte provençale. De plus, Joseph et Lucien, lors de l'entrevue qu'ils s'étaient ménagée, avaient insisté sur des faits déjà criants, étalé des preuves, plaidé la nécessité du divorce ; ils avaient torturé leur frère pour éloigner une influence rivale. Et il était arrivé à Paris plein de colère et de douleur, le cœur misérable, presque décidé à repousser Joséphine lorsqu'elle reviendrait, à la répudier et à la chasser.

Elle revint ; on sait la scène qui suivit : la porte du général obstinément fermée, elle pleurant, gémis-

sant, implorant, s'affaissant en attitudes brisées et repentantes ; Eugène et Hortense montant et tâchant d'intercéder pour leur mère ; la porte toujours fermée, la crise se prolongeant pendant des heures ; enfin la porte brusquement ouverte, la réconciliation, le pardon, Bonaparte aimait encore ; il n'avait pas réussi à écarter de lui l'obsession des souvenirs, l'image des félicités connues et regrettées, Joséphine enfin, sa grâce de fine créole, la mutinerie de son sourire, la cadence de ses mouvements, l'harmonie de ses gestes, tout ce qui en cette femme lui avait donné ravissement des sens et plaisir d'artiste. « Elle était pleine de grâce, a-t-il dit, pour se mettre au lit, pour s'habiller. J'aurais voulu qu'un Albane la vît alors pour la dessiner. »

Il avait aussi réfléchi et calculé, craint un scandale privé à la veille du jour où il allait monter en acteur décisif sur la scène politique. Enfin, Joséphine lui serait utile ; par sa naissance et ses relations, elle touchait à des milieux où lui-même n'avait point accès ; elle pourrait créer autour de lui une atmosphère de charme et de sympathie, favoriser la grande entreprise de ralliement qui entrait déjà dans ses desseins. Cédant à cette complexité de passions et de mobiles, après d'âpres combats contre lui-même, il avait pris son parti comme il savait le faire, c'est-à-dire irrévocablement et grandement, prononcé l'abolition du passé et décidé d'oublier. Ce fut comme une nouvelle union ; il refit de Joséphine la compagne de sa chair, la douceur de son foyer, son habitude, son affection fondamentale ; il en fit également son associée.

Il fut dès lors tout à la politique et à l'ambition.

Il n'eut pas à rechercher les concours ; les espoirs les plus divers se précipitaient vers lui, toutes les ambitions semblaient se fondre en la sienne. Sa maison était assiégée de visiteurs. Civils et militaires, députés, fonctionnaires, savants, journalistes, fournisseurs, hauts intrigants et bas faiseurs, manieurs d'hommes et tripoteurs d'argent, ceux qui voyaient s'élever le salut de la France et ceux qui flairaient une énorme affaire, tous se présentaient. Talleyrand, Rœderer, Regnauld de Saint-Jean-d'Angely, furent parmi les premiers reçus. Peu à peu Maret l'ancien constituant, l'amiral Bruix, Boulay de la Meurthe, Réal, s'agrégèrent. Ils vinrent en conseillers et en tentateurs. « Vous croyez donc que la chose est possible ? dit Bonaparte . — Elle est aux trois quarts faite. » Il eut ainsi un conseil intime et ne chercha point à se faire un parti ; c'était sa force que de n'en pas avoir ; il serait l'homme de la France et non l'homme d'une faction.

Lucien et Joseph étaient revenus, s'efforçaient de l'attirer dans la combinaison toute formée. Fouché parut ; ce ministre de la police connaissait le chemin de la maison, ayant travaillé pendant la campagne d'Egypte à s'assurer de familiers accès auprès de Joséphine dans l'espoir d'en tirer des nouvelles ; il la tenait vraisemblablement par l'argent, prélevant sur les fonds de la police de quoi pourvoir aux besoins de l'effrénée gaspilleuse. Il vit, observa, étudia Bonaparte et reconnut en lui l'homme le plus propre à créer aux révolutionnaires, un avenir. Il favoriserait l'incubation de l'entreprise consulaire, sans qu'il dût — on verra pourquoi — participer à l'éclosion. Trois Directeurs sur cinq,

Barras, Gohier, Moulin, s'étaient mis tout de suite en rapports assidus avec Bonaparte et semblaient transférer chez lui le gouvernement.

Les officiers de la place, les adjudants de la garde nationale, chefs de quartier dont beaucoup avaient été placés par Bonaparte alors qu'il commandait l'armée de l'intérieur, demandaient à lui rendre leurs devoirs. En outre, Paris regorgeait d'officiers de toutes les armées, accourus sans permission à la faveur du désordre général ; désœuvrés, besogneux, aspirant à l'aventure fructueuse ; ils l'attendaient de Bonaparte et venaient instinctivement à l'ordre. Ce général sans armée, sans commandement, placé sous le point de vue légal dans une situation incorrecte et fausse, n'en apparaissait pas moins chef universellement reconnu, chef de fait et virtuellement généralissime ; pour sa famille, pour ses amis, pour le public, c'était « le général », le seul, l'unique ; il n'y en avait plus d'autre.

Il se gardait pourtant de transformer sa maison en centre militaire ou politique, repoussait les visites collectives, les hommages publics. Les officiers de la garnison s'étant rendus chez lui en corps, le commandant de place à leur tête, ne furent pas reçus. En dehors des intimes, les visiteurs qui parvenaient jusqu'à lui le trouvaient très simple, se montrant volontiers en négligé quasi bourgeois, « capote grise et casquette », faisant le guerrier au repos, l'homme d'intérieur et de famille. Lui parlait-on de la chose publique, il ne répondait pas d'abord, se laissait provoquer, se faisait désirer, attendait les propositions, recueillait les doléances, afin de pouvoir dire, lorsqu'il lèverait

son épée, qu'il obéissait à l'universelle pression.

Il plaignait les militaires de vivre sous un gouvernement qui n'entendait rien aux choses du métier et qui se souciait peu de récompenser les services rendus à la patrie. Lorsqu'il avait affaire aux politiciens, il jouissait de leurs basses rivalités, de leurs mesquineries et de leurs traîtrises, toutes matières exploitables ; il saurait dépasser leurs astuces, fourbe supérieur. Chez chaque interlocuteur, il excellait à découvrir la passion maîtresse, haute ou basse, bonne ou mauvaise, la corde à toucher, et par elle prenait l'homme tout entier. D'un mot jeté dans la conversation, il liait le visiteur, l'engageait pour l'avenir, et puis très poliment le reconduisait. Devant la maison, des groupes de gens divers stationnaient, guettant ses sorties et espérant le voir ; quelques Jacobins grinchus se mêlaient parfois à ces curieux, protestaient contre cet hommage rendu à un homme et ce culte idolâtre ; les autres les mettaient rudement à la raison, et des rixes s'ensuivaient.

Il sortait peu, se bornant à quelques démarches convenables ou touchantes. On sut qu'il s'était inscrit à la place, considérée comme le domicile commun de tous les officiers de la garnison, et qu'il était allé aux Invalides visiter les vieux soldats mutilés, revoir d'humbles compagnons de gloire. Il évitait de se montrer dans les endroits publics et les théâtres. Le 1er Brumaire, le théâtre Favart donnant la pièce d'*Ariodant*, le bruit se répandit que le général était dans la salle, caché au fond d'une loge grillée ; un afflux de spectateurs, poussant des accla-

mations, se porta du côté où on le soupçonnait ; il avait déjà disparu. Il cherchait moins à satisfaire qu'à surexciter la curiosité publique, à énerver Paris, à le mettre dans une fièvre d'impatience et d'attente.

Les personnes qui l'avaient aperçu étaient interrogées curieusement ; Paris s'intéressait aux changements survenus dans son physique. « Il a adopté les cheveux courts et sans poudre », répétaient tous les journaux. On se disputait ses compagnons de retour, Lannes blessé et marchant sur des béquilles, Murat qui avait reçu un coup de pistolet dans la mâchoire, tous hâlés, basanés, desséchés, à l'air d'Africains. A lui, on retrouvait la peau plus brune encore qu'à son départ, le fond du teint toujours brouillé et verdâtre, les yeux caves, les joues creuses, la poitrine rentrée, l'air chétif. De fait, il était assez mal portant ; le brusque changement de climat, les premières froidures, l'humidité de l'automne parisien l'éprouvaient. Mais son âme de feu le soutenait et, perçant à travers la grêle enveloppe, mettait autour de lui une splendeur. Une flamme brillait dans ses yeux et parfois les faisait luire d'un insoutenable éclat. Parfois aussi son regard devenait rêveur, profond, mélancolique, le regard de l'homme marqué par la fatalité et prédestiné à l'extraordinaire. Tout en lui attirait l'attention et le distinguait. Il était glorieux et étrange ; sa peau brûlée par le soleil et tannée par le vent de mer, son accent corse, les bizarreries de son accoutrement, ce cimeterre pendant à sa ceinture, jusqu'à l'orthographe encore mal précisée de son nom que les uns écrivaient *Buonaparte* ou *Buona-Parté* et les autres Bonaparte, lui don-

naient quelque chose d'exotique, et derrière sa maigre silhouette on croyait voir tout un horizon de lumineux pays conquis, de rouges escadrons renversés, d'ennemis fuyants et de villes prises, de victoires remportées très loin, sous des cieux ardents.

II

Tandis que les partis tournaient autour de lui et tâchaient de le circonvenir, il cherchait à se reconnaître dans ce monde politique où il était brusquement tombé et où il se sentait un peu dépaysé. La plupart des événements survenus depuis son départ lui étaient mal connus ; c'était l'histoire de France depuis dix-huit mois qu'il lui fallait apprendre. Surtout, il étudiait l'opinion, l'état des partis. Il s'était fait abonner à tous les journaux de Paris : « Ce serait une terrible tâche, disait l'un d'eux, s'il se condamnait à les lire tous. »

Depuis les dernières victoires, le vent soufflait moins aux mesures violentes, et il est certain qu'à ce moment précis, malgré l'attente universelle soulevée par Bonaparte, malgré la persuasion où l'on était que, lui présent, une modification allait s'opérer, le sentiment public n'appelait pas un coup de force.

On avait trop vu de ces interventions brutales, trop vu de ces *journées* soi-disant sauveuses et qui n'avaient fait que rejeter la France à de pires cala-

mités, pour qu'on ne craignît pas d'être encore une fois sauvé de cette façon. Les campagnes de Masséna et de Brune venaient de préserver la France des atteintes de l'étranger ; le retour d'Egypte, en lui rendant Bonaparte, consacrait son invincibilité au dehors et semblait lui offrir l'occasion de se modérer enfin à l'intérieur, de se régulariser et de s'asseoir. Pour arriverà ce résultat était-il nécessaire de passer par une nouvelle secousse ? Est-ce que le gouvernement actuel, agissant sous l'égide et peut-être sous la haute inspiration de Bonaparte, ne pourrait se débarrasser de personnages par trop odieux, rompre avec l'arbitraire et les mesures d'exclusion, reprendre par suite un peu de consistance et de popularité ? La constitution était moins discréditée qu'on ne l'a dit ; un assez grand nombre d'esprits estimaient que mieux appliquée, dégagée des lois d'exception qui l'avaient voilée et faussée, elle finirait par assurer aux Français, l'ordre, la paix, les bienfaits de la Révolution. Mais les gens mieux informés, ceux qui étaient admis à observer de plus près l'intérieur du gouvernement, à constater l'usure profonde et la dislocation de la machine, croyaien toujours à la nécessité d'une réforme organique et d'une révision constitutionnelle.

Ceux-là même ne désiraient nullement un pouvoir à poigne, précisément parce qu'ils en avaient trop vu. Depuis ses débuts, la Révolution avait contredit ses principes par ses actes ; elle n'avait présenté qu'une série de despotismes. Les pouvoirs issus d'elle successivement avaient fait passer sur la France une domination scélérate ou incohérente, toujours précaire ; ils avaient tyrannisé sans gouverner. On

désirait un gouvernement, c'est-à-dire une autorité qui fût assez forte pour pouvoir être modérée, un régime à la fois libérateur et reconstituant, capable d'assurer aux Français la sécurité des personnes, celle des biens, et aussi ces garanties proclamées en principe, sans cesse promises et perpétuellement ajournées.

L'instinct génial de Bonaparte lui fit démêler cette disposition des hommes réfléchis et pensants, qui correspondait à l'obscur sentiment des masses, et la traduire en actes. Il recueillit dans l'air l'idée ambiante, l'idée régénératrice et féconde, et se proposa de la constituer réalité ; c'est en cela que, pendant la première et la plus belle partie de son Consulat, il innoverait et fonderait réellement ; en politique, les grands créateurs ne sont pas ceux qui conçoivent, ce sont ceux qui exécutent.

Bonaparte reconnaissait la nécessité d'arriver au pouvoir par un parti, mais le projet d'élever ensuite un gouvernement en dehors et au-dessus des partis, un gouvernement impartial et tolérant, qui ferait appel aux bonnes volontés et aux concours sans distinction d'origine, qui rassemblerait et unifierait moralement la nation, qui referait une France riche de tous ses trésors et forte de tous ses enfants, la France en un mot, toute la France, s'instituait dans sa pensée. Pour atteindre ce résultat, une dernière révolution lui paraissait indispensable ; seulement, arrivé au lendemain et non au milieu d'une crise, il comprenait que les circonstances ne l'appelaient pas d'elles-mêmes à trancher dans le vif ; se rendant compte à quel point le public était dégoûté des violences, il rêvait une révolution en

douceur et qui s'opérerait presque d'elle-même, par triomphe de l'opinion s'imposant aux partis. Il conviendrait que les troupes, appelées à coopérer au mouvement, n'agissent qu'à la dernière extrémité et sur réquisition des autorités civiles, que l'illégalité se fît insidieuse et voilée, que la transition entre le régime à détruire et le régime à fonder fût d'abord à peine sensible, se révélant ensuite par l'autorité de ses bienfaits.

III

Sa première pensée fut de se faire nommer membre du Directoire, quitte ensuite à dominer et à dissoudre ce faible corps ; il lui serait plus facile de frapper le coup après s'être situé à l'intérieur du gouvernement que d'avoir à opérer de l'extérieur. Parmi les cinq Directeurs, il s'en trouverait bien un pour céder sa place à l'homme désigné par la clameur de tout un peuple. Dans ce cas, la légalité n'eût reçu qu'une très légère atteinte ; la constitution exigeait l'âge de quarante ans pour être Directeur, et Bonaparte en avait trente.

Le désir de s'assurer dès à présent une autorité moins partagée, peut-être les scrupules constitutionnels de Gohier et de Moulin, firent abandonner ce projet, et Bonaparte résolut de s'établir d'autorité dans le gouvernement, en réduisant toutefois la violence et l'effraction au *minimum* possible. Il semblait que cette disposition dût le porter à traiter

tout de suite avec ceux des Directeurs et des députés qui, depuis cinq mois, méditaient un coup d'Etat réorganisateur et en disposaient les éléments. Ces personnages déjà introduits dans la place avaient écarté les obstacles, éloigné des compétiteurs dangereux, travaillé la haute assemblée, empêché l'autre Conseil de prendre des mesures de défense et de salut, détruit à Paris tout centre de résistance ; ils tenaient prêt, au moins pour les premières heures, un personnel de gouvernement. L'homme propre à opérer le dénouement leur avait manqué jusqu'alors ; cet homme apparaissant, ils consentiraient sans doute à lui faire cession et transport des moyens par eux rassemblés, à condition de rester dans l'affaire et d'en partager les bénéfices. Quelques-uns étaient venus spontanément à Bonaparte, mais la plupart se réglaient sur Sieyès et s'en rapportaient en tout à ses consultations ; c'était avec leur patron qu'il paraissait indispensable de s'entendre. Lucien ne demandait qu'à servir de trait d'union. Les journaux du parti préconisaient l'accord ; dès le débarquement en Provence, ils avaient publié des notes tendancieuses : « Fréjus, où est abordé Buonaparte, est aussi la ville natale de Sieyès ; heureux préjugé des opinions qu'il aura en arrivant à Paris . » Ces journaux laissaient apercevoir en perspective un duumvirat qui présiderait aux destins de la République régénérée, un sauveur en deux personnes.

Bonaparte pourtant hésitait. Faut-il croire que l'obstacle à l'accord se rencontrait uniquement chez lui dans une antipathie personnelle pour Sieyès ? Esprit tout de clarté et de lumière, il ne pouvait

aimer l'homme qui s'enveloppait d'un nuage. Il l'avait vu avant et après la campagne d'Italie, et le dogmatisme du pontife constituant, son ton sibyllin, son pédantisme autoritaire, lui avaient paru la marque d'un esprit purement spéculatif et peu maniable ; mais s'arrêtait-il à de premières impressions, quand son intérêt et son ambition lui commandaient de passer outre ?

D'autres raisons sans doute le retenaient. Pour s'emparer de la République, il lui fallait s'identifier à elle, s'identifier à la grandeur et à la fierté nationales, par conséquent ne laisser planer aucun doute sur sa sincérité républicaine et son brûlant patriotisme. Or, toute une partie des propos qu'il entendait dénonçaient Sieyès comme orléaniste sournois et patriote suspect, mêlé à de louches tractations avec l'étranger. Parmi les premiers donneurs d'avis accourus rue Chantereine, il s'en était trouvé tout de suite pour déclarer Sieyès de contact compromettant, pour le montrer en exécration non seulement aux Jacobins, mais à tous les républicains exaltés, aux purs, avec lesquels il fallait compter. Dans le conseil de Bonaparte, deux partis se dessinaient déjà, dont la lutte se prolongerait sous le gouvernement consulaire, une droite et une gauche, et la dissidence d'opinion s'accusait sur cette question : le général devait-il, pour commencer son mouvement, s'appuyer sur la droite ou sur la gauche des républicains ? Haïssant les Jacobins et sentant l'impossibilité de gouverner avec eux, Bonaparte ne méconnaissait pas pourtant que ce parti excellait aux besognes de vigueur et s'entendait mieux qu'aucun autre à « culbuter » un régime.

Par tous ces motifs, il se plaça d'abord vis-à-vis de Sieyès sur une réserve extrême. De son côté, Sieyès s'estimait à trop haut prix pour s'offrir d'emblée. Loin de courir rue Chantereine à l'exemple de trois de ses collègues, il se montrait dégoûté de cette platitude et jugeait que la première visite lui était due ; Bonaparte ne la lui fit point. Sieyès très susceptible, tenant beaucoup aux égards, s'offusqua de cette irrévérence envers l'un des chefs de l'Etat ; à Cambacérès qui avait reçu la visite du général, il disait d'un ton aigre : « Bonaparte vous a traité mieux que moi ; je ne l'ai vu que dans le cabinet du gouvernement. » Au lieu de prévenir les avances, il les attendait, et Roger Ducos, pour ne pas faire autrement que lui, s'immobilisait également. Pendant trois jours, trois longs jours, les 27, 28 et 29 vendémiaire, les gens intéressés au rapprochement furent très inquiets, remarquant des deux côtés une égale résistance à faire le premier pas ; le bruit de cette querelle d'étiquette en plein régime républicain parvenait aux oreilles du public.

En attendant, Bonaparte voyait Barras. Puisqu'il lui fallait un point d'appui dans le gouvernement, prendrait-il celui-là ? Si Rœderer l'en détournait, Fouché l'y poussait beaucoup et Joséphine tirait certainement du même côté, tout au moins par secrètes accointances avec Fouché et par horreur de ses beaux-frères, unis à Sieyès. Si Barras était choisi, il serait plus difficile de rallier autour de la combinaison tous les républicains organisateurs, car la réputation du personnage, sa versatilité, ses habitudes de traîtrise, son dégoûtant entourage, éloigneraient beaucoup de ces hommes d'esprit posé

et de tenue correcte. Sieyès avait derrière lui un parti ; Barras n'avait qu'une cour, et quelle cour ! Par contre, il offrait sur Sieyès l'avantage de s'être rendu moins odieux aux Jacobins et aux républicains extrêmes, avec lesquels il fallait compter. Puis, il y avait entre lui et Bonaparte trop de passé pour qu'il ne subsistât point dans leurs rapports, à défaut d'amitié, une familiarité qui faciliterait les épanchements et abrégerait les préliminaires. Ils se tutoyaient ; Bonaparte avait repris l'habitude d'aller sans façon le soir au Luxembourg chez le fastueux Directeur ; celui-ci prétend même dans ses Mémoires que Bonaparte l'avait mis au courant de ses chagrins domestiques, entretenu de Joséphine et consulté sur le parti à prendre ; Barras l'aurait détourné du divorce en lui faisant observer que la chose n'était point entrée dans les usages du beau monde et ne se faisait pas entre personnes de « la première société ». Il est tout au moins certain qu'une intimité préexistante semblait favoriser entre eux un rapprochement politique.

Aux avantages que le Prétendant lui offrait, Barras continuait à préférer un poste éminent dans une république consolidée et paisible. Il ne demandait pas mieux que d'aider à une refonte brusque des institutions, admettait une sorte de république à l'américaine, avec un président, mais sa vanité refusait d'abandonner à Bonaparte le premier rang et de lui céder le pas. Il ne pouvait se faire à l'idée que ce petit homme qu'il avait connu obscur et minable, auquel il avait mis le pied à l'étrier, voulût aujourd'hui, invoquant les droits du génie, le primer dans le gouvernement de la France. Son

désir était, après le coup fait, de reléguer Bonaparte dans le commandement des armées et de ne lui laisser ouverte que la carrière de la gloire, en se réservant à soi-même les commodités et les profits de la plus haute situation civile.

Bonaparte ne tarda pas à démêler ces dispositions, qui ne concordaient nullement avec les siennes. Puis, à mesure qu'il s'éclairait davantage sur l'état des esprits, il comprenait mieux à quel point Barras était décrié, perdu, « coulé » dans l'opinion ; il aspirait à briser avec l'homme en qui se personnifiait toute la corruption d'un régime et à se dégager de cette pourriture. Au contraire, il reconnaissait autour de Sieyès les membres les moins discrédités du personnel gouvernant, des hommes manquant pour la plupart d'énergie dans les heures de crise, mais capables de bien servir le lendemain, désireux de recréer l'Etat pour y loger plus sûrement leur fortune et y mieux déployer leurs talents, et il sentait que là était après tout la force reconstituante.

Il inclinait donc à voir Sieyès, quand un incident faillit tout brouiller et finalement avança les choses. Un aide de camp de Bonaparte, par ordre ou par méprise, se présente chez Sieyès pour lui annoncer que son chef viendrait le lendemain à telle heure. Sieyès était absent ; à son retour, instruit de la démarche et ne voulant pas marquer trop d'empressement à qui lui en avait montré si peu, il envoya son frère dire à Bonaparte que l'heure choisie pour le lendemain était celle du conseil. Devant cette façon de l'ajourner, Bonaparte eut un mouvement d'orgueilleuse rage, désavoua l'aide de camp, prétendit que celui-ci avait agi sans ordres : « Il ne

faisait de visite à personne, c'était à lui qu'on en devait... il était la gloire de la nation !» — Tout cela devant une foule nombreuse de militaires et d'autres personnes. » Mais Talleyrand, averti de cette déplorable sortie, courut chez le général et lui parla très sérieusement ; il lui reprocha sa folie et le conjura de la réparer sans retard. Il fit si merveilleusement l'entremetteur que le résultat de ses offices fut d'aboucher les deux puissances.

Bonaparte s'exécuta, laissant à Talleyrand, en sa qualité de diplomate, le soin de régler les démarches respectives et ce que nous appellerions aujourd'hui le protocole. Les journaux publièrent presque aussitôt les notes suivantes : « 2 brumaire : Bonaparte est allé faire une visite particulière aux Directeurs Sieyès et Roger Ducos ; 3 brumaire : les Directeurs Sieyès et Roger Ducos ont rendu à Bonaparte la visite particulière qu'ils en avaient reçue. »

Il paraît que la première entrevue aurait assez mal débuté. On raconta aussi que Bonaparte, changeant bientôt de ton, aurait pris en plaisantant la pique survenue et, avec une aisance gracieuse, l'eût comparée à la querelle de deux duchesses se disputant le tabouret. Quoi qu'il en soit, la glace fut rompue et l'on put causer. On convint que la France n'était ni gouvernée ni administrée, que la situation de la République appelait un changement constitutionnel. Bonaparte vanta son pouvoir, mais déploya en même temps toutes ses ressources de séduction. Sieyès s'offrit à le seconder franchement pourvu que le but poursuivi en commun fût seulement de sauver la patrie et de fonder la liberté. Sieyès

ajouta même qu'il tenait en réserve un plan d'action et qu'il pourrait le communiquer. On s'en tint là pour le moment, et l'on continua d'affecter en public une froideur marquée, tandis que des amis communs servaient de porte-paroles, Talleyrand avisant toujours aux convenances à ménager, aux précautions à prendre, et s'occupant de la forme, Rœderer se chargeant du fond.

Bonaparte traitait ainsi par ambassadeurs sans trop se prononcer lui-même, car durant ces premiers jours de brumaire il n'était pas entièrement fixé ; traitant avec Sieyès, il se réservait encore du côté de Barras, se demandant s'il le prendrait tout au moins pour l'un de ses associés ou le prendrait pour dupe. Auprès de lui, sans parler de Fouché, Réal insistait vivement pour qu'il ne rompît pas avec Barras, et cet ex-terroriste tenait le raisonnement suivant : Barras était un de ces hommes que l'on peut toujours avoir ; en s'assurant de lui en même temps que de Sieyès et de Ducos, en les maîtrisant tous les trois, Bonaparte disposerait d'une majorité certaine dans le Directoire et de toutes les ressources de l'Exécutif ; au lieu de faire intervenir une partie des Conseils, il pourrait se débarrasser à la fois des deux assemblées et les jeter dehors. Autrement, on ne ferait jamais que mauvaise besogne, car il faudrait, au lendemain du succès, se retrouver comme après Prairial en face des parlementaires avec lesquels on aurait opéré et retomber dans « la pétaudière ».

Mais un dernier incident acheva d'éclairer Bonaparte sur Barras et le dégoûta définiti-

vement du personnage. Un soir, le 7 ou le 8, il dînait au Luxembourg ; il n'y avait que deux autres invités, une espèce de majordome et le ci-devant duc de Lauraguais, qui amusait Barras par ses bouffonneries, le fou du roi. Après dîner, l'entretien se mit sur la politique et l'avenir. Barras essaya de faire luire aux yeux de Bonaparte la perspective de victoires nouvelles et d'une inépuisable moisson de lauriers à cueillir ; il faisait en même temps le dégoûté et le désintéressé, jouait la comédie de l'abnégation. Quand on en vint à la présidence future de la République et au choix d'un titulaire, comme il voulait écarter Bonaparte, comme il cherchait à se faire désigner lui-même et n'osait se proposer, il usa d'un subterfuge misérable et produisit un nom inadmissible, celui du général Hédouville. Bonaparte garda le silence, mais son regard se posa si méprisant sur Barras que celui-ci perdit contenance et bégaya d'inintelligibles explications. Le général sortit au bout d'un instant et s'en fut retrouver ses amis, auxquels il rapporta sans commentaires les propos de Barras. La sottise de ce grossier finasseur les confondit. « Ah ! la bête ! la bête ! » dit crûment son ami Réal.

Le parti de Bonaparte était pris ; il marcherait avec Sieyès et la fraction bien disposée des Conseils. D'après son propre récit, en quittant Barras et avant de rejoindre ses amis, il eût passé dans le salon de Sieyès qui recevait dans une autre partie du Luxembourg, et lui eût porté la parole d'alliance ; il la lui fit tout au moins pas-

ser. Sieyès sentit que l'instant de se montrer approchait, et le métaphysicien s'arma de résolution. Comme il voulait rester à la hauteur du général et marcher de pair avec lui, il n'hésiterait pas, malgré son passé ecclésiastique, à monter à cheval. Depuis quelque temps, il s'y préparait à tout hasard, ayant fait installer un manège au Luxembourg et prenant des leçons d'équitation.

Ce n'était point qu'il s'abusât totalement sur les intentions de Bonaparte et son tempérament d'autocrate. Par moments, il pressentait l'homme qui d'un coup de coude rejetterait loin derrière lui, après le succès, ses partenaires actuels. La verve dominatrice du général, la hardiesse et l'originalité de ses idées, l'arrogance d'ambition qui parfois se décelait en lui, étourdissaient un peu le froid Sieyès. Seulement, ce penseur subtil, très sensible aux qualités de l'esprit, restait en admiration devant la force de calcul qu'il voyait s'unir en Bonaparte à une volonté de trempe supérieure. Cela le changeait des autres généraux ; chez ceux-là, tout au plus eût-on trouvé une volonté emportée, se jetant droit devant elle comme un boulet de canon, quitte à manquer le but ou à se briser contre l'obstacle, et Sieyès savait combien l'armée, débordante d'héroïsme et de vertus guerrières, restait pauvre en cerveaux organisés pour la politique et les grandes combinaisons ; c'est le seul, disait-il en parlant de Bonaparte, « chez lequel la partie intellectuelle balance la volonté. » Un double raisonnement en somme primait tous les autres : puisque Bona-

parte était là, formidable de popularité, que pouvait-on faire sans lui ? S'il n'eût pas été là, on en eût très difficilement trouvé un autre capable de comprendre et d'assumer le rôle. « Il n'y avait que lui dont on pût se servir. »

Se tournant définitivement vers Sieyès, Bonaparte s'était résolu à éliminer Barras ; il ne traiterait plus avec lui que pour le tromper et aussi pour ne point paraître se l'aliéner. Si décrié qu'il fût, Barras restait un personnage de quelque ampleur ; depuis trois ans, il se maintenait en place au milieu du continuel changement des hommes et des choses ; c'était le seul point fixe qui apparût dans ce tourbillon ; cette stabilité relative lui avait valu auprès des fonctionnaires, auprès de certains agents civils et militaires, une manière de prestige ; à leurs yeux, il représentait plus que quiconque le *gouvernement*. Comme il était bon de faire coopérer ces hommes, la tactique adoptée fut de leur affirmer que Barras était dans l'affaire. Le plus merveilleux fut qu'on le lui fit croire à lui-même.

Il n'était pas très difficile d'ailleurs de garder le contact avec cet homme qui tâtait toutes les voies et tenait à se conserver la main dans toutes les intrigues. Dans la journée qui suivit la conversation du Luxembourg, d'après une double affirmation de Bonaparte, Barras torturé par le sentiment de sa maladresse serait arrivé rue Chantereine et eût fait éperdument de plates offres de service. Il prétend au contraire que Bonaparte vint lui renouveler les assurances de son tendre attachement. Au moins est-il certain que les communications se maintinrent

par personnes interposées ; Murat, Eugène, Talleyrand continuèrent de fréquenter le Luxembourg. Les deux premiers s'invitaient à déjeuner familièrement chez les aides de camp de Barras, portaient sa santé, proclamaient inséparables les intérêts et la cause de leurs maîtres respectifs. Talleyrand dissertait élégamment sur les nouvelles institutions à donner au pays et sur la meilleure des républiques. Rœderer et Réal feignaient de se donner rendez-vous, pour nouer leurs intelligences, dans le salon de Barras ; comment se fût-il défié de gens qui venaient conspirer chez lui ! En tout, on manœuvra « de façon à convaincre ce Directeur qu'il serait prévenu au cas que Bonaparte cédât aux importunités dont il était accablé » et risquât l'aventure.

Ce jeu réussit d'autant mieux que Barras ne supposait point qu'en matière d'opérations violentes on pût se passer de sa compétence ; qui savait mieux que lui emporter le succès d'une journée ? Point de bon coup d'Etat sans l'homme de Thermidor, de Vendémiaire et de Fructidor. Aussi devait-il rester « dans une pleine sécurité jusqu'au dénouement ». Il se persuada que, quoique l'on tramât, on viendrait à lui au dernier moment pour solliciter son concours et lui faire sa part. En attendant, il laissait se poursuivre les préliminaires, évitant d'assurer la défense des institutions par des mesures de vigueur qui eussent été d'ailleurs au-dessus de sa volonté avachie ; se disant malade et l'étant réellement, usé par le pouvoir et les excès, vieilli avant l'âge, ce jouisseur fatigué s'affala dans une confiance inerte.

Au-dessous de l'appartement où il continuait à recevoir nonchalamment ses complaisants et à parader, dans l'appartement d'en bas, chez Sieyès, d'efficaces colloques se poursuivaient. Par deux fois, une voiture amena le soir à la porte du Petit-Luxembourg Talleyrand et Rœderer. Talleyrand descendait le premier, laissant Rœderer dans la voiture, et s'en allait en éclaireur pour voir si Sieyès, qui n'osait fermer sa porte par crainte d'éveiller les soupçons, n'était pas en proie à d'importuns visiteurs. Après s'en être assuré, Talleyrand faisait appeler Rœderer ; l'entretien prenait un tour plus sérieux et la négociation progressait. Les frères de Bonaparte furent aussi d'utiles agents de conclusion. Tant que le général avait cru à la possibilité de s'entendre avec Barras, il s'était caché de Lucien, qui était l'allié de Sieyès au moins autant que le sien. Dans les derniers temps, Lucien prit au contraire un rôle considérable et actif ; ce fut en sa présence et chez lui, dans son petit hôtel de la rue Verte, que pendant la nuit du 10, Bonaparte et Sieyès se virent enfin secrètement, se virent à loisir ; ils eurent une conversation d'une heure et en sortirent plus expressément complices.

Sieyès avait prévenu ses amis. Dans l'alliance, il amenait son collègue Roger Ducos, le groupe directeur des Anciens, une fraction des Cinq-Cents, toutes ses forces parlementaires. Ce parti n'était à vrai dire qu'une importante coterie, mais il se croyait sûr d'entraîner à sa suite toute la haute assemblée, sauf une minorité négligeable, et il espérait surprendre la majorité dans

l'autre Conseil ; il y comptait d'autant plus qu'il disposait déjà du président Lucien et des inspecteurs, les modérés ayant réussi lors du dernier renouvellement du bureau à faire passer toute leur liste. Au dehors, le parti sentait derrière soi la classe établie et possédante, âpre à conserver le bien révolutionnairement acquis, à le défendre contre les affamés de gauche et les spoliés de droite, contre ceux qui voulaient le prendre ou le reprendre.

Ainsi fut passé le pacte entre Bonaparte et les révolutionnaires nantis, avec de mutuelles réticences. On s'accorda sur le but immédiat, on réserva le but final. Sieyès travaillait au profit d'une oligarchie exclusive qu'il comptait acheminer dans les voies de l'orléanisme ou de quelque chose d'approchant. Plusieurs *brumairiens* pensaient comme lui et s'imaginaient que Bonaparte passerait la main à un roi de leur façon ; certains d'entre eux auraient même consenti au rétablissement d'un Bourbon, « pourvu qu'on n'eût point choisi le nouveau monarque dans la famille régnante, mais aucun d'eux n'aurait osé exprimer ce qui n'était pas encore à l'ordre du jour. » Quelques-uns des conjurés restaient très sincèrement républicains ; ils croyaient de bonne foi sauver et régénérer la République, en changeant sa forme.

Bonaparte voulait la France ; il la voulait impétueusement et entendait la garder, mais il sentait que le meilleur moyen de la faire sienne serait de gouverner largement et grandement. Depuis trop d'années, on avait toujours gouverné contre quelqu'un ; l'avenir était à celui qui gouvernerait

pour tout le monde. Bonaparte le comprenait ; c'est pourquoi il n'irait pas s'enchaîner totalement aux meilleurs même parmi les révolutionnaires bourgeois ; plus aristocrate à la fois et plus peuple qu'eux, il était loin de leurs préjugés, loin de leur exclusivisme ; les fragiles barrières dont on voulait l'entourer, il les ferait voler en éclats ; l'étroit édifice où on prétendait l'enclore, il comptait l'élargir, l'aérer, le faire assez spacieux et assez haut pour que la France entière pût y trouver abri, et la masse nationale, qui déjà ne voyait que lui, se sentirait, par l'élévation de son « héros », rentrer dans ses droits.

La conception *brumairienne* n'en resta pas moins, dans son principe, politicienne et parlementaire ; les troupes même ne seraient là que pour parer aux accidents et donner au besoin le coup d'épaule décisif. L'idée première, la combinaison vint des révolutionnaires nantis agissant avec Bonaparte, des politiciens désabusés, avides de repos, fatigués des orages, aspirant à trouver le port d'arrivée ou au moins de relâche ; l'un d'eux dit le mot de la situation : « Nous en sommes arrivés à ce point de ne plus songer à sauver les principes de la Révolution, mais les hommes qui l'ont faite. »

A ces réalistes de la politique se joignirent les doctrinaires de la Révolution, les membres de l'Institut, ceux qui s'érigeaient en représentants de l'intelligence et de la pensée françaises. Bonaparte les enjôla supérieurement. Il avait entrepris tout de suite cette conquête morale. Le premier billet qu'il écrivit après son retour fut un remerciement à Laplace, l'illustre géomètre, l'une des gloires de

l'Institut, pour l'envoi de son traité sur la *Mécanique céleste.* « Je reçois avec reconnaissance, citoyen, l'exemplaire de votre bel ouvrage que vous venez de m'envoyer. Les six premiers mois dont je pourrai disposer seront employés à le lire. Si vous n'avez rien de mieux à faire, faites-moi donc le plaisir de venir dîner demain à la maison. Mes respects à Madame Laplace. » Le 1[er] brumaire, il se rendit à l'Institut pour assister à une séance ordinaire et reprit très simplement sa place parmi ses confrères. Il y retourna le 5. « Il y a pris la parole et donné des détails sur l'état où se trouvent maintenant l'Egypte et ses anciens monuments. Il a assuré que le canal de Suez qui joignait les deux mers a existé, qu'il est même très possible de le rétablir sur les débris qui en restent, et qu'il a fait prendre les plans et les nivellements nécessaires à ce grand travail. » Ses confrères furent ravis de retrouver en lui cet esprit tourné aux préoccupations scientifiques et ces aptitudes de conquérant civilisateur.

Monge demanda ensuite la parole pour compléter ses explications et les faire valoir. Dans l'Institut, Monge et Berthollet, ses compagnons d'Egypte, Volney, Cabanis, lui servirent à organiser la propagande. Il avait pris Volney par sa vanité d'homme de lettres, en le complimentant sur ses descriptions de l'Orient, dont il avait pu vérifier l'exactitude. La haute vertu de Cabanis et la sainteté de sa vie paraissaient lui inspirer une extrême déférence. Il usa envers ces derniers Encyclopédistes de politesses assidues et de cordialités félines, s'appropria leur langage, parut

s'assimiler leurs idées et prit part à leurs dévotions. On le vit faire pèlerinage chez Mme Helvétius, à la petite maison d'Auteuil, ce doux nid des idéologues. Devant le jardin calme, propice aux entretiens philosophiques et aux douces confidences, devant ces lieux dédiés au culte de l'amitié et des souvenirs, il vantait le bonheur de la retraite, la paix de la nature et ses harmonies profondes, faisait le Cincinnatus qui aurait lu Rousseau.

Les savants, les métaphysiciens le jugèrent un des leurs. Sa façon de ménager leur intransigeance philosophique et de flatter les préjugés de la secte les mit en confiance. S'ils l'eussent cru capable de restaurer le catholicisme et de traiter avec Rome, ils eussent frémi d'épouvante ; le dédain qu'il affectait pour l'antique *superstition* nationale, ses fameuses proclamations à l'armée d'Egypte, ses professions de foi quasi musulmanes les rassuraient. Ils l'eussent mieux aimé Turc que chrétien. Ils lui surent gré également de se montrer aussi peu soldat que possible, de dédaigner les prestiges de l'uniforme ; on sait le mot célèbre : « De tous les militaires, c'est encore le plus civil. » Il se fit le général des idéologues, et par opposition à ce chef respectueux des prérogatives et des ambitions de la pensée, c'étaient Jourdan, Augereau, Bernadotte, qui paraissaient représenter un militarisme grossier et le parti de la soldatesque. Les idéologues s'imaginèrent que Bonaparte allait créer, loin du peuple, un gouvernement selon leurs vœux, progressif et scientifique, ami de la philosophie et des lumières. Il

n'est guère croyable pourtant qu'aucun d'eux n'ait senti qu'en se livrant à l'homme qui portait au côté une flamboyante épée, ils risquaient de se donner un maître. Seulement, pour le parti dont ils revendiquaient la direction morale, il fallait en passer par là ou périr. Contre le torrent d'impopularité qui menaçait leurs principes, leur influence et leurs places, ils se réfugièrent dans la popularité du grand et astucieux soldat. Bonaparte était la dernière carte de la Révolution ; les révolutionnaires de gouvernement la jouèrent : serait-ce Washington qui sortirait ? Ce fut César.

CHAPITRE VII

PRÉPARATIFS DU COUP D'ÉTAT

I

Dès que Bonaparte et Sieyès furent d'accord, avant que s'achevât la première décade de brumaire, la trame se noua fortement ; en moins de dix jours, le complot serait sur pied. La procédure d'exécution fut communiquée à Bonaparte telle qu'elle avait été combinée entre Sieyès et ses amis, telle qu'elle paraît avoir été suggérée d'abord par feu Baudin des Ardennes. Sur ce point, Bonaparte n'eut rien à inventer, se trouvant en présence d'idées déjà étudiées et mûries.

La pensée maîtresse du plan était d'employer les autorités existantes à leur propre destruction et d'immoler presque constitutionnellement la constitution. Trois articles de la loi organique, les articles 102, 103 et 104, donnaient aux Anciens droit souverain de changer au besoin la résidence du Corps Législatif, c'est-à-dire de l'éloigner de Paris et de le placer dans une atmosphère plus calme ; pourquoi ne pas user de cette prérogative, puisqu'on disposait des Anciens, pour transférer les Conseils dans une commune champêtre et de surveillance facile, quoique munie d'un local approprié, comme Saint-Cloud, où il serait plus

facile d'extorquer aux deux assemblées bloquées et séquestrées un vote emportant révision constitutionnelle et création de pouvoirs nouveaux. Ce système offrait l'avantage d'enlever aux Jacobins des Cinq-Cents l'appui de leur clientèle populacière et des groupes anarchistes ; il offrait par contre un inconvénient, car il obligeait de décomposer le mouvement en deux temps et de faire un coup d'Etat en deux journées, alors qu'il est de principe qu'en pareille matière le succès doit être ravi d'emblée, sans que les opposants aient le temps de se reconnaître et de se rallier. Néanmoins, le désir de soustraire les Conseils à l'influence de la démagogie urbaine l'emportait sur toute autre considération ; les chefs du complot ne savaient pas encore à quel point l'ouvrier parisien s'était écarté de la politique et ne pouvaient croire que les faubourgs eussent totalement démissionné.

Bonaparte approuvait tout, admirait tout ; il se déclarait prêt à risquer sa gloire pour faire réussir un si beau projet, se réservant à part soi de l'accommoder à sa façon et d'y introduire quelques retouches en cours d'exécution. Le principe de la translation fut ainsi adopté, mais encore fallait-il alléguer un motif ou un prétexte de danger public ; on l'avait sous la main, puisque les Jacobins se maintenaient depuis plusieurs mois en conspiration permanente, puisqu'ils cherchaient eux-mêmes l'occasion et l'homme. A vrai dire, les preuves contre eux faisaient défaut ; on n'avait pas de quoi donner corps à l'accusation, échafauder une apparence de complot consistante et précise, mais qu'importait ? Le vocabulaire de la Révolution était tou-

jours là pour fournir, à l'appui d'allégations vagues, des mots horrifiants et d'immanquable effet.

Il fut donc convenu que, le premier jour, les Anciens, s'assemblant extraordinairement et arguant d'une immense conspiration démagogique, prononceraient le transfert à Saint-Cloud ; en même temps, forçant leur droit constitutionnel et sous couleur d'assurer l'exécution de la mesure, ils décerneraient à Bonaparte le commandement supérieur des troupes, ce qui le placerait dans une complète indépendance de toute autre autorité exécutive et lui mettrait l'armée en main par délégation directe du Corps législatif. Sieyès et Ducos s'associeraient au mouvement ; à Barras, pris au dépourvu, on arracherait sa démission en lui montrant l'inanité de la résistance et en employant au besoin des moyens appropriés au personnage. « Il faut, disait Bonaparte, qu'il fasse oublier ses dilapidations en donnant sa démission. » Le Directoire se trouverait ainsi du premier coup démantibulé ; il n'en resterait que Gohier, qu'il ne paraissait pas impossible d'accaparer, et Moulin, c'est-à-dire rien. On n'aurait pas à renverser l'Exécutif ; il se dissoudrait de lui-même.

Le second jour, les deux Conseils, convoqués à Saint-Cloud, délibérant sous la garde et la pression des troupes, auraient à voter le changement de régime . Les conjurés espéraient que point ne serait besoin de recourir contre les Cinq-Cents au moyen extrême et que, devant l'opinion et la conscience nationale s'exprimant irrésistiblement, toute opposition s'anéantirait ; si quelques-uns apercevaient

en perspective l'emploi de la force, nul n'osait le réglementer.

Plus vague encore demeura la conception du régime à établir. Sieyès laissait entrevoir quelques lignes de sa constitution et en affirmait les infaillibles vertus. Seulement, ce puissant constructeur d'abstractions, ce méditatif acharné avait la plume paresseuse ; il professait sa constitution et ne l'avait pas écrite. Quand il parlait ou faisait parler à Bonaparte des organismes futurs, *consuls*, *jury constitutionnaire*, corps délibérants à créer par sélection savante, le général écoutait tout sans broncher et avait l'air de croire que la France trouverait le bonheur sous le régime que Sieyès tenait en réserve. Il évitait toutefois de s'engager par aucune parole, de se livrer d'avance à des liens compliqués qui eussent comprimé l'essor de son ambition et emmailloté son génie. Sieyès n'insistait point ; les deux chefs sentaient la nécessité de rester unis, et comme à trop s'expliquer ils risquaient de ne plus s'entendre, ils ne s'arrêtèrent pour l'avenir, suivant l'expression de Cambacérès, « à aucun point déterminé ».

Cette imprécision nécessitait un gouvernement provisoire, un régime de transition. On le composerait de deux ou trois *consuls ;* on leur accolerait un parlement minuscule, une ou deux commissions législatives, qui auraient d'accord avec eux à rédiger la constitution nouvelle et à la faire ratifier par plébiscite. Pour le Consulat provisoire, les noms de Bonaparte et de Sieyès s'imposaient ; on pourrait placer entre eux Roger Ducos comme tampon, pour amortir les chocs et ouater les angles. Au

reste, la composition du Consulat provisoire, pas plus que l'attribution définitive des pouvoirs, ne fit dès à présent entre les conjurés l'objet d'un accord formel ; on se déciderait en cours d'événement et selon les circonstances. L'ambition de Lucien n'avait pas dit son dernier mot ; il se figurait encore que l'équitable nature, impartissant à son frère le génie de la guerre, l'avait habilité lui-même et par compensation au gouvernement civil. Quant à Sieyès, il ne désespérait point de dominer durant la période de transition les comités constituants, de dominer tout le monde et même le général par la supériorité transcendante de ses conceptions. Barras étant dupe de sa vanité, Sieyès le fut parfois de son orgueil.

Autour de lui, quelques-uns de ses confidents et favoris s'alarmaient toujours de ce qu'ils découvraient en Bonaparte, un grand génie et nul frein ; mais l'argument suprême revenait pour vaincre les hésitations, pour ramener le groupe, le cénacle entier : quelque peur qu'on pût avoir de Bonaparte, on en avait encore plus besoin ; mieux valait risquer avec lui l'aventure que de rouler sûrement dans l'abîme. « Dans tout cela — demandait à Sieyès un scrupuleux — où est la garantie ? — Nulle part, répondit l'autre brusquement, mais, dans une grande affaire, on est toujours forcé de donner quelque chose au hasard. »

II

Travaillant avec les chefs temporels et spirituels de l'oligarchie révolutionnaire, Bonaparte ne négligeait pas les partis adverses. Il espérait subjuguer de son ascendant et entraîner à sa suite les hommes de toutes les factions Son projet était de se placer au mieux avec quelques-uns et de ne se mettre mal avec aucuns, de n'être l'ennemi de personne. Il n'eut pas à solliciter les autres partis ; d'eux-mêmes ils vinrent « sonner à sa porte ».

Vers le 10 brumaire, c'est-à-dire au moment où il tenait avec Sieyès de longues conférences, il trouva un jour en rentrant chez lui la carte de Jourdan. Ce général était venu le solliciter de faire le coup avec les Jacobins et à leur bénéfice. Les députés de ce parti s'étaient réunis en assemblée plénière, chez Bernadotte, pour régler la conduite à tenir. Jourdan avait émis l'avis suivant : « Se présenter chez Bonaparte et lui déclarer que nous étions disposés à le placer à la tête du pouvoir exécutif, pourvu que le gouvernement représentatif et la liberté fussent garantis par de bonnes institutions. » Cet avis avait été violemment combattu par quelques membres ; Augereau s'était emporté contre l'échappé d'Egypte en termes de corps de garde. Jourdan persistait néanmoins dans son projet ; c'est pourquoi, au nom de tout un groupe, il s'était présenté rue de la Victoire. Bonaparte

répliqua par un compliment qu'il fit porter par Duroc et par une invitation à dîner pour le 16, que Jourdan accepta ; ce serait un moyen d'avoir avec ce général une conversation *in extremis* qui pourrait donner le change à toute une partie des Jacobins.

Parmi les autres députés de cette faction, parmi ceux mêmes qui affectaient une intransigeance farouche, plusieurs eurent certainement des rapports avec Bonaparte. Celui-ci affecta vis-à-vis d'eux un grand zèle civique et essaya de les rassurer sur divers points ; à ces hommes qui prétendaient monopoliser le patriotisme et qui continuaient à incarner l'esprit conquérant de la Révolution, il promit de récupérer l'Italie et de relever les républiques sœurs. En tout d'ailleurs, ils se défiaient beaucoup moins de Bonaparte que de Sieyès et jugeaient la République en péril surtout du fait de ce dernier ; ignorant les engagements du général avec le chef des néo-modérés, ils l'associaient en imagination à leurs desseins. Parce qu'ils disposaient de quelques partisans dans les bas-fonds de Paris, ils se croyaient encore en pouvoir d'insurger les faubourgs et de déterminer un mouvement populaire ; ils se figuraient qu'une fois « les patriotes debout » et l'affaire en train, Bonaparte s'y jetterait et la ferait réussir, ne serait-ce que pour ne pas se laisser distancer. Quelques-uns se flattaient de l'avoir « fait donner dans leurs filets », tout en reconnaissant qu'il était difficile de jouer au plus fin avec qui était la finesse même. Il était arrivé en somme à les tenir sur son compte incertains et divisés, à les empêcher de se former d'avance en groupe d'opposition résolu et compact.

Les partis autres que les Jacobins et les néo-modérés ne possédaient de représentants ni dans le gouvernement ni dans les assemblées ; ils ne pouvaient offrir qu'un concours indirect et lointain. Leurs espérances volaient vers Bonaparte, parce qu'il représentait le changement, et que tout changement plaît aux malheureux. Les libéraux, les hommes de 1789, ainsi que les fructidorisés, voulaient croire qu'il se donnerait l'honneur de supprimer la tyrannie révolutionnaire et de revenir aux principes. La Fayette lui écrivit en le félicitant de son retour au nom « de la liberté et de la patrie ». Bonaparte vit Mme de La Fayette, qui était à Paris, et la reçut gracieusement. D'autre part, il a dit lui-même : « Je recevais les agents des Bourbons. » A tout le monde, il rouvrait l'avenir ; garantissant aux oligarques ses alliés la stabilité du gouvernement et de hauts emplois, il faisait entrevoir aux royalistes l'apaisement et plus peut-être, promettait aux Jacobins la République intangible et aux libéraux la liberté. Les partis les plus divers placèrent en lui leur espoir, parce qu'ils en étaient arrivés à désespérer d'eux-mêmes ; il les employait et les trompait tous au profit de ses ambitions et de la France ; il se laissait porter au pouvoir par un immense malentendu, doublé d'un universel prestige.

Eblouies de sa gloire, mais retombées à leur atonie, les masses laisseraient faire. Paris était redevenu très calme, le fond de la population inerte et stagnant. Les victoires en Suisse et le retour d'Egypte n'avaient qu'un instant tiré la population de sa torpeur ; les temps étaient trop durs, la dépression trop universelle pour que cette exaltation pût durer.

La société frivole courait les lieux d'amusement, les endroits publics et les théâtres. Pour cette société tombée au dernier degré du scepticisme sur les hommes et les choses, mettant tout en calembours, vivant de l'expédient journalier, dépourvue d'argent et dépensant quand même, faite à tout supporter pourvu qu'on ne relevât pas la guillotine, Bonaparte était sujet de curiosité plus que d'espoir, sujet de conversation ; on en parlait comme on parlait des modes de la saison, des femmes qui remplaçaient la coiffure à la Titus par des cheveux bouclés à la grecque : « Toutes celles qui ont coupé leurs cheveux sont au désespoir. » On acclamerait néanmoins Bonaparte s'il abolissait l'impôt progressif et les vexations fiscales. Les gens de commerce et de petite bourgeoisie soupiraient après un régime plus doux et avaient horriblement peur des conspirations anarchistes, mais cette classe demeurait trop veule pour faire autre chose que se plaindre et attendre. Le peuple, usé par dix ans de crises, restait mort à toute activité révolutionnaire et civique.

Quelques agitateurs attardés, des gens à carmagnole, cherchaient encore à le remuer. Ils se faufilaient dans les groupes d'ouvriers sans travail, couraient le Palais-Royal, fréquentaient les cafés où l'on pérorait ; ils déblatéraient contre Bonaparte et ses projets liberticides, mais la multitude ne les écoutait pas plus qu'elle ne prêtait l'oreille à certaines voix royalistes qui dénigraient également le « héros africain ». Ces politiques de carrefour, ces discoureurs de café n'étaient qu'une mince écume flottant au-dessus d'une immobile surface. Tous les Jacobins de la rue ne suspectaient pas d'ailleurs

Bonaparte ; il en était pour se souvenir qu'il avait prosterné aux pieds de la République les empereurs et les rois et doré leur idole d'une gloire immortelle. Puis, n'était-ce pas lui qui le 13 vendémiaire avait canonné les bourgeois royalistes et donné à la Révolution ce gage sanglant ? Cette mitraillade l'avait fait appeler « le général Vendémiaire » ; ce surnom lui était resté dans le bas peuple et le servait. Le 18 brumaire au matin, quelques terroristes, détenus depuis l'été par ordre du Directoire, s'écrieront dans les cours de la Force, à la première nouvelle : « C'est le général de Vendémiaire, il revient sauver la République ! »

Le vrai peuple ne cherchait pas aussi loin ; profondément insensible au sort des institutions, dégoûté des politiciens de tout genre, indifférent aux sollicitations jacobines non moins qu'aux conceptions de Sieyès et de ses parlementaires, considérant d'ailleurs les gens en place comme autant de voleurs et de vendus, il avait foi en Bonaparte, mais n'attendait toujours de lui qu'une chose : la paix avec l'étranger. Les destinations qu'on lui attribuait dans le public se rapportaient toutes à cet espoir ; quelques-uns l'envoyaient reprendre le commandement des armées ; d'autres le faisaient partir pour l'Allemagne avec une mission diplomatique ; pour tous, c'était celui devant lequel la coalition allait capituler. Il comprit à merveille et exploita ce sentiment des masses. « C'est la paix que nous venons de conquérir », dira-t-il le soir du 18 à ses écrivains, à ses faiseurs ; c'est « ce qu'il faut annoncer dans tous les théâtres, ce qu'il faut publier dans tous les journaux, ce qu'il faut répéter

en prose, en vers, et même en chansons. » Dès à présent des bruits de paix circulaient dans les faubourgs, et voilà quelle était pour le peuple, à la veille de Brumaire, la grosse nouvelle, la circonstance majeure ; un rapport de la police militaire définit ainsi cet état d'esprit : « Paris est calme ; les ouvriers, surtout au faubourg Antoine, se plaignent de rester sans ouvrage, mais les bruits de paix généralement répandus paraissent avoir sur l'esprit public une influence très favorable. »

Les troupes de Paris ne demandaient en général qu'à seconder impétueusement l'entreprise. La garnison comprenait, outre les grenadiers du Directoire et des Conseils, un peu plus de sept mille hommes : trois demi-brigades d'infanterie, les 6ᵉ, 79ᵉ et 96ᵉ, les 8ᵉ et 9ᵉ dragons, le 21ᵉ chasseurs, avec quelques détachements d'artillerie et le dépôt de la 9ᵉ légère. La plupart de ces troupes avaient vu Bonaparte à l'œuvre, et son seul nom les faisait vibrer ; de plus elles souffraient matériellement. En thermidor dernier, Paris avait vu arriver de captivité la 79ᵉ demi-brigade, renvoyée par l'ennemi dans un dénuement complet, les hommes hâves, émaciés, déguenillés, racontant leurs exploits inutiles de Corfou et leurs prodigieuses fatigues. Faute d'argent, le Directoire ne parvenait pas à pourvoir aux besoins des troupes, et leur exaspération croissait contre ce gouvernement mauvais payeur, bavard, impuissant, corrompu, qui affamait le soldat et laissait péricliter les armées. Bonaparte, au contraire, était pour elles le dieu de la guerre ; c'était aussi l'homme qui portait avec soi le miracle, qui découvrait des ressources où nul autre n'en

soupçonnait, qui dispensait largement l'idéal et savait procurer à ses soldats les commodités de l'existence, qui leur donnait de la gloire et du pain. Les régiments de cavalerie paraissaient particulièrement sûrs ; le 9e dragons, composé d'intrépides, avait pour colonel le Corse Sébastiani, qui servait fanatiquement Bonaparte, par esprit de clan.

La garde du Directoire et des Conseils comptait près de quinze cents hommes : pour le Directoire, deux cent deux grenadiers à pied ou à cheval, avec un nombreux état-major ; pour les Conseils, douze cent quatre-vingts grenadiers à pied. Ces grenadiers étaient des hommes d'au moins cinq pieds cinq pouces, mieux payés et nourris que le reste de la troupe, fiers de leur bel habit bleu à buffleteries blanches, avec bonnet d'ourson traversé de cordelières rouges et plumet écarlate ; rudes et casseurs, prenant avec la discipline d'étranges libertés et fumant la pipe jusqu'en service d'escorte, narguant et maltraitant volontiers le bourgeois qui les exécrait. L'effectif était de provenance hétéroclite : un reste des anciens gardes de la Connétablie, affectés en 1789 au service de la Constituante ; des hommes ayant appartenu lors du 14 juillet aux Gardes françaises, au corps défectionnaire, dont ils avaient conservé les mœurs ; des gaillards d'un passé louche, de purs chenapans et des souteneurs ; puis, des patriotes à tous crins, des sacripants de faubourg enrôlés à différentes époques ; tout cela fondu ensemble pour former les gendarmes de la Convention nationale, qui n'avaient vu l'ennemi qu'en Vendée, dans une courte campagne ; à côté d'eux, des soldats de métier,

d'anciens militaires, introduits successivement au corps et tirés surtout de l'armée d'Allemagne.

Ces grenadiers de Brumaire étaient en somme tout l'opposé des prétoriens qu'on a signalés en eux. Les prétoriens de Rome ne connaissaient que leur chef et le plaçaient au-dessus des lois ; pour eux la patrie était le camp et non pas la cité. Autour des Conseils et du Directoire, on avait affaire à des hommes dont la plupart ne connaissaient pas Bonaparte et restaient imprégnés de passions civiques. Chauds démocrates, durs policiers, grands assommeurs de muscadins et autres aristocrates, ils s'estimaient gardiens des institutions. Bien que beaucoup d'entre eux, à raison de leur immoralité, s'offrissent à la corruption, les grands mots qui avaient tant de fois sonné à leurs oreilles : *souveraineté du peuple, sanctuaire des lois, inviolabilité de la représentation nationale*, n'avaient pas perdu sur eux tout empire. Vis-à-vis d'une entreprise qui les mettrait en cas de se tourner contre l'une des assemblées, quelle serait leur disposition ? Il était difficile de le savoir exactement ; il y avait de ce côté quelque chose d'obscur et de douteux, des précautions à prendre et des apparences à garder.

Au reste, il ne faudrait pas croire que les soldats et officiers des autres corps, à quelque catégorie qu'ils appartinssent, fussent des instruments passifs dans la main de leurs chefs. D'esprit à la fois très militaire et très révolutionnaire, ils méprisaient dans le régime existant les hommes plus que les institutions ; ils voulaient au pouvoir des *patriotes* éprouvés, des républicains illustres, militaires, autant que possible, mais gouvernant dans les formes et avec

les attributs de la puissance civique. Leur imagination enivrée de souvenirs classiques appelait à leur tête des consuls au front lauré, entourés de faisceaux et de licteurs, s'appuyant sur la sagesse du Sénat et incarnant la majesté du peuple. Ils n'eussent jamais prêté les mains à établir le pur régime du sabre, à créer une dictature affichée et patente. Suivraient-ils Bonaparte jusqu'au bout de l'aventure, jusqu'à la violence physique contre les Directeurs et députés hostiles? Oui, mais à condition qu'ils crussent régénérer l'autorité civile et non la détruire, à condition aussi qu'un chef dissident, un général glorieux ou respecté ne vînt point dénoncer la dictature, provoquer dans l'esprit tempêtueux des troupes, un remous, un contre-courant, et sauver militairement les institutions.

Parmi les généraux que pouvait tenter ce rôle, on s'occupait d'immobiliser Jourdan. Augereau restait incapable d'agir par impulsion spontanée. Lucien répondait de ce matamore et affirmait qu'en dépit de ses paroles furibondes il viendrait au commandement : « Je l'appellerai le pistolet à la main, et il viendra. » Moreau et Bernadotte étaient à considérer plus sérieusement. Moreau passait pour le second homme de guerre de la République, mais ce général n'avait rien dans sa personne qui pût enthousiasmer et séduire ; il manquait de panache ; il avait plus de réputation que de popularité. Sa conduite incertaine en Fructidor l'avait signalé aux méfiances des républicains exaltés. On a vu d'ailleurs qu'il s'était tout de suite effacé devant Bonaparte, reconnaissant la nécessité d'une opération de vigueur et répugnant à se charger

de la besogne. Néanmoins, comme il avait hors du champ de bataille l'esprit timoré et vacillant, il était prudent de se l'attacher, plus positivement de le faire collaborer même et de se fortifier de ce grand nom.

Avant le retour d'Egypte, Bonaparte et Moreau ne se connaissaient pas personnellement ; ils ne s'étaient jamais vus. Ce fut le président Gohier qui très innocemment les mit en rapport chez lui le 30 vendémiaire, à la suite d'un dîner. Bonaparte se montra prévenant avec tact ; il aurait dit d'abord à Moreau : « Général, j'ai eu plusieurs de vos lieutenants avec moi en Egypte, ce sont des officiers fort distingués. » La louange était indirecte et le compliment adroit. Dans les jours suivants, les relations s'établirent, et bientôt le don fait par Bonaparte à Moreau d'un *damas* orné de brillants et estimé dix mille francs scella le pacte. Tout en se tenant à l'écart des intrigues préparatoires, Moreau se déclara prêt à marcher au premier signal ; il irait au coup d'Etat comme à un service commandé, fuyant toute initiative et se plaçant volontairement en sous-ordre. Ce n'était point qu'il ne jalousât Bonaparte, mais il le jalousait à sa façon et ne lui enviait nullement la primauté civile. Son espoir secret était que Bonaparte en se jetant dans la politique, où il pourrait comme tant d'autres s'enlizer et se perdre, le débarrasserait d'un rival formidable dans le commandement des armées.

Tout autre était Bernadotte, ce général politicien qui s'était mis pendant son récent passage au ministère de la guerre en éclatante lumière et qui avait paru incarner un moment la défense nationale.

Sa popularité restait réelle ; son physique avantageux, sa faconde, ses cordiales manières, quelque chose de large et de somptueux dans l'accueil, lui donnaient action et prise sur les hommes. A ne considérer que l'aspect des choses, bien qu'il fût toujours classé comme Jacobin, il paraissait appartenir plus que personne aux Bonaparte, ayant épousé Désirée Clary, belle-sœur de Joseph. Au fond, nul n'était moins sûr que ce quasi-parent. Il ne se consolait pas d'avoir pu saisir le pouvoir, alors qu'il était ministre et de l'avoir laissé échapper par défaut de caractère; consentirait-il à en faciliter la surprise à un autre ?

Bonaparte l'attirait chez lui, tâchait de le prendre par les sentiments ou bien le taquinait et le plaisantait, l'appelait tour à tour Chouan et Jacobin. Il essaya de le compromettre et de l'afficher, s'invitant à déjeuner chez lui et allant ostensiblement lui demander « une tasse de café ». Bernadotte ne se refusait pas au contact ; il était de toutes les réunions de famille et des parties de campagne, rendait grandement les politesses, invitait les Bonaparte à dîner dans sa maison de la rue Cisalpine; il s'y montrait hôte aimable, causeur abondant; puis, en face de toute invite directe, il se dérobait derrière de grands mots, alléguait des principes. Joseph et Napoléon le faisaient surveiller et caliner par sa femme, inféodée aux Bonaparte, et avaient installé chez lui une police d'alcôve. Bernadotte se défiait de sa femme tout en l'aimant beaucoup, glissait entre les liens dont on cherchait à l'enlacer et se dégageait toujours. Personne ne savait au juste ce qu'il ferait et lui-même l'ignorait, partagé entre ses ambitions

tenaces, ses jalousies lancinantes et ses volontés incertaines. Pour le moment, il restait à côté de l'entreprise, observateur inquiet, trop hésitant pour se jeter à l'encontre, trop ambitieux pour se subordonner.

Des autres généraux, qu'ils fussent ou non pourvus de commandements, rien à craindre. Macdonald, Beurnonville, Sérurier, s'étaient offerts. Lefebvre, commandant de Paris, obéirait à Bonaparte dès que celui-ci serait devenu par décret des Anciens son supérieur hiérarchique et serait heureux d'obéir à un tel chef. Il dirait le 18 brumaire : « Ce n'est point une constitution qu'il nous faut, c'est une consigne. »

Les généraux ramenés d'Egypte, les aides de camp furent d'excellents intermédiaires avec les officiers qui n'avaient pas devancé l'appel de Bonaparte. Murat, qui rêvait d'épouser Caroline, et Leclerc, mari de Pauline, se répartirent principalement la besogne. Murat avait servi dans le 21e chasseurs ; il échauffa le zèle de ses anciens camarades. Leclerc, estimé et capable, possédait de nombreuses relations dans le personnel militaire et les utilisa. La propagande gagna ainsi de proche en proche jusqu'à des milieux qu'il était particulièrement intéressant d'atteindre. On acquit la conviction que le commandant de la garde directoriale, l'adjudant général Jubé, plus politicien que soldat, protégé de Barras, serait le premier à rompre avec son protecteur et à se ranger aux côtés de Bonaparte. Blanchard, qui commandait la garde des Conseils, avait déjà trahi son devoir au 18 fructidor et pactisé avec les envahisseurs ; son avilissement le

rendait de prise facile. Le Directoire l'avait avancé et choyé à raison de ses honteux services en Fructidor, précisément parce qu'il faisait de la politique sous les armes ; il se retournerait contre le Directoire en Brumaire. Avec les sous-ordres, de bas entremetteurs furent parfois employés; des embauchages furent pratiqués.

Il est certain que de l'argent fut répandu ; d'où venait l'argent ? Bonaparte avait rapporté d'Italie plusieurs millions ; pendant l'expédition d'Egypte, Joseph, chargé de gérer cette fortune, en avait fait le fonds commun de la famille ; lui et Lucien avaient employé les millions à s'acheter des terres, des châteaux, à mener grand train et à servir leurs ambitions. Lors de son retour, Bonaparte, d'après Rœderer, ne se trouva pas cent louis devant les mains, avec une femme effroyablement endettée. Sans prendre l'assertion de Rœderer au pied de la lettre, il est hors de doute que l'argent liquide faisait défaut, mais les vexations fiscales des derniers mois et l'impôt progressif avaient préparé des ressources, en faisant désirer à la finance un sauveur.

Une dernière menace venait d'affoler les fournisseurs. Sur l'initiative du député Delbrel, une proposition votée par les Cinq-Cents et soumise aux Anciens tendait à suspendre les *délégations* consenties aux fournisseurs sur la rentrée de certains impôts et à leur enlever le droit de se payer eux-mêmes. Ils se jetèrent vers Bonaparte pour parer ce coup. Les grosses compagnies qu'ils avaient formées promirent vraisemblablement appui, sous la condition qu'on ne toucherait pas à leur privilège et qu'on sauverait leur gage.

Un homme avait déjà pris les devants et se faisait bailleur de fonds ; c'était le banquier et fournisseur Collot, doué d'une rare intelligence et d'un esprit brillant, financier et poète, homme de jugement et d'enthousiasme. Il connaissait tous les côtés du caractère de Bonaparte et subissait néanmoins la prise du grand entraîneur d'hommes. L'ayant naguère accompagné jusqu'à Malte, il disait pendant la traversée à Junot : « Tu vois bien cet homme, si cela lui était commode, il n'y a pas un de nous qu'il ne fît jeter par dessus bord, mais pour le servir nous nous y jetterions tous avant qu'il l'eût dit. » Au retour d'Egypte, il servit très utilement, à sa façon, et concourut par moyens d'argent. D'autres avances individuelles furent sollicitées et obtenues, quelques-unes refusées. Bonaparte ne dédaignait pas de mettre lui-même la main aux négociations. Un soir, il s'en fut chez le banquier Nodler, dans sa maison de Sèvres, et en revint très content ; le plaisir d'une villégiature automnale ne suffit pas à expliquer cette satisfaction. Il ne paraît point pourtant que les grands banquiers aient dès à présent contribué ou du moins figuré en nom ; ils désiraient certainement le succès et seraient là pour adoucir les difficultés du lendemain. La connivence des capitaux mobiliers fut acquise à celui dont ne désespéraient pas encore les agitateurs jacobins.

III

Ainsi se menait l'affaire. Les conciliabules entre affidés se tenaient un peu partout, chez l'un ou chez l'autre, avec une précipitation furtive. Bonaparte recevait maintenant à toute heure. Un matin, l'adjudant général Thiébault arrivant chez lui à dix heures le trouvait en conversation avec un premier visiteur, dans le fond du salon; la conférence terminée, Bonaparte venait à l'officier et l'invitait à déjeuner sans façon. Joséphine était déjà descendue ; on se mettait à table. Pendant le repas, Bonaparte stigmatise les institutions et les gouvernants, avec des mots superbes. « Ces hommes ravalent au niveau de leur impéritie la France, qu'ils dégradent et qui les réprouve. » Le déjeuner s'abrège, car on est venu dire que le général Sérurier attend dans le salon. Avec des cajoleries, Bonaparte insinue à Thiébault de se tenir prêt à faire près de lui service d'aide de camp, en cas d'événement, et le renvoie à s'inscrire chez Berthier, qui catalogue des noms et dresse des listes.

Pendant l'après-midi, l'afflux des empressements individuels continuait, et le jour peu à peu tombant, la maison dissimulée au fond d'une étroite allée s'éclairait. Moreau arrivait presque en cachette, amené par Joseph, se confirmait d'un mot dans l'alliance et puis s'esquivait. « Le salon de la petite maison de la rue de la Victoire était déjà encombré

par les personnes qui s'y trouvaient réunies. » A dîner, il y avait toujours un ou deux savants, avec des militaires. La réception se prolongeait ensuite, s'ouvrant à quelques privilégiés de tous les mondes, à ceux qu'il importait d'avoir, à ceux qu'il importait de tromper.

Le cadre était élégant dans ses proportions exiguës, le milieu très parisien suivant la mode d'alors, c'est-à-dire grec, corinthien, romain, égyptien, avec des réminiscences de l'ancien goût français et des grâces retardataires : un décor à colonnes, à fines moulures dorées, à pavement de mosaïque, à peintures murales où voletaient des figurines ailées ; parmi la disposition des acajous et des bronzes, parmi les trépieds et les urnes, Joséphine jolie encore aux lumières, avec son visage fardé et ses artifices de toilette, tenant cercle, attirant le Directeur Gohier sur un canapé près d'elle, excellant à détourner la conversation des sujets scabreux et à la porter avec agrément sur des frivolités ; Hortense paraissant parfois dans sa sveltesse de pensionnaire ; peu de femmes, quelques femmes à *peplum*, s'abandonnant en des poses hardies, causant, zézayant, parlant librement d'un ton mièvre ; auprès d'elles, penchés pour les écouter, des hommes politiques à tenue de procureurs, « le menton sur la cravate », le col perdu dans un flot de mousseline et dans l'engoncement de l'ample habit noir, quelques *ci-devant* d'une élégance vieillotte et d'emphatiques généraux, des aides de camp à dolman chamarré, car toujours passaient, en cette molle société de la Révolution finissante, parmi ces chairs de femmes à peine gazées de transparentes étoffes, une ru-

desse et un éclat d'uniformes, comme un cliquetis de sabres et un battement de sabretaches.

Bonaparte restait le centre ; adossé à la cheminée ou traversant les groupes, il causait vivement, familier avec autorité, et courbait sous son regard tous ces hommes qui le dépassaient de la tête ; dans des *a parte*, il abordait le grand objet, discutait, enflammait, rassurait, allait au-devant des objections et les refutait : l'accuser de vouloir autre chose qu'une république fondée sur les principes, quelle absurdité ! « Il n'y aurait qu'un fou qui voulût de gaieté de cœur faire perdre la gageure de la république contre la royauté de l'Europe, après l'avoir soutenue avec quelque gloire et tant de péril... Ce serait une pensée sacrilège que celle d'attenter au gouvernement représentatif dans le siècle des lumières et de la liberté. » Contre le régime, il coalisait les mécontentements, attisait les haines; il essayait de diviser ses adversaires en rapportant des médisances et descendait aux commérages, maniait et triturait les basses matières de la politique, puis tout d'un coup s'élevait au-dessus d'elles, dominait, planait, modelait une haute conception en un tour de phrase ferme, plein, sculptural, simple et beau comme l'antique.

Maintenant, il sortait un peu le soir, se montrait parfois dans un salon. Un soir, sa présence inopinée au ministère des relations extérieures, chez Mme Reinhard, qui inaugurait des réceptions périodiques, fit événement. Le monde officiel et le monde diplomatique étaient là. Il parut à la fois modeste et dominateur, « simple comme quelqu'un qui peut prétendre à tout » ; il semblait vouloir se confondre dans la foule, bien sûr qu'il y resterait le point

de mire de tous les regards. Il ne faisait pas de frais, et pourtant l'intérêt prodigieux de sa conversation, l'aisance supérieure de son esprit, captaient plus que des amabilités banales. On attendait de lui de grands secours et on ne songeait pas à lui demander de petits services. Un jeune imprudent qui l'avait prié d'appuyer une requête auprès du Directoire s'était attiré cette réponse : « Là où je suis, je commande ou je me tais. »

Chez lui, autour de lui, les amis, les familiers, les frères, manœuvraient selon leurs aptitudes. Rœderer et Regnauld, avisés et pratiques, faisaient modestement de bonne besogne. Talleyrand, nonchalamment accoudé au rebord d'un canapé où s'incrustaient des bronzes, presque étendu, le visage impassible, les cheveux poudrés, parlait peu, plaçait parfois le mot fin et mordant, éclairait la conversation d'un trait lumineux, puis retombait à un air d'indifférence et à une lassitude distinguée. Arnault le littérateur, les écrivains, recueillaient les mots du général pour les mettre en articles. Boulay montrait de fortes qualités de décision, et Réal, terroriste revenu de loin, très intelligent, jovial, cynique, lançait à tout propos de grosses facéties que rendait plus comiques « sa figure de chat-tigre ».

Joseph avait du liant et le prestige des manières. Sa maison, son bel hôtel de la rue des Errancis, dans le quartier du Rocher, était aussi un centre. On travaillait encore chez Talleyrand, rue Taitbout, tandis que Mmes Grand et de Cambis faisaient la partie du maître de la maison, tandis que « la duchesse d'Ossuna, à demi assise sur une console.

jasait avec M. Rœderer » et que Lemaire le latiniste débitait « des plaisanteries de collège ». On travaillait dans des salles de commission, dans des appartements de députés, jusque dans des cabinets de restaurant et des couloirs de théâtre, Paris étant déjà cette ville où les plus pressants intérêts se discutent « dans un entr'acte d'Opéra ». Les *brumairiens* eurent leur restaurateur attitré, Rose, qui avait eu l'ingénieuse idée de mettre sa carte en couplets. A chaque réunion, une recrue nouvelle, une figure inattendue de député ou de fonctionnaire apparaissait, et c'était parmi les autres un étonnement, une joie : quoi! un tel en était, et cet autre ; tout le gouvernement conspirait donc contre lui-même !...

Parmi les ministres, Cambacérès concourait de sa haute influence. Sieyès avait inutilement tâté Robert Lindet, ministre des finances ; le ministre de la guerre, Dubois-Crancé, restait sur la défensive, mais le décret des Anciens le dessaisirait de toute autorité effective sur les troupes. Les autres, en dehors de Fouché, ne comptaient guère. Joseph avait amené Le Couteulx de Canteleu, qui présidait l'administration centrale de la Seine, le *département*, et qui apportait le secours très précieux du premier pouvoir de la cité. Réal, commissaire près le *département*, avait action sur les commissaires d'arrondissement et les tenait en main. Parmi les Anciens, Cornudet, Regnier, Cornet, Fargues, étaient les plus engagés ; Chazal, Boulay, Gaudin, Frégeville, Villetard, travaillaient leurs amis des Cinq-Cents. Sémonville, qui avait le diagnostic du succès, s'était mis tout de suite de la partie, et Benjamin Constant,

célèbre par ses écrits, désespéré de n'avoir pas encore réussi à s'introduire dans les assemblées, se promettait de la révolution en vue une grande situation parlementaire : il travaillait avec zèle, ainsi que « beaucoup d'autres qui plus tard censurèrent avec aigreur le gouvernement de Bonaparte ». Ils agissaient chacun dans sa sphère, recueillaient des adhésions ou des demi-adhésions, se donnaient beaucoup de mal pour aider à la force des choses. Ils ne faisaient que suivre le mouvement sans le créer, emportés par le glissement de tout un peuple vers l'être extraordinaire et ensorcelant, vers l'élu de l'instinct national.

Le nombre des initiés au fin du secret, c'est-à-dire à la procédure d'exécution et à la marche adoptée, n'en demeura pas moins très restreint. En dehors de leurs amis de la première heure, Bonaparte et Sieyès n'admirent que peu d'hommes aux ultimes confidences. Aux autres, on ne découvrit que le rôle assigné à chacun d'eux, le service à rendre, la partie à tenir dans l'ensemble. Aux timorés, on n'annonçait que de légères retouches aux institions, un avenir où ils garderaient ou trouveraient leur place, et les chefs du complot se montraient d'autant plus discrets sur cet avenir qu'ils n'arrivaient toujours pas à le préciser entre eux, qu'ils continuaient d'obéir à une tendance réorganisatrice plus qu'à un plan arrêté de reconstitution. Il en résulterait pour la cause une force et une faiblesse ; c'est ce qui permit la fusion des complicités et ce qui devait en même temps donner à l'action quelque chose d'épars et de flottant.

Au milieu de cette connivence à la fois universelle et vague, les meneurs n'étaient pas toujours

rassurés, car, malgré tout, une indiscrétion, une trahison pouvait les perdre. Un soir, Bonaparte et quelques affidés s'étaient réunis chez Talleyrand, quand un bruit de cavalerie grondant soudain et paraissant s'arrêter devant la porte les mit en émoi ; vérification faite, ce n'était qu'un détachement de gendarmerie à cheval escortant depuis le Palais-Royal la recette des jeux, qu'il fallait protéger contre les rôdeurs et détrousseurs embusqués à tous les coins de rue. La police se gardait de troubler les opérations du complot, se faisait volontairement aveugle et sourde. Fouché avait décidé qu'il n'y avait pas conspiration ; il l'affirmait très haut, et on devait l'en croire, car, s'il en existait une, il le saurait et agirait terriblement. Il disait cela le soir chez Bonaparte avec des mots qui faisaient peur aux dames et donnaient froid dans le dos ! « S'il y avait conspiration depuis qu'on en parle, n'en aurait-on pas eu la preuve sur la place de la Révolution ou dans la plaine de Grenelle ? »

Dans les derniers temps, Fouché fut lui-même exclu du secret total. Depuis que la partie s'était étroitement liée avec Sieyès à l'exclusion de Barras, dont Fouché restait l'ami, le ministre de la police ne semblait plus assez sûr pour qu'on l'avertît d'avance ; il suffirait d'ailleurs, une fois la crise ouverte, de prendre promptement l'avantage pour l'avoir avec soi.

Au reste, Fouché ne paraît pas avoir sollicité des confidences qui l'eussent par trop compromis. Après avoir contribué à mettre l'affaire en train, il la laissait se développer et n'y opposait aucun

obstacle, mais évitait de s'y engager à fond, car elle lui semblait avoir quelque peu dévié et perdu de ses chances de succès. Autour de Bonaparte, qui voyait-il maintenant ? Des orateurs diserts, des théoriciens, des membres de l'Institut, espèce d'hommes essentiellement impropres aux opérations de vigueur ; quelques Jacobins bien stylés, bien dressés, lui eussent paru beaucoup mieux convenir ; avait-il si tort, puisque les amis parlementaires de Bonaparte finirent, dans la journée du 19, par laisser l'entreprise en détresse ? Donc, Fouché se réservait, ne croyant pas à la résistance du Directoire et ne croyant pas absolument au succès de Bonaparte, ménageant entre les deux ses chances personnelles et faisant son jeu à part. Il immobilisait pour le moment sa police, mais la tenait solidement en main, espérant peut-être, entre le Directoire abattu et l'entreprise défaillante, rester seul sur pied et maître de la situation. Au lieu d'interroger Bonaparte, il lui donnait un beau dîner après lequel on entendait Lais et Chéron chanter des poèmes d'Ossian. Prêt à tout événement, il pouvait se priver d'inutiles curiosités. Malgré des témoignages divergents, il ne faut plus douter que Bonaparte lui ait dissimulé les dispositions dernières et laissé ignorer le jour.

Tout commandait maintenant de fixer une date et d'aboutir. Le bruit du travail s'opérant n'échappait plus à une partie du public et le remettait en alarme. Les affaires et le commerce se sentaient encore plus paralysés. « Personne n'ose rien entreprendre, rapportait une note de police : on dit qu'il se prépare un nouveau coup. » La lourdeur

d'atmosphère qui précède l'orage succédait à une accalmie momentanée ; il serait dangereux de prolonger ce malaise. Les officiers, les sabreurs s'impatientaient. Fait plus grave, la majorité des Cinq-Cents inclinait à rapporter les lois désastreuses qu'elle avait elle-même votées, à répondre en ce point au vœu général. Aux environs du 15, elle discutait très sérieusement les moyens de remplacer l'emprunt forcé et progressif par une contribution moins vexatoire. Si on laissait au régime actuel le temps de se modérer, il pourrait reprendre quelque faveur auprès du public assoiffé de repos ; à tout prix, il fallait lui enlever le bénéfice des mesures réparatrices et brusquer sa chute.

Au dernier moment, quelques-uns des parlementaires entrés dans le complot se troublèrent ; ils boudaient devant l'obstacle, à le voir de trop près, et réclamaient des ajournements. Bonaparte trouva que « ces imbéciles » faisaient bien des façons. D'après Arnault, il leur accorda cependant quarante-huit heures pour se défaire de leurs scrupules : « Je leur laisse le temps de se convaincre que je puis faire sans eux ce que je consens à faire avec eux. » Il n'admit pas d'autre retard et s'en tint comme date définitive au 18 brumaire, qui correspondait au neuvième jour de novembre.

IV

Le 15, un grand repas devait être offert par les Conseils aux deux généraux illustres qu'un hasard heureux réunissait dans Paris, Bonaparte et Moreau. A ce banquet, dressé dans la grande nef de l'église Saint-Sulpice, transformée depuis la Révolution en temple de la Victoire, Bonaparte but à l'union de tous les Français ; ce toast était déjà un programme de gouvernement.

Le lendemain soir, recevant gracieusement à dîner Jourdan, coryphée du parti adverse, il obtenait de lui un reniement formel des institutions : aveu bon à enregistrer et qui pourrait servir. Pourtant il refusa de lui dévoiler ses desseins et d'accepter son concours. Faut-il croire que Bonaparte promit au général jacobin des garanties et des satisfactions personnelles ? La conduite ambiguë de Jourdan le 18 et le matin du 19 suffirait à le prouver.

Le 16 et le 17 furent employés par Bonaparte et ses alliés aux préparatifs et fourberies de la dernière heure. Les présidents des deux Chambres, les inspecteurs de la salle, les entraîneurs parlementaires se distribuèrent les rôles. La minute du décret de translation fut rédigée, en sorte que les Anciens auraient à voter sur un acte tout préparé. Bonaparte, qui attendrait chez lui, monterait aussitôt à cheval, se rendrait à l'appel des Anciens

et, recevant d'eux l'investiture, prendrait militairement possession de Paris. Comme ses chevaux de selle n'avaient pas eu le temps de rejoindre, ce fut un homme de mer, l'amiral Bruix, qui lui prêta « un cheval d'Espagne noir d'une beauté remarquable », mais ardent et rétif. Afin de se composer pour l'instant de son apparition un puissant état-major et de mettre à ses côtés comme une imposante représentation de l'armée, Bonaparte fit savoir à tous les officiers qui avaient demandé à lui présenter leurs hommages, à ceux qu'il avait déjà vus et sur lesquels il pouvait compter, aux adjudants de la garde nationale, qu'il les recevrait chez lui le 18 à six heures du matin ; le prétexte d'un voyage justifiait l'heure insolite. D'après les termes de l'appel, chacun des officiers put croire « que l'invitation était pour lui seul »; on les grouperait ainsi à leur insu et en évitant toute indiscrétion.

Comme il importait d'avoir d'avance sous la main un rassemblement de troupes, Bonaparte s'ouvrit le 17 à Sébastiani, à qui on pouvait tout demander en fait d'aventureux dévouement. Il fut convenu que Sébastiani n'attendrait pas le décret des Anciens et un ordre régulier pour rejoindre avec sa troupe, composée de dragons à pied et de dragons à cheval. Le 18, avant le lever du jour, il mettrait son monde en mouvement, donnant pour prétexte aux officiers et aux hommes une revue soi-disant commandée en l'honneur de Bonaparte et où ils auraient à défiler devant le grand victorieux, ce que tous désiraient extraordinairement. Il établirait ses hommes à pied sur la place de la Concorde, en les appuyant de deux escadrons, puis avec

le reste de ses dragons montés viendrait se mettre à la disposition de Bonaparte et lui composerait une solide escorte. Les chasseurs du 21e seraient également amenés à proximité, Murat se chargeant d'enlever les officiers, et le 8e dragons s'associerait au mouvement. Dragons et chasseurs se trouveraient ainsi sur pied dès le début et en mesure de pourvoir à toutes les conjonctures.

La question de savoir ce que feraient les faubourgs préoccupait toujours les meneurs ; Le Couteulx de Canteleu, interrogé par Bonaparte, prit soin de le rassurer : « Paris restera tranquille ; il ne peut plus y avoir d'agitation qu'entre les gouvernants. »

Il était néanmoins indispensable d'expliquer le fait aux Parisiens dès qu'il se produirait, de les rassurer et de les convaincre ; dans ce but, on prépara des affiches, des proclamations, des brochures de propagande instantanée. Bonaparte inspira le ton et l'esprit général de ces productions. Bourrienne écrivait sous sa dictée ; Regnauld de Saint-Jean-d'Angely et Rœderer précisèrent la forme et firent imprimer clandestinement les pièces. Le fils de Rœderer fut introduit comme apprenti chez l'imprimeur Demonville et mêlé au personnel de la maison ; dans une petite pièce séparée, il opéra lui-même le travail de composition, les feuilles aussitôt tirées devant être portées par ballots au *département*, qui les ferait placarder ou distribuer par ses moyens ordinaires. Plusieurs des proclamations et affiches ne furent pas communiquées en minute à Sieyès ; leur style n'eût pas été de son goût. Les journaux ne surent rien ou furent discrets ;

un seul d'entre eux, *le Surveillant*, qui paraît avoir eu des attaches avec les frères de Bonaparte, eut à préparer pour le 18 quelques lignes de tête où il annoncerait des événements réparateurs. « On dit que des hommes influents s'en occupent, qu'ils songent à dire de fortes vérités, à les faire retentir du haut de la tribune nationale, et à montrer enfin aux Français quels sont les périls, quelles sont les ressources. » Les autres journaux ne parleraient que le 19 des événements de la veille.

Malgré ces précautions, il était impossible que la rumeur ambiante n'arrivât point jusqu'aux Directeurs non mis dans la confidence et que ceux-là ne fussent pas prévenus, quand tout le monde à peu près l'était. Ils reçurent des avertissements, mais Barras voulait tout ignorer, Gohier et Moulin ne savaient rien voir. Pour capter Gohier et le tenir en confiance, Bonaparte utilisa Joséphine. « Je ne sais s'il était mon partisan, a-t-il dit en parlant de Gohier ; il faisait la cour à ma femme. » Le fait est que ce Jacobin bourgeois, de tempérament fort libertin, subissait le charme de Joséphine, qui lui semblait d'essence supérieure et représentait à ses yeux la femme du monde ; il jouissait délicieusement à se sentir transporté près d'elle dans un milieu d'élégances et de raffinements, à frôler cette créature de grâce et d'amour. Il la visitait tous les jours à quatre heures et revenait souvent pour la réception du soir. Joséphine cultivait ces dispositions, à l'aide de coquetteries sans conséquence, et s'était mise au mieux avec le ménage Gohier, se laissant courtiser par le mari et affectant une grande amitié pour la femme.

D'ailleurs, Gohier savourait trop les avantages de sa position officielle, beau logement, bonne table et le reste, pour ne pas incliner à un optimisme béat ; convaincu que les victoires de Masséna et de Brune avaient dégagé l'avenir, que les victoires prochaines de Bonaparte l'assureraient, il n'apercevait point le délabrement des institutions et ne pouvait se figurer que tout n'allât pas pour le mieux sous un régime où Gohier était un cinquième de roi.

Le 17, Bonaparte dîna chez Cambacérès au ministère de la justice. Une légende à laquelle le général lui-même a donné naissance, s'est accréditée à propos de ce dîner ; on l'y a représenté se rencontrant avec Treilhard, Merlin, Target et autres fameux jurisconsultes, dissertant sur le futur Code civil et posant les bases de ce grand acte, émerveillant ses auditeurs par son extraordinaire liberté d'esprit et la soudaineté de ses intuitions. En réalité, Cambacérès n'avait convié aucun jurisconsulte, seulement quelques généraux et administrateurs initiés au secret. Loin de s'élever à de sereines hauteurs, la conversation languit ; le repas manqua totalement de gaîté, car chacun pensait au lendemain et sentait en somme qu'il jouait sa tête.

A deux heures de la nuit, Bonaparte fit porter à Moreau et à Macdonald l'avis de se rendre chez lui dès le lever du jour, à cheval ; les officiers y seraient déjà rassemblés. Lefebvre fut également prié de passer. Un aide de camp expédié à Sieyès eut à l'instruire des dispositions militaires, mais il les lui communiqua tout de travers ; fût-ce «hasard, con-

fusion ou perfidie ? » On verra qu'à Sieyès lui-même la journée du lendemain ménageait des surprises.

Joséphine de son côté s'employait, après avoir renvoyé à Saint-Germain, chez Mme Campan, Caroline et Hortense. A minuit, elle griffonnait et faisait porter au Luxembourg par Eugène un court billet, dont le *fac simile* nous a été conservé ; elle y priait Gohier à déjeuner pour le lendemain à huit heures. C'était un moyen de l'attirer dans un guet-apens fleuri ; on le retiendrait rue Chantereine moitié par douceur et moitié par contrainte, puis on le hisserait à cheval aux côtés de Bonaparte et on lui ferait mener le deuil de son propre gouvernement, ce qui pourrait agir sur les esprits hésitants. En attendant et jusqu'à la dernière minute, aucune ruse ne fut épargnée pour tromper Gohier et Barras, pour faire croire au premier qu'on ne ferait rien et au second qu'on ne ferait rien sans lui. Dans la journée, Bonaparte, s'était annoncé chez Barras, en manifestant le désir d'un entretien décisif, puis s'était fait excuser par Bourrienne, en alléguant un grand mal de tête. Suprême rouerie, il s'était invité à dîner chez le président du Directoire... pour le 18 brumaire. « En fait de conspiration, disait-il plus tard, tout est permis. »

CHAPITRE VIII

BRUMAIRE — PREMIÈRE JOURNÉE

I

Le 18 brumaire, avant le jour, l'exécution du plan commença. L'impulsion devait partir des Tuileries, siège des Anciens. C'était aux inspecteurs de la salle qu'il appartenait de se faire les metteurs en branle de la machine parlementaire, car ils avaient le droit de convoquer l'assemblée et disposaient de sa garde. Au milieu de la nuit, la garde fut appelée sous les armes, comme s'il s'agissait de mettre le château en défense. A l'intérieur, une activité se dissimulait ; à travers les rideaux et volets soigneusement fermés, des lueurs filtraient. Les inspecteurs ne s'étaient pas couchés ; réunis dans leur salle, ils avaient passé la nuit à écrire des convocations pour une séance extraordinaire, fixée à sept heures du matin. De propos délibéré, ils omirent de convoquer les membres notoirement hostiles ; c'était un moyen commode d'écarter toute opposition et d'escroquer le vote. Entre cinq et six heures, des sous-officiers de la garde portèrent les avis à domicile, en se conformant au triage opéré ; dans une maison où logeaient deux Anciens, l'un bon, l'autre mauvais, le premier seul reçut son billet.

Tirés de chez eux par ce brusque appel, les mem-

bres convoqués obéirent, et hâtivement, à travers les rues obscures, se glissèrent vers les Tuileries. Autour du château, tout conservait son aspect accoutumé ; il n'y avait « pas un soldat de plus que de coutume dans les rues ».

Cependant, dans la nuit persistante, un long passage de chevaux et un bruit de pas réguliers descendaient le boulevard : des dragons à cheval et des dragons à pied, la colonne Sébastiani, arrivant de l'hôtel Soubise où elle avait ses quartiers. A cinq heures, Sébastiani avait fait prendre les armes ; au moment de partir, il se vit apporter un billet du ministre de la guerre, ainsi conçu : « Il est ordonné au citoyen Sébastiani de consigner le régiment qu'il commande dans sa caserne, et de le tenir prêt à prendre les armes. » Sébastiani signa un reçu, mit l'ordre dans sa poche et sortit avec sa troupe, gagnant la ligne des boulevards pour se diriger vers les quartiers de l'Ouest. A l'exception de deux officiers très sûrs, personne ne savait qu'il s'agissait d'autre chose que d'aller à une revue matinale. Les dragons du 8e et les chasseurs du 21e, casernés les uns au Champ de Mars et les autres au quai d'Orsay, ne s'achemineraient que plus tard au point stratégique, c'est-à-dire vers l'espace compris entre la chaussée d'Antin et les Tuileries.

Au *département*, attenant à la place Vendôme, tout le monde était déjà sur pied ; une émotion contenue opprimait les cœurs, se trahissait en chuchotements anxieux : « Chacun se parlait à l'oreille. » A six heures, Rœderer était entré avec son fils chez Talleyrand, qui était en train de s'habiller. « Nous avons encore une heure devant les mains, dit Tal-

leyrand ; il faudrait rédiger pour Barras un projet de démission honorable, et dont les termes facilitassent une négociation avec lui ; vous devriez faire cela. » Le jeune Rœderer écrivit sous la dictée de son père ; il fallut s'y reprendre à plusieurs fois, biffer, surcharger pour établir une rédaction convenable, présentant un heureux mélange de résignation et de dignité, avec des éloges à l'adresse de Bonaparte, avec une nuance d'émotion et de sensibilité. Talleyrand mit dans sa poche la minute à peine lisible, afin de s'en servir quand les choses auraient pris tournure.

La salle des Anciens se remplissait peu à peu ; la séance put s'ouvrir entre sept et huit heures, sous la présidence de Lemercier. Cette séance au petit jour et au pied levé, tenue dans la lueur blafarde d'un matin d'automne, entre législateurs prévenus d'avance ou brusqués, fut facilement gouvernée. Au nom de la commission des inspecteurs, Cornet lut un rapport où il dénonçait le prétendu complot, l'affreux complot, ourdi par les fauteurs de terrorisme contre la patrie et la liberté ; il ne s'était pas mis en frais d'imagination pour rajeunir ce vieux thème, se bornant à couvrir la pauvreté du fond sous l'emphase des formules. A mesure qu'il lisait, on saisissait au passage de grands mots : *symptômes alarmants, rapports sinistres... Si des mesures ne sont pas prises, l'embrasement devient général... dévorants effets... La patrie est consumée... la République aura existé, et son squelette sera entre les mains des vautours, qui s'en disputeront les membres décharnés...* Puis, c'étaient des assertions un peu plus précises : les conjurés des départements se rendant à

Paris en foule, rejoignant ceux qui y tenaient le poignard levé sur les principales autorités ; cela répondait assez au langage des journaux annonçant depuis quelques semaines une infiltration dans Paris de Jacobins provinciaux. Le rapport se terminait par un appel au courage et à l'énergie patriotique des Anciens.

Les chefs de l'opposition étant absents, nul ne s'avisa de réclamer des explications. Comme suite au rapport, le décret de translation fut proposé ; Regnier l'appuya ; le vote fut enlevé. On tenait désormais le pivot sur lequel toute l'opération allait tourner.

Le décret était en cinq articles et ainsi conçu : le Corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud ; les deux Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais ; ils y seront rendus demain 19 brumaire à midi ; toute continuation de fonctions et délibérations est interdite ailleurs et avant ce temps. L'article 3 confiait au général Bonaparte l'exécution du présent décret ; à cet effet, il plaçait sous ses ordres les troupes réunies dans Paris et dans le *rayon constitutionnel*, ainsi que sur toute l'étendue de la 17[e] division militaire ; les citoyens seraient tenus de lui prêter main-forte à première réquisition ; il serait appelé dans le sein du Conseil pour prêter serment. Une adresse aux Français fut ensuite votée ; elle annonçait que le résultat des mesures prises serait d'enchaîner les factions, de rétablir la paix à l'intérieur et de préparer la paix avec l'étranger ; elle se terminait par ces mots : *Vive le peuple, en qui et par qui est la République !* Les inspecteurs Cornet et Baraillon se déta-

chèrent alors pour se rendre auprès de Bonaparte et le chercher, l'assemblée restant en séance, sans plus délibérer et l'attendant.

De grand matin, les quartiers sis au nord de la chaussée d'Antin avaient vu un spectacle inaccoutumé ; beaucoup d'officiers en tenue, bottés, culottés de blanc, largement ceinturés d'or ou de soie, le chef couvert du bicorne à plumage tricolore, le bout de leur sabre relevant les plis de leur ample redingote d'uniforme, cheminaient un à un par les rues et convergeaient tous au même point : le petit hôtel de la rue Chantereine. Chacun d'eux se croyait individuellement convoqué et s'attendait à être reçu par Bonaparte en audience particulière. En arrivant au rendez-vous, ils s'étonnent de se rencontrer les uns les autres et de se trouver légion. Ils comprennent aussitôt que c'est pour aujourd'hui et que l'on va faire quelque chose ; alors, chez tous ces hommes révoltés contre l'ignominie du régime, enthousiastes et avides, un grand espoir se lève. Quels que soient leurs sentiments personnels pour Bonaparte, ils s'attachent furieusement à celui qui va les conduire à l'assaut du régime avocassier, à celui dont ils attendent une République à leur image et à leur usage, empanachée, héroïque, glorieuse et profitable aux gens de guerre.

Ils causaient tumultueusement, s'animaient les uns les autres. Comme la maison était trop petite pour les contenir, on ne laissait entrer que les principaux ; les autres attendaient dehors, stationnaient dans la cour, encombraient les perrons, parcouraient le jardin. Des éperons sonnaient sur les dalles, fai-

saient crier le sable des allées ; des sabres s'entrechoquaient.

Quelques officiers de plus haut grade, arrivant en voiture, s'alarmaient un peu de cet aspect de sédition; mais, une fois entrés, il leur était difficile de sortir. L'allée d'accès, resserrée entre des constructions, s'ouvrait sur la façade même de l'hôtel, et les voitures ne pouvaient tourner dans la cour qu'après avoir passé devant le perron. On a raconté que Bonaparte, descendant vivement les degrés, aurait saisi au passage l'un des hésitants, l'aurait tiré par la main hors de la voiture et entraîné dans l'intérieur, sans lui laisser le temps de se reconnaître ; c'est à ce propos que le mot de *souricière* fut prononcé. Bonaparte se tenait le reste du temps dans son étroit cabinet, dont la porte s'ouvrait parfois devant un visiteur de marque, puis se refermait ; une arrière-pièce avait été réservée pour les entretiens ultra-secrets. Berthier et les aides de camp faisaient les honneurs ; Joséphine restait invisible dans ses appartements, où un déjeuner avait été préparé.

On attendait le président Gohier, convié à ce repas. Malgré tout l'attrait qu'exerçait sur lui Joséphine, Gohier s'était étonné d'une invitation par trop matinale et, se défiant de l'heure incongrue, avait conçu quelque alarme. Au lieu de venir, il jugea plus prudent de rester au Luxembourg et se fit remplacer par sa femme. Bonaparte désappointé pria la citoyenne Gohier d'écrire au président un billet que l'on porterait tout de suite et qui le presserait de venir. La citoyenne, éclairée par le spectacle de cette maison pleine d'officiers en délire, mit sous

pli quelques lignes où elle avertissait au contraire son mari de se tenir sur ses gardes et lui dénonçait le piège. La tentative pour s'emparer de lui et l'enlacer de doux liens fut ainsi manquée.

Les officiers de tout grade, les officiers sans troupes, ceux qui faisaient partie de la garnison et n'étaient pas de service, les adjudants de la garde nationale, continuaient d'affluer. Des chefs de brigade, des généraux se présentaient ; dans la cohue des uniformes plus ou moins râpés, des habits à grosses épaulettes, à haut collet brodé et à feuillage d'or se montraient. Moreau, Macdonald, Beurnonville, venaient d'arriver à cheval.

Lefebvre était apparu l'un des premiers. Ce commandant de Paris s'émeut d'abord de ce qui se passe, mais Bonaparte lui parle et le domine. Lefebvre était l'Alsacien patriote, de naturel sensible sous une rude écorce, plus Français de cœur que de langage. Il avait l'âme prompte aux généreuses colères, l'attendrissement immédiat, et ne résistait jamais à une effusion. Comme Bonaparte lui montre la République en proie aux avocats qui l'exploitent et la perdent, il s'indigne ; quand il se voit remettre par Bonaparte le sabre que « le héros » lui-même portait en Egypte, il n'y tient plus ; des larmes lui montent aux yeux. Pleurant et sacrant à la fois, il déclare en faisant sonner les *b* comme des *t* qu'il est prêt à « jeter ces b... d'avocats à la rivière. » Il est conquis ; pour plus de sûreté, Bonaparte le garde auprès de lui, dans son cabinet, comme pour en faire son homme de confiance et son bras droit.

Bernadotte s'était laissé amener par Joseph,

mais parut en habit civil, car il ne voulait pas se considérer comme étant en service commandé ; il venait discuter et non s'offrir. D'après la version de Bernadotte lui-même, Bonaparte aurait mis tout en œuvre pour l'embaucher ou tout au moins l'immobiliser : objurgations, menaces de séquestration, radoucissements subits, caressantes prières, supplications de ne point s'opposer et de se lier par une parole d'honneur. Bernadotte gesticulait, agitait sa canne à épée, lançait de grands mots évasifs, promettant de ne point prendre l'initiative de la résistance, mais déclarant rester à la disposition des autorités légales. On ne put lui arracher aucun engagement, et il finit par se retirer, toujours subtilisant, louvoyant, gasconnant. Cependant, pour rester à proximité du succès possible, il s'en fut déjeuner chez Joseph son beau-frère; Joseph avait invité à sa table un certain nombre de personnages politiques, ce qui était un moyen de les capter et de les chambrer.

La rue Chantereine et ses abords s'encombraient de détachements armés ; des cavaliers d'escorte, des ordonnances attendaient ; des chevaux tenus en main piaffaient. Les dragons amenés par Sébastiani venaient de se ranger dans la rue. Devant l'habitation, une garde fut établie à la porte extérieure, à la porte même du couloir d'entrée, avec ordre de ne plus laisser sortir personne et de compléter l'internement des officiers jusqu'à ce que tout le monde partît ensemble. D'autres escadrons avaient remonté le boulevard jusqu'à hauteur de la chaussée d'Antin, — alors rue du Mont-Blanc, — et là faisaient halte, couvrant à distance le quartier géné-

ral en train de s'improviser. De loin, les passants voyaient sur le boulevard, sur la vaste allée plantée d'arbres, se prolonger l'immobile colonne et briller les armes. Des officiers passaient au galop ; plusieurs s'étaient offerts pour porter des ordres et faire le service d'estafette. Des postes, des vedettes s'établissaient ; tout le quartier prenait un aspect militaire.

Autour du petit hôtel, le piétinement des officiers continuait. L'impatience d'agir, l'exaltation croissaient ; c'était comme une ivresse. Et tout semblait favoriser l'entreprise ; voici que le temps se levait, temps lumineux, assez doux, la matinée s'annonçait belle ; un blanc soleil d'automne perçait les nuées.

Une voiture officielle s'arrête à la porte ; les inspecteurs Cornet et Baraillon en descendent pour transmettre à Bonaparte le décret et l'appel des Anciens. Un messager d'Etat les accompagne en grand costume, manteau à large collerette, chapeau à plumes bouffantes ; c'est le notificateur officiel. Les arrivants furent reçus au rez-de-chaussée, dans la pièce ovale ; Bonaparte lut le décret et constata une lacune. Le texte voté mettait bien nominativement sous ses ordres les troupes de ligne, les gardes nationales, les grenadiers des Conseils, mais ne faisait point mention de la garde du Directoire, qu'il importait d'avoir avec soi et de soustraire aux hommes du Luxembourg ; violentant le texte légal, Bonaparte réparerait l'omission dans un ordre du jour adressé à l'armée. Dès à présent, il s'affirme généralissime, range tout le monde à la discipline militaire et se saisit des forces. Il prévient Lefebvre

que ce commandant de Paris ne relève plus que de lui, expédie des aides de camp, ordonne de rassembler toutes les troupes autour des Tuileries, de commencer l'affichage des proclamations et de lancer les brochures ; il renvoie les adjudants de la garde nationale dans leurs quartiers respectifs, prescrit de mettre la main sur les municipalités et d'assurer l'ordre dans la rue. Ces mesures rapidement prises, on pouvait partir.

Les portes du rez-de-chaussée s'ouvrent à deux battants, et dans le tumulte des uniformes qui se précipite vers l'intérieur, Bonaparte soudain paraît, s'élance sur l'un des perrons. Il est cette fois en uniforme de général, simple dans l'habit croisé dont les longues basques raccourcissent encore sa médiocre stature, simple sous le petit chapeau déjà légendaire, très simple et fascinant. Il tient à la main le décret des Anciens et fait se placer près de lui Lefebvre « fortement ému ». Il jette des paroles brèves et demande qu'on l'aide à sauver la République. Sa vue détermine chez les officiers un paroxysme d'enthousiasme ; une rauque acclamation sort des poitrines ; les épées jaillissent des fourreaux et, hautes, dressées à bout de bras, s'agitent frénétiquement et luisent dans le clair matin. Bonaparte monte alors à cheval et entraînant tout son monde, prend le chemin des Tuileries. On recueillit au passage les escadrons de cavalerie, dont Murat reçut le commandement et auxquels il fit prendre la suite. L'éclatant cortège descendait le boulevard, Bonaparte en tête, se détachant du groupe et bien en vue ; derrière lui, l'ébrouement des chevaux, le scintillement des aciers et des ors, le cliquetis des

armes battant sur le flanc des montures et la houle des panaches.

Sur le boulevard de la Madeleine, un second groupe d'officiers rejoignit. Marmont, qui logeait rue Saint-Lazare, avait invité à déjeuner chez lui plusieurs camarades et les amenait; deux pourtant s'étaient esquivés. Comme huit autres n'avaient pas de chevaux, Marmont avait dû, pour les monter, recourir à un manège du voisinage. Sur le parcours, des curieux commençaient à se masser. Le financier Ouvrard, qui habitait au coin de la chaussée d'Antin et de la rue de Provence, avait vu de ses fenêtres passer le cortège ; il s'assit à son bureau et écrivit à l'amiral Bruix, avec lequel il était en relations d'affaires comme fournisseur de la marine, pour offrir des fonds tout de suite et se mettre à la disposition du succès en marche.

On continua d'avancer vers la place de la Concorde et les Tuileries. La place de grand air aristocratique se développait dans l'encadrement des balustres, cernée de fossés ; dans le milieu du terre-plein, la statue en plâtre de la Liberté, celle qui avait vu tant de crimes, s'effritait sur son piédestal qu'on venait de réparer. Les dragons à pied occupaient la position, formés en colonnes par divisions, et plus loin d'autres casques luisaient, ceux des escadrons barrant le pont et l'entrée de l'avenue. Dans le jardin des Tuileries, les grenadiers des Anciens s'étaient rangés sur la terrasse parallèle au château ; au bout de l'allée s'enfonçant entre les vastes masses d'arbres, la ligne de leurs plumets rouges se distinguait.

Les abords du château et du jardin fourmillaient

de monde. A l'intérieur de la ville, le premier mouvement avait été de surprise. Sur le pas des portes et dans les rues, on se regarde étonné, on s'interroge et puis la curiosité attire une foule de gens au lieu de l'action. La nouvelle n'atteignit qu'assez tardivement les quartiers éloignés, les faubourgs, où elle ne suscita chez le peuple ouvrier aucun mouvement dans un sens ou dans l'autre. L'afflux vint surtout des quartiers du centre, quartiers bourgeois, commerçants, boutiquiers.

Dans la foule qui s'amassait autour des Tuileries, aucun désordre n'éclatait, une animation joyeuse régnait. Paris avait sa physionomie des jours de fête plutôt que des jours de révolution. Chacun comprenait cependant qu'il s'agissait de renverser les pouvoirs existants. On disait : « Le Directoire est à bas », et cette idée réjouissait. Il tombait enfin, ce gouvernement pourri qui depuis longtemps ne tenait plus debout et continuait pourtant à faire peser sur les Français une laide tyrannie ; sa chute contentait à peu près tout le monde. Un sentiment de soulagement et de délivrance dominait, sans se manifester, chez ce peuple excédé de politique et blasé sur les vicissitudes à l'intérieur, par d'énergiques transports. Paris assistait et applaudissait à la révolution, mais ne se donnait pas un grand mouvement pour y aider. Les agents de l'administration directoriale semblaient tout disposés à se retourner contre elle. Le concierge de la Force, qui était une autorité dans son quartier, avait dit à ses pensionnaires, prisonniers des Directeurs : « Qui sait si je ne vais pas être obligé de vous mettre dehors pour les loger ? Arrive qui plante, je suis

à mon poste. » Il vint pourtant aux Tuileries, comme tout le monde, pour voir tomber le gouvernement et paraître l'homme à qui le pouvoir semblait revenir par dévolution naturelle.

Un nom volait sur les bouches, revenait dans toutes les conversations, obsédait les imaginations, emplissait Paris : Bonaparte. Avec une curiosité allègre, la foule vit le général poindre à l'entrée de la place avec ses officiers ; elle vit l'illustre chevauchée passer à travers les troupes à pied, obliquer vers les Tuileries et s'engager dans le jardin ; des acclamations s'élevaient ; ce cri significatif partait : *Vive le libérateur !* Mais des gens arrivés par le bord de l'eau racontaient qu'ils venaient d'assister à un autre spectacle, bien singulier : Sieyès à cheval, avec deux aides de camp, débouchant sur le Pont-Royal, venant du Luxembourg et gagnant la cour des Tuileries par le guichet du Louvre, pour se joindre à Bonaparte.

II

Au Luxembourg, Barras était en train de se faire la barbe, d'après sa propre version, quand un aide de camp l'avait prévenu que quelque chose se passait ; il ne s'émut pas autrement. Au bout d'un instant, le ministre des relations extérieures s'étant fait annoncer pour lui parler d'affaires de service, il parut à moitié habillé, l'air soucieux, et sembla rassuré en s'apercevant que l'autre ne savait rien ;

il éconduisit le visiteur en se disant surchargé de besogne.

A cette heure, la porte de Sieyès était close. Le projet de ce Directeur était, aussitôt le décret notifié, de s'adjoindre ceux de ses collègues qui voudraient marcher avec lui et de se rendre aux Tuileries en cavalcade, solennellement, militairement, à la tête des grenadiers à cheval et de toute la garde du Directoire, au milieu d'un appareil martial qui contre-balancerait celui dont Bonaparte s'environnait. En attendant, Sieyès était allé dans le jardin perfectionner une dernière fois ses talents d'écuyer et faire comme une répétition de la scène équestre qu'il comptait jouer au dehors.

Cependant l'annonce du décret arrive et Sieyès prévenu revint au palais pour former sa chevauchée. Quelle n'est pas sa surprise de trouver les postes vides et la garde partie ! Jubé, qui la commandait, l'avait mise sur pied de grand matin et emmenée dehors sous prétexte de manœuvre; à la première nouvelle, spontanément ou par l'effet d'un mot d'ordre convenu avec Bonaparte, il a fait prendre à la tête de colonne la direction des Tuileries ; la troupe suit et allégrement, tambours roulants, trompettes sonnantes, s'en va vers Bonaparte, désertant le palais qu'elle a mission de garder. Sieyès fut un peu choqué de ce départ impromptu qui n'était pas dans le programme et qui lui coupait son effet. Force lui fut de se rallier, pour toute cavalcade, deux officiers attachés à sa personne et de trottiner modestement vers les Tuileries.

Gohier effaré sortait de ses appartements. Il convoqua les Directeurs dans le lieu ordinaire de

leurs délibérations, mais on ne trouvait plus Sieyès. Moulin se rendit à la salle des séances. Ducos y parut d'abord ; au bout d'un instant, sous prétexte d'aller aux nouvelles, il s'esquiva, suivit le mouvement et fila sur les Tuileries. Comme Barras restait dans ses appartements, Gohier et Moulin y furent le relancer et le trouvèrent encore indisponible; maintenant, « il était dans son bain ». Il émit pourtant l'avis d'ouvrir une délibération régulière, mais demanda une heure, sans doute pour achever de procéder aux soins de sa toilette. En réalité, il cherchait à gagner du temps, espérant que Bonaparte allait lui faire signe, l'attirer dans l'entreprise et l'associer aux bénéfices.

Les deux autres, laissés en tête à tête, demeuraient ahuris : de quoi s'agissait-il au juste ? c'est ce que leur entendement n'arrivait pas à pénétrer. Toutes précautions d'ailleurs avaient été prises pour obscurcir le fait à leurs yeux. Les inspecteurs des Anciens avaient adressé à chaque Directeur individuellement un court billet pour lui annoncer le décret de translation, en le priant de se rendre aux Tuileries, où il retrouverait ses collègues Sieyès et Ducos. Seulement, les inspecteurs s'étaient bien gardés de joindre le texte du décret ; il importait de laisser ignorer le plus longtemps possible aux Directeurs non complices les dispositions extra-légales de cet acte, les articles conférant à Bonaparte le pouvoir militaire et prononçant en ce point la déchéance de l'Exécutif. Les Directeurs pourraient se demander s'ils se trouvaient en présence d'une mesure purement constitutionnelle, à laquelle ils étaient tenus d'acquiescer, ou d'un commencement

de coup d'Etat. En prolongeant leur incertitude, on les empêchait de concerter entre eux et peut-être de concerter avec les Cinq-Cents une résistance légale.

Fouché arriva sur ces entrefaites au Luxembourg, montrant dans ces lieux déjà funèbres son visage de spectre. L'événement, dont il ne connaissait pas la date, l'avait surpris ; prévenu de grand matin au nom de Bonaparte et requis, il ne s'était nullement refusé, mais s'était donné pour mission d'aller prendre des renseignements sur l'état d'esprit des Directeurs et de surveiller leurs dispositions. En allant au Luxembourg, ne voulait-il pas voir surtout de quel côté se prononçaient les chances ? Fort mal reçu par Gohier, qui lui reprocha l'engourdissement de sa police, il n'aperçut chez les Directeurs qu'incohérence et division ; il les jugea perdus et s'en fut immédiatement rejoindre le succès.

Gohier et Moulin commençaient à s'éclairer. Moulin se montrait assez animé ; malgré le temps déjà perdu, malgré le départ de la garde, malgré la défection de Lefebvre, il refusait de s'abandonner encore et conservait quelques raisons de ne pas désespérer. A ce moment, il ne paraît point que l'armée appartînt entièrement à Bonaparte ; un chef de bataillon, qui commandait l'un des régiments en l'absence du chef de brigade, se faisait fort d'enlever sa troupe, de marcher contre le foyer de la rébellion et de tout exterminer ; seulement, il attendait d'être couvert par un ordre. Cet ordre, Moulin semblait disposé à le donner ; mais, à supposer qu'il pût entraîner Gohier fort hésitant, le concours de Barras demeurait indispensable pour constituer une majorité et valider les décisions. La réunion de

Barras à ses deux collègues restants eût seule maintenu debout le gouvernement légal et donné un centre à la résistance. Or, Barras prétextait maintenant une indisposition pour ne point paraître. Il continuait de s'immobiliser, de s'isoler, de faire bande à part, parfaitement résolu à trahir Gohier et Moulin comme il avait trahi au 30 prairial Merlin et Larévellière, à entrer dans le mouvement, pourvu qu'on lui fît un bon prix.

Il commençait cependant à s'inquiéter, ne recevant de Bonaparte aucun message, aucune invite à négocier. Le billet des inspecteurs, cet appel laconique, ce sec avertissement, n'avait point suffi à l'attirer aux Tuileries et lui avait paru sans doute peu séant ; était-ce de cette façon qu'il fallait s'y prendre pour traiter avec un personnage de sa considération ? Retenu par sa vanité, par le sentiment de son importance, et nonobstant avide de se renseigner, torturé de curiosité, il finit par lancer en éclaireur son secrétaire Bottot, son factotum. Bottot pousserait une reconnaissance du côté des Tuileries, tâcherait de voir le général et de s'enquérir.

Bonaparte était entré dans le château avant dix heures, par l'entrée donnant sur les parterres. Les escadrons de Sébastiani le suivirent dans le jardin et vinrent se déployer en face des grenadiers alignés au devant du palais ; le but du mouvement était de masquer et au besoin de contenir cette troupe. Bonaparte fut conduit avec apparat aux Anciens. Dans la salle, les tribunes commençaient à se remplir ; les députés debout s'étaient formés par groupes et causaient confusément. A l'annonce du géné-

ral, ils se remettent en place; parmi ces législateurs drapés de rouge, la gravité sénatoriale reprend ses droits, un silence solennel se fait: « Les portes de la barre s'ouvrent », Bonaparte s'avance dans le milieu de l'enceinte, suivi par son état-major de généraux, par une irruption d'uniformes.

C'était la première fois qu'il avait à paraître et à s'exprimer devant une assemblée parlementaire, épreuve toujours redoutable pour un soldat. Entouré de ses compagnons d'armes, étayé de leur magnifique vigueur, enveloppé par eux d'une atmosphère d'ardente sympathie, se sentant d'ailleurs porté par le succès, il soutint assez bien l'épreuve. Comme il avait à prêter serment, la difficulté pour lui était d'esquiver la formule rituelle, qui contenait promesse de fidélité à la constitution ; il se tira d'embarras en prononçant, si je puis dire, un serment en l'air, qu'il intercala dans une courte harangue, préparée d'avance et débitée avec quelque hésitation de parole.

« La République périssait ; vous l'avez reconnu, vous avez rendu un décret qui va la sauver... Aidé de tous les amis de la liberté, de ceux qui l'ont fondée, de ceux qui l'ont défendue, je la soutiendrai. Le général Berthier, le général Lefebvre et les braves qui sont sous mes ordres partagent mes sentiments. Vous avez rendu la loi qui promet le salut public ; nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république fondée sur la liberté, sur l'égalité, sur les principes sacrés de la représentation nationale. Nous l'aurons, *je le jure ! — Nous le jurons !* répétèrent tout d'une voix les guerriers, tandis que partait des tribunes un fracas d'applaudissements.

Cette affirmation de l'énergie militaire troubla quelques députés et leur fit craindre d'être entraînés au delà du point où ils voulaient aller. Garat demanda pourquoi il n'était point parlé de la constitution, de la loi fondamentale ; mais le président Lemercier lui ferma la bouche au nom de la constitution, qui ne permettait plus de discuter qu'à Saint-Cloud. La séance fut aussitôt levée ; les représentants sortirent de leur salle en criant : *Vive la République !* et se répandirent dans les pièces attenantes, dans le grand salon de la Liberté, vaste parloir où des drapeaux ennemis, suspendus aux murailles, attestaient la gloire des armées.

Dans la salle des inspecteurs, le comité directeur du coup d'État s'établissait en permanence. Autour de Bonaparte, les encouragements, les félicitations s'empressaient, et lui, depuis qu'il n'avait plus à faire l'orateur de tribune, avait repris son aisance souveraine ; son regard paraissait inspiré, ses paroles étaient hautes et sévères. La jubilation se peignait sur le visage de ses partisans, car jusqu'à présent tout marchait à souhait. Le général tenait fièrement son rôle ; Sieyès et Roger Ducos avaient rejoint ; on disait Barras acquis ; il ne restait au Luxembourg qu'un tronçon de gouvernement. Les Anciens ayant donné hardiment l'impulsion d'après leur prérogative constitutionnelle, il faudrait bien que les Cinq-Cents suivissent et se laissassent sans mot dire évacuer sur Saint-Cloud. Parmi les affidés et les amis accourus aux Tuileries, chacun s'applaudissait d'un si beau commencement.

Après avoir prestement complété ses premiers ordres, Bonaparte redescendit dans le jardin pour se

présenter aux troupes, qui auraient à le reconnaître en qualité de commandant suprême. Les grenadiers maintenant faisaient face ; une foule d'officiers et de citoyens encombraient l'entrée et débordaient sur le jardin. Comme le général sortait, il aperçut dans un groupe et devant lui l'émissaire de Barras, Bottot, qui tentait de l'approcher. Bonaparte cherchait l'occasion de lancer contre le régime à détruire l'expression du mépris public, sans prendre à partie aucun des Directeurs, qu'il entendait ménager individuellement. Le chétif Bottot lui parut la victime désignée pour recevoir la décharge. Par-dessus ce subalterne, par-dessus ce personnage quasi anonyme, il viserait l'être collectif, le régime entier, ainsi que la faction des fauteurs de désordre et des faux patriotes.

Après avoir écouté un instant Bottot, il le saisit par le bras et l'écarta, puis le plaçant et le retenant impérieusement un peu en arrière, disposant ainsi la scène, il commença par s'adresser de face à toute l'assistance militaire et civile : « L'armée s'est réunie à moi, je me suis réuni au Corps législatif... » Une immense acclamation accueillit ces paroles. Alors, se retournant vers Bottot, s'adressant à lui d'un ton assez élevé pour être entendu de tout le monde, l'œil en feu, la voix courroucée, il fulmina l'apostrophe célèbre :

« Qu'avez-vous fait de cette France que je vous avais laissée si brillante ? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre ! Je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers ! Je vous ai laissé des millions d'Italie, j'ai retrouvé partout des lois spoliatrices et la misère ! Qu'avez-vous fait de cent mille Fran-

çais que je connaissais, mes compagnons de gloire ? Ils sont morts !

« Cet état de choses ne peut durer; avant trois ans, il nous mènerait au despotisme. Mais nous voulons la République assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les factions dont on les fit membres, et il leur sera permis d'être Français. Il est temps enfin de rendre aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux, nous serions bientôt des ennemis de la République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre courage ; nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves mutilés au service de la République. »

Tous les témoignages conviennent que l'impression fut profonde. Ces paroles, où la fausseté de certains traits disparaissait dans l'écrasante vérité de l'ensemble, ont retenti à travers tout un siècle et marqué pour jamais le Directoire d'un signe d'opprobre. Pourquoi faut-il que les plus grandes scènes de l'histoire aient leurs petits côtés et leurs prosaïques dessous ! Bonaparte n'avait pas improvisé par inspiration subite ni même tiré de son propre fonds toute sa magnifique diatribe. Il en avait puisé les premiers éléments et jusqu'à certaines expressions dans une adresse que lui avait envoyée quelques jours auparavant le club jacobin de Grenoble, une jacobinière de province, enragée contre l'oppression et la corruption directoriales. On retrouve notamment dans cette pièce ces mots que Bonaparte avait fait retomber accablants à la fin d'une période :

Ils sont morts ! L'effet lui avait paru beau, et il se l'était approprié, prenant son bien où il le trouvait. Nul ne s'aperçut naturellement du plagiat ; tout le monde resta courbé sous le verbe justicier. Le Bottot demeurait abasourdi. Cependant Bonaparte, se rapprochant de lui et lui parlant bas, l'assura que, malgré tout, ses sentiments personnels pour Barras subsistaient invariables. Il ne voulait pas qu'au Luxembourg, où il y avait encore à négocier et à ruser, la véhémence de sa tirade fût prise par trop au tragique ; il avait tonné surtout pour la galerie.

Remontant à cheval, il passa la revue des troupes. Les différents corps, cavalerie, artillerie, infanterie, avaient été attirés autour du jardin ; ils y pénétrèrent, sans que le public fût admis, et vinrent l'un après l'autre se présenter et se prononcer. L'élan des officiers et des hommes, les épées brandies, les vivats formidables, donnaient à la scène l'aspect d'un grand soulèvement militaire.

Bonaparte sur son cheval noir frémissant, qu'il avait parfois peine à maîtriser, évoluait autour des rangs, jetait aux soldats des paroles enflammées, exigeait leur serment, promettait de rendre à la République avilie sa majesté et son lustre. Par moments, comme il était mauvais harangueur, il s'arrêtait court, ne trouvait plus ses mots, mais Berthier, qui se tenait tout près de lui, reprenait le fil du discours et achevait la phrase, avec de grands éclats de voix ; les soldats, électrisés par la vue de l'invincible chef, s'exaltaient quand même. Son état-major grossissait ; cent cinquante officiers maintenant le suivaient ; il parcourut ainsi les allées, les carrés, et parfois, dépassant les issues,

prenait contact avec le peuple, qui l'encourageait d'applaudissements et de significatives invocations.

La multitude des curieux amassés contre les grilles voyait entrer et sortir les fiers régiments ; ses regards plongeaient dans le jardin fourmillant de troupes, étincelant de casques et de baïonnettes ; elle entendait les cris, les tambours battant aux champs, les sonneries, les pas redoublés. L'éclair multiplié des armes, les couleurs voyantes et variées des uniformes, le mouvement des états-majors, les chevaux houssés d'or et de pourpre, les baudriers luisant au soleil, les plumets plantés dans les bicornes, tout ce déploiement de luxe guerrier, cet aspect de splendeur et de force plaisaient à ses goûts de foule parisienne et la faisaient vibrer. Un jeune homme de dix-neuf ans, issu d'une antique famille, Philippe de Ségur, était là par hasard ; à la vue des dragons du 9e sortant par la grille du Pont-Tournant, casque en tête, sabre en main, à la vue de ces cavaliers épiques, il sent s'éveiller en lui l'instinct de la race et se jure d'être soldat ; l'armée de France s'empare de ce jeune Français et l'acquiert à la Révolution ; la vocation héréditaire l'appelle, le saisit et le jette dans le rang. La foule entière se grisait de spectacles et de musique ; elle acclamait cette révolution si différente des autres, cette révolution qui se passait sans accompagnement de sévices ni de laides violences, avec défilés, parades, fanfares, dans un beau décor militaire : cette révolution qui ressemblait à une revue.

Autour des Tuileries, dans les quartiers adjacents, le bas des monuments et des maisons se tachait d'affiches blanches ; sorties de l'officine où Rœderer et

Regnauld les avaient fait imprimer, elles s'apposaient par les soins du *département*. Un placard attirait les yeux ; on y lisait ces mots, en gros caractères : ILS ONT TANT FAIT, et ceux-ci plus bas : *Qu'il n'y a plus de constitution*. Suivait l'historique véhément des atteintes successivement portées à l'acte organique, à cette malheureuse constitution trois fois sabrée ou faussée : Fructidor et Floréal d'abord, mortels à l'indépendance du Corps législatif ; puis la réaction s'opérant en sens contraire. « Le 30 prairial est venu ; le parti opprimé s'est relevé ; le parti corrompu, ô justice, s'est lui-même soulevé contre ses chefs... et le pouvoir exécutif renversé s'enfonça de tout son poids dans la boue. Le pouvoir judiciaire a subi deux variations pareilles, et les citoyens furent alternativement jugés par les jurés et les juges de la faction dominante. Ce pouvoir, qui doit être le garant de la liberté civile, devint, comme les autres, un instrument d'oppression et fut une calamité de plus ; c'est de cette dégradation des pouvoirs publics, c'est de l'oppression et de la mauvaise composition du pouvoir exécutif qu'ont résulté tous les maux qui nous accablent... N'allons-nous pas voir le terme de cette calamité ? »

Ici se glissait l'annonce d'une révision constitutionnelle. « Sieyès et Bonaparte ne pourront-ils restaurer cette constitution dégradée ? Ne sauront-ils la préserver pour l'avenir, en ajoutant ce qui y manque ? S'il était vrai que depuis deux ans il a fallu en sortir pour défendre la liberté, il serait donc vrai aussi qu'elle ne pouvait la garantir, et dans ce cas encore, elle demanderait des changements. Car,

qu'est-ce qu'une constitution qui ne peut défendre la liberté ? » Ainsi, destruction de toutes les garanties, oppression universelle sous le faux nom de République, règne de la corruption et de l'arbitraire, voilà ce qu'alléguaient très justement les apologistes de la journée, et c'était pour eux une grande force que de pouvoir faire leur révolution au nom de la liberté.

« O vous, — continuaient-ils sur un ton pathétique et par manière d'invocation à Sieyès, à Bonaparte et aux Anciens, — ô vous qui réunissez entre vous la force, la sagesse et le génie ! voyez devant vous, sous cette constitution ruinée, les larges et solides bases d'une constitution libre et vraiment républicaine, ce double principe de la souveraineté nationale et du gouvernement représentatif. Faites disparaître les plâtras qui couvrent le grand principe et élevez en place l'édifice qu'il doit porter. Le peuple demande un asile après tant de maux ; c'est à vous de l'ouvrir. »

Une affiche plus modeste se glissait parmi les autres. Adroitement, elle répondait à l'objection possible du peuple, à sa préoccupation foncière. Pour le peuple, la fonction de Bonaparte était la victoire, — la victoire conduisant à la paix. Est-ce qu'il ne semblerait pas manquer à son rôle et déchoir en se jetant dans des opérations de politique qui le détourneraient de sa mission nationale. Le but de l'affiche était de prouver que Bonaparte ne pouvait assurer aux Français le suprême bienfait qu'après avoir raffermi l'Etat. « Il ne faut pas qu'un homme si éminent par ses services reste plus longtemps étranger aux affaires. Qu'on ne nous parle plus de l'envoyer à l'ennemi ; la patrie lui défend de s'éloi-

gner de Paris. Qu'il n'expose plus au loin une gloire que l'impuissance même du gouvernement ne peut que compromettre. Sa gloire, son existence, ces grandes propriétés nationales, nous sont nécessaires dans l'intérieur. Braves soldats de la République, c'est de Paris que les savantes combinaisons de Bonaparte peuvent le plus sûrement vous conduire à la victoire, s'il faut encore vaincre ; citoyens, c'est à Paris que Bonaparte doit être pour vous donner la paix. »

Pour compléter cette littérature de coup d'Etat, des brochures circulaient, passaient de main en main. Des colporteurs, arrivant de la place Vendôme, criaient et distribuaient l'écrit intitulé : *Dialogue entre un membre du Conseil des Anciens et un membres du Conseil des Cinq-Cents.* Ce dialogue était censé tenu sur la terrasse des Tuileries, après le vote des Anciens.

Le député des Cinq-Cents se rebiffait d'abord, protestait contre les mesures prises, s'alarmait des suites. « Que veut-on faire ? — L'ANCIEN. — Ce qu'on veut faire, mon ami, cela t'inquiète ? Tu n'étais donc pas inquiet de voir que rien ne se faisait ? Peut-on faire quelque chose de pis que de ne rien faire ? Tu ne vois donc pas que nous touchions au moment où rien n'aurait été plus possible à faire, ni la paix, ni la guerre ?... Tu ignores donc que la loi spoliatrice de l'emprunt forcé a ruiné nos finances, que la loi des otages nous a donné la guerre civile, qu'une partie du revenu de l'an VIII est dévorée par les réquisitions, que tout crédit public paraît éteint, que toutes les dépenses particulières, qui font le revenu de l'ouvrier, sont suspendues ; que tous les ateliers sont fermés, que nous entrons dans

un hiver où le pauvre est menacé de se trouver sans ouvrage et le riche sans sûreté... ; que la paix seule peut mettre un terme à tant de maux, que la restauration de notre constitution partout ébréchée peut seule en prévenir le retour, et fixer les incertitudes des puissances étrangères pour négocier avec la France, et les terreurs des citoyens, toujours placés entre la tyrannie et l'anarchie ? »

Le fictif membre des Cinq-Cents ne se rendait pas tout de suite, continuait à discuter, abordait le point délicat. « Entre nous, cependant, mon ami, je crains l'intervention de Bonaparte dans cette affaire. La renommée, la considération, la juste confiance du soldat dans ses talents, et surtout ses talents eux-mêmes, peuvent lui donner le plus redoutable ascendant sur les destinées de la République. Le sort de la liberté dépendra-t-il de lui ? S'il était un César, un Cromwell ? »

L'Ancien. — « Un César, un Cromwell ! Mauvais rôles, rôles usés, indignes d'un homme de sens, quand ils ne le seraient pas d'un homme de bien. » C'est ainsi que Bonaparte lui-même s'en est expliqué dans plusieurs occasions. S'il aspirait à la dictature, loin d'accepter le rôle honorable et constitutionnel que les Anciens lui défèrent, il se serait dérobé. Ah ! s'il eût refusé ce rôle, s'il se fût renfermé dans le commandement d'une armée, c'est alors qu'on eût pu lui supposer de coupables desseins, le désir de se réserver jusqu'au jour où la nation, lasse de désordre et exténuée de souffrance, fût venue se jeter à ses pieds et se placer d'elle-même « sous un sceptre de fer ». — « Voilà, mon ami, ce que le refus de Bonaparte signifierait pour moi, et ce serait

sur ce refus que j'appellerais le poignard de Brutus. Mais la liberté, la République, la patrie, sourient à l'acceptation simple et franche d'un pouvoir donné par les patriotes qui composent le Conseil des Anciens à un guerrier sans armée, sans faction, qui revient de l'Afrique et n'a pour lui que la volonté publique fortement exprimée. » Ainsi reparaissait chez Bonaparte cet effort constant pour prévenir le rapprochement historique, ce soin de dire et de répéter : « Je ne suis pas César, je ne suis pas Cromwell, je ne suis pas le tyran, je suis celui qui barre la route au tyran en créant une république ordonnée et prospère. » Le peuple criait : Vive la République ! Vive Bonaparte !

III

Derrière la Seine, au Palais-Bourbon, les véritables Cinq-Cents s'étaient réunis à leur heure ordinaire, entre onze heures et midi. L'assemblée était très nombreuse et fortement émue, la moindre partie des membres seulement connaissant le dessein et s'étant ralliée d'avance. La masse s'effarait ; les Jacobins se montraient outrés ; ils comprenaient que l'affaire tournait décidément contre eux, mais leur stupeur paralysait leur indignation. Lucien monta au fauteuil ; on lisait le procès-verbal quand une communication péremptoire fut annoncée ; un secrétaire lut le décret de translation ; le président rompit aussitôt la séance et l'ajourna au lendemain à

midi, dans le château de Saint-Cloud. Jusque-là, toute délibération demeurait interdite ; les articles de la constitution et le décret s'y référant étaient formels. L'opposition, juridiquement étranglée, ne put élever la voix. D'ailleurs, un fort escadron de cavalerie était venu se ranger devant le palais, et les dragons emboîtés dans leur haute selle d'ordonnance, les casques chevelus, les grands sabres tirés en imposaient. Les députés s'écoulèrent, les uns allant aux Tuileries prendre le mot d'ordre, les autres se dispersant en orageux conciliabules.

Par une remarquable concordance de mouvements, à l'heure même où Lucien expédiait si prestement les Cinq-Cents, Talleyrand et Bruix dirigeaient un coup destiné à disloquer définitivement la majorité directoriale, à la mettre dans l'impossibilité de ressouder ses pièces ; les deux résistances dont l'accord eût été à craindre se trouveraient simultanément dissoutes. Le coup droit devait se porter contre Barras, et c'était cette fois Gohier que l'on avait réussi à immobiliser au préalable et à envelopper d'une manœuvre.

Sa femme ne l'avait rejoint qu'assez tard, ayant eu peine sans doute à regagner le Luxembourg depuis la rue Chantereine, à travers Paris sur pied et en mouvement, à travers la foule et les troupes. Joséphine, d'ailleurs, l'avait retenue le plus longtemps possible ; convenablement stylée, elle s'était mise, avec des grâces câlines, à enjôler et à chapitrer la visiteuse. Elle lui avait dit que le général attachait toujours beaucoup de prix au concours de Gohier ; si celui-ci se comportait bien, l'influence de Sieyès s'en trouverait sensiblement

diminuée ; c'était prendre Gohier par son antipathie pour Sieyès. Mais Joséphine avait ajouté une confidence plus importante, à savoir que Talleyrand et Bruix allaient exiger de Barras une démission qu'on était en mesure de lui imposer. Cette communication avait pour but de faire croire à Gohier que le coup de force se réduirait à expulser Barras, à éliminer ce corrompu, sans toucher aux autres membres de l'Exécutif. Gohier s'imagina bonnement qu'il s'agissait non de détruire, mais de purifier le gouvernement, et ne vit aucun inconvénient à ce que le Directoire se laissât opérer du membre pourri. Les principaux Directeurs passaient ainsi leur temps à s'entre-trahir. A présent, Gohier, moins honnête qu'on ne l'a cru, se tenait à l'état de demi-complicité ; sans coopérer activement, il ne bougeait plus, convaincu que Barras allait payer pour tous et se souciant peu de défendre ce méprisable collègue.

Dans son appartement, Barras comptait les heures, les minutes, et comme la matinée s'avançait sans qu'aucune offre lui arrivât des Tuileries, sans qu'aucune négociation s'amorçât, cet homme d'humeur ordinairement optimiste se laissait aller à des réflexions d'une mélancolie amère, devenait mortellement triste. La scène d'éclat faite devant Bottot avait de quoi l'épouvanter ; les réserves intimes dont elle avait été accompagnée ne suffisaient pas à le rassurer, et son désarroi était complet. Comme s'il eût perdu toute faculté d'action et de mouvement, il demeurait sur place, effondré.

A supposer qu'il nourrît par moments quelque idée de résistance, les moyens lui manquaient et se dérobaient l'un après l'autre. On lui avait subtilisé

sa garde, ses grenadiers, ses employés, jusqu'au secrétaire du Directoire, Lagarde, qui avait filé ; par soudain escamotage, comme en une féerie de théâtre, l'appareil de la puissance se retirait en lui et passait ailleurs. Au Luxembourg, plus personne dans les postes, sauf un vétéran, impotent ou fidèle ; personne dans les salons d'attente, sauf quelques aides de camp, et encore l'un d'eux, — toutes les malchances survenant à la fois, — allait tomber frappé d'apoplexie. Barras regardait par ses fenêtres, qui donnaient sur la rue de Tournon, et voyait le mouvement du peuple ; il avait vu les troupes qui s'en allaient vers Bonaparte acclamées, encouragées par les habitants, et autour de lui le vide, le délaissement, se faisaient plus profonds.

Quelques amis de la dernière heure vinrent pourtant le visiter. Le général Debelle s'annonçait comme un foudre de guerre, mais il n'avait ni chevaux ni uniformes. Il partit sous prétexte d'acheter au Pilier des halles un habit d'officier général ; on ne le revit plus. Mme Tallien était accourue ; « avec une vivacité charmante », elle essayait de remonter Barras, de relever ce panache qui pendait lamentablement. Merlin de Thionville survint un peu plus tard, armé de pied en cap, parlant d'occire Bonaparte et de « faire rouler sa tête aux pieds de la Liberté » ; Barras le jugea grotesque. Ce n'était point que l'ex-vicomte manquât de courage personnel ; il en avait fait preuve en maintes rencontres, mais il sentait qu'aujourd'hui toute résistance tentée par lui au nom des principes succomberait sous la moquerie publique, et il craignait le ridicule. Puis, il ne se résignait pas à croire que Bonaparte l'eût tota-

lement trompé, berné, sacrifié, et ne lui réservât pas une compensation.

Il était près de midi quand Talleyrand et Bruix s'annoncèrent en ambassadeurs. Comme Barras ne s'était point décidé à venir, on allait à lui, mais c'était à seule fin d'éliminer ce débris. Talleyrand sortit la lettre de démission qu'il tenait en poche depuis le matin, à tel point raturée qu'il était difficile de la lire autrement qu'en ânonnant ; elle était adressée aux Anciens et ainsi libellée :

« Citoyens représentants, engagé dans les affaires publiques uniquement par ma passion pour la liberté, je n'ai consenti à partager la première magistrature de l'Etat que pour le soutenir dans les périls par mon dévouement, pour préserver des atteintes de ses ennemis les patriotes compromis dans sa cause, et pour assurer aux défenseurs de la patrie ces soins particuliers qui ne pouvaient leur être plus constamment donnés que par un citoyen anciennement témoin de leurs vertus héroïques, et toujours touché de leurs besoins.

« La gloire qui accompagne le retour du guerrier illustre à qui j'ai eu le bonheur d'ouvrir le chemin de la gloire, les marques éclatantes de confiance que lui donne le Corps législatif et le décret de la représentation nationale, m'ont convaincu que, quel que soit le poste où l'appelle désormais l'intérêt public, les périls de la liberté sont surmontés et les intérêts des armées garantis. Je rentre avec joie dans les rangs de simple citoyen, heureux, après tant d'orages, de remettre entiers et plus respectables que jamais les destins de la République dont j'ai partagé le dépôt. Salut et respect. »

C'était cela seulement que le diplomate et l'amiral, fins négociateurs l'un et l'autre, demandaient à Barras de signer. Après avoir donné tant de gages de dévouement à la chose publique et d'abnégation, refuserait-il ce dernier ? On peut croire que Talleyrand fut doucement péremptoire, gracieux et net, d'une courtoisie désespérante. Les auteurs s'accordent d'ailleurs à penser que la lettre s'accompagnait d'un argument qui ne laissait jamais Barras insensible, — d'une somme ronde, — qu'on avait eu soin de lui dorer effectivement la pilule. Dans ses *Mémoires*, Barras fait allusion aux bruits qui coururent à ce sujet ; avec cette ingénuité qui perce parfois au milieu de ses grosses astuces, il ne rejette pas comme invraisemblable le fait qu'on ait projeté de l'acheter. Seulement, il prétend n'avoir pas même eu à refuser l'argent, à s'armer d'une vertueuse indignation ; la somme ne lui eût pas été présentée, s'étant égarée en route aux mains de Talleyrand. Il est beaucoup plus croyable qu'elle parvint à destination et produisit son effet, à supposer qu'elle eût été réellement dirigée vers Barras. Faut-il admettre plutôt que Talleyrand et Bruix usèrent d'un moyen de pression qui porte dans notre langue d'aujourd'hui un nom spécial, qu'ils tenaient en réserve contre Barras des papiers dont la divulgation l'eût écrasé ? Il est difficile d'affirmer en pareilles matières ; ce sont là mystères de la politique et bas-fonds rarement accessibles.

Quoi qu'il en soit, Barras comprit que Bonaparte et Sieyès, s'étant décidés à ne plus l'employer, disposaient des moyens de le briser, mais préféraient l'éconduire en douceur. La question se posant ainsi,

il s'affirma une fois de plus homme de résolution ; c'est lui du moins qui le dit, en attribuant la promptitude de sa décision à des motifs moins bas. » Mon parti est pris aussitôt avec cette résolution que j'ai eue souvent dans les moments difficiles ; je pense que ma démission est donnée de fait et que mon rôle est fini. » En vertu de ce raisonnement, il signa d'une main, et de l'autre, suivant de sérieuses présomptions, palpa. Avec non moins de résolution, il demanda ensuite à partir, à disparaître ; il émit le désir de se retirer sur sa terre de Grobois et d'y vivre désormais dans une obscurité heureuse, déchargé du poids des grandeurs ; il irait surtout y cuver son fiel, son amère rancune, moins furieux peut-être de quitter la partie que d'avoir été dupe en se croyant complice.

Sa demande de partir fut jugée trop juste et opportune pour qu'on n'y fît pas droit tout de suite. Aussitôt que sa lettre fut parvenue aux Tuileries, dans le même temps que le président Lemercier lui en accusait réception, Bonaparte détacha cent dragons pour protéger et surveiller sa retraite, pour convoyer cette déroute. Au bout d'un instant, Barras put entendre sous ses fenêtres un fracas de chevaux et d'armes. Sa voiture fut annoncée, et l'équipage attelé en poste s'enfuit dans un bruit de grelots, dans un claquement de fouet et un trot de cavalerie. A la barrière, une difficulté survint ; Fouché, qui restait dans la tradition des journées révolutionnaires, n'avait eu rien de plus pressé que d'envoyer partout l'ordre de fermer les barrières, de ne laisser entrer ou sortir personne. Les soldats du poste arrêtèrent la voiture, et, voyant que les postil-

lons faisaient mine d'avancer, ils menacèrent d'éventrer les chevaux. Après avoir vainement parlementé, il fallut expédier auprès de Bonaparte et solliciter de lui un laissez-passer. Bonaparte envoya immédiatement un aide de camp lever la consigne, trop heureux d'en finir avec Barras et de le laisser ignominieusement s'évader de l'histoire.

IV

Parmi les ministres et les hauts fonctionnaires, la plupart avaient déjà fait acte de présence aux Tuileries. Dans ce salon des inspecteurs où Bonaparte était remonté auprès de Sieyès, de Ducos et des principaux meneurs, où semblait transféré le siège du gouvernement, les ministres arrivaient l'un après l'autre, mandés sous prétexte d'assurer l'exécution du décret ; Fouché d'abord et Cambacérès, la police et la justice ; puis Quinette, le ministre de l'intérieur, et Reinhard, celui des relations extérieures. Robert Lindet, ministre des finances, résista au premier appel, mais se rendit au second. Dubois-Crancé s'était enfermé dans son cabinet au ministère de la guerre et ne bougea de toute la journée, mis en inactivité de fait par le décret qui investissait législativement Bonaparte de l'autorité sur les troupes.

Fouché se multipliait en protestations de dévouement et ne croyait pouvoir donner trop de gages ; son ardeur à servir paraissait parfois intempestive.

L'ordre de fermer les barrières avait déplu à Bonaparte ; cette mise de Paris sous séquestre avait quelque chose de révolutionnaire et de violent qui répugnait à sa façon de comprendre la journée, qui rappelait trop d'autres temps, qui contrariait son désir de déranger le moins possible les habitudes des citoyens et de leur rendre la secousse à peine perceptible. Il s'en exprimait avec grandeur : « Eh ! bon Dieu, pourquoi toutes ces précautions ? Nous marchons avec la nation et par sa seule force. Qu'aucun citoyen ne soit inquiété, et que le triomphe de l'opinion n'ait rien de commun avec ces journées faites par une minorité factieuse. » Il fallut que Fouché expédiât partout contre-ordre, rétablît la circulation et réprimât ses excès de zèle.

Cambacérès témoignait d'un empressement plus grave ; c'était lui qui avait itérativement écrit à Lindet de venir, mais il entendait, en ce qui le concernait lui-même, respecter religieusement les formes.

Ses premiers mots à Bonaparte furent ceux-ci : « Permettez-moi de vous demander si la constitution est encore la loi de l'Etat ? — Pourquoi me faites-vous cette question ? » Cambacérès s'expliqua. C'était à lui, ministre de la justice, qu'il incombait de donner force pleinement exécutoire au décret des Anciens en l'insérant au *Bulletin des lois*, en les publiant selon le mode accoutumé et en l'expédiant à toutes les administrations. Or, d'après la constitution, aucune loi ne pouvait être publiée qu'en vertu d'une ordonnance de promulgation rendue par le Directoire et signée de son président, lequel avait

en outre à y faire apposer le sceau de la République, dont il était détenteur. L'absence de Gohier, qui restait au Luxembourg, s'opposait à cette sanction « purement administrative » ; on avait bien le sceau, le secrétaire Lagarde l'ayant escamoté et emporté avec soi en quittant le Luxembourg, mais Cambacérès ne se reconnaissait pas qualité pour imprimer de son propre mouvement l'estampille officielle. Il trouvait très bon que l'on jetât bas le gouvernement et que l'on bouleversât les institutions ; toutefois, tant que la constitution subsisterait, il se conformerait aux prescriptions en vigueur et ne passerait jamais, quant à lui, sur une irrégularité de procédure.

Bonaparte s'irritait de cette chicane qui accrochait toute l'entreprise et pourrait motiver des désobéissances légales. « Les légistes, disait-il, entravent toujours la marche des affaires. » Plus tard, il reprocherait en plaisantant à Cambacérès d'avoir failli faire manquer le 18 brumaire. Heureusement, si Cambacérès était grand formaliste, il était aussi casuiste. « Tout à l'heure, dit-il à Bonaparte, je vous ai parlé en ministre ; maintenant, je vais m'énoncer comme quelqu'un qui désire vous aider. » Et il suggéra un moyen de tourner la difficulté qu'il avait lui-même soulevée. Puisque Gohier persistait à ne pas venir, ne pouvait-on le considérer comme retenu par raison de force majeure et n'étant plus « en activité ». Dans ce cas et en vertu des précédents, c'était à Sieyès, qui avait présidé le Directoire pendant le trimestre antérieur, qu'il appartenait de remplacer le président actuel empêché et d'agir à son défaut. « Que Sieyès signe et scelle, disait Cambacérès ; je me charge du reste. » Point ne fut besoin d'ail-

leurs de recourir à cet expédient. Sieyès venait de s'exécuter quand Gohier et Moulin parurent; voyant tout le monde aller aux Tuileries, ils avaient fini par faire comme les autres ; ils se laissaient attirer à leur tour par l'absorbant foyer.

Gohier ne refusa pas de s'entendre avec Cambacérès pour établir et signer un nouvel acte de promulgation, parfaitement régulier. Il y était astreint d'ailleurs à peine d'attentat, les Anciens n'ayant fait qu'user de leur initiative souveraine. A la vérité, il eût pu et même dû discuter sur l'article qui créait un commandant supérieur des troupes, la constitution n'ayant pas prévu ce cas. Il passa outre; la raison de cette condescendance doit se trouver dans la persuasion où il était toujours qu'on en voulait uniquement à Barras et que le Directoire, allégé de ce poids compromettant, pourrait se remetre à flot.

Il était temps d'en finir avec ses illusions. On n'avait plus besoin de lui ; on s'occupa aussitôt de l'évincer, en y mettant d'abord quelques formes. Bonaparte, Sieyès, Ducos, les inspecteurs, Boulay, Chazal, étaient là, tâchant de l'incliner à la résignation, à l'abnégation, et de lui faire entendre qu'il ne fallait plus parler de Directoire et de constitution qu'au passé. Il ne fut pas aisé de le détromper. Reconnaissant deux de ses collègues, il les invitait à se mettre avec lui en délibération ; depuis le matin, il aspirait à délibérer. En vain Sieyès et Ducos se déclaraient démissionnaires, en vain ils énonçaient la nécessité d'une transformation radicale. Gohier persistait à espérer que le changement se réduirait à peu de chose, que la plupart des Directeurs et le président seraient maintenus en exercice,

que la journée aboutirait à une réunion cordiale et finirait sur une embrassade. Est-ce qu'on ne devait pas dîner chez lui le soir ? Bonaparte s'y était formellement engagé. Bonaparte s'emportant aurait fini par lui dire : « Je ne dîne pas aujourd'hui. »

Boulay et Chazal se mirent à parler clair : ce qu'on voulait du citoyen président, c'était sa démission ; comprenait-il enfin ! Là-dessus, le bonhomme se fâcha, éclata en reproches ; on vit le moment où il allait lancer « des ruades », mais sa grosse colère, se sentant impuissante, ne tarda pas à s'affaisser. Il continua néanmoins d'alléguer ses principes, ses devoirs, la constitution, et se maintint sur une défensive honorable.

Moulin, « la mine très allongée », ne se montrait pas moins récalcitrant, bien qu'il fût revenu de toute velléité d'action. Ce général très médiocre, jeté au pouvoir à cause même de sa rassurante obscurité, avait montré le matin, par un reste d'habitudes militaires, quelque esprit de décision. Au fond, il ne s'était jamais illusionné sur la stabilité du gouvernement dont il faisait partie ; depuis qu'il y était entré, il semblait en porter le deuil. Ce qui le rendait un peu inquiétant, c'était la parenté qu'on lui attribuait avec Santerre, l'ex-roi des faubourgs, le moteur des anciennes insurrections ouvrières. Un moment, le bruit se répandit aux Tuileries que Santerre parcourait les faubourgs et tâchait d'ameuter le peuple ; Bonaparte fonça sur Moulin et, le regardant fixement : « Si Santerre se montre, dit-il, je donnerai l'ordre de ne s'attacher qu'à lui et de le tuer. » Moulin prit soin de le rassurer : « Santerre ne réunirait pas autour de lui quatre hommes. »

Il était impossible d'imaginer un Jacobin plus désabusé.

Gohier et lui n'en refusaient pas moins de démissionner. Ils furent pressés assez vivement. Boulay, qui aspirait à jouer auprès de Gohier le rôle dont Talleyrand s'était acquitté vis-à-vis de Barras avec une preste désinvolture, serrait de près le président : « Vous ne voulez pas, citoyen Gohier, qu'on mette à cette demande plus que de l'invitation. » Mais Bonaparte ne consentait pas encore à la violence. Gohier et Moulin ayant fini par sentir que leur place n'était plus aux Tuileries, puisqu'ils entendaient demeurer fidèles à la légalité, on les laissa repartir. Où iraient-ils ? Sans songer un instant à se présenter au peuple et à montrer aux éléments d'opposition un point de ralliement, ils remontèrent en voiture et retournèrent au Luxembourg, se confinant dans une résistance inerte.

Comme il convenait cependant de les mettre à l'abri de suggestions hostiles et de prévenir en eux un réveil d'énergie, il parut prudent de les isoler et de les séquestrer dans le lieu de leur résidence ; c'était ce qu'on appelait alors *mettre en surveillance*. Bonaparte résolut d'envoyer quelques troupes de ligne qui occuperaient militairement le Luxembourg, s'installeraient dans les postes abandonnés par la garde et consigneraient les deux Directeurs. Trois cents hommes de la 96e demi-brigade furent commandés pour ce service, et Moreau fut mis à leur tête, recevant cette marque de particulière confiance ; c'était en même temps répondre à ses goûts que de lui attribuer un rôle purement passif et un poste de haut factionnaire.

Les trois cents hommes allaient partir des Tuileries, quand un fait très singulier se produisit, d'après le récit de Bonaparte. Dans les rangs, des murmures et un commencement de mutinerie éclatèrent, non que les soldats éprouvassent le moindre scrupule à garder sous clef les gouvernants d'hier, mais ils répugnaient, en ce jour qui devait à jamais consolider la République, à servir sous Moreau, dont la tiédeur et le modérantisme ne leur paraissaient pas mériter la confiance des vrais patriotes. Pour les déterminer, il fallut que Bonaparte les haranguât, garantît le républicanisme de Moreau et répondît de lui devant la troupe.

Le détachement partit alors. Arrivé au Luxembourg, Moreau se présenta chez Moulin et, sans dissimuler l'objet de sa présence, essaya d'entrer en conversation; pour toute réponse, l'autre lui montra la porte et lui fit signe de passer dans l'antichambre, où était désormais sa place, puisque le glorieux général se réduisait au rôle de geôlier. Les soldats envahissaient assez brutalement le palais, montaient dans les appartements, clôturaient les issues, verrouillaient les portes. Gohier et Moulin rédigèrent alors à l'adresse des Conseils un message de protestation, qui fut naturellement intercepté. Ils furent resserrés plus étroitement ; défense de communiquer entre eux, d'échanger une parole ; une sentinelle attachée à Gohier ne le quitta pas d'une semelle ; le soir, elle « voulut rester au pied de mon lit et tenir jusqu'à mon sommeil en surveillance », a écrit le pauvre homme indigné. En bas, un des battants de la grande porte s'ouvrant sur le dehors avait été tiré, achevant de donner au palais directorial,

transformé en maison d'arrêt, un air de reclusion.

Les soldats exécutaient avec la dernière rigueur leur consigne de ne laisser sortir ou entrer personne ; ils ne faisaient même pas d'exception pour les personnes désirant parler à leur général. Des députés, des officiers se présentent : « *On n'entre pas.* — Mais nous sommes des députés ! — *On n'entre pas.* — Laissez-nous du moins nous inscrire chez le concierge. — *On n'entre pas.* — Puis-je parler au général Moreau ? — *On n'entre pas* » — Et Moreau restait sur place, un peu honteux du rôle qu'on lui faisait jouer, gardant ses prisonniers et lui-même prisonnier de ses hommes.

Bonaparte répartit les autres troupes, concentrées jusque-là aux Tuileries, sur les points stratégiques qui dominaient Paris ou du moins assuraient les principales positions à garder : le château et ses approches, les Champs-Elysées et les voies conduisant à Saint-Cloud. La dislocation des troupes s'opéra en une heure. A la tête des divers groupes militaires, Bonaparte plaça, au-dessus des commandants de service, des hommes à lui, des généraux pour la plupart d'un nom qui parlait à l'imagination publique. Lefebvre restant près de lui « comme son premier lieutenant » et Andréossy faisant fonctions de chef d'état-major, avec Caffarelli et Doucet pour adjoints, Lannes eut le gouvernement des Tuileries, Berruyer celui des Invalides. Murat avec sa cavalerie reçut la garde du Palais-Bourbon et Marmont fut mis à la tête de l'artillerie, Morand étant maintenu commandant de place. Macdonald fut envoyé à Versailles, où il y avait des Jacobins à surveiller. Séru-

rier dut se poster avec un gros détachement d'infanterie au Point-du-Jour, d'où il s'avancerait le lendemain sur Saint-Cloud et y prendrait le commandement en second ; d'autres troupes se réuniraient aux siennes pour serrer les Conseils dans un étau de fer, tandis que Paris demeurerait confié à la garde d'une élite de chefs illustres, « rappelant à eux seuls plus de gloire qu'il n'en faudrait pour animer plusieurs armées et faire trembler l'Europe. »

Un ordre du jour affiché dans Paris instruisit les habitants de ces dispositions. Cette pièce sortit des presses de l'imprimerie nationale, car tous les services publics, s'étant rangés sous le pouvoir nouveau, fonctionnaient régulièrement. L'adresse des Anciens, une double proclamation de Bonaparte au peuple et à l'armée, une proclamation du ministre de la police et une autre de l'administration centrale s'étalèrent sur les murs comme pièces officielles. Le service des postes expédiait des courriers extraordinaires, chargés de porter en province les actes dûment légalisés, et continuait en même temps de pourvoir aux besoins du public ; les malles-postes partirent à sept heures, à peine retardées. Au-dessus du Louvre et sur divers points élevés, le télégraphe aérien s'était mis en branle, agitait continuellement ses grands bras, signalant la nouvelle aux quatre coins de l'horizon. Dans tous les arrondissements, les municipalités avaient été suspendues, les commissaires du gouvernement, agents sûrs, avaient saisi l'autorité et accaparé les fonctions municipales. Ils communiquaient d'heure en heure avec Réal, commissaire central. Les adjudants avaient fait battre la générale, convoqué les gardes natio-

naux, renforcé les postes, déployé un certain appareil de militarisme bourgeois ; mais ces précautions demeuraient purement préventives, car nulle part ne se levait l'ombre même d'une résistance matérielle.

Comme il n'y avait plus rien à voir autour des Tuileries gardées et closes, fortement protégées, les curieux s'étaient retirés. Les abords du château et du jardin se dégageaient ; la foule refluait et se dissipait dans l'intérieur de la ville. Paris semblait reprendre sa physionomie habituelle ; beaucoup de citoyens retournaient à leur travail, à leurs affaires. La Bourse, qui se tenait alors le matin, avait été favorablement impressionnée. On eut le spectacle insolite d'une hausse des fonds publics en pleine crise, avant que le résultat fût acquis ; le tiers consolidé monta de 11 fr. 37 à 12 fr. 88. Les hommes d'argent continuaient leur assistance. « Deux millions ont été apportés avant trois heures au Trésor public et deux autres promis pour demain. » Ces chiffres donnés par les journaux étaient certainement exagérés, mais le ministre Gaudin, qui devait prendre le surlendemain le portefeuille des finances, confirme dans ses *Mémoires* le fait de l'avance. D'ailleurs, avant de se séparer, le Conseil des Anciens avait inscrit à son ordre du jour pour le lendemain le vote sur l'affaire des *délégations*, capitale pour les fournisseurs, comme s'il eût voulu mener de front la réforme de l'Etat et la satisfaction de la finance.

La masse des habitants semblait moins surexcitée que pacifiée et « soumise ». — « Nous n'avons pas encore eu, diraient le lendemain les journaux, de révolution plus calme. » Dans les faubourgs, rien

ne bougeait ; la prétendue apparition de Santerre n'avait été qu'une fausse alerte. Les émeutiers professionnels s'étaient subitement terrés. Autour des barrières rouvertes, les postes militaires doublés surveillaient les entrées et les sorties, et c'étaient parfois de leur part des défiances, avec des sarcasmes et des quolibets contre les membres du gouvernement déchu. Une femme sortait-elle en voiture, ce ne pouvait être que la maîtresse de Barras », qui déguerpissait au plus vite. On ne la laissait passer qu'après avoir vérifié sa qualité réelle.

Par l'une des barrières, Mme de Staël entra en poste, arrivant de Coppet et s'étonnant de tomber dans Paris un jour de révolution. Dans toutes les conversations qu'elle entendait, entre postillons et passants, le même mot revenait sans cesse, le nom dominateur et fatidique : Bonaparte. L'obsession collective la gagnait ; son enthousiasme augmentait pour l'homme dont les exploits avaient conquis son imagination, pour celui qui avait fait venir ses ouvrages en Egypte et qui avait porté sa réputation sur les bords du Nil, pour celui qu'elle appelait « son héros », et qui sans doute, rendant hommage à toutes les supériorités, donnerait place au génie littéraire dans le gouvernement de demain.

V

Bonaparte se tenait toujours aux Tuileries, quartier général militaire et civil, qu'il ne quitterait que

très tard pour rentrer chez lui et coucher rue Chantereine. Aux Tuileries, le défilé des adhésions continuait ; des hommes de toute sorte affluaient, députés, membres de l'Institut, administrateurs, des ralliés et des demi-ralliés, ceux qui ne craignaient plus de s'engager à fond, ceux qui apportaient un acompte de dévouement, en attendant, pour se livrer davantage, l'issue de la seconde journée. Des personnages réputés hostiles ou au moins très douteux se montraient ; Jourdan s'était présenté aux Tuileries pendant la revue et avait reçu avis de se tenir tranquille. Augereau, oubliant l'ordurière violence des paroles qu'il lançait naguère contre Bonaparte, voulut à toute force voir son ancien chef à l'armée d'Italie et lui sauta au cou, l'embrassant à pleines joues ; avec de grosses minauderies, d'un air qui voulait être affectueux et gentil, il lui reprochait de ne l'avoir pas mis dans la confidence : « Eh ! quoi, général, est-ce que vous ne comptez pas toujours sur votre petit Augereau ? » Il caressait lourdement le pouvoir naissant, sans se détacher encore du parti jacobin.

Devant de tels abaissements, les principaux auteurs du mouvement se rassérénaient de plus en plus et montraient un visage épanoui ; une détente succédait dans les esprits aux émotions premières. Des optimistes se remémoraient les incidents burlesques de la journée, faisaient des mots, s'amusaient aux dépens du naïf Gohier et de son dîner. Ils ne s'imaginaient guère que le succès pût s'arrêter à mi-chemin, qu'une affaire si admirablement lancée dût butter contre un misérable obstacle ; ils semblaient ignorer que le sort de ces violentes entre-

prises, si conformes qu'elles paraissent au sentiment public et à l'élan des esprits, ne tient jamais qu'à un fil.

Il fallait pourtant combiner la deuxième journée et préciser le plan des opérations, laissé jusqu'alors dans le vague. Pour quiconque savait prévoir et réfléchir, il demeurait évident que l'on traverserait à Saint-Cloud la passe véritablement dangereuse et que l'on toucherait alors à l'aigu de la crise.

Aujourd'hui tout s'était fait sous le couvert du moyen constitutionnel, sous un voile de légalité qui avait permis les illusions inconscientes ou volontaires, et les conjurés, se posant simplement en exécuteurs du décret rendu par la partie autorisée du Corps législatif, n'avaient pas eu à solliciter de trop compromettantes audaces. Demain serait la journée proprement inconstitutionnelle; il faudrait trancher dans le vif, démasquer le but, montrer qu'il ne s'agissait pas seulement de refaire un 30 prairial et d'expulser quelques Directeurs, mais d'attenter au pacte fondamental et de le briser, ce que beaucoup de personnes n'apercevaient pas encore. On verrait se dresser devant soi une grande partie et peut-être la majorité des Cinq-Cents, dont la voix avait été d'abord étouffée, ainsi que la minorité des Anciens, exclue du premier débat ; on aurait sans doute à lutter contre la hardiesse et la furie jacobines, à surmonter chez les autres partis des scrupules, à forcer des volontés hésitantes, et peut-être, dans le conflit déclaré qui s'établirait avec la loi, à imposer une épreuve périlleuse au dévouement des troupes ; c'était autant d'hypothèses à prévoir et auxquelles il importait de parer.

Pendant la journée, dans le salon des inspecteurs, Bonaparte et ses principaux alliés avaient tenu à ce sujet des conversations, des conférences passablement décousues, interrompues par les allées et venues, par les ordres à expédier, par l'affairement général. Le soir venu, un dernier conseil eut lieu et l'on tâcha d'aboutir. Bonaparte, Sieyès, Ducos, étaient naturellement présents ; ils avaient convoqué leurs amis les plus influents dans l'une et l'autre assemblée ; c'étaient Lemercier, Regnier, Cornudet, Fargues, Lucien, Boulay, Emile Gaudin, Chazal, Cabanis et quelques autres.

Ce grand comité, composé de purs politiciens ou de penseurs dépaysés dans l'action, présenta en raccourci l'image de l'impuissance parlementaire. Tout le monde s'entendait fermement sur un point, suppression du Directoire, et plus vaguement sur un autre, création d'un Consulat provisoire qui serait chargé, d'accord avec quelques législateurs choisis et triés, de procéder à la refonte des institutions. Mais il convenait que le Consulat parût tenir ses pouvoirs de la représentation nationale, qu'il sortît d'un vote, les deux Conseils devant ensuite s'effacer et s'ajourner, et c'était en tous ces points que gisaient les difficultés. Sous quelle forme présenter la chose ? Comment se servir à la fois et se débarrasser des assemblées ; comment introduire au débat la révision constitutionnelle et la faire voter en principe ; qui se chargerait de présenter la motion, qui viendrait à la rescousse, quel rôle attribuer aux Anciens et quel rôle laisser aux Cinq-Cents; quelle procédure assez subtile permettrait d'amener deux assemblées, après qu'elles auraient engendré

un pouvoir nouveau, à s'immoler elles-mêmes et à rentrer dans le néant ? La présence des troupes faciliterait certainement le résultat, mais une simple démonstration militaire et l'autorité morale des baïonnettes suffiraient-elles à l'assurer, sans qu'il fût besoin de recourir à l'emploi de la force armée, à une intervention brutale, ressource risquée et en tout cas fâcheuse ?

Bonaparte assistait au débat plutôt qu'il n'y participait ; plus politique et plus rusé que tous ses complices, il sentait pourtant que sa tâche n'était pas d'aviser aux moyens de manœuvrer des assemblées légiférantes et de machiner pour le lendemain des séances décisives. C'était affaire aux praticiens du métier politique, aux vieux routiers parlementaires, à ceux auxquels il avait prêté sa popularité et son épée, à inventer le tour de main qui opérerait la mutation du régime directorial en Consulat provisoire. Il s'irritait de constater chez ces hommes l'impossibilité de conclure.

En effet, Sieyès, « absorbé dans ses réflexions, ne proposait que des idées abstraites » ; Ducos faisait le personnage muet ; parmi les députés, les avis se croisaient ; les ambitions, les convoitises individuelles se jetaient à la traverse, chacun voulant se tailler un rôle dans la journée du lendemain, afin de s'assurer une part plus éminente dans le gouvernement à venir. Lucien se disait sûr de dominer les Cinq-Cents et d'enlever le vote, pourvu qu'on le laissât agir à sa guise. Il tenait plus que personne à une solution parlementaire, afin que le Bonaparte militaire ne primât pas trop le Bonaparte civil. A ce moment encore, « Lucien croyait travailler pour

lui-même en s'occupant des intérêts de son frère ». Chazal était le seul qui formulât un plan bien net, mais il n'arrivait pas à le faire adopter comme programme définitif de la journée. Cambacérès, présent à une partie des délibérations, s'étonnait de trouver chez les meneurs si peu de concert et des volontés aussi mal établies. La discussion se prolongea fort avant dans la nuit, sans qu'aucun accord d'ensemble sortît de ce verbiage ; finalement, le sort de la deuxième journée fut abandonné au hasard des inspirations individuelles, à l'indication des circonstances, à la fatalité propice, à l'impulsion donnée, au torrent de la volonté populaire, qui paraissait devoir tout emporter.

Ce fut une grave imprudence, car un fait n'arrive pas nécessairement en politique par cela seul qu'il apparaît inévitable. Tandis que Bonaparte s'en reposait à tort sur les parlementaires du soin d'achever le succès par des expédients de séance et de tribune, les parlementaires commettaient une égale erreur en se fiant uniquement au prestige du chef militaire, à son ascendant sur les troupes, à sa puissance de fascination, pour contenir et mater les dissidences ; peu s'en fallut que cette double méprise ne devînt funeste à l'un et aux autres.

Sieyès, sortant un moment des abstractions, avait proposé pourtant un moyen de simplifier et d'abréger la seconde journée ; il se fût agi de faire arrêter immédiatement les principaux meneurs jacobins, quarante députés environ, et de décapiter ainsi l'opposition. C'était l'éternel système qui consistait à épurer les assemblées pour les mieux asservir. Bonaparte le repoussa formellement.

Il serait puéril d'attribuer ce refus à des scrupules constitutionnels ou au désir de respecter la liberté des individus. La véritable cause de la divergence d'opinion était qu'en matière révolutionnaire, Sieyès restant dans la tradition, Bonaparte voulait faire du nouveau et jugeait sa gloire, son ambition, l'originalité grandiose et la stabilité de son futur gouvernement intéressées à ce que sa *journée* se distinguât de toutes les précédentes et rompît avec les errements proscripteurs. Sieyès n'admettait pas qu'une révolution pût s'opérer jusqu'au bout sans l'emploi des moyens révolutionnaires. Bonaparte se croyait assez sûr de son fait, assez puissant, assez irrésistible pour se passer de moyens odieux, pour ajouter à sa force le luxe de la magnanimité et la parer de ce décor. Tout sévice trop prononcé lui paraissait devoir dénaturer son coup d'Etat et dérangeait la conception qu'il s'était faite de son avènement ; son idée maîtresse était toujours de surgir au pouvoir non seulement sans effusion de sang, mais sans lutte, sans violence, par démission universelle des autorités et des partis, par effacement spontané ou habilement déterminé de toutes les factions, s'inclinant devant l'unanimité des masses. C'est pourquoi il s'efforçait de garder le contact jusqu'au bout avec ces factions et de ne rompre entièrement avec aucune ; il se préoccupait des Jacobins, mais conservait l'espoir, sinon de les gagner, au moins de les neutraliser, et continuait sous main de négocier avec eux.

Les Jacobins des Cinq-Cents, plus de deux cents députés, passèrent la journée et une partie de la nuit à se chercher les uns les autres, à se rallier, à déli-

bérer fiévreusement. Ils s'étaient réunis chez certains d'entre eux ou dans des restaurants, s'échauffaient dans des dîners, prononçaient des serments et des imprécations, s'érigeaient en Brutus dont le bras se lèverait contre toute tyrannie. Il y avait néanmoins parmi eux des nuances d'opinion et des coteries diverses. Le groupe des Jacobins militaires, Jourdan, Augereau et leurs suivants, ceux qui s'étaient jetés dans le parti par mécontentement et ambition déçue, avaient conclu avec Bonaparte une sorte d'armistice qu'ils se réservaient de rompre ou de transformer en paix définitive, suivant la tournure que prendraient les choses. Ils participaient néanmoins aux réunions communes où ils se rencontraient avec des gens plus avancés, plus exaltés qu'eux, et pourtant jusque dans ces assemblées quelques conseils de prudence se glissaient.

Un forban politique qui rôdait à travers les partis, le Corse Salicetti, ancien commissaire des guerres à l'armée d'Italie, espion double ou triple, homme insinuant d'ailleurs et de douces manières, avait entrée dans les conciliabules dissidents comme député aux Cinq-Cents ; il paraît avoir été auprès des députés jacobins le porte-paroles de son grand compatriote.

Bonaparte leur fit dire en propres termes : « Ne craignez rien, soyez tranquilles, et la République sera sauvée. Après-demain vous serez contents, nous dînerons ensemble, et nous aurons une explication franche et détaillée ». Son but était d'obtenir par douceur ce que Sieyès voulait emporter par violence, c'est-à-dire d'empêcher les chefs jacobins de paraître le lendemain à Saint-Cloud, en leur persuadant qu'ils pourraient y courir des risques personnels, et

que par contre la République, les droits du peuple, les principes sacrés ne recevraient aucune atteinte. Il alla jusqu'à leur donner indirectement avis que Sieyès avait proposé contre eux des mesures extrêmes et que lui-même avait rejeté bien loin ce moyen ; il se posait ainsi en défenseur de la représentation nationale et se faisait valoir aux dépens de son associé.

Cette confidence quelque peu traîtresse réussit en partie. Jourdan, Augereau et leurs plus intimes amis convinrent décidément entre eux de ne point se rendre le lendemain matin à Saint-Cloud, de rester tout d'abord chez eux « spectateurs passifs des événements », quitte à paraître inopinément si les choses se gâtaient pour Bonaparte, et à pêcher le pouvoir en eau trouble. Par contre, les Jacobins civils, des hommes tels que Briot, Talot, Destrem, Aréna, Grandmaison, Delbrel, Bigonnet, Digneffe, Blin, Soulhié, se montraient intraitables. Ils brûlaient d'ouvrir les hostilités, mais sur qui s'appuyer, le peuple faisant défaut ? Comme il demeurait évident que l'armée allait encore une fois arbitrer les destins de la République, ces violents tribuns sentaient le besoin d'opposer à Bonaparte une autre épée, un général qui eût ascendant et prise sur la troupe ; ils pensèrent naturellement à Bernadotte, l'homme au prestigieux physique, au parler sonore, à la voix « d'ancien sergent instructeur », qui avait été leur ministre de la guerre.

Bernadotte avait déjeuné le matin chez Joseph Bonaparte, paru dans l'après-midi aux Tuileries, songé ensuite à lier partie avec Moreau et à exploiter ses scrupules; il passa la soirée avec les Jacobins

et ne les quitta qu'après avoir donné rendez-vous chez lui aux chefs pour le lendemain, à cinq heures du matin. Mécontent et dépité, il s'agitait dans les dessous, tournait autour des événements, cherchant par où il pourrait s'y introduire et se donner prise. Dans la révolution qui allait changer la face de la France, il ne voyait qu'une mésaventure pour son ambition et un tort fait à lui personnellement ; comment n'en eût-il pas voulu à Bonaparte de jouer le rôle que lui Bernadotte avait convoité et manqué ? Ce rôle, il paraissait difficile de le ravir d'emblée à celui qui l'avait si magistralement assumé ; mais Bernadotte ne désespérait pas de le partager avec cet homme, de s'imposer comme associé à Bonaparte, après avoir refusé de le suivre comme lieutenant et d'entrer dans son escorte.

Le plan qu'il proposa aux Jacobins l'explique tout entier. Selon lui, la conduite à tenir serait la suivante : les Cinq-Cents, réunis à Saint-Cloud, ne devraient pas s'attarder à discuter la légalité des mesures prises ; ils feraient mieux, dès le premier instant et par décret parallèle à celui des Anciens, d'instituer le général Bernadotte collègue de Bonaparte dans le commandement des troupes, afin que tous deux eussent à pourvoir en commun à la sûreté du peuple français, à celle des Conseils et de l'Etat. Bernadotte, qui se tiendrait tout prêt, endosserait aussitôt son uniforme et monterait à cheval pour répondre à cet appel ; il accourrait de Paris, rangerait sous ses ordres les troupes échelonnées sur la route et paraîtrait à Saint-Cloud dans un appareil qui obligerait Bonaparte de consentir effectivement au partage ; cette façon de créer un duumvirat

militaire, d'accoler au général des Anciens le général des Cinq-Cents, assurerait au parti avancé toutes les garanties désirables. Ainsi, Bernadotte nourrissait l'extraordinaire espoir de se faire hisser par décret parlementaire à hauteur de Bonaparte, de se placer à côté de lui sur un pied d'égalité, avec l'arrière-pensée de l'éliminer, si les circonstances s'y prêtaient, et de rester seul maître de l'affaire, qu'il dirigerait au gré de ses amitiés politiques et surtout de ses ambitions.

Les Jacobins l'écoutèrent, prirent acte de ses offres et quelques-uns se souviendraient de lui dans le fort de la crise. Il ne paraît pas toutefois que la plupart de ces députés aient adopté fermement son idée, et qu'eux-mêmes soient allés à la bataille avec un plan tout formé. Ils n'en étaient pas moins résolus à lutter, et comme ceux-là étaient de rudes lutteurs, hardis et violents, très propres à s'emparer d'une assemblée en la brutalisant, bien autrement déterminés que les tristes reclus du Luxembourg, la faculté qui leur était laissée d'aller à Saint-Cloud créait un gros danger, que Bonaparte avait insuffisamment considéré.

Il commettait en même temps une autre faute. Présumant trop de son bonheur et n'admettant plus une infidélité de la fortune, il ne craignait pas, dans ses conversations avec des personnages venus à lui sans que leur opinion fût définitivement fixée, de divulguer son plan d'avenir et son principe de gouvernement : la pacification par l'autorité. « Plus de factions ; je n'en veux, je n'en souffrirai aucune », disait-il souverainement, comme si déjà s'exprimait en lui la volonté nationale, impatiente de se

libérer, aspirant à en finir avec les agitateurs de tout ordre, avide de silence, d'ordre et de paix. Ces factions qu'il ménageait encore secrètement, il annonçait très haut l'intention de les absorber et de les anéantir dans la masse nationale, de gouverner contre les partis avec la France ; il avait trouvé cette formule qu'il répétait à satiété : « Je ne suis d'aucune coterie, je suis de la grande coterie du peuple français. »

L'accent militaire qui renforçait ses paroles, ces mots parfois prononcés : « Je veux, j'ordonne », froissaient les assistants et leur donnaient à penser. En ce maigre général aux prunelles ardentes, au ton d'*imperator*, il leur semblait qu'une tyrannie impatiente bouillonnait, et comme ils avaient voulu donner à la République un protecteur sans lui infliger un maître, comme ils entendaient maintenir des garanties constitutionnelles et la pondération des pouvoirs, comme eux-mêmes étaient pour la plupart hommes de parti et de secte, quelques-uns qui s'étaient ralliés de confiance à l'entreprise débutante, se déprenaient déjà ; des scrupules naissaient, ressemblant à des remords. Autour de Bonaparte, chez beaucoup de ces Anciens appelés à composer le lendemain sa phalange civile, dans cette troupe de formation récente et encore mal disciplinée, un flottement, quelques symptômes de recul se manifestaient, à l'heure même où s'élevait dans le lointain un grondement d'opposition. Par une singulière inconséquence, Bonaparte se refusait encore à d'effectives rigueurs et laissait percer son génie autoritaire ; il provoquait chez les hésitants des défiances, sans

abattre le parti adverse sous un coup de terreur, et son tempérament faisait tort à sa politique.

Le danger n'échappait pas à certains des premiers moteurs ou des premiers confidents de l'entreprise, et leur cœur se troublait. Le soir, parmi les hauts conjurés rentrés chez eux, dans les ministères, dans les administrations, des doutes perçaient sur l'issue finale, et qui aurait pu sonder les âmes eût découvert des dévouements moins assurés et des trahisons expectantes. Cependant Bonaparte, rentré chez lui, disait à Bourrienne : « Cela n'a pas été trop mal aujourd'hui ; nous verrons demain. » En se couchant, il plaça près de lui ses pistolets chargés. Les troupes se tenaient partout sur le *qui-vive.* Lannes gardait les Tuileries, la grande place d'armes ; des soldats entassés dans la salle des Anciens et les autres locaux parlementaires y couchaient tout bottés, tout armés. Paris demeurait calme. Dans les théâtres, le public restait sous les impressions réconfortantes de la matinée : « Au Théâtre-Français, où depuis longtemps les airs civiques sont à peine écoutés, le *Chant du départ* a été extraordinairement applaudi. » Au dehors, le temps s'était gâté ; la pluie tombait à flots, empêchant les attroupements populaires, trempant Paris d'humidité et faisant les rues lugubres. Cette journée d'abord dorée de soleil, pleine d'espoirs superbes et d'entraînants spectacles, finissait et semblait se fondre en une nuit de novembre, pluvieuse et morne.

CHAPITRE IX

BRUMAIRE — DEUXIÈME JOURNÉE

I

Le 19 brumaire au matin, le temps s'était rasséréné, quoique le sol restât humide et l'air frais. Un mouvement de troupes traversait la ville ; des escadrons de dragons et de chasseurs filaient vers Saint-Cloud en tenue de campagne, « manteaux roulés » ; le général Lefebvre et son état-major chevauchaient en tête. Les grenadiers de la représentation nationale quittaient leur caserne des Capucines. Il paraît que cette troupe inspirait toujours quelque défiance ; d'après le récit d'un député, les chefs auraient opéré un triage entre leurs hommes, laissé en arrière et consigné les moins sûrs ; le fait est que l'on n'emmena que cinq à six cents hommes sur plus de douze cents, la valeur d'un bataillon. A la tête des détachements d'infanterie qui occupaient Auteuil, Passy, le Point-du-Jour, le général Sérurier allait se porter en avant pour prendre le commandement à Saint-Cloud et pourvoir aux préparatifs nécessaires ; des postes, des réserves resteraient en arrière, afin d'assurer la route ; Leclerc fut chargé de hâter ces dispositions.

La curiosité, l'émotion de Paris, se tournaient

vers Saint-Cloud. Dans les gazettes matinales, on cherchait des renseignements, des détails, des pronostics. Aucun journal n'avait été supprimé ; ceux du bon parti prêchaient le calme et garantissaient la sécurité des personnes. Ces feuilles montraient le mouvement dirigé contre le péril jacobin ; pour rassurer les intérêts, elles annonçaient des actes réparateurs, l'abolition des mesures atroces et des lois pillardes. L'organe des Jacobins, le *Journal des hommes*, se bornait à relater les faits de la veille sous la rubrique : *Révolution.* Le violent journal de Poultier, *l'Ami des lois*, frappé récemment par ordre du Directoire et obligé de changer son titre, reparaissait exultant, furibond. Il s'acharnait sur Barras, Gohier et Moulin à coups d'épithètes ordurières, et frappait ignoblement ces vaincus. Ces insultes étaient lâches, car tout semblait possible, sauf la résurrection du Directoire. Un journaliste avisé, rédacteur de *l'Espiègle*, croyait soutenir et achalander sa feuille éphémère en lui donnant ce sous-titre alléchant : *le Télégraphe de Saint-Cloud.*

Entre les initiés au complot, c'étaient des allées et venues un peu anxieuses, des visites en voiture, des colloques de la dernière heure. Benjamin Constant tâchait de joindre Sieyès et commençait à critiquer ; la proclamation de Bonaparte aux troupes lui paraissait d'un ton répréhensible. Cambacérès se rendit de grand matin chez Chazal et lui demanda si, oui ou non, la conférence tenue dans la soirée aux Tuileries avait abouti, si l'on s'était mis d'accord sur quelque chose. Chazal fut obligé de convenir que non, ayant lui-même rédigé un projet, mais n'étant pas arrivé à le faire adopter par la réunion ; il ne

dissimulait pas ses inquiétudes. « On n'est fixé sur rien, disait-il ; je ne sais trop comment cela finira. »

Cambacérès augura décidément mal d'une journée si peu préparée et prit ses précautions en conséquence. L'essentiel était de ne laisser, en aucun cas, retomber Paris aux mains des Jacobins et de leurs détestables bandes. Sans désemparer, Cambacérès s'en fut trouver deux des chefs militaires laissés à Paris et, d'accord avec eux, organisa comme un coup d'Etat suppléant, un triumvirat éventuel, qui se susbtituerait au triumvirat Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos, pour le cas où celui-ci, aventuré à Saint-Cloud, disparaîtrait dans la tourmente, Comme l'existence de Bonaparte ne fut jamais qu'une lutte contre les plus tragiques vicissitudes de la politique et de la guerre, l'idée de tenir derrière lui un gouvernement de rechange, destiné à sortir de la coulisse et à se pousser brusquement en scène dans l'éventualité d'une castastrophe, hanta presque continuellement l'esprit de ses plus avisés partisans. Par intervalles, cette trame se laisse reconnaître et saisir. Les historiens l'ont relevée en 1809, après l'avertissement d'Essling, en 1808, après les premiers revers de la guerre espagnole, et déjà en 1800, pendant la campagne de Marengo. A mesure que les dessous de l'histoire napoléonienne s'éclairent mieux, on s'aperçoit qu'il faut reporter plus haut, toujours plus haut, l'origine de cette prévoyance ; elle apparaît dès le matin du 19 brumaire.

Fouché restait à Paris, chargé de surveiller et de maintenir la population. Cette fonction lui plaisait, car elle le laissait en utile posture, sans trop le compromettre. Il prit de fortes mesures, s'enten-

dit de son côté avec l'autorité militaire, concentra ses moyens de police, se renferma dans la préservation de l'ordre matériel. « Le premier qui remuera, disait-il, sera jeté à la rivière. » Maîtrisant ainsi Paris, il se gardait, quoi qu'il pût arriver, une assiette solide et une base.

Il n'avait pas tout prévu. Son secrétaire général Thurot avait été détaché à Saint-Cloud pour représenter la police. Journaliste de métier, écrivain alerte, fonctionnaire intermittent, Thurot était homme d'esprit et d'intrigue. Il semble bien que sa mission à Saint-Cloud lui ait inspiré l'ambition de se pousser dans les hautes charges ; à Saint-Cloud, il pourrait se rendre personnellement utile à Bonaparte, se faire valoir aux dépens de son chef, de son ministre, resté en arrière, et pourquoi ne réussirait-il pas au retour à l'évincer, à se faire donner la place ? Il méditait d'opérer son petit coup d'Etat au ministère de la police. Mal lui en prit, car Fouché n'était pas homme à se laisser supplanter de la sorte. Après les événements, instruit de l'intrigue, il la ferait payer cher à Thurot, qui perdrait sa place pour avoir visé plus haut ; ce serait le point de départ entre eux d'une inimitié qui aurait dans la presse un long retentissement.

Chez Bonaparte, « une armée de généraux » était déjà sur pied. Par mots brefs, le général distribuait des ordres, faisait des recommandations ; il défendait aux chefs de corps de bouger sans ordre des positions assignées, quoi qu'ils pussent apprendre. Il se retournait ensuite vers les visiteurs civils, vers Cambacérès, qui était venu lui communiquer ses craintes, vers Le Couteulx, auquel

il offrit le portefeuille des finances dans le gouvernement futur. Le vain débat de la nuit semblait l'avoir averti sur les parlementaires et dégoûté d'eux : « Dans ces Conseils, il y a peu d'hommes. Je les ai vus, entendus hier toute la journée ; que de pauvretés, quels vils intérêts! » Et déjà sans doute se formait en lui, sous les leçons de la veille, l'intention de s'en remettre le plus tôt possible à la force des armes et de militariser la journée. Il s'en défendait pourtant : « Etes-vous donc de ceux qui croient que nous allons nous battre ? Mais il disait à Lannes, qui demandait à l'accompagner: « Non, général, vous êtes blessé, nous serons longtemps à cheval... Non, mon ami, restez ici. »

« Berthier, vous viendrez avec moi ; vous aussi, *gros papa* (en frappant sur le ventre du gros général Gardanne). Mais vous, Berthier, qu'avez-vous ? Vous souffrez. — BERTHIER. J'ai un clou qui perce et je suis couvert d'un cataplasme. — BONAPARTE. Eh bien, restez. — BERTHIER. Non, certes, dussé-je me traîner et souffrir l'enfer, je ne vous quitte pas. »

Quand le moment du départ approcha, on vint lui dire que Joséphine désirait encore le voir et lui parler ; ce rappel parut lui faire plaisir. « A la bonne heure ! J'y monterai, mais cette journée n'est pas une journée de femmes. » Lorsqu'il reparut, comme Le Couteulx lui offrait sa maison d'Auteuil pour y coucher le soir, à proximité de Saint-Cloud, il ne déclina pas l'invitation, « mais pas de femmes; l'affaire est trop grave. Partons. »

Il partit en voiture, avec ses aides de camp, escorté par un détachement de cavalerie. Dans Paris, la population le saluait. En traversant Auteuil, il

passa près de la maison où battaient pour lui des cœurs nobles et tendres, où Mmes Helvétius et de Condorcet, entourées de leurs amis, se tiendraient toute la journée, aspirant aux nouvelles. Un enfant de dix ans, qui serait Ambroise Firmin-Didot, était monté sur un banc près de l'entrée et se souviendrait plus tard d'avoir vu, dans un jour de grande émotion, passer le général Bonaparte.

Le reste de l'état-major civil et militaire suivait. L'aide de camp Lavalette et Bourrienne firent le trajet en voiture. En traversant la place de la Concorde, en passant sur le lieu des supplices, Bourrienne dit à son compagnon : « Nous coucherons demain au Luxembourg ou nous finirons ici. » Sieyès n'admettait pas absolument cette alternative et s'était ménagé une troisième éventualité ; la voiture qu'il ferait tenir à Saint-Cloud constamment attelée, en lieu discret, pour l'emporter au besoin et faciliter sa fuite, allait devenir l'un des accessoires célèbres du drame. Parmi les députés les plus compromis, quelques-uns avaient fait délibérément le sacrifice de leur vie ; l'un d'eux, Villetard, emmenait avec lui son fils et un neveu confié à sa garde, deux enfants, ses plus chers trésors ; il les cacherait dans un endroit écarté du parc, derrière des buissons, et leur dirait de l'attendre jusqu'au soir. « Si je ne reviens pas, sauvez-vous comme vous pourrez, c'est que je serai mort. »

La route de Paris à Saint-Cloud, qui traversait alors le Bois, se sillonnait d'équipages, s'encombrait de cavaliers et de piétons. Véhicules de tout genre, berlines de poste, grandes caisses roulantes, attelages légers, équipages à postillons et à *jockeys*,

cabriolets de maître ou de place, voituraient tout le monde politicien et militaire. Dans ce défilé rapide passaient des figures de législateurs et de fonctionnaires, des officiers en tenue ; auprès d'eux, des comparses, des figurants ou de simples curieux ; toutes les variétés d'acteurs et de spectateurs, les convaincus, les ardents, les timides, les sceptiques, les désabusés ; ceux qui allaient livrer la bataille, ceux qui rôderaient autour d'elle pour en tirer parti, ceux qui voulaient simplement voir.

Chaque personnage important amenait avec soi ses amis, ses acolytes. Sieyès et son inséparable Ducos étaient dans la même voiture avec Lagarde, secrétaire du Directoire. Lucien amenait son fidèle Sapey. Talleyrand amenait son ex-grand vicaire, Desrenaudes, et les deux Rœderer, le père et le fils. Joseph Bonaparte s'était mis à même de rejoindre son frère. Benjamin Constant et d'autres politiciens à côté accompagnaient le gros du parti; Arnault le poète servait en volontaire et en voltigeur, courant de côté et d'autre, poussant des reconnaissances, portant des nouvelles ou des ordres. Beaucoup de Parisiens connus faisaient le voyage en amateurs, en habitués de tous les spectacles, attirés par l'imprévu des scènes annoncées et cette nouveauté d'une révolution à la campagne. Puis la grande et énigmatique figure de Bonaparte rehaussait l'événement : qu'était au juste ce jeune homme impérieux ? Ambitieux profond ou patriote supérieur, allait-il usurper la tyrannie ou fonder la liberté ? C'était sur quoi beaucoup d'hommes discutaient, vaticinaient, philosophaient dans le jargon à la mode, avec des exemples empruntés à l'histoire et des

réminiscences classiques ; le chevalier de Satur, vieux gentilhomme lettré, avait dit le matin : « Il sera ce soir au-dessous de Cromwell ou au-dessus d'Epaminondas. » La curiosité féminine n'abdiquait pas ses droits, et Mme de Staël, tout en restant chez elle, avait fait en sorte que son salon fût informé heure par heure des péripéties de la journée. Des moyens de correspondance, des services par exprès s'organisaient ; la plupart des journaux avaient envoyé des chercheurs ou faiseurs de nouvelles, des rédacteurs de comptes rendus parlementaires. Un peintre, Sablet, ami de Leclerc, était venu prendre des croquis et observer le pittoresque des scènes.

II

A Saint-Cloud, tout ce monde s'agitait, remuait, grouillait, et chacun, en attendant le moment de prendre sa place et l'ouverture du spectacle, cherchait à prendre des forces, se sustentait rapidement. On déjeunait de tous côtés. Les auberges, les guinguettes, nombreuses en ce lieu de plaisance, étaient assaillies. Dans cette invasion en pleine saison morte, les traiteurs de Saint-Cloud voyaient une aubaine ; c'est l'un d'eux qu'une pièce satirique composée sur l'événement de Brumaire, *la Girouette de Saint-Cloud*, prendrait pour personnage principal et montrerait changeant de conviction à mesure que tournait le vent. On mangeait aussi chez le suisse du château. Dans le village d'aspect encore très

rustique, à travers les rues montantes et les verdures flétries, l'entassement des voitures dételées, le tumulte des postillons et des cochers, les repas improvisés, faisaient penser à une grande partie de campagne, à un immense pique-nique; seul, l'appareil militaire éveillait des idées plus graves.

Les amis cherchaient à se réunir et se formaient par groupes. Collot avait loué d'avance à Saint-Cloud une maison, par ordre de Bonaparte. Talleyrand, qui n'avait plus de rôle officiel à jouer, bénéficia de la précaution ; il s'installa dans la petite maison pour toute la journée et s'en fit un observatoire, d'où il pourrait envoyer des avis et surveiller les événements. Il y installa toute une société : Rœderer et son fils, Desrenaudes, Collot, Duquesnoy, l'avocat Moreau de Saint-Méry et le célèbre Montrond, gentilhomme d'industrie, brasseur d'affaires, amant en titre de Mme Hamelin l'étrange créole, spirituel et drolatique conteur, merveilleux de désinvolture. « Je l'aime, disait de lui Talleyrand, parce qu'il n'est pas *infiniment* scrupuleux. — Et moi, répliquait Montrond, j'aime Talleyrand, parce qu'il n'est pas du tout scrupuleux. » Montrond avait fait provision de verve et de belle humeur ; Collot avait songé au solide et tenait en poche cinq cents louis, qui pourraient servir. Il serait curieux de connaître ce qui se dit dans cette réunion. On sait que Moreau de Saint-Méry « pesait les circonstances avec toute la prud'homie d'un bailli d'opéra-comique ». Desrenaudes affichait des principes et s'apitoyait sur le sort de la constitution mise à mal. Au début on le plaisanta ; plus tard, ses doléances impatientèrent ; on le fit taire.

A petite distance, le château se peuplait rapidement. La Révolution l'avait démeublé, sans le dévaster ; les dorures, les peintures subsistaient intactes ; çà et là, le soleil de Louis XIV fulgurait au milieu d'une ornementation massive, avec son altière devise. Sous le Directoire, des bals publics s'étaient donnés dans le château, avec illumination des jardins ; des danses avaient couru l'Orangerie. Puis la dureté des temps, l'inconstance de la mode avaient tout emporté. Aujourd'hui, dans le palais vide, froid comme les locaux inhabités, c'étaient tous les pouvoirs publics qui venaient s'établir en camp volant. Les parlementaires commençaient d'affluer, sans trouver encore à se caser. Une nuée de décorateurs et de tapissiers étaient à l'œuvre, préparant les salles des séances, une salle pour les inspecteurs, une autre pour l'état-major. Les grenadiers du Corps législatif faisaient à l'intérieur le service d'ordre et occupaient les postes ; le gros de leur troupe se tenait rangé dans la cour d'honneur en double haie, quelques pelotons de grenadiers de ligne ayant été placés derrière eux. Beaucoup d'officiers circulaient ; des gens de tout habit et de toute classe se mêlaient à eux, car il avait fallu observer jusqu'au bout les formes, respecter la publicité des séances et admettre un certain nombre de spectateurs. Les meneurs de l'entreprise, a-t-on dit, auraient recruté de faux hommes du peuple et composé une figuration ; il est certain, d'autre part, que les Jacobins eurent dans le public des gens à eux. Autour du palais, des habitants du pays et des environs, avec quelques Parisiens, tâchaient d'approcher pour voir ; devant les

grilles gardées, ils mettaient une rumeur de curiosité et un bruissement de foule.

Plus bas, dans l'avant-cour, sur l'avenue montante, dans les environs du château, des troupes de toutes armes s'établissaient. Des tentes avaient été dressées ; les fusils furent mis en faisceaux, des bivouacs s'installèrent. Les soldats au repos se laissaient regarder par les curieux, causaient avec le bourgeois. Ils paraissaient très montés contre le régime qui depuis tant de mois les laissait en souffrance. Quelques-uns, en grommelant, montraient les marques de leur pénurie, souliers crevés, uniformes rapiécés; avec cela, disaient-ils, la solde en retard, peu de pain, point de tabac. Parmi les hommes d'une compagnie, une pipe unique passait de bouche en bouche, et chacun à son tour en tirait mélancoliquement quelques bouffées : la pipe de la compagnie. Ces soldats dénués accusaient de leurs maux les avocats et faiseurs de discours; leur colère contre les assemblées s'exprimait militairement : « Il est temps de f... dehors ces orateurs ; avec leur bavardage, ils nous laissent depuis six mois sans solde et sans souliers ; nous n'avons pas besoin de tant de gouvernants. » — « Ah ! si Bonaparte était le maître... » C'étaient surtout ces mots qui circulaient et s'entendaient distinctement. Par contre, un officier de la garde disait à un représentant : « Soyez tranquille et comptez sur nous. »

En tout, le nombre des troupes n'était pas considérable : sans compter le bataillon des gardes, huit à dix compagnies de ligne, tirées pour la plupart de la 79e ; un escadron représentant le régiment de Sébastiani, le régiment corse ; un escadron du 8e

dragons, un escadron de chasseurs à cheval, une ou deux compagnies d'artillerie; c'est-à-dire un détachement et comme un échantillon de tous les corps composant la division de Paris. Un peu plus tard, les grenadiers à cheval du Directoire, quatre-vingts à cent hommes, arrivèrent ; les hauts bonnets à poil s'alignèrent. Les dragons, avec plusieurs compagnies d'infanterie, vinrent se placer dans l'avant-cour, à proximité du château ; les autres troupes surveillèrent les approches, s'échelonnèrent vers le pont et la rive.

Une voiture entourée de dragons et de grenadiers à cheval débouche au delà du pont, oblique à gauche, s'élève par l'avenue, atteint l'entrée des cours et s'arrête ; un groupe d'officiers en sort et monte au château, Bonaparte et son état-major ; lui vif et preste, un peu fébrile, ses compagnons manquant de prestige, Gardanne obèse, Berthier éclopé. Ils furent accueillis avec des cris de : « Vive Bonaparte ! » auxquels se mêlèrent des cris de : « Vive la constitution ! » poussés par des députés et par d'autres personnes. Sieyès et Ducos arrivaient de leur côté. Sur le passage de Bonaparte, toutes les troupes s'étaient mises en bataille ; de jeunes soldats l'observaient curieusement et certaines particularités s'incrusteraient dans leur mémoire : « Il avait un petit chapeau et une petite épée. »

Entré au palais, il interroge les généraux, visite les postes, circule, s'enquiert : tout est-il prêt pour l'ouverture des séances, fixée à midi ? Rien n'est prêt ; le déménagement du mobilier parlementaire, l'appropriation des locaux, ont demandé plus de

temps qu'on ne l'avait supposé, et ce mécompte va occasionner un énervant retard.

Pour comprendre les dispositions adoptées et le placement des assemblées, il faut se figurer l'ensemble des lieux, la configuration générale du sol et des bâtiments : une esplanade plus longue que large, émergeant de l'admirable parc, enfermée entre des terrasses superposées, des pentes boisées et d'âpres ressauts ; sur ce terre-plein, le château et le jardin ; le bâtiment principal et les deux ailes saillantes encadrant la cour d'honneur, qui se prolongeait en une terrasse d'où la vue, dominant la Seine et les bois, découvrait au loin Paris, ce grand Paris inerte que l'on se disputait ; en avant de la cour et un peu sur la droite, la cour extérieure, servant d'accès ; derrière le château, le jardin masqué par les bâtiments, un jardin à la française, s'ouvrant sur de profondes perspectives de verdure, bordé d'un côté par une longue construction et de l'autre par une allée de hauts arbres qui subsistent encore. Le château était de dimensions médiocres, la cour assez resserrée, le jardin peu vaste ; c'était en cet espace que tiendrait toute la scène, toute la bataille, enfermée et comme étouffée entre de hautes parois de pierre, des charmilles et des futaies.

La plus belle salle du château était située dans la longueur de l'aile droite, au premier étage, et avait été réservée aux Anciens ; c'était la galerie d'Apollon, décorée par Mignard et fastueusement peinte. Le salon de Mars la précédait. La majesté de ce vestibule, l'imposante perspective de la galerie, la splendeur des ors et le déroulement des allégories, l'estrade présidentielle et la tribune largement dra-

pées, le correct alignement des sièges, des portières de tapisserie rapidement apposées, donneraient à la séance un air de haute tenue et d'apparat. Par mesure exceptionnelle, des grenadiers, l'arme au bras, seraient mis en faction contre la principale porte, à l'intérieur de la salle.

Pour loger les Cinq-Cents, on n'avait trouvé que l'Orangerie, annexe perpendiculaire à la façade du château regardant le jardin. Invisible de la cour, ce vaste parallélogramme de pierre, cette longue halle se projetait sur la partie des bâtiments située en arrière de l'aile droite. Les Cinq-Cents se trouveraient ainsi placés sur le prolongement des Anciens, en recul et dans le fond. C'était l'Orangerie qui bordait d'un côté le jardin et faisait pendant à la haute allée d'arbres, les parterres s'espaçant au milieu ; de l'autre côté, elle avoisinait un chemin étroit, resserré, encore existant, au delà duquel s'élèvent des rampes brusques.

L'aspect de la salle était d'une grise nudité, malgré les colonnes qui s'espaçaient régulièrement et supportaient un pesant décor, de grand style Louis XIV. Douze fenêtres hautes et larges, prenant vue sur le jardin, s'ouvraient dans la longueur un peu au-dessus du sol et éclairaient le local ; une porte centrale, s'ouvrant également sur le jardin, paraît avoir été condamnée ; l'autre grand côté était plein. L'extrémité la plus éloignée du château avait accès sur le parc et sur des dépendances diverses. L'extrémité avoisinant le palais était percée d'une porte qui servit d'entrée. Le bâtiment de l'Orangerie et le palais n'adhéraient pas complètement, mais un passage couvert, une espèce de *tambour*, que l'on

était en train de draper de tapisseries, assurait la communication. Un poste d'honneur y fut placé. Les députés arrivant de la cour pourraient se rendre dans leur salle sans s'exposer de nouveau à l'air, en obliquant à travers des corridors, des vestiaires et aussi des escaliers, car le rez-de-chaussée du palais, par suite de la déclivité du terrain, était en contrebas du jardin et de l'Orangerie.

Au tiers environ de la salle à partir de la porte, en avant de la quatrième fenêtre, l'estrade présidentielle se dressait ; à droite et à gauche, deux tables plus basses pour les secrétaires ; au-dessous, une tribune avec double escalier. Dans le reste de la salle, des sièges disparates s'alignèrent, banquettes, chaises de style dépareillées, et les rangées de sièges furent disposées de manière à laisser entre la porte et la tribune une sorte d'allée, permettant l'accès. Aux deux bouts, d'étroits espaces furent ménagés pour loger environ deux cents spectateurs, placés de plain-pied avec les députés, mais séparés d'eux par une balustrade recouverte d'étoffe. Pour orner un peu le glacial ensemble, on posait çà et là et notamment contre le bas des fenêtres quelques tentures, on fixait des tapis. Tout s'opérait hâtivement, bruyamment, dans le va-et-vient des ouvriers et le tapage des marteaux.

Bonaparte voulut inspecter lui-même l'état des travaux, parcourut la salle avec ses officiers. Dans un coin, des poêles ronflaient ; quelques députés étaient entrés pour se chauffer ; l'un d'eux, en voyant passer le général, marmotta entre ses dents : *Ah ! brigand ; ah ! scélérat !*

Au dehors, dans les jardins, dans les allées, dans

les cours, les membres des deux Conseils se promenaient sous la bise, mêlés, désœuvrés ; ils erraient ou stationnaient par groupes. Les conversations s'engageaient fiévreusement, et c'est alors que les inconvénients et le danger du retard commencèrent à se signaler. Les révoltes, les doutes, les anxiétés eurent le temps de se produire et de se propager. Les Cinq-Cents prennent contact avec les Anciens ; les plus résolus pérorent et s'indignent. « Ah ! il veut être un César, un Cromwell, il faut que cela se décide. » La présence des troupes, ce palais cerné, cette profusion d'uniformes, leur fournissent de beaux thèmes à déclamation. D'autres interrogent les Anciens, s'enquièrent des motifs réels de la translation ; beaucoup d'Anciens qui ont suivi le mouvement sans apercevoir le but ne savent que répondre et se demandent eux-mêmes avec appréhension où ils se laissent conduire. Les hommes que l'on suppose informés sont pressés de questions. Les initiés commencent à dévoiler le dessein avec précaution, pour tâter les esprits, mais leurs insinuations n'obtiennent pas tout le succès désirable. La majorité des Anciens paraît en disposition moins ferme, n'offre plus qu'une sympathie molle et troublée. Un assez grand nombre de membres, alarmés dès la veille par les allures dictatoriales de Bonaparte et ce subit éclat d'autorité craignent de se trouver pris au piège qu'ils ont eux-mêmes dressé ; ils voudraient se dégager et trouver quelque moyen de rentrer dans la ligne constitutionnelle, de concilier la réforme du gouvernement avec la légalité. D'autres, plus hardis, se rallient aux forces de résistance ; de simples constitu-

tionnels se rejettent vers les Jacobins. Dans cette espèce de congrès en plein air qui se tient entre députés des deux chambres, un vent d'opposition violente se lève çà et là, grossit, va souffler en tempête.

III

Midi, midi et demi, une heure sonnent ; le local des Cinq-Cents est enfin prêt. Les législateurs costumés de rouge s'engouffrent dans le froid hangar ; Lucien monte au fauteuil et, au milieu de l'agitation universelle, déclare la séance ouverte.

Emile Gaudin, l'un des députés affiliés, paraît à la tribune. Il demande qu'une commission soit nommée pour vérifier le danger public et proposer des mesures, qu'en attendant son rapport toute délibération demeure suspendue. C'est un stratagème parlementaire ; il sera plus facile d'agir sur une commission que sur une assemblée, de l'incliner à la solution consulaire ; puis, en s'effaçant, les Cinq-Cents laisseront aux Anciens le temps de poursuivre leur initiative de la veille et de prendre la direction de la journée.

Mais les Jacobins comprennent où Gaudin veut en venir, et tout de suite l'orage se déchaîne. Ces cris : *Point de dictature ! A bas les dictateurs! Nous sommes libres ici ; les baïonnettes ne nous effrayent pas!* retentissent furieusement. Des interruptions, des insultes couvrent la voix de l'orateur et le forcent à descendre de la tribune. Les amis de Sieyès et de

Bonaparte se trouvent du premier coup paralysés ; parce qu'ils sont les modérés, ils deviennent immédiatement les plus faibles ; la masse flottante, celle qui fait la majorité, se rallie aux voix tonitruantes, aux poumons solides, aux gosiers sonores, à la vigueur et à la poigne jacobines, et voilà ce parti maître de l'assemblée. Le président Lucien est hué, menacé ; il multiplie en vain les rappels à l'ordre ; malgré sa rare présence d'esprit et son courage avisé, il lutte très difficilement contre le torrent. Une foule de députés assiègent le bureau, hurlant : *La constitution ou la mort !* Ces jacobins qui depuis plusieurs mois méditent d'attenter à la constitution et de la remplacer par une dictature démagogique, se cramponnent maintenant à elle et en font l'arche sainte. Ils ne veulent entendre parler d'aucun changement : pas de république à l'américaine, pas de constitution à l'anglaise : « Ce n'est pas pour vivre sous de tels gouvernements que nous avons fait depuis dix ans tous les sacrifices imaginables, que nous avons épuisé nos fortunes. Le sang français coule depuis dix ans pour la liberté ; ce n'est pas pour avoir une constitution semblable à celle des Etats-Unis ou un gouvernement comme celui de l'Angleterre. » Le citoyen Delbrel demande que tous les députés renouvellent individuellement le serment à la constitution ; un tonnerre d'applaudissements accueille ses paroles.

Cependant un Jacobin plus politique que ses collègues, Grandmaison, le tacticien du parti, tout en appuyant la proposition, voudrait en même temps autre chose ; il demande que l'assemblée invite immédiatement, et par message, les Anciens à

s'expliquer sur les faits qui ont motivé le changement de résidence, à justifier leur décret, à fournir des preuves du prétendu complot anarchiste ; comme nul n'est en mesure de fournir ces preuves, ce sera un moyen de démasquer le vrai complot, celui qui s'est tramé entre les Anciens et Bonaparte, et de confondre ses auteurs ; un moyen pour les Cinq-Cents de se poser tout de suite en vengeurs de la vérité et de la légalité outragées. Mais les assemblées de la Révolution avaient le goût des scènes à effet et des attitudes pathétiques ; rien ne leur plaisait autant que de se draper dans un serment. On demande d'aller aux voix, et le Conseil décide que la prestation de serment se fera sur-le-champ ; aucun membre n'ose se lever à la contre-épreuve. Lucien n'a produit aucune objection, car il n'est pas fâché de voir que les Cinq-Cents, au lieu de s'essayer à rompre par une contre-attaque la machination formée contre eux, vont s'immobiliser dans une attitude théâtrale.

Le serment devait se prêter, selon l'usage, par appel nominal, les députés venant à tour de rôle se placer à la tribune et tragiquement, le bras tendu, répéter la formule. Cette lente opération exigerait plus de temps qu'à l'ordinaire, vu l'état de l'assemblée. Comme elle était tout entière debout et en mouvement, extraordinairement émue, comme les députés allaient et venaient, sortaient, rentraient ou s'absorbaient en de véhéments conciliabules, beaucoup d'entre eux ne répondaient pas tout de suite à l'appel de leur nom ; il fallait les quérir, les attendre ; ils arrivaient pourtant, et tous obéissaient à l'impulsion, accomplissaient le rite, les modérés

comme les violents, les anticonstitutionnels comme les autres. Le président avait donné l'exemple. Quand il eut juré : « Secrétaire, écrivez », clama une voix, prenant acte. Un seul député refusa de prêter le serment et donna publiquement sa démission ; il s'appelait Bergoëng. L'assemblée d'ailleurs était presque au complet, Jourdan, Augereau et leurs séides s'étant seuls abstenus de paraître, et le défilé à la tribune se prolongeait, fastidieux, interminable, sans qu'aucune formalité fût omise.

Il était de règle dans les appels, quand on arrivait au nom de Roberjot, l'un des malheureux plénipotentiaires de Rastadt, que le président répondît d'une voix caverneuse : *égorgé par la maison d'Autriche;* Lucien n'y manqua point. Il était aussi d'usage que la place des victimes fût occupée par leur toge, leur toque, leur écharpe, voilées d'un crêpe ; nous ne savons si ce bizarre cérémonial fut observé à Saint-Cloud. Dans les tribunes, le public calculait que, pendant les cinq premières minutes, trois serments seulement avaient été prêtés. A ce train, il eût fallu plus que la journée pour épuiser la liste. Ces supputations étaient fausses ou le défilé s'accéléra par la suite, car l'opération s'acheva un peu avant quatre heures, ayant occupé seulement le gros de l'après-midi. Les Anciens eussent pu employer ce temps à constituer le pouvoir consulaire, à le faire reconnaître par les troupes et à placer les Cinq-Cents, avant qu'ils eussent terminé leur protestation anticipée, en face du fait accompli.

Les Anciens étaient entrés dans leur salle posément, dignement, avec le cérémonial accoutumé. « Le Conseil — dit le compte rendu — entre dans le

lieu de sa séance, précédé de sa musique, qui exécute l'air : *Allons, enfants de la Patrie.*» A peine était-il installé qu'un incident se produisit. Quelques uns des membres non convoqués la veille protestent contre cette exclusion. Au nom des inspecteurs mis en cause, Fargues répond que tous les avis ont été régulièrement lancés, remis à des porteurs dont l'exactitude est au-dessus de tout soupçon. La fausseté de cette assertion apparaît trop évidente, et le parti du coup d'Etat ne sort pas à son avantage de cette première escarmouche. La majorité, quoique indulgente à ce parti, n'ose interrompre les récriminants et commence elle-même à perdre du temps.

Enhardie, la minorité dissidente pousse plus vivement sa pointe, en conservant toutefois la gravité et la retenue qui caractérisent les débats de la haute assemblée. Savary, Guyomar, Colombel, prient les inspecteurs de s'expliquer plus positivement sur les raisons qui ont amené à proposer le transfert : en quoi consiste au juste ce formidable péril dont la République et la liberté seraient menacées ? Au lieu de phrases, on voudrait des faits. Ces faits, les inspecteurs seraient fort en peine de les produire, ayant négligé de se procurer même une apparence de preuve ; maintenus sur la sellette, ils tâchent de s'évader en paroles embarrassées et confuses.

Pour couper court à ce dangereux débat, un orateur ami, Cornudet, ne trouve qu'un moyen, c'est de faire observer que le Conseil ne peut délibérer valablement qu'autant que les Cinq-Cents l'auront averti par message qu'ils sont eux-mêmes constitués à Saint-Cloud en majorité, que le décret de translation est parfaitement exécuté. Or, tout occupés à

prêter serment, les Cinq-Cents n'ont pas encore donné officiellement signe de vie. Cornudet demande aussi que les Anciens se notifient eux-mêmes par message aux Cinq-Cents, qu'ils se notifient au Directoire, à ce pouvoir qui n'existe plus ; on va voir la raison de ce formalisme. Les Anciens décident l'envoi du double message ; après quoi, en attendant les réponses, ils suspendent leur séance ; il est trois heures un quart.

A trois heures et demie, le président Lemercier rouvre la séance pour lire une communication ; c'est une letre de Lagarde, secrétaire du Directoire. Lagarde fait connaître que le message n'a pu arriver à destination, attendu qu'il n'y a plus de Directoire ; quatre de ses membres ont donné leur démission, et le cinquième a été mis en surveillance. Le nombre des démissions était exagéré, puisque Gohier et Moulin avaient fermement refusé la leur. Cette communication fallacieuse, provoquée par Cornudet, concertée avec Bonaparte, avait évidemment pour but de stimuler les Anciens ; c'était une invite à créer un gouvernement que cette façon de produire l'acte de décès officiel du Directoire.

Pour instituer de nouvelles autorités, il eût fallu que les Anciens se missent carrément hors de la constitution et procédassent par usurpation flagrante, leur rôle légal consistant uniquement à discuter les résolutions émanées de l'autre assemblée, à les ratifier ou à les rejeter. Par eux-mêmes, ils n'avaient droit de faire qu'une chose, — déplacer le Corps législatif, — et ils l'avaient faite ; ce droit d'initiative tout exceptionnel, ils l'avaient épuisé en

l'exerçant. Vont-ils maintenant dépasser avec audace la limite de leurs attributions ? Avant de franchir le pas, comme pour reprendre haleine, ils suspendent de nouveau la séance.

A travers cette délibération tâtonnante, ces arrêts et ces reprises, ces pauses, ces haltes, il est facile de suivre les fluctuations des Anciens et le progrès de leur incertitude. Par défaut de plan entre les meneurs, par défaut d'entente et de prévoyance, le choc impulsif ne s'était pas fait sentir dès le début, et la masse des représentants, déconcertée par des incidents inattendus, prise de scrupules honnêtes ou de terreurs inavouées, flottait indécise. Tandis que la majorité des Cinq-Cents, redevenue jacobine, se raidit et s'exaspère, celle des Anciens, bien disposée en principe, se trouble et vacille. Entre partisans et adversaires de l'entreprise, un tiers parti se dessine vaguement, incline aux solutions bâtardes. Dans les groupes, dans les conversations particulières, l'idée d'un replâtrage fait des progrès ; la tendance qui paraît prévaloir serait de recomposer simplement le Directoire avec Bonaparte, Sieyès et deux ou trois de leurs amis, de renouveler le personnel sans toucher aux institutions ; c'eût été s'arrêter à mi-côte et laisser la France en détresse.

Ces hommes ont pourtant traversé la Révolution et ses fureurs ; ils ont dû se durcir à ce feu ; ils ont, pour la plupart, vu la série des derniers coups de force et en ont bénéficié. Ils ont été thermidoriens, fructidoriens, mais toujours, en Thermidor, en Vendémiaire, en Fructidor, un ou plusieurs hommes se sont rencontrés, proconsuls

terroristes ou généraux d'aventure, les Tallien, les Reubell, les Barras, pour substituer leur vigueur et leur brutalité individuelle à l'impuissance collective, pour frapper le coup devant lequel les assemblées se sont immédiatement prosternées. Aujourd'hui que la procédure adoptée oblige les purs parlementaires à imprimer le mouvement, ils fléchissent dans l'exécution.

Parmi eux, où est l'homme propre à communiquer l'élan, à insuffler l'énergie ? Sauf Sieyès, qui n'aimait pas l'action, mais qui savait agir dans les grands cas, sauf Sieyès qui n'avait pas entrée et voix dans les assemblées, sauf Lucien, dont le rôle allait grandir et s'affirmer tout à l'heure, sauf Boulay et deux ou trois autres, les députés *brumairiens* étaient avant tout hommes de plume et de cabinet ; c'était la Révolution dogmatique, littéraire et philosophante. Ils travaillaient depuis plusieurs mois contre la constitution, s'étaient donné pour tâche d'élaborer l'avenir national ; ils avaient combiné des formules, édifié des abstractions ; mis aujourd'hui aux prises avec la réalité, ils n'osent l'aborder franchement ; le saut dans l'illégalité les épouvante. Dans l'une et dans l'autre assemblée, ils s'effacent et laissent les violents ou les médiocres occuper la scène. Les théoriciens, les penseurs, les savants, les lettrés, Daunou, Cabanis, Chénier, Andrieu, étaient là et se tenaient cois ; l'Institut était en train de manquer son coup d'Etat.

IV

Bonaparte, les deux Directeurs complices, leurs agents, tous ces gouvernants en expectative, se tenaient dans les appartements du premier étage, non loin des Anciens. Quand on avait gravi l'escalier d'honneur et que l'on tournait à main gauche, une enfilade de hauts salons dorés et démeublés se présentait : deux d'abord, emplis d'allées et venues, puis un troisième, réservé aux généraux et aux officiers de l'état-major ; à côté de cette pièce, séparés par une porte, Bonaparte, Sieyès et Ducos conféraient dans le futur cabinet de l'Empereur. Des députés de leur bord venaient à tout instant leur communiquer des avis ou recevoir des directions. Dans le salon d'attente, les officiers se tenaient debout, serrés, tassés, mal à l'aise dans ce tumulte civil et commençant à s'inquiéter. Ils réfléchissaient qu'en somme la journée s'annonçait fâcheusement ; rien n'avançait, et en conspiration ne pas avancer, c'est reculer ; une angoisse sourde, croissante, indéfinie, minait les âmes, et chacun sentait au fond de soi comme un écroulement. Les impressions s'échangeaient d'un coup d'œil, d'un mot jeté à voix basse, sans s'exprimer ouvertement. « Le fait est, dit Thiébault, que l'on se regardait, mais on ne parlait pas ; on semblait ne pas oser s'interroger et craindre de se répondre. » Des dévouements avaient déjà fait demi-tour, regrettant de

s'être trop pressés; des figures aperçues la veille ou le matin ne reparaissaient plus.

Par moments, la porte s'ouvrait, et Bonaparte paraissait sur le seuil; sa silhouette étriquée et volontaire passait dans l'entre-bâillement. Visiblement nerveux, il parlait d'une voix coupante, trompait son impatience en se confinant dans la minutie des dispositions militaires, veillait aux détails, s'emportait contre les sous-ordres, faisait des exécutions; un chef de bataillon a déplacé un poste sans sa permission : qu'on l'arrête. Thiébault prit motif ou prétexte de cette brutalité pour se scandaliser et se retirer.

Le reste du temps, Bonaparte demeurait dans le grand cabinet. La pièce était nue et glaciale, pourvue de deux fauteuils pour tout mobilier; un feu de fagots n'arrivait pas à la réchauffer. Sieyès, assis près du foyer, grelottant, trouvait le local incommode et activait le feu avec un morceau de bois, faute de tisonnier ; Bonaparte se promenait de long en large, « avec assez d'agitation ». De dix en dix minutes, l'aide de camp Lavalette, qui se tenait posté dans une tribune des Cinq-Cents, apportait des nouvelles. Quand il annonça que les députés prêtaient serment : « Eh bien, vous voyez ce qu'ils font, dit Bonaparte. — Oh ! oh ! reprit Sieyès, jurer une partie de la constitution, passe, mais toute la constitution, c'est trop. »

D'autres nouvelles inquiétantes circulaient. Des émissaires seraient partis des tribunes de l'Orangerie, lancés par les Jacobins, pour organiser un mouvement à Paris et insurger les faubourgs. A Saint-Cloud, des gens de mauvaise mine, des tricoteuses,

des habitués du Manège, commençaient d'apparaître, cherchaient à se faufiler dans les enceintes ; c'était l'armée du désordre qui venait prêter main-forte.

Fait plus grave, Jourdan, Augereau et leurs fidèles, qu'on croyait immobilisés à Paris et résignés, venaient d'arriver. S'ils arrivaient, malgré leur décision première, c'était signe qu'ils savaient la situation de Bonaparte compromise et se jugeaient la partie belle. Ils n'étaient pas allés s'enfourner dans l'Orangerie, mais rôdaient aux alentours, examinant les troupes, écoutant les conversations, prenant le vent ; sous leur houppelande civile, certains prétendaient avoir distingué des broderies d'uniformes et des épaulettes faisant bosse, prêtes à se montrer par brusque changement à vue ; on disait qu'ils avaient à Saint-Cloud des chevaux tout sellés. Il était remarqué aussi que des députés se tenaient continuellement aux portes de l'Orangerie, regardant au dehors comme s'ils attendaient quelqu'un. Etait-ce Bernadotte sur lequel ils comptaient ? Mais Bernadotte restait chez lui et attendait la fortune, au lieu d'aller à elle et de la violenter.

De leur côté, Jourdan et Augereau ne songeaient nullement à rétablir le Directoire et à sauver la constitution ; ils espéraient vaguement se servir de la résistance jacobine sans la laisser aller jusqu'aux extrêmes violences, se poser en régulateurs, en arbitres, et faire eux-mêmes un gouvernement, avec ou sans Bonaparte. Augereau s'était introduit auprès de lui ; sur un ton d'intérêt et d'affectueuse remontrance, qui contrastait avec ses platitudes de

la veille, il lui conseillait de renoncer au mandat inconstitutionnel dont les Anciens l'avaient investi. « Le vin est tiré, il faut le boire ; tiens-toi tranquille », répondit Bonaparte, et se tournant vers Joseph, qui était alors à ses côtés : « Il est venu me sonder », ajouta-t-il. En réalité, parmi les chefs dissidents, chacun cherchait moins à écarter qu'à partager la dictature ou à supplanter le dictateur ; ce qui fit la complication de cette journée, c'est qu'il y eut conflit de coups d'Etat.

Bonaparte sent qu'il n'a plus un seul instant à perdre ; il se sent distancé peut-être et mis en grave péril s'il n'intervient personnellement, s'il ne rallie ses amis dans les deux Conseils, s'il ne ressaisit l'affaire qui s'enlize. Puisque la machine parlementaire, au lieu de prendre son jeu régulier, fonctionne à faux et grince, c'est à lui de l'actionner. Entre trois heures et demie et quatre heures, il s'adjoint ses aides de camp, traverse les appartements, et, par le salon de Mars, pousse droit à l'assemblée des Anciens ; c'est la pièce maîtresse qui doit s'ébranler sous sa main, sous sa pression souveraine, et emporter tout le reste.

La séance des Anciens restait suspendue, mais tous les représentants se remirent spontanément en place à l'annonce du général. La séance ne fut pourtant pas déclarée reprise, et ce fut d'abord comme une conférence officieuse, sauvant l'irrégularité de la démarche, car nul n'était admis à pénétrer dans les enceintes législatives sans y avoir été positivement mandé.

Bonaparte entre, précédé d'un introducteur, pour s'établir au centre de l'assemblée et en face de

l'estrade présidentielle, au lieu qui figure la barre; mais il ne trouve à se placer qu'un peu sur la droite, ce qui l'empêchera de parler au président en face et gênera son débit. Berthier et Bourrienne se mettent à ses côtés; ses aides de camp, quelques fidèles, Joseph entre autres, l'ont suivi, mais sa splendide escorte de la veille n'est plus là pour l'appuyer et le soutenir.

Puis, il ne s'agit plus pour lui de prononcer une harangue d'apparat devant une assemblée composée d'avance et triée ; il lui faut affronter la discussion, argumenter, convaincre, se faire propulseur d'énergie parlementaire, chef et moteur de majorité, et ce rôle lui est absolument nouveau. Plus habile que quiconque à s'emparer des âmes individuelles, à soulever par la magie de ses proclamations les foules militaires et plébéiennes, il n'a pas la pratique des assemblées, ignore les mots qui portent sur ces foules spéciales, l'art de les manœuvrer et de les conduire; d'ailleurs, cet homme qui porta au suprême degré dans ses écrits les entraînements du style oratoire et la puissance du verbe, n'avait pas le don de parler en public.

Devant les législateurs immobiles, devant ces hommes rouges qui le regardent, les yeux braqués sur lui, l'esprit tendu et aspirant à ce qu'il va dire, une gêne insurmontable, l'angoisse de l'acteur novice qui se sent paralysé dans toutes les facultés de son être le saisit et l'étreint. Il parle, et sa voix mal posée détonne ; il parle, et les mots lui restent dans la gorge ou affluent incohérents. Des phrases ronflantes qui portent à faux et manquent leur effet, comme des fusées mal réglées ; des formules

apprises par cœur, plaquées sur un fond de paroles hachées, sans suite et sans lien : voilà toute sa harangue. Il veut être chaleureux et entraînant, il n'est qu'emphatique et diffus.

« Vous êtes sur un volcan... Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat... J'étais tranquille à Paris, lorsque vous m'avez appelé pour me notifier le décret de translation et me charger de l'exécuter... Je rassemble mes camarades, nous avons volé à votre secours... On m'abreuve déjà de calomnies, on parle de César, on parle de Cromwell, on parle de gouvernement militaire. Le gouvernement militaire, si je l'avais voulu, serais-je accouru prêter mon appui à la représentation nationale ?... Les moments pressent ; il est essentiel que vous preniez de promptes mesures... La République n'a plus de gouvernement... il ne reste que le Conseil des Anciens... Qu'il prenne des mesures, qu'il parle ; me voici pour exécuter. Sauvons la liberté ! sauvons l'égalité. »

— « Et la constitution ! » interrompt une voix, celle du représentant Linglet.

Bonaparte s'arrête court, « se recueille un moment », dit l'officielle version, puis reprend : « La constitution ! Vous l'avez vous-même anéantie. Au 18 fructidor, vous l'avez violée ; vous l'avez violée au 22 floréal, vous l'avez violée au 30 prairial. Elle n'obtient plus le respect de personne. Je dirai tout. » Va-t-il dévoiler enfin le fameux complot jacobin, fournir des preuves, articuler des allégations précises ; la majorité intéressée l'espère, car elle ne demande au fond qu'à se laisser entraîner, à trouver dans les paroles du général un prétexte pour

s'arracher à ses propres irrésolutions, pour s'enhardir aux mesures de salut public.

Bonaparte accuse, mais accuse vaguement : les factions ont tâché de le circonvenir ; elles lui ont livré leur secret, et ce secret est horrible. Les hommes de sang et de rapine voudraient arracher des Conseils « tous ceux qui ont des idées libérales ». Les partisans de l'échafaud s'entourent de leurs complices et se préparent à exécuter leurs affreux desseins. Voilà ce qu'il trouve à dire pour préciser le projet d'attentat. Et il tombe dans des redites : « J'ai craint pour la République, je me suis uni à mes frères d'armes. Il n'y a pas de temps à perdre ; que le Conseil des Anciens se prononce. » Il revient à se disculper. « Je ne suis point un intrigant ; vous me connaissez. Je crois avoir donné assez de gages de mon dévouement à ma patrie... Si je suis un perfide, soyez tous des Brutus... Je déclare que, ceci fini, je ne serai plus rien dans la République que le bras qui soutiendra ce que vous aurez établi... »

Ses amis dans le Conseil cherchent alors à intervenir et à le tirer de peine, à lui épargner d'impossibles explications. Ils se lèvent en signe d'assentiment, entraînent une partie de l'assemblée et voudraient conclure par un vote. Comme ce vote ne peut être rendu qu'en délibération régulière, ils font lever la suspension ; Bonaparte est officiellement invité à prendre séance.

« Vous l'avez entendu, — s'écrie aussitôt Cornudet qui prend le rôle de compère, — vous venez de l'entendre ; celui devant qui l'Europe et l'univers se taisent d'admiration est là ; c'est lui qui vous atteste l'existence de la conspiration ; sera-t-il regardé

comme un vil imposteur ? » Et Cornudet s'efforce de provoquer un mouvement d'enthousiaste adhésion, d'échauffer, d'enlever l'assemblée. Il annonce que si les Cinq-Cents tardent à proposer des mesures, il demandera de suppléer à leur inaction. Mais des députés opposants ou indécis se jettent à la traverse, reviennent au fameux complot, exigent des faits, des noms : « Citez les noms ! » Bonaparte cite Barras et Moulin, qui lui auraient confié des projets subversifs. Beaucoup de députés réclament aussitôt un comité général, c'est-à-dire une séance secrète, afin que l'on puisse tout dire. « Non, non, répondent d'autres ; il faut que tout se dise à la face de la France. » Les interruptions, les exclamations se croisent ; le représentant Duffau essaie de rappeler ses collègues au calme et ne reconnaît plus la grave assemblée.

Au milieu de cette houle, Bonaparte continue à discourir, sans que ses paroles portent. Comme il se sent décidément mauvais, il devient violent, outre ses effets, recourt aux pires procédés ; il cherche à faire peur, à s'environner de foudres et d'éclairs. Une phrase qu'il a lancée au divan du Caire lui revient à la mémoire ; il la replace : « Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la victoire et du dieu de la guerre. » Cette phrase a prosterné naguère les longues barbes de l'Islam et les docteurs de la loi musulmane ; elle réussit mal auprès de législateurs français ; un murmure d'improbation se fait entendre. Pour exciter les Anciens contre l'autre assemblée, Bonaparte dénonce celle-ci comme un foyer de passions incendiaires : « Je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens ; je n'ai pas compté sur

le Conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui voudraient vous rendre la Convention, les comités révolutionnaires et les échafauds, où les chefs de ce parti viennent prendre séance en ce moment. » C'est en vain qu'il suscite ces épouvantails; entre son auditoire et lui, le contact moral, le courant ne s'établit point. Dans son isolement, il cherche à s'appuyer et se reprendre, aperçoit les grenadiers du poste se tenant près de l'entrée et les interpelle : « Et vous, mes camarades, qui m'accompagnez, vous, braves grenadiers, que je vois autour de cette enceinte... si quelque orateur, soldé par l'étranger, ose prononcer contre votre général les mots *Hors la loi*, que le foudre de la guerre l'écrase à l'instant. » Cette invocation au pouvoir militaire, loin de déterminer l'assemblée, l'indispose et la froisse.

Le président Lemercier tâche de modérer cette dangereuse emphase ; il voudrait ramener le débat à la question, au grand complot jacobin ; il espère peut-être que Bonaparte tient en réserve et va produire quelque apparence de révélation décisive. Bonaparte reste dans les généralités : agitation et intrigue universelles, la constitution décriée, discréditée, n'opposant plus aux factions qu'une digue insuffisante, grandeur du rôle dévolu aux Anciens. « Si la liberté périt, vous en serez comptables envers l'univers, la postérité, la France et vos familles. »

A la fin, pour se soustraire à une discussion qui tournait à l'interrogatoire, il se retira. Il n'avait pas voulu formuler lui-même le projet consulaire, laissant ce soin à son parti, qu'il croyait avoir galvanisé. Le peu d'instants que dura toute cette scène dut

paraître terriblement lourd à ses amis. Vont-ils néanmoins dégager la conclusion et proposer d'effectives mesures ? L'impulsion ayant été mal donnée, le mouvement demeure faible et oblique. Cornudet et Lemercier attaquent de biais la constitution ; ils prétendent établir une distinction entre les bases fondamentales, qui doivent demeurer intangibles, et certaines dispositions réglementaires, qu'il n'est pas interdit de modifier : sans toucher aux principes, ne peut-on réorganiser les pouvoirs ? Dalphonse défend la constitution ; il la défend tout entière et y montre l'ancre de salut où doit se rattacher la République battue des orages. Entre les deux opinions, la majorité hésite à prendre parti. Les paroles de Bonaparte n'ont pas réussi à dégager, à faire jaillir l'étincelle qui soulève les assemblées par commotion électrique et les jette aux résolutions fortes.

V

Au dehors de la salle, Bonaparte reprit ou affecta un grand calme, chargea Bourrienne d'envoyer un exprès à Joséphine pour lui dire que tout irait bien, s'enfonça dans les dégagements qui séparaient les deux assemblées. Comme il passait par un escalier intérieur, un escalier tournant, Arnault le rejoignit, expédié par Talleyrand, qui trouvait le temps long. « Patience, répondit Bonaparte, tout s'arrangera. » Et très délibérément il se porta vers le couloir ta-

pissé qui conduisait à l'Orangerie, à la salle des Cinq-Cents.

Qu'allait-il faire dans une assemblée qu'il venait d'insulter si gravement ? D'après ses confidences ultérieures, il comptait citer les propos que Jourdan, au nom de tout un parti, lui avait tenus dans leur conversation récente, prouver ainsi que les plus notables Jacobins répudiaient eux-mêmes la constitution et y voyaient un instrument hors d'usage, diviser par ce moyen ses adversaires, susciter entre les jureurs de tout à l'heure un conflit, une scission violente, et par cette brèche rouvrir passage à l'effort de ses amis. Plus positivement, ne voulait-il pas faire tomber l'assemblée dans une impuissance furieuse, dans une démence de cris et de discordes qui donnerait tous droits contre elle et qui la montrerait aux Anciens comme un élément d'obstruction et de hideux désordre, bon à écarter, à supprimer au besoin ? Sa présence va sans doute provoquer la crise, l'explosion ; tant mieux, car cette crise peut dégager l'atmosphère, faciliter et précipiter le dénouement.

Il s'attendait certainement à des luttes, à des violences, à des révoltes, car il eut soin de prendre avec soi, en plus de ses officiers, quelques grenadiers sûrs. D'après son récit, deux de ces soldats l'avertirent : « Vous ne les connaissez pas, lui dirent-ils en parlant des députés ; ils sont capables de tout. » Mais était-il homme à reculer devant un tapage d'avocats, après avoir affronté les plus solides armées ! Au cours de son héroïque carrière, il s'était vu dans des passes périlleuses, et toujours une manœuvre improvisée à temps, avec une opportunité souveraine, avait

rompu ou déconcerté l'adversaire, frayé le chemin à la victoire. Il se jugeait dans un moment pareil ». « Augereau, avait-il dit à son compagnon des guerres d'Italie, souviens-toi d'Arcole. » Comme au pont d'Arcole, il se croyait à l'instant où le chef doit se lancer en avant de sa troupe, saisir le drapeau ou plutôt se faire drapeau lui-même et signe de ralliement. Obéissant à son tempérament d'homme de guerre, à son instinct d'offensive, il fonçait sur l'obstacle, mais c'était moins avec l'espoir de l'emporter d'un coup que de le dissoudre et de le bouleverser.

Il avait tout prévu, sauf une prise de corps immédiate, une expulsion de vive force ; ce fut pourtant ce qui arriva. L'assemblée restait dans une surexcitation extrême ; beaucoup de députés debout, changeant continuellement de place, obstruant les allées de circulation. On avait lu la lettre de Barras, parlé de le remplacer immédiatement, de dresser une liste de candidats, de reconstituer l'autorité directoriale, de lancer une proclamation aux Français. Bigonnet avait repris la proposition de Grandmaison tendant à l'envoi aux Anciens d'un message interpellatif ; Grandmaison lui-même venait de remonter à la tribune. Lucien malgré tout ne désespérait pas encore d'user cette ardeur et d'amener la majorité à quelque compromission. Un bruit d'armes cependant retentit d'à côté ; c'est le poste qui prend les armes en voyant Bonaparte et son escorte s'engager dans le couloir qui sert de vestibule.

Dans ce boyau resserré, la foule, la presse, sont telles que le général et les siens avancent difficile-

ment. Ils atteignent enfin et dépassent la porte. Beaucoup de députés ne voient pas tout d'abord Bonaparte qui s'est détaché de son escorte, laissée sur le seuil, et qui se glisse entre les groupes, seul, découvert, pour s'approcher de la tribune. Soudain, un grand tumulte près de la tribune, des cris effroyables : *A bas le dictateur ! A bas le tyran ! Hors la loi !* Et l'assemblée presque entière se dresse indignée contre l'homme botté, éperonné, en grand habit de guerre, qu'elle voit violer son enceinte et en qui elle reconnaît César.

Il est déjà aux prises avec les plus vigoureux Jacobins, qui ont l'habitude de se placer près de la tribune, afin de la tenir comme bloquée. Ces hommes de main, ceux-là mêmes qui dans la séance du 27 fructidor ont attaqué à coups de poing les députés du parti adverse, viennent de se jeter sur le général pour le repousser. D'autres s'élancent de tous les points de la salle, franchissent les banquettes, entourent Bonaparte et le pressent; plusieurs le saisissent au collet et le secouent terriblement. Sous la pesée de leurs corps, sous l'attouchement de leurs mains brutales, sous le souffle de leurs bouches qui crachent l'injure et qui lui poussent au visage leur haleine de fièvre, le petit César grêle, nerveux, impressionnable, qui eut toujours horreur du contact matériel des foules, éprouve une défaillance physique. Sa poitrine s'oppresse, sa vue se trouble; il n'a plus qu'une perception confuse et indistincte des choses. Plus tard, il se rappellera seulement qu'un grand député l'opprimait de sa haute taille et le serrait de très près, poitrine contre poitrine ; il a déclaré pourtant que ce n'était pas Aréna, celui

qui fut officiellement accusé d'avoir voulu l'assassiner.

A l'aspect du général en péril, les soldats restés près de la porte ont foncé dans la salle, les officiers aussi. Murat, Lefebvre, Gardanne, le commissaire ordonnateur d'Albon, jouent des poings. Les spectateurs des tribunes, épouvantés, se précipitent pour sortir et obstruent l'entrée. D'autres, qui s'étaient logés dans l'embrasure des fenêtres, sautent par les baies ouvertes derrière eux et s'enfuient dans le jardin. Des spectateurs des deux sexes, ayant enjambé la balustrade de leur tribune, se trouvent pris dans la mêlée. La bagarre devient universelle, le tumulte inouï. Il y a des poussées, des trépignements, des vêtements saisis et lacérés, des cris discordants. Une femme glapit : « Vive Bonaparte ! » et ce cri trouve écho dans les groupes populaires. Députés et soldats se collettent ; un député se prend les pieds dans les plis d'un tapis et tombe de tout son long ; le grenadier Thomé a la manche de son habit déchirée du haut en bas. Bonaparte reste en proie au grand député, Destrem, qui lui crie dans la figure : « Est-ce donc pour cela que tu as vaincu ? » En même temps, la main du Jacobin retombe lourdement sur son épaule, et « un coup de la main de Destrem vaut un coup de poing d'un autre ». Ce n'est pas la scène d'une horreur tragique qu'a inventée après coup la légende, qu'a popularisée la gravure : le vainqueur de l'Italie et de l'Egypte entouré d'assassins en toge, qui lèvent sur lui leurs poignards, c'est une lutte à mains plates, une scène de basse et confuse brutalité.

Les soldats finissent par arracher Bonaparte à

l'étreinte des forcenés; ils le couvrent, lui font rempart de leurs corps. Un officier le prend par les épaules et manœuvre pour le diriger vers la porte. Quatre grenadiers protègent lè mouvement, marchant à reculons, tandis que Destrem le colosse les bourre de coups de poing à l'adresse du général. Finalement, Bonaparte est entraîné dehors ; on le voit sortir soutenu par deux grenadiers, affreusement pâle, les traits bouleversés, la tête penchée sur l'épaule, suffoquant, presque évanoui.

« Hors la loi ! hors la loi ! » crient des centaines de voix après cette piteuse sortie. *Hors la loi*, c'est l'appel homicide, le décret proscripteur qui jadis a précipité la chute de Robespierre ; écho d'un temps où les mots tuaient, il n'a pas entièr ment perdu son pouvoir d'anathème ; lancé contre Bonaparte par vote de l'assemblée, il peut faire autour du réprouvé le vide, l'isolement, l'horreur, retourner contre lui une partie des troupes. Selon leur coutume, les Jacobins veulent emporter le vote d'assaut et haut la main, et les voici refluant vers l'estrade présidentielle, escaladant les marches ; des coups frappés sur le bureau, des poings tendus, des gestes péremptoires somment le président Lucien de faire voter.

Contre cette irruption, Lucien, merveilleux de sang-froid, couvert, très digne, se défend ; par un miracle d'énergie, il parvient à contenir les assaillants, à dégager même la position, à dominer un instant le tumulte et à se faire entendre.

Il parle alors, habilement, modérément. « Le mouvement qui vient d'avoir lieu dans le Conseil prouve ce que tout le monde a dans le cœur, ce que

moi-même j'ai dans le mien. Il était pourtant naturel de croire que la démarche du général n'avait pour objet que de rendre compte de la situation des affaires ou de quelque objet intéressant la chose publique. » — *Un membre :* « Aujourd'hui, Bonaparte a terni sa gloire, fi ! « — *Un autre membre :* « Bonaparte s'est conduit en roi ! » A ce moment, les interruptions, les motions se heurtent ; les coryphées ordinaires du jacobinisme, Bertrand du Calvados, Briot, Talot, Grandmaison, réclament la parole. L'assemblée veut les entendre ; Lucien s'attend à des motions frénétiques, mais ne reste pas à court d'expédients. Après avoir parlé comme président, il a droit de parler comme député ; abandonnant le fauteuil à Chazal, ancien président, il descend pour s'établir à la tribune. Les Jacobins l'occupent déjà ; il doit leur céder la priorité, mais il s'empare du côté droit de la tribune, s'y place, s'y fixe et, sans que d'incessantes poussées lui fassent lâcher prise, attend son tour de parole.

Au reste, par cela même qu'elle a rouvert une espèce de débat, l'assemblée vient de reculer. C'est qu'au fond de tous ces hommes, le premier transport d'indignation passé, une peur renaît. Ils se sentent environnés de troupes hostiles, cernés de baïonnettes ; la terreur du coup d'Etat militaire, qui les hante depuis cinq mois, revient plus puissamment les étreindre. Avant de frapper, ils voudraient d'abord se garantir eux-mêmes, ressaisir et affirmer leur autorité légale sur une partie des troupes, sur leur garde, et ils agitent tumultueusement des mesures préparatoires qui ne sont que des demi-mesures.

Digneffe demande qu'avant tout le Conseil se

mette en défense et spécifie les lieux sur lesquels il a droit de police. *Oui, oui, appuyé*, crient beaucoup de voix. Bertrand du Calvados précise le point de droit : « Lorsque le Conseil des Anciens a ordonné la translation du Corps législatif en cette commune, il en avait le droit constitutionnel ; quand il a nommé un commandant en chef, il a usé d'un droit qu'il n'avait pas. Je demande que vous commenciez par décréter que le général Bonaparte n'est pas le commandant des grenadiers qui composent votre garde. — Appuyé, appuyé... — C'est donner le signal d'un combat », objecte un timide. Mais Talot n'admet pas qu'on doute de la loyauté d'aucune fraction des troupes ; il se chargerait au besoin de les exhorter. Parce qu'il a servi dans la garde nationale, il se croit ancien militaire et homme du métier ; parler à ses compagnons d'armes, émouvoir ces braves, c'est son affaire, sa partie, et il place un discours qui s'adresse moins aux députés qu'aux soldats postés aux abords de la salle.

« Je ne crains pas les soldats qui nous entourent ; ils ont combattu pour la liberté ; ce sont nos parents, nos fils, nos frères, nos amis. Nous avons été nous-mêmes dans leurs rangs, et moi aussi j'ai porté la giberne de la patrie ; je ne puis craindre le soldat républicain dont les parents m'ont honoré de leurs suffrages et m'ont appelé à la représentation nationale, mais je déclare qu'hier la constitution a été outragée... Vous devez retourner à Paris ; marchez-y revêtus de votre costume, et votre retour sera protégé par les citoyens et les soldats ; vous reconnaîtrez à leur attitude qu'ils sont les défenseurs de la patrie. Je demande qu'à l'ins-

tant vous décrétiez que les troupes qui sont actuellement dans cette commune font partie de votre garde. Je demande que vous adressiez un message au Conseil des Anciens pour l'inviter à rendre un décret qui nous ramène à Paris. »

Une foule de députés acclament ces propositions, Grandmaison, Destrem, Blin, insistent. Les amis de Bonaparte se sont pourtant quelque peu ressaisis. Crochon soulève des objections et cherche à gagner du temps ; Lucien toujours à la tribune maintient son droit de parler. Mais l'effort d'obstruction est trop visible ; des voix protestent : «On nous amuse, on veut nous faire perdre le temps », et grossièrement, avec le tutoiement révolutionnaire, elles interpellent le président Chazal : « Allons, président, marche, mets aux voix les propositions. » On vote sur quelque chose, au milieu d'un désordre et d'un vacarme tels qu'il est très difficile de savoir si le vote est acquis. L'idée de déclarer non avenue la nomination de Bonaparte, de se montrer aux troupes, de rentrer à Paris, domine alors les esprits, mais l'assemblée reste trop éperdue pour passer à l'acte ; elle parle de sortir en masse et ne s'y décide ; furieusement, stérilement, elle se démène sur place.

Bonaparte était rentré dans les appartements du premier étage. Sieyès, Ducos, les généraux, ses alliés, ses fidèles l'environnèrent et l'assistèrent. D'après quelques témoignages, il serait resté d'abord à proférer des paroles incohérentes, reconnaissant à peine les gens. A Sieyès il eût dit : « *Général*, ils veulent me mettre hors la loi. — Ce sont eux qui s'y sont mis », lui aurait répondu l'ex-abbé.

Son affaissement physique dura peu. Faut-il

croire qu'il y eut plus longtemps syncope de sa volonté ? En réalité, il paraît s'être vite ressaisi à l'idée qui l'avait vraisemblablement conduit aux Cinq-Cents ; il veut profiter du tumulte qu'il comptait certainement susciter, mais qui a dépassé toutes ses prévisions, pour se faire donner un titre exécutoire contre l'assemblée et alors l'expulser. Chez lui toutefois, la machine nerveuse, ébranlée par un choc violent, ne reprend pas immédiatement son jeu normal et son aplomb. Il agira d'abord par impulsions saccadées, avec des hésitations et des fureurs, des lenteurs et des élans déréglés.

Autour de lui, d'énergiques conseils s'affirment : puisque l'affaire est parlementairement manquée, il faut la reprendre aussitôt sous une autre forme et la relever à la pointe de l'épée, procéder par pur coup de force. Murat et Leclerc, les futurs beaux-frères, qui se sont associés pour toute la journée et se feront les principaux moteurs de l'action militaire, veulent qu'on se confie aux troupes. Sieyès répète fermement que le moment est venu de trancher dans le vif et de sabrer. Bonaparte brûle d'anéantir les Cinq-Cents, mais peut-on frapper d'emblée et sans préparation, recourir tout de suite à l'illégalité flagrante et nue ? Est-on absolument sûr de toute la troupe ?

En bas, les grenadiers crient, s'agitent ; vont-ils marcher ? L'attentat commis sur le général en chef paraît les avoir bouleversés. Néanmoins, étant données l'origine et la composition mélangées de cette troupe, iront-ils jusqu'à exécuter l'une des assemblées qu'ils ont mission de défendre ? L'accoutumance à la discipline, l'habitude d'obéir au com-

mandement, la renommée de Bonaparte, suffiront-elles à les entraîner tous contre des représentants du peuple qui se soulèvent au cri de : « Vive la République ! » Parmi eux, des scissions, des défaillances, des résistances peuvent se produire. Devant leur hésitation, sera-t-il nécessaire de faire avancer la troupe de ligne, comme au 18 fructidor, et au besoin de leur passer sur le corps, de risquer un atroce conflit. Cependant, qu'on leur présente un acte émané de l'autre Conseil, un décret rendu par ces Anciens en qui réside « la sagesse nationale », que ce décret investisse Bonaparte de l'autorité civile, de la fonction gouvernementale, ils ne regarderont pas à la validité, à la régularité constitutionnelle de l'acte ; ils subiront encore une fois le prestige des mots, l'illusion des formules, et fonceront sur les récalcitrants. Il faudrait un lambeau de légalité pour y raccrocher l'emploi de la force.

Le représentant Fargues se charge d'aller trouver les Anciens ses collègues et de les déterminer au vote nécessaire, en leur faisant un récit épouvantable de la scène de l'orangerie. Bonaparte et les autres attendent dans le salon central, donnant sur la cour au-dessus de la porte d'entrée. Cependant les nouvelles des Cinq-Cents semblent plus pressantes qu'elles ne le sont en réalité. Duquesnoy et Montrond, dêpêchés par Talleyrand, viennent dire que le *Hors la loi* est décidé. A ces mots, Bonaparte hagard porte la main à son épée, dégaine, s'approche des fenêtres ouvertes, crie : « Aux armes ! » — « Aux armes ! » le cri se répète de tous côtés, se répercute et se prolonge. En bas, autour des grenadiers qui se replacent en position militaire, le public s'affole.

Mais au delà de la cour, sur le pavé extérieur, sur la terrasse, les dragons de Sébastiani, les détachements de soldats de ligne apparaissent rangés, en avant du vaste horizon, et dans la confusion générale, dans l'immense brouhaha qui enveloppe tout le château, ces escadrons haut casqués, ce déploiement d'infanterie, cet alignement de jambes guêtrées, d'habits bleus à parements rouges et de plumets écarlates, mettent une image d'ordre et de force.

Bonaparte redescend avec son état-major pour se montrer aux troupes et les haranguer. On se presse autour de lui. « Qu'ordonnez-vous ? — Mon cheval ». Mais le cheval qu'on lui amène, celui de l'amiral, épouvanté par le bruit, se cabre, bondit, fait de violents écarts. Bonaparte éprouve beaucoup de peine à se mettre, à se maintenir en selle, à se présenter en ferme et imposante posture : encore un effet manqué. Il parvient pourtant à maîtriser le malencontreux animal et s'avance entre les grenadiers. « Soldats, puis-je compter sur vous ? » Les grenadiers restaient perplexes. Sieyès, qui regardait par une fenêtre, croyait apercevoir dans leurs rangs un flottement suspect, comme un mouvement pour envelopper Bonaparte et lui sauter dessus.

Il envoya quelqu'un avertir le général. Celui-ci, continuant d'avancer, dépassait la cour d'honneur. Il s'élance rapidement sur la terrasse et tourne vers la cour extérieure, vers les dragons et les compagnies de ligne, vers ces hommes bien à lui, comme pour chercher auprès d'eux sa sûreté et sa force. A sa vue, parmi ces troupes, une tempête d'acclamations s'élève ; il impose silence, et s'adressant aux officiers,

s'adressant aux hommes, éclate en paroles furibondes.

Comme il est réellement exaspéré, comme il a recouvré ses facultés de ruse et d'astuce, il dénonce les Cinq-Cents avec la dernière violence et leur impute des forfaits imaginaires. Avant de lancer contre eux la troupe, il les investit d'outrages et de calomnies : ce sont des misérables, des traîtres, des suppôts de l'étranger, des stipendiés de l'Angleterre. « J'allais leur indiquer les moyens de sauver la République, et ils ont voulu m'assassiner. » L'accusation est fausse, puisque les Cinq-Cents ne l'ont que malmené et à demi-étouffé ; à supposer que certains d'entre eux fussent armés, ils n'ont pas cherché à le poignarder, car l'ayant tenu quelques instants à leur merci, ils l'eussent fait, s'ils l'avaient voulu. N'importe ! il est bon de grandir l'événement en le poussant au tragique.

Bonaparte semble hors de lui. Les troupes le voient passer et repasser par galops brusques, avec des à-coups et des arrêts, gouvernant difficilement sa monture, criant toujours qu'on a voulu l'assassiner. A ce moment, il est d'aspect sinistre. Par suite des affections dont il souffrait, la peau de son visage était échauffée, irritée, semée de boutons ; pendant les instants d'impatience mortelle qui venaient de s'écouler, il se l'était égratignée, lacérée de ses ongles, et il y avait maintenant du sang sur sa peau. Cette particularité accrédite la fable des poignards, qui naît par improvisation soudaine, et le bruit que Bonaparte est blessé au visage circule de tous côtés, se propage, s'étend jusqu'à Paris.

Les généraux, les membres de l'état-major entouraient le chef et amplifiaient ses paroles. Murat ne le quittait pas et tâchait de le ramener au lieu de l'action principale. Leclerc était partout. Sérurier, qui commandait dans la cour extérieure, répétait le mot d'ordre : « Les Anciens se sont réunis à Bonaparte, les Cinq-Cents ont voulu l'assassiner », et parcourant les rangs, il racontait des choses affreuses. Puis, quand il voyait les soldats bien montés, prêts à éclater, il avait soin d'ajouter, en vieil officier finaud : « Ne bougez pas, attendez qu'on vous donne des ordres. » Il savait que, pour aviver l'ardeur des hommes, il convient parfois d'avoir l'air de les retenir.

« Soldats, puis-je compter sur vous, reprenait Bonaparte. — Oui ! oui ! » et les acclamations redoublaient, partaient par salves prolongées. Les soldats s'indignaient, piétinaient de rage, serraient convulsivement leur arme ; leur haine des avocats s'exaspérait ; contre les députés assassins, c'étaient des explosions de fureur, des imprécations. « Je vais les mettre à la raison », dit alors Bonaparte. Il rentra seulement dans la cour d'honneur et là se remit à parler. A chaque phrase, presque à chaque mot, les officiers, les grenadiers de ligne l'appuyaient de leurs cris. Les grenadiers du Corps législatif, qui formaient à cet endroit le corps principal, hésitaient toujours ; une anxiété les rivait au sol.

Sollicités par les principaux chefs, des incitations leur venaient en sens contraire. Il ne faut pas se figurer la scène comme nettement coupée en deux : sur le devant, c'est-à-dire aux portes du

château, toute la garde immobile ; derrière le château, dans l'enfoncement de l'Orangerie, dans son local clos, l'assemblée se débattant et hurlant. Entre la salle et le dehors, c'étaient des allées et venues effarées. Les Cinq-Cents cherchaient à dégager leur voix du local où on avait voulu les claquemurer, à se faire entendre, à prendre contact avec leur garde. Après la sortie du général, plusieurs grenadiers étaient restés auprès de l'enceinte ; un grand nombre de députés les avaient vivement apostrophés, avaient tâché de leur faire honte et de se les rallier. L'écho des paroles de Talot était répété, colporté au dehors ; après qu'il eut parlé, un officier de la garde vint s'offrir au Conseil, croyant sa troupe en même disposition. Des députés sortaient, s'efforçaient de percer jusqu'à la cour ; d'autres se montraient aux fenêtres de l'Orangerie, gesticulaient, agitaient les bras dans leur toge éployée, tâchaient d'ameuter leurs affidés. Dans le jardin, dans les passages intérieurs ouverts maintenant à tous venants, dans la cour, des groupes d'opinion opposée se bousculaient, s'interpellaient, se jetaient des cris adverses. Autour des grenadiers, il y avait des oscillations de foule et des remous.

Au milieu de cette incohérence et de ces mouvements fous, les minutes, les quarts d'heures se passent. Il est près de cinq heures ; le jour baisse rapidement. L'intérieur du château s'obscurcit. Au dehors, la brume de novembre s'élève des parterres, monte sous les arbres décharnés, brouille les lointains. Encore quelques instants, et la journée indécise va sombrer dans la nuit.

Chacun sent que le dénouement ne doit plus tarder.

Parmi les amis de Bonaparte, les poltrons, les incertains, ont pris de l'espace ; les braves, les déterminés, ceux qui se sentent irrévocablement compromis, viennent rejoindre le chef de file. Lavalette, qui se tenait sur le perron encombré de monde, prétend avoir reconnu alors dans un groupe Talleyrand, sorti de son observatoire, montrant son visage pâle, ferme pourtant et beau joueur. Lavalette lui-même convient que si à ce moment un chef dissident et audacieux se fût présenté « aux soldats de l'intérieur », c'est-à-dire aux gardes, il eût été impossible de savoir comment les choses auraient tourné pour l'instant. Mais Jourdan errait indécis, tantôt entrant dans la salle et tantôt restant à se promener le long de la grille, appuyé au bras d'un aide de camp ; Augereau, malgré ses airs de capitan, ne retrouvait plus son audace. Cependant Bonaparte revenait à cheval près du perron, entouré de ses officiers, cachant mal sous ses traits crispés, sous sa face sanguinolente, la tempête de son âme.

Fargues ne lui apporte pas le décret des Anciens. Fargues a trouvé ses collègues inertes sur leurs sièges, épouvantés par les cris, les mouvements précipités qu'ils entendent au-dessous d'eux et le grand tumulte d'en bas. En termes pathétiques, il leur raconte la tentative d'assassinat ; il les consterne et n'arrive pas à les décider. Finalement, se mettant en comité secret, ils aboutissent à la plus parlementaire et à la plus inefficace des solutions ; au lieu d'instituer un gouvernement, ils nomment une commission. Une commission de cinq membres est chargée de faire un rapport, de proposer des mesures ; c'est vouloir renouveler un débat sans issue et

décréter le néant. Il apparaît de plus en plus que les Anciens ne feront rien par eux-mêmes ; on leur demande de donner l'impulsion, ils l'attendent.

Aux Cinq-Cents, la situation s'aggrave de nouveau. Les meneurs jacobins savent que la garde est sous les armes, mais qu'elle ne bouge ; leur fureur s'enhardit. Lucien pourtant a obtenu de parler. « Je dois faire observer qu'ici les soupçons paraissent s'élever avec bien de la rapidité et peu de fondement. Un mouvement même irrégulier aurait-il déjà fait oublier tant de services rendus à la liberté. — On ne les oubliera pas », disent quelques membres. — LUCIEN. « Je demande qu'avant de prendre une mesure vous rappeliez le général. — *Nous ne le reconnaissons pas.* —... Quand le calme sera rétabli dans cette enceinte, quand l'inconvenance extraordinaire qui s'est manifestée sera calmée, vous rendrez justice à qui elle est due. — *Au fait, au fait* », hurlent les Jacobins, et ils réclament frénétiquement le *Hors la loi.* Les pugilistes parlementaires se remettent à l'œuvre. L'un d'eux se prend d'altercation avec Boulay au pied de la tribune et lui porte les poings au visage. Haché d'interruptions, le discours de Lucien se perd au milieu de violences croissantes.

Désespérant de se faire entendre, Lucien recourt alors au geste, à la mimique, et invente un grand jeu de scène. Brusquement, il se dévêt de sa toge; il la jette sur le bois de la tribune, avec sa toque, son écharpe frangée d'or, et donnant à sa voix naturellement un peu sourde un extraordinaire éclat : « Je dois renoncer à être entendu, crie-t-il, et n'en ayant plus le moyen, je déclare déposer sur la tribune, en

signe de deuil, les marques de la magistrature populaire. » Ce coup de théâtre stupéfie un instant l'assemblée. Des conciliateurs s'élancent vers Lucien, voudraient qu'il reprenne ses insignes et remonte au fauteuil. D'autres membres, pour prévenir à tout prix le dénouement fatal, jettent ces mots à la traverse : « La liberté a été violée ; il n'y a plus de Conseil ; président, levez la séance. » Mais les voix jacobines dominent toujours, donnent le ton, et la discorde des clameurs, des injures, se fond en un immense et grossissant : *Hors la loi !*

Depuis quelques instants, Lucien n'avait plus d'espoir qu'en une intervention du dehors. Ayant reconnu, parmi les députés qui haletaient autour de la tribune, un inspecteur de la salle, le général Frégeville, homme sûr, il s'était penché vers lui et lui avait jeté ces mots, en le chargeant de les porter à son frère · « Avant dix minutes, il faut interrompre la séance ou je ne réponds plus de rien. »

Frégeville s'est glissé hors de la salle et s'est acquitté de la commission. A-t-il fallu ce signal de détresse pour faire jaillir en Bonaparte l'inspiration décisive, l'illumination soudaine ? Quoi qu'il en soit, le général a trouvé enfin la manœuvre à opérer. Il a compris tout le parti qu'il pourra tirer près des grenadiers de l'autorité présidentielle, s'il réussit à extraire Lucien de la fournaise, à s'adjoindre ce chef légal des Cinq-Cents ; en un instant, l'enlèvement de Lucien est préparé, machiné, accompli.

Un capitaine de grenadiers reçoit ordre de prendre avec soi dix hommes et d'entrer dans la salle. En entrant, il crie fortement : « Vive la République ! » Ce cri saisit agréablement l'assemblée ; c'est sans

doute l'armée qui vient se mettre à la disposition de la loi ; une brève détente se produit. Le capitaine arrive sans difficulté au pied de la tribune, suivi de ses hommes armés de leur fusil; il franchit les marches d'une enjambée, adresse d'abord quelques mots au président Chazal qu'il voit au-dessus de lui, puis se retourne vers Lucien toujours cramponné à la tribune, et l'invite à le suivre. Lucien, succombant de lassitude et d'épuisement, ne semblant pas comprendre de quoi il s'agit, reste immobile ; l'officier insiste ; Lucien se laisse faire. L'officier, se plaçant alors derrière lui, le prend par-dessous les bras, le soulève presque de terre, l'enlève « comme un corps saint » et le dépose au pied de la tribune, entre les dix grenadiers. Ceux-ci tirent le président hors de la salle ; ils l'emmènent à travers le château pour le faire ressortir dans la cour et le remettre à son frère.

L'assemblée reste interloquée, consternée de cette disparition. Un député se précipitant du dehors signale l'imminence du danger ; il vient d'entendre des appels, il a vu des soldats courir. En effet, autour de Bonaparte, des voix énergiques attirent et rallient les forces ; dans la première cour, Sérurier, l'épée à la main ameute les troupes ; les dragons, les compagnies d'infanterie s'avancent du bord de la terrasse comme pour faire irruption, et déjà autour des gardes tout s'anime terriblement dans la cour d'honneur, quand soudain Lucien y débouche, dans son peloton de grenadiers, accueilli par une immense clameur.

Lucien apparaissant aux côtés de son frère, le président réuni au général, c'est le moyen de

dénouement qui surgit ; c'est la légalité qui se déplace aux yeux des gardes assemblés. Que Lucien leur parle et les requière, ils se figureront que le Conseil des Cinq-Cents vient à eux dans la personne de son représentant autorisé, qu'il les adjure, qu'il invoque leur bras contre une minorité de factieux qui l'opprime, qui le tyrannise, qui le tient sous la terreur et les poignards. Assurer la liberté et la sécurité des débats, c'est partie intégrante de leurs attributions ; épurer une assemblée, retrancher le membre pourri qui gangrène le corps entier, c'est chose conforme à toutes les traditions, à tous les précédents, chose admise dans le rituel révolutionnaire. En suspendant d'autorité la séance, en faisant momentanément place nette, afin que les bons puissent se séparer des méchants et reprendre ensuite leur discussion avec calme, les soldats croiront libérer l'assemblée et non la dissoudre ; ils croiront moins renverser la constitution qu'accomplir une opération de police parlementaire.

Tout cela fut conçu en moins de temps qu'il ne faut pour l'exprimer ici. Au grand air, Lucien se reprit immédiatement ; pour jouer le rôle qu'il reçut ou assuma, il retrouva tous ses moyens ; il y fut vraiment extraordinaire et beau. Il demande un cheval de dragon, l'enfourche et, se poussant avec son frère vers les rangs des grenadiers, crie de toutes ses forces :

« Le président du Conseil des Cinq-Cents vous déclare que l'immense majorité de ce Conseil est pour le moment sous la terreur de quelques représentants à stylets qui assiègent la tribune, présentent la mort à leurs collègues et enlèvent les

délibérations les plus affreuses. Je vous déclare que ces audacieux brigands, sans doute soldés par l'Angleterre, se sont mis en rébellion contre le Conseil des Anciens et ont osé parler de mettre hors la loi le général chargé de l'exécution de son décret. Je vous déclare que ce petit nombre de furieux se sont mis eux-mêmes hors la loi par leurs attentats contre la liberté de ce Conseil... Je confie aux guerriers le soin de délivrer la majorité de leurs représentants. Généraux, et vous soldats, et vous tous, citoyens, vous ne reconnaîtrez pour législateurs en France que ceux qui vont se rendre auprès de moi Quant à ceux qui persistent à rester dans l'Orangerie, que la force les expulse !... Ces brigands ne sont plus les représentants du peuple, mais les représentants du poignard. »

Les représentants du poignard, beau titre de mélodrame, bon à faire effet sur des imaginations frustes ! Lucien montre alors le visage de son frère, l'apparence de blessure, le sang coagulé sur la peau. Il trouve enfin le geste décisif, la pantomime irrésistible. Il se fait donner une épée nue, dont il tend la pointe vers la poitrine de Bonaparte, et dans cette pose tragique, avec une intonation à la Talma, jure qu'il tuera de sa main son frère, si celui-ci attente jamais à la liberté des Français.

Les gardes sont rassurés, saisis; comme en même temps ils sentent derrière eux la poussée des hommes de la 79e et des enragés dragons, comme ils sentent tout contre eux les grenadiers de ligne frémissants, le mouvement se communique ; ils ne demandent qu'à marcher ; enfin ! Bonaparte peut donner l'ordre ; il le donne ; des officiers lèvent leur sabre,

font signe aux tambours. Autour des gardes et derrière eux, la charge bat ; les coups se succèdent, répétés, détachés, précipités ; c'est le rythme enlevant et sinistre, qui sonne l'assaut. Murat forme une colonne de grenadiers et commande qu'on le suive. Dans le jour tombant, les hommes s'ébranlent, accélèrent le pas ; la foule s'écarte avec effroi, mais des voix crient : *Bravo ! à bas les Jacobins ! à bas les* 93 *! c'est le passage du Rubicon !* L'horreur qu'inspirent les politiciens révolutionnaires, la hâte d'en finir avec ces honteux tyrans, font acclamer César libérateur. Conduits par des officiers de différentes armes, les grenadiers escaladent le perron, s'engagent dans le bas du château et obliquent vers l'entrée de l'Orangerie.

Au dedans, le son du tambour perçant l'épaisseur du château a retenti, et une angoisse a serré les cœurs. Ce « pas de charge » que l'on entend, n'est-ce pas le glas d'un régime, le signe que la troupe marche et que l'affaire est décidée ? L'assemblée se sent perdue et ne pense plus qu'à bien mourir. C'est alors une suite d'actions précipitées et confuses : une nouvelle fuite des spectateurs, leur dégringolade effarée par les fenêtres, beaucoup de députés montant sur leurs bancs et criant à tue-tête : « Vive la République : vive la constitution de l'an III ! » d'autres se jetant vers la tribune pour finir sur un beau geste, sur un mot historique. Et le bruit du tambour se rapproche par les corridors et les escaliers, vient, menace, éclate tout près de la salle.

La porte se rouvre, les baïonnettes paraissent. Le chef de brigade Dumoulin s'avance sur le seuil, suivi des tambours et de grenadiers qui se présen-

tent l'arme portée. Dans le tumulte, des sommations sont lancées. Murat et d'autres chefs déterminés se jettent en avant, foncent vers la tribune. Derrière eux, la colonne des grenadiers s'allonge en file assez mince, et peu à peu grossissant, débordant par l'étroite entrée, occupe la partie antérieure de la salle, puis s'arrête. Le tumulte ne cessait pas. Des députés déguerpissaient déjà et donnaient le signal du *sauve-qui-peut*, mais dans l'espace demeuré libre, dans la profondeur de la galerie, la masse résistait, se resserrait, se pelotonnait, et des vociférations épouvantables partaient de cette masse. Des députés à la tribune interpellaient les soldats : *Soldats ! vous ternissez vos lauriers.* Murat et les officiers hurlent : *Citoyens ! vous êtes dissous.* Un officier surgit auprès du fauteuil présidentiel et renouvelle au nom du général Bonaparte l'injonction de sortir. Les tambours frappent sur leur caisse à tour de bras ; c'est maintenant un roulement continu, étouffant les clameurs. Un second groupe de soldats, sous Leclerc, a rejoint le premier. *Grenadiers, en avant !* crient des voix de commandement, et Murat plus crûment, se retournant vers ses hommes, conclut par ces mots : *F.....-moi tout ce monde-là dehors !* La troupe, croisant la baïonnette, s'avance alors contre les députés.

Devant ce hérissement de pointes aiguës qui marche, qui vient sur eux, les légiférants cèdent à la force. La tribune se dégage. A mesure que la colonne avance, la masse rouge se dissout, disparaît par le fond ou reflue sur les côtés pour s'échapper par toutes les issues. Dans le fracas des sièges renversés

et des banquettes bousculées, les grenadiers activent la sortie ; ils serrent de près les toges sans frapper, font leur besogne en policiers tranquilles. En cinq minutes, au milieu de l'obscurité croissante, la salle se vide, se dégorge de députés. Quelques récalcitrants se fixent sur leurs sièges ; les soldats les prennent à bras-le-corps, comme on fait d'enfants indociles, et les déposent dehors. Les soldats nettoient ensuite de députés et de curieux les abords, les dégagements, occupent militairement tous les locaux. Et le tambour bat toujours, impérieux, brutal, dominateur.

Ainsi s'accomplissait, après dix ans, la parole de Mirabeau ; les députés sortaient par la force des baïonnettes. C'est que la volonté nationale, qui à Versailles les avait faits intangibles, ne les soutenait plus à Saint-Cloud ; elle s'était retirée d'eux et ne se reconnaissait plus en ce ramas grouillant, issu de coups d'Etat successifs et d'une triple violation du droit électoral. La force morale, cette force qui se crée par la sourde coalition des volontés individuelles, était maintenant du côté des baïonnettes, et la Révolution, périssant de ses aberrations et de ses excès, n'avait plus, pour se sauver, qu'à se réfugier sous la main du pouvoir essentiellement ordonnateur et disciplinant.

La plupart des députés s'étaient laissés pousser dehors assez dignement, encore qu'il y ait eu des sauts par les fenêtres basses, des sorties éperdues et grotesques. Au dehors, ils ne sont plus qu'un troupeau qui roule et moutonne à l'aveugle, dans l'épaississement de la brume. Se heurtant aux

troupes qui affluaient de tous côtés et débordent en avant, entourés d'officiers furieux ou goguenards, d'épées nues et de bicornes farouches, ils se sentent ridicules dans leur accoutrement romain, empêtrés, humiliés, bafoués, perdus, et c'est la panique, la débandade. Sous les huées, toute cette gent enjuponnée se faufile à travers les troupes, se sauve par les jardins et les cours, s'enfonce dans le brouillard, disparaît dans la nuit. On vit beaucoup de députés descendre l'avenue après avoir prestement franchi les grilles ouvertes; les plus hardis voulaient courir à Paris, où ils espéraient trouver appui et réconfort ; les plus nombreux cherchaient simplement asile à Saint-Cloud, pour se garer momentanément de la bourrasque. D'autres coupaient à travers bois, dévalaient sur les pentes, s'enfuyaient à toutes jambes sous les halliers envahis de ténèbres. Quelques-uns avaient perdu dans la bagarre leur toge, leur toque, leurs insignes, ou les jetaient en courant. A cette défroque gisant à terre, traînant dans les sauts de loup, accrochée aux arbustes, lamentable et flétrie, on put suivre à la trace la grande déroute parlementaire.

VI

Le coup frappé sur les Cinq-Cents détermina chez les Anciens un sursaut d'obéissance. Un des députés chassés, plus brave que les autres, était allé se

plaindre à eux, dénoncer l'attentat. Survient aussitôt Lucien pour couper la parole au plaignant. Il explique l'événement, affirme que les troupes n'ont fait qu'obéir à « son réquisitoire », glisse sur l'exécution militaire, insiste sur les excès des Jacobins et leurs abominables desseins ; les misérables, les cannibales, ils voulaient l'obliger de mettre hors la loi son frère, son propre frère ; quelle offense aux sentiments les plus sacrés, à la nature ! et sa voix tremble, se mouille de larmes ; toute la phraséologie sentimentale de Rousseau vient sur ses lèvres ; cet homme joua vingt rôles en une journée. Les Anciens étaient d'ailleurs convaincus d'avance, résignés à tout voter. Ils interrompirent une scène pénible en décidant de ne plus entendre aucun membre de l'autre assemblée, puis se mirent à la besogne.

La commission nommée tout à l'heure se réunit dans une galerie. Quatre membres seulement sur cinq sont présents ; n'importe ! trois sont d'accord et font la majorité. Au pied levé, un rapporteur, Cornudet, est nommé, un rapport bâclé. Les conjurés ont osé enfin sortir un projet ferme : nomination de trois Consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès, Roger Ducos, ajournement des Conseils jusqu'au 1[er] nivôse, création d'une commission législative intermédiaire, choisie parmi les Anciens. Cornudet mit tout cela sous forme de dispositif et le fit passer en décret vers sept heures, un seul membre, Dalphonse, s'étant opposé. Pour pallier l'illégalité de leur initiative, les Anciens firent semblant de croire que l'autre Conseil s'était spontanément dissous, dispersé, évanoui. «Attendu la retraite

des Cinq-Cents », c'était aux Anciens qu'il appartenait de pourvoir aux destinées provisoires de la République. Dès qu'ils l'eurent fait, comme épuisés par cet effort, impatients d'ailleurs d'échapper à l'atmosphère viciée de la salle, de se rafraîchir et de se détendre, d'aller aux nouvelles, ils suspendirent leur séance, sans la lever encore ; sa reprise fut annoncée pour neuf heures.

Au dehors, il faisait nuit noire. Dans le bas des jardins, quelques-uns des Cinq-Cents erraient encore, ombres tristes. Réal, rencontrant un représentant, lui dit avec un gros rire : « La farce est jouée. » Près des grilles, des soldats montaient la garde, chargés de repousser tout retour offensif ; ils disaient à qui se présentait : « On sort, mais on n'entre pas. »

Dans le château mal éclairé, les vainqueurs campaient en désordre sur les positions conquises. Bonaparte était rentré à l'intérieur ; Lucien s'y trouvait également, très complimenté. Il ne faudrait pourtant pas croire que Lucien ait véritablement sauvé son frère et emporté à lui seul le succès. A supposer qu'il n'eût pas réussi à retarder le *Hors la loi*, à supposer qu'il n'eût point paru à temps pour lever l'hésitation des gardes, il est probable que ceux-ci eussent fini par céder à la pression des autres troupes. En tout cas, ces autres troupes, plus nombreuses, bien décidées, sentant derrière elle la France, eussent très vraisemblablement marché et tout bousculé sur leur passage. Lucien n'avait fait que déterminer le mode de solution, abréger et simplifier les choses, avec une prestigieuse habileté.

Au reste, dépouillant son rôle, il se montrait maintenant d'assez mauvaise humeur, bien qu'il dût se poser plus tard en héros de la journée. C'est qu'il avait rêvé d'être ce héros d'une tout autre façon. Il aurait voulu se maintenir sur le terrain parlementaire et le dominer, présider à une transaction entre les Anciens et les Cinq-Cents, à une sorte de compromis, qui l'eût laissé devant son frère en très forte posture. Acculé à l'abîme, il avait dû se rejeter vers la solution militaire et avait merveilleusement contribué à la procurer ; il comprenait néanmoins qu'en provoquant l'intervention des troupes, il avait fait contre lui-même, politicien et parlementaire, le jeu du grand soldat. Les autres conjurés restaient un peu émus, étourdis de la bagarre, soulagés pourtant d'un grand poids et sentant que la journée était acquise, non sans peine.

« Il faut dîner », dit alors Talleyrand. Bonaparte, Lucien, Sieyès, les grands chefs, les généraux, dînèrent on ne sait où et comme il purent. Talleyrand s'était ménagé un gîte discret et moelleux, une soirée confortable. Une de ses amies, Mme Simon, possédait une jolie habitation à Sèvres ; là, un tiède foyer, un bon souper, l'attendaient. Il emmena avec lui quelques-uns de ses intimes ; à table, on se remémora les événements de la journée. Montrond raconta comment il avait vu Bonaparte pâlir sous le coup du *Hors la loi* et décida que le grand homme avait manqué de tenue. « Général Bonaparte, répétait-il, général Bonaparte, cela n'est pas correct. »

Les nouvelles de Paris étaient bonnes : les faubourgs parfaitement immobiles, nulle part un ras-

semblement, une velléité quelconque de résistance. Partout, l'attente, la curiosité, l'émoi même, l'empressement aux nouvelles, étaient grands, mais ne se manifestaient par aucun trouble. Les états-majors, qui se tenaient en permanence aux Tuileries, aux Invalides, à l'Ecole militaire, à l'hôtel de la Place, recevaient fréquemment des nouvelles de Saint-Cloud ; après avoir conçu un moment de grandes inquiétudes, ils se rassérénaient maintenant. Fouché se conduisait très bien ; dès qu'il avait appris la dispersion de l'assemblée, il avait envoyé des agents couper au besoin la retraite aux fuyards et surveiller les barrières ; il les eût fermées à Bonaparte, si Bonaparte avait eu le dessous. De Saint-Cloud, Thurot avait envoyé également aux barrières, espérant devancer Fouché et « dégoter son patron » ; les agents de Fouché arrivèrent premiers. Dans l'intérieur de la ville, le péril couru par Bonaparte et sa prétendue blessure suscitaient des réprobations indignées, des imprécations contre la faction assassine : quels monstres que ces Jacobins ! Les théâtres s'ouvrirent pourtant comme à l'ordinaire, vers cinq heures.

Pendant la représentation, des ordonnances à cheval apportèrent une proclamation du ministre de la police ; Fouché y donnait l'estampille officielle à la fable de l'assassinat manqué, mais rassurait en même temps les Parisiens et les invitait à reposer en toute confiance sous la garde de l'invincible épée. « Les Conseils étaient réunis à Saint-Cloud pour délibérer sur les intérêts de la République et de la liberté, lorsque le général Bonaparte, étant entré au Conseil

des Cinq-Cents pour dénoncer des manœuvres *contre-révolutionnaires*, a failli périr victime d'un assassinat. Le génie de la République a sauvé ce général ; il revient avec son escorte. Le Corps législatif a pris toutes les mesures qui peuvent assurer le triomphe et la gloire de la République. » Dans chaque théâtre, un acteur lut la proclamation sur la scène ; de grandes acclamations s'élevèrent. Paris tranquillisé s'endormit sur ces nouvelles, sans savoir sous quel régime il se réveillerait le lendemain.

VII

A Saint-Cloud, les vainqueurs passèrent la nuit à compléter, à régulariser leur succès. Leur joie n'était pas sans mélange. Comment le public prendrait-il la dispersion brutale des Cinq-Cents ? Il était difficile de rester sur cet acte par trop décisif ; il serait bon de pouvoir le présenter comme un incident et non comme le dénouement de la journée. En manière de clôture, on avait, il est vrai, le décret voté par les Anciens et instituant le Consulat provisoire ; mais la pseudo-légalité qu'il avait créée resterait incomplète et boiteuse tant que le concours au moins fictif des deux assemblées ne l'aurait pas remise sur pied. Dès le premier moment, Lucien avait eu l'idée de recomposer quelque chose qui ressemblerait au conseil des Cinq-Cents. Beaucoup des députés chassés vers Saint-Cloud

ne demandaient sans doute qu'à se rallier au fait accompli ; ils ne devaient pas être loin ; en se mettant à leur recherche, on arriverait à les réunir en nombre suffisant pour former un tronçon, un simulacre d'assemblée, qui se proclamerait majorité. Les Anciens retireraient alors leur décret, dont il serait parlé le moins possible ; les Cinq-Cents épurés et matés prendraient l'initiative de le voter, et l'autre Conseil reviendrait à son rôle de chambre d'enregistrement. Tout s'accomplirait ainsi selon les rites, et le régime de l'an III se suiciderait dans les formes.

Des huissiers, des racoleurs lancés par Lucien, se répandirent dans Saint-Cloud, en quête de députés à tout faire. Ils en découvrirent dans les cabarets, les guinguettes, les maisons particulières, et les invitèrent à revenir. On visitait les voitures qui partaient pour Paris ; quand des députés s'y trouvaient, on les faisait descendre. Ils se laissèrent facilement ramener et rabattre vers le château. A tâtons, dans le froid et dans la nuit, ils remontaient par les chemins où avait passé leur fuite éperdue, allaient vers les lumières qui clignotaient là-haut. Dans le palais, les auteurs de la journée disposaient tout pour la mise en scène finale, réglaient les détails et se partageaient les rôles. A mesure que les députés arrivaient, on les poussait dans leur salle. Combien étaient-ils ? Trente, cinquante, cent ou plus. Paris les appellerait malicieusement le Conseil des Trente ; ils furent certainement plus nombreux, car le gouvernement consulaire eut à replacer dans ses assemblées cent quatre-vingts des Cinq-Cents ; une

bonne partie d'entre eux avaient dû participer à la séance de nuit et donner ce premier gage.

L'aspect de la réunion fut étrange : la salle presque obscure, des banquettes encore renversées, le désordre à peine réparé. Quelques chandelles posées sur le bureau, sur la tribune, jetaient une lueur fumeuse et éclairaient vaguement des formes avachies : des députés harassés, recrus, qui semblaient s'être installés moins pour siéger que pour dormir ; quelques-uns « couchés sur trois banquettes, l'une servant de siège, l'autre de marchepied, la troisième d'oreiller ». Ça et là, « des garçons de salle », des domestiques, entrés pour se chauffer, faisaient nombre.

Quelques meneurs s'étaient chargés à eux seuls de remplir, de faire la séance, ne demandant autour d'eux qu'un muet acquiescement. Lucien infatigable monte au fauteuil, et très grave, solennel, débute par une allocution pleine de dignité. Chazal propose le Consulat provisoire, l'ajournement des Conseils pendant dix semaines, tout ce qu'ont voté les Anciens, avec cette différence qu'au lieu d'une commission législative on en nommerait deux, représentatives des deux assemblées. Comme il fallait s'astreindre aux règles et éviter toute précipitation malséante, le projet fut renvoyé à une commission. Tandis qu'elle délibérait, pour amuser le tapis, Lucien prononça contre les Jacobins un réquisitoire en règle, prélude aux mesures d'exclusion qui allaient être demandées ; il parut également bon de faire voter par les Cinq-Cents, un témoignage de reconnaissance nationale envers ceux qui les avaient proprement mis dehors ; il fut décrété que

les officiers généraux et particuliers, les soldats et spécialement les grenadiers « avaient bien mérité de la patrie ».

A onze heures, Boulay présenta le rapport au nom de la commission. Le sincère Cabanis prit ensuite la parole. Leurs discours ont ceci de remarquable qu'ils précisent, avec des nuances diverses, la pensée des *brumairiens* parlementaires. Ces hommes ne sont nullement des *césariens* : ils n'entendent pas se donner un maître ; ce sont des révolutionnaires voulant avant tout conserver l'œuvre de la Révolution et la solidifier, voulant se conserver eux-mêmes au pouvoir, mais avertis et corrigés par l'expérience, désireux de reconstituer l'autorité sans verser dans le despotisme, aspirant à substituer aux incohérences du plus monstrueux arbitraire un régime à la fois mieux ordonné et plus libéral.

Boulay constate qu'il n'y a en France « ni liberté publique ni liberté particulière », qu'il n'existe, d'autre part, « qu'un fantôme de gouvernement ». La nécessité qui s'impose, c'est de restaurer en France la notion de gouvernement, avec l'idée de force réglée, d'action continue et de stabilité que le mot implique. Seul, un gouvernement limité par de sérieuses garanties, mais assez fort, assez indépendant pour se soutenir autrement que par tyranniques violences, peut pacifier à l'intérieur et au dehors, traiter sérieusement avec l'étranger, concilier en France l'ordre et la liberté, résoudre l'éternel problème ; seul, il peut consolider et élargir la République, et Boulay s'élève très fortement contre l'intolérance des Jacobins, contre leur

folie d'exclusivisme et leur achoppement de grossiers sectaires. « Nous voulons la liberté pour tous, et ils ne la voudraient que pour eux. Nous voulons *nationaliser* la République, et eux ne la placent que dans leur parti... »

Cabanis apportait dans la conception brumairienne plus d'idéal et de sentiment, avec une nuance de mélancolie. Ce qu'il invoque, ce qu'il appelle de tous ses vœux, c'est un retour aux principes. « Le peuple français a-t-il dans l'état présent une véritable république ? Chacun de vous me prévient ; vous répondez unanimement : non. » Sans doute, il serait injuste de rendre les constituants de l'an III responsables de cette perversion de leur œuvre ; leurs intentions étaient pures ; ils ont posé des bases excellentes, mais l'aménagement défectueux des pouvoirs, la fréquence excessive de leurs renouvellements, ont instauré l'incertitude et la mobilité perpétuelles. Dès lors, la République trop faiblement constituée n'a pu se soutenir que par coups d'arbitraire ; pour la soustraire aux entreprises des factieux, les républicains sages, les « patriotes conservateurs » ont dû s'associer à ces violences, en les déplorant. Il est résulté de ces secousses un état que Cabanis juge mortel à la vitalité française, et il faut retenir les termes dans lesquels ce républicain honnête résume les effets du gouvernement des révolutionnaires. « Je me résume ; il est impossible que la constitution de l'an III, telle qu'elle est, n'entraîne point très rapidement la ruine de la liberté, et notre état actuel la dissolution de la nation française elle-même. »

Auparavant, il a reconnu que, devant la continuation des excès, « l'idée de république et celle de brigandage et d'oppression se sont liées dans beaucoup de têtes ». Si cette désolante conviction persiste, le peuple se jettera vers la réaction ou appellera la dictature, qui n'est aux yeux de Cabanis qu'un expédient désastreux : « Bientôt il périrait sans doute, le tyran qu'un aveugle enthousiasme aurait investi d'un pouvoir arbitraire, mais c'en serait fait pour toujours de la grande nation. » Pour sauver la Révolution et lui faire porter ses fruits, il n'est qu'un moyen : réformer les lois organiques en confiant ce soin à un gouvernement provisoire qui puisse élaborer l'œuvre avec maturité et sagesse ; c'est la suprême expérience à tenter.

Alors, Lucien l'air inspiré, le regard en extase, salue l'aurore des temps nouveaux, l'ère de félicité qui va s'ouvrir. Chabaud-Latour dit que la séance de Saint-Cloud « sera aussi mémorable que celle du Jeu de Paume à Versailles ». Lucien trouve la comparaison belle et la reprend à son compte, en l'amplifiant. « La liberté née dans le Jeu de Paume de Versailles s'est traînée jusqu'à vous en proie tour à tour à l'inconséquence, à la faiblesse, aux maladies convulsives de l'enfance ; elle vient aujourd'hui de prendre la robe virile. » Au milieu de ces métaphores, le projet institutif du gouvernement provisoire fut voté ; on le renforça d'un acte qui excluait nominativement du Corps législatif soixante-deux députés, désignés par leur réputation de Jacobins notables ou choisis au hasard parmi les vaincus de la journée.

Les Anciens, de leur côté, s'étaient remis en séance. Après avoir rapporté leur décret, en attendant le vote des Cinq-Cents, ils crurent convenable et très digne d'expédier les affaires courantes, afin d'attester la tranquillité de leur âme dans ces heures de crise. Leur premier soin fut de repousser le projet suspensif des *délégations* et de maintenir aux fournisseurs un droit de prélèvement sur les ressources publiques. Le rapporteur Lebrun, d'abord favorable au projet, avait changé d'avis ; dans ce revirement significatif et dans le vote, on peut soupçonner l'indice d'une espèce de pacte passé entre les faiseurs du coup d'Etat et les compagnies de finance. Les Anciens s'occupèrent ensuite d'objets sans rapport avec la révolution en cours. Le législateur Cailly vanta la beauté du spectacle : « Rien n'est plus digne des législateurs d'un grand peuple que de s'occuper des intérêts privés des citoyens au milieu des plus grands dangers, de conserver leurs droits, de garantir leurs propriétés. Occupons-nous de ces objets dans les lacunes que nous laissent les mesures exigées par les circonstances, et terminons l'organisation du notariat. »

Chacun pourtant avait hâte d'en finir et trouvait que les Cinq-Cents se montraient bien formalistes. Quand après minuit la résolution votée et la liste d'exclusion furent apportées, l'enregistrement de ces actes fut l'affaire d'un instant. Deux Anciens seulement jugèrent que l'on n'articulait point contre les exclus des charges suffisamment précises et refusèrent de condamner sans entendre.

Avant de se séparer, les Conseils votèrent

une adresse aux Français, dont le fond et en partie le texte furent empruntés au discours de Cabanis. On y remarquait cette phrase : « Il est temps de donner des garanties à la liberté des citoyens, à la souveraineté du peuple et à l'indépendance des pouvoirs constitutionnels, à la République enfin, dont le nom n'a servi que trop souvent à consacrer la violation de tous les principes... » C'était le manifeste des révolutionnaires assagis, c'était aussi leur confession.

Il restait une formalité à remplir. Après chaque changement légal ou violent, la Révolution faisait jurer fidélité à l'ordre des choses institué ou renouvelé ; il eût paru malséant de déroger aujourd'hui à l'usage sacramentel. Une difficulté toutefois se présentait ; le Consultat n'était que provisoire, l'ancienne constitution n'existait plus, la nouvelle constitution n'existait pas encore ; à quoi pourrait-on bien prêter serment ? Les auteurs de la journée se tirèrent d'embarras en faisant décréter un serment à la République une et indivisible, et à des principes abstraits, liberté, égalité, système représentatif ; les trois Consuls furent invités les premiers à le prêter.

Ils se rendirent d'abord aux Cinq-Cents. La salle maintenant s'emplissait de monde. Des amis du pouvoir naissant étaient accourus de Paris pour faire preuve d'empressement. D'intrépides curieux étaient restés ou arrivés, ne voulant pas manquer le dénouement de la pièce qui se jouait à Saint-Cloud et le dernier acte de ce tragi-vaudeville. Paulette Leclerc, sœur du général Bonaparte, était là ; des femmes étalaient l'élégance débrail-

lée de l'époque. On apercevait des militaires entrés sans façon, des figures de gens à la mode, des complaisants, des domestiques toujours et même des députés. A deux heures du matin, le tambour battit aux champs, les Consuls firent leur entrée. Le prodigieux général, l'ex-abbé et l'ancien juge de paix se placèrent devant le président Lucien, qui les harangua et lut la formule du serment ; tous trois ensemble, étendant le bras, répondirent alors : « Je le jure. » Des députés s'embrassaient croyant sincèrement qu'en cette nuit la République et la liberté se fondaient. Le reste de l'assemblée criait machinalement : *Vive la République !* Derrière les trois jureurs, il y avait des poussées de curiosité, des bruissements de jupes, des cliquetis d'armes, un monde bruyant et très mêlé qui se pressait pour voir, et ce fut l'interlope début du plus grand gouvernement qu'ait connu la France.

La répétition de la même scène devant les Anciens donna lieu à un surcroît d'effusion ; après le serment, les trois Consuls montèrent auprès du président et l'embrassèrent. Le dépouillement du scrutin pour la nomination des commissions législatives prit encore beaucoup de temps. Il fallut aussi arranger pour l'impression les discours prononcés, les allocutions aux troupes, le compte-rendu des séances. Bonaparte data de onze heures du soir une proclamation d'un grand style. Il y affirmait cette vérité, qui allait se développer dans la suite : « Je n'ai voulu être l'homme d'aucun parti. » Il insistait sur la valeur reconstituante de l'acte accompli, mais se posait surtout en restaurateur de la modération, en représentant de ceux

qui se sont intitulés de nos jours *conservateurs libéraux ;* ces mots mêmes figurent dans le texte : « Les idées conservatrices, tutélaires, libérales, sont rentrées dans leurs droits. »

Dans les passages précédents, il avait fait un récit véhément des péripéties de la journée, arrangeant les faits à sa façon, transformant toujours en assassins de simples furieux. « Je me présente au Conseil des Cinq-Cents, seul, sans armes la tête découverte, tel que les Anciens m'avaient reçu et applaudi... Les stylets qui menaçaient les députés sont aussitôt levés sur leur libérateur. Vingt assassins se précipitent sur moi et cherchent ma poitrine. »

A l'appui de la version définitivement concertée, on affecterait de produire des preuves, des pièces à conviction ; il serait écrit dans les journaux que les grenadiers, en faisant évacuer la salle, avaient ramassé des poignards, que ces poignards étaient déposés chez les généraux Berthier et Lefebvre. D'ailleurs, comme pièce à conviction, n'avait-on pas la plus probante de toutes, l'habit du grenadier Thomé, l'habit à la manche déchirée ? L'estafilade ne pouvait provenir que d'un coup de poignard destiné à Bonaparte et que Thomé aurait reçu en se jetant généreusement au-devant du fer. Thomé serait donc officiellement désigné comme le sauveur de Bonaparte, et comblé d'honneurs, pensionné, invité deux jours de suite à la table du général, choyé et embrassé par Joséphine qui lui passerait au doigt une bague de grand prix, cité dans les journaux, reconnu dans les théâtres, applaudi par la foule,

représenté sur la scène, il soutiendrait le rôle gaillardement et se laisserait faire, très étonné au fond de passer héros.

Quand les événements eurent été ainsi transfigurés, quand on eut rajusté et recousu pour le public les scènes incohérentes d'où allaient sortir la restauration de la France, il parut que la besogne initiale était accomplie et que chacun pouvait rentrer chez soi. Vers la fin de la nuit, Saint-Cloud se vida ; le château fut abandonné à son délabrement glacial ; les voitures filèrent au grand trot sur Paris. Bonaparte retourna rue Chantereine avec Bourrienne; pendant le trajet, il ne dit mot, absorbé dans ses pensées. Sieyès et Ducos revinrent coucher au Luxembourg, non loin du pauvre Gohier toujours consigné dans ses appartements, où figurait en place d'honneur, par un sarcasme du sort, le buste de Bonaparte. Moreau, établi gardien du Luxembourg, n'avait pas bougé de la journée ; sans s'occuper de ce qui se passait au dehors, il était resté à fumer sa pipe, à fumer obstinément, et il avait fini par se coucher et s'endormir, au milieu d'une âcre atmosphère de tabac qui empestait les appartements. Moulin trouverait le lendemain moyen de s'échapper ; on le laisserait courir. Dans les divers quartiers, les députés portés sur la liste d'exclusion évitaient de regagner leur domicile, cherchaient refuge chez des amis, et ces vaincus ne pensaient plus qu'à se cacher.

Pendant ce temps, dans la nuit froide, sur la route de Saint-Cloud, les troupes défilaient, infanterie, cavalerie, garde des Conseils, garde du Directoire,

pour rentrer dans leurs quartiers. Tandis que leur pas rythmé battait le sol, de rudes chants s'élevaient. Pour tromper l'ennui de la marche, les hommes répétaient leurs refrains habituels, les airs les plus révolutionnaires, y compris le *Ça ira*, ce cri d'optimisme exalté que toute la France avait poussé au début de la grande subversion et qui s'était associé aussitôt à des scènes d'horreur. « *Ah ! Ça ira*, chantaient les soldats à pleine voix, *ça ira, les aristocrates à la lanterne, ça ira, on les pendra !* » Ils s'en revenaient contents, leur conscience de révolutionnaires à l'aise, persuadés qu'ils avaient sauvé la Révolution et la République. En fait, ils ne se trompaient qu'à demi ; ils avaient ouvert à Bonaparte le chemin du pouvoir absolu, dictatorial et plus que royal ; toutefois, en lui permettant de créer une légalité révolutionnaire qui durerait quatorze ans et qui, s'écroulant à son tour au milieu des catastrophes, laisserait cependant la France refaite, reconstruite, riche d'un immense patrimoine de gloire, ils avaient opposé à tout retour complet du passé un insurmontable obstacle ; ils avaient frappé à mort la République et sauvé la Révolution.

CHAPITRE X

LE LENDEMAIN DU COUP D'ÉTAT

I

Le lendemain du 19 brumaire était un décadi, c'est-à-dire un dimanche républicain. A dix heures du matin, Bonaparte sortit de chez lui en voiture, vêtu d'habits civils, escorté seulement de six dragons, pour rejoindre ses collègues au Luxembourg et mettre sur pied le nouveau gouvernement. Après les bruits sinistres qui avaient couru sur son sort, on fut heureux de le revoir vivant et actif; « on l'a vu avec plaisir traverser la ville en voiture », dit un journal ; il n'est pas question d'autre ovation. Arrivé au Petit-Luxembourg, il se rendit d'abord dans l'appartement de Sieyès, avec lequel il s'enferma ; vers midi, les trois consuls traversèrent les cours pour gagner le grand palais et prendre séance dans la salle où avait siégé le Directoire. La garde était sous les armes; les tambours battaient aux champs ; des curieux, amassés aux abords du palais et dans les cours, virent passer ces magistrats au titre nouveau, les *Consuls*, et les acclamèrent.

Les journaux avaient paru, racontaient en détail l'événement de la veille. Les journaux amis du coup d'Etat encensaient les vainqueurs ; les journaux

jacobins s'abstenaient de commentaires ; l'un d'eux aurait le courage de dire que la prétendue blessure de Bonaparte avait été inventée pour les besoins de la cause. Sauf d'interdire la distribution de certains journaux par la poste, la police n'avait pris aucune mesure contre la presse ; elle dédaignait d'inutiles rigueurs, évitait de contrarier les habitudes de la cité et le train ordinaire de la vie. Les boutiques étant fermées en ce jour légalement férié, les travaux suspendus, la population se promenait par les rues et circulait tranquille. Le temps était doux et pluvieux. On s'attroupait devant les murs blancs d'affiches, couverts de plaidoyers, officiels ou officieux, en faveur du coup d'Etat; la proclamation de Bonaparte donnait créance à la fable des députés assassins et à la légende des poignards ; une double proclamation de Fouché invitait à l'union, à la confiance : « Que les bons se rassurent, ils sont avec les forts. » Les troupes continuaient d'occuper les points stratégiques, l'appareil militaire restait très visible. Le bruit courait que les Jacobins ne renonçaient pas à la lutte et préparaient un mouvement dans les faubourgs. Cette appréhension se dissipa bientôt ; la masse ouvrière se montrait sympathique à Bonaparte, sans prendre activement parti. Huit mois plus tard, il y aurait descente des faubourgs en faveur du premier Consul, — nous verrons dans quelles circonstances. Actuellement, les faubourgs demeuraient inertes ; sans aider en rien, ils laissaient faire.

A l'intérieur de la ville, la satisfaction se peignait à peu près sur tous les visages. C'était une détente,

un allégement universels. Ces Jacobins qui depuis cinq mois circonvenaient et opprimaient le pouvoir, ces hommes d'anarchie et d'attentats, on jouissait de les voir brusquement comprimés, refoulés, renfoncés dans leur antre. Le Directoire ne laissait aucun regret, la constitution en laissait peu. Les amis sensés de la Révolution, les *patriotes* sages, voulaient croire que la République, sous l'inspiration de Sieyès et l'égide de Bonaparte, trouverait le salut dans une organisation meilleure; leur adhésion se mêlait cependant de quelques réserves. L'accident de Saint-Cloud, l'intervention des baïonnettes, la dispersion des toges, froissaient leurs sentiments; tels avaient été partisans de la première journée et l'étaient moins de la seconde; pourvu, disaient-ils, que la réaction ne s'emparât point de l'événement et n'allât pas voir dans la mésaventure des députés une déroute de la Révolution tout entière.

Les intérêts matériels, les affaires, le commerce, se sentaient rassurés. Toutefois, Paris depuis dix ans avait passé par trop de crises et de changements violents, il avait vu trop de gouvernements s'élever avec fracas et s'abattre les uns par-dessus les autres, il restait trop brisé des secousses meurtrières et d'espérances déçues, pour qu'un nouveau coup de force, même accompli par Bonaparte, parût immédiatement la solution. Cette fois, les talents de Sieyès et le génie de Bonaparte semblaient offrir de plus sérieuses garanties; les gens d'opinion réfléchie et moyenne se raisonnaient pour espérer, ils y parvenaient, mais l'espoir n'allait pas jusqu'à une pleine et absolue confiance.

Il ne faudrait pourtant pas croire que la journée se soit écoulée sans manifestations extérieures, très significatives, des impressions qui dominaient Paris. Elles éclatèrent dans la soirée, dès que l'occasion leur en fut fourni et dès qu'il fut bien sûr que les Jacobins ne relevaient pas la tête. Les théâtres, toujours ouverts, toujours pleins, étaient l'un des endroits où l'opinion s'exprimait avec le plus de véhémence ; les partis y bataillaient à coup d'allusions. Le 20 brumaire, il parut que toutes les âmes vibraient à l'unisson. Dans les pièces représentées, les passages susceptibles d'application à l'événement du jour, au triomphe de Bonaparte, furent avidement saisis, couverts d'acclamations. L'Opéra, alors théâtre de la République et des Arts, donnait *la Caravane*. Il y est question d'un personnage sauveur, celui qui

... par son courage,
De la mort, du pillage,
Nous a préservés tous.

Est-ce Saint-Phar, héros de la pièce ? Non, c'est Bonaparte, vainqueur de la faction abhorrée, et toute la salle d'applaudir, de crier *bis*, de redemander le couplet. Sur d'autres scènes, on commençait à chansonner les députés qui avaient *fait la culbute comme les cascades de Saint-Cloud*.

Au dehors, les monuments publics s'étaient illuminés, des maisons particulières en avaient fait autant, sans qu'il y eût illumination générale. Des cortèges municipaux passaient dans les rues, à la lueur des flambeaux, et s'arrêtaient sur

les places, dans les carrefours, devant les monuments ; là, un officier public annonçait les résultats définitifs et lisait les actes par lesquels le gouvernement nouveau se proclamait.

Le procès-verbal du parcours nous a été conservé pour le cinquième arrondissement, quartier central, quartier de commerce et de petites gens. A neuf heures, devant l'édifice municipal brillamment éclairé, la colonne se forma dans l'ordre suivant : entre des détachements de cavalerie et de grenadiers, entre des pelotons de garde nationale, les membres du comité de bienfaisance, les commissaires de police, les juges de paix et leurs assesseurs, le commissaire d'arrondissement à cheval, flanqué de ses employés également montés, avec de nombreux porteurs de torches. Au bruit des tambours et des trompettes, tout ce monde se mit en marche, s'enfonça dans le dédale des rues boueuses, tandis qu'une foule de citoyens emboîtaient le pas et prenaient la suite.

On suivit « la rue Laurent, le faubourg Denis, les rues Neuve-Egalité, des Petits-Carreaux, Montorgueil, de la Grande-Truanderie, Denis, de Bondy, de Lancry, Martin et du faubourg Martin ». Le rapport du commissaire s'exprime ainsi : « C'est au milieu des acclamations générales, des cris mille fois répétés de *Vive la République*, de *Bonaparte*, de la *paix*, que le commissaire du pouvoir exécutif a fait la publication de la loi du 19 brumaire aux divers endroits et carrefours. Partout, une foule empressée, et autour du cortège et aux croisées des maisons, voulait entendre la publication et semblait respirer par l'espoir du rétablissement de l'ordre et de la prospérité, par l'espoir du

bonheur. *L'enthousiasme surtout était manifesté avec une sorte d'explosion à l'annonce des intentions du gouvernement régénéré pour la paix* (une phrase avait été inséré à cet effet dans le texte proclamé), *et plus d'une fois le commissaire, interrompu par les applaudissements et les cris de* Vive la République, *a été obligé de répéter cette disposition bienfaisante.* »

A bas les Jacobins, à bas les tyrans, et la paix ! Voilà l'acclamation à peu près unanime qui salue Brumaire. La paix par Bonaparte, cette association d'idées qui nous stupéfie aujourd'hui subsistait au fond de tous les esprits, à raison des traits sous lesquels il était entré et s'était fixé dans l'imagination populaire. Les masses simplistes voyaient surtout en lui le militaire, le général, « le héros », l'homme des exploits surhumains ; elles le concevaient protecteur de la République au dehors et au dedans ; elles ne se l'étaient jamais figuré chef d'Etat effectif. A le voir entré dans le gouvernement, elles l'applaudissent, parce qu'il leur apparaît resplendissant de gloire et de bonheur, parce qu'il les débarrasse des Jacobins ; mais leur espoir fondamental est toujours qu'il va premièrement s'occuper du dehors, réduire et désarmer la coalition par le seul brandissement de son épée. Cela est si vrai que, de tous les écrits composés à l'appui et en l'honneur du coup d'Etat, proclamations, manifestes, affiches, adresses, articles, brochures, couplets, vaudevilles, il n'en est pas un seul qui ne flatte l'universel désir ; tous mettent la paix en perspective. L'accession de Bonaparte au pouvoir se faisait au cri

qui accueillerait en 1814 le retour des Bourbons : la paix.

II

Dans leur salle du Luxembourg, à la place encore chaude des Directeurs, les trois Consuls s'étaient mis à délibérer. Roger Ducos vivait depuis cinq mois dans l'ombre de Sieyès ; brusquement, il passa dans celle de Bonaparte. Il lui dit : « Il est bien inutile d'aller aux voix pour la présidence, elle vous appartient de droit. » A ces mots, Sieyès fit la grimace. Bonaparte s'en aperçut et, d'un mouvement d'esprit prompt comme l'éclair, s'arrêta immédiatement à un parti qui marquait sa primauté et ménageait en même temps les susceptibilités de son collègue. Il prit le fauteuil, mais ce fut pour demander qu'il n'y eût point de présidence permanente. On décida qu'à tour de rôle et par ordre alphabétique chacun des trois gouvernants serait Consul du jour ; en cette qualité il présiderait la séance, signerait le premier les arrêtés, se tiendrait pendant vingt-quatre heures au Luxembourg en permanence, pour conférer avec les autorités et pourvoir aux mesures d'urgence. Bonaparte inaugura cette fonction ; après quoi, le roulement s'établit.

L'acte institutif des Consuls provisoires, la loi nocturne du 19 brumaire, ne les investissait nulle-

ment de la dictature. Ils succédaient simplement aux attributions exécutives du Directoire et obtenaient en plus l'initiative des lois. Tout acte ayant un caractère législatif devait être, sur leur proposition, voté par la commission des Cinq-Cents, ratifié par celle des Anciens, adopté par ces deux commissions appelées à maintenir, en face de l'Exécutif subitement concentré et grandi, une réduction et comme une miniature de parlement. Les commissions siégeraient quotidiennement dans les anciens locaux parlementaires, au Palais-Bourbon et aux Tuileries, sans que leurs séances fussent publiques, mais les comptes-rendus de leurs délibérations seraient insérés dans les journaux ; les Consuls communiqueraient avec elles par messages.

Pour les Consuls, la première chose à faire était de trouver des ministres. Ils s'en occupèrent séance tenante, en procédant par remaniement plutôt que par transformation de l'ancien ministère. Trois ministres du Directoire furent maintenus ou plutôt renommés ; Cambacérès, qui avait donné des gages importants à l'ordre nouveau, conserva la justice ; Bourdon fut laissé provisoirement à la marine et Reinhard aux relations extérieures. Les ministres de la guerre, des finances et de l'intérieur, Dubois-Crancé, Robert Lindet et Quinette, furent très poliment congédiés, avec des remerciements et des lettres flatteuses.

A la guerre, Bonaparte fit mettre Berthier, son homme de confiance, incomparable agent de transmission et né chef d'état-major. « Les papiers dont il a la garde, — disait de lui Bonaparte,

— sont classés dans sa tête comme dans ses cartons. »

Pour les finances, Sieyès fit savoir qu'il s'était mis sous la main l'homme de la chose, et qu'on le trouverait rien qu'à pousser une porte ; c'était Gaudin, spécialiste éprouvé, actuellement commissaire près l'administration des postes. Cinq mois auparavant, sous le vacillant Directoire, Gaudin avait reçu de Sieyès et décliné l'offre du portefeuille, se réservant pour le jour où l'existence d'un gouvernement sérieux permettrait de faire de bonnes finances. Ce jour était venu. Mandé de grand matin au Luxembourg par Sieyès, Gaudin avait été conduit et attendait dans un cabinet contigu à la salle des séances ; Sieyès l'y fut chercher et l'introduisit. Gaudin, qui ne connaissait pas Bonaparte, vit un petit homme très maigre, très actif, jaune de visage, au regard extraordinairement perçant, qui lui dit : « Vous avez longtemps travaillé dans les finances ? — Pendant vingt ans, général. — Nous avons grand besoin de votre secours, et j'y compte. Allons, prêtez serment, nous sommes pressés. » Et il lui donna deux heures pour prendre possession du ministère et se mettre à l'ouvrage.

L'intérieur réclamait un plus grand nom. Comme ce département avait dans ses attributions l'instruction publique et toutes les choses de l'esprit, on voulut voir si un savant de premier ordre pourrait faire un bon ministre ; Laplace fut désigné. Il représenterait au pouvoir la science et la philosophie, le corps illustre dans lequel l'acte réformateur avait trouvé une assistance doctrinale

et de hauts partisans. La nomination de Laplace fut la part donnée à l'Institut dans les profits de la victoire.

Le ministère de la police était le plus important de tous avec la guerre, puisque à lui ressortissaient le maintien de l'ordre intérieur, la surveillance des opinions dans toutes les parties de la République et spécialement dans la capitale. A la police Fouché restait-il l'homme indispensable ? Sieyès, sachant peut-être que Fouché l'avait desservi avant le 18 au profit de Barras, se défiait de lui extrêmement et eût voulu l'évincer ; Bonaparte le fit maintenir. Il estimait que l'intérêt de Fouché serait le garant de sa fidélité, que d'ailleurs ses antécédents, ses accointances, ses attaches, loin de nuire, pourraient servir. » Je sais qu'il n'a point rompu avec ses amis les terroristes, il les connaît ; sous ce point de vue, il nous sera utile. » Cet élément jacobin, introduit dans le gouvernement, servirait de préservatif contre ceux du dehors ; c'était le système de l'inoculation appliqué à la politique.

Il était spécialement nécessaire de pouvoir compter sur la police de Paris. Le bureau central, c'est-à-dire l'autorité en trois personnes préposée à cette partie, fut renouvelé et composé d'hommes sûrs. Quelques municipalités parisiennes d'arrondissement furent épurées. Dans les autres services, dans les administrations départementales, les consuls ne prononcèrent encore aucune destitution ; ils estimaient que les fonctionnaires, y compris les plus jacobins, s'inclineraient devant le fait accompli si on ne leur deman-

dait que le sacrifice de leurs opinions et non le sacrifice de leur place. A première vue, sur toute l'étendue du territoire, un seul point paraissait menaçant : la Haute-Garonne. On disait que les députés jacobins s'étaient donné le mot pour se rallier à Toulouse et s'y reformer en corps, sous la protection des autorités qui avaient déployé, pendant la dernière insurrection royaliste, un républicanisme militant. Est-ce que Toulouse allait s'opposer à Paris? Le général Lannes fut invité à prendre la poste, à partir immédiatement pour Toulouse, où il se mettrait à la tête des troupes et répondrait de l'ordre.

Les Consuls choisirent comme leur secrétaire général Maret, auquel on adjoignit l'ex-secrétaire du Directoire, Lagarde, qu'il fallait récompenser d'avoir tourné le dos à ses anciens patrons. Enfin, avant de lever leur première séance, les Consuls rédigèrent une proclamation aux Français, pièce assez terne et de nature à ne froisser personne. Ils se glorifiaient moins qu'ils ne s'excusaient d'avoir détruit la constitution : elle était discréditée, faussée; elle livrait la France « aux factions haineuses et cupides » ; c'est pourquoi tous les vrais patriotes s'étaient réunis dans l'intention d'opérer un changement. Les Consuls promettaient ensuite à la République raffermie des destinées meilleures. Cette annonce modeste, qui ne posait aucun des problèmes à résoudre, n'avait rien d'un début à fracas.

III

Par suite des communications lentes et difficiles, on ne saurait pas avant plusieurs jours si les départements acceptaient le fait accompli, s'il ne se formait nulle part un centre de protestation et de résistance, si les armées adhéraient. En attendant, il fallait gouverner Paris et se fortifier sur place.

Le Consulat provisoire, humble germe d'où devaient éclore le principat consulaire et le formidable empire, naissait dans un dénûment complet ; autour de lui, ce n'était que ruine, décomposition, pestilence et misère. Les premières constatations des ministres étaient navrantes. Aux finances, Gaudin avait beau visiter les caisses, racler les tiroirs, il ne trouvait rien, absolument rien, que le reliquat de l'avance faite l'avant-veille. On comptait sur quelques rentrées pour le courant de la décade, mais combien rares et pénibles ! Les bureaux étaient « une fourmilière indescriptible de fripons et de fainéants. » Dans tous les ministères, les employés n'avaient pas touché un sol depuis dix mois. Au bout de quelques jours, le ministre de l'intérieur vint dire que tous les services de son département étaient « à la veille d'être paralysés par le manque de fonds ».

A la guerre, c'était pis que tout, un chaos où il

était impossible de se reconnaître, une pénurie sans nom. D'après Bonaparte, on avait fait venir le ministre sortant, Dubois-Crancé, et on tâchait d'en tirer quelques renseignements : « Vous payez l'armée. Vous pouvez au moins nous donner les états de la solde. — Nous ne la payons pas. — Vous nourrissez l'armée ; donnez-nous les états du bureau des vivres. — Nous ne la nourrissons pas. — Vous habillez l'armée ; donnez-nous les états du bureau de l'habillement. — Nous ne l'habillons pas. » Dubois-Crancé avait bien mis à l'étude un plan de réorganisation générale, mais le premier résultat de ses bonnes intentions avait été de bouleverser ce que son prédécesseur avait cherché à faire et d'arrêter encore plus tous les rouages. A l'intérieur comme à l'extérieur, les armées vivaient sur le pays, par réquisitions et violation des caisses. Le ministère n'exerçait aucun contrôle sur leur administration et ne les tenait pas en main ; on ne savait d'ailleurs ce qu'elles penseraient du coup d'Etat. Comme support matériel, on avait en somme les troupes de Paris, les trois demi-brigades, les dragons, les chasseurs, les grenadiers des Conseils et du Directoire, concentrés maintenant au Luxembourg sous le nom de garde des Consuls ; en tout, huit à neuf mille hommes, en face d'une population de huit cent mille âmes.

Dans ces conditions, le Consulat ne pouvait être un gouvernement à poigne ; pour vivre, il lui fallait se faire un gouvernement d'opinion. Il disposait d'une force énorme d'opinion, mais encore importait-il d'entretenir et d'aménager

prudemment cette force, de rallier autant que possible les intérêts sans froisser les convictions.

Le Consulat devait avoir égard aux éléments divers qui avaient concouru à son élévation : l'élément parlementaire, qui formait les commissions législatives ; l'élément intellectuel et savant, qui avait son centre à l'Institut ; l'élément capitaliste, dont on attendait des secours ; il importait d'entretenir le dévouement des troupes, mais en évitant toute apparence de gouvernement par le sabre et de dictature militaire. Au bout de deux jours, Paris étant parfaitement calme, les troupes furent renvoyées dans leurs casernements, où elles cessèrent même d'être consignées ; Paris reprit sa physionomie ordinaire. Bonaparte ayant emménagé au Luxembourg avec Joséphine dans les anciens appartements des Directeurs Gohier et Moulin, ne parut plus qu'en costume civil, redingote verdâtre où flottait son corps grêle, chapeau rond ; c'était le costume dans lequel il s'était montré après son retour d'Egypte ; il le portait d'ailleurs très mal.

Une curiosité indicible s'attachait à lui, observait ses mouvements, ses gestes, ses sorties. Il sortait peu, se bornant à quelques démarches moins officielles que privées, marquées de tact souverain et de discrétion. Le 21, après qu'il eut terminé au Luxembourg ses premières vingt-quatre heures de service et de garde, il ne sortit que pour faire visite à l'Institut ; il se rendit à une séance particulière et y resta trois quarts d'heure, le temps de lire un rapport dont il avait été antérieurement chargé. Ce fut par lui que Laplace apprit sa nomination au ministère.

Les jours suivants, laissant aux généraux Berthier et Lefebvre, le soin de rassembler les troupes et les gardes nationales afin de leur faire prêter serment, il se réserva aux vieux soldats mutilés, passa la revue des Invalides dans la cour de leur hôtel et s'enquit de leurs besoins. On sut aussi qu'il était allé au Muséum voir Daubenton malade, dont la longue existence achevait de s'éteindre. L'illustre naturaliste était « bien près de radoter », mais l'attention parut un hommage très délicat rendu par Bonaparte à la science officielle. Et il faisait tout cela simplement, aisément, dignement, sans ombre d'ostentation, en vrai magistrat républicain. On ne le voyait point dans les endroits publics et élégants ; il s'éloignait des ovations,se dérobait aux foules, comme s'il eût attendu pour entrer en contact avec les Parisiens, qu'ils l'eussent jugé sur ses actes.

Toutes ses paroles étaient d'une convenance et d'une habileté parfaites, profondément calculées pour aller au cœur de ceux qu'elles voulaient atteindre. Il ne bronchait que dans les occasions où quelque autorité constituée venait le visiter en corps, où il devait recevoir une députation, répondre à une adresse, improviser une façon de discours ; alors son débit redevenait saccadé, balbutiant, pénible ; ses amis souffraient à l'écouter.

Les conversations intimes étaient au contraire son moyen de prise et de séduction. En particulier, il voyait beaucoup de monde. Il recevait le matin, retenait toujours à déjeuner quelques personnes ; après le travail avec les ministres, après la séance consulaire, après le travail de l'après-midi,

avant celui de la nuit, il y avait chaque soir au Luxembourg réception très suivie, quoique dépourvue d'apparat. Là, dans le pêle-mêle révolutionnaire, commençaient à reparaître quelques survivants de l'ancien régime ; Joséphine avait amené sa société, et les Jaucourt, les Toulongeon, les Crillon, les Ségur s'étonnaient de franchir un seuil républicain. Joséphine avait vite fait de transformer l'appartement du triste Moulin et d'y mettre un peu d'elle-même, luxe joli, tiédeur d'intimité qui réchauffait la froideur des salons officiels. Sous les doigts de la fée, tout s'était métamorphosé, embelli ; tout avait pris un air d'élégance et de raffinement. Les femmes s'extasiaient devant une « magnifique table à thé » autour de laquelle vingt personnes pouvaient s'asseoir, devant une colonne en bois doré à socle de marbre, supportant des fleurs rares. Chuchotant entre elles sur le compte de Joséphine et énumérant les tares de sa vie, elles disaient cependant : « L'esthétique a certainement gagné au 18 brumaire. » Bonaparte s'emparait des hommes, et tous subissaient l'ascendant de cet être qui ne ressemblait à personne.

Son physique malingre étonnait ; son regard domptait. « Des joues creuses, un visage pâle, un front austère », paraissaient déceler « un génie méditatif et ardent, redoutable aux ennemis de son pays », et avec cela il avait des loquacités, des familiarités câlines qui mettaient à l'aise, des fougues et des pétulances de petit Corse resté très près de la nature. Son verbe toujours original et direct tranchait sur la flasque phraséologie de l'époque. Curieux, questionneur, excel-

lant à susciter des idées, à se les approprier et à les reproduire après les avoir marquées d'une touche supérieure, il s'instruisait infatigablement en donnant l'impression de tout savoir. Si parfois se trahissaient en lui des inexpériences, des gaucheries et d'âpres rudesses, un mot juste et profond les faisait vite oublier. De l'avoir écouté, chacun se sentait prodigieusement intéressé, réconforté et comme revivifié ; la surabondance de vie qui éclatait en lui se communiquait aux autres. Derrière son dos, des amis médisants avaient beau faire entendre qu'on ne devait pas trop se fier à lui et qu'il était « indiscret, présomptueux, menteur, irascible, despote, etc. » ; sa grâce sévère était la plus forte. Dans son accueil, dans son langage, il y avait quelque chose d'irrésistible et de très simple, de fier et d'aisé, de vibrant et de jeune ; il dira bientôt : « Venez à moi, mon gouvernement sera celui de la jeunesse et de l'esprit. »

C'étaient aussi des sincérités pleines de finesse et des aveux qui déconcertaient la critique ; il était le premier à convenir des fautes commises à Saint-Cloud, à reconnaître qu'il avait mal parlé devant les Anciens, qu'il avait déclamé à tort et à faux, qu'il avait « fini par une mauvaise phrase : *la fortune et le dieu de la victoire sont avec moi*... Les Français ont le tact des convenances, et à peine eussé-je prononcé ces paroles qu'un murmure me le fit sentir. Mais que voulez-vous ? Ils m'ont gâté le long de la route. Ils m'ont tant répété ces mots de Marseille (!) à Paris qu'ils me sont restés ».

Ces propos et d'autres, colportés dans Paris,

faisaient fortune. Parfois, en une phrase pittoresque, en une image, il exprimait tout un programme de gouvernement modéré et moyen ; d'un trait, il faisait justice des bruits ridicules, des exagérations et des sottises. Paris s'occupait beaucoup du costume que porteraient les nouveaux chefs de l'Etat, et des projets extravagants naissaient. Certains proposaient de leur donner l'habit à la française en velours blanc, avec l'épée, avec bottines de maroquin rouge, mais de leur infliger la coiffure révolutionnaire, le bonnet phrygien, la rouge estampille. Bonaparte aurait dit : « Ni bonnet rouge, ni talons rouges. »

Chez ce futur distributeur de couronnes à toute sa parenté, nul népotisme encore. Il ne voulait pas que le 18 brumaire parût un coup d'Etat de famille, l'avènement d'un clan, et il entendait d'ailleurs rapporter à soi seul l'honneur des deux journées. Le rôle de Lucien fut autant que possible obscurci, celui de Leclerc passé sous silence ; le nom de Joseph ne parut nulle part. Murat seul, qui n'était pas encore de la famille, étant simple aspirant à la main de Caroline, recevrait des récompenses : confirmation dans son grade de général de division, commandement de la garde des Consuls. Le groupe des généraux et officiers qui avaient participé aux journées, la famille militaire, restait au contraire l'objet de soins constants, et Bonaparte cherchait à se lier plus étroitement tous les grands chefs. Les journaux commençaient à parler d'un mariage entre l'une de ses parentes et Moreau. Un émissaire spécial, le frère de Roger Ducos, avait

été envoyé à Masséna en Suisse pour lui expliquer les événements et rapporter son adhésion. Brune, au retour de sa brève campagne en Batavie, serait très recherché. Par action discrète, Bonaparte accaparait personnellement la force matérielle, s'assurait du haut commandement, réunissait dans sa main tout le faisceau militaire, tandis qu'il partageait encore avec ses deux collègues l'exercice de la magistrature civile.

Il travaillait énormément, s'était mis tout de suite à la besogne d'Etat. De quelque nature qu'elles fussent, les affaires étaient par lui profondément étudiées, creusées, mais les décisions se prenaient en conseil et émanaient du triumvirat consulaire, réduit par l'insignifiance de Ducos à un duumvirat.

L'union de Bonaparte et de Sieyès survivrait-elle à l'épreuve du pouvoir exercé à deux et presque de la vie en commun. S'ils étaient à peu près d'accord sur les grandes lignes de la politique, Sieyès restait fort exclusif dans le choix des personnes, Bonaparte montrait une tout autre largeur d'esprit, et d'ailleurs les froissements résulteraient surtout de l'antipathie des caractères. Sieyès entier dans ses idées, imbu d'orgueil philosophique, quinteux, s'imaginant toujours qu'on voulait lui manquer, se tenait en défense, et l'impérieuse vivacité de Bonaparte s'irritait de se trouver sans prise sur cette nature rêche. Dès le 25 brumaire, à propos des termes d'une dépêche diplomatique, il y eut un premier heurt, qui retentit assez fâcheusement dans le public.

Sieyès et Bonaparte avaient cependant la volonté ferme de rester unis, parce qu'ils se sen-

taient indispensables l'un à l'autre ; si Bonaparte avait action sur la masse, dont toute la politique était « de ne voir, de ne nommer que lui, de n'espérer qu'en lui », Sieyès restait l'homme de confiance de la classe politicienne, parlementaire, philosophe, sans laquelle on ne pouvait marcher, et son autorité morale s'exerçait toujours sur ce parti brumairien qu'il serait souverainement inexact d'appeler le parti bonapartiste.

Résolus à faire le meilleur ménage possible et se défiant de leurs aspérités naturelles, les deux Consuls sentirent le besoin de placer entre eux quelque chose de très souple, de moelleux et de velouté qui adoucirait le contact. Talleyrand leur parut le liant nécessaire ; pour l'avoir toujours entre eux, ils le firent rentrer dans le gouvernement. Avant la fin de brumaire le portefeuille des relations extérieures, ôté à Reinhard, fut replacé dans ses mains et devint le prix de son permanent courtage. Talleyrand, se tournant vers l'avenir, servirait surtout Bonaparte, sans en avoir l'air, il inclinerait Sieyès à la résignation tout en lui persuadant qu'il restait son meilleur ami. A mesure que les jours s'écoulèrent, Bonaparte tira peu à peu à lui l'autorité, mais il l'exerça sans afficher sa prééminence, ménageant ses collègues, consultant, tâtonnant parfois, recherchant les collaborations et les avis ; dans sa grande tâche ordonnatrice, il commença bien doucement.

Les premières mesures prises furent des actes de réparation et non de réaction. L'horrible loi des otages avait conduit à Paris des malheureux saisis dans leurs départements et arrachés à leurs foyers.

Dans les derniers temps du Directoire, les Conseils assagis inclinaient à supprimer ces rigueurs ; ils en parlaient beaucoup, sans aboutir. Le Consulat agit sans parler, donnant l'impression d'une autorité qui sait vouloir et fait vite ce qu'elle veut. En une seule journée, le 22, la proposition de rapporter la loi des otages fut envoyée par les Consuls aux deux commissions, adoptée par elles, mise en forme de loi et promulguée. Bonaparte se rendit personnellement au Temple, prison d'Etat sous le Directoire, car la Révolution même constitutionnelle n'avait fait que déplacer la Bastille. Par son ordre et sous ses yeux, les otages furent mis en liberté : « Une loi injuste, leur dit-il, vous a privés de votre liberté; mon premier devoir est de vous la rendre. » Il visita ensuite les autres prisons, lieux de souffrance et d'épouvante, où se voyaient encore sur les murs des dessins tracés par les septembriseurs avec le sang des victimes. Il demanda la liste des détenus, qu'il interrogea et auxquels il promit justice ; partout où il passait, il faisait se lever une aube d'espérance.

Tout cela créait des sympathies, mais ne donnait pas de l'argent. En France, il n'y avait plus guère qu'une sorte de gens qui en eût ; c'était le groupe des financiers parisiens, banquiers et fournisseurs, manieurs d'affaires honnêtes ou suspectes. Vis-à-vis de ces hommes d'argent, dont plusieurs avaient fait les fonds du coup d'Etat et qui tous l'avaient appelé de leurs vœux, il existait un engagement au moins moral d'en finir avec la taxe spoliatrice, d'abolir l'impôt progressif qui traquait

la fortune mobilière et pesait par contre-coup sur toutes les classes. C'était à ce prix seulement qu'ils consentiraient à des avances, faciliteraient des opérations de trésorerie, appuieraient un gouvernement réduit à se monter par souscriptions privées.

Les moyens de remplacer l'impôt progressif par une perception moins vexatoire et de rendement plus sûr furent immédiatement étudiés. Le ministre des finances Gaudin se mit à l'ouvrage et ne quitta point son bureau avant d'avoir établi un projet qui substituait à l'emprunt forcé une taxe de vingt-cinq centimes ajoutés au principal pour l'an VII des contributions foncière, mobilière et somptuaire. Le projet vint en discussion le 25 dans la commission des Cinq-Cents ; Cabanis l'appuya de sa haute autorité et prononça un discours fort curieux. On entendit ce républicain à principes, ce grand idéaliste, convenir franchement, quoique avec une certaine tristesse, que le gouvernement ne saurait se passer des financiers parisiens, bons ou mauvais, et attendait d'eux littéralement les moyens de vivre.

Après avoir brièvement condamné l'impôt progressif au nom de la science économique et des saines doctrines, il demande la permission d'insister sur une considération toute pratique. Par l'effet de la guerre et des malheurs publics, le peu d'argent liquide et d'affaires qui subsiste dans le pays s'est concentré à Paris, autour du gouvernement, dans quelques mains qu'il ne faut pas toujours regarder de trop près. « Il s'ensuit que dans toutes les mesures de finance, il faut d'abord considérer leurs

effets, soit matériels, soit d'opinion, sur les personnes qui ont de l'argent, des denrées ou du crédit à Paris... On peut avancer hardiment que, dans la situation où se trouve la République, un impôt qui causerait des dommages durables à l'agriculture et au commerce, mais qui ne serait pas un signal de *sauve-qui-peut* pour les capitalistes de Paris, aurait des effets moins funestes que celui qui, sans présenter les mêmes inconvénients, attaquerait l'opinion de ces capitalistes, car les circonstances forcent le gouvernement de recourir à eux presque chaque jour... Il est assurément très fâcheux de se trouver dans la main d'hommes qui n'ont pas ou qui peuvent croire ne pas avoir toujours des intérêts conformes à ceux de la chose publique, mais cela tient à des faits qu'on ne peut réparer en un instant... C'est à tirer le meilleur parti des hommes, des choses et des circonstances, tels qu'ils sont les uns et les autres, que consiste la sagesse du législateur, aussi bien que le talent de l'administrateur... »

Sur cette conclusion éminemment opportuniste, l'impôt progressif fut législativement abrogé le 28 brumaire. Le Consulat ne perdit pas un instant pour tirer de cette mesure un bénéfice palpable. Le 3 frimaire, les notables de la finance furent convoqués chez le consul Bonaparte. Les principaux banquiers, Perregaux, Davillier, Germain, Sévène, Fulchiron et autres étaient présents. Bonaparte leur promit un gouvernement de défense sociale, ami de l'ordre, respectueux de la propriété sous toutes ses formes, pacifique au dehors ; lorsqu'il eut terminé et se fut retiré, Gaudin tira la

conclusion du discours en sollicitant une avance de 12 millions. Les banquiers souscrivirent pour cette somme, mais la confiance n'était pas suffisamment établie pour qu'ils jugeassent à propos de desserrer trop vite les cordons de leur bourse. L'avance effective se réduisit à trois millions ; pour le reste, il fallut recourir à une loterie que le syndicat des banquiers consentit à patronner, à organiser, et qui paraît avoir procuré la somme. Grâce à ces ressources et à quelques avances particulières, on put passer les premiers jours. Dans Paris, l'impression produite par l'abolition de la taxe progressive fut excellente. Les signes extérieurs de la richesse se cachèrent un peu moins. Le soir, aux abords des théâtres, des équipages de maîtres reparurent ; on recommença d'aller à l'Opéra dans sa voiture.

Le Paris de la rue et des boutiques continuait à vivre dans une atmosphère d'enthousiasme. La publication solennelle des actes réparateurs, les défilés et spectacles militaires, le passage des régiments et des gardes nationaux allant prêter serment, donnaient motif chaque jour à ovations populaires. Le zèle des troupes se tenait à hauteur. Les dragons du 8e envoyaient à Bonaparte une chaleureuse adresse, se félicitaient d'avoir figuré le 19 au premier rang, et ces soldats ennemis des tyrans s'imaginaient toujours que la journée avait été bonne pour la République.

Au milieu de ce rajeunissement des volontés et des cœurs, qui se prolongerait quelques jours, les Jacobins exclus des Conseils, les « frères et amis », les agitateurs de métier se faisaient invisibles.

Il parut néanmoins indispensable de prendre contre eux une mesure d'ensemble, plus comminatoire qu'effective.

L'histoire de cette pseudo-proscription est curieuse. Sieyès craignait beaucoup un retour offensif des Jacobins, se retranchait au Luxembourg et avait peur la nuit. Il parlait de sévérités à exercer et jugeait qu'une proscription, une déportation en masse, restait le corollaire obligé de toute *journée* bien conçue. Fouché, pour dissiper les défiances de ce Consul à son égard et capter ses bonnes grâces, se donna l'air d'acquiescer vivement à l'idée ; Sieyès lui en sut gré, Bonaparte laissa faire.

Une liste de proscrits fut immédiatement dressée. Avec une incohérence vraisemblablement volontaire, Fouché y mit pêle-mêle des noms infâmes et des noms glorieux : le hideux Mamin, qui se vantait d'avoir tué la princesse de Lamballe et de lui avoir arraché le cœur, et le vainqueur de Fleurus, Jourdan, dont les égarements n'avaient pu abolir les services ; plusieurs députés qui s'étaient signalés à Saint-Cloud par leurs fureurs, d'autres qui n'avaient même point paru à la séance. Les Consuls accueillirent tout en bloc et signèrent un arrêté condamnant à la déportation en Guyane trente-sept des individus signalés, vingt-deux autres à la déportation dans un lieu extra-continental de la Charente-Inférieure, Ré ou Oléron. Comme la plupart des condamnés n'étaient point en état d'arrestation, l'arrêté les obligeait à se livrer, en édictant que, jusqu'à leur arrivée au lieu d'embarquement, ils seraient dessaisis de l'exercice du droit de propriété, c'est-à-dire que leurs biens seraient

mis sous séquestre et leurs familles réduites à la misère. Cette odieuse sanction s'inspirait des pires errements de la procédure révolutionnaire.

Le 26 brumaire, l'arrêté contenant la liste bâclée fut avant toute révision communiqué aux journaux, qui le publièrent. Plus tard, le *Moniteur*, qui n'était encore qu'officieux et restait surtout l'organe de Sieyès, déclarerait que la publication avait eu lieu prématurément et par erreur. Faut-il croire que le rusé Fouché, voulant ménager ses anciens amis tout en ayant l'air de sévir, avait lui-même commis l'indiscrétion, avec l'arrière-pensée de provoquer dans le public un mouvement d'improbation qui rendrait la mesure inexécutable ?

Ce mouvement se produisit aussitôt dans l'opinion moyenne. On avait eu si souvent le spectacle des proscriptions et des violences, on en était tellement fatigué, dégoûté, écœuré jusqu'à la nausée, que tout en exécrant les Jacobins on n'admettait pas que leurs procédés fussent repris contre eux. A part les feuilles royalistes, tous les journaux protestèrent.

Dans le gouvernement même, les meilleurs esprits s'émurent. Cambacérès, ministre de la justice, avant de donner force pleinement exécutoire à l'arrêté en l'inscrivant au *Bulletin des lois*, vint présenter ses observations à Bonaparte. Celui-ci rejeta aussitôt sur ses collègues l'odieux de la mesure ; il n'avait cédé, disait-il, que par pure complaisance. Il fut convenu entre lui et Cambacérès que l'arrêté ne serait pas officiellement promulgué, ce qui le laisserait imparfait et révocable.

Ainsi, après avoir souscrit aux rigueurs, Bonaparte en profitait pour se poser maintenant en modérateur de ses collègues, pour esquisser discrètement une politique personnelle, toute d'apaisement, prête à tenir compte des conversions et des repentirs, tendant à les provoquer. Il transformait un instrument de répression en moyen de ralliement.

Des soumissions individuelles se produisirent. Par lettre à Fouché, Jourdan se déclara prêt à partir pour la Rochelle, tout en rappelant assez dignement ses services. Le lendemain matin, il fut mandé dans le cabinet du ministre et s'y rendit assisté de Bernadotte. Fouché lui dit : « Au moment où je reçus hier votre lettre, je la portai à Bonaparte ; après en avoir pris lecture, il s'est exprimé dans les termes suivants : *C'est l'abbé Sieyès qui a fait rendre cet arrêté, et c'est lui et ses affidés qui ont dressé la liste. Je n'approuve pas cette mesure. Si j'avais voulu croire ces peureux, le sang aurait coulé. Dites à Jourdan qu'il peut se retirer où il voudra, et qu'il continuera à jouir de son traitement d'officier général jusqu'à ce que les circonstances me permettent de l'employer.* » Le 1er frimaire, la radiation de Jourdan fut annoncée au *Moniteur*. Bonaparte répondit à sa soumission par une lettre pleine de sentiment, où il exprimait le désir de « voir constamment le vainqueur de Fleurus sur le chemin qui conduit à l'organisation, à la véritable liberté et au bonheur ».

D'autres radiations furent annoncées à la suite de démarches individuelles ou collectives. Chaque jour, les journaux contenant l'adhésion de répu-

blicains extrêmes, de députés exclus, la plupart dictées par la peur ou l'intérêt, quelques-unes par le désir sincère, quoique un peu sceptique et lassé, de se prêter à l'expérience d'une république nouvelle. Un nommé Dubreuil osa seul protester dans un écrit et dénoncer l'approche du despotisme. « Puisses-tu, disait-il en prenant à partie Bonaparte, être la dernière idole des Français » ; cette voix isolée ne trouva point d'écho. Devant cet affaissement de l'opposition d'extrême-gauche, les Consuls laissèrent dormir les rigueurs annoncées, sans les révoquer encore ; ils s'occupaient moins à frapper qu'à ramener les républicains dissidents, car le péril pour le Consulat se prononçait maintenant d'un autre côté et dans toute la France se levait à droite ; il provenait moins d'un mouvement d'opposition que d'un compromettant enthousiasme.

IV

Les nouvelles des départements arrivaient enfin, affluaient de tous côtés ; elles étaient bonnes, sans être absolument satisfaisantes. Dans l'accueil fait en province au coup d'Etat, il faut distinguer entre ce que l'on pourrait appeler le pays officiel, corps élus ou nommés, conseils locaux, juges, fonctionnaires, pour la plupart révolutionnaires prononcés et teintés de jacobinisme, et le pays réel, c'est-à-

dire la population même ; entre les administrateurs et la masse des administrés.

Parmi les autorités, l'adhésion ne fut pas tout à fait unanime. Si l'immense majorité d'entre elles accepta la révolution toute faite qu'on leur expédiait de Paris, des protestations clairsemées surgirent. Quelques administrations départementales ne répondirent pas tout d'abord à la communication des actes. Mais ces velléités d'opposition tombèrent immédiatement devant l'adhésion non équivoque ou l'inertie des masses. Si au premier moment l'annonce d'une nouvelle révolution, alors que les victoires à l'extérieur avaient produit une sorte d'apaisement, causa dans la population un peu de surprise et d'émoi, l'acquiescement général succéda aussitôt. Ce qu'aucun document ne signale, ce qu'il est impossible de découvrir nulle part, dans une ville, un canton, une bourgade, un coin quelconque de la France, — nous ne parlons pas, bien entendu, des campagnes de l'Ouest en pleine guerre civile, — c'est un essai de résistance de la part des populations, un mouvement de vrai peuple ou de bourgeoisie pour défendre des institutions avilies et se lever contre la fortune de Bonaparte.

Quelques clubs, il est vrai, essayèrent de bouger, mais ces groupes isolés, exécrés de la population, sentirent aussitôt leur impuissance. D'ailleurs, les autorités militaires et les troupes prenaient vivement parti ; elles voulaient la République, mais la république de Bonaparte, et leur attitude en imposa. C'est ce qui arriva notamment à Toulouse, cette populeuse cité, dont on crai-

gnait beaucoup. Aux premières nouvelles, le club avec lequel pactisait une partie des autorités civiles se mit en permanence et cria : *Aux armes !* Mais le général commandant fit se prononcer énergiquement la troupe ; les autorités publièrent alors la loi, avec mauvaise grâce, il est vrai, et sans nul appareil. Lannes arriva sur ces entrefaites, prit le commandement, parcourut la région, rassura les républicains honnêtes, et le calme se rétablit. Il en fut à peu près de même dans les autres villes et localités où les comités rouges dominaient. En somme, sur toute l'étendue du territoire, la résistance jacobine se réduisit presque à rien ; les clubistes, insurgés en paroles depuis quatre mois, se turent devant l'acte de vigueur.

Par contre, dans la population des villes, des groupes tout opposés, également agités, bruyants, entraient en effervescence et témoignaient d'une joie agressive. C'étaient les réactionnaires militants, les associations de jeunes gens, les bandes de muscadins et de contre-révolutionnaires à gourdin qui avaient mené la lutte contre les résurrections successives du jacobinisme. La plupart d'entre eux étaient au fond royalistes, quoiqu'ils se posassent simplement en antijacobins et combattissent la Révolution au nom de ses principes. L'événement de Saint-Cloud, par son premier aspect contre-révolutionnaire, les enivra d'espoir. Ils crurent que leur jour arrivait et dans différentes villes prétendirent s'ériger à leur tour en faction dominante.

Dans une infinité de cantons et de bourgades, des manifestations tumultueuses, des attaques contre les fonctionnaires étaient signalées, et l'atti-

tude de Paris, se prononçant depuis quelques jours, encourageait ce mouvement. Presque partout, le gros de la population sympathisait avec ses auteurs ; par horreur du joug révolutionnaire, la population semblait se mettre à la remorque des royalistes. A voir tomber le gouvernement persécuteur, tous les Français — et ils se comptaient par centaines de milliers — qu'il avait menacés ou atteints dans leur sécurité, ruinés, traqués, humiliés, traités en ilotes, éprouvaient une joie de libérés ; ils applaudissaient à ceux qui se levaient furieusement contre les fonctionnaires oppresseurs et tarés, contre les pouvoirs officiels et occultes, contre les clubs et les comités, contre les rigueurs de la législation républicaine et ses puérilités vexatoires, contre toutes les formes de la tyrannie révolutionnaire, aujourd'hui déconcertée, et chancelante. En 1789, on avait vu l'anarchie spontanée ; c'était aujourd'hui la réaction spontanée, menaçant de tourner à un autre genre d'anarchie, à un délire de représailles et de vengeances.

Bonaparte sentit immédiatement le péril, car il voulait éviter avant tout que son nom devînt synonyme de réaction. Le plan qu'il avait conçu pour l'avenir était grand et sauveur ; c'était celui des rois et des politiques qui naguère avaient fait ou refait la France. Se dégageant des partis, laissant à sa droite et à sa gauche les exclusifs de tout genre, il irait droit au peuple, à la masse, aux millions de Français qui avaient des besoins plus que des opinions, qui aspiraient simplement à la paix intérieure, à la paix religieuse, à la paix du dehors ; il gagnerait leur fidélité en

leur assurant ces biens ; il donnerait pour base à son gouvernement la satisfaction nationale et bâtirait sur ce tuf. Dans la masse conquise et ralliée, il ferait s'absorber et se fondre les hommes très nombreux qui s'étaient jetés dans les discordes civiles par souffrance ou colère, par exaltation momentanée plutôt que par principe préconçu ; il prendrait ainsi aux partis leur substance, leur force réelle, et n'aurait plus affaire qu'à des chefs sans troupes ou à des perturbateurs isolés. Se retournant alors contre ceux-là, il frapperait impitoyablement, frapperait encore, et réduirait à néant ce résidu des factions. Aux hommes utilisables de tous les partis, il commanderait l'oubli ; décrétant l'abolition du passé, il ordonnerait aux Français de se pardonner et leur désapprendrait la haine ; sur dix ans de crimes et d'horreurs, sur les injures réciproques, il passerait largement l'éponge ; c'est ce qu'on appellerait, dans le langage mythologique à la mode : *Faire boire à la France l'eau du Léthé !* Appelant à lui des régions les plus extrêmes, il offrirait comme point de réunion un gouvernement fort et juste, assez ouvert, assez glorieux pour que tous les Français de bonne volonté puissent se réconcilier et se trouver à l'aise dans l'ampleur magnifique du régime.

Ce programme de salut, Bonaparte peut dès à présent le tracer ; il ne lui appartient pas encore de le réaliser d'autorité. Il peut recommander l'apaisement ; pour l'imposer, les moyens lui manquent, car il n'est pas assez sûr de cette masse nationale dont il a décidé de faire son point d'appui et le grand centre d'absorption ; il ne se sent pas suffi-

samment la France en main. Ce qu'il veut au moins, c'est d'empêcher que cette masse bien disposée en sa faveur, mais inconsistante et mobile, ne prenne une direction différente de celle qu'il entend lui donner et ne tourne à la réaction pure. Au contact des royalistes actifs, qui ne sont qu'une minorité, mais une minorité incarnant la haine prédominante, la population peut s'exalter et se fanatiser. Alors la France tombera d'un extrême à l'autre; au lieu d'aller à l'ordre et au réconfort, elle ne fera que changer de misère. On verra se reproduire la poussée de réaction qui avant Fructidor a failli précipiter la France en arrière. On reverra peut-être le retour des excès qui ont ensanglanté le lendemain de Thermidor, les férocités de Lyon, les septembrisades de la Provence, car le Midi blanc, comme Paris rouge, a eu ses septembriseurs. Les intérêts issus de la Révolution s'émeuvent déjà ; ils vont s'affoler. Tous les hommes qui ont fait de la Révolution leur bien, leur affaire, leur carrière, leur passion ou leur gloire, les acquéreurs de domaines nationaux, les politiques, les philosophes, les militaires, vont se détacher de Bonaparte transfuge et chercher ailleurs le salut. S'il se laisse séparer de ces hommes dont les meilleurs ont été les fauteurs de son avènement; s'il se laisse arracher de cette base, comme l'opinion des masses n'est pas assez affermie pour le soutenir et le porter, il lui faudra se livrer au parti qui n'accepte en lui qu'un instrument temporaire et se faire le prisonnier de la réaction.

Sans doute, il sent la nécessité d'opérer la réaction dans ce qu'elle a de légitime et d'indispensable ;

seulement, il entend la faire à son profit, à son temps, à son heure, en se réservant toujours de lui imposer certaines limites et de marquer le point d'arrêt. S'il la laisse agir d'elle-même, le mouvement va se précipiter en torrent. S'il se livre au courant, le flot va très vite le dépasser, le déborder et le rouler, l'emporter brisé aux pieds du Prétendant. Donc, il reste avec la Révolution, tout en s'efforçant de la faire conciliante et généreuse. Son gouvernement reste ouvert à droite et à gauche, mais surtout à gauche, au moins ostensiblement. Avant d'opérer la fusion de tous les Français, il veut opérer celle des révolutionnaires sur le terrain d'une république accueillante et cordiale ; modérant leurs passions, réprimant leur exclusivisme, il continuera longtemps de flatter leurs préjugés, leurs manies, leurs idolâtries ; il déclarera surtout leurs intérêts et leurs biens intangibles. Et désormais le mot d'ordre du Consulat provisoire, partout transmis, répété à Paris comme en province, sera celui-ci : pas de réaction.

V

A Paris, la réaction se faisait à la parisienne, c'est-à-dire par des vaudevilles et des chansons. Toute crise politique retentissait alors sur le théâtre et s'y transposait en pièces de circonstance, productions hâtives, éphémères, fugitives, dont l'actualité était le seul mérite. L'évènement de

Brumaire fit éclore en ce genre toute une littérature instantanée.

Au lieu d'interdire ces pièces, Fouché les soumit à la censure : le bureau central biffa, ratura ; il en interdit plusieurs, mais en laissa passer un assez grand nombre pour que le 28 brumaire le programme de spectacles fût ainsi composé : aux Italiens, *les Mariniers de Saint-Cloud ;* aux Troubadours, *la Pêche aux Jacobins ou la Journée de Saint-Cloud;* au Vaudeville, *la Girouette de Saint-Cloud* ; au théâtre des Victoires-Nationales, *le Dix-neuf brumaire ou la Journée de Saint-Cloud ;* au théâtre Molière, *la Journée de Saint-Cloud ou les Projets à vau-l'eau.* Dans les pièces expurgées, le public cherchait quand même l'allusion et la découvrait ; c'étaient alors des tempêtes de bravos et de cris, des huées vengeresses ; on s'en donnait à cœur joie d'insulter aux vaincus, à ces tyrans odieux et grotesques, émergés des bas-fonds, à ceux par qui la France avait tant souffert, et toute la gent jacobine, se sentant fouaillée, se démenait et hurlait.

La réaction sortit des théâtres et des endroits clos et se répandit dans la rue sous forme d'estampes caricaturales, de couplets et de complaintes. Les royalistes avérés s'en mêlaient et ne dissimulaient plus leurs espérances.

Les feuilles officieuses eurent beau déclarer qu'il n'y aurait pas de réaction, les journaux jacobins s'emportèrent. L'*ex-Journal des Hommes libres* élevait la voix pour dénoncer les « éléments d'une réaction assassine ». Des journaux même très hostiles au jacobinisme craignaient qu'on ne rendît la main « aux Jacobins de la réaction. »

Ces inquiétudes de la presse se doublèrent d'une émotion parlementaire, dans ces commissions qui formaient un prolongement des Conseils. Le 26, à la commission des Cinq-Cents, le compte-rendu de la séance porte : « Plusieurs membres de la commission témoignent leur mécontentement des satires, des brocards que renferment les pièces de théâtre faites à l'occasion du 18 brumaire. Deux membres de la section d'inspection se rendront auprès du ministre de la police pour l'engager à défendre les pièces qui peuvent porter atteinte au respect dû à la représentation nationale. »

Le gouvernement se décida à agir. A l'égard des théâtres, une mesure radicale fut prise : interdiction de toutes les pièces « dont le titre semblerait relatif aux événements de Brumaire », ordre de soumettre à l'examen préalable de l'administration toutes les pièces « relatives à la Révolution, à quelque époque qu'elles aient été mises au théâtre. » La police fit disparaître des étalages les caricatures de députés ; le rapport par lequel le bureau central rendait compte de ses opérations porte même : « Il a fait défendre aux chanteurs de vendre ni chanter dans les rues et les places publiques des chansons relatives aux événements de Brumaire et injurieuses à la représentation nationale. » Le silence fut prescrit sur les scènes de l'Orangerie et « le déménagement des Cinq-Cents ». Il semblait que le Consulat voulût à tout prix faire oublier aux républicains formalistes la violence de son avènement et se laver de la tache initiale ; c'était la première fois qu'on voyait

un gouvernement renier ses origines et défendre d'en parler.

Contre les attroupements réactionnaires, le général Lefebvre lança une proclamation sévère, ordonnant à la troupe de dissoudre ces rassemblements par la force, après avoir invité « les citoyens honnêtes et les curieux » à se retirer. Enfin, pour bien montrer que le gouvernement restait à gauche et n'entendait plus trouver de coupables parmi les républicains, les Consuls révoquèrent leur arrêté de déportation contre les cinquante-neuf Jacobins, en le remplaçant par une simple mise en surveillance. Cette rétractation prit motif d'un rapport rédigé par Cambacérès, commandé par Bonaparte et concluant à l'oubli d'erreurs passagères. « C'est à la justice, avait dit le Consul, à réparer les sottises de la police. » Il n'en restait pas moins que Fouché avait habilement mené son jeu, puisqu'il avait rassuré Sieyès en dressant une liste de proscrits et facilité à Bonaparte, par l'exagération des mesures prises, le moyen de les annuler et d'affirmer une politique de concorde républicaine.

Dès le 29 brumaire, les Consuls avaient décidé de prendre contact direct avec les départements. La loi du 19 les autorisait à envoyer en province des délégués ; ils en nommèrent vingt-quatre, un par division militaire. Ces *missi dominici* reçurent une instruction rédigée sous forme d'arrêté des Consuls, complété par une note explicative. Ils iraient présenter l'événement de Brumaire sous son véritable jour et l'interpréter comme le triomphe de la modération. Ils pourraient au besoin révoquer les fonctionnaires par trop odieux, fermer

quelques clubs, mais ils n'étaient autorisés à user de cette faculté qu'avec une extrême circonspection, se bornant de préférence à s'enquérir sur l'esprit des administrations, sur l'esprit public, et à renseigner. Surtout, ils devaient recommander l'oubli des dénominations de parti et des appellations injurieuses, prêcher d'exemple par la douceur de leurs discours, travailler à la consolidation de la République par l'apaisement, éviter tout conflit avec les autorités militaires et se concerter autant que possible avec elles, « se dispenser d'aller dans les départements où tout est tranquille et va bien — et revenir le plus tôt possible. »

Les délégués choisis furent d'anciens conventionnels et députés inféodés au parti brumairien, quoique assez divers de tendances ; Mallarmé, Fabre de l'Aude, Barré, Chasset, Lecointe-Puyraveau, Crochon, Jard-Panvillier, figurèrent sur la liste. Sieyès n'avait voulu que des hommes d'un passé franchement révolutionnaire. Tous auraient à opérer sans fracas, sans ostentation, sans grand appareil ; on ne voulait pas qu'en eux rien rappelât les conventionnels en mission, ces potentats de terrible mémoire. Le manque d'argent obligeait d'ailleurs à faire très simplement les choses. Comme frais de tournée, on ne put allouer aux délégués que cent mille francs à se répartir entre eux. Quelques-uns prirent la poste, d'autres partirent bravement en diligence. Ce train convenait assez aux représentants d'un pouvoir qui se posait moins en dominateur des partis qu'en conciliateur universel, assidu, pratique, et qui semblait vouloir faire le juge de paix entre tous les Français.

CHAPITRE XI

LA FRANCE SOUS LES CONSULS PROVISOIRES

PARIS

I

Le Consulat provisoire était en somme plus reconnu qu'obéi, plus acclamé qu'écouté. A Paris, pourtant, les turbulences réactionnaires cessèrent assez vite, la population restant incapable de transports véhéments et prolongés. Après avoir rétabli le calme à la surface, Bonaparte va-t-il gouverner et administrer Paris, commencer la réorganisation de la France en rendant à la capitale un aspect décent et réglé ? A cet égard, tout était à faire, car les classes même les plus hostiles à la Révolution avaient pris à son contact des habitudes de vie débridée ; à côté des anarchistes d'opinion, combien de gens devenus « anarchistes d'habitude » ! Il en était résulté un laisser aller, un débraillé, un relâchement universels. Ce chaos grouillant offusque Bonaparte, choque son prodigieux instinct d'ordre et sa passion de rangement. Seul ment, s'il essaye trop tôt de discipliner la cité, s'il brusque les Parisiens, ceux-ci pourront se rebiffer. Il ne leur fera que très progressivement sentir l'autorité. Sans abuser, sans user même des pouvoirs arbitraires qu'il a hérités des gouvernements anté-

rieurs, il donne à Paris l'illusion de la liberté et ose à peine toucher à la licence.

Etrange et disparate, ce Paris des premières semaines consulaires, ce Paris de transition où l'ancienne société s'essayait très timidement à revivre, à côté d'une société brusquement surgie, flambante, toute en dehors. Dans l'aspect matériel de la ville, ce n'est qu'incohérence, amalgame confus de laideurs et de beautés, germes poussant sur des débris. L'étranger qui arrive, le proscrit qui se hasarde à reparaître, hanté par les récits de la Terreur, croit trouver Paris tout en sang et tout en ruines, il croit voir de hideux stigmates, « du sang, des têtes » ; s'il en parle, on lui répond : « Oh ! cela est vieux. »

S'il arrive par l'Ouest, les Champs-Elysées, plus animés qu'autrefois, quoique d'aspect encore forestier, le conduisent au plus bel aspect que présente une capitale. Le Directoire avait voulu que la place de la Concorde, la sanglante place de la Révolution, entourée désormais d'édifices et de jardins réparés, mît au devant de Paris un imposant parvis. « Le pont, les Tuileries, les Champs-Elysées, les quais, le Palais-Bourbon, forment un ensemble fort remarquable. » A gauche des Champs-Elysées, par delà le faubourg Honoré et le Roule, une ville neuve pousse, claire et luxueuse : quartier d'Anjou, quartiers de la Chaussée-d'Antin, quartiers du Rocher, quartiers montant vers les Porcherons et Montmartre ; ville d'enrichis, de fournisseurs, de généraux qui ont fait leur main en Italie, d'artistes et de comédiennes. Tous ceux que la Révolution a mis en relief et en vedette aiment à

s'y loger ; dans leurs jolis hôtels à fronton grec et à colonnade, dans le décor d'un mobilier qui commence à se raidir en formes antiques, parmi les acajous et les ors, parmi les fresques, les moulures corinthiennes et l'harmonie des étoffes rayées à fond tendre, ils font assez gauchement apprentissage d'élégance.

Passé le boulevard, l'ancienne ville se retrouve, mais toute bouleversée et sens dessus dessous. Le Paris royal, qui se tassait sur les deux rives du fleuve, était déjà fait de contrastes, de luxe raffiné et de misère ; les contrastes se sont accentués, car la Révolution n'a fait que déplacer le luxe et accroître la misère. Certains endroits ont embelli. Les Tuileries sont mieux soignées qu'autrefois, avec leurs hémicycles de marbre, leurs rectangles de verdure, leur peuple de statues ; la façade du château opposée au jardin, celle qui regarde le Carrousel et l'entassement de ses constructions, reste écorniflée par les balles du 10 août, le bas disparaît à demi sous des plantations, car la République a voulu pudiquement masquer de verdure la demeure des rois. A l'autre bout de la ville, le Jardin des Plantes s'est enrichi, auprès du Museum créé par l'effort louable de la Révolution pour organiser la science. Mais le Luxembourg, ses parterres, ses ombrages ne sont qu'une ruine de jardin, l'esplanade des Invalides est toute en excavations et fondrières, le jardin du Palais-Royal est à tel point ravagé qu'il faudra le fermer pendant plusieurs mois pour le réparer. Saccagés et menaçant ruine, les monuments, y compris ceux que la Révolution s'est appropriés et où elle a installé le désordre des services publics ;

saccagées, violées, découronnées de leur flèche, vidées de leurs tombeaux et de leurs statues, les innombrables églises, les abbayes puissantes, réceptables d'art et de richesse. Certaines églises devenues *temples* servent aux cérémonies décadaires, tandis qu'à d'autres heures les cultes rivaux, catholique, constitutionnel, théophilanthropique, voisinent haineusement.

Celles-là même ont perdu leurs trésors, et le *Musée des monuments français*, quai des Augustins, n'a pu que recueillir les épaves de cet immense naufrage. En revanche, le Louvre s'emplit des dépouilles de l'Italie ; là, c'est un arrivage de chefs-d'œuvre, un déballage de merveilles : l'Apollon du Belvédère, la Vénus Capitoline, le Laocoon encore encaissés, émergeant à demi du plâtre où on les a noyés pour le voyage. Le quadrige de bronze attribué à Phidias et ravi à Venise demeure entreposé dans le jardin de l'Infante ; on parle de l'atteler sur la place des Victoires à un char de triomphe.

Sur les places, des piédestaux se dressent veufs de leurs statues ; des allégories de bois et de plâtre, débris des apothéoses révolutionnaires, s'effritent sous la pluie. Place des Victoires, place Vendôme, place Royale, dans les quartiers d'imposante architecture, des enseignes criardes bariolent les façades, rompent l'harmonie des lignes et détruisent l'ordonnance. Les demeures de noblesse et de haute vie, hôtels du faubourg Germain, hôtels du Marais, sauf ceux que la finance a sauvé en les accaparant, appartiennent aux industries de plaisir, aux ventes à l'encan, aux agences, au Paris spéculateur, charlatan, entremetteur. Toute chose est en dehors de sa

place ; la Bourse se tient dans l'église des Petits-Pères ; un bal public — le bal des *Zéphyrs* — s'était installé dans le cimetière attenant à Saint-Sulpice. On voit des établissements bizarres, des noms accolés qui jurent d'être ensemble ; là-bas, dans la rue Antoine, on va créer une maison de refuge pour les victimes des faillites d'Etat, un hospice pour rentiers.

Les hôpitaux placés sous l'invocation de vertus laïques manquent de ressources, et pourtant l'admirable institut de Valentin Haüy se soutient, l'œuvre de l'abbé Sicard a survécu à la proscription de son auteur ; à Beaujon, l'étranger s'étonne de trouver réunies toutes les ressources de la science, un progrès de bienfaisance, dû à cet élan d'humanité et à ce branle-bas d'activité généreuse que la Révolution a d'abord imprimés aux esprits. Mais les quartiers de cléricature et d'hospitalisation religieuse, la ligne de couvents qui s'adossait à la terrasse des Feuillants, la cité religieuse qui se blottissait à l'ombre de Notre-Dame, la Sorbonne, ses collèges, ses foyers de science ecclésiastique, et au delà des quartiers vivants de la rive gauche, les grands domaines de communauté, tout cela est livré à la spéculation, à la démolition, aux fournitures militaires, aux entreprises de lucre hâtif et véreux, ou simplement au trop-plein de Paris, de ses sentines, de ses cloaques et de ses décombres ; des quartiers entiers se transforment en cités de brocanteurs ou en magasins de débarras.

Restons au centre. Sous le ciel de brumaire et de frimaire, sous le ciel de suie, les rues mal pavées, dépourvues de trottoirs, sillonnées en leur milieu par un ruisseau fétide, se faufilent tortueuses

entre les maisons à façades d'un jaune sale, à toits inégaux, à caprices d'architecture qui feraient la joie de nos yeux amateurs de pittoresque. Sur les places difformes, des bonnets de liberté apparaissent encore au bout de hampes déteintes, des arbres de liberté où pendent des loques tricolores ; à tous les coins de rues, des inscriptions remaniées ou tronquées, la suppression du mot de *saint* décapitant une quantité de noms; le bas des maisons tout tapissé d'affiches, des murailles de papier ; la liberté de l'affichage illimitée ; les citoyens, les voisins s'injuriant sur les murs, en grossiers placards ; les affiches déshonorant les monuments et peinturlurant les fontaines ; sur la chaussée, peu d'équipages imposants et soignés, plus de carrosses à panneaux armoriés ; 1,162 fiacres, dont certains ne sont numérotés qu'à la craie et dont beaucoup sont conduits par des femmes ; rue du Mail, rue Denis, des voitures de place stationnant tout le jour, au mépris des ordonnances, et créant un encombrement continu ; 2,691 cabriolets lancés à toute vitesse, filant d'un train fou, effarant, bousculant, écrasant les passants, et se faisant, malgré les réclamations des journaux, « instruments de mort » ; à pied, dans le tumulte des affairés et le trottinement des Parisiennes, toute sorte de figures incertaines et minables, rentiers sans rente, ouvriers sans ouvrage, employés sans salaire, suspects craignant toujours d'être suivis et jetant derrière eux un regard d'angoisse ; par contraste, des impudences de tenue et d'allure, une femme bien mise se troussant jusqu'aux genoux, « une jeune femme habillée en homme » ; un mort dans son cercueil

transporté comme un ballot, sans pompe ni décence; le heurt des modes anciennes et des modes nouvelles, des hommes à cheveux poudrés et à catogan, le tricorne sur les yeux, d'autres tondus, couvrant du feutre évasé leur coiffure à la Coriolan, des hommes à redingote et à pélerine, à redingote bleue avec boutons blancs, à redingote couleur isabelle, des gens en carmagnole ; des militaires, des *défenseurs de la patrie* courant après leur solde et portant haut tout de même leur plumet effiloché; beaucoup de jeunes gens revenus de la guerre éclopés, portant le bras en écharpe ou se traînant sur des béquilles, et dans cet extraordinaire pêle-mêle de types et de costumes, quelques ressouvenirs du grand carnaval gréco-romain qui pendant huit ans a traversé Paris : sur le Pont-Royal, par un temps affreux, « des élèves du peintre David vêtus complètement à la manière des élèves d'Apelle, tête nue, jambes nues, chaussés d'un cothurne, et n'ayant d'autre vêtement même nécessaire que les plis ondoyants d'une double tunique » ; des passants complaisants et narquois leur offraient des parapluies.

Sur les ponts, sur les places, dans les rues, c'est un envahissement d'étalages mobiles, d'échoppes en plein vent, de jeux et de *lotos*, de tréteaux et d'éventaires, rétrécissant le passage, gênant la circulation. Cette profusion d'industries parasites, cette usurpation permanente de la chaussée, est l'un des traits caractéristiques du Paris d'alors ; elle donne à toute la ville un aspect forain.

Le Pont-Neuf, la Grève, le quai du Louvre, le boulevard du Temple, parade continue de bateleurs,

saltimbanques, pitres, montreurs de curiosités, faiseurs de tours et chanteurs ambulants ! Que de petits métiers, que de vendeurs de choses innomées et étranges, quelle exhibition de débris divers, quel débordement de bric-à-brac, que de ferraille, que de bouquins et d'estampes ! On vend sous le manteau des gravures représentant l'ex-famille royale, des emblèmes proscrits et des colifichets dynastiques. La police les pourchasse et favorise d'autres exhibitions. Bientôt, les passants vont s'attrouper devant une estampe représentant « le premier Consul Bonaparte au milieu des sectateurs des cultes divers et les rappelant tous à une tolérance mutuelle ».

Promeneurs, errants de tout genre, désœuvrés et désheurés, s'entassent à certains moments dans les endroits où l'on mange. La Révolution, qui a jeté sur le pavé une population de déracinés, a fait la fortune des restaurants. Sans parler des rois de la bonne chère, Méot, Véry, Robert, Saivres, Rose et leurs prodigieux émules, le nombre des traiteurs, cabaretiers, limonadiers, débitants de vins et de liqueurs, s'est énormément accru. Partout se lit cette annonce : *Déjeuners froids*. On s'attable dès le matin, car la vie commence de bonne heure. Ensuite, beaucoup de Parisiens traînent leur journée dans les cafés et y pérorent interminablement ; chaque parti, chaque coterie a le sien, s'en fait une manière de club et y lit ses journaux, sans croire aux nouvelles qu'ils débitent.

Le beau monde lui-même vit en général hors de chez soi. Qu'est ce beau monde ? « Les jeunes gens qui ont remplacé les marquis, les pages, les mous-

quetaires, etc., sont des fournisseurs, des agioteurs, des clercs de procureur. » Ils montent à cheval, conduisent leur phaéton, exhibent leur maîtresse. Le parc de Mousseaux est réservé aux promenades matinales. Dans l'après-midi on s'en va au bois de Boulogne faire une partie de barres ou fortifier sa musculature par des exercices renouvelés de l'antique, car on vise à l'athlétisme par grécomanie, comme on y visera plus tard par anglomanie. Les gens qui se piquent de goûts plus relevés s'en vont bâiller aux conférences organisées par le *Lycée des arts*, par le *Portique républicain*, ou aspirent après la réouverture des concerts donnés par la *Société des amateurs*, rue de Cléry. Les trente-cinq banques de jeux publics et patentés, les innombrables tripots s'emplissent, et les heures s'y écoulent fiévreuses. Par-dessus un fond terne de bourgeois déprimés et d'honnêtes gens aspirant confusément à une existence mieux réglée, une société de parvenus et de déclassés s'agite toujours, brille, s'ébat, fait des mots, tranche et déraisonne sur tout ; chez elle, nul effort de réflexion, nul souci de l'avenir, nulle préoccupation de fonder. Si la folie d'agiotage sur les assignats et de spéculation universelle est passée, combien de gens emploient encore leur journée à courir au coup de bourse ou au coup de dés, au lucre immédiat, au plaisir d'un moment, à l'aventure d'argent ou d'amour !

Dans les rues passagères et marchandes, les femmes, dès le matin, sont venues à pied faire leurs emplettes, le léger *réticule* pendant à leur ceinture. Les magasins s'enjolivent à miracle, avec leurs devantures avenantes, leur luxe de moulures et de

colonnettes. Les boutiques qui prospèrent, ce sont celles qui tiennent débit de frivolités, plumes, rubans, dentelles et fanfreluches. Les femmes y cherchent de quoi faire le décor miroitant et non le fond de leur toilette, car elles continuent à ne porter par-dessous leurs fourrures « qu'un extrait de vêtement aussi diaphane que possible » et le reçoivent de l'étranger, en gazes et mousselines d'Angleterre. L'ancienne industrie française, celle qui pourvoyait au luxe étoffé d'autrefois, languit et chôme.

Pourtant, depuis quelques jours, un curieux phénomène s'opère. Dans les rues de vieux commerce, rue des Bourbonnais, rue Boucher, des maisons à enseigne jadis réputée, des magasins de soieries, longtemps délaissés, retrouvent des clients ; on fait queue à leur porte. C'est qu'une anecdote circule, portant avertissement de Bonaparte, et la mode, avant la politique, le reconnaît dictateur. On raconte qu'il se trouvait un soir au Luxembourg, en compagnie de Joséphine et d'autres dames exhibant une élégance par trop athénienne ; lui, faisait bourrer la cheminée, chauffer à force, à outrance ; on lui objecte qu'il va mettre le feu ; il ordonne de continuer, et se retournant : « Ne voyez-vous pas, dit-il, que ces dames sont nues ? » Le bruit que Bonaparte rappelle les modes à la décence avec l'arrière-pensée de raviver l'industrie nationale se répand dans les journaux ; démenti par quelques-uns, d'autres le confirment, et « aussitôt nos dames patriotes de commander robes, jupons, spencers, schalls, douillettes pour l'hiver, le tout de soie. »

Tout ce monde dîne entre quatre et cinq heures. Parmi les gens d'opulence relativement assise, il n'y a que des banquiers et négociants, quelques-uns étrangers, « dont la maison cosmopolite est une puissance », pour essayer de reprendre les traditions d'hospitalité et les réceptions fastueuses d'autrefois, sans y réussir pleinement. « Je ne sais si un appartement orné, un dîner fin, des toilettes recherchées, des révérences et des calembours constituent effectivement la bonne compagnie ? » Les hommes dînent beaucoup au restaurant ; les *brumairiens*, les députés et fonctionnaires qui ont participé au coup d'Etat, pour ne pas perdre le contact, se réunissent toujours chez le restaurateur Rose ; là, ils édifient en imagination le gouvernement futur, distribuent des grâces, attirent, rallient, concourent à l'apaisement. Dans les temps qui ont précédé Brumaire, la division des esprits était telle qu'il était impossible de réunir à la même table un certain nombre de personnes sans que la politique s'introduisît parmi les convives et fit dégénérer la conversation en « un bruit tumultueux ». Mercier s'en était plaint dans son *Nouveau Tableau de Paris*. A présent, on commence à prendre l'habitude de se disputer « pour des opinions ; on ne crie qu'aux cabarets et dans les tabagies ». Les journaux vont signaler comme l'un des effets du mot d'ordre consulaire la pacification des dîners.

Quelques salons officiels s'ouvraient à jour fixe, Mme de Staël s'y donnait beaucoup de mouvement ; « elle tournait comme une toupie autour des personnes marquantes. » Tenant à établir son influence, à placer ses amis, elle travaillait aussi à sou-

lager des infortunes, à obtenir des mises en liberté, des radiations d'émigrés, et s'employait impétueusement à la justice. Au commencement de la soirée, elle-même rouvrait son salon et ressuscitait cette puissance ; on s'occupait chez elle à dresser la liste des légiférants futurs et à lancer des noms.

Parmi les membres de l'ancienne société, quelques-uns se jettent déjà en solliciteurs au travers du monde nouveau ; d'autres se tiennent à l'écart et se contentent de vivre. Rue Honoré, dans une maison de modeste apparence, la princesse de Beauvau, voltairienne impénitente, n'a jamais cessé un seul jour de recevoir ; elle habite un petit appartement « meublé des restes élégants de son ancien mobilier ». — « Du moment qu'on quittait l'escalier crotté, commun à tous les habitants, on se sentait transporté dans un monde à part ; tout était noble et soigné dans ces petites chambres. Le peu de domestiques qu'on y voyait étaient vieux et quelque peu impotents ; on sentait constamment qu'ils avaient vu si bonne compagnie que leur jugement était quelque chose. » Dans ce lieu discret, des hommes politiques, des philosophes se faisaient voir ; en y venant, ils croyaient « se donner un air de l'ancien régime ».

Cinq heures ; les théâtres s'ouvrent. La police n'obtient jamais qu'ils ferment à l'heure réglementaire, neuf heures pour ceux du boulevard, neuf heures et demie pour ceux de l'intérieur. Le théâtre, c'est l'universel rendez-vous, lieu de réunion, de manifestation et de licencieux plaisirs. En pleine Révolution, un prospectus de théâtre annonçait, pour mieux attirer le public, que toutes les loges

seraient munies d'un lit. Les acteurs occupent beaucoup Paris de leurs prétentions, de leurs démêlés, et se posent en personnages d'importance; ils sont reçus dans toutes les sociétés. Après le 18 brumaire, les artistes de l'Opéra-Comique ont cru devoir envoyer à Bonaparte une adresse de félicitations. Sur les grandes scènes, la mise en scène est très soignée, les ballets et les décors superbes, les artistes supérieurs aux œuvres qu'ils interprètent. En fait de littérature dramatique, la production est incessante et médiocre ; froides tragédies, plats vaudevilles ou drames noirs. Le public reste de tendances réactionnaires. Les grands mots dont toute la France s'est jadis enivrée et qui, dans la bouche des révolutionnaires, ont été surtout effet oratoire, patrie, liberté, vertu, n'ont plus le don d'émouvoir.

Dans certains théâtres, sur le devant des loges, des toilettes éblouissantes s'étalent, des femmes moins habillées que costumées, des Flores, des Hébés, des Grecques, des Orientales ; un soir, à l'Opéra, Mme Tallien en Diane chasseresse, carquois à l'épaule, peau de tigre en sautoir, croissant de diamants dans les cheveux, vêtue surtout de pierreries, va exhiber une dernière fois sa triomphante nudité. Joséphine inaugure un luxe de meilleur ton : « 19 frimaire : Bonaparte était hier à l'Opéra avec son épouse ; celle-ci était en satin blanc et non point en linon, sans diamants, mais avec beaucoup de camées antiques à ses doigts et à ses bracelets. La loge était remplie de femmes charmantes et parées. » Le public des autres places est en général de tenue fort négligée. Il faudra que deux mois s'écou-

lent pour que les observateurs de la police signalent une amélioration ; en nivôse, ils écriront, dans leur style prétentieux : « On a remarqué que depuis quelque temps la parure était plus générale parmi les spectateurs. On s'aperçoit que la masse est visiblement ramenée aux habitudes et aux formes qui firent passer dans l'Europe les Français pour le plus poli et le plus aimable des peuples. »

A partir de huit heures du soir, il est hasardeux de sortir à pied. Sur les milliers de réverbères allumés, il en est un très grand nombre qui clignotent rapidement et s'éteignent ; de louches figures se glissent dans l'ombre et partout s'éveillent des grouillements suspects. Des voleurs en nombre incalculable opèrent isolément ou par bandes, s'attaquent aux passants, s'introduisent dans les maisons qui ont l'imprudence de rester ouvertes.

Dans ces mois d'hiver où nous sommes, l'afflux de foule a cessé aux grands rendez-vous nocturnes de plaisir en plein air ; les jardins de danse et d'amour ont éteint leurs feux. Le plaisir se resserre à l'intérieur et se calfeutre, mais s'annonce par de flamboyants signaux. L'extérieur de l'Opéra est éclairé « d'une manière aussi neuve qu'éclatante ». A la sortie des théâtres, chez Garchy, rue de Richelieu, des lumières et du bruit ; des femmes en grande toilette viennent y prendre des glaces. A six heures, les bals payants ont donné le premier coup d'archet. On n'offre plus guère à danser chez soi, on préfère donner des *thés*, réunions de moindre apparat, quoique renforcées par de solides victuailles, mais on s'en va par coteries danser aux « bals d'abonnement ». Les plus beaux se sont établis par entre-

prise à l'ex-hôtel d'Uzès, rue Montmartre, et aux salons d'Apollon, près l'enclos des Capucines ; on danse dans deux ou trois cents endroits, langoureusement ou follement. Ailleurs, dans un grand nombre de rues, dans les impasses et les culs-de-sac, le sommeil des bourgeois paisibles est troublé par des voix éraillées, par d'orduriers appels ; les habitants se plaignent que des rixes de filles font de scandaleux tapages.

La prostitution est l'une des plaies qui s'étalent. Partout elle déborde, envahit ; au Palais-Royal, l'armée des filles, la prostitution à perruque blonde et à falbalas, tenant marché au foyer du théâtre de la Montansier, que Bonaparte n'osera fermer par crainte de mettre contre soi « tous les vieux garçons de Paris » ; les galeries inabordables même pendant le jour aux honnêtes femmes, des filles habitant les entresols du palais, se montrant aux fenêtres et « appelant les passants » ; sur le boulevard Italien, des filles ; sous le péristyle de l'Opéra-Comique, des nymphes vagabondes, outrageusement décolletées malgré la froidure ; sur le boulevard du Temple, des créatures de huit à seize ans s'offrant à la corruption publique ; au Carrousel, dans le pâté de maisons borgnes qui empiètent sur la place, des filles occupant presque tous les logis et exerçant leur commerce ; aux Tuileries, au Luxembourg, aux abords de tous les spectacles, des filles. Le soir, au marché des Grands-Augustins et sur le quai voisin, des racoleuses attirent les passants et les satisfont en plein air, entre les « boutiques des

marchandes de volailles ». Il en est qui se prostituent dans les cloîtres de l'ancienne Abbaye.

Que d'autres éléments impurs, interlopes, dangereux, pullulent dans Paris : des réfugiés italiens, des révolutionnaires d'outre-monts chassés de chez eux par les victoires de Souvorof et la chute des républiques cisalpines, cherchant dans Paris un asile et du pain, toujours prêts à jouer du couteau et à prêter main-forte aux perturbateurs ; une colonie de dangereux étrangers, l'un des éléments de désordre qui préoccupent le plus les Consuls ; des réfugiés irlandais, des Vendéens fuyant la désolation de leur pays, des voleurs de grands chemins et des *chauffeurs* du Midi qui ont renoncé au métier, qui se sont jetés dans ce grand Paris où tout s'absorbe et se perd ; une population de réfractaires ; parfois, sous l'escalier d'une maison, une trappe qui se lève et une dure figure de Chouan qui sort de sa *cache*, comme en pleine Bretagne, pour prendre un mot d'ordre ou quérir un autre asile ; sur le haut des boulevards, dans les faubourgs, des flottements d'ouvriers sans travail. Le dépérissement de la grande industrie est si profond qu'en nivôse la police signalera, comme fait consolant, un rappel d'ouvriers dans l'une des manufactures.

Pour avoir de quoi vivre, les faubourgs ne recourent plus aux émeutes, aux descentes tumultueuses et hurlantes, mais beaucoup d'ouvriers se jettent aux métiers inavouables et s'enrôlent dans les bandes employées à frauder les droits d'entrée. La fraude se fait en grand ; c'est l'une des principales industries de la population parisienne ; elle a son organisation, ses chefs, son armée,

perfectionne ses procédés, pousse contre Paris des travaux d'approche et de cheminement. Des conduits souterrains, de mystérieuses rigoles, partant de la banlieue, s'emplissent de vins et de spiritueux, passent sous le mur d'enceinte et aboutissent à l'intérieur des maisons complices. Des bourgeois d'aspect honorable prennent intérêt dans cette industrie et la commanditent. La fraude se fait aussi à main armée, par effractions violentes, par irruptions nocturnes ; aux barrières, de véritables combats se livrent entre gardes et fraudeurs, et ceux-ci ont souvent le dessus.

Pendant plusieurs mois, ce désordre ne fera que s'accroître. Les fraudeurs enrégimentés se dispersent le jour dans les villages suburbains, dans les terrains vagues, préparent leurs coups, menacent de mort les habitants qui oseraient s'opposer à leurs entreprises nocturnes ou les dénoncer. La nuit venue, ils se remettent à l'œuvre. Sur le pourtour oriental de l'enceinte, Paris est littéralement investi de ces hordes, de ces tribus de nomades et de barbares. « On évalue le nombre des fraudeurs à plus de dix mille, tous armés, courageux, commandés par des chefs hardis et entreprenants : on les dit ennemis prononcés du gouvernement... On compte environ 2,500 fraudeurs du port de la Râpée à la Villette ; leurs chefs ont des habitations dehors et non loin des murs ; ils y tiennent des magasins considérables. Plusieurs de ces hommes qui sont à la tête des fraudeurs se sont flattés que, s'il y avait un mouvement, ils sauraient diriger et conduire tous leurs subalternes... Il est instant de prendre des mesures, sans quoi bientôt l'impôt sera réduit

absolument à rien, et les fraudeurs devenus si nombreux qu'ils pourraient occasionner de grands troubles et servir aux factieux. » Cette armée de brigandage pourrait au besoin se transformer en armée de l'émeute.

II

Par quel bout prendre cet amas d'immondices pour le pousser à l'égout ou le dissoudre et nettoyer Paris ? La police du Consulat hésitait à entreprendre et d'ailleurs manquait des moyens nécessaires. L'armée se montrait peu propre aux besognes de vigilance intérieure et d'épuration ; parmi les gardes nationaux, deux sur cinq se faisaient remplacer dans leur service par des hommes recrutés à prix d'argent et peu sûrs ; quelques brigades de gendarmerie, casernées au Temple, ne fournissaient qu'un renfort insuffisant. On se plaignait généralement qu'il n'y eût point une véritable troupe de police, un corps soldé, une garde urbaine, apte à surveiller Paris et à fouiller ses profondeurs. Mais où trouver de l'argent pour organiser ces forces, alors que la police n'avait pas de quoi payer ses inspecteurs, ses commissaires, ses vingt-quatre officiers de paix, ses agents secrets ? Après neuf mois de gouvernement consulaire, tout le personnel en sera encore à renouveler presque quotidiennement ses doléances, à réclamer six mois de traitement dû, sans qu'il reste un sou dans les caisses pour solder cet

arriéré. Avec de tels éléments, il était difficile de procéder par effort méthodique et suivi.

Fouché se borna d'abord à faire la guerre aux filles. Le 12 frimaire, des détachements d'infanterie et de cavalerie cernèrent le Palais-Royal, bloquèrent les issues ; plusieurs centaines de malheureuses furent enlevées. La rafle se poursuivit dans les quartiers voisins, où elle donna lieu à des rixes entre soldats et forts de la halle.

Que ferait-on de toutes les captives ? La loi ne permettait de les poursuivre judiciairement que dans le cas où elles étaient convaincues d'outrage patent aux mœurs. Le public dans ses conjectures leur assigna une destination lointaine. On se figura que le gouvernement venait de faire au Palais-Royal la presse des filles, pour l'usage de nos soldats d'Egypte et qu'il allait déporter au delà des mers toutes ces Manons. Le procédé parut fort, excessif, arbitraire, attentatoire à la liberté individuelle ; on trouva qu'il sentait le despotisme.

Bonaparte voulut immédiatement faire tomber ces bruits. Sur son ordre, Rœderer rédigea un article et le fit paraître dans le *Journal de Paris*. On sut ainsi que Bonaparte n'entendait pas expatrier sans jugement même les plus misérables créatures. Fouché se le tint pour dit, se contenta de garder quelque temps en lieu sûr et d'éloigner de la circulation celles que l'on appelait par antinomie les *femmes du monde*. L'audace du libertinage public fut un peu réprimée. Même, dans un beau mouvement de vertu, Fouché fit savoir que rompant avec une tradition de ses prédécesseurs, il n'emploierait plus de filles aux besognes

de police secrète, et qu'il aimait mieux renoncer à ce moyen d'information. Mais il s'abstint encore de toute mesure contre l'encombrement et la pestilence des rues, contre le train désordonné des voitures, contre les exhibitions diverses qui salissaient la voie publique et faisaient l'amusement des badauds, contre les industries interlopes dont vivaient tant de gens; la police semblait même renoncer à exercer sur les opinions une surveillance tracassière et trop curieuse.

Pareillement, Fouché ne touche pas à la presse, aux soixante ou quatre-vingts journaux qui paraissent quotidiennement. Plus de saisies brutales et vaines, plus de ces appositions de scellés qui obligeaient seulement, sous le Directoire, le journal frappé à changer de nom, à changer de local, et qui laissaient se poursuivre la lutte d'une presse furibonde contre un gouvernement à la fois persécuteur et faible. Après Brumaire. les rigueurs cessèrent presque complètement. Pendant les six semaines que dura le Consulat provisoire, un seul journal, *l'Aristarque*, notoirement royaliste, fut l'objet d'un commencement de poursuites. Le rédacteur et l'imprimeur avaient été même arrêtés, mais le bureau central, ayant reçu contre-ordre, les fit relaxer et se contenta d'une réprimande.

En matière de presse, Fouché fit néanmoins un coup de maître. L'organe attitré des Jacobins extrêmes, l'ex-*Journal des hommes libres*, réduit dans les derniers temps à s'appeler successivement l'*Ennemi des oppresseurs de tous les temps*, puis le *Journal des hommes*, puis le *Journal des Républicains*, continuait à mener une existence précaire, mais restait

en faveur auprès des groupes avancés. Au lieu de détruire cette espèce de puissance, Fouché l'absorba. Achetant le journal pour le compte de la police, il lui imposa comme principal rédacteur l'un des plus équivoques pamphlétaires de la presse jacobine, Méhée de La Touche, homme à vendre, qui reçut mission de louer Bonaparte et surtout son ministre sur le ton du *Père Duchêne.* Le 10 frimaire, le journal reprit son ancien titre, — *les Hommes libres*, — et cette résurrection d'un nom parut à elle seule donner un gage aux démocrates exaltés. Le journal reparaissait enragé contre la réaction et ses suppôts, mais en même temps, avec un cynisme discret, il évoluait vers Bonaparte, auquel il accordait des éloges bourrus.

Fouché rendait ainsi une voix à l'opinion, sinon à l'opposition jacobine. Il s'en servirait pour appuyer sa politique personnelle. Fouché jugeait que la Révolution avait rempli son but et devait s'arrêter, puisqu'il était ministre ; il la voulait désormais fortement conservatrice; il reculait moins que personne devant certaines audaces de libéralisme et de pardon, mais à condition que les places et le pouvoir demeurassent l'apanage exclusif des révolutionnaires, y compris les plus affreusement compromis, dont la fortune s'identifiait avec la sienne. Or, il sentait que le mouvement des esprits, quoique réprimé dans ses premières effervescences, continuait de porter à droite. Autour de Bonaparte, un parti de droite se formait ; composé de Rœderer, Talleyrand et autres, il essaierait de pousser à l'établissement d'un principat entouré de formes et d'institutions monarchiques, et Fouché craignait

que la réaction, si on la laissait s'opérer dans les choses, ne finit par tourner contre les personnes. Donc, en face des éléments et des influences de droite, il s'institue hardiment le ministre de la défense révolutionnaire. La résurrection du violent et hargneux *Journal des hommes libres* est l'un des moyens qu'il emploie. Ce dogue jacobin, que Fouché tient en laisse, sans le tenir de trop court, fera bonne garde autour des institutions et des formes révolutionnaires. Grondant et au besoin jouant des crocs, il défendra Bonaparte contre des amis compromettants ; en même temps, ses grossiers éclats de voix mettront en confiance les républicains extrêmes. Ceux-ci, à entendre répéter chaque jour des invectives quasi officielles contre la religion et les prêtres, contre les bourgeois dévots, les nobles, les muscadins et toutes les variétés de réacteurs, se croiront encore sous une république de leur choix.

Malgré ces précautions pour accaparer et canaliser les divers courants de l'opinion, Paris dans son ensemble semblait un peu revenu de son premier enchantement .Il restait dominé par Bonaparte, mais se demandait où Bonaparte conduisait la France et ne voyait pas l'avenir se débrouiller clairement.

Paris était d'ailleurs hors d'état de prêter à un gouvernement quelconque l'appui d'une adhésion persévérante et soutenue. Sur toute autre question que celle de paix ou de guerre, il n'existe encore dans la masse aucun esprit public. Abandon et curiosité plutôt que confiance, espoirs fugaces, découragements immédiats ; dans les classes

frivoles et brillantes, une obéissance frondeuse, un scepticisme gouailleur, une folie de jouissances qui porte à gaspiller le présent sans s'inquiéter du lendemain ; dans les autres classes, une somnolence douloureuse, des murmures sans révolte, une houle morne de plaintes et de désirs, quelque chose d'inconsistant et de mou qui se dérobe plutôt qu'il ne résiste à la prise gouvernementale ; voilà ce qu'était Paris avant Brumaire, voilà ce qu'il redevient très vite après la crise, car il n'appartient à personne de supprimer brusquement les causes qui entretiennent cet état d'esprit, c'est-à-dire le souvenir des déceptions passées, des déceptions atroces, et l'accablement des misères présentes. C'est seulement comme premier Consul, investi d'un pouvoir plus personnel, que Bonaparte fera ce miracle de substituer, surtout dans le peuple, à l'enthousiasme précaire des premières heures, à la « tranquillité apathique » des jours suivants, une adhésion active, un acquiescement progressif, une vibration continue, une obéissance passionnée. Il poursuivra cette œuvre patiemment, avec d'infinies habiletés, avec des prudences et des audaces, jusqu'au jour où un retentissant coup d'éclat, une victoire annonciatrice de la paix, viendra consommer le succès et achever la conquête de Paris.

LES DÉPARTEMENTS

I

En province, l'action gouvernante et administrante des Consuls provisoires se réduisit également à peu de chose. A lire le registre de leurs délibérations et de leurs arrêtés, on ne trouve guère que mesures individuelles ou rudimentaires. Ils se sont décidés à révoquer quelques fonctionnaires, ceux qui ont fait acte d'hostilité ouverte au coup d'Etat, ceux contre lesquels réclame trop violemment l'indignation publique. A plusieurs reprises, nous relevons des destitutions ainsi motivées : hommes « mal famés et ennemis de tout ordre social », — « partisans de l'anarchie », — « prévenus de concussion et d'exaction », — « prévenus de faux », — « ayant prévariqué dans l'exercice de leurs fonctions ».

Ecarter de tels hommes, c'était faire œuvre d'assainissement et de réparation, supprimer quelques tyrannies locales. Mais aucune des haineuses lois de Fructidor ne fut franchement abrogée ; on se bornait à les adoucir un peu dans l'exécution.

Matériellement, la France tombait en ruines. L'argent manquait. Les centimes additionnels aux contributions de l'an VII, établis en remplacement de l'impôt progressif, ne procuraient que des ressources lentes et successives. Il était impossible de percevoir un sou sur les contributions de

l'année courante, les administrations locales n'ayant pas encore réussi à dresser un seul rôle. L'arriéré sur les années antérieures se levait très péniblement ; une forte partie en était saisie au passage par les fournisseurs *délégataires*.

Bonaparte se voyait réduit à faire littéralement argent de tout. Le général Marmont dit dans ses Mémoires qu'on l'envoya négocier un emprunt en Hollande, en l'autorisant à offrir en nantissement des traites de coupes de bois et même à mettre en gage le *Régent ;* malgré ce brocantage, l'opération ne réussit point. Bonaparte se fit autoriser à vendre des terrains et maisons de rapport sises à Paris et appartenant à l'Etat ; il songea même à une nouvelle émission de papier-monnaie, gagé sur les biens nationaux ; c'eût été recommencer l'expérience désastreuse des assignats. La commission des Anciens arrêta fort sagement au passage ce malencontreux projet. Les mesures prises pour activer le payement des sommes restant dues sur la vente des biens nationaux, pour obtenir l'acquit des innombrables *débets* restés à la charge des comptables, paraissent avoir grossi à peine les maigres ressources dont vécut le Consulat provisoire.

Ce qui manquait non moins que l'argent, c'étaient les hommes, un personnel dévoué, vigilant et probe. Les Consuls devaient se servir presque partout de l'administration directoriale, et celle-ci succombait sous le poids de l'animadversion publique. De plus, elle répugnait maintenant à toute besogne, se sentant moins que jamais assurée du lendemain.

Il est vrai que cette défaillance des autorités

locales produisait parfois d'heureux résultats. Si les agents de la République ne faisaient rien de bon et d'utile, ils ne faisaient plus autant de mal. Ils n'administraient pas, mais tyrannisaient un peu moins. Des régions entières, la Belgique surtout, en éprouvèrent un soulagement, et la population, presque abandonnée à elle-même, commença de rentrer dans le calme.

Les vingt-quatre légats des Consuls s'acheminaient assez péniblement vers les chefs-lieux des divisions militaires. Fallait-il compter sur eux pour remonter la machine, pour la faire fonctionner dans le sens de l'ordre et de la paix ? Chacun d'eux, arrivé au point central de sa circonscription, tâcha de s'orienter et commença ses tournées. Autant qu'on en peut juger par les rares documents qui témoignent de leurs opérations, ils ne surent y mettre unité et méthode. A mesure qu'ils parcouraient un département ou visitaient une ville, tombés dans le tumulte des passions locales, ils n'arrivaient pas à s'y reconnaître ; assaillis de doléances et de récriminations en sens contraire, ils ne savaient à qui entendre. Plusieurs d'entre eux cédèrent au cri de la population, qui s'élevait contre des fonctionnaires chargés d'un ignoble passé. Comme ils avaient pouvoir de prononcer des révocations, ils firent des hécatombes. Les « frères et amis » de l'endroit se plaignaient à Paris et affirmaient que la République était perdue, puisqu'on écartait ses meilleurs amis. A Bordeaux, le délégué fit table rase et institua de nouvelles autorités ; on prétendit qu'à Evreux le délégué avait trop écouté les réclamations contre-révolution-

naires et s'était jeté à droite ; un démenti fut inséré dans les journaux. Ailleurs, les délégués laissaient toutes choses en l'état, se bornant à lancer des proclamations, à tenir des assemblées de citoyens, à commenter les paroles consulaires, à parler d'or, c'est-à-dire de paix à l'extérieur et au dedans ; ils servaient de leur mieux la cause de la concorde, mais ne donnaient pas l'impression de l'autorité.

La sécurité matérielle ne faisait point de progrès. Dans la majorité des départements, l'Ouest restant à part, c'est toujours même spectacle : les villes assez calmes ; dans les campagnes, des bouillonnements épars, des vengeances, des assassinats, des mutineries de paysans contre la levée de l'impôt et la levée des hommes ; les bataillons auxiliaires fondant par la désertion ; des malfaiteurs de profession et des malfaiteurs d'occasion rôdant sous bois, rôdant autour des lieux habités, désolant le pays à la façon des routiers du moyen âge.

Dans le Midi, une cause particulière de désordre provenait du contact avec l'armée d'Italie, qui déversait continuellement sur le pays une populace de déserteurs, prêts à s'unir aux bandes de pillards et de révoltés. Cette malheureuse armée, vaincue, refoulée, établie sous Championnet mi-partie dans l'Apennin, mi-partie sur le rebord oriental des Alpes françaises, chargée de couvrir Gênes et la Ligurie, Nice, le Var et les Alpes-Maritimes, tombait littéralement en dissolution. L'état matériel des troupes était affreux ; pour cantonnements, des sites âpres ou des villes ruinées ;

devant elles, les Autrichiens harcelant nos avant-postes, derrière elles, autour d'elles, partout, des *barbets* et des partisans embusqués ; le froid, la neige, et point de pain pour se soutenir ; pour comble de misère, une maladie qui ressemblait à la peste ravageait le littoral. Dans cette armée se jugeant délaissée, ulcérée de corps et d'âme, il n'y avait point unanimité en faveur du coup d'Etat, à peine adhésion, nul enthousiasme.

Certains corps approuvaient, parce que tout changement leur donnait de l'espoir, mais ils eussent bien mieux aimé que Bonaparte, au lieu d'imprimer à l'Etat une nouvelle secousse, fût venu ressusciter sa vieille armée d'Italie.

D'autres corps prirent une attitude presque ouvertement séditieuse. Près de Gênes, la 3e demi-brigade montra de telles dispositions que le colonel Mouton, malgré les ordres formels de Championnet, n'osa lui demander le serment exigé par les Consuls. « De l'avis de tous les chefs, les soldats se seraient refusés à le prêter. » Trois demi-brigades de la garnison de Gênes, les 3e, 17e et 55e, crièrent leur intention de rentrer en France, emportant leurs drapeaux ; comme les officiers leur rappelaient ce qu'elles devaient à leur glorieux passé : « Nous étions alors des patriotes, répondaient les hommes ; aujourd'hui, nous sommes des soldats français qui ne veulent pas rester sans vêtements ni chaussures, ni mourir de faim loin de la patrie. » — « Soit, leur répliqua le général Saint-Cyr, partez avec vos drapeaux; je reste avec vos officiers. » Cette voix calme parut celle même de l'honneur, et il n'est pas de soldats français pour y résister

longtemps ; les trois demi-brigades s'apaisèrent. Mais les divisions Lemoine et Victor désertaient en corps, refluaient tumultueusement vers la frontière, encouragées par le mauvais vouloir des chefs, par l'indiscipline et l'hostilité de leurs propos.

Les autres armées n'étaient pas totalement acquises. Celle d'Helvétie, la grande victorieuse, avait cessé de former une unité distincte, depuis qu'il n'existait plus devant elle d'ennemi debout ; ses principaux éléments s'amalgamaient avec les débris de nos armées du Danube et du Rhin. Maintenant, depuis Constance jusqu'à Strasbourg, en face des Autrichiens de Bavière et de Souabe, une ligne de troupes se formait le long du Rhin, destinée à se mouvoir sous une seule main, et ce vaste commandement, le plus tentant pour un militaire français, fut confié à Moreau, qui reçut ordre d'en prendre possession le 25 frimaire. Cette nouvelle et grande armée du Rhin, composée dans son fond des mêmes éléments que l'ancienne, comptait les plus nobles troupes de la France ; elle était énergiquement révolutionnaire, beaucoup moins dévouée à Bonaparte qu'à la Liberté. Un grand nombre d'officiers et d'hommes n'y séparaient pas le devoir militaire du devoir civique. A raison même de ses vertus et de ses passions, cette armée n'était pas aisément maniable ; de plus, malgré son stoïcisme, la misère et les privations la faisaient crier de souffrance. Moreau lui-même, mécontent du rôle subalterne et presque humiliant qu'il s'était laissé donner en Brumaire, se prêtait avec quelque hauteur et un peu de mauvaise grâce aux cajoleries de Bonaparte.

L'armée de Batavie, cantonnée en territoire allié, moins mal pourvue que les autres, fière de ses succès, se montrait ombrageuse. Officiers et soldats admettaient que Bonaparte fût constitutionnellement investi de la puissance exécutive ; ils n'entendaient point que la France et l'armée eussent un maître. Pas de dictature, c'était leur vœu très prononcé ; sans se rendre bien compte de la chose, ils avaient horreur du mot. Le général Marmont, se trouvant en Hollande quand s'établit la constitution nouvelle, recueillit un trait caractéristique. Le vieux divisionnaire Macors, commandant de l'artillerie, l'entretint non sans inquiétude « des changements survenus et de la révolution du 18 brumaire ». Il finit par lui dire : « Imaginez-vous, général, qu'on avait fait courir le bruit que le général Bonaparte avait été nommé dictateur. A cette nouvelle, tout le monde avait été au désespoir ; il n'en eût pas fallu davantage pour causer un soulèvement. Mais enfin le télégraphe vint à notre secours ; il nous fit connaître que le général Bonaparte était premier Consul, et nous respirâmes à l'aise. »

Indépendamment de nos armées et en face d'elles, toute une partie de la France restait hors de France. C'était d'abord la classe émigrée, cette population de nobles fuyant et se rapprochant à mesure qu'avançaient ou que reculaient nos armées, éparse en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Russie et en Angleterre, chassée par les souffles divers de la tempête. Ils traînaient à l'aventure, ces milliers d'émigrés, leur vie d'expédients ou d'intrigues, leur bravoure inutile et leur fri-

volité ; ils reniaient la France et l'adoraient quand même, et quoi de plus français au fond que ces âmes légères ! Chez ces malheureux, ce qui domine maintenant, c'est la lassitude de l'exil, le dégoût et la nausée du pain quêté à l'étranger. Qu'on leur entre-bâille la porte, ils se presseront pour rentrer, ne demandant qu'un coin de terre française pour appuyer leur tête, pour reposer leurs membres endoloris par la longueur du chemin. En attendant, ils vivaient de conjectures, ne sachant qu'espérer et que croire ; à propos de l'évènement de Brumaire, les augures les plus contradictoires, des horoscopes fous avaient cours.

Beaucoup d'émigrés n'y voyaient qu'un nouvel accident de la Révolution, qui s'en allait de secousse en secousse vers la catastrophe finale ; pour ceux-là, Bonaparte était toujours l'homme de Vendémiaire, un terroriste plus intelligent que les autres, qui s'en irait rejoindre ses devanciers dans la fosse commune où gisaient pêle-mêle les débris des gouvernements révolutionnaires. D'autres émigrés s'imaginaient que Bonaparte, sentant l'impossibilité de se soutenir, cherchait un roi à qui faire présent de la France ; leur crainte était seulement que son choix s'égarât en dehors de la branche légitime. Mais un grand nombre de fidèles, hantés par la folie des rapprochements historiques, affirmaient sans hésiter que Monk allait revivre en Bonaparte ; ils annonçaient chaque jour pour le lendemain la restauration.

Sans frayer avec les émigrés, d'autres proscrits erraient toujours en dehors des frontières ; c'étaient les hommes de bonne foi qui avaient mis

en train la Révolution et qu'elle avait dépassés les uns après les autres, qu'elle avait piétinés et durement rejetés : les ex-constituants du genre de Malouet et de son école, ceux qui n'avaient jamais voulu aller au delà d'une royauté à l'anglaise et du système des deux chambres ; La Fayette, les Lameth et leurs amis, proscrits lors du 10 août, après avoir cru trouver dans la constitution de 1791 le terme définitif de la Révolution et la liberté intégrale ; les fructidorisés enfin, frappés en 1797 pour avoir voulu modérer la République ou n'en faire qu'un régime de transition. La plupart de ces groupes s'incorporeraient bientôt au gouvernement consulaire ; ils différaient encore d'avis et de tendances. Les fructidorisés attendaient leur rappel, mais trouvaient que cet acte de justice tardait à venir. La Fayette et ses pareils, partageant les illusions de Mme de Staël, se montraient ravis ; ils se figuraient que Bonaparte avait vaincu pour eux, que les baïonnettes avaient rouvert le chemin aux principes, et que dans l'après-midi du 19 brumaire, au milieu de la bagarre de Saint-Cloud, la liberté proscrite était rentrée par effraction.

On a vu que La Fayette aspirait impatiemment à rentrer en France. A la première nouvelle des événements, il n'y tint plus, passa la frontière et poussa droit à Paris. Il s'étonna d'y trouver d'abord un accueil méfiant et presque sévère, la recommandation de se révéler le moins possible. Bonaparte craignait-il que cette vieille popularité ne nuisît à sa jeune gloire ? Il est à croire surtout que le Consul, désirant rappeler les pros-

crits, n'admettait point qu'ils rentrassent d'eux-mêmes et par rupture de ban ; ces démarches intempestives le gêneraient dans sa politique de temporisation à l'égard des proscripteurs et l'obligeraient, comme il le disait lui-même, « à serrer le vent. » Pour les révolutionnaires authentiques qui formaient toujours l'escorte consulaire, La Fayette était trop libéral et pas assez républicain.

A se reporter dans l'intérieur et à considérer l'état des partis, on doit constater que le Consulat provisoire, par sa précaution de rester à gauche, réussissait à se rallier la grande majorité des républicains. Les sages du parti et les assagis, les républicains restés ou redevenus hommes d'ordre, les modérés de gauche, avaient lieu de se réjouir ; c'était en leur nom et en se plaçant sur le terrain de leurs intérêts que Bonaparte avait agi. A la vérité tous les gens de cette espèce, en province autant qu'à Paris, n'étaient pas uniquement d'âpres conservateurs de leur situation et de leurs biens. Il y avait parmi eux des esprits désintéressés et sincères, désireux de concilier avec l'ordre la liberté, le système représentatif, le progrès philosophique. Ceux-là, dégoûtés du Directoire et de ses hontes, appelant une réforme, s'étaient d'abord offusqués du procédé réformateur et avaient trouvé qu'à Saint-Cloud le sabre s'était par trop mis en évidence. Cependant, les députés de leur parti, leurs représentants naturels, avaient participé ou adhéré à l'acte péremptoire, et quelques-uns de ces députés croyaient devoir aujourd'hui des explications à leurs commettants ;

ils envoyaient dans les départements des lettres publiques, des manifestes, où ils faisaient l'apologie du coup d'Etat et se justifiaient d'y avoir concouru.

Non, disaient-ils, Bonaparte ne sera pas un tyran ; son passé, sa pure gloire, son excellent entourage, répondent de lui ; il ne s'est affranchi de formes pseudo-légales que pour créer une légalité véritable, définitive, à la place d'institutions qui se sont détruites d'elles-mêmes. Et comme depuis Brumaire le gouvernement se recommandait de promesses et de pratiques libérales, comme rien ne ressemblait moins en somme au triomphe net et brutal du principe d'autorité que ce lendemain de coup d'Etat, comme d'ailleurs personne, par ce temps d'universelle lassitude, n'était fort exigeant en fait de garanties, il n'en fallait pas davantage pour rassurer en province l'opinion républicaine modérée et le nationalisme bourgeois.

C'était contre l'autre moitié du parti républicain, contre les Jacobins et démagogues, que le coup de force s'était accompli ; mais Bonaparte, au lendemain de sa victoire, avait déclaré qu'il n'y avait point de vaincus, qu'il n'en voulait pas connaître. Aux députés exclus, aux Jacobins qui « manifestaient le moindre repentir », il accordait très volontiers des compensations, des emplois profitables et obscurs ; il laissait rentrer par cette porte basse ceux qu'il avait jetés par les fenêtres. Cette façon de les amnistier avait de quoi calmer l'irritation, panser la plaie d'hier, et l'épée de Bonaparte prenait un air de ressemblance avec la lance d'Achille, douée du merveil-

leux pouvoir de guérir les blessures qu'elle avait faites.

Comme parti, les Jacobins se rendaient compte que leur régne était fini, mais s'apercevant que le Consulat s'obstinait moins contre leurs personnes que ne l'avait parfois fait le Directoire, ils espéraient que la culbute de Saint-Cloud les laisserait individuellement retomber sur leurs pieds. Contenus à la fois et ménagés, se voyant en face d'un homme qui traiterait militairement toute tentative de résistance et qui d'autre part n'excluait personne, ils ne lui tenaient pas rigueur. Sans doute, les fonctionnaires révoqués, certains clubs de province, les membres des affiliations babouvistes hurlaient en sourdine. La masse des cupides ne demandait qu'à se précipiter sous le joug, pourvu qu'on ne le rendît pas tout de suite trop apparent et rigide. Il y avait ainsi, au profit du Consulat naissant, comme une concentration de républicains très différents qui acceptaient le fait accompli dans ses conséquences premières.

Les royalistes, par contre, se sentaient déçus par leur impatience réactionnaire. Les sévérités surtout verbales exercées contre eux, le soin pris par les Consuls de maintenir en principe les lois révolutionnaires et de déclarer ce bloc intangible, leur ôtaient l'impression d'un changement très appréciable ; ils disaient tristement : « C'est encore la république de la Révolution et non une république nationale. » La plupart continuaient cependant d'espérer ; ils jugeaient que le pouvoir nouveau, né d'un mouvement antijacobin, finirait tôt ou tard par céder à l'impulsion de ses

origines, et que, malgré tout, la réaction était en marche . Pour le moment, ils restaient en observation devant Bonaparte, devant la grande énigme ; que fallait-il penser de cet être extraordinaire et hybride ? Un correspondant de Condé le décomposait ainsi : « Un tiers de philosophe, un tiers de Jacobin, un tiers d'aristocrate. » Il ajoutait : « Pas un atome de royaliste », et il pensait cependant que l'usurpation préparerait le retour du souverain légitime en rendant aux Français l'habitude d'obéir à un maître. D'autres s'imaginaient que Bonaparte cachait son jeu, s'acheminait vers une restauration par voies obliques et détournées. Chacun faisait sur lui son roman. Ce doute universel sur ses intentions le servait, en laissant subsister les espoirs les plus opposés.

En dehors des royalistes francs, il y avait ce que nous nommons aujourd'hui les simples conservateurs, les modérés de droite, rattachés au passé par leur origine et leurs mœurs, mais ne répudiant pas l'œuvre entière de la Révolution, assez libéraux, peu républicains, disposés néanmoins à se contenter de tout gouvernement qui replacerait la société sur ses véritables bases. Ceux-là, après un premier moment d'épanouissement et de détente, suspendaient leur jugement. Ils discutaient entre eux, supputaient les chances futures. M. de Barante, futur préfet du premier Consul, écrivait d'Auvergne à son fils :

« Dans notre révolution, il a toujours suffi de chasser ceux qui étaient en place pour bien mériter de tout le monde au moins pendant quinze jours. La grande affaire est de se conserver, de

dénouer le drame avec gloire et profit pour soi et à la satisfaction de tous. Le problème est encore à résoudre, et je souhaite que B..., entouré de métaphysiciens politiques et de savants de l'Institut, nous en donne la solution tant désirée et si longtemps attendue. Je ne l'ai jamais autant espéré que d'autres que je sais, soit parce que j'ai mesuré les difficultés, soit parce que je n'estimais l'homme tout à fait à si haut prix que ses enthousiastes admirateurs... »

A la fin de sa « furieuse tirade » cependant, il reconnaît qu'on a écarté au moins « des bêtes bien venimeuses ».

L'adhésion venait surtout d'en bas ; elle venait des couches profondes de la population et allait à Bonaparte personnellement, sans se préoccuper de ses collègues et de ses entours. Son parti à lui, parti en formation, c'est toute la France dégoûtée de politique et aspirant à n'en plus faire, la France des laborieux et des simples, l'innombrable masse des petits propriétaires, les gens de demi-bourgeoisie, les gens d'industrie et de culture, le vrai peuple qu'il ne faut confondre ni avec la tourbe jacobine ni avec la démagogie de droite. La force de Bonaparte, ce sera de devenir l'opinion de ceux qui n'en ont pas ou qui n'en ont plus. Ces gens de travail et de paix n'ont encore obtenu de lui aucune satisfaction bien positive ; ils l'aiment néanmoins, parce qu'il aiment en lui leur espoir ; ils lui sont reconnaissants de ce qu'ils en attendent ; à défaut de réels moyens d'action, sa colossale réputation le soutient et inspire quelque confiance dans les œuvres futures.

Confiance fragile encore, confiance craintive, car on a été trop souvent dupé par des apparences de salut pour ne pas redouter de nouvelles déconvenues ! Aussi ne voit-on rien du débordement d'enthousiasme qui suivra les grandes réalisations, et ce n'est plus le délire d'espérance qui avait accueilli le début de la Révolution et ses premiers prestiges. Un sentiment de rassurance renaît cependant, parce qu'un point de lumière brille du côté de Paris et qu'il est de partout visible ; dans la nuit de misère où la France reste plongée, des millions de regards se tournent vers le phare d'espérance qui se lève au centre.

II

A l'Ouest, l'horizon s'éclaircissait. C'est pendant les jours immédiatement antérieurs à Brumaire que la révolte royaliste avait battu son plein. Il est nécessaire de revenir sur cette crise pour montrer quelle situation les Consuls provisoires avaient trouvée devant eux, quelle part revient à leurs prédécesseurs et à eux-mêmes dans l'œuvre d'apaisement.

Lorsque la révolte organisée eut éclaté, les républicains connurent dans l'Ouest des revers qu'ils n'avaient pas essuyés depuis la grande guerre de Vendée. Au lieu de simples bandes multipliées et renforcées, maîtrisant les campagnes, on vit surgir de grosses masses qui se ruaient sur les villes,

moins pour s'y établir à demeure que pour s'y ravitailler en munitions et en armes, pour répandre la panique et tout désorganiser. Au centre du Maine, Bourmont fut le premier sur pied avec son monde. Pendant la nuit du 22 au 23 vendémiaire, la fusillade éclate dans les rues du Mans ; trois colonnes de Chouans ont forcé les portes et se jettent à plein dans la ville ; ils envahissent la maison commune, les casernes, l'arsenal, prenant les canons, enlevant ou brisant les armes, bouleversant les papiers, délivrant les détenus. Les soldats de la garnison, surpris, tiraillent au hasard ; fusillés dans les rues, fusillés par les fenêtres, ils ne peuvent que se faire jour, sauver le drapeau et sortir de la ville, laissant derrière eux le général Simon blessé à mort. Bourmont eut trois jours le Mans à sa merci et y passa la revue de son armée.

Dans la région de la basse Loire, Châtillon et ses hommes faisaient irruption. Le 27 vendémiaire, par une nuit sans lune et un épais brouillard, ils se lancent dans Nantes et se poussent jusqu'aux places centrales, s'entraînant les uns les autres, criant : « Vive le Roi ! Rendez-vous ! Rendez-vous ! En avant les gars, en avant !... » Les soldats républicains, les fonctionnaires, les bourgeois éveillés par le tumulte et sortant éperdument, se mêlent à la lueur des coups de feu. Avant le jour, les Chouans se tirèrent de la bagarre et sortirent de la ville, n'ayant fait que commettre des dégâts et délivrer quelques prisonniers. Mais leur coup d'audace retentit au loin ; tout le pays entre la basse Loire et la Vilaine leur appartint désormais. Plus haut sur la Vilaine, autour de Fougères,

La Prévalaye ranimait un grand foyer d'insurrection, sans réussir à soutenir le mouvement sur le Mans et Nantes par l'attaque de Rennes.

Dans le Morbihan, Cadoudal et ses divisions préparées de longue main opéraient. La tactique nouvelle de ces Chouans était la même qu'ailleurs : foncer en masse. Ils tentèrent l'attaque de Vannes et la manquèrent ; un millier d'entre eux se rabattit sur Saint-Brieuc et y domina toute une nuit. Plus loin, Dinan, Saint-Servan, Saint-Malo tremblaient, se resserraient dans leurs murs. Redon capitula devant un corps de Chouans ; la Roche-Sauveur, Nozay, Bain, Locminé, furent forcés et momentanément occupés ; les cantonnements, les postes républicains se voyaient noyés dans un flot d'insurgés.

Aux deux extrémités de la ligne des hostilités, en Vendée et en Normandie, les armes de la République étaient un peu moins malheureuses. En Vendée, Autichamp commandait au nom du Roi à six ou huit mille hommes ; s'apercevant qu'en ces districts le mouvement était tout de surface, ne retrouvant plus l'enthousiasme d'autrefois, il se battait surtout par obéissance ; le 11 brumaire, un gros d'insurgés fut mis en déroute par Travot au combat de Saint-Aubin-du-Cormier. Le bas Poitou fourmillait cependant de bandes qui se reliaient aux corps du Maine, de l'Anjou et de la Bretagne. En Normandie, Frotté débarqué près de Bayeux avait fait une convocation générale et passé la revue de ses hommes immédiatement disponibles, mais il ne guerroyait encore que par détachements. L'un de ces groupes échouait

devant Vire, d'autres menaçaient Mortain, Villedieu, Avranches, Falaise ; Alençon et le département de l'Orne restaient à découvert, la Manche entamée, le Calvados sourdement miné.

Le caractère de cette vaste prise d'armes, ce qui la différencie des précédentes, c'est un effort des chefs pour organiser leurs troupes, pour faire une guerre réglée. La chouannerie est autre chose maintenant qu'au temps de la Convention et de Hoche ; au lieu d'un pullulement de paysans en armes, agissant sous des chefs anonymes, grossiers et incultes comme eux, c'est une guerre de gentilshommes, d'émigrés rentrés, menant au combat des formations d'enrôlés ; comme telle, elle présente plus d'aspect et moins de fonds. Sur presque toute l'étendue de la zone insurgée, on voit des réquisitions et des levées régulières, quelques tentatives pour empêcher les excès par trop odieux, le maintien des autorités campagnardes sous la condition d'obéir aveuglément, la perception de l'impôt royal et de la dîme, un vaste réseau d'espionnage enlaçant le pays ; çà et là, des états-majors à panaches blancs et à croix de Saint-Louis, des troupes se déployant en ligne, des corps en uniforme, avec fifres et tambours, avec un peu de cavalerie.

Ce n'est pas que les armées catholiques-royalistes soient continuellement sur pied et en action ; s'il y a des rassemblements permanents, la plupart se forment et se dissolvent selon les circonstances, d'après un ordre méthodique. Par un système de mobilisations instantanées, chacun des principaux chefs se trouvait disposer au mo-

ment voulu d'une véritable armée, réunie en vue d'une opération spéciale ; c'est ainsi qu'ils avaient pu s'attaquer aux villes et frapper de grands coups.

Malgré la puissance d'élan dont ils venaient de faire preuve, ces chefs sentaient qu'ils avaient mal choisi leur moment; les affaires de la République s'étant brillamment rétablies au dehors, la révolte auxiliaire de la coalition restait hasardée et en l'air. Après Zurich et Bergen, quand un souffle de modération et un désir d'apaisement avaient traversé à Paris les milieux politiques, le Directoire avait nommé dans l'Ouest un nouveau général en chef, auquel Sieyès avait glissé à demi mot l'autorisation de négocier ; ce général était Hédouville, officier de l'ancienne armée, très conciliant, trop conciliant peut-être, gardant au fond pour les gentilshommes insurgés des sympathies d'homme de leur monde. Il avait reçu des instructions officielles rigoureuses et en même temps des pouvoirs très larges. Dès qu'il se fut établi à Angers, où il transféra le quartier général, il se chercha des intermédiaires auprès de Châtillon, qui guerroyait sur la basse Loire. Une dame Turpin de Crissé avait joué un rôle dans les pacifications antérieures. Pour échapper à la loi des otages, elle venait de fuir Angers et s'était cachée dans un château au fond des bois. Hédouville la fit rechercher ; entre cette royaliste désabusée et ce républicain fort tiède, le contact s'établit facilement. Mme Turpin de Crissé déclara que le soulèvement actuel s'était fait surtout en haine de la loi des otages et de la persécution religieuse ; elle promit de s'employer.

Sur ces entrefaites, arriva la nouvelle des événements de Brumaire. Dans les villes, dans les bourgs encore occupés, les autorités lui donnèrent la publicité possible. L'effet fut double. L'armée de la République succombait alors de misère et de découragement ; les soldats désertaient en foule, passaient aux Chouans, et beaucoup d'officiers, dégoûtés de servir un pouvoir en dissolution, pactisaient à demi mot avec les rebelles ou combattaient très mollement. Lorsqu'ils virent la République se revivifier par l'infusion d'un sang jeune et tout guerrier, quand ils surent Bonaparte consul et Berthier ministre, quelque chose de l'ancienne ardeur revécut en eux ; l'entrée de Bonaparte au pouvoir les refit plus républicains, arrêta le courant des défections et des compromissions. Sur l'habitant des campagnes, insurgé et royaliste, le nom de Bonaparte produisit également son effet ; c'était un adversaire que cet insigne capitaine, c'était le roi des *bleus*, mais tout de même un chef sous lequel on eût aimé à marcher pour faire triompher la bonne cause : « la réputation du général Bonaparte est singulièrement admirée dans ces contrées. Un paysan de la Vendée disait hier, au marché de Nantes, à deux citoyens : *« Si nous avions eu un Bonaparte... nous aurions été les maîtres. »*

L'abrogation de la loi des otages, bientôt connue, disposa beaucoup d'esprits à la conciliation ; puisqu'un nouveau gouvernement s'instituait sous les auspices de la tolérance et de la justice, il semblait qu'on devait lui faire quelque crédit et l'attendre à ses actes. Parmi les chefs, quelques-uns obéissaient

à une vue plus profonde. Partageant l'erreur fort répandue dans le parti, ils n'étaient pas éloignés de croire que Bonaparte travaillait pour le Roi ; ils jugeaient qu'on devait au moins gagner le temps de pénétrer ses intentions, et il paraît bien que le Consul, fort républicain à Paris, se garda de décourager dans l'Ouest des illusions qui le servaient infiniment. D'autres chefs, moins confiants, inclinaient seulement à se ménager un répit. Pourvu qu'on les laissât sur pied et en armes, maîtres de leurs moyens, ils ne refusaient pas d'arrêter l'effusion du sang et d'interrompre une guerre qui commençait à faire horreur à tant de monde.

Aux portes d'Angers, les pourparlers continuaient entre Hédouville et Châtillon, par l'entremise de Mme Turpin de Crissé. Hédouville les poussait jusqu'à des démarches fort hasardées, jusqu'à des entrevues directes dont le secret fut surpris par d'autres officiers républicains et qui les firent crier à la trahison Les conditions de la paix n'en furent pas moins agitées ; liberté des cultes, remise d'impôts, sécurité promise à un certain nombre d'émigrés et de prêtres qui faisaient partie des bandes, voilà quelles pourraient être les bases, au dire de Châtillon. Devant ces exigences, le Consulat provisoire ne se montrait fier qu'en paroles ; il se résoudrait très difficilement, disait-il dans ses instructions à Hédouville, à traiter avec des rebelles, mais ne voyait pas d'inconvénient à leur faire de son propre mouvement quelques concessions, par mesure spontanée et bénévole. Encore fallait-il savoir à quoi leurs demandes se réduiraient au juste, accueillir par conséquent des

émissaires, discuter avec eux, et l'on arrivait à traiter avec les insurgés de puissance à puissance, à leur reconnaître en fait la qualité de belligérants.

Pour convenir de bases précises, Châtillon, auquel s'étaient joints Autichamp et Bourmont, demandait à s'autoriser des autres commandants ; il fallait qu'une grande réunion de chefs se tînt, que ceux de la Vendée, de la Bretagne et de la Normandie pussent venir conférer dans le pays de Loire-Inférieure, principal centre des hostilités et des négociations. La chose fut jugée naturelle ; les autorités républicaines ne s'y opposeraient point. En attendant, Hédouville et Châtillon convinrent le 2 frimaire-23 novembre, d'une suspension d'armes.

Dans cette trêve mal observée d'ailleurs, violée continuellement par des attentats et des pillages, chaque parti trouvait son avantage. Si Bonaparte y gagnait le temps de faire refluer plus de troupes vers l'Ouest et d'augmenter les moyens de répression, les rebelles obtenaient toute facilité pour recevoir par mer des subsides et des armes, pour perfectionner leur organisation et leur recrutement, pour se fortifier dans la possession des campagnes. Mais Bonaparte, tenant beaucoup à l'effet moral que devait produire sur toute la France ce commencement ou cette apparence de paix, désireux de gagner ou au moins d'amadouer tous les partis, laissait faire Hédouville. Il l'avertissait cependant de ne point « se laisser amuser », de se mettre en mesure de conclure la paix ou de reprendre vigoureusement la guerre, de pénétrer les intentions des rebelles, et

il n'admettait pas que le gros de l'hiver se passât sans que tout fût terminé dans un sens ou dans l'autre.

La cessation des hostilités ne pouvait que produire à Paris une impression favorable. L'heureuse nouvelle ne suffisait pas pourtant à fixer les incertitudes et les mobilités de l'opinion. Un autre objet préoccupait Paris maintenant. Une constitution avait été promise à bref délai et devait fixer les destins de la République ; pourquoi tardait-elle à paraître ? Insouciance, impatience, on a dit que le tempérament des Parisiens peut se définir par ces deux termes contradictoires ; peu leur importait ce que serait la constitution, pourvu qu'elle fût. Les journaux signalaient une faction nouvelle, celle des *impatients.* L'adhésion totale des intérêts demeurait en suspens ; l'ascension des fonds publics, d'abord très rapide, s'arrêtait ; le tiers consolidé, qui après Brumaire s'était élevé par bonds quotidiens de quinze à vingt francs, oscillait autour de ce dernier chiffre. Observant ces symptômes, remarquant une lassitude générale du provisoire, Bonaparte voulait donner le plus tôt possible l'impression du définitif ; ce fut une des raisons qui le déterminèrent à brusquer l'œuvre constituante.

FIN DU TOME PREMIER



COLLECTION NELSON

Déjà parus.

BALZAC. — La Peau de Chagrin; Le Curé de Tours; Le colonel Chabert. Introduction par Henri Mazel.

GÉNÉRAL Cte PHILIPPE DE SÉGUR. — La Campagne de Russie. Introduction par le vicomte E.-M. de Vogüé (*de l'Académie française*).

S. FRANÇOIS DE SALES. — Introduction à la Vie dévote. Avec une Introduction par Henry Bordeaux.

ALPHONSE DAUDET. — Lettres de mon Moulin. Introduction par Charles Sarolea.

Vte E.-M. DE VOGÜÉ (*de l'Académie française*). **— Les Morts qui parlent.** Introduction par Victor Giraud.

JEAN DE LA BRÈTE. — Mon Oncle et mon Curé. (149e Édition.) Introduction par Mme Félix-Faure-Goyau.

LÉON TOLSTOÏ. — Anna Karénine. Introduction par Émile Faguet (*de l'Académie française*). (Deux volumes.)

ARTHUR-LÉVY. — Napoléon intime. Introduction par François Coppée.

V[te] G. D'AVENEL. — Les Français de mon temps. (8[e] Édition.) Introduction par Charles Sarolea.

MAURICE MAETERLINCK. — Morceaux choisis. Introduction par Mme Georgette Leblanc.

HENRY BORDEAUX. — Les Roquevillard. Introduction par Firmin Roz.

VICTOR CHERBULIEZ (*de l'Académie française*). **— Le comte Kostia.** Introduction par M. Wilmotte.

ANTHOLOGIE des Poètes lyriques français. Introduction par Charles Sarolea.

PAUL BOURGET (*de l'Académie française*).**— Le Disciple.** Introduction par T. de Wyzewa.

EDMOND ABOUT. — Les Mariages de Paris. (89[e] Édition.) Introduction par Émile Faguet.

IVAN TOURGUÉNEFF.—Fumée.

LOUIS BERTRAND.—L'Invasion.

CLAUDE TILLIER.—Mon Oncle Benjamin.

SAINT-SIMON : La Cour de Louis XIV.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE.—Paul et Virginie.

CHATEAUBRIAND.–Mémoires d'Outre-tombe.

BALZAC.—Eugénie Grandet.

Sir WALTER SCOTT.—Ivanhoe.

ANDREW LANG. — La Pucelle de France. Traduit par le D[r] Louis Boucher et E.-E. Clarke. Introduction par Mme Félix-Faure-Goyau.

GUSTAVE FLAUBERT.—Trois Contes.
ANDRÉ THEURIET.—La Chanoinesse.
LA BRUYÈRE.—Caractères.
F. SARCEY.—Le Siège de Paris.
CHERBULIEZ.—Miss Rovel.
TOURGUÉNEFF.—Une Nichée de Gentilshommes.

LÉON TOLSTOÏ : ŒUVRES POSTHUMES.

Le Faux Coupon, etc.
Le Père Serge, etc.
Hadji Murad, etc.

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO.

Premiers Volumes.

1. Les Misérables. Tome I.
2. Les Misérables. Tome II.
3. Les Misérables. Tome III.
4. Les Misérables. Tome IV.
5. Les Contemplations.
6. Napoléon-le-Petit.
7. Ruy Blas, Les Burgraves.
8. Han d'Islande.
9. Le Rhin. Tome I. (*Février.*)
10. Le Rhin. Tome II. (*Février.*)

N.B. — Deux volumes paraîtront simultanément le premier mercredi de chaque mois.

COLLECTION NELSON

LA PEAU DE CHAGRIN; LE CURÉ DE TOURS; LE COLONEL CHABERT. Par Honoré de Balzac. Introduction par Henri Mazel.

Il n'y a pas de bibliothèque française contemporaine qui ne soit tenue d'honneur de se présenter au public sous le patronage de Balzac, comme il n'y a pas de bibliothèque anglaise qui ne soit obligée de se placer sous l'égide de Shakespeare. Une collection de romanciers français sans Balzac, serait comme la tragédie de Hamlet dont on aurait éliminé le personnage de Hamlet. C'est qu'aussi bien Balzac reste, malgré tous ses défauts, le maître souverain, l'ancêtre, le géant, « *le Napoléon de la littérature* », comme il se dénommait lui-même modestement, le créateur inlassable qui a mis au monde et jeté dans la circulation universelle toute une humanité grouillante et si vivante qu'elle « fait concurrence à l'état civil ».

Le premier volume de Balzac que publie la « Collection Nelson » contient une trilogie de chefs-d'œuvre qui révèlent les aspects multiples de ce génie protéiforme. *La Peau de Chagrin*, c'est le grand roman philosophique dans son ampleur et toute sa puissance. *Le Curé de Tours*, c'est le roman ramassé en un vigoureux raccourci. *Le colonel Chabert*, c'est la petite

nouvelle, le camée littéraire où Balzac n'a été égalé que par Maupassant. Jamais autant de richesses n'avaient été condensées en dimensions aussi réduites qu'en ce petit volume qui donne des exemples achevés de chacune des trois formes littéraires qu'a revêtues l'art de Balzac. Aussi cette édition mérite-t-elle de devenir le bréviaire de tous les Balzaciens.

LA CAMPAGNE DE RUSSIE. Par le général comte Philippe de Ségur. Introduction par le vicomte E.-M. de Vogüé.

La destinée de certains livres célèbres est aussi bizarre que celle de certains hommes illustres. *La Campagne de Russie* de Ségur en est un mémorable exemple. La publication de l'ouvrage en 1824 fut une date littéraire. Il eut d'innombrables éditions et fut traduit dans toutes les langues. Cinquante ans plus tard, en 1873, c'est-à-dire à une époque où le nom même de Napoléon était l'objet de l'exécration des Français, le vieillard nonagénaire fit paraître ses *Mémoires* en huit volumes, en y incorporant l'œuvre de sa jeunesse. Les *Mémoires* passèrent inaperçus au milieu de l'indifférence générale.

Les générations nouvelles qui se passionnent pour tout ce qui touche à Napoléon rendront justice à l'œuvre de Ségur et la remettront à son rang qui doit être le premier. *La Campagne de Russie*, narration par un témoin oculaire, aide de camp de l'Empe-

reur, d'une des catastrophes les plus épouvantables de l'histoire, deviendra un des classiques de la littérature napoléonienne. Tels épisodes, l'incendie de Moscou, le passage de la Bérésina, sont d'une saisissante beauté. Car cet historien est un merveilleux écrivain. Le style a toutes les qualités que comporte le sujet : la vigueur, la concision, le nombre, le mouvement, l'ampleur. Un souffle d'épopée circule à travers les douze livres, il faudrait dire les douze chants qui divisent le récit, et de bons juges ont souscrit au jugement de Saint-René Taillandier dans son livre sur de Ségur : *La Campagne de Russie* est un des rares poèmes épiques de la littérature française.

INTRODUCTION A LA VIE DÉVOTE. Par S. François de Sales. Avec une Introduction par Henry Bordeaux.

L'*Introduction à la Vie dévote* que M. Henry Bordeaux présente aux lecteurs de la « Collection Nelson », est le livre de dévotion à la fois le plus populaire et le plus littéraire de la langue française. Saint François était de son temps un grand convertisseur de huguenots, et sa piété aimable, sa charité ardente, sa méthode persuasive s'inspirant des méthodes indulgentes des jésuites, ont ramené au bercail d'innombrables hérétiques. Le saint ne trouverait plus aujourd'hui de huguenots à convertir, mais le charme de sa personnalité continue d'agir, et ses livres, dont

on publiait récemment à Annecy une édition monumentale, n'ont jamais eu plus de lecteurs qu'aujourd'hui. C'est qu'après trois siècles, l'*Introduction à la Vie dévote* n'a rien perdu de sa fraîcheur et de sa grâce spirituelle. Comme du bon vieux vin, ce beau livre de piété a gagné avec l'âge en bouquet et en parfum. Comme le dit M. Doumic, « saint François parle la langue française la plus claire et la plus moderne ». C'est à peine si un lecteur avisé apercevra quelques traces d'archaïsmes qui donnent au style poétique et pittoresque une saveur de plus. D'ailleurs, pas n'est besoin d'être dévot pour goûter un saint François ou un Pascal. Même pour des incroyants, l'*Introduction à la Vie dévote* pourra remplir cet office si nécessaire à notre époque tourmentée et fiévreuse d'être le parfait manuel de la vie intérieure que des lettrés placeront dans leur bibliothèque à côté du *Trésor des humbles* de Maeterlinck.

LETTRES DE MON MOULIN. Par Alphonse Daudet. Introduction par Charles Sarolea.

L'ART de conter est un art tout français et en France nul n'excelle dans cet art comme les Méridionaux, et parmi les Méridionaux nul conteur n'a atteint la maîtrise d'Alphonse Daudet, et parmi les œuvres de Daudet nulle n'est comparable aux *Lettres de mon moulin*. Les *Lettres de mon moulin*, c'est la Provence tout entière, son atmosphère, sa lumière, sa couleur,

ses parfums, la Provence d'aujourd'hui et la Provence du bon Roi René et la Provence des Papes, le plus beau royaume que Dieu ait jamais créé, après son royaume du ciel. Les *Lettres de mon moulin*, c'est surtout l'âme provençale, l'esprit de la race, ses qualités et ses défauts, ses souvenirs et ses traditions, son imagination exubérante, sa faconde, sa gaîté pétillante et, tout à la fois, sa mesure, sa sobriété, son eurythmie classique. Ce livre si provençal, si original, si plein de couleur locale, écrit par le compatriote de Tartarin et de Mistral, est devenu le livre de tous les âges et de tous les pays, délice des enfants, régal des vieillards, livre vraiment classique et universel.

LES MORTS QUI PARLENT. Par le Vte E.-M. de Vogüé (*de l'Académie française*). Introduction par Victor Giraud.

M. DE VOGÜÉ a eu dans sa vie une aventure ; comme la plupart des grands poètes français du XIXe siècle, comme Chateaubriand, comme Hugo, comme Lamartine, il a voulu jouer un rôle politique. Grand seigneur rallié, il a accepté la République, mais la République ne l'a pas accepté. Il est entré au Palais-Bourbon plein de bonne volonté, et l'a quitté plein de dégoût. Et parmi les triomphes de sa carrière littéraire, son expérience politique lui a été amère.

Et cependant par la mystérieuse alchimie du génie,

M. de Vogüé, de cette amertume, de ses déboires, de ses déceptions, de ses indignations, a su tirer le chef-d'œuvre : *Les Morts qui parlent.* En une succession de tableaux d'une vie et d'une vigueur admirables, en une collection de portraits d'une vérité et d'un relief saisissants, l'auteur nous fait connaître les coulisses du Palais-Bourbon sous la troisième République. Et, aux intrigues politiques il a mêlé avec un art très ingénieux une intrigue amoureuse, les amours du chef socialiste juif et de la princesse russe. Et autour des héros du roman se meut toute une plèbe de politiciens qui semblent n'écouter que leurs passions et leurs intérêts, mais qui en réalité ne font qu'obéir à leurs instincts ataviques, à la mystérieuse voix de l'hérédité : *Ce sont les Morts qui parlent.* Roman philosophique, roman satirique, le livre a suscité d'ardentes controverses. Nul ne contestera sa haute valeur littéraire : en politique, M. de Vogüé a d'irréconciliables adversaires, dans le domaine de l'art il n'a que des admirateurs.

MON ONCLE ET MON CURÉ. Par Jean de la Brète. Introduction par Mme Félix-Faure-Goyau.

Le roman de Jean de la Brète, pseudonyme masculin que trahissent des qualités toutes féminines de finesse et de délicatesse, a été l'un des gros succès littéraires de notre génération ; 160 éditions ont été enlevées

en quelques années, phénomène unique peut-être dans les annales de la librairie française.

Ce triomphe est d'autant plus remarquable qu'on ne saurait l'attribuer à aucun mérite adventice, à aucun hasard de fortune. Le livre a fait son chemin tout seul et s'est imposé par ses seules qualités intrinsèques. Le roman ne contient aucune scène « réaliste », aucune aventure « passionnelle », aucun élément sensationnel, aucune ficelle de mélodrame. C'est une histoire d'amour toute simple, toute unie, mais cette histoire est contée avec une telle justesse d'analyse, avec un tel charme de style, avec une naïveté si raffinée et une candeur si subtile qu'elle a d'emblée conquis le public. Elle a gardé sa place — une place sûre et discrète — dans toutes les bibliothèques familiales.

ANNA KARÉNINE. Par Léon Tolstoï. Introduction par Émile Faguet. (Deux volumes.)

Anna Karénine n'est pas seulement, suivant l'expression de M. Faguet, « le roman du siècle » et la tragédie éternelle de l'amour coupable ; l'œuvre du prophète de Iasnaïa-Poliana marque l'apogée et la perfection d'un genre littéraire au delà de laquelle on n'aperçoit plus rien. Jamais romancier n'avait atteint à ces altitudes, ni Fielding dans *Tom Jones,* ni Balzac dans *le Cousin Pons,* ni Flaubert dans *Madame Bovary.* Tous les critiques depuis de Vogüé

jusqu'à Brandès, en parlant d'*Anna Karénine*, ont épuisé la gamme des épithètes laudatives et superlatives. Et tous ces superlatifs se résument en ceci, qu'*Anna Karénine*, ce n'est plus de l'art, ce n'est plus la représentation de la vie, c'est la vie même, la vie humaine palpitante et frémissante, et non pas seulement la vie extérieure, mais la vie intérieure, la vie mystérieuse de l'âme. Non, pas même Shakespeare n'a sondé le cœur humain à ces profondeurs, n'a analysé le mécanisme et le jeu délié des passions avec cette science infaillible, et n'a su dégager des passions, de leurs errements, de leurs sophismes, de leurs souffrances, la moralité qu'elles contiennent et suggèrent.

Et n'oublions pas aussi qu'*Anna Karénine* marque l'entrée triomphale de la littérature russe dans notre culture européenne. Nulle œuvre russe ne nous fait mieux sentir et pressentir tout ce que nous apporte de dons nouveaux et inappréciables, tout ce que contient de promesses et d'avenir, cette mystérieuse et fatidique race slave que notre orgueil et notre ignorance se complaisent à reléguer dans ses steppes et dans la barbarie.

NAPOLÉON INTIME. Par Arthur-Lévy.
Introduction par François Coppée.

Parmi les innombrables livres qu'avait suscités, avant M. Lévy, la personnalité de Napoléon, presque tous

s'étaient ingéniés à nous faire connaître le conquérant, l'homme d'État, le législateur, ou à nous retracer l'un des innombrables épisodes de cette épopée sans égale dans l'histoire. Aucun écrivain ne s'était efforcé de retrouver l'homme privé derrière l'homme public, ni d'expliquer celui-ci par celui-là, pour la très simple raison que tous se représentaient Napoléon moins comme un homme réel, agissant d'après les lois et les mobiles ordinaires de l'humanité, que comme un « surhomme, » un titan, un monstre prodigieux et inexplicable. M. Arthur-Lévy, le premier, s'est attaché à révéler le « Napoléon intime » familial. Et en lisant le livre on est tout surpris de découvrir sous le Napoléon de la légende un Napoléon inconnu, un Napoléon bourgeois, bon fils, époux aimant, frère dévoué, et le modèle de toutes les vertus domestiques. Et surtout M. Lévy réussit à nous démontrer que si Napoléon a triomphé là où tout autre que lui aurait échoué, ce n'est pas parce qu'il a été un être d'exception, un condottiere italien, mais parce qu'il a possédé intégralement et souverainement les qualités purement humaines d'intelligence, de cœur et de volonté, que nous possédons tous à un moindre degré. Là est l'intérêt, l'originalité et la valeur morale du livre de M. Lévy.

LES FRANÇAIS DE MON TEMPS. Par le Vte G. d'Avenel. Introduction par Charles Sarolea.

Le Vte G. d'Avenel s'est proposé de nous donner le portrait des Français de son temps. Nul ne contestera le brillant talent du peintre. On contestera peut-être que le portrait soit ressemblant. On n'accusera certes pas M. d'Avenel d'avoir flatté ou idéalisé l'original, et d'avoir péché par excès d'indulgence pour ses contemporains. Né chrétien et Français, M. d'Avenel ne se trouve nullement, comme La Bruyère, contraint dans sa satire. Au contraire, il s'y complaît et s'y délecte, et il a tant d'esprit qu'il communique à ses lecteurs le plaisir qu'il éprouve. Sa verve mordante s'exerce d'ailleurs avec une sereine et malicieuse impartialité au dépens de ses adversaires politiques et du monde auquel il appartient de naissance. Et comme il a admirablement observé les politiciens parasitaires et la noblesse de parade, les deux chapitres où il nous décrit leurs mœurs sont frappants de vérité et de relief : ce sont les meilleurs du livre.

Le livre a eu un succès éclatant, qu'il a dû d'abord aux controverses qu'il a suscitées. Et ce succès ne fera que s'accentuer à mesure qu'on appréciera davantage les qualités intrinsèques et durables de l'œuvre.

L'œuvre restera parce qu'elle est d'un maître

écrivain et d'un moraliste profond et pénétrant. M. d'Avenel s'est évidemment inspiré de La Bruyère et fait souvent songer à son immortel modèle. Et le plus bel éloge que nous puissions faire du livre, c'est qu'il puisse, sans désavantage, soutenir une aussi redoutable comparaison.

MORCEAUX CHOISIS. Par Maurice Maeterlinck. Avec une Introduction par Mme Georgette Leblanc.

Il n'est pas aujourd'hui en France un écrivain dont l'influence soit plus subtile, plus profonde et plus universelle que celle de Maurice Maeterlinck. Dramaturge, il a communiqué au drame contemporain un « frisson nouveau », il a créé une conception nouvelle de l'art tragique. Moraliste, il a apporté à notre génération inquiète et troublée de nouvelles raisons de croire et d'espérer, il a traduit en une langue admirable la poésie de la science et formulé les affirmations de la conscience moderne.

On peut dire que Maeterlinck est pour la littérature du xxe siècle ce que Rousseau a été pour celle du xviiie. Belge comme Jean-Jacques était Suisse, il représente la synthèse harmonieuse du génie germanique et du génie latin. Une fois de plus, l'âme germanique n'a pu donner une expression définitive à ses aspirations les plus hautes, à ses divinations les plus intimes, *qu'en empruntant une forme française,*

qu'en se cristallisant dans un moule français. Et il se trouve ainsi que l'œuvre de ce flamand, de ce germain a contribué plus efficacement, plus glorieusement qu'aucune autre à la diffusion, au rayonnement de la langue française.

LE COMTE KOSTIA. Par Victor Cherbuliez (*de l'Académie française*). Introduction par M. Wilmotte.

On oublie trop à l'étranger et même en France que les frontières littéraires de la France sont plus vastes que ses frontières politiques, que, même de nos jours, le Canada français a produit un Fréchette, que la Belgique française a produit un Rodenbach et un Maeterlinck, que la Suisse française a produit un Rod et un Cherbuliez.

L'œuvre de Cherbuliez a été, certes, l'un des apports les plus précieux de la Suisse romane à la culture française, et aucun écrivain n'a été plus français que ce Genevois, plus clair, plus vif, plus spirituel, plus prime-sautier, plus universel. Les récits de Cherbuliez et les études de « Valbert » ont pendant trente ans charmé, sans les lasser, les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes.* Et à notre époque, rassasiée de romans pessimistes, de romans morbides et de romans psychologiques, c'est une surprise et une joie de relire le roman de Cherbuliez parfaitement honnête et simplement romanesque, qui se contente de conter une histoire d'amour ou de développer une

intrigue ou une aventure : surprise d'autant plus joyeuse que ce roman romanesque est écrit par un des esprits les plus prodigieusement intelligents, est rempli d'aperçus pénétrants sur la vie, d'observations et d'analyses délicates.

Le comte Kostia est peut-être le chef-d'œuvre de Cherbuliez. On y trouve toutes ses qualités et tous ses traits caractéristiques : l'art de nouer et de dénouer une intrigue compliquée, et surtout ce don d'humour, de bonne humeur, de badinage mêlé de malice, de bonne santé intellectuelle et morale, qui nous reposent de la littéraire épicée et artificielle de la nouvelle génération.

PETITE ANTHOLOGIE DES POÈTES FRANÇAIS. Introduction par Charles Sarolea.

La *Petite Anthologie des Poètes Lyriques* vient combler une lacune fâcheuse dans la littérature. On avait publié jusqu'ici d'innombrables anthologies pour les écoles, *ad usum Delphini*. On attendait encore une « anthologie de poche » qui ne fût pas inspirée exclusivement par des nécessités pédagogiques et qui s'adressât au grand public à qui l'école n'a pas fait perdre la passion des beaux vers. La *Petite Anthologie* condense en un petit volume et enferme comme dans un écrin les chefs-d'œuvre les plus universellement aimés de la poésie lyrique depuis Villon jusqu'à Musset. Elle sera pour le lecteur français ce

que le célèbre recueil de Palgrave, le *Golden Treasury*, est depuis deux générations pour le lecteur anglais. Elle sera la compagne fidèle des promenades champêtres et l'inspiratrice des méditations solitaires.

LE DISCIPLE. Par Paul Bourget (*de l'Académie française*). Introduction par T. de Wyzewa.

Le Disciple fait époque dans l'histoire du roman contemporain. Il a été dès son apparition l'objet de discussions passionnées et l'occasion d'un débat célèbre entre Brunetière et Anatole France. Il marque la fin du naturalisme et de la « littérature brutale ». Il inaugure la renaissance de l'idéalisme.

L'auteur examine dans quelle mesure un philosophe doit être tenu pour responsable des conséquences immorales que ses disciples peuvent déduire de sa doctrine. La thèse de la responsabilité que défend M. Bourget est aussi ancienne que la philosophie elle-même, et l'auteur en faisant le procès de M. Sixte semble refaire le procès de Socrate et justifier sa condamnation. On peut ne pas partager l'avis de l'auteur, on peut même affirmer que M. Sixte est aussi innocent des aventures amoureuses et du crime de son « disciple, » que Socrate lui-même l'était des crimes d'Alcibiade. Que l'on soit ou non d'accord avec Bourget, la valeur du roman reste la même. Par l'intérêt passionnant du récit, par la profondeur et la finesse de l'analyse, par la haute inspiration

morale, ce roman à thèse reste le chef-d'œuvre de l'auteur. Comme le disait Brunetière à l'apparition du livre, *Le Disciple* n'est pas seulement une belle œuvre littéraire, il est une bonne action.

LES MARIAGES DE PARIS. Par Edmond About. Introduction par Émile Faguet.

EDMOND ABOUT a tenu une place considérable dans l'histoire littéraire du second Empire et de la troisième République. A la fois moraliste, historien, dramaturge, et surtout journaliste et romancier, il s'est essayé, et toujours avec succès, dans les genres les plus divers. On a souvent comparé l'auteur du *Roi des Montagnes* et de la *Question romaine* à Voltaire. Et en effet il rappelle Voltaire par sa langue précise, rapide et limpide, par sa versatilité, par sa vivacité, par son esprit endiablé, par sa verve agressive, verve toujours tempérée par un bon sens bourgeois et le sens de la mesure.

Aucun des livres d'About, plus que *Les Mariages de Paris*, ne révèle les qualités maîtresses de cet étonnant improvisateur. Il faut ajouter que *Les Mariages de Paris* ne sont pas déparés par les défauts qui souvent accompagnent l'improvisation. Il y a tout lieu d'espérer que dans cette édition nouvelle, cet admirable recueil de récits *qui peut être mis entre toutes les mains* reconquerra l'immense popularité qui accueillit l'ouvrage à son apparition.

FUMÉE. Par Ivan Tourguéneff. Introduction par Charles Sarolea.

Tourguéneff est avec Tolstoï et Dostoievski un des maîtres souverains du roman russe. Nul ne sait raconter comme lui une simple histoire d'amour, souvent poignante, toujours empoignante, et d'une passion concentrée ; nul, comme lui, n'a fouillé les plis et les replis du cœur féminin. La tragédie d'Irène et de Litvinof se complique dans *Fumée* de la crise morale et sociale du peuple russe pendant la période « nihiliste ». Car ici, comme dans ses autres livres, Tourguéneff n'est pas seulement un grand artiste, il est encore le porte-parole de cent cinquante millions de ses compatriotes. Pour quiconque veut apprendre à connaître l'âme mystérieuse et tortueuse d'une grande race à qui appartient l'avenir et qui, après-demain, disputera à l'Allemagne l'empire du monde, *Fumée* apparaîtra comme un livre révélateur.

L'INVASION. Par Louis Bertrand.

M. Louis Bertrand est le « spécialiste » des pays du soleil, le peintre des mœurs méditerranéennes. L'Algérie et la Riviéra, la Grèce et le Levant n'ont pas de secrets pour lui. Heureux l'écrivain qui a su se tailler dans l'art ce domaine enchanté ! *L'Invasion* est son œuvre la plus originale et la plus vigoureuse. C'est la conquête de Marseille et du midi de la France

par l'immigration italienne. La vie de ces « *primitifs* » italiens aux instincts de violence, d'anarchie, aux traditions de brigandage, toujours prêts à manier le couteau, fournit au romancier la matière la plus riche, la plus pittoresque et la plus dramatique, sans que d'ailleurs le drame tourne jamais au mélodrame, sans que le réalisme fasse jamais perdre à l'artiste le sens de la mesure ni lui fasse oublier les exigences de l'art.

LA COUR DE LOUIS XIV. Par le duc de Saint-Simon. Avec une Introduction par Charles Sarolea.

PENDANT vingt ans, le duc de Saint-Simon a observé ce qui se passait dans les antichambres de Versailles ; il a écouté ce qui se disait dans les coulisses ; il a interrogé les témoins et les acteurs. Puis, pendant quarante ans, le génial *reporter*, l'ancêtre et le maître des chroniqueurs mondains, a classé, a arrangé ses notes, animant ses souvenirs de ses vengeances et de ses indignations. La postérité a reproché au noble duc ses haines et ses rancunes. La postérité est bien ingrate, car elle doit à ces haines et à ces rancunes tenaces les *Mémoires* les plus palpitants de vie, les plus indiscrets et les plus véridiques, les plus dramatiques, qui existent dans aucune littérature. Grâce à Saint-Simon et à sa puissance d'évocation, les vastes galeries, les terrasses et les jardins de Versailles se

repeuplent pour nous d'un peuple de courtisans. Grâce à lui et grâce à lui seul, nous sont révélés la vie intime et familière du Grand Siècle, les ressorts cachés de sa politique, et le caractère des hommes et des femmes qui y ont tenu le principal rôle.

MON ONCLE BENJAMIN. Par Claude Tillier.

Il n'est pas donné tous les jours à un éditeur de pouvoir ressusciter un chef-d'œuvre littéraire. En publiant *Mon Oncle Benjamin*, nous pouvons revendiquer cet honneur et cette bonne fortune de tirer d'un injuste oubli un grand écrivain poursuivi, de son vivant comme après sa mort, par une impitoyable destinée. *L'Oncle Benjamin*, l'Esculape bohème et bon vivant, amant de la dive bouteille, mais d'ailleurs parfait honnête homme, plein de verve, d'un ferme bon sens et d'une conscience droite, est un type qui survivra comme « *mon oncle Toby* » et le *Curé de Wakefield*, qu'il rappelle de loin. Ce livre, à la fois très gai et très triste, est d'un humoriste, d'un penseur indépendant et d'un démocrate. La forme vaut le fond : *Mon Oncle Benjamin* est écrit dans la langue la plus savoureuse et la plus purement gauloise.

PAUL ET VIRGINIE. Par Bernardin de Saint-Pierre.

Paul et Virginie, c'est l'histoire tout unie, tout ingénue de deux enfants qui s'aiment sous le soleil des tropiques et que séparent la cupidité de leurs parents et les préjugés de la société. Quand parut cette idylle d'amour en 1787, deux ans avant la Révolution française, ce fut une sensation. C'est que les humbles héros de ce simple récit étaient les victimes de ces préjugés sociaux que la Révolution allait faire disparaître, c'est que ce petit livre contenait lui-même et continuait la révolution littéraire commencée par Jean-Jacques Rousseau. Le retour à la nature, la sentimentalité naïve, les paysages de l'Île Bourbon, c'est du pur Jean-Jacques. Et de même que Bernardin succède à Rousseau, il annonce Pierre Loti. Cent ans avant Loti, il inaugure le roman exotique, tropical et impressionniste.

MEMOIRES D'OUTRE-TOMBE. Par Chateaubriand.

Par la magnificence somptueuse du style, par l'ampleur et la diversité de la matière, par les révélations qu'ils nous apportent sur Chateaubriand et sur ses contemporains, sur l'Ancien Régime, sur la Révolution et l'Empire, sur la Restauration, les *Mêmoires d'Outre-Tombe* se placent immédiatement après les

Mémoires de Saint-Simon. Le volume sur Napoléon, que nous détachons de l'œuvre, est certainement celui qui présente l'intérêt le plus universel. Chateaubriand n'aime pas Napoléon. Son admiration n'en est que plus clairvoyante. Et son jugement est en somme devenu le verdict de la postérité.

Nous avons cru qu'il était piquant de publier à côté du portrait de Napoléon que donnent les *Mémoires d'Outre-Tombe* la caricature que donne la brochure haineuse *De Buonaparte et des Bourbons.* Cette brochure n'est à vrai dire qu'un pamphlet, mais c'est un pamphlet qui durera aussi longtemps que la langue française.

IVANHOE. Par Sir Walter Scott.

Il y a 2,400 ans les critiques d'Athènes reprochaient à Aristide d'être appelé le juste. Les critiques de la moderne Athènes reprochent à Walter Scott d'être par excellence le romancier obstinément et naïvement honnête. Après avoir été les délices de plusieurs générations de lecteurs français, Walter Scott, pour sa candide honnêteté, a été négligé par les amateurs de la littérature brutale. Il n'en reste pas moins qu'il n'y a pas de romans qui aient exercé une influence plus décisive qu'*Ivanhoe* et *L'Antiquaire.* Walter Scott a suscité Balzac. *Ivanhoe* a apporté à Augustin Thierry la révélation de son génie. Il a directement inspiré la *Conquête des Normands.* Le romancier

écossais a été en France un des chefs de file du romantisme.

A la suite de Walter Scott et d'Augustin Thierry, les historiens modernes ont renouvelé l'étude du conflit tragique des races qui sert de matière au roman de Scott, et un siècle de recherches a fait ressortir la vérité essentielle et la fidélité de cet étonnant tableau de mœurs féodales et chevaleresques. Aussi longtemps que les hommes s'intéresseront au passé et que les enfants garderont le goût du merveilleux, les uns continueront de se passionner pour les luttes des Saxons, des Normands et des Juifs, et les autres pour les aventures des Templiers, de Rebecca, de Cedric et d'Ivanhoe.

EUGÉNIE GRANDET. Par Honoré de Balzac.

Eugénie Grandet comme tous les grands romans de Balzac a pour thème une des positions maîtresses et élémentaires de la nature humaine. Si *le père Goriot* est la tragédie de l'amour paternel, « *le père Grandet* » — car tel devrait être le titre du livre, puisque le vieux vigneron en est le héros — est la tragédie de l'avarice. « *Eugénie Grandet* » marque le point culminant dans l'art de Balzac ; c'est, de tous ses livres, celui où il approche le plus de la perfection, celui où les effets les plus puissants sont obtenus par les moyens les plus simples. L'œuvre réunit les qualités les plus

contradictoires : la simplicité et le naturel dans le développement du récit et le groupement des personnages, la profondeur et la finesse dans l'analyse des caractères, la science infaillible des nuances et des contrastes, la force de Michel-Ange jointe à la douceur et à la délicatesse du Corrège. Dans toute l'œuvre balzacienne il n'est pas de création plus touchante et plus pathétique que la fille de l'avare, et il n'existe pas de création plus puissante, plus tragique que le père Grandet, si impérieux, si logique dans la fatalité de son tempérament que sa tyrannie s'impose au lecteur comme elle s'impose à sa famille, et que, plus encore que l'Harpagon de Molière, le vieux Grandet est devenu dans la littérature universelle le type définitif du vice qu'il incarne.

LA PUCELLE DE FRANCE. Par Andrew Lang. Traduit de l'anglais par le Dr Louis Boucher et E.-E. Clarke. Introduction par Mme Félix-Faure-Goyau.

DEPUIS cent ans, les livres sur Jeanne d'Arc se succèdent sans se ressembler. L'histoire et la légende, la poésie et la science se sont efforcées à l'envi, et se sont efforcées en vain, de surprendre le secret et de comprendre le sens de cette mystérieuse et radieuse et tragique destinée. Mais pour tous, croyants et incrédules, anglais, allemands et français, poètes comme Schiller, historiens comme Michelet et Anatole

France, érudits comme Quicherat, Jeanne d'Arc est la Vierge de France, elle incarne l'idéal héroïque et religieux de sa race.

Le livre de M. Andrew Lang n'est pas indigne de figurer à côté de tant d'œuvres remarquables consacrées à la Pucelle, et il a pu profiter des erreurs de ses devanciers comme il a su mettre à profit les travaux les plus récents de l'érudition. L'éminent écrivain anglais a acquis depuis de longues années une compétence pour débrouiller les mystères et les procès de l'histoire. Il se meut à l'aise sur ces frontières indécises où finit la réalité, où commence la légende.

Et surtout, il y aura pour le lecteur un intérêt piquant à comparer le livre de Lang à celui de M. Anatole France, d'autant que les deux ouvrages s'inspirent d'un esprit différent et aboutissent à des conclusions différentes. Et tout bon Français applaudira à l'effort de l'illustre écrivain anglais qui a édifié ce monument à l'une des gloires les plus pures de la France, à Jeanne, Vierge, Bienheureuse, Héroïne et Martyre.

LE SIÈGE DE PARIS. Par Francisque Sarcey.

FRANCISQUE SARCEY a été l'un des maîtres du journalisme français dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Il a fait les délices de deux générations de Parisiens

par son esprit endiablé assaisonné de bon sens, par sa fine malice gauloise, mêlée de bonhomie. Le sujet du livre ne permettait pas, hélas ! à Sarcey de répandre sa verve inépuisablement féconde en saillies. Le récit des malheurs de la guerre de 1870 et des horreurs du Siège de Paris demandait d'autres qualités que celles de l'humoriste et de l'ironiste, il exigeait surtout une sincérité absolue et la seule préoccupation de dire la vérité. C'est ce souci de la vérité autant que la vivacité entraînante de la narration, qui donne sa valeur au livre. L'auteur s'est contenté de raconter tout simplement, avec une émotion contenue et d'autant plus impressionnante, les péripéties tragiques du siège. Sans récriminations et sans rhétorique, il rappelle les fautes et les crimes. Déposition d'un témoin oculaire, le livre restera un des documents les plus saisissants de l'*Année Terrible*.

TROIS CONTES. Par Gustave Flaubert.

Les *Trois Contes* sont les trois perles inappréciables dans l'œuvre de Flaubert, et sont une époque dans l'histoire de la littérature française, puisque tout Maupassant procède de là. Les maîtres du roman excellent rarement dans la nouvelle. Flaubert dans l'une comme dans l'autre a atteint la perfection, et il a apporté dans les deux genres les mêmes qualités souveraines : une vérité et une sincérité scrupuleuses, la magie d'un style impersonnel, précis, concis, d'un

rhythme infaillible, une imagination prestigieuse. « Un Cœur simple, » l'histoire navrante d'une servante de ferme, rappelle *Madame Bovary*. « Saint Julien l'Hospitalier, » légende naïve du Moyen-Âge, et « Hérodias, » la légende biblique de Saint Jean-Baptiste, rappellent *Salammbô* : reconstitutions historiques saisissantes de vie et de relief, elles font comprendre la vérité profonde du mot d'Aristote : *la fiction est plus vraie que l'histoire.*

LES CARACTÈRES. Par La Bruyère.

La Bruyère est par excellence le moraliste du déclin de Louis XIV. Il termine le XVII[e] siècle ; il commence le XVIII[e]. Aussi bien que Saint-Simon lui-même, il nous fait comprendre la mécanique du grand règne, il nous fait toucher du doigt ses tares et ses abus. Il n'y a pas une page du terrible duc que l'on ne puisse commenter ou contrôler par une page des *Caractères*. Mais La Bruyère tire la moralité et la signification humaine des faits que Saint-Simon raconte, et les traits individuels et accidentels des portraits de l'histoire sont repris et ramassés par La Bruyère et fixés en des types définitifs. Comme styliste, La Bruyère est absolument hors pair. Dans l'opinion d'un juge comme Littré, nul n'a su tirer parti comme lui des sources et des ressources du français, nul n'aidera mieux l'étranger à surprendre les secrets de la meilleure langue du grand siècle.

LA CHANOINESSE. Par André Theuriet (*de l'Académie française*).

Faire revivre les grandes scènes de la Révolution, non seulement à Paris, mais en province, raconter à la fois l'émeute dans les cités, la révolte brutale des paysans, les passions politiques mises au service des haines privées, le déchaînement des vices les plus odieux et la floraison des plus nobles vertus, la guerre nationale des patriotes et des Sans-Culottes et l'invasion des Émigrés, tel est l'objet de *la Chanoinesse.* Jusqu'ici peu de romanciers avaient eu l'audace d'exploiter le drame révolutionnaire et de se mesurer avec les historiens, tant le simple récit des événements semble ici plus émouvant que toutes les inventions de la plus féconde imagination. Le plus bel éloge que l'on puisse faire de l'œuvre de Theuriet, c'est que son audace a été justifiée par le succès, et qu'il a su reconstituer l'époque la plus tragique de l'histoire moderne.

MISS ROVEL. Par Victor Cherbuliez (*de l'Académie française*).

Les critiques du Boulevard reprochent souvent aux compatriotes de Jean-Jacques Rousseau et de Mme de Staël d'assombrir et d'alourdir de tristesse et de gravité germaniques la gaîté et la vivacité gauloises. Voici un Suisse de Genève qui ne mérite assurément pas le reproche traditionnel. Aucun Français de

France n'a porté dans le roman une gaîté plus souriante, une fantaisie plus charmante, un esprit plus ailé, un dialogue plus étincelant et plus vibrant de verve que ce Genevois qui s'appelle Victor Cherbuliez. *Miss Rovel* possède au plus haut point toutes les qualités qui distinguent son œuvre. Le caractère de la jeune Anglaise fantasque et séduisante est une des créations les plus originales de l'auteur, et ce caractère se développe à travers une succession d'aventures extraordinaires où se révèle l'imagination inventive du conteur. Ajoutez à l'intérêt romanesque du récit une richesse d'idées et d'observations morales qui rend la lecture du livre aussi substantielle que divertissante.

UNE NICHÉE DE GENTILSHOMMES. Par Ivan Tourguéneff.

Comme presque tous les récits de Tourguéneff, *Une Nichée de Gentilshommes* est une histoire d'amour en même temps qu'un tableau de mœurs, et comme presque toutes les histoires d'amour du romancier russe, elle est imprégnée de mélancolie slave, et elle révèle la finesse et la délicatesse d'analyse, l'ironie pénétrante et la composition sobre et classique qui caractérisent l'art de Tourguéneff. La donnée du roman est fort simple. La nouvelle imprévue de la mort de la femme qu'il déteste rend au héros Lavretzky la joie de vivre et la liberté d'aimer. Le retour

dramatique de l'épouse rive de nouveau la chaîne conjugale. La jeune fille qu'il aime entre au couvent. Cette histoire d'amour est placée dans le cadre de la vie provinciale et rurale. Le livre est une évocation de la vieille Russie d'avant l'émancipation des serfs. Elle est saisissante de vérité et de relief.

NELSON, ÉDITEURS,
189, rue Saint-Jacques, Paris.


N